

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°216	
--	--------------	--

MARS 2003		
------------------	--	--

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- INTERVENTION AMERICANO-BRITANNIQUE EN IRAK
- ANKARA : LE PARLEMENT REFUSE LE PASSAGE PAR LA TURQUIE DE TROUPES AMÉRICAINES
- RECEP TAYYIP ERDOGAN EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE APRÈS DES ELECTIONS PARTIELLES À SIIRT
- PROCÈS ZANA: LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT TURQUE REFUSE LA LIBÉRATION PROVISoire DES EX-DÉPUTÉS KURDES ET RENVOIE AU 25 AVRIL LA PROCHAINE AUDIENCE
- BRUXELLES : LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE UNE « FEUILLE DE ROUTE » À LA TURQUIE ET UNE AIDE FINANCIÈRE DE PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS
- STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME JUGE « INÉQUITABLE » LE PROCÈS D'ABDULLAH OCALAN
- SULEIMANIYEH : RÉUNION DE LA DIRECTION COLLÉGIALE DE L'OPPOSITION IRAKIENNE

INTERVENTION AMERICANO-BRITANNIQUE EN IRAK

La guerre contre l'Irak a commencé le 20 mars peu avant l'aube avec plusieurs séries de bombardements américains sur Bagdad et de la périphérie, peu après l'expiration de l'ultimatum du président George W. Bush sommant le président irakien Saddam Hussein de partir en exil. Les bombardements viseraient tout particulièrement les lieux susceptibles d'abriter les hauts dirigeants irakiens.

« *Le diable sera vaincu* », « *nous allons résister aux envahisseurs* », a déclaré Saddam Hussein, dans une allocution diffusée par la télévision de la Jeunesse, qualifiant les Etats-Unis de « *tyran*

du siècle » et appelant les Irakiens et les Arabes à la résistance en leur promettant la victoire. La diffusion de ce discours est intervenue un peu plus d'une heure après la fin des premiers bombardements américains sur Bagdad. Quelques heures plus tard, six missiles de type Scud ont été tirés sur le territoire koweïtien, dont deux ont été interceptés par des missiles antimissiles américains Patriot, selon le ministère koweïtien de la Défense.

S'adressant solennellement aux Français quelques heures après les premières frappes américaines contre Bagdad, M. Chirac a souligné que la France s'est battue « *jusqu'au bout* » pour empêcher

une guerre mais a reconnu que « *ces efforts n'ont pas abouti* ». « *Les opérations militaires viennent de commencer en Irak. La France regrette cette action engagée sans l'aval des Nations Unies* », a déclaré le président français qui a souhaité que « *ces opérations soient les plus rapides et les moins meurtrières possibles et qu'elles ne conduisent pas à une catastrophe humanitaire* ».

Le sommet européen de Bruxelles a adopté le 20 mars au soir une déclaration commune sur l'Irak qui réaffirme le rôle fondamental des Nations unies dans les relations internationales, promet l'aide humanitaire de l'UE et appelle au respect de « *l'intégrité* » du territoire irakien. L'adoption du texte a été entérinée plus rapidement que prévu alors que

les Quinze restent profondément divisés sur ce dossier. Comme ils l'avaient déjà fait lors d'un précédent sommet extraordinaire sur la crise irakienne le 17 février dernier, les Quinze ont estimé dans leur déclaration commune que « *les Nations unies doivent continuer à jouer un rôle essentiel pendant et après la crise actuelle* ». Ils ont plaidé pour « *un mandat ferme* » de l'Onu dans la perspective de l'après-guerre, sans mentionner explicitement la reconstruction de l'Irak. Le texte souligne aussi l'attachement de l'UE à « *l'intégrité territoriale, à la souveraineté, à la stabilité politique et au désarmement intégral et effectif de l'Irak sur l'ensemble de son territoire, ainsi qu'au respect des droits du peuple irakien* », notamment « ses

minorités ». « *Nous invitons tous les pays de la région à s'abstenir de toute action, qui pourrait amener une augmentation de l'instabilité* » régionale, a déclaré devant la presse M. Simitis dans une allusion claire à la Turquie et à Israël.

Le président russe Vladimir Poutine a également demandé de mettre rapidement un terme à la guerre en Irak, affirmant qu'elle n'était en aucun cas justifiée et qu'elle était une « *grosse erreur politique* ». « *La Russie demande la fin la plus rapide possible de l'action militaire* », a déclaré le président russe au début d'une réunion avec de hauts dirigeants de son pays à Moscou.

Le président turc Ahmet Necdet Sezer a qualifié les frappes

américaines d'« *action unilatérale* » quelques heures seulement avant le vote du Parlement turc se prononçant sur l'ouverture de l'espace aérien du pays aux avions américains. En contrepartie de cette autorisation, la Turquie recevra une aide financière d'un milliard de dollars. Les troupes américaines de la 4ème division blindée qui devaient transiter par la Turquie pour aller ouvrir un front nord ont finalement reçu l'ordre de faire demi-tour et d'aller rejoindre l'armada américano-britannique au Koweït.

L'offensive terrestre de forces américano-britanniques a commencé à partir de ce pays dès le lendemain des bombardements aériens.

ANKARA : LE PARLEMENT REFUSE LE PASSAGE PAR LA TURQUIE DE TROUPES AMÉRICAINES

Le 5 mars, l'armée turque a finalement apporté son soutien au déploiement de forces américaines dans le pays et a mis en garde les partis kurdes d'Irak contre toute opposition à sa possible intervention. « *Les vues des forces armées sont les mêmes que celles du gouvernement* », a déclaré le chef d'état-major, le général Hilmi Ozkok, lors d'une rare intervention devant les journalistes, auxquels il a lu une déclaration écrite. « *Nous avons pensé que si un front était ouvert dans le nord [Kurdistan d'Irak] la guerre serait écourtée et que des événements imprévisibles*

n'auraient pas lieu », a précisé le général turc. « *Malheureusement, notre choix n'est pas entre le bien et le mal, mais entre le mauvais et le pire* », a-t-il souligné, soulignant que « *si nous ne participons pas à une guerre, (...) il nous sera impossible d'avoir notre mot à dire après la guerre* ». Relevant que son pays n'avait ni les capacités, ni les moyens de prévenir à lui seul une guerre, le général Ozkok a indiqué que « *la Turquie subira les mêmes dommages, qu'elle participe ou non au processus de guerre* ».

Dès le lendemain de la déclaration, quelques 200 camions militaires turcs se sont dirigés

vers la frontière kurde en Irak, tandis que des camions américains, chargés sur des semi-remorques, quittaient le port d'Iskenderun. Plusieurs centaines de véhicules militaires américains, notamment des camions et des jeeps, avaient été déchargés il y a 15 jours de plusieurs rouliers à Iskenderun. Selon la chaîne de télévision NTV, neuf bases sont en cours d'établissement dans le Kurdistan de Turquie pour accueillir les soldats américains et leur soutien logistique. Pourtant, le président du parlement, Bulent Arinc, un membre du parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir, s'était lui aussi déclaré irrité, le 9 mars, par ce qu'il avait qualifié de déploiement « *de facto* ».

Les préparatifs militaires américains ont également provoqué des tensions dans le pays. La police militaire turque a tiré, le 12 mars, en l'air dans le Kurdistan de Turquie pour disperser des manifestants rassemblés devant le port d'Iskenderun, alors que les Etats-Unis ont accepté de faire parvenir deux batteries de missiles antimissile Patriot à la Turquie, portant ainsi à cinq le nombre de batteries déployées en Turquie.

La Turquie affirme craindre que les deux partis kurdes qui contrôlent le Kurdistan d'Irak ne profitent d'une intervention américaine contre Bagdad pour déclarer leur indépendance. Elle a averti à plusieurs reprises que, le cas échéant, elle interviendrait militairement dans cette zone où elle stationne déjà quelques centaines de soldats. Dans son intervention du 5 mars, le chef d'état-major a averti que les partis kurdes d'Irak devraient assumer les conséquences d'une éventuelle confrontation avec l'armée turque, en cas d'intervention de celle-ci au Kurdistan irakien. « Je leur rappelle notre droit légitime à défendre nos intérêts nationaux et j'espère qu'ils seront prudents et coopératifs... Ceux qui veulent remplacer la paix par la confrontation en assumeront également la responsabilité et les conséquences » avait déclaré le général Ozkok. De même, Recep Tayyip Erdogan, avait, le 4 mars, mis en garde les Kurdes d'Irak contre des actes hostiles visant son pays et Bagdad contre toute

tentative de tirer profit. « Il y a des événements préoccupants et regrettables dans le nord de l'Irak », avait-il déclaré devant le groupe parlementaire de son parti AKP.

De son côté, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), avait affirmé, à l'issue de la conférence de l'opposition irakienne le 1er mars, que le peuple kurde « se soulèvera » si jamais l'armée turque envahissait le Kurdistan d'Irak dans le cadre d'une attaque menée par les Etats-Unis pour renverser le régime de Saddam Hussein. « Même si les troupes turques sont sous commandement militaire américain, ce ne serait pas acceptable pour nous... Les Américains sont parfaitement conscients de notre position (...) et le peuple kurde se soulèvera pour faire face à tout complot », avait-il ajouté.

Pour désamorcer les tensions, les Américains ont organisé les 18 et 19 mars à Ankara une série d'entretiens entre les responsables politiques kurdes, turcs ainsi que des représentants de l'opposition irakienne.

Une première réunion a rassemblé le 18 mars les représentants des deux principaux partis kurdes d'Irak et des diplomates turcs autour du représentant du président américain auprès de l'opposition irakienne, Zalmay Khalilzad. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Nechirvan Barzani, Premier ministre du gouvernement

régional du Kurdistan à Erbil, ont participé aux discussions, élargies 19 mars à d'autres représentants de l'opposition irakienne.

Au terme de la réunion avec des représentants kurdes et turcs, Zalmay Khalilzad a annoncé que les forces kurdes acceptaient de placer leurs forces sous commandement des Etats-Unis en cas d'intervention contre l'Irak. « Les parties irakiennes ont accepté de coopérer pleinement avec les forces coalisées si elles pénétraient en Irak, de placer les forces dont elles disposent sous le commandement et le contrôle des commandants de la coalition », a déclaré M. Khalilzad.

À propos de la requête de la Turquie d'envoyer des soldats dans le Kurdistan d'Irak, officiellement pour des missions humanitaires concernant les réfugiés, M. Khalilzad a souligné que ce « ne serait pas le premier ni le meilleur moyen de traiter » ces problèmes. « Mais les différentes parties resteront en contact. Nous réfléchissons à des mécanismes par lesquels les Irakiens, les Américains et les Turcs peuvent rester en contact pour traiter les problèmes au fur et à mesure qu'ils apparaissent », a ajouté M. Khalilzad.

Pour les Etats-Unis comme pour les Kurdes d'Irak, il s'agit de contenir les projets turcs d'envoyer au Kurdistan irakien plusieurs dizaines de milliers de soldats, au risque de provoquer une « guerre dans la guerre » avec les partis kurdes.

Les représentants de l'opposition irakienne se sont engagés à œuvrer pour la mise en place d'un gouvernement démocratique et la défense de l'intégrité territoriale de l'Irak. Les participants se sont mis d'accord pour « *permettre au peuple irakien de bâtir un gouvernement pleinement représentatif et démocratique, répondant aux normes internationales* », selon un communiqué publié à la fin de la rencontre. L'opposition s'est déclarée prête à « *préserver l'indépendance de l'Irak, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité nationale* ». Les participants se sont également engagés à « *protéger les civils et les biens* », « *décourager les mouvements incontrôlés de réfugiés et personnes déplacées* » et « *décourager les Irakiens de prendre la loi entre leurs mains ou d'inciter à la discorde civile* ».

Une commission sera mise en place afin d'examiner notamment la restitution de leurs maisons aux Irakiens, dont de nombreux Kurdes, chassés de chez eux par le régime de Bagdad. Les participants ont par ailleurs souligné que les ressources naturelles de l'Irak devaient être « *utilisées comme un bien national et pour l'ensemble du peuple irakien* ». La réunion du 19 mars regroupait Jalal Talabani et Nechirvan Barzani, ainsi que Ahmed Chalabi, chef du Congrès national irakien et Abdel Aziz Al-Hakim, représentant de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII). Des représentants des

Turcomans, que la Turquie souhaite voir participer à la future administration irakienne, le Mouvement démocratique assyrien et le Mouvement de la monarchie constitutionnelle (MMC), participaient également à la réunion.

Finalement, après d'intenses pressions exercées par l'Union européenne et Washington pour éviter l'envoi unilatéral de troupes turques dans le Kurdistan, les autorités politiques et militaires turques ont finalement adopté une position plus rassurante. Lors d'une conférence de presse à Diyarbakir, le 26 mars, le chef d'état-major turc a ainsi assuré que son armée travaillerait en coordination avec les Etats-Unis avant d'envoyer des soldats dans le Kurdistan irakien, ajoutant qu'il n'y aurait de déploiement qu'en cas de crise humanitaire ou de menace pour la sécurité de la Turquie. « *Parce que notre allié stratégique, les Etats-Unis, est toujours en guerre dans cette région, nous coordonnerons notre action avec lui* », a déclaré le général Hilmi Ozkok. Le général Ozkok a souligné que l'armée n'enverrait des renforts au Kurdistan irakien qu'en cas d'attaque contre les soldats turcs déjà sur place, d'offensive « *d'une des forces régionales contre une autre, ou contre les civils* », ou d'« *afflux massif de réfugiés* ». Tout en promettant une action coordonnée, le général turc a également exprimé un peu de ressentiment vis-à-vis de Washington : « *j'ai du mal à*

comprendre pourquoi ceux qui se trouvent par-delà les océans et se disent menacés ne croient pas la Turquie lorsqu'elle dit qu'elle fait face au même danger, juste de l'autre côté de sa frontière. »

Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a pour sa part annoncé, le 25 mars, qu'Ankara prévoyait d'envoyer des troupes jusqu'à 20 kilomètres à l'intérieur du Kurdistan d'Irak pour empêcher un afflux de réfugiés, mais uniquement en cas de crise. Le secrétaire adjoint américain à la Défense Paul Wolfowitz, a, le 27 mars, critiqué le gouvernement turc en déclarant que celui-ci « *ne savait pas très bien ce qu'il faisait* » en ne parvenant pas à obtenir de son Parlement qu'il autorise le déploiement de forces terrestres américaines en vue d'ouvrir un second front en Irak. Pour lui, Ankara a commis là « *une grosse, grosse erreur* », même s'il a reconnu que Washington en avait demandé beaucoup à la Turquie et que ce pays avait tout de même accepté d'ouvrir son espace aérien à l'aviation américaine. M. Wolfowitz comparaisait devant une sous-commission des finances de la Chambre des représentants pour défendre la demande du président Bush d'accorder une aide d'un milliard de dollars à la Turquie dans le cadre d'une rallonge budgétaire de 74,7 milliards de dollars pour la guerre en Irak.

Le Parlement turc avait, le 1er mars, rejeté par trois voix une motion du gouvernement

autorisant le stationnement de 62.000 soldats américains en Turquie pour une éventuelle guerre en Irak, et le déploiement de soldats turcs dans le Kurdistan irakien en cas de guerre. Le texte a obtenu 264 voix alors que la majorité requise était de 267. L'armée turque avait alors refusé

de se prononcer en préférant que le parti islamiste au pouvoir s'empêtre dans ses contradictions et soit le seul responsable de la décision d'autorisation de stationnement de l'armée américaine sur le sol turc, rejetée par plus de 80 % de la population turque. Le parti de la Justice et du

Développement avait ainsi soumis la motion à reculons. L'ambassadeur des Etats-Unis en Turquie avait dès le lendemain déclaré que l'assistance financière offerte par Washington à Ankara, susceptible d'atteindre 30 milliards de dollars, serait compromise si aucun accord n'intervenait.

RECEP TAYYIP ERDOGAN EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE APRÈS DES ELECTIONS PARTIELLES À SIIRT

Des réformes aux lois électorales adoptées par un Parlement, où le parti de la Justice et du développement (AKP-islamiste) possède une majorité écrasante, ont, le 9 mars, permis à Recep Tayyip Erdogan de remporter une élection législative partielle à Siirt, dernière formalité nécessaire le propulsant au poste de Premier ministre. Sa nomination par le président turc Ahmet Necdet Sezer le 12 mars lui permet ainsi

de prendre ouvertement la direction d'un gouvernement, dont il avait été écarté il y a quatre mois en raison d'une décision de justice le déclarant inéligible pour les élections législatives. Il dirigeait toutefois, en sous-main, le pays, aux côtés de son bras droit, le Premier ministre sortant Abdullah Gul qui a démissionné, le 11 mars, pour lui permettre de prendre sa place.

R.T. Erdogan a, le 14 mars, annoncé la formation de son

gouvernement, qui compte 22 ministres, dont le Premier ministre sortant Abdullah Gul, nommé ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre. M. Erdogan a exclu trois ministres du gouvernement sortant : Ertugrul Yalcinbayir, un vice-Premier ministre, Yasar Yakis, le ministre des Affaires étrangères, et Imdat Sutluoglu, le ministre de l'Environnement. Tous les autres ministres appartenaient déjà au gouvernement sortant.

PROCÈS ZANA :

LA COUR DE SURETÉ DE L'ETAT TURQUE REFUSE LA LIBÉRATION PROVISOIRE DES EX-DÉPUTÉS KURDES ET RENVOIE AU 25 AVRIL LA PROCHAINE AUDIENCE

Le procès des ex-députés kurdes s'est ouvert le 28 mars au matin devant une Cour de sûreté d'Ankara en présence de nombreux avocats, défenseurs de droits de l'homme, diplomates, journalistes, ainsi que deux députés du parlement européen venus en observateurs. Plus de 200 policiers, dont des unités anti-émeutes, avaient été mobilisés pour l'occasion.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, anciens députés du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP) emprisonnés depuis neuf ans en Turquie, avaient été condamnés en 1994 à 15 ans de prison pour « séparatisme ». La Cour européenne des droits de l'homme avait jugé le procès des quatre anciens députés « inéquitable » et le Conseil de l'Europe avait demandé en janvier 2003 à Ankara de réviser

leur procès. Le Parlement turc, dans le cadre de mesures destinées à favoriser le rapprochement du pays avec l'Union européenne, avait récemment adopté une loi autorisant de nouveaux procès pour les prévenus dont les sentences ont été condamnées par la Cour européenne des droits de l'homme et une cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara a décidé le 28 février 2003 de donner suite à la demande de nouveau procès déposée par les avocats des ex-députés, rejetant cependant un recours pour leur libération. Il s'agit du premier procès de ce

type depuis l'adoption de ces nouvelles mesures par le parlement en janvier 2003.

Au premier jour de ce nouveau procès, les anciens députés ont appelé à accélérer le processus de démocratisation dans le pays. « D'importants progrès ont été réalisés au cours des dernières années en matière de démocratisation », a affirmé Mme Zana, pour qui la Turquie doit néanmoins faire davantage en matière de respect des droits de l'homme. Mme Zana, lauréate du Prix Sakharov 1995 du Parlement européen, dont le procès est suivi avec attention par la Commission européenne, a par ailleurs appelé l'Union européenne à encourager les réformes en ouvrant immédiatement des négociations d'adhésion avec la Turquie. « Cela accélérerait le processus de démocratisation de la Turquie », a-t-elle estimé. Mme Zana s'est défendue d'avoir incité les Kurdes de Turquie à la « rébellion ». « Nous n'avons jamais prôné la violence, mais nous avons été la cible de la violence », a-t-elle déclaré. « Nous n'avions qu'un seul objectif au parlement, c'était d'arrêter l'effusion de sang entre frères », a-t-elle ajouté.

Leyla Zana a poursuivi en déclarant : « à l'occasion de ce rejugement à la dixième année de notre emprisonnement, je voudrais souligner que, nous en premier lieu, et vous messieurs les juges, mais aussi les journalistes et observateurs, bref nous tous et donc la Turquie, sommes en train de passer un examen de démocratie. Par conséquent, même

si on a l'impression que la période procédurale concerne en premier lieu nos libertés individuelles, au fond cela concerne notre avenir commun... Si notre problème était uniquement la liberté individuelle, nous n'aurions pas attendu cette période en Turquie, mais aurions exercé notre droit à l'exil volontaire... »

« Nous saluons et soutenons, malgré les insuffisances existantes, les ouvertures telles que l'abolition de la peine de mort, l'éducation en d'autres langues que turc, le droit de diffusion sur des chaînes de télévision nationales. Mais nous voudrions attirer l'attention sur la non application de ces réformes et le fait que ce retard puisse constituer un terreau propice aux provocations. Nous ne pouvons pas panser les blessures d'une période que l'on ne veut plus vivre avec des rancœurs, de la haine et des sentiments fondés sur la vengeance ou la régression sociale » a-t-elle souligné.

Orhan Dogan a déclaré pour sa part : « Il y a des années, nous nous sommes lancés dans la politique pour œuvrer pour la paix, la démocratie et la fraternité en prenant en considération les sacrifices... Une solution tolérante et de compréhension mutuelle à la question kurde, ne pourrait que renforcer l'unité et les frontières géographiques de la Turquie. C'est la raison pour laquelle j'espère que les réformes du 3 août 2002 seront rapidement en application et que la confiance sera établie. Il est également important pour la Turquie de se lier d'amitié et de fraternité avec les populations voisines. Au lieu de voir en ennemi nos frères des pays voisins, des

considérations fraternelles ne peuvent qu'agir en faveur de la Turquie et de nos frères voisins. »

« Nous sommes jugés pour nos opinions politiques », a affirmé pour sa part M. Dicle.

La Cour de sûreté de l'Etat a refusé de les remettre en liberté dans l'attente de leur nouveau jugement, comme le demandaient leurs avocats. À l'issue de l'audience, le juge a fixé la reprise du procès au 25 avril. « C'est décevant, la Turquie a perdu une occasion de faire preuve d'une attitude démocratique pragmatique », a commenté Luigi Vinci, député italien au parlement européen, qui assistait au procès. Si les quatre députés ne sont pas libérés lors de la prochaine audience, ce sera un « scandale », a-t-il déclaré. « Nous voulons un procès équitable car la procédure juridique en 1994 n'était pas équitable et les droits de la défense avaient été violés à l'époque », a également souligné le député européen.

Francis Wurtz, président du groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE), a demandé, le 12 mars, l'envoi d'une délégation du Parlement européen au nouveau procès. « Il s'agit là d'un événement politique majeur en Turquie et permet l'espoir de libération de Leyla Zana, ainsi que d'autres prisonniers politiques », a expliqué M. Wurtz, demandant au nom de son groupe que le Parlement européen, « en tant qu'institution », soit représenté au procès par une délégation « représentant toutes les sensibilités du Parlement européen ».

**BRUXELLES : LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE UNE
"FEUILLE DE ROUTE" À LA TURQUIE ET
UNE AIDE FINANCIÈRE DE PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS**

La Commission européenne vient de proposer une « feuille de route » à la Turquie qui, si elle était suivie, lui permettrait d'adhérer à l'Union européenne. « Les exigences que nous fixons à la Turquie sont élevées, mais la gageure peut être relevée », a déclaré le commissaire européen à l'élargissement, Günter Verheugen. En décembre 2002, les Quinze avaient assuré à la Turquie que des négociations d'adhésion seront entamées fin 2004 si des progrès décisifs étaient réalisés vers les critères fixés par l'Union européenne. Bruxelles jouera un rôle crucial en rédigeant à l'intention des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union un rapport déterminant sur le respect de ces critères par Ankara.

Concrètement, la Commission propose aux Quinze d'octroyer une aide financière de 1,05 milliard d'euros sur la période 2004-2006, soit le double du niveau actuel.

Mais en contrepartie, la Turquie devra faire preuve de la plus extrême retenue au Kurdistan irakien, alors qu'Ankara souhaite y envoyer des milliers d'hommes sous couvert d'aide humanitaire aux réfugiés irakiens. « Il est clair que toute incursion turque dans le Nord de l'Irak ne serait pas souhaitable, serait déplacée », a-t-il

déclaré. « On pourrait difficilement faire une bévue plus grave en pleine crise », a-t-il ajouté. « S'il y avait une incursion, cela aurait des conséquences sérieuses pour l'avenir des relations entre l'Union européenne et la Turquie ». Bruxelles souhaite aussi que les autorités turques fassent pression sur les dirigeants de la communauté chypriote turque afin qu'un accord de paix soit conclu permettant l'adhésion à l'UE d'une île réunifiée. Le Conseil national de sécurité (MGK) devra également être réformé afin de desserrer le contrôle de l'armée turque sur le pouvoir civil. Le parlement et le gouvernement turcs doivent contrôler l'armée, a estimé le commissaire européen, « et pas l'inverse ». Les autorités turques devront également ratifier la Convention internationale sur les droits politiques et civils, appliquer des mesures de lutte contre la torture et garantir « dans la pratique » le droit à la défense des prisonniers. Enfin, la liberté d'expression et d'association devra être réelle et les droits des minorités, notamment kurde, garantis par le biais de l'accès à la télédiffusion et à l'éducation.

Par ailleurs, le Parlement européen a, le 12 mars, rendu public le projet de rapport élaboré par M. Arie M. Ooslender sur « la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ». Voici de larges

extraits de ce rapport qui épingle le « kéralisme » :

« Considérant que le 3 novembre 2002, le parti AK a remporté, à une très forte majorité, les élections parlementaires anticipées ; que la population s'est départie de l'"établissement", ce qui implique un nouvel infléchissement dans la politique officielle ; que l'AKP se trouve maintenant confronté à la tâche difficile qui consiste à mettre en place des réformes législatives, à faire également appliquer d'autres réformes et à assurer le bon fonctionnement de l'État de droit démocratique qu'il convient de mettre sur pied »

« Considérant que le seuil de 10 % a bien sûr empêché la fragmentation du Parlement, mais que la représentativité de celui-ci a été sacrifiée à cet objectif, étant donné que le Parlement ne représente seulement que 55 % des votants »

« Considérant que la constitution adoptée sous un régime militaire en 1982 ne dispose d'aucune base juridique appropriée, permettant de garantir l'État de droit et les libertés fondamentales et qu'en élaborant une nouvelle constitution reposant sur des valeurs européennes, la Turquie peut montrer qu'elle se prononce en faveur du modèle de l'État de droit démocratique; que la structure de son État et sa manière de gouverner sont aussi profondément mis en cause »

« Considérant que la philosophie de base de l'État turc, à savoir le "kéralisme" implique une peur démesurée de compromettre l'intégrité de l'État turc et

l'insistance sur l'homogénéité de la culture turque (nationalisme), l'étatisme, le rôle puissant des forces armées, ainsi qu'une attitude très rigide à l'égard de la religion, faisant de cette philosophie fondamentale une entrave même à l'adhésion à l'Union européenne »

« Considérant que les modifications demandées doivent contenir davantage que de simples adaptations symboliques ; rappelle à cet égard que des conventions paraphées n'ont pas été ratifiées ultérieurement et que des modifications législatives n'ont pas été suffisamment mises en œuvre »

« Constate que ces quinze dernières années, l'armée a joué toujours plus un rôle de pierre angulaire dans l'État et la société turcs et que les citoyens eux-mêmes attachent à celle-ci plus de prix qu'aux autres institutions de l'État, Parlement compris; constate, ce faisant, que le rôle de l'armée freine l'évolution de la Turquie vers un système démocratique pluraliste et exige dès lors que le pouvoir politique de décision échoit entièrement à des autorités civiles élues démocratiquement et bénéficiant de la confiance des citoyens, afin de ramener la puissance traditionnelle de la bureaucratie et de l'armée ("l'Etat profond") aux formes communément admises dans les États membres »

« Estime que dans le cadre de la réforme de l'État, la suppression à terme du Conseil national de sécurité, dans le rôle et la position qui

sont actuellement les siens sera nécessaire ; est conscient que le changement structurel qui est souhaité entraînera une forte résistance »

« Suggère, entre autres, que les représentants militaires se retirent des organes civils, tels que le Haut Conseil de l'éducation et celui de l'Audiovisuel, afin d'assurer une pleine indépendance de ces institutions ; encourage les autorités turques à instaurer un contrôle parlementaire complet sur le budget militaire, qui doit devenir un volet du budget national ;

10. considère que pour être fructueuse une réforme de l'État

« Souligne que les modifications demandées sont si fondamentales qu'elles exigent l'élaboration d'une nouvelle constitution non explicitement fondée sur le kéralisme, mais sur les principes démocratiques européens, lesquels créeront notamment l'équilibre entre les droits des individus et des minorités et les droits collectifs, conformément aux normes européennes usuelles, telles que formulées dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales »

« Rappelle l'engagement pris par le gouvernement turc d'éradiquer définitivement la torture (tolérance zéro); constate avec préoccupation que les pratiques de torture se poursuivent et que les tortionnaires jouissent souvent de l'impunité; demande que les mesures les plus énergiques et conséquentes soient

prises, tant aux niveaux législatif qu'éducatif, afin de remédier à cette véritable plaie de la vie politique turque et que le centre pour le traitement et la revalidation des victimes martyrisées de Diyarbakir, qui bénéficie du soutien de la Commission puisse poursuivre sans entrave ses activités »

« Prend acte des modifications législatives très limitées qui ont été adoptées le 3 août 2002, lesquelles reconnaissent aux Kurdes le droit à l'enseignement et le droit d'émettre en langue turque; demande toutefois à la Turquie d'agir intégralement dans l'esprit de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne »

« Demande instamment l'amnistie pour les prisonniers d'opinion qui purgent leur peine dans les prisons turques pour propos non-violents »

« Est satisfait de la levée de l'état d'urgence le 30 novembre 2002 dans les deux dernières provinces de Diyarbakir et Sirnak, mais exhorte la Turquie à contribuer à la disparition des tensions avec la population kurde et à prêter assistance à la reconstruction des régions du Sud-Est, à faciliter le retour des réfugiés intérieurs et des réfugiés circulant dans l'Union européenne et à mettre un terme à l'occupation de facto des villages kurdes et syriens - orthodoxes par des milices villageoises armées »

STRASBOURG :
LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
JUGE « INÉQUITABLE » LE PROCÈS D'ABDULLAH ÖCALAN

La Cour européenne des droits de l'homme a donné partiellement gain de cause le 12 mars à Abdullah Öcalan en condamnant la Turquie pour le caractère inéquitable du procès. La Cour européenne estime par six voix contre une (celle du juge turc) que le procès d'Abdullah Öcalan devant la Cour de sûreté de l'Etat « n'a pas été équitable » en raison de la présence d'un juge militaire, celui-ci n'ayant été remplacé par un juge civil que dans les derniers jours d'audience. Les juges concluent en outre, à l'unanimité, au caractère inéquitable du procès en raison des restrictions apportées aux droits de la défense, l'accusé n'ayant pas pu s'entretenir librement avec ses avocats pendant la majeure partie de la procédure.

Par ailleurs, la Cour européenne rejette le grief d'atteinte au droit à la vie, la peine capitale n'étant plus applicable, mais elle estime qu'Abdullah Öcalan a été victime de « traitements inhumains ou dégradants » en ce qu'il a vécu trois ans sous la menace de cette sanction « prononcée à l'issue d'un procès inéquitable ». A. Öcalan avait été condamné à mort pour « trahison » le 29 juin 1999 par la Cour de sûreté d'Ankara. La peine capitale a toutefois été

commuée en détention à perpétuité en octobre 2002 après l'abolition de la peine de mort en Turquie.

Reconnaissant que la Turquie n'avait pas, en 1999, ratifié l'article de la Convention européenne des droits de l'homme qui interdit la peine de mort, les juges estiment qu'il est néanmoins « interdit d'infliger la mort de façon arbitraire en vertu de la peine capitale ». La Cour européenne estime encore que la Turquie a violé la Convention en ce qu'Abdullah Öcalan a dû attendre sept jours, après son arrestation, avant d'être traduit devant un juge.

Elle juge en revanche conforme aux règles du droit les conditions de son arrestation. Abdullah Öcalan avait été enlevé par un commando turc le 15 février 1999 à Nairobi, au Kenya, où il s'était réfugié, et transféré en Turquie. « Il n'est pas établi, au-delà de tout doute raisonnable, que l'opération menée en partie par les agents turcs et en partie par les agents kenyans aurait constitué une violation par la Turquie de la souveraineté du Kenya et, par conséquent, du droit international », estiment les juges. La Cour a estimé qu'il n'existait pas de « preuves » que son arrestation et les conditions de son transfert « aient eu des effets dépassant l'élément habituel

d'humiliation inhérent à chaque arrestation ou détention ». Elle a jugé que les « conditions générales » de sa détention « n'ont pas atteint le seuil minimum de gravité nécessaire pour constituer un traitement inhumain ou dégradant ».

De même jugent-ils conformes aux droits de l'homme les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, seul détenu sur l'île prison d'Imrali, en mer de Marmara. La Cour « admet d'emblée que la détention du requérant pose d'extraordinaires difficultés aux autorités turques », en raison de sa dangerosité mais aussi des menaces qui pèsent sur lui.

La Cour estime que son arrêt constitue en soi une « satisfaction équitable » pour le requérant, auquel elle alloue 100.000 euros pour frais et dépens.

La Turquie ayant été condamnée pour procès inéquitable, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, chargé de veiller à l'exécution des arrêts, devrait maintenant faire pression sur Ankara pour qu'Abdullah Öcalan bénéficie d'un nouveau jugement. L'arrêt concernant Abdullah Öcalan, qui a été rendu par une chambre de sept juges, est toutefois susceptible d'appel devant la grande chambre de 17 juges, repoussant dès lors au moins d'une année le rendu d'un arrêt définitif. La Turquie a d'ores et déjà indiqué qu'elle ferait appel de la décision.

SULEIMANIYEH : RÉUNION DE LA DIRECTION COLLÉGIALE DE L'OPPOSITION IRAKIENNE

La direction collégiale de l'opposition irakienne qui se veut préfiguration d'un futur gouvernement, s'est réunie le 25 mars à Souleimaniyeh, au Kurdistan irakien « pour étudier l'évolution de la situation en Irak après le début de l'attaque menée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne », a affirmé Mohsen Hakim, fils et homme de confiance d'Abdelaziz Hakim, numéro deux de l'ASRII et membre de la direction collégiale.

La direction collégiale de l'opposition irakienne désignée fin février 2003 au Kurdistan est sensée former le noyau d'un futur gouvernement irakien. Cette direction comprenait six membres à sa création mais récemment deux autres membres ont été cooptés.

Abdelaziz Al-Hakim, dirigeant de l'Assemblée suprême de la

révolution islamique en Irak (ASRII), et Ahmed Chalabi, chef du Congrès national irakien (CNI), qui se trouvaient à Téhéran pour participer à la réunion du 6 mars des responsables chiïtes irakiens, s'étaient déjà rendus au Kurdistan irakien pour la réunion du 10 mars de la direction collégiale de l'opposition. Au cours de cette précédente réunion, il avait été procédé à la nomination des membres et des responsables des quatorze comités créés fin février 2003 lors de la réunion du comité de suivi de l'opposition irakienne à Salaheddine et de préciser leurs tâches exactes. Ces quatorze comités de l'opposition sont appelés à se transformer en ministères pour diriger l'administration irakienne après la chute du régime de Saddam Hussein. Cette direction doit aussi préparer la mise en place de structures et d'organes d'Etat pour la période de

transition.

Par ailleurs, lors de la réunion des responsables chiïtes à Téhéran le 6 mars, l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim, chef de l'ASRII, avait appelé les groupes de l'opposition irakienne à « mettre rapidement en place » les structures du pouvoir et nommer les dirigeants du pays pour préparer l'après-Saddam afin d'empêcher qu'« un commandant militaire américain prenne le pouvoir » à Bagdad pour une période de transition, comme l'avaient annoncé les Etats-Unis.

La direction collégiale, mise en place à l'issue de la réunion de Salaheddine, comprend Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Jalal Talabani, chef de l'UPK, Ahmed Chalabi, chef du CNI, Adnan Pachachi, Abdel Aziz Al-Hakim, représentant de l'Asrii, et Iyad Al-Alaoui de l'Entente nationale irakienne.

AINSI QUE...

• LE DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE EN IRAK DÉFINI PAR LE PRÉSENT GOUVERNEMENT TURC CONSIDÈRE TOUJOURS QUE TOUTE INDÉPENDANCE KURDE SERA CAUSE D'INTERVENTION MILITAIRE TURQUE. Le ministère turc des Affaires étrangères considère toujours

comme un casus belli la création d'un Etat kurde en Irak, selon le quotidien turc Hurriyet daté du 4 mars. Décidé et signé par Bulent Ecevit, le précédent Premier ministre turc, le " document de politique nationale en Irak " est ainsi encore d'actualité malgré le changement de gouvernement. Une réunion regroupant, le 6 octobre 2002,

le ministère des Affaires étrangères, la présidence de l'état-major des armées et les services de renseignements (MIT), avait déterminé les objectifs de la politique turque à court, à moyen et à long terme. Ainsi, le premier article de ce texte dispose qu'« il faut continuer les efforts afin de sauvegarder l'unité de l'Irak lors de la construction

dans l'avenir du pays, tout en prenant en considération que l'on ne peut revenir à l'avant 1992 pour ce qui concerne le nord de l'Irak [le Kurdistan d'Irak]. Le scénario impossible à accepter pour nous serait un Etat indépendant kurde dans le nord de l'Irak. Une telle déclaration devrait être considérée comme un cause d'intervention ».

Le journal précise que l'accord entre Washington et la Turquie stipule que l'armée turque n'entrera en Irak que dans un but humanitaire et ne tirera pas une seule balle.

• LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR AVOIR VIOLÉ LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DE YASAR KEMAL. La Turquie a été, le 4 mars, condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation de la liberté d'expression de Yasar Kemal, écrivain d'origine kurde, de réputation internationale, condamné pour un article critiquant la politique des autorités turques envers les Kurdes.

Yasar Kemal avait été condamné en 1996 par la cour de sûreté de l'Etat à un an et huit mois de prison pour un article intitulé « *Le ciel noir de la Turquie* » publié en 1995 dans le livre « *La liberté d'expression et la Turquie* ». La

Cour de sûreté turque avait en effet considéré que ce texte visait « *à attiser la haine et l'hostilité entre les citoyens d'origine turque et ceux d'origine kurde* ». Le livre « *La liberté d'expression et la Turquie* » publié par la société CSY, qui a également déposé un recours devant la Cour européenne, avait fait l'objet d'une saisie.

La Cour européenne, soulignant notamment que certains passages « *particulièrement acerbes* » de ce texte empreint « *d'agressivité certaine et de virulence* » donnent au récit une « *connotation hostile* », estime malgré tout que cet article « *ne saurait passer pour inciter à l'usage de la violence, à la résistance armée ou au soulèvement* ». La Cour considère ainsi que la condamnation pénale de l'auteur et la saisie sont des mesures qui n'étaient pas « *nécessaires dans une société démocratique* » et condamne la Turquie pour violation de la liberté d'expression (article 10) de Yasar Kemal et de la société CSY.

• OFFENSIVE JUDICIAIRE TURQUE CONTRE LES PARTIS PRO-KURDES : HADEP INTERDIT PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE, DEHAP SUR LA SELLETTE. Les autorités turques ont pris des mesures d'interdiction à l'encontre des deux principaux partis pro-kurdes du pays. La Cour

constitutionnelle turque a, le 13 mars, interdit le Parti de la démocratie du peuple (HADEP-pro-kurde). La Cour a également interdit à 46 hauts responsables du HADEP d'exercer une quelconque activité politique pendant cinq ans. Le président de la Cour constitutionnelle, Mustafa Bumin, a déclaré que la Cour avait jugé le HADEP coupable d'avoir « *aidé et encouragé une organisation terroriste* » alors que le HADEP rejette depuis longtemps les liens que les autorités l'accusent d'entretenir avec le PKK.

Par ailleurs, le procureur général près de la Cour constitutionnelle, Sabih Kanadoglu, a demandé le même jour à la Cour constitutionnelle de bannir le Parti démocratique populaire (DEHAP), un autre parti pro-kurde. Le HADEP n'a pas pris part aux élections législatives de novembre 2002, par crainte d'une interdiction mais le parti DEHAP qui avait fusionné avec le HADEP avant les élections législatives de novembre 2002, avait pris le relais, sans parvenir à obtenir de siège faute de pouvoir franchir le seuil national de 10% des suffrages.

Le parti HADEP, qui plaide pour une solution pacifique aux problèmes de la population kurde, est le

dernier descendant d'une lignée de formations pro-kurdes successivement interdites par la justice turque. Il est la 24ème formation politique dissoute en Turquie depuis 1963. La procédure à l'encontre du HADEP avait été lancée en janvier 1999 par le procureur de la Cour de cassation de l'époque Vural Savas.

D'autres partis pro-kurdes, notamment le Parti du Travail du peuple et le Parti de la Liberté et de la Démocratie (OZDEP) ont également été dissous pour « séparatisme ». En février 1999, un parti pro-kurde modéré, le Parti démocratique des masses (DKP), dirigé par un ancien ministre, Serafettin Elci, a été interdit pour avoir porté « atteinte à l'unité de la Turquie » et « prôné les différences régionales et ethniques dans son programme ».

La Cour constitutionnelle a également interdit des partis de gauche sous l'accusation d'activités communistes et plusieurs partis pro-islamistes pour des activités anti-laïques. Le parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir actuellement à Ankara est également issu d'un parti dissous, celui de la Vertu (Fazilet), interdit en 2001.

La Grèce, présidant actuellement l'Union européenne, a estimé que la décision de la justice

turque nuira à la candidature de la Turquie à l'UE. Cette décision « va être examinée par les organes de l'UE, mais il est certain qu'elle influencera de manière négative la marche européenne de la Turquie », a déclaré le porte-parole du ministère grec des Affaires Etrangères, Panos Béglitis. « Il s'agit d'une évolution particulièrement négative pour la normalisation de la vie politique et l'approfondissement des institutions démocratiques en Turquie », a-t-il ajouté. Il a rappelé qu'en tant que « candidate à l'UE, la Turquie a l'obligation de garantir un fonctionnement normal et sans entrave des partis politiques ».

• **LA COMMISSION EUROPÉENNE MET EN GARDE LA TURQUIE : L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS SUR CHYPRE BLOQUERA L'ENTRÉE DE LA TURQUIE À L'UE.** Les négociations sur la réunification de Chypre en vue de son adhésion à l'UE en mai 2004 se sont achevées sur un échec le 11 mars, l'Onu déclarant mettre fin à ses efforts de médiation organisée à La Haye sous l'égide de l'Onu entre Grecs et Turcs chypriotes, en vue de la réunification future de l'île divisée.

La Commission européenne a aussitôt averti la Turquie que sa candidature à l'entrée dans l'UE pourrait pâtir de l'échec de ces négociations. Le porte-

parole de la Commission, Jean-Christophe Filori, a déclaré le 11 mars que l'Union européenne comptait signer le 16 avril, comme prévu, le traité d'adhésion de Chypre même si cette dernière est encore à cette date une île divisée, représentée exclusivement par le gouvernement grec chypriote. En outre, si aucun accord de réunification n'est conclu quand la Commission fera en décembre 2004 son rapport sur le dossier d'adhésion de la Turquie en vue de l'ouverture de négociations d'adhésion, il sera très difficile à l'UE de recommander le lancement du processus, a-t-il ajouté.

Selon Christophe Filori, accepter l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara, dans ce cas de figure, reviendrait à se retrouver dans une « situation bizarre où un pays candidat frapperait à la porte sans reconnaître l'un de nos membres ».

• **IRAN : EXECUTION DE DEUX MILITANTS KURDES DU PARTI KOMALEH.** Deux activistes du parti Komaleh (pro-kurde, communiste) ont été exécutés récemment au Kurdistan iranien, a, le 4 mars indiqué une source judiciaire locale. Mohammad Gholabi a été exécuté le 2 mars à Saghez et Sassan Alekanan à Sanandaj, le 22 février. « Les deux activistes étaient des militants de Komaleh, avaient participé à des opérations

terroristes pour intimider la population et possédaient des armes à feu et des grenades », a affirmé ce responsable. Selon lui, « ils ont été jugés et condamnés à mort après avoir reconnu leur participation aux opérations terroristes... Après l'ouverture politique qui a suivi l'élection du président Mohammad Khatami en 1997, ce groupe a voulu créer des troubles en menant des actions terroristes qui se poursuivent encore aujourd'hui », a ajouté le même responsable.

Le 17 janvier, l'agence de presse iranienne Irna avait annoncé la condamnation à mort de Sassan Alekanan et celle à dix années de prison de deux de ses complices Osman Moradi et Adnan Ghaderi. Selon Irna, « ces éléments du Komaleh étaient entrés à Sanandaj pour mener des actions terroristes, incendiant ou faisant exploser des voitures ».

Le Komaleh, créé en 1969, et le Parti démocratique du

Kurdistan d'Iran (PDKI) sont les deux principaux mouvements kurdes interdits par le pouvoir islamique en 1979. Pourchassés par les forces armées iraniennes, les militants de Komaleh ont été contraints à se réfugier au Kurdistan irakien. Un accord entre les autorités iraniennes et les deux partis qui contrôlent le Kurdistan irakien, le Parti démocratique (PDK) et l'Union patriotique (UPK), prévoit que les militants de Komaleh et du PDKI réfugiés au Kurdistan irakien ne doivent pas s'approcher de la frontière internationale entre l'Iran et l'Irak.

• **UN COMMANDEMENT POLITIQUE ET MILITAIRE CONJOINT DÉCIDÉ PAR LES PARTIS KURDES D'IRAK.** Les deux principaux partis kurdes qui contrôlent le Kurdistan irakien ont annoncé, le 4 mars, la création d'un commandement politique et militaire conjoint, en raison des « circonstances

critiques » dans la région. Dans un communiqué co-signé par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), les deux formations soulignent que « les circonstances critiques dans la région exigent davantage l'unité des rangs et la conjugaison des énergies ». Selon le communiqué, « le haut commandement conjoint » est chargé de la coordination entre les deux formations notamment dans « les domaines politique, militaire et administratif ». Le haut commandement est co-présidé par MM. Barzani et Talabani. Il regroupe des membres des deux formations.

Un responsable du PDK a estimé dans une déclaration que la mise en place de ce commandement unifié était « un indice sur la fin des divergences entre les deux partis et sur leurs efforts visant à unifier le discours politique des Kurdes en prévision de la prochaine étape ».

Turquie et Iran ferment leurs frontières

La Turquie et l'Irak ont fermé, mercredi 26 février, leurs frontières respectives avec l'Irak, dans la perspective d'une guerre à venir dans la région. La Turquie craint notamment un afflux massif de réfugiés venus du Kurdistan irakien ainsi que l'infiltration de combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en guerre armée contre l'armée régulière turque pendant quinze ans (1984-1999). « Cette mesure risque d'affamer notre population », explique Saywan Barzani, le représentant à Paris du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, l'une des deux formations kurdes qui gèrent la région.

Pour parer à des « actes incontrôlés », la Turquie, où l'on attend, samedi, le vote du Parlement sur le déploiement de troupes américaines vers l'Irak, a évacué, jeudi, son personnel diplomatique de Bagdad. Ankara a appelé ses ressortissants à quitter l'Irak voisin « pour leur sécurité ». Le vice-président irakien, Taha Yassine Ramadan, avait déclaré, mercredi, au quotidien russe *Vremia Novosti* que son pays « n'exclut pas » des frappes contre la Turquie et le Koweït, « complices » des Américains. « En cas d'agression, l'Irak a le droit de se défendre par tous les moyens », a-t-il ajouté. — (Corresp., AFP.)

Les Kurdes irakiens ne veulent pas de troupes turques dans le nord

L'ensemble de l'opposition craint un accord turco-américain à son insu

SALAHADINE (Kurdistan)

de notre envoyé spécial

Le deuxième jour de la conférence de l'opposition irakienne en territoire kurde « libéré » a été dominé par les questions relatives au rôle que la Turquie entend jouer dans le conflit se préparant en Irak : Ankara a en effet le projet d'envoyer des troupes dans le nord du Kurdistan d'Irak, sous le prétexte d'assistance aux réfugiés d'un éventuel exode vers la Turquie en cas de guerre.

Les Kurdes estiment qu'un tel prétexte est fallacieux. Ils affirment que le scénario de 1991 ne se reproduira pas : à l'époque, des centaines de milliers de réfugiés s'enfuyaient vers la Turquie à l'issue de la guerre du Golfe après le soulèvement des Kurdes contre le régime.

Les responsables de l'opposition irakienne réunie depuis mercredi 26 février à Salahadine, dans cette petite ville d'un territoire non contrôlé par Bagdad, sont très inquiets des visées de la Turquie, celle-ci apparaissant vouloir antici-

per une ère « post-Saddam » qui verrait l'Irak évoluer en un système fédéral où les Kurdes pourraient jouir d'un certain degré d'autonomie. Pour Ankara, une telle perspective est des plus inquiétantes, car elle risquerait de donner de bien mauvaises idées à la dizaine de millions de Kurdes de

ratiste, guerroyaient en Turquie.

Selon Hoshyar Zebari, proche conseiller de Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui est le parti hôte de la conférence, l'arrivée de troupes de Turquie « serait inacceptable non seulement pour les Kurdes mais pour l'ensemble de l'opposition irakienne. L'ensemble des participants de la conférence s'oppose à toute interférence par les puissances régionales dans les affaires intérieures de l'Irak. Les Etats-Unis disent que la Turquie est l'un de leurs alliés stratégiques et affirment également que nous – les opposants irakiens – sommes leurs alliés. Il faut donc arriver à se mettre d'accord. »



« Nous ne voulons pas de Kurdistan indépendant, nous voulons un Irak indépendant »

JALAL TALABANI

Turquie, qui n'ont, eux, d'autre choix que de subir la sévère fêrule des Turcs... Plusieurs milliers de soldats d'Ankara (entre cinq mille et quinze mille selon la presse turque) sont d'ailleurs déjà stationnés dans le nord de l'Irak depuis le début des années 1990, quand les maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sépa-

UN PAYS TRANSIT

M. Zebari a annoncé que les discussions se poursuivaient entre Américains, Turcs et opposants irakiens. Mais ces derniers craignent, comme l'admet un officiel kurde en privé, qu'un accord éventuel entre Washington et Ankara sur une présence militaire turque dans le nord de l'Irak ne soit conclu derrière leur dos : les Etats-Unis ont un besoin crucial de l'appui turc pour la création d'un front nord en cas de conflit en Irak. La Turquie sera dans ce cas utilisée comme un pays transit pour le passage de plusieurs dizaines de milliers de troupes américaines. « La position des Etats-Unis est encore loin d'être claire sur la question d'une intervention militaire turque dans le nord du Kurdistan », ajoute cet officiel du PDK.

Un peu plus tôt dans la journée, Jalal Talabani, l'autre leader kurde et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui partage le pouvoir du Kurdistan « autonome » avec le PDK, avait prévenu ses « amis turcs » que, comme les autres pays de la région, « ils peuvent donner leur opinion mais ne peuvent pas nous l'imposer ». Et comme pour bien marteler le credo kurde et aider les Turcs à se libérer de leurs fantasmes obsessionnels, le vieux chef de guerre avait répété : les Kurdes « n'annonceront pas l'indépendance et nous n'aurons pas peur de le dire. Nous ne voulons pas de Kurdistan indépendant, nous voulons un Irak indépendant ». Mais les Kurdes redoutent que, pour la Turquie, même l'idée d'un Kurdistan jouissant d'un certain degré d'autonomie dans un cadre fédéral, ce soit encore trop...

Bruno Philip



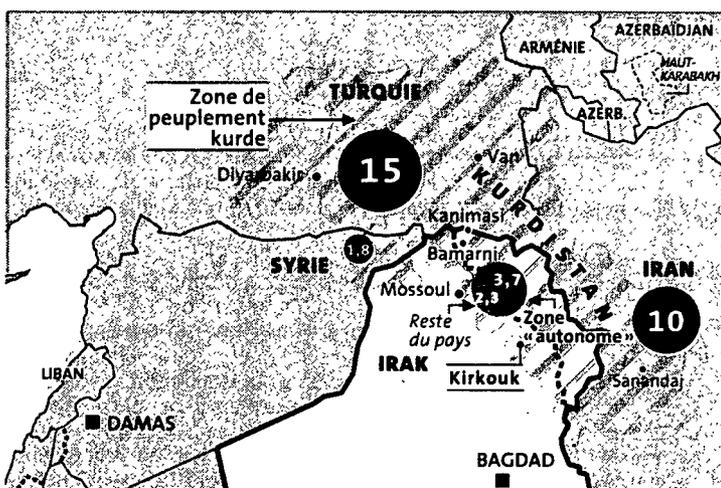
Des blindés turcs en marche

UN CONVOI militaire turc transportant des blindés s'achemine de la ville de Cizre, au Kurdistan de Turquie, vers la frontière turco-irakienne, plus au sud. La Turquie, qui partage environ 350 kilomètres de frontière avec l'Irak, est sur le point de donner son accord final au déploiement de troupes américaines (62 000 hommes)

sur son sol. Les « boys » devraient ensuite ouvrir un deuxième front vers Bagdad via le Kurdistan d'Irak, escortés par l'armée turque, qui insiste pour être présente aux côtés des Américains. « Il y aura deux fois plus de soldats turcs [en Irak] que de soldats américains », a pronostiqué Recep Tayyip Erdogan, le chef de l'AKP.

32,8 MILLIONS DE KURDES DANS 4 PAYS

Population kurde, en millions d'habitants ---- Limite de la zone autonome



Ankara a négocié avec Washington sa présence militaire au Kurdistan

PLUS QUE le déploiement de soldats américains sur son sol, plus que l'aide financière qui l'accompagne, ce qui préoccupe la Turquie est le rôle qu'elle sera appelée à jouer dans l'Irak de l'après-Saddam. En marge des sessions agitées du Parlement turc appelé à ratifier le déploiement de 62 000 GI, des réunions informelles et discrètes se sont tenues ces derniers mois entre des officiels turcs, des représentants des partis kurdes du Nord irakien et des responsables américains afin de tenter de coordonner les actions des uns et des autres le long du « deuxième front » que les Américains s'apprentent à ouvrir via la Turquie.

« Les paris vont bon train, l'enjeu en est qui contrôlera l'Irak en général, et le Nord en particulier. La question n'est pas de savoir s'il y aura plus de militaires turcs dans le Nord irakien ou non, la question est : la Turquie utilisera-t-elle sa force militaire afin d'imposer sa volonté à la région autonome kurde de l'Irak ? », écrivait, jeudi 27 février, İlnur Cevik, éditeur du *Turkish Daily News*.

NOUVELLE ADMINISTRATION

La crainte majeure des généraux turcs est de voir un Etat kurde indépendant se former dans le nord de l'Irak, ce qui pourrait donner des idées à la « minorité » kurde de Turquie (15 millions de personnes), qui vient de se voir autorisée à diffuser des émissions dans sa propre langue. « Il s'agit de la période la plus critique traversée par la Turquie depuis le traité de Lausanne [qui fonde la République turque sur les restes de l'Empire ottoman] en 1923 », écrivait Taha Akvol, le 24 février,

dans le quotidien *Milliyet*. Récemment, le ton est monté d'un cran entre Ankara et les autorités kurdes qui gèrent le nord de l'Irak : « Nous allons entrer en Irak du Nord pour faire peur aux Kurdes », a même tempêté le ministre turc des affaires étrangères, Yasar Yakis.

La presse turque, elle, n'a eu de cesse de se féliciter, ces derniers jours, des concessions faites aux Turcs par Washington. Ainsi, *Milliyet* croit savoir qu'une « administration militaire de transition, conduite par un général américain, sera établie [en Irak] pour assurer la paix et la stabilité dans la région, un général turc devrait représenter notre pays au sein de cette structure », tandis qu'un « fonctionnaire turc » devrait faire partie de la « nouvelle administration civile » irakienne. Toujours selon la presse, un accord aurait déjà été trouvé sur les modalités de l'armement des Kurdes d'Irak par Washington, sujet qui inquiétait grandement les généraux turcs.

Aux termes de cet accord, les Américains fourniraient aux peshmergas (près de 70 000 hommes) des armes légères, en nombre limité, qui leur seront reprises dès la fin des hostilités. Enfin, toujours selon la presse, la Turquie aurait obtenu que ses soldats (de 40 000 et 50 000) soient placés pour partie sous un commandement « conjoint turco-américain », pour partie sous les ordres d'un général turc.

Depuis le début, la Turquie - les généraux comme le gouvernement civil - n'entend pas s'engager dans une opération qu'elle ne maîtriserait pas, mettant en avant ses intérêts dans la région.

Partageant 350 kilomètres de

frontière avec l'Irak, la Turquie ne voit pas d'un bon œil l'autonomie dont jouit le Kurdistan irakien, « zone de protection » des Nations unies depuis 1991. Les chefs des partis kurdes ont eu beau déclarer à maintes reprises qu'ils ne proclameraient pas l'existence d'un Etat kurde indépendant, la perspective d'un Kurdistan autonome, développé et ayant éventuellement accès aux ressources pétrolières de Kirkouk (dans la partie du Kurdistan restée sous contrôle de Saddam) est insupportable aux yeux de l'institution kémaliste (armée, présidence, services secrets).

Depuis des mois, les officiels turcs clament ainsi leur « droit de regard historique » sur Kirkouk et sur Mossoul, deux villes restées jusqu'en 1925 sous domination ottomane. Pour les Kurdes d'Irak, qui voient Kirkouk comme leur capitale historique, il est primordial que les dizaines de milliers de familles kurdes qui en ont été expulsées au terme d'une politique d'arabisation forcée voulue, par Bagdad puissent reprendre un jour le chemin du retour.

D'autant que ces réfugiés vivent parfois depuis des années sous des tentes de fortune et dans des conditions déplorables dans les environs

Le Parlement vote sur l'arrivée des GI

Le Parlement turc doit se prononcer, samedi 1^{er} mars, à huis clos, sur une motion du gouvernement autorisant le déploiement de 62 000 soldats américains. Une majorité simple des 550 députés suffit à l'adoption du texte. Le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), qui contrôle plus de 350 sièges, devrait donc parvenir à rassembler assez de voix, bien qu'une partie de ses députés et ministres soient hostiles à cette proposition. Un rassemblement anti-guerre à l'appel de syndicats et d'ONG est prévu dans la capitale turque juste avant le début de la session. La motion prévoit également le déploiement de soldats turcs dans le nord de l'Irak. — (AFP)

d'Erbil ou de Suleymanieh. Mais tel n'est pas l'avis du chef de la diplomatie turque, Yasar Yakis, qui a récemment confié ses inquiétudes de voir les réfugiés kurdes reprendre possession de leurs maisons et - qui sait ? - peut-être aussi « réclamer une partie de l'or noir » de Kirkouk, quatrième ville d'Irak, d'où sont extraits 20 % du pétrole irakien.

L'autre motif invoqué par les Turcs pour justifier leur présence dans le Nord irakien est l'existence

au Kurdistan de camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'armée régulière turque depuis 1984 au prix de 35 000 morts. Alors que les Américains parlaient de plus en plus de leur intention d'armer les Kurdes d'Irak, les généraux turcs, eux, confiaient leurs craintes de voir ces armes tomber aux mains des guérilleros du PKK. La présence de ces camps dans le nord de l'Irak a, depuis 1995, servi de prétexte à la Turquie pour lancer de multiples offensives éclairs sur la zone.

Depuis huit ans, Ankara maintient entre 5 000 et 15 000 soldats sur place, notamment à Bamarni, à Kanimasi, à Begova. L'arrivée d'un contingent turc renforcé en nombre et en pouvoirs a fait naître les craintes, de part et d'autre de la frontière, de voir la « troisième guerre du Golfe » dégénérer en affrontements entre Kurdes et Turcs.

Marie Jégo

Le Monde

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 MARS 2003

Turkey's 'no' frustrates war plans

Arab leaders add to setbacks for U.S. policy

By Joel Brinkley

The New York Times

WASHINGTON: Turkey said Sunday that it had no plans to reconsider "for the foreseeable future" its stunning rejection of the U.S. request to stage troops on the Iraqi border, codifying an important setback for America's war plans.

The vote Saturday was just one in a series of discouraging weekend developments for the Bush administration, which has not reacted to Turkey's decision.

The Arab League, concluding a fractious conference for the leaders of 22 Arab nations, agreed on a final statement expressing "complete rejection of any aggression on Iraq" while also promising "refusal to participate in military action." The Arab leaders declined even to discuss a surprising initiative from the United Arab Emirates calling for Saddam Hussein, the Iraqi leader, to step down to spare the region from war.

In Paris on Sunday, Foreign Minister Dominique de Villepin issued a forceful new rejection of the resolution intended to authorize war that the United States and Britain have offered to the United Nations Security Council.

"Do we need a second resolution? No," he said. "Are we going to oppose a second resolution? Yes, as are the Russians and many other countries." Last week, the Russian foreign minister threatened to veto the resolution.

Thousands of anti-war protesters filled the streets in cities in Bosnia, Pakistan, Yemen, Morocco and Japan, among other places. Organizers said that more large demonstrations were planned for next week. And Pope John Paul II dispatched a senior cardinal to Washington on Sunday with a letter for President George W. Bush arguing against war, a Vatican spokesman said.

At the same time, Iraq began destroying its prohibited Al Samoud-2 missiles, crushing four of them with a bulldozer Saturday and six more Sunday. It also allowed UN weapons inspectors to interview a biological weapons scientist and a missile expert Friday with no minder present and without a tape recorder, just as the inspectors had demanded.

The United States and Britain disparaged the Iraqi actions, but they heartened the opponents of war, who continued to press their case.

"You cannot say, 'I want Saddam to disarm,' and at the same time when he's disarming say, 'They're not doing what they should,'" de Villepin said. France says it wants to disarm Iraq through prolonged inspections. Of the apparent rush to war, de Villepin added: "The timetable of diplomacy may not be the timetable of war. But you don't make war on a timetable."

Russia's foreign minister, Igor Ivanov, called his counterpart in Pakistan and lobbied him to vote against the British-American resolution and instead to support a second proposal to extend inspection into the summer.

Pakistan sits on the Security Council and is believed to support the American position, although Friday it issued a statement saying it had not decided how to vote.

In Sofia on Sunday, President Vladimir Putin of Russia met with Georgi Parvanov, the Bulgarian president, to discuss Iraq. Bulgaria is also a member of the Security Council and is believed to support the United States. After the meeting, Putin said he did not think he had changed Parvanov's mind.

In Kuwait on Saturday, security officials arrested a Kuwaiti man with a mortar in his car who was trying to enter a hotel that houses numerous U.S. and British military officials and press representatives.

No further details were available, but many have predicted that an attack on Iraq would set off numerous attacks on Western targets by Islamic fundamentalists.

As Prince Saud al Faisal, the Saudi foreign minister, put it in an interview with CNN, "If you achieve victory, and there is someone occupying Baghdad, just imagine what the reaction could be in the Arab and Muslim world to that fact alone."

The Bush administration has said it could maintain occupation forces in Iraq for up to two years.

Bush, in his radio address Saturday, reiterated his intention to bring democracy to Iraq, once Saddam is deposed.

"It will be difficult to help freedom take hold in a country that has known three decades of dictatorship, secret police, internal division and war," he said. "Yet the security of our nation and the hopes of millions depend on us, and Americans do not turn away from duties because they are hard."

Saud was disparaging of that idea. An American occupation will bring chaos to Iraq, not democracy, he predicted.

"It's going to be a mess, I think," he said. "If you get chaos, how will democracy flower in Iraq?"

Not surprisingly, de Villepin said he shares that view.

"Some countries may think that with force in Iraq, you are going to get the end of terrorism, the end of proliferation in the world," he said, "and like magic you are going to make peace in the Middle East. We don't agree."

The Arab League, too, said it did not support the "regime change" idea.

"We are not concerned with the changes of regime," said Amr Moussa, the Arab League leader. "That is not our job."

Even Tony Blair, the British prime minister, who is Bush's staunchest ally, distanced himself from the newly stated American goal of regime change in Baghdad. Referring to Saddam, he said, "Detestable as I find his regime, he could stay in power if he disarms peacefully."

Turkey's decision Saturday came after a long, closed-door session of Parliament. The vote was close. In fact, more people voted in favor of the American deployment than against it. But 19 people abstained, and under the Turkish rules, a motion can pass only if it is supported by a majority of lawmakers present. With that test, the measure fell three votes short.

The United States had wanted to stage up to 60,000 troops in Turkey. They would attack Iraq from the north, opening a second front. In exchange, the United States had offered Turkey as much as \$30 billion in grants, loans and loan guarantees and a role in determining the future of Kurdish areas in northern Iraq.

Washington's only reaction after the vote was that it was awaiting "clarification" from Turkey.

Turkey's ruling Justice and Development Party held another meeting Sunday to decide whether to hold a second vote.

Afterward, Eyup Fatsa, deputy party head, told reporters: "The proposal has been delayed to an open-ended time. There is no proposal for the foreseeable future."

On Sunday, Pentagon officials said no order had been given to divert the forces intended for staging in Turkey to other areas because officials were still holding out hope that the Turks might change their minds in the next few days.

March 3, 2003

The New York Times

Protecting the Kurds

America's ability to use Turkish bases during an attack on Iraq seemed in peril Saturday when Turkey's Parliament refused to approve an agreement allowing the basing of American troops there. Even the promise of generous American loans and direct aid was not enough to convince a clear majority of the legislators that they should ignore the adamant anti-war sentiment of their constituents.

No matter what the final decision in Ankara, almost everything about Turkey's role in the Bush administration's plans for Iraq is troubling. If the Parliament should show itself willing to reconsider, the Bush administration must be careful that its eagerness to enlist Turkish support does not lead to a new disaster for the Kurds, a people long abused by their neighbors and repeatedly befriended and abandoned by Washington.

The Kurds are like canaries in a mine shaft — if they become the victims of an American showdown with Saddam Hussein, the world will know that President George W. Bush has betrayed the high-minded principles he frequently invokes in talking about Iraq. The administration's ardent courtship of Turkey offers a preview of the complications and horse trading that are likely to accompany a war and the installation of a new government in

Baghdad. Idealism has not exactly been a hallmark of these efforts.

Ankara has been pressing for approval to pursue its own military agenda in Kurdish areas of Iraq. That spells trouble for the Kurds. Forcefully suppressing Kurdish national aspirations has been a central doctrine of the modern Turkish state since it began some 80 years ago. The old Ottoman Empire contained Turks, Kurds, Armenians, Arabs, Greeks and others. The new Turkish republic founded by Kemal Ataturk after World War I was built around Turkish ethnic identity.

Among the biggest losers were the Kurds, more than 25 million people whose ancient homeland spans the modern borders of Turkey, Iraq, Iran and Syria. In recent decades, nearly everyone in the neighborhood has treated the Kurds badly, especially the Turks and the regime of Saddam Hussein.

Turkey now fears that in the wake of an American military drive through Iraq, Kurdish militias could grab the nearby oil fields of Kirkuk and Mosul and use this wealth to finance an independent state, which Turkish Kurds would then clamor to join. To prevent that, some Turks have suggested that Ankara might occupy the oil fields itself. Officially, Turkey wants a role in disarming Kurdish militias and control

over a narrow belt of Iraqi territory along the Turkish border. None of these ideas are acceptable. Any Turkish troops inside northern Iraq should be under clear and firm American command. They should not engage Kurdish militias directly, and they should stay clear of the northern Iraqi oil belt, which Turkey has long coveted.

Since 1991 Iraqi Kurds have been a mainstay of the Iraqi opposition, and their region the potential nucleus of a free Iraq. The United States can put Turkey's legitimate anxieties to rest by holding Iraqi Kurdish parties and militias to their promise not to seek independence. America has rightly pledged to maintain Iraq's territorial integrity within its current borders. Iraqi Kurdish aspirations can be satisfied by limited autonomy as well as a significant role in any postwar national Iraqi government.

In a war with Iraq endorsed by the UN Security Council, Turkey would have less opportunity for pressing its mischievous agenda. In the absence of that kind of broad international support, it will be Washington's responsibility to protect the interests of the Iraqi Kurds. The Bush administration is trying to convince a skeptical world that it is ready to fight for a free, democratic Iraq. Nothing would undermine the American assertion faster than abandonment of the Kurds.

Laborieux compromis de l'opposition irakienne

Les opposants, réunis à Erbil, refusent toute ingérence turque en Irak.

Erbil envoyé spécial

Les gardes surarmés chargés de la sécurité des leaders de l'opposition irakienne étaient américains, membres du Special Diplomatic Service, une police chargée de la protection des diplomates US. Les bâtiments étaient ceux du «Politburo», comme l'appellent en plaisantant les Kurdes, qui hébergent les dirigeants du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) dans la petite ville de Salahaddin sur les hauteurs d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien qui échappe depuis 1991 à la tutelle de Bagdad.

Bilan mitigé. Première réunion depuis une décennie de la quasi-totalité de l'opposition sur le sol national, la conférence regroupant 55 représentants des principaux courants, s'est achevée samedi, après vingt-quatre heures de prolongations, sur un compromis laborieux reflétant le plus petit dénominateur commun entre partis kurdes, chiïtes et arabes sunnites modérés. Ce bilan mitigé présage des lendemains

difficiles aux Américains, confrontés à une vive hostilité des participants à leurs projets pour la guerre comme pour la paix.

Le principal point d'accord a été en effet le refus de toute ingérence turque en Irak. Premiers concernés, les Kurdes sont les plus véhéments. «Même si les troupes turques étaient sous commandement américain, ce ne serait pas acceptable pour nous», a déclaré à la presse Massoud Barzani, chef du PDK, l'une des deux factions avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui se partagent la souveraineté sur le Kurdistan irakien depuis 1991.

Zalmay Khalilzad, l'envoyé spécial du président Bush, avait tenté de rassurer les délégués en affirmant que les forces turques devaient «être en parfaite coordination avec la coalition», en insistant sur le fait que «les forces de la coalition se retireront une fois le travail fait». Il n'a fait qu'une brève déclaration à la fin de la réunion, illustrant le profond fossé qui existait entre la vision américaine et celle de l'opposition irakienne.

L'autre point litigieux est l'administration militaire provisoire que les Etats-Unis veulent instaurer en Irak après le renversement du régime. «Nous n'avons aucun désir de gouverner l'Irak et le peuple irakien doit pouvoir se gouverner lui-même dès que possible», avait déclaré, rassurant, le représentant américain en ouvrant les travaux. Il n'a pas convaincu.

Ebauche. Les délégués ont élu un comité directeur de six membres, comptant les deux chefs kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani, Abedelaziz Hakim, le représentant de l'Asrii (Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak), Ahmad Chalabi, leader du Congrès national irakien, chéri par les Américains, Iyad Al-Alaoui, de l'Entente nationale irakienne, et Adnan Pachachi, ex-ministre des Affaires étrangères et unique Arabe sunnite du comité. Ce dernier a finalement décliné l'offre. Ce groupe se pose déjà comme une ébauche de futur «gouvernement provisoire» ●

MARC SEMO

Les députés turcs refusent le déploiement militaire américain

**Erbil :
de notre envoyé spécial
Éric Biégala**

Le refus du Parlement turc de samedi sera sans nul doute très lourd de conséquences politiques, tactiques et aussi financières. Bien sûr, il pourrait ne s'agir que d'une péripétie : la session parlementaire devrait reprendre demain et il se pourrait parfaitement que le gouvernement inscrive à nouveau à l'ordre du jour une seconde motion à peu près similaire... Hier, en début de soirée, le leader de l'AKP (Parti de la justice et du développement - majorité) Recep Tayyip Erdogan, comme son alter ego, le premier ministre Abdullah Gül, n'étaient pas encore certains de vouloir repartir à l'assaut. Il leur faudrait en effet redoubler d'effort pour convaincre les députés récalcitrants de leur majorité, ceux-là mêmes qui ont vu leur position l'emporter et qui aujourd'hui se sentent le vent en poupe.

Ce sont en fait les absents qui ont fait pencher la balance du côté du « non ». 264 députés ont effectivement approuvé la motion autorisant le déploie-

ment américain. 250 ont voté contre et 19 se sont abstenus. Mais cette majorité était trop courte de 4 voix si on la rapporte au nombre d'élus présents comme l'exige la Constitution. Selon les analystes de la presse turque, quelque 90 députés sur les 363 que compte la majorité parlementaire de l'AKP auraient refusé de voter le texte proposé par leur gouvernement, s'abstenant, refusant de siéger ou votant carrément contre. La fracture dans la majorité est donc aujourd'hui clairement visible.

On en pouvait saisir les linéaments dès la très longue session qui a réuni le cabinet Gül, la semaine dernière. Après six heures de consultation, le gouvernement y avait finalement décidé de saisir le Parlement, alors que près de la moitié des ministres y était opposée. Le vice-premier ministre Ertugrul Yalcinbayir a même présenté un moment sa démission avant de la reprendre « afin de ne pas déclencher un chaos politique ».

De façon un peu paradoxale, c'est sur cette aide aux Américains que les islamistes turcs de l'AKP jouent aujourd'hui leur crédibilité et leur avenir. Qu'il s'agisse d'Abdullah Gül, de Recep Tayyip Erdogan, tous deux

ont enfourché le cheval de bataille américain en sachant parfaitement que la quasi-totalité de l'opinion publique était opposée à cette guerre.

Au moment où les députés s'apprêtaient à voter ce samedi, les rues d'Ankara étaient envahies par près de 50 000 manifestants dénonçant la « trahison d'Erdogan » et la guerre américaine... Un chiffre particulièrement important pour la Turquie. Les deux hommes n'en ont pas moins ouvertement fait campagne pour autoriser les Américains à débarquer, Erdogan allant jusqu'à demander que l'un des députés ayant menacé de démissionner soit convoqué devant les instances disciplinaires du Parti... Le 9 mars prochain, Erdogan devrait se présenter dans la circonscription de Siirt à l'occasion d'une législative partielle qui devrait lui ouvrir les portes du gouvernement. Mais la gifle politique de samedi a pour la première fois égratigné sa légitimité.

Avec le refus de passer la motion, le Parlement turc condamne également les planificateurs du Pentagone à revoir leur copie. Ce sont en effet quelque 62 000 soldats, 255 avions et 65 hélicoptères qui devaient se déployer en Turquie.

Chasseurs et autres appareils d'attaque y auraient été basés sur les pistes de Diyarbakir, Batman ou Malatya, tandis que le gros des forces terrestres devait être acheminé dans le Kurdistan autonome irakien afin d'y préparer le front nord de l'opération contre Saddam. Actuellement, une quarantaine de navires affrétés par les Américains croisent au large du port turc d'Iskenderun en Méditerranée orientale, attendant de pouvoir décharger leurs cargaisons...

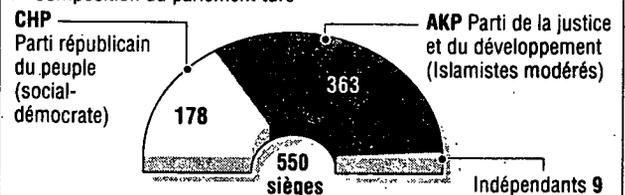
En ajournant le déploiement américain, les députés turcs ont également refusé d'avaliser celui des 55 000 soldats qu'Ankara entendait envoyer elle-même dans le Kurdistan irakien, au grand dam des Kurdes. En sus, la Turquie se prive également de l'aide financière américaine, soit 15 à 30 milliards de dollars promis par Washington au titre des dommages prévisibles en cas d'affrontement. Il est sûr en effet que si la Turquie renonce à déployer ses troupes, l'addition irakienne devrait lui paraître beaucoup plus supportable.



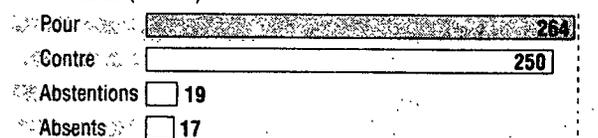
Le premier ministre, Abdullah Gül (à gauche), en discussion avec le ministre des Affaires étrangères, Yasar Yakis (à droite), et le ministre de la Justice, Cemil Cicek, samedi, lors du débat devant les députés. Le gouvernement turc s'est employé hier à rassurer Washington après le refus, la veille, par le Parlement d'Ankara, d'autoriser le déploiement de 62 000 GI. (Photo Reuter.)

Une motion repoussée de justesse

► Composition du parlement turc



► Répartition des votes, samedi, sur le déploiement de soldats américains (en voix)



Majorité requise pour adopter la motion : 267

* Majorité compte tenu du nombre de députés absents

Le cauchemar d'Ankara : un Etat kurde au sud-est de son territoire

ANKARA

de notre envoyé spécial

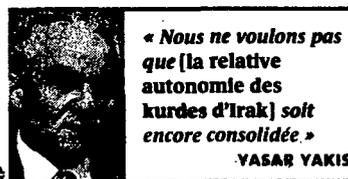
L'épreuve de force entre Washington et Ankara se poursuit. Le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir en Turquie, vient de réclamer, le 27 février, le report jusqu'à samedi du débat parlementaire sur la motion autorisant le déploiement de 62 000 militaires américains sur le territoire national. Dernier rebondissement d'un long feuilleton qui exaspère l'administration Bush, la décision du gouvernement turc révèle l'état de tension dans lequel est plongé le pays.

Réunis au sein du Parlement d'Ankara, les députés de l'AKP ont tour à tour pris la parole, jeudi, à l'occasion d'une réunion à huis clos, la seconde en l'espace de deux jours, pour exprimer leur mécontentement à l'égard des pressions de Washington. Hostiles à l'idée d'une guerre, ils ont évoqué les âpres tractations en cours et les enjeux d'une participation turque au conflit annoncé qui, de fait, pourraient être de nature à réduire la popularité de leur formation, aggraver la situation économique et déstabiliser les zones frontalières.

Ankara fait des cauchemars à l'idée d'un Etat kurde indépendant sur le flanc sud-est de son territoire, promis un temps par les Américains. Le spectre d'un conflit avec les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek) et la crainte de voir les

Kurdes irakiens servir de base arrière aux séparatistes et « contaminer » les 13 à 15 millions de frères turcs est tenace. « A ce jour, le point d'achoppement des négociations réside essentiellement sur la question de l'après-Saddam Hussein », admet sous couvert de l'anonymat un député de l'AKP. La discrétion qu'observe le gouvernement Bush sur l'administration qu'il envisagerait de mettre en place une fois la guerre terminée n'est pas pour rassurer les dirigeants turcs.

Dans les âpres négociations entre Ankara et Washington, Recep Tayyip Erdogan, le chef de l'AKP, a laissé entendre mercredi que la Turquie aurait obtenu de



« Nous ne voulons pas que [la relative autonomie des kurdes d'Irak] soit encore consolidée. »

YASAR YAKIS

l'administration Bush la possibilité de faire entrer près de 40 000 hommes dans une « zone tampon » s'enfonçant de 20 à 25 kilomètres en territoire irakien. Officiellement, les dirigeants turcs soutiennent qu'il s'agit d'une mission d'« aide et d'assistance » par son armée pour faire face à un afflux de réfugiés comme cela avait été le cas lors de la guerre du Golfe en 1991, où près de 500 000 Kurdes avaient traversé la frontière. Dans les faits, il s'agirait bel et bien de

forces chargées d'assurer un contrôle sur le Kurdistan irakien et d'en dissuader les dirigeants de proclamer l'indépendance. « Pour le moment, les Kurdes [d'Irak] bénéficient d'une certaine autonomie, a récemment déclaré le ministre des affaires étrangères turc, Yasar Yakis. Nous ne voulons pas qu'elle soit encore consolidée ou transformée en un Etat fédéral ou un Etat indépendant. »

Les négociateurs turcs auraient également obtenu de Washington le désarmement des factions kurdes du nord de l'Irak, après une éventuelle opération américaine. Mais, dans le même temps, Ankara fait montre d'une inquiétude croissante à propos de la place de la minorité turcophone, les Turkmènes (2,5 millions selon les Turcs, 500 000 selon les Kurdes), dans la future administration irakienne. « Un prétexte grossier », rétorque Nezan Kendal, directeur de l'Institut kurde de Paris, qui souligne que la moitié d'entre eux sont chiïtes, et donc opposés à une solution turque, l'autre moitié, de confession sunnite, ayant vu certains de leurs représentants s'allier avec le parti Baas de Saddam Hussein. « C'est un des éléments supplémentaires de déstabilisation de la région », poursuit-il.

Longtemps accusé de monnayer son soutien à Washington, Ankara semble sur le point de conclure le volet financier destiné à atténuer l'impact économique d'un conflit. Au total, la Turquie devrait bénéficier de 2 à 4 milliards de dollars de

dons et 24 milliards de garanties de crédit américains. « Les dirigeants turcs savent qu'ils ont obtenu le maximum », reconnaît un expert du dossier.

Selon différents commentateurs et malgré la fronde qui secoue le parti, les députés de l'AKP devraient au final accepter très prochainement le déploiement militaire américain. Le parti, qui contrôle plus de 350 sièges sur les 550 que compte le Parlement, n'aurait guère de mal à rassembler les 50 % des votes nécessaires pour adopter le texte, mais celui-ci ne veut pas perdre la face. « Nous voulons construire et renforcer notre position commune et être unis », a affirmé M. Erdogan. Unis pour un « oui » massif afin d'essayer de sortir du piège irakien.

Divisés sur le plan intérieur, se sentant isolés sur la scène internationale, les dirigeants de l'AKP ne peuvent plus longtemps donner des signes de faiblesse. Il en va de leur survie. En première ligne, l'armée turque pourrait en profiter et retrouver son leadership dans le jeu politique turc, au grand dam du gouvernement d'Ankara empêtré dans un rôle d'équilibriste entre le passage massif accepté par la population des soldats américains sur le territoire et le rôle primordial assigné aux forces militaires turques pour assurer la sécurité de la région.

Nicolas Bourcier

After a war ■ By Marina Ottaway

A real plan for rebuilding Iraq

WASHINGTON

The plan for post-invasion Iraq being aired by the Bush administration is a blueprint for occupation but not for political reconstruction. Unless the profound difference between occupation and political reconstruction is recognized early on, the United States will fail to leave behind a stable Iraq, let alone one that can serve as a model for other countries in the region. The price of chaos in Iraq, even if deprived of weapons of mass destruction, will be the continued threat of terrorism and regional instability.

The Bush administration plans to occupy the country, run it through a military and then a civilian administrator, purge the Iraqi military and the bureaucracy of pro-Saddam, Ba'athist elements, write a constitution and set up a new government. The role of Iraqis in this process will be extremely limited. Hand-picked civilians will sit on advisory councils with no real power. Iraqi-organized groups, exiled or domestic, will be prevented from playing any part at all.

As an occupation blueprint, the plan has the virtue of simplicity. Troublesome groups such as the squabbling exile organizations, the Kurdish parties that already govern northern Iraq, Shiite groups with potential ties to Iran, Sunni groups with potential ties to Saudi Arabia and tribes with their convoluted divisions would all be shunted aside,

allowing U.S. administrators to set up a new, rational, secular political system for Iraq, although not necessarily one based on Western democratic standards.

This is a technocratic approach well suited to a military administration, obviating the necessity of understanding and facing the complexity of the society. Given sufficient money and personnel, it may even work, as long as the country remains under U.S. military control.

While convenient to the needs of a U.S. occupation force, this approach does not even remotely satisfy the requirements for the political reconstruction of Iraq as a country scheduled to become self-governing within one or two years. The groups that the plan deliberately seeks to isolate are precisely those that need to be stitched together to make the country viable.

A two-year U.S. occupation cannot obliterate religious and ethnic cleavages, nor eliminate long-standing political organizations such as the exiled groups or the Kurdish parties. Iraq is not a homogenous, secular, industrial society, where all citizens share a common identity. Rather, it is a society deeply divided along religious, ethnic and tribal lines.

Differences between Sunnis and Shiites go back centuries. Kurdish nationalism dates back to the dismemberment of the Ottoman Empire. The importance of the tribes,

thought to be eroding as Iraq urbanized, was invigorated by Saddam Hussein in his search for supporters. U.S. military might cannot change this reality.

The future stability of Iraq — vital to U.S. interests even after the country has been cleansed of weapons of mass destruction — depends on whether the groups that the U.S. plan deliberately ignores can find a way to live together in one country and under one political system without the heavy hand of a dictator to force them together.

A plan for occupation is certainly needed as the United States prepares to invade Iraq. A plan for political recon-

struction is also urgently needed if the United States is to leave the country after one or two years. And political reconstruction does not mean fantasizing about a new country, but helping to craft a new political bargain among the same old groups with conflicting interests and demands that have made Iraq a deeply troubled, dysfunctional country in the past.

The writer is a senior associate at the Carnegie Endowment for International Peace and the author of "Democracy Challenged: The Rise of Semi-Authoritarianism."

Une cité de 7 000 âmes entre le Kurdistan autonome et l'Irak

A Kalak, sur « la frontière de Saddam »

Kalak :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

Du petit pont qui enjambe la rivière Kalak, on voit à l'œil nu les soldats irakiens patrouiller sur la crête des collines. Entrer et sortir de leurs casemates. Scruter l'horizon à la jumelle. Effectuer des rondes en 4 x 4 couleur sable.

Depuis qu'une région autonome a été créée pour les Kurdes du nord de l'Irak, après la première guerre du Golfe en 1991, Kalak vit à portée de tir de l'armée irakienne. Les maisons les plus reculées de ce village de 7 000 habitants sont à moins de 200 mètres des lignes ennemies. Les gens du coin l'appellent « la frontière de Saddam ». C'est le seul point de passage, dans la région, entre le Kurdistan autonome et l'Irak baasiste.

Un grand sourire aux lèvres, l'air tout à fait décontracté bien que sa cahute soit dans la ligne de mire des troupes irakiennes, Mohamed Kerim est le responsable de ce dernier poste de contrôle kurde. Avec la perspective de la guerre qui se rapproche, le trafic routier, dit-il, a baissé d'intensité ces derniers jours. Mais il ne s'est pas interrompu. Côté kurde, des voitures bourrées d'enfants prennent encore le risque de traverser la frontière pour se rendre à l'hôpital de Mossoul où, affirme-t-on, les soins sont meilleurs qu'au Kurdistan. Côté irakien, camions et voitures continuent d'aller et venir pour le business et les trafics en tous genres.

Mohamed, un chauffeur de taxi kurde de Mossoul, fait part de son dilemme. « Le jour où la guerre commencera, qu'est-ce qui sera le plus risqué pour moi : être pris dans une bataille entre Irakiens et Améri-

cains à Mossoul ou sous les armes chimiques de Saddam au Kurdistan ? » Comme tous ceux qui font l'aller-retour de part et d'autre de la frontière, il a longuement observé le retrait, jeudi dernier, des forces irakiennes. « Les troupes frontalières, dit-il, ont été rappelées pour renforcer la défense des villes et notamment de Mossoul et de Tikrit », la ville natale de Saddam Hussein, le bastion du pouvoir baasiste.

Bien que leur village soit le plus exposé de la région, les habitants de Kalak affirment ne pas avoir organisé leur défense. « Nous n'avons reçu aucune consigne. Nous pouvons juste compter sur une cinquantaine de peshmergas (combattants) et sur la bonne volonté des civils », explique le responsable de la sécurité. Aucune mesure de protection non plus contre une éventuelle attaque chimique des forces de Saddam.

« Notre gouvernement a demandé des masques à gaz à l'Occident. Mais on ne nous a rien envoyé. Nous sommes nus. Notre seule protection contre le régime de Saddam nous vient de Dieu », s'empare un vieux du village, Ismaïl Djemil. Après avoir passé douze ans à portée de tir de l'armée irakienne, les gens du coin, dit-il, sont devenus fatalistes. « En 1991, nous avons dû fuir notre village. En 1998, les troupes irakiennes nous ont bombardés. Depuis, ils ont miné les champs où paissent nos bêtes. Nous redoutons les incursions d'agents irakiens en civil. Mais nous sommes habitués à la guerre, à la peur, aux situations difficiles. C'est notre quotidien depuis si longtemps. Aucun peuple au monde n'a souffert autant que les Kurdes sous le régime de Saddam. »

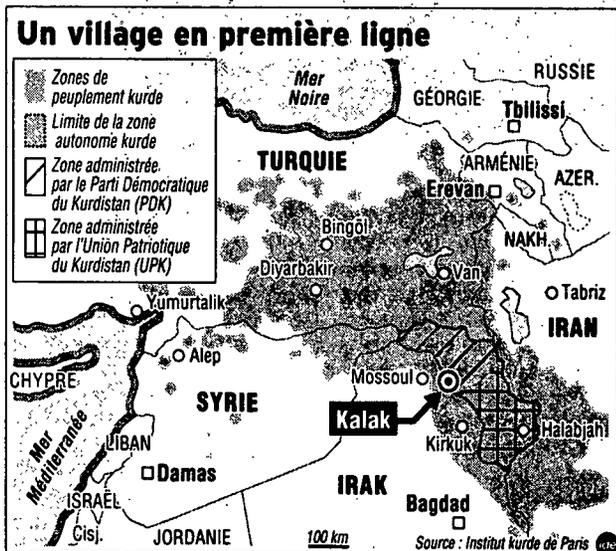
Mais si les habitants de Ka-

lak n'ont pas organisé la défense de leur village, c'est avant tout parce qu'ils comptent sur les Américains pour le faire. « Ils ont promis de nous protéger et de nous défendre. Nous les laisserons agir à notre place. Lorsque les hommes de Bush arriveront ici, on dansera. Et puis, on ira se réfugier près de la frontière turque, le plus loin possible de la ligne de front, en attendant que tout soit terminé », explique le responsable local du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Cheto Ramdan.

Les Kurdes de Kalak n'ont guère de doute sur l'issue du conflit qui s'annonce. Pour eux, la guerre est déjà presque gagnée. « Les soldats irakiens, explique un peshmerga, viennent nous voir régulièrement pour nous dire qu'ils n'ont aucune intention de se battre et qu'au premier coup de canon, ils vont déserter et venir se réfugier au Kurdistan. »

L'histoire récente lui a cependant appris à se « méfier des intentions des uns et des autres ». « En 1991, les Américains nous ont abandonnés après nous avoir incités à la révolte. Espérons que cette fois les pays occidentaux tiendront leurs promesses. Mais pourquoi la France continue-t-elle à s'opposer à Bîsh et à l'éradication du cancer irakien ? »

D'avantage que les troupes de Saddam, c'est en fait l'arrivée, dans le sillage des Américains, de l'armée turque qui inquiète les Kurdes d'Irak du Nord. « Les Turcs veulent faire revivre l'Empire ottoman. Ils veulent envahir l'Irak du Nord et s'emparer de Mossoul et de son pétrole. Il est de la responsabilité de l'Occident de les empêcher », affirme Sallah, le responsable de la sécurité de Kalak. « Les Kurdes, poursuit-il, ont repris espoir pour la première fois depuis longtemps grâce aux Américains. Ils n'ont pas l'intention de laisser s'installer une nouvelle dictature, turque, à la place de l'ancienne, irakienne. »



An Iranian-backed brigade sets up camp in Northern Iraq

By C. J. Chivers

The New York Times

ZIMNAKO MOUNTAIN, Iraq: Advance elements of the Badr Brigade, an Iranian-backed militia that includes many deserters from the Iraqi Army, are building a new military encampment in northern Iraq, and preparing to move several thousand fighters into the area, according to local Kurdish officials familiar with the deployment and a visit to the camp.

The expanding activities of the brigade, which intelligence officials say receives support from the Iranian Revolutionary Guards and might fight as an Iranian proxy against President Saddam Hussein, pose fresh diplomatic challenges to both the Kurdish authorities and the United States.

The camp is situated about 18 kilometers (11 miles) inside Iraq and about 215 kilometers from Baghdad, in territory outside the Iraqi government's control and administered by Kurds. It included 94 squad-sized tents Saturday and more than 120 Sunday afternoon, enough to shelter more than 1,000 of the group's fighters.

As the tents rose, the brigade's intention of occupying Iraqi territory was clear. The fighters, who call themselves mujahidin, had already opened a small grocery, had at least one anti-aircraft machine gun and a large ammunition bunker, and were digging latrines throughout a series of rocky bluffs at the base of this mountain.

A supervisor said they were prepared to join with Kurds to resist a Turkish incursion into northern Iraq. "If our supreme council approves it, we will support them against the Turks," said Murtaza Musawi, who identified himself as the camp security officer.

That appears to be the sort of prospect that has raised concern in Wash-

ington, where the Bush administration has tried to limit regional intervention in the event of war with Iraq and has labeled Iran a member of the "axis of evil."

"We think any Iranian presence or Iranian-supported presence in that region is destabilizing and not positive," Richard Boucher, spokesman for the State Department, said last month.

The new camp is sign of the deeply tangled local situation the United States confronts as it prepares for war here.

The Badr Brigade, estimated to have 15,000 fighters in all, is the military wing of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a member of the Iraqi National Congress, an umbrella opposition group that has been backed by the United States.

But the brigade also has long resided in Iran, which provides it with material, intelligence and training support, intelligence officials said. It sees itself as a prominent voice for Shiite Muslims, who make up approximately 60 percent of the Iraqi population. Its relations with Washington have been prickly.

The Supreme Council has made clear its displeasure with the notion of any American occupation in Iraq, and, in a recent interview, a council official said the current U.S. military buildup was the latest manifestation of a Washington blunder.

The official, Galib Asadi, a council representative in northern Iraq, noted that after the Gulf War in 1991, the United States allowed Iraq to keep much of its army and to use helicopter gunships to suppress uprisings that almost toppled Saddam. "If the United States didn't help the Iraqi regime in 1991, it would not need this war," he said.

Asadi also suggested that the brigade's military activities would be wholly independent of American plans. "We are not going to fight alongside the

Americans," he said. "We were fighting the Iraqi regime when the United States was helping the Iraqi regime, and we will continue to fight the regime whether the United States comes or not."

Tensions between Washington and Iran have presented the Kurdish authorities with a delicate problem.

Kurds want a military and political partnership with the United States, and are loath to fall on Washington's bad

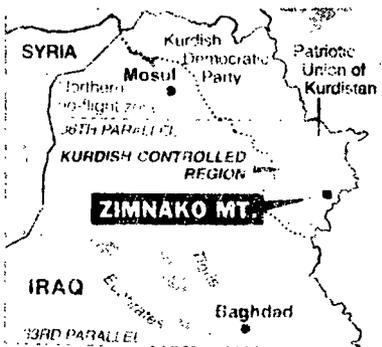
side just at the moment they expect Saddam to be forced from power. But they have long-standing relations with the Supreme Council and Iran.

Many Kurds, particularly in the Patriotic Union of Kurdistan, which took refuge in Iran in 1996 when the rival Kurdistan Democratic Party attacked them with Iraqi forces, feel a loyalty to their Iranian neighbors. Some also sympathize with the brigade, whose fighters

and their families have suffered terribly under Saddam.

Kurdish officials said the brigade had asked them to allow 5,000 troops onto Iraqi territory. The Patriotic Union has not acted on the request, and a senior official said Sunday night that developments at the camp were being closely followed and discussed.

"We are reviewing the situation," he said.



Masan Sarbakhshian/The Associated Press

Tents of the Badr Brigade near Kanichnara, about 215 kilometers from Baghdad, on Monday. The territory is controlled by Kurds.

The New York Times March 4, 2003



URGENT ACTION

PUBLIC

AI Index: MDE 13/007/2003

3 March 2003

Further Information on UA 69/02 (MDE 13/005/2002, 6 March 2002) Torture/Imminent execution

IRAN 12 Kurdish minority rights activists, including 11 supporters of the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI) and one supporter of Komala, the Kurdistan section of the Communist Party in Iran (CPI)
Five Arab minority rights activists

According to information published by the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI) six people, all former members or supporters of the KDPI, were executed between 7 and 13 October 2002. They included four of those named in the original UA. Amnesty International has no information regarding any charges or legal proceedings faced by any of the six individuals.

Reportedly executed are: Muhammad Sharverani, who had been sentenced to death in 2000; Khaled Shoghi, who was reportedly forcibly returned from Turkey, and arrested and tortured in 1997; Saleh Goudarzi, who was sentenced to death in 1999, and Jalil Zeva'i, who was reportedly tortured prior to his execution. Also executed were Hamzeh Ghaderi, and an unidentified woman, possibly related to Hamzeh Ghaderi.

There is no new information regarding the others named in the original UA: Khaled Faraidouni, Nader Afani, Hasan Mahmoudi, Kheder Viesi, Rasul Abdollahpour, Anvar Alizadeh, Mohammad Esmailzadeh or Esmaili, Mohammad Mehdi Zaliye, and the five Arab men, Fadhil Muqaddam, Rahim Sawari, Amir Sa'idi, Hashem Bawi and 'Abbas Sherhani.

BACKGROUND INFORMATION

The KDPI seeks autonomy for Iranian Kurdistan and states that it "rejects all acts of terrorism and planting bombs in public places". The Kurds and Arabs are two of Iran's ethnic minority groups. The increased reports of executions in the Iranian province of Kordestan and reports of mass arrests in the province of Khuzestan may be rooted to several factors notably the apparently increased security measures implemented in both areas in line with growing political tension over possible military action in neighbouring Iraq. For example, on 5 November 2002 two men, Mostafa Jula and Ali Kak Jalil, both former members of Komala, a Kurdish political organization affiliated to the Communist Party of Iran (CPI), were reportedly executed in the city of Marivan. They were reportedly neither questioned nor tried. Most recently, on 2 March 2003 Mohammad Golabi, a member of Komala, was reportedly executed by hanging. No information about the charges or his trial are known. There are widespread fears that these executions are being used to frighten the population.

Amnesty International recorded 113 executions in Iran in 2002, although the true figure may be much higher. The death penalty is the ultimate cruel, inhuman and degrading punishment, a violation of the Universal Declaration of Human Rights. Iran is a state party to the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), Article 6 of which states that in countries which have not abolished the death penalty, sentence of death may be imposed only for the most serious crimes. Under Article 14 (5), those convicted have the right to appeal against death sentences.

RECOMMENDED ACTION: Please send appeals to arrive as quickly as possible, in English, French, Kurdish, Arabic or your own language:

- expressing grave concern that the death sentences have been carried out against Muhammad Sharverani, Khaled Shoghi Saleh Goudarzi, Jalil Zeva'i, Hamzeh Ghaderi, and an unidentified woman; and those against Mohammad Golabi and reportedly Mostafa Jula, Ali Kak Jalil;
- seeking clarification of the circumstances surrounding the execution of the individuals named above and details of their trial proceedings, including the specific charges against them;
- stating that Amnesty International recognizes the rights and responsibilities of governments to bring to justice those suspected of criminal offences but strongly opposes the death penalty as the ultimate cruel, inhuman and degrading punishment;
- reminding the authorities that the death penalty is in violation of the Universal Declaration of Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to which Iran is a state party;
- calling for the immediate clarification of the whereabouts of Khaled Faraidouni, Nader Afani, Hasan Mahmoudi, Kheder Viesi, Rasul Abdollahpour, Anvar Alizadeh, Mohammad Esmailzadeh or Esmaili, Mohammad Mehdi Zaliye, and the five Arab men, Fadhil Muqaddam, Rahim Sawari, Amir Sa'idi, Hashem Bawi and Abbas Sherhani and any others that are detained;
- asking to be given details of their trial proceedings, including the specific charges against them, and enquiring if they have been allowed to appeal against their convictions and sentences, as guaranteed by Article 14 (5) of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR);
- seeking assurances that all detainees are treated humanely and are given prompt and regular access to relatives, lawyers and medical attention as necessary

APPEALS TO:

Leader of the Islamic Republic

His Excellency Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei,
The Presidency, Palestine Avenue,
Azerbaijan Intersection, Tehran, Islamic Republic of
Iran

Telegrams: Ayatollah Khamenei, Tehran, Iran
Salutation: Your Excellency
Email: webmaster@wilayah.org; (on the
subject line write: For the attention
of the office of His Excellency,
Ayatollah al Udhma Khamenei, Qom)

President

His Excellency Hojjatoleslam val Moslemin Sayed
Mohammad Khatami
The Presidency, Palestine Avenue
Azerbaijan Intersection, Tehran, Islamic Republic of
Iran

Telegrams: President Khatami, Tehran, Iran
E-mail: khatami@president.ir
Salutation: Your Excellency

Head of the Judiciary

His Excellency Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahrudi
Ministry of Justice
Park-e Shahr
Tehran
Islamic Republic of Iran

Telegrams: Head of Judiciary, Tehran, Iran
Faxes: + 98 21 879 6671 (number may
be unreliable; please mark "care of
Director of International Affairs,
Judiciary")
Salutation: Your Excellency

COPIES TO:

Minister of Foreign Affairs.

His Excellency Kamal Kharrazi
Ministry of Foreign Affairs, Sheikh Abdolmajid Keshk-
e Mesri Av
Tehran, Islamic Republic of Iran

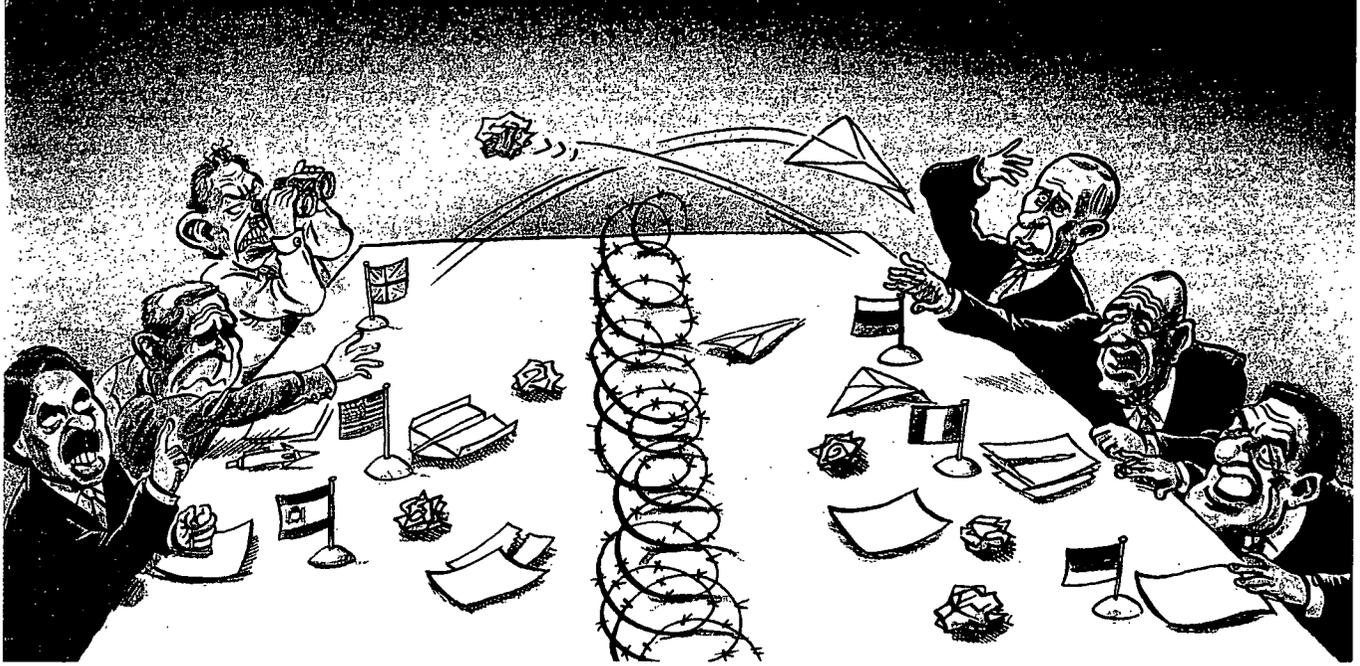
Telegrams: Foreign Affairs Minister, Tehran,
Iran
Faxes: + 98 21 390 1999 (number may
be unreliable; please mark "care of
the Human Rights Department,
Foreign Ministry)
Salutation: Your Excellency

COPIES TO: Diplomatic representatives of Iran accredited to your country

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Check with the International Secretariat, or your section office,
if sending appeals after 14 April 2003

Special report Dealing with Iraq

The Economist March 1st 2003



The quality of consensus strained

Argument, sniping, arm-twisting: it all moves back to the Security Council

THE campaign by President George Bush to see Iraq disarmed of weapons of mass destruction, come what may, has always had many fronts other than the military one. On February 26th, Mr Bush sought to quiet criticism that his determination to deal with Iraq was leading him to neglect two equally thorny problems: how to advance peace between Israelis and Palestinians, and what to do with Iraq after a war that may be only a matter of weeks away. On the first, he made rather general promises; on the second, he sounded a much bolder note as a liberator, democrat and nation-builder, not a conqueror or bully (see page 44).

Whether or not he manages to appease his critics on these points, Mr Bush faces an uphill struggle to achieve his other immediate objective: getting a second resolution through the United Nations Security Council. Governments of many countries, including Britain, his close ally in both arms and diplomacy, would prefer to have such council backing, if only to persuade reluctant publics and rebellious parliaments that military action to disarm Iraq would be justified.

Neither Mr Bush nor Mr Blair feels much need for extra legal cover. The UN's Resolution 1441, passed unanimously in November, promised "serious consequences" if Iraq failed to take this "final

opportunity" to disarm: diplomatic language understood by everyone, at the time, to mean that an Iraqi refusal to comply would be met with force. However, Mr Bush too sees the value, politically and diplomatically, of working for as much UN consensus as possible, if only to make it easier for other countries and organisations to join in the reconstruction of Iraq once any war is over.

To that end, on February 24th the United States, Britain and Spain jointly tabled a draft resolution that they hope will come to a vote shortly after Hans Blix, the UN's chief weapons-inspector for Iraq, next addresses the Security Council on March 7th. The resolution, which reminds everyone that Saddam Hussein was given his final opportunity to disarm last November, and concludes that he has "failed to take that final opportunity", has been deliberately pitched to draw as much support as possible. Even those who doubt the wisdom of fighting a war about it would not argue that Mr Hussein has yet done what was asked of him. To pass, the resolution needs to attract nine votes from the 15-member council and no vetoes from its permanent members (who, apart from America and Britain, include France, Russia and China). That still looks a tall order, on both counts.

This should really be seen as "an up and down vote on whether or not the Se-

curity Council is going to reinforce Resolution 1441," argued Condoleezza Rice, Mr Bush's national security adviser, this week. But although that resolution put the onus squarely on Iraq to disarm, not on the UN's inspectors to catch him cheating, several governments, including that of France, have since backtracked. Although Britain's prime minister, Tony Blair, this week declared it "absurd" to expect the inspectors to be able to disarm Iraq without its proper and full co-operation, Germany's Gerhard Schröder and France's Jacques Chirac emerged from a meeting in Berlin to say the opposite: that inspections could still disarm Iraq peacefully. "We see no reason in this context to change our logic, which is the logic of peace, and switch to the logic of war," they added.

Indeed France, whose determination to block UN approval of American action against Iraq has split both the transatlantic alliance and the European Union, has implied it might use its veto. That, said America's ambassador to France this week, would be considered "an unfriendly act". Akin to a bullet in the back, agreed one of Mr Chirac's worried parliamentary allies.

So far, the only certain No vote is Syria's. But this week France, backed by Germany and so far by Russia too, put forward a "memorandum" which, it hopes, will block any chance of council support ▶

for military action by instead winning agreement to extend inspections in Iraq for at least four months more. Although the paper acknowledges that inspections "cannot continue indefinitely", it calls for inspectors to be given more help, and for Iraq to be given a list by March 1st of things it must do—something inspectors have avoided in the past, since it removes, in effect, the obligation on Iraq to disclose fully all aspects of its hidden weapons programmes.

If France could stir up enough opposition to the new draft resolution, it could hope to defeat it in the Security Council without having to use an "unfriendly" veto. Might it manage to achieve that? Of the remaining council members apart from America, Britain and Spain, only Bulgaria has thrown its full weight behind the draft resolution so far; China has been hovering; Mexico is dithering (see page 49). That still leaves Angola, Cameroon, Chile, Guinea and Pakistan to play for, and both sides have been lobbying them hard.

Might the inspectors make up their minds for them? Mr Blix has been keen not to seem to turn down the extra help that France and others want to give him. But he has emphasised in the past that it is not his job to play cat-and-mouse with the Iraqi regime, and that no number of inspectors can substitute for Iraq's willingness to cooperate in its own disarmament. That seems unlikely to happen at this late stage, though both America and Britain are still taking care not to be seen to rule it out.

Mr Hussein, meanwhile, is considering what to do about a letter from Mr Blix demanding that by Saturday he start destroying his al-Samoud 2 rockets and several hundred illegally imported missile engines. The inspectors have determined that the rockets are capable of flying beyond the 150km limit the UN has imposed on Iraq's missiles. But Mr Hussein seemed to indicate in an interview with CBS News this week that he might refuse. "We do not have missiles that go beyond the proscribed range," he insisted. No doubt the Iraqi top brass, fearing a war, would like to hang on to such weaponry. But Mr Hussein also knows that a refusal to comply would go down badly even with countries that have been reluctant to endorse the use of force against Iraq.

Perhaps hoping to mollify any hardening opinion, Iraq has sent the inspectors six letters including extra information (its officials say) to back up its claims to have destroyed chemical and biological weapons unilaterally after the last Gulf war. It has also reported recovering a bomb containing unspecified "liquid" from a site where it says biological weapons were destroyed. What it has not provided is the mass of documents that inspectors have always suspected exist in government files. Those will tell a fuller story about

what Iraq did with the illicit weapons it produced, and in what quantities it produced them.

For Iraq, persuading the world that it is worth continuing with inspections, however slowly it ekes out its co-operation with them, is its main diplomatic line of defence against a war. Yet it is hard to argue, as the French memorandum on reinforced inspections did this week, that inspections are currently working "without hindrance". When he next reports to the council, Mr Blix will no doubt explain where Iraq has co-operated and where it has not. But one thing he has never for-

mally asked the council for is more time for inspections. Whether that can really make the difference in disarming Iraq is something he would evidently prefer council members to decide for themselves.

Though both France and Russia have left themselves room to change their minds on the issue (as Germany has not), they now have little time in which to do it. Both America and Britain continue to insist that if the council refuses to enforce Resolution 1441, they will do so, and quickly too. The chances of keeping the Security Council united behind them look perilously slim. ■

The Kurds, Iraq and war Sitting ducks?

CHAMCHAMAL AND KALAK
Preparations for war in northern Iraq

KURDISH agents and traders who pass through the checkpoints at Chamchamal and Kalak, the nearest Kurd-controlled points to Kirkuk and Mosul, report back on Saddam Hussein's preparations for defending the two northern cities. Kirkuk, which the Kurds briefly seized at the end of the Gulf war, has oil, as does the area round Mosul, which also controls a vital pipeline. Mr Hussein, says one Kurdish informant, is turning the towns into vast human shields.

According to these reports, residents have been ordered to stock up on food; once the fighting starts, those who venture outside will be shot. The army has put anti-aircraft batteries on the roofs of apartment buildings, while Baath Party and intelligence offices have been moved to secret places. Some say that Kirkuk's oil wells have been mined. In Kirkuk, the Iraqis are said to have built bunkers in Kurdish areas and are manning them with a home guard, reportedly of press-ganged locals. Mosul has a similar home-guard force.

The ruling factions in the autonomous zone, the PUK and the KDP, have had to promise the Americans and Turks that, this time, they will not make a lunge for either Kirkuk and Mosul. Turkey, in particular, is greatly concerned to prevent the oilfields from falling into Kurdish hands.

Even so, once the cities have been taken by the Americans, the PUK and the KDP intend to encourage tens of thousands of Kurds, expelled under Mr Hussein's policy of Arabisation, to return and reclaim their homes from the Arab Iraqis now occupying them. A smaller number of Turkmen, in whose welfare Turkey expresses fraternal interest, intend to do the same. Civil war could ensue, providing Turkey with yet another



pretext to intervene. Around Mosul, where three Kurdish tribal chiefs support Mr Hussein, Kurds may kill each other.

If or when war breaks out, a mass exodus from Kurdish cities to the hills is expected. PUK and KDP officials are starting to warn people about Iraqi chemical attacks. But requests for gas masks and other protective equipment have been deferred by America and the EU, wary that help will imply political recognition. Foreign NGOs, reluctant to give the impression that war is inevitable, are not helping either.

Historically accustomed to isolation, Kurds wince at reports that Turkey, far to the north, is to receive early-warning aircraft and chemical-weapons defences from its NATO partners. Those same Turks, according to Kurdish officials, have vetoed Kurdish requests for defensive weapons. Local reports suggest that Iraqi missiles, possibly Scuds, have been brought to within easy range of the main towns in the autonomous zone. The Kurds, says a foreign-aid worker, are sitting ducks.

The Economist March 1st 2003

Special report Dealing with Iraq



Turkey and the United States

The end of the dance

ANKARA

Turkey gets cash and a handle on the Kurds; America gets a free hand

IT WAS a question of choosing the lesser of two evils. Should Turkey side with America in a war against Saddam Hussein, or not? After months of prevarication, the ruling Justice and Development Party, in close consultation with the country's powerful generals, has reluctantly concluded that it is in Turkey's best interests to stick with its closest and most powerful ally.

On February 25th, the government handed a motion to parliament to allow the deployment of 62,000 American combat troops from Turkish soil into Iraq (an unspecified number of Turkish soldiers, perhaps as many as 40,000, will also go into Kurdish-controlled northern Iraq). The government had not yet struck a final deal on a package from the Americans that would cushion the effects of a war on Turkey's wobbly economy, and had reached no precise agreement on what the Turkish army will do in the mountains of northern Iraq. In effect, it had given in to America's unrelenting pressure.

The parliament, where the ruling party (better known as AK, initials that spell "clean" or "white" in Turkish) has a firm majority, was expected to vote on the motion by February 28th, as *The Economist* went to press. Despite divisions within AK—many of whose members, including the party chairman, Tayyip Erdogan, and the prime minister, Abdullah Gul, began their political careers in a party that was vigorously Islamist and hardly pro-American—the bill was expected to pass.

If it does, the Pentagon's planners will

have secured the greatest strategic prize of all in their campaign to overthrow Saddam Hussein. Using Turkey as a springboard, thousands of American troops will be able to pour into northern Iraq, where they can open a second front against their Iraqi adversaries. A northern front should not only accelerate victory and reduce the number of American casualties, but will enable the Americans to take control of the oilfields around Kirkuk and Mosul. A swift enough takeover of the oilfields would prevent an attempt by the Iraqi leader to blow them up, and stop the Turks and Kurds from arriving there first and getting into a fight for them. Not least, with Turkey on their side, the Americans hope to prove to the broader Muslim world that this is a war against Saddam Hussein's brutal policies, not against Islam.

What will Turkey gain? The AK's leaders have had huge trouble explaining that part to a largely anti-war public. Most polls show well over 90% of Turks opposed to a war with Saddam. Bulent Arinc, the fiery AK speaker of the parliament—who, together with millions of other Turks, flicks his lights on and off every night at 8 o'clock by way of protest—has been threatening to sit on the bill until a second UN resolution is passed. The president, Ahmet Necdet Sezer, commented this week that "the real cost of war will be fully understood when corpses start coming home."

It is the economic cost to Turkey that troubles officials most. Turkey is only just beginning to shake off the effects of a two-

year recession in which the value of the lira fell by half and thousands of Turks lost their jobs, 301,000 in the latest quarter alone. One of the country's rare hard-currency earners, the tourist industry, has already been hit by the looming conflict, with bookings for this year cancelled by the thousands. All in all, the Union of Turkish Chambers of Commerce reckons the war will cost the country \$16 billion.

From the generals' point of view, the bigger threat is what happens in northern Iraq. They are convinced that the Iraqi Kurds' "secret agenda", tacitly blessed by America, is to declare their independence once Mr Hussein has been overthrown, and that Turkey's own Kurds will then try to join them. That is why they are insisting on sending tens of thousands of Turkish troops into the Kurdish part of Iraq.

With the Bush administration apparently determined to take on Saddam, Turkey's economy is set to suffer in the short term anyway. Better, then, to shake hands with the Americans and get some money. And better still if the Americans agree to let Turkish troops into northern Iraq, together with a solid promise that the United States will not back Kurdish independence.

That is what the AK government has been holding out for during weeks of tense negotiations. In the event, the United States has agreed to give Turkey \$6 billion in grants and \$24 billion in loan guarantees. The last remaining hitch was that Turkey, as of February 26th, was still resisting American demands that the package be supervised by the IMF. And, amid cries of betrayal from the Iraqi Kurds, the Americans have also bowed to Turkish demands to set up a *cordon sanitaire*, perhaps as deep as 40km (25 miles), inside northern Iraq. (The Americans have agreed to arm and disarm the Kurds in the presence of the Turks, who wanted to take charge of this themselves.) A final Turkish condition, at which the Americans balked, was that everything should be put in writing.

This long wrangling, which has left a sour taste in American mouths, has nonetheless reinforced the feeling of most Turks that AK has done its best to protect the national interest. But worrying questions remain. What if the Iraqi Kurds make good their threat to resist the Turkish troops? The Kurds may be no match for the Turkish army, but they could still bog them down in another guerrilla war, aided and abetted by the 5,000 or so Turkish-Kurd fighters based in their territory.

And what of relations with Europe? Since France and Germany are still opposed to war, though many other Europeans are not, will Turkey's collaboration with America poison its chances of joining the European Union? The Turks can only hope that a swift American victory will put paid to headaches like that—a victory made easier, of course, by Turkey's help. ■

TIME

March 3, 2003



WAITING FOR WAR Kurdish soldiers take shelter in a bunker at the front lines

Lying in Wait In Kurdistan

Saddam's troops prepare for possible showdowns with both the Americans and the Kurds

By MICHAEL WARE HALABJA

A LONG A VAST FRONT LINE SNAKING through northern Iraq, in bunkers and staging posts only a few miles from an estimated 50,000 anti-Baghdad Kurdish fighters, Saddam Hussein has stationed tens of thousands of badly fed, sadly equipped conscripts from his I and V Corps of the Iraqi army. But the Kurdish fighters, known as the *peshmerga* (those who face death), are not worried about their enemy's proximity. These be-

draggled Iraqi soldiers are unwilling to die for a leader they loathe.

Saddam has made a different calculation. He believes that in the event of war, fear of his wrath and uncertainty over his demise will press his men into one last battle. Crossing the heavily mined no-man's-land near the Kurdish town of Chamchamal in recent weeks, two Iraqi deserters have brought tales of a buildup. They say Saddam is pushing heavy armor and ammunition forward. A Kurdish security official, among the first to interrogate

the men, says, "They don't want to, but Baghdad is ordering these units to fight."

As U.S. forces continue to encircle Iraq in a looming military action, Saddam's troops are preparing for possible showdowns with both American and Kurdish forces. But the Kurdish fighters seem more concerned about the presence of another foe: Ansar al-Islam, the terrorist-backed, Baghdad-aligned militia based in Kurdistan, whom they know to be a far fiercer enemy than the Iraqis.

Along the Iraqi front, all units have been put on full alert. Just north of the Iraqi-held oil city of Kirkuk, a side road likely to be used by U.S. combat troops is being buttressed with Iraqi tanks. "all camouflaged so only the gun barrels are obvious," says an officer at a nearby Kurdish gun position. In this district around Qurtan Jukoy, the Iraqis have closed many of the smaller roads used by civilians passing between the lines. For more than 10 days, Iraqi engineers have been gouging deep trenches to slow the approach of soldiers.

The *peshmerga* are watching and waiting, eager to engage. On the main artery from the Kurdish city of Arbil to Kirkuk, Kurdish fighters man a gun post at Dawla Bakrah. They claim to have recently exchanged fire with the Iraqi heavy guns sighting their position. Taxi drivers, pumped by

When the war starts," a Kurdish official boldly predicts,

both sides for intelligence, have warned the *peshmerga* of recent activity that appears to involve the placing of explosives on the roads. Rumors are trickling in of Saddam's men sealing off Kurdish quarters in Kirkuk at night to bury mysterious barrels. Farther east in the tiny hamlet of Taqtaq, *peshmerga* deputy commander Dlawer speaks of Iraqi rocket batteries arriving at Kirkuk.

Not far from the Iraqi city of Mosul sit at least three key oil fields. *Peshmerga* fighters in Shaykh Shirwan village, surrounded on three sides by Baghdad's V Corps, say reconnaissance teams and intelligence sources have spotted tanks being dug in around the oil wells over the low rise separating the forces. Until two weeks ago, 2nd Lieut. Ali Qadir Jadir was with one of those tanks. A Kurdish conscript, he deserted from the 34th Armor Brigade of the V Corps' 1st Mechanized Division, leaving behind 155 men and 28 tanks. The weary junior officer was not

the only one in his unit inclined to surrender. By his account, "all they think about, from the cooks to the officers and even the Republican Guard embedded with us, is how they're going to give up in a couple of weeks."

For the *peshmerga*, it's more welcome evidence that the battle may already be won. "When the war starts we'll need a big committee to take care of prisoners," says a Kurdish official on the Dawla Bakrah line. "It will be out of control, far more than we expect." The Kurds believe Iraqi

conscripts will raise their hands in the air once it's clear that Saddam is finished and the Americans are guaranteeing amnesty.

Civilian administrators in Saddam's provinces sense which way the wind is blowing. A local businessman told Kurdish intelligence agents that he had met with a top Iraqi official in a northern city. When the businessman asked for a travel certificate allowing movement from the Kurdish area to Iraqi territory, the official advised him to wait a month and receive the permission from the Kurds. "We've already discussed this and decided to stay in our homes when the war begins and wait to see whether you come to execute us or free us," the official confided.

Nearby, a grittier enemy is priming for

battle. In a small pocket of northeastern Iraq, up to 700 well-trained, battle-hardened terrorists backed by al-Qaeda await U.S. forces, eager to enmesh them in a repeat of the Afghan confrontations in Tora Bora and the Shah-i-Kot Valley. They are the Kurdish Islamic militants of the Ansar al-Islam militia, fundamentalists who have imposed a Taliban-like order on the villages they now control. Western and local intelligence sources say the militants receive support from Saddam's state security agencies and hard-line Iranian interests as well as al-Qaeda veterans from Afghanistan and elsewhere.

For more than a year, Ansar has waged a bloody military campaign against the secular administration of the Patriotic Union of Kurdistan, one of two political parties controlling the Kurdish region in northern Iraq. In the snow-clad mountains looming over the hamlet of Halabja, where 5,000 people were killed in a 1988 Iraqi chemical bom-

Laden that aired on al-Jazeera Arabic satellite news network in February was aimed at these fighters. Their increased activity suggests they are answering bin Laden's call to assist Saddam in any U.S.-led war.

While the Pentagon is focused on overthrowing Saddam, it is not overlooking Ansar. In the Kurdish eastern city of Sulaymaniya, there is speculation in political and military circles that an American offensive against the Ansar redoubts may kick-start the broader war against Saddam. After Ansar thrashed the Kurds in December, a U.S. intelligence team toured the *peshmerga* front lines. On a few occasions since then, Westerners have been seen coming and going from the Kurdish bases around Halabja. Last week soldiers told TIME that a convoy of pickups with tinted windows left General Jaffa's compound with an escort of local bodyguards that contained "U.S. officers."

For months the *peshmerga* had opted not



ON GUARD
An Ansar al-Islam soldier on patrol in northern Iraq

bardment, *peshmerga* front lines are hit almost daily by mortar barrages. The jihadists, known to decapitate and burn prisoners alive, overran a Kurdish position Dec. 4 of last year, massacring more than 40 men. Now their supply lines are feverishly channeling matériel forward, including new 120-mm mortars that have begun raining down on Kurdish trenches. In the past month, these extremists have been fortifying their bunkers, bolstering their numbers. Last week trucks visible through field binoculars delivered the latest batch of reinforcements.

General Sheik Jaffa, who directs the front-line Kurdish forces, believes Ansar is bent on war with America. He claims that the audiotape allegedly made by Osama bin

to go on the offensive, not daring to assault Ansar's mine-laden defensive positions. Last week that changed. On the eve of Feb. 15, 10 Kurdish commandos took the fight to the terrorists. They stole up on an isolated enemy bunker and briefly captured it, killing an unknown number of the 25 militants they found. Three nights later, they did it again. They have been emboldened by their belief that a U.S.-backed offensive is imminent. Jaffa won't be drawn out on any such plans and refuses to discuss the possibility of U.S. involvement in his operations. But he seems to be counting on it. "This is a war, and they attack us," he says. "We must fight them in many different ways until we launch the last great offensive."

"we'll need a big committee to take care of prisoners."

THE OPPOSITION

Ending Conference, Iraqi Dissidents Insist on Self-Government

By JUDITH MILLER

SALAHEDDIN, Iraq, March 1 — Iraqi opposition leaders ended their first conference on Iraqi soil in 10 years today, insisting on the right of Iraqis to govern themselves if Saddam Hussein is ousted and creating a political framework for a post-liberation leadership.

Their four-page statement, issued late tonight, also opposed allowing Turkey to move military forces into northern Iraq, while expressing appreciation for American efforts to build the broadest possible coalition against Mr. Hussein.

Despite fierce debates over the statement's wording, which caused the meeting to drag on a day longer than planned, the communiqué was unanimously approved by the 54 members of the opposition group's 65-member steering committee who were present. Many of them traveled thousands of miles from far-flung exile to meet in this largely isolated enclave that Iraqi Kurds have effectively controlled since the early 1990's, when the United States established a no-flight zone that is off-

limits to Iraqi forces.

"Power should be transferred to the Iraqi people and their true representatives as soon as possible," the statement said.

The wording reflected the dissidents' determined effort to bridge the vast political, ethnic and religious differences that have enabled critics to disparage them as fractious and ineffectual.

Compromises were made by all, delegates said, even by Zalmay Khalilzad, President Bush's special envoy, who lobbied unsuccessfully against the group's efforts to appoint a six-member group to serve as the nucleus of a post-Hussein government.

Seeking to allay concerns about a planned interim American military government to run the country once Mr. Hussein is overthrown, Mr. Khalilzad said such rule would not last a moment longer than needed to secure and stabilize Iraq.

"I want to tell the Iraqi people that help is on its way," he said.

The most contentious parts of the final statement concerned Turkey's declared intention to send troops into

northern Iraq during a war, and the opposition of a militant Shiite group that is based in Iran, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, to wording that would have "welcomed" the ouster of Mr. Hussein by American forces.

Delegates conferred late into the night, and Mr. Khalilzad shuttled among the new, relatively lavish Kurdish guesthouses trying to secure language that would not antagonize Turkey and further complicate American efforts to base United States forces there.

As the dissidents were finishing their final statement, the Turkish Parliament rejected the American proposal to base troops in Turkey, which would have opened the way to allowing the Turkish troops into northern Iraq.

Several Kurdish representatives said they hoped Turkey's action would prompt the United States to give their militias arms and a larger role in a possible war.

The past decade of relative autonomy has enabled the Kurds, a non-Arab minority in Iraq, to build a free

The New York Times MARCH 3, 2003



Agence France-Presse

Dissidents at talks yesterday. From left, closest to microphones, were Massoud Barzani, a Kurdish leader; Abdelaziz el-Hakim, a Shiite; Jalal Talabani, a Kurdish rival; and Ahmad Chalabi, Iraqi National Congress.

and bustling — if still poor and isolated — enclave here. Kurds, whose villages were gassed and razed by Mr. Hussein, fear the loss of that autonomy in a war that might result in Turkish domination, or their reunification with a new central government in Baghdad.

The Kurds also remain suspicious of the United States, which betrayed Kurdish uprisings in 1975 and 1991. Though Kurdish groups say they want to remain within a federated Iraq, their leaders still fear that Washington might abandon them to secure access to Turkish bases.

A senior administration official said that any placement of Turkish troops in northern Iraq would be aimed at controlling its border and stopping refugee flows, confined to the border area and, above all, temporary.

But Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party, the group that controls the enclave closest to the Turkish border, said after the meeting that his group rejected Turkish intervention even if Turkish troops were under American command. Yet the final statement contains softer criticism of Turkey than he had sought, and it does not explicitly reject a short period of American military rule in Iraq.

The opposition also succeeded in forming what it sees as the possible core of a post-Hussein government, despite initial objections from Mr. Khalilzad, who wants to avoid alienating Iraqis still living under Mr. Hussein's control.

The concept was promoted by Ahmad Chalabi, chairman of the Iraqi National Congress, the opposition

umbrella group. The six-member leadership committee includes Mr. Chalabi, the two leaders of northern Iraq's Kurds, and a representative of the Iranian-based group, which says it represents Shiites. Over 60 percent of Iraqis belong to the Shiite branch of Islam. To satisfy Mr. Khalilzad, the opposition also appointed two Sunnis — Ayad Alawi, a leader of the Iraqi National Accord, and Adnan Pachachi, a veteran diplomat and political independent, though it is doubtful that either will accept.

"The Iraqi opposition is now a full partner in the campaign of Iraqi liberation," said Hoshiyar Zebari, leader of the Kurdistan Democratic Party, referring to Mr. Khalilzad's endorsement of the meeting.

Mr. Chalabi agreed, adding, "This is a great day for the Iraqi people."

Pas de participation à la guerre en Irak pour la Ligue arabe

Le problème de l'utilisation des bases américaines dans les pays du Golfe n'a pas été abordé.

Charm el-Cheikh
envoyée spéciale

En réaffirmant collectivement leur refus de la guerre, les pays arabes ont sauvé les apparences, samedi, lors du sommet annuel de la Ligue arabe qui s'est tenu dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh. Après deux journées de discussions préparatoires tendues, les vingt-deux membres de la Ligue se sont engagés à ne pas participer à une action militaire contre l'Irak ou tout autre pays arabe. Mais ils ont pudiquement passé sous silence le délicat problème de l'utilisation des bases américaines dans les pays du Golfe en cas d'attaque américaine. Cette pétition de principe a minima ne devrait donc pas entraver les préparatifs de guerre américains.

Ce que Washington préférera retenir de ce sommet, ce n'est pas tant sa résolution finale que

«Nous ne sommes pas concernés par le changement de régime. Ce n'est pas notre travail.»
Amr Moussa, chef de la Ligue arabe

la proposition des Emirats arabes unis de demander le départ en exil de Saddam Hussein. Une initiative surprise lancée devant la presse, mais qui n'a pas été discutée officiellement par les chefs d'Etat et dont il n'est pas fait mention dans le communiqué final du sommet. «Les Arabes n'ont malheureusement pas eu le courage d'en discuter», a regretté le ministre émirati de l'Information. **Non-ingérence.** Cette proposition a cependant brisé un tabou puisque c'est la première fois qu'un pays arabe appelle ouvertement Saddam à quitter le pouvoir. Certains estiment, en effet, qu'il s'agit d'une violation du principe de non-ingérence mentionné par la charte de la Ligue. «Les Emiratis ont au moins permis de faire exister cette idée au grand jour. Il va enfin être possible d'en parler ouvertement», analysait un proche d'une délégation du Golfe. Selon un connaisseur du dos-

sier, la proposition émiratie serait en fait impulsée par l'Arabie Saoudite, et soutenue officieusement par d'autres pays. «Tout le monde rêve de voir Saddam Hussein quitter le pouvoir, c'est le seul moyen d'éviter la guerre, mais personne ne peut faire ça», affirmait, de son côté, un responsable égyptien. «Nous ne sommes pas concernés par le changement de régime, a à son tour répliqué le chef de la Ligue arabe, Amr Moussa. Ce n'est pas notre travail.»

Autre remise en cause, cette fois-ci très publique, à l'unité de façade que la Ligue arabe avait jusque-là péniblement maintenue: les piques lancées par le colonel Kadhafi à l'Arabie Saoudite. Dans son allocution, le dirigeant libyen a évoqué une conversation qu'il aurait eue avec le roi Fahd, quelque temps après l'invasion du Koweït par l'Irak. Le monarque lui aurait dit qu'il était

prêt à s'allier «avec le diable» (les Etats-Unis) pour assurer la sécurité de son pays. L'accusation a fait bondir le prince héritier Abdallah, dirigeant de facto du royaume saoudien.

«L'Arabie Saoudite n'est pas un agent du colonialisme, tu es un menteur! Et toi, qui t'a amené au pouvoir?» a-t-il crié en quittant la salle.

Front du refus. Un accrochage symptomatique de la ten-

sion extrême entre les pays arabes. Les pays du Golfe, qui ont remis leur sécurité entre les mains de l'armée américaine depuis l'invasion du Koweït, sont pointés du doigt par le front du refus mené par la Syrie, qui rejette toute attaque contre l'Irak à partir d'un territoire arabe. Faute d'entente, la Ligue a donc opté pour le service minimal ●

CLAUDE GUIBAL



3 MARS 2003

What Scares Turkey

Forget Hussein. Iraq's Kurds Are Free Already.



At a Christian-run school, Kurdish children played sheep during a Nativity play.

By STEPHEN KINZER

ON March 21, Kurds everywhere will celebrate Newroz, a traditional spring holiday that brings people together to share songs, folk dances and special cakes. In the Kurdish enclave of northern Iraq, the only place in the world where Kurds govern themselves, thousands of men will make the traditional leap over a blazing fire as their friends wave Kurdish flags.

Across the border in Turkey, the celebration will be different. Newspapers are required to call the holiday Nevruz, because that is the Turkish rather than Kurdish spelling. It cannot be officially described as a Kurdish holiday, only as a national day for all Turks. And under a government directive issued last week, no Kurdish flags may be displayed, only the flag of Turkey.

While Kurds in Turkey still live under a web of restrictions, those in northern Iraq govern themselves and have almost unlimited freedom to embrace their communal identity. So it is no surprise that Iraqi Kurds have erupted in protest at the news that thousands of Turkish soldiers would enter their enclave if the planned American invasion of Iraq takes place. Some have burned Turkish flags. Others have declared themselves ready to fight if Turkish troops move more than 12 miles inside their territory, a limit the Turks have tentatively accepted.

The Kurds, a non-Arab ethnic group, most of whom are Muslims, number about 30 million. But they have never had a state of their own and live in a half-dozen countries in the Middle East and southern Caucasus. Now, of all the dramas that could be played out after an American invasion of Iraq, the one in that country's Kurdish provinces might turn out to be the wildest.

"It's very, very easy for this to blow up," said Henri J. Barkey, who has written about the Kurds and is a former member of the State Department's policy planning staff.



Most Kurds are Muslims, although their government is largely secular. A fighter for a Kurdish Islamic group reads the Koran during Friday prayers in Sulaimaniya.



At left, Kurdish men and women dance at a wedding. At right, a guitar group practices before a concert at a youth center in Sulaimaniya.

In the 11 years since the end of the gulf war, Kurds in northern Iraq have built their enclave into a surprisingly prosperous democracy. If Saddam Hussein is overthrown, they will insist on holding onto their autonomy rather than submitting to rule from Baghdad. That prospect deeply troubles some of their neighbors, especially Turkey, which fears that a thriving Kurdistan on its border would be seductive to its own large Kurdish population.

"Turkey wants to be sure that the Kurds in northern Iraq don't get autonomy or a federal state within the new Iraq," said Siamed Hajo, a Kurdish researcher based in Berlin. "The Kurds will insist on getting exactly that, and they have 100,000 highly motivated fighters."

In the fourth century B.C., the Greek commander Xenophon encountered tribesmen who were probably ancestors of today's Kurds, and wrote that they "were

very warlike and did not obey the king." For centuries, most Kurds saw themselves more as members of a particular clan or tribe than as a part of a Kurdish nation. That made it easy for others to divide and suppress them. In the last few decades, however, many Kurds have developed a keen sense of Kurdishness, and yearn to redeem their people from what they see as bondage at the hands of hostile powers.

Most countries in the Middle East, including Iraq, are creations of European statesmen, who drew their borders without concern for ethnic or regional identities. Arabs embraced nationalism early in the 20th century. Jewish nationalism later led to the creation of Israel. Now the Kurds believe it is their turn.

In seeking wide-ranging autonomy within a new Iraq, the Kurds can argue that they have built the only democracy that has ever existed on Iraqi soil, one that could be a

model for the rest of the country.

Leaders of Middle Eastern countries, however, worry that regional autonomy is too dangerous an idea to introduce in the Middle East. They point to Yugoslavia and Lebanon as examples of what autonomy can produce, and fear that Kurdish nationalism in Iraq will encourage a resurgence of separatism among their own Kurdish populations.

There are 12 million Kurds in Turkey and millions more in Iran and Syria. If a Kurdish enclave is allowed to thrive in northern Iraq, might these Kurds give it their loyalty and abandon their ties to the countries in which they live? Might they even ask to join it? These questions terrify the leaders of Turkey, Iran and Syria.

By a quirk of history, American preparations for an invasion of Iraq began just as a new government took power in Turkey that seemed ready to embrace Kurdish aspira-

tions. Last year the Turkish Parliament eased restrictions on Kurdish education and broadcasting. Now, with Turkey's fears of nationalism again aroused, that policy is suspended.

"The Turkish state was finally on a track toward reconciling itself with Kurds and

Nationalism rewarded the Israelis. Now the Kurds want their turn.

their identity," said Kemal Kirisci, a political scientist at Bosphorus University in Istanbul. "That's all in jeopardy now."

Under other circumstances, Kurds might be a stabilizing factor in the Middle East.

Allowing them to develop a regional center in northern Iraq would give leaders there an ability to influence Kurds elsewhere. They

demonstrated that several years ago by helping to persuade Kurds in Iran to live at peace with the Iranian government. But with various Kurdish leaders vying for power in northern Iraq and emotions running high, the idea of allowing Kurds to become regional power brokers terrifies every regime in the neighborhood.

Arabs have not forgotten that Turks ruled them for centuries when what is now Iraq was part of the Ottoman Empire. The specter of Turks again using military power to try to influence events in an Arab country touches many delicate nerves.

"This situation," said John E. Woods, director of the Center for Middle Eastern Studies at the University of Chicago, "is looking more Ottoman all the time."

Saddam doit partir, de gré ou de force !

par Pascal Bruckner,
André Glucksmann
et Romain Goupil

EN 1991, nous appelions les démocraties à stopper par tous les moyens – militaires si nécessaires – les boucheries et purifications ethniques inaugurées alors par Slobodan Milosevic en Croatie. Nous fûmes allégrement contredits, à l'époque, par les états-majors, les experts et les gouvernements, sans compter la plupart des leaders politiques.

Au bout de huit ans, après 200 000 morts, c'est bien une intervention de l'OTAN qui permit de rapatrier un million de Kosovars. Déjà, à l'époque, les pacifistes nous expliquaient que l'expédition « américaine » contre la Serbie mettrait le monde à feu et à sang. Aujourd'hui, Milosevic s'explique devant un tribunal pour crimes

contre l'humanité.

Saddam Hussein n'est pas moins mais plus cruel que Milosevic et bien plus dangereux. En diabolisant George W. Bush, « nouveau Satan », « nouvel Hitler » et « nouveau Ben Laden », les manifestants pour la paix du 15 février ont oublié dans leurs protestations le maître de Bagdad, ce grand admirateur de Staline, qui écrase, torture, étouffe son peuple depuis trente ans.

Il joue avec le feu au cœur d'une poudrière mondiale, le Moyen-Orient. Il défie la communauté internationale et persiste à ne pas désarmer franchement et radicalement. Il est temps pour lui de quitter la scène. Il faut que le Conseil de sécurité de l'ONU l'y oblige, pacifiquement si possible, militairement s'il n'obtempère pas.

D'atermoiements en tergiversations, plus on attend, plus il en coûte aux populations irakiennes, plus l'ONU se déconsidère.

Comment ne pas garder en mémoire le génocide des Tutsis au Rwanda (1994) accompli au vu et au su d'une communauté internationale passive. Comment ne pas

penser aujourd'hui au martyr du peuple tchéchène alors que l'alliance « morale » franco-allemande érige la Russie en chantre de la paix !

Saddam Hussein n'est sans doute pas le seul dictateur, mais lui, au moins, nous avons la possibilité de le mettre hors d'état de nuire

PASCAL BRUCKNER est écrivain.
ANDRÉ GLUCKSMANN est philosophe et essayiste.
ROMAIN GOUPIL est cinéaste.

en soutenant la pression des forces anglo-américaines aux frontières de l'Irak.

Il serait dommageable de réduire la crise actuelle à un affrontement franco-américain, alors que les points de vue des deux pays auraient pu être complémentaires.

Il serait calamiteux que Paris, par gloriole et entêtement, aille au veto, au risque de casser la solidarité occidentale et d'ébranler un peu plus l'Europe (laquelle, rappelons-le, ne se réduit pas au seul axe Paris-Berlin).

Que Saddam parte, de gré ou de force ! Les Irakiens, Kurdes, chiites mais aussi bien sunnites respireront plus librement et les peuples de la région en seront soulagés.

Après Milosevic, les Balkans ne sont pas le paradis, mais il y règne davantage de paix et moins de dictature. L'après-Saddam ne sera pas rose, mais moins noir que trente années de tyrannie, d'exécutions sommaires et de guerre.

Les textes proposés à la page Débats du *Monde* peuvent être transmis :
- par voie postale :
Le Monde, page Débats,
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242, Paris
- par télécopie : 01 42 17 21 22
- par courriel : opinions@lemonde.fr
Dans tous les cas, nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois.

Le Monde

4 MARS 2003

Plus on attend, plus il en coûte
aux populations irakiennes,
plus l'ONU se déconsidère

Kurds in fear of Turkish motives



The Kurdish people believe Turkey will use a war on Iraq to crush their independence bid

by Jason Burke Arbil, Iraq
and Luke Harding Siwa, Iraq

THE WOMEN were angry and frightened. As the letter was passed around, each set down their names in flowing Kurdish script. This week, the letter will be sent to Tony Blair and to Kofi Annan, the United Nations secretary-general, calling on them to protect Iraq's four million Kurds.

The appeal was the idea of women's groups in Arbil, the de facto capital of the semi-autonomous state carved out in northern Iraq by the Kurds after the 1991 Gulf war.

The letter is part plea, part defiant protest. 'We are afraid of nothing but we have the right to defend our country,' it reads. 'We are not going to give up this independence we have won.'

Last week, it was not the likelihood of war that was dominating conversations in northern Iraq - most locals believe conflict is inevitable - but its aftermath. Hundreds of delegates from the disparate elements of the Iraqi opposition to Saddam Hus-

'We have the right to defend our country. We won't give up the independence we have won'

sein met in the mountain town of Salahaddin to discuss the postwar government. The

questions were: how long will the Americans stay after the fighting? What will the Iranians do? Who gets what representation in Baghdad? And, most pressing of all, what are the Turks planning?

On Friday, when football teams from Arbil and Baghdad played in the Kurdish city, the packed crowd chanted slogans against Turkey, not against Saddam.

The Kurds' fear of the Turks is not new. For 400 years, Iraq was a neglected province of the Ottoman Empire. When the Middle East was remapped after the First World War, the Kurds were split between Iraq, Turkey, Iran and Syria. Since 1991, the Iraqi Kurds have governed themselves. Now they are worried that the Turks will try to dismantle their fledgling state or even invade their territory. They point to the repression suffered by the 13 million Kurds within Turkey, where the army has killed an estimated 30,000 and displaced up to one million people. 'Turkey is worse than Saddam,' said Jwan Kamal Baban, of the Women's Union of Kurdistan.

But the Turks have already arrived. In the mountain village of Zewa in northern Iraq, 20 Turkish tanks were yesterday parked in a military base.

The Turkish military presence was established more than five years ago as part of

a campaign against guerrillas from the Marxist Kurdish People's Party (PKK) based along the Turkish-Iraqi border. But although the activities of the PKK have largely fizzled out, the troops remain.

Many Kurds fear that such units will act as a vanguard for a Turkish occupation of northern Iraq in the event of a US-led war against Saddam. Last week, they refused to allow buses of international journalists to cross from Turkey into their territory if they were accompanied by any Turkish security officials.

Tensions have been exacerbated by US plans to base up to 62,000 troops in 'Kurdistan' ready for an invasion of Iraq. The troops would be able to strike quickly into Baghdad, Tikrit, Saddam's home town, and the oilfields around Kirkuk. The Turks are thought to have negotiated aid worth more than \$25 billion and the right to send troops into northern Iraq.

Ankara is desperate to stop Iraqi Kurds seizing Kirkuk, historically a Kurdish city. Its oil would allow Iraqi Kurds to declare a viable independent state. That might tempt the 13 million Kurds living in Turkey to try to secede. Kurds in the south-eastern Turkish cities of Cizre and

Kurdish militia fighters, right, have asked Tony Blair for his protection against the Turks, whose tanks are in Kurdish-controlled northern Iraq.

Diyarbakir told *The Observer* that they would welcome a 'united Kurdistan'.

But though senior Kurdish officials have threatened resistance to Turkish intervention, political leaders are keen to play down tensions.

In an impassioned speech last week, Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, sought to allay Turkish fears: 'If we were planning to announce independence we wouldn't be ashamed to say so.' However, he warned that Kurds 'were people who have struggled'. Hoshiyar Zubari, the foreign relations secretary of the Kurdish Democratic Party (KDP), said that US war plans should 'not be at the cost of the poor Kurdish people'. Zalmay Khalilzad, Washington's envoy to the Iraqi opposition, has been trying to reassure the Kurds. His task has been made harder by the distrust of the Americans. In 1991, Washington called on the Kurdish tribes to rise up and then stood by as Saddam brutally crushed their rebellion.

'We [will] not accept any unilateral move by any country into Iraq,' Khalilzad told *The Observer*. 'There is an unfortunate dynamic of worst-casing peoples' intentions. We have made great

strides towards understanding and agreement. However, the nightmare scenario is that, following a successful campaign to depose Saddam, Iraq will slide into a civil war with factions manipulated by neighbouring powers. There are claims that 5,000 Iranian-backed paramilitaries have slipped into northern Iraq.

Nowhere are the tensions more palpable than at the

Arbil office of the Iraqi Turcoman Front. The Turcomans, a Turkish-speaking minority, have lived in Iraq for 1,000 years but find themselves labelled 'fifth columnists'. In January, one of its leaders was arrested and accused of being a spy for Saddam. Though they deny links to Baghdad, Turcoman officials admit they would welcome a Turkish invasion of northern Iraq.

While no one doubts the difficulties of forging a new administration, what is clear is that almost everyone in northern Iraq wants Saddam ousted as soon as possible.

The letter sent to Blair and Annan has little chance of arriving. Post out of landlocked Kurdistan relies on the goodwill of neighbours. 'We have learnt that we can trust no one,' said Baban.

Après le refus, la bourse turque chute

Dès hier matin lors de l'ouverture des marchés, la Turquie a ressenti les conséquences économiques de son refus de faire passer les troupes américaines sur son sol

ANALYSE

Le gouvernement turc craignait des répercussions économiques à la suite du refus, samedi, de ses parlementaires de permettre le déploiement de 62 000 soldats américains sur son territoire. Elles n'ont pas manqué. Hier, la Bourse d'Istanbul a plongé de 12,49 % par rapport à la clôture de vendredi, et ce après une séance particulièrement agitée.

Les marchés boursiers comptaient en effet sur les 15 milliards de dollars (14 milliards d'euros) d'aides et de prêts qu'avaient accepté d'accorder les États-Unis en échange de ce déploiement pour compenser l'impact d'une intervention militaire sur l'économie

turque. La livre turque, qui a perdu du terrain à l'ouverture des marchés par rapport au dollar et à l'euro, s'est cependant ressaisie en début d'après-midi après que la banque centrale ait annoncé se tenir prête à intervenir pour prévenir des « fluctuations excessives ».

Les taux d'intérêt ont, de leur côté, grimpé à 60 %. Enfin, selon les économistes turcs, la baisse devrait se poursuivre dans les jours suivants, mais à un rythme moins rapide.

Le premier ministre Abdullah Gül a tenté de rassurer les marchés en précisant que la Turquie n'aurait aucun mal à rembourser ses dettes auprès de la communauté internationale, même si l'aide américaine n'aboutissait pas. Il a affirmé également que le vote de samedi ne remettait pas

en effet pour le déblocage, courant mars, d'une nouvelle tranche de crédit de 1,6 milliard de dollars (1,5 milliard d'euros). Juste après l'intervention d'Abdullah Gül, le gouvernement a annoncé des mesures visant à faire d'importantes économies, décision saluée par le FMI qui est déjà venu au secours de ces deux dernières années par des prêts totalisant

16 milliards de dollars (15 milliards d'euros) dans le cadre d'un programme d'austérité. Les mesures devraient rapporter l'équivalent de plus de 9 milliards de dollars (8,4 milliards d'euros), mais mécontenteront la population, forcée une fois encore à se serrer la ceinture, soulignaient les analystes.

M.-F. M.
(avec AFP)

la Croix

4 MARS 2003

Le Monde 4 MARS 2003
ÉDITORIAL

La leçon turque

LE GOUVERNEMENT Bush vient d'enregistrer un double revers dans sa campagne irakienne. En refusant, samedi 1^{er} mars, d'autoriser le déploiement de soldats américains en Turquie, le Parlement d'Ankara complique les plans du Pentagone. Pour attaquer l'Irak, celui-ci comptait sur l'ouverture d'un front nord, parallèlement à une offensive au sud. Ce front nord passait par la Turquie. Ce pays, allié choyé des États-Unis et membre de l'OTAN, devait être la base arrière de quelque 60 000 soldats américains destinés à pénétrer en Irak par le Kurdistan irakien. L'affaire avait été longuement négociée avec le gouvernement islamique d'Abdullah Gül, qui dispose

depuis novembre dernier d'une majorité de 353 sièges sur 550. Pour sa bonne volonté, la Turquie encaissait 6 milliards de dollars de crédits et facilités financières diverses. Et obtenait le droit de déployer à son tour dans le Kurdistan d'Irak pas moins de quatre divisions pour tenir en respect les Kurdes irakiens.

Cela n'a pas suffi. A trois voix de majorité, les parlementaires ont refusé d'entériner l'accord négocié par le gouvernement. C'est un camouflet adressé à Washington. L'état-major américain devra revoir ses plans d'attaque. La Turquie est plongée dans une situation politique difficile. Le gouvernement Gül a contre lui une opi-

nion qui, à une écrasante majorité, est opposée à la guerre en Irak. Il est l'émanation d'un parti islamiste modéré - l'AKP, Parti de la justice et du développement - qui n'envisage pas non plus de gaîté de cœur que la Turquie serve de base arrière à une attaque contre un pays voisin musulman. Pour d'autres raisons, les pro-européens de Turquie sont, eux aussi, contre une guerre en Irak : elle amènerait leur pays, candidat à l'Union européenne, à occuper durablement un voisin arabe...

Là réside le deuxième revers, et peut-être le plus grave, enregistré ce week-end par Washington. Car cet épisode turc montre toute la difficulté, et l'ambiguïté, de l'objectif stratégique fondamental que s'est fixé le gouvernement Bush en menant la guerre en Irak : remodeler le Proche-Orient ; commencer par abattre une tyrannie, celle de Saddam Hussein, pour intimider les autres ; ins-

taller à Bagdad un pouvoir dont le rayonnement modérateur changera à terme la physionomie politique de la région.

Or le moins que l'on puisse dire est que le projet américain de faire occuper le Kurdistan d'Irak par l'armée turque - instrument du martyre des Kurdes de Turquie - augure bien mal de la démocratisation de la région. Il donne satisfaction à l'état-major turc. Celui-ci veut empêcher que les Kurdes d'Irak ne bénéficient de l'après-Saddam pour accentuer encore leur autonomie et, ce faisant, se posent en modèle pour leurs frères de Turquie. Les Turcs veulent rogner ce que les Kurdes d'Irak, dans la zone protégée par les Américains depuis 1991, ont gagné en liberté et en autonomie. Le sort réservé aux Kurdes au Proche-Orient est un test de la démocratisation de la région. A cette aune-là, le projet américain est un recul, pas une avancée.

Turkey, war and the Kurds

Kurds, the world's largest nation with no country, have trouble trusting anyone promising to help

WILLIAM SAFIRE

Mullah Mustafa Barzani was a leader of the 20 million Kurdish people — the world's largest nation without a country — through much of the 20th century. Betrayed in the 1970s by the Shah of Iran and the U.S. ("covert action should not be confused with missionary work"), the dying warrior was brought to a CIA safe house in Virginia, where we had long talks before his death.

Because Iraqi Kurds under belated U.S. air protection have developed a democracy that will be a model for post-Saddam Iraq, my friend Mullah Mustafa granted me this interview from the Great Beyond.

Q: Have Kurds finally come to trust the Americans?

Barzani: We have had a saying for a thousand years: "The Kurds have no friends." The Americans gave us air cover after the 1991 Gulf War only when the television pictures of a half-million Kurdish refugees fleeing Saddam's slaughter made them ashamed. But we are grateful for our only decade of freedom.

Q: Then why are the Kurds worried about the coming liberation of the rest of Iraq?

Barzani: Because we think the U.S. made a deal with the Turks to sell us out again. To get them to let the U.S. use Turkey as the base for your northern front, the U.S. agreed to their demand not to arm my son Massoud's forces in Iraq. Together with Jalal Talabani's Kurds, that's 70,000 fighters who could be on the American side to defeat Saddam. But they deny us the weapons to fight our common enemy.

Q: Isn't that denial because the Turks think you want to set up an independent Kurdistan in Iraq, and that 12 million Kurds in Turkey will want to break away and merge with you?

Barzani: That is the stuff of dreams.

After finally getting some home rule and safety in Iraq, do you think we want to fight the whole Turkish Army? And fight the Americans, too, who have guaranteed the territorial integrity of Iraq after Saddam? The Turks cry "secession" because they want to crush Kurdish culture in Turkey, not because separation is a threat. The Americans trust the Turks?

Q: Well, lately they've disappointed the U.S. after the Americans forced NATO to send them defensive equipment and we agreed to their \$15 billion rental demand — but how can the U.S. complain when Turkey sides with France and Germany to protect Saddam if that's its democratic choice?

Barzani: The United States shouldn't complain, because it learned just in time that the Turks want to grab the oil fields of Kirkuk, our ancestral capital in Iraq, on the pretense that we're declaring Kurdish independence. The U.S. is lucky the Islamists in Parliament double-crossed it.

Q: But don't you see how the U.S. could shorten the war by a week with a thrust down from Turkey in the north?

Barzani: Of course — and nearby is the base that my son Massoud and my old aide Jalal offer America in the north of Iraq. It could put its huge jets down in our airfields with over 5,000 troops and armour in time for your invasion up from Kuwait while the Brits slip in through Jordan. And we'll be at the U.S. side.

Q: But wouldn't your mountain fighters just get in the way of a motorized assault by a modern army?

Barzani: When our peshmerga (the Kurdish militia) get the guns, mortars, rockets, chemical suits and gas masks they need, they will not only wipe out Al Qaeda's allies of Ansar al-Islam. Thousands of Kurds are ready to help root out his Republican Guard in the streets of Baghdad, if need be, to avenge the murder of our children.

Q: We wouldn't want any "score-settling"

Barzani: The allies settled scores at Nuremberg and The Hague. Iraqis will also bring Baathist oppressors to justice.

Q: But is Iraq, with all its religious groups and ethnic factions, capable of unity and self-government?

Barzani: Sooner than some arrogant Westerners think. Help us set up our confederation, organize state and federal elections and courts, repudiate Saddam's corrupt Russian debt, get on-stream outside OPEC, block Turkish and Persian mischief, and say goodbye. Then we'll forgive betrayals of the past. And when you see Massoud and Jalal, tell them I ordered Kurds to stick together.

William Safire is a columnist for the New York Times.



REUTERS

A portrait of late Kurdish leader Mustafa Barzani hangs at the parliament in Arbil, northern Iraq, which has called on the U.S. to prevent an influx of Turkish troops during an attack.

L'opposition irakienne ne veut pas de troupes turques au Kurdistan

SALAHADINNE
(Kurdistan irakien)

de notre envoyé spécial

Unanimité contre une éventuelle intervention militaire turque au Kurdistan, élection d'un « conseil directeur » provisoire de six membres formant l'ébauche, non limitative, d'un leadership destiné à jeter les bases d'un futur gouvernement

après la chute programmée de Saddam Hussein : la conférence des principaux partis de l'opposition irakienne, réunis durant trois jours au Kurdistan « autonome », s'est cependant achevée, samedi 1^{er} mars, sur un constat ambigu.

S'il est vrai que les composantes kurdes, sunnites, chiites fondamentalistes, laïques et autres forma-

tions plus marginales du spectre ethnique, confessionnel et politique de l'Irak se sont mises d'accord sur une sorte de programme commun exaltant les valeurs de la démocratie, du multipartisme et du fédéralisme, rien ne permet de préjuger ni de leur réelle cohésion ni du rôle exact qu'elles seront amenées à jouer dans l'Irak de demain.

D'abord, toutes ces fractions, à l'exception des partis kurdes dont le poids historique, politique et militaire est patent, ne possèdent pas, loin s'en faut, le degré de légitimité suffisant pour ambitionner d'être représentatives à elles seules de la « palette » irakienne. Ensuite, cette nébuleuse de l'opposition est profondément divisée, tant sur ses objectifs que sur les ressorts idéologiques qui l'animent.

En outre, les deux questions fondamentales du rôle de la Turquie et de celui que joueront les Américains et leurs forces armées dans l'ère « post-Saddam » à Bagdad n'ont pas été résolues. Les chefs irakiens de l'opposition ont estimé que, avant un vote du Parlement turc donnant le feu vert à un droit de passage des soldats américains

vers l'Irak par la Turquie, il leur était difficile de se prononcer de manière définitive sur cette perspective. Ils vont à ce sujet envoyer prochainement une délégation en Turquie.

Par ailleurs, en dépit des « assurances » données aux opposants de Saddam Hussein par l'envoyé spécial de George Bush, l'ambassadeur extraordinaire Zalmay Khalilzad, quant à la volonté de Washington de voir les Irakiens se gouverner eux-mêmes, le chef de la délégation des Etats-Unis à Salahadine n'a pas donné de précision sur la durée d'une éventuelle administration militaire à Bagdad ni vraiment sur la nature précise d'un tel « régime ». Et c'est bien ce qui inquiète

des opposants irakiens qui, malgré la « confiance » affichée à l'issue de la réunion à l'égard de l'administration Bush, redoutent en privé d'être marginalisés dans la perspective d'une souveraineté américaine sur l'Irak de demain.

RASSURER

Sur le dossier turc, alors qu'Ankara entend envoyer des troupes au Kurdistan aujourd'hui autonome et refuse de se retrouver sous commandement « allié » dans l'hypothèse d'une opération militaire américaine en Irak, l'envoyé de Bush a tenu également à rassurer ses hôtes : « Une implication turque devra se faire en coordination [avec les forces alliées], et nous refusons

tout mouvement unilatéral [des troupes d'Ankara] en Irak. »

Le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRIL) du mollah Mohammad Bakir Al-Haqim, en exil en Iran, et qui était représenté par son frère à la conférence, aura eu par ailleurs tout lieu d'être en désaccord et avec ses « frères » irakiens et avec Washington : « Ce qui se prépare en Irak, c'est une invasion des Etats-Unis, nous a confié le représentant à Londres de cette formation islamiste, Hamed Al-Bayati ; nous n'avons pas le même agenda que les Américains. Nous avons nos forces en Irak qui, depuis deux ans, ont attaqué des cibles du gouvernement de Saddam Hussein. Le renversement du régime

de Bagdad doit être l'œuvre du peuple irakien. »

Ce à quoi répondait plus tard l'intellectuel indépendant Adnan Makiya, l'un des 54 membres participant à la conférence, qui affirmait au Monde : « J'étais inquiet quant aux objectifs américains. Je suis désormais assuré, même si les promesses ne sont jamais ce qu'elles sont, que les Etats-Unis ont mis l'accent sur la profondeur du changement démocratique qu'ils envisagent en Irak. Je suis en faveur d'une présence militaire américaine de longue durée. Mais présence militaire ne veut pas dire gouvernement militaire. »

Bruno Phillip

Turkey's stock market falls after rebuff to U.S.

New vote on admitting troops put off

By Dexter Filkins

The New York Times

ANKARA: Turkey's stock market fell by more than 10 percent Monday amid the turmoil following the Parliament's rejection last weekend of a plan to allow American troops into the country. Turkey's leaders appeared to put off a quick reconsideration of the American plan.

With the financial markets in disarray, Prime Minister Abdullah Gul declined to say whether his government would ask lawmakers to take up the American request. Other Turkish officials said privately they were inclined to wait a week, possibly longer.

"We will see what happens in the next few days," Gul said at a press conference here.

Senior members of the ruling Justice and Development Party indicated they would probably wait until after Sunday's local parliamentary elections, which are expected to propel Recep Tayyip Erdogan, the leader of the party, into the prime minister's office.

The Turkish officials said opposition to the measure within the party was substantial enough to make approval uncertain and that another defeat could bring down Gul's government.

"If they tried and failed again, it would be a disaster," the Turkish official said.

The statements Monday appeared to

dampen the hopes of a quick attempt to approve the measure, which would have allowed as many as 62,000 American troops into the country for an attack on Iraq. The measure was narrowly rejected by the Parliament on Saturday, and some Turkish officials, including Foreign Minister Yasar Yakis, suggested that Gul's government would try again.

Indeed, Yakis suggested Monday that the Americans should be ready for a long wait.

"We don't want to raise their hopes first and then disappoint them," Yakis said.

The prospect that the governing party would not immediately try to push the measure through Parliament again seemed to lessen the likelihood that the Bush administration would be able to use the country for an attack across northern Iraq.

About two dozen American military vessels continued to idle off the Turkish port of Iskenderun on Monday, and American diplomats continued talking with Turkish officials. Kuwait's defense minister, Sheikh Jaber al Ahmad as Sabah, said Kuwait would accept those American troops who had been bound for Turkey.

If, as expected, Erdogan wins the parliamentary election Sunday, he is also expected to be chosen as prime minister. Erdogan, a politician who flirted with political Islam, had been barred from running for public office because

of a conviction in the late 1990s for inciting religious hatred. On coming to power in November, the new government, led by Gul, amended the constitution to allow Erdogan to run.

Yet even if Erdogan wins next week, it seemed unlikely that a new government would be in a position to push any kind of legislation for at least two weeks, observers here said. Erdogan would probably choose a new cabinet, which would be subject to parliamentary approval.

That could delay a new vote until at least mid-March, allowing Turkey to see if the UN Security Council approves a resolution authorizing military force against Saddam Hussein.

The uproar over the American request has left the Islamic-based party torn between popular opposition to a war and a fear of harming its longtime friendship with the United States. Since Saturday's vote, there has been speculation here that the party could even break up, with the 90-odd legislators who opposed the American request leading the way.

The rejection by the Parliament of the resolution appeared to send Turkey's financial markets tumbling Monday. The main index of the stock market fell by 12 percent, the dollar rose 3 percent against the Turkish lira, and short term interest rates rose as high as 10 percent.

Investors appeared to be reacting to the loss of \$6 billion in direct aid promised to Turkey by the United States. Turkey's leaders had hoped to use it to borrow billions more to service its crippling foreign and domestic debt.

"We lost a lot of our money today," said Volkan Dincer, a private fund manager in Istanbul. "Investors are not happy with the government's decision. We were looking forward to the funds from the United States."

International Herald Tribune
Tuesday, March 4, 2003

A New War Opens an Old Wound

By Jason Goodwin

As the United States tries yet again to entice Turkey into a prenuptial agreement on invading Iraq, it faces the traditional money concern — is it enough? — and the fact that public sentiment is against the match. This has thrown prospects for a second, northern front in the upcoming invasion into doubt. Should America's overtures succeed, however, a long-term problem for Washington might turn out to be lurking in the small print: the part about allowing Turkish troops to follow the American incursion in order to create a buffer zone inside Iraq.

Participants at last weekend's conference of Iraqi opposition groups gave support for the American cause but also flatly rejected any Turkish military presence in Iraq, even if under American command. That rejection was echoed by some 100,000 Iraqi Kurds who took to the streets yesterday. Unless all sides can come to an agreement, an American invasion could free northern Iraq from Saddam Hussein only to turn it over to chaos.

The Turks' stated desire is to prevent a repeat of 1990, when Operation Desert Storm drove half a million Iraqi Kurds across the border. Ankara was worried that the newcomers would further radicalize Turkey's own Kurdish population. Harrowing scenes were transmitted around the world of Turkish soldiers beating the desperate refugees back into no-man's land.

This time the Turks want to be prepared: to provide humanitarian relief, and at the same time to dampen Kurdish expectations that war might lead to the creation of a Kurdish state. In fact, even if the deal with Washington falls through, Turkey is likely to move soldiers into northern Iraq after the Baghdad regime falls. Their presence would leave Turkey in a position to help broker a deal over the makeup of a new Iraq.

That in itself may be no bad thing, for any successor regime in Iraq would need a friendly neighbor in Tur-

key. It may not enjoy the oil wealth of its Arab neighbors, but Turkey has a long tradition of friendly alliance with the West, is an important trading partner of Europe and America, and has traditions of government that on the whole contrast favorably with the autocratic regimes of the area. There remains, however, the issue of the Kurds.

While the 25 million Kurds who live in the mountainous borderlands that

separate Turkey, Iraq and Iran are culturally and linguistically distinct, their claim to nationhood is one of the more forlorn hopes in the pallimpsest of claims and traditions that bedevil the Middle East. Under the Ottoman empire they enjoyed the preferential

Washington gets caught between Turks and Kurds.

status granted to all Muslim subjects; clannish and nomadic, they roamed the mountains under the guidance of conservative-minded clan chiefs and sent their sons to be soldiers for the multi-ethnic, multifairth empire.

But the Kurds were badly prepared when the empire began to fracture toward the end of the 19th century. With one ethnic group after another asserting its identity and proclaiming independence, the Turks faced political eclipse. It was only by stressing a new-found ethnicity of their own that the Turks were able to forge a post-Ottoman country founded on the Western model. In 1924 they abolished the caliphate, taking away the sultan's role as religious leader; it is no accident that the Kurdish language was

outlawed on the same day. Being Muslim no longer counted, and the Kurds — frequently dismissed as "mountain Turks" — found themselves second-class citizens, denied the right to use their languages or express their culture.

Eighty years of Turkish repression has fostered a cycle of violence and a legacy of mistrust. The Kurds even find it hard to unite among themselves over means or aims — some insist on independence, others would be happy with some sort of official "recognition" and autonomy, while others have

gravitated toward guerrilla groups espousing causes from Islamist extremism to revolutionary Marxism.

The Kurds of Iraq — invaded, tortured, displaced and bombed with chemical weapons by the Iraqi army in the 1980's — now enjoy a measure of autonomy under the the allies' no-fly zone. They have organized practical self-government and have achieved some peace and even prosperity — mainly as middlemen in the large black economy of the Iraq-Turkey-Iran borderlands.

For all that, the Iraqi Kurds seem to recognize that independence is not an option: neither practical in itself nor likely to get the support of the United States. At this weekend's meeting, the Kurdish leadership agreed to become part of a proposed multi-ethnic post-Saddam Hussein government of all Iraq. They have also agreed not to take control of the cities of Mosul and Kirkuk — centers of oil production that could provide the seed money for a Kurdish state.

The apparent Kurdish compliance with America's larger goals shows why coming to a watertight agreement about the Turkish role is vital to any deal the Bush administration makes. Were Turkey to use a heavy hand it would further alienate the Kurds and even raise the possibility of armed insurrection behind American lines. Iran might even be tempted to intervene if Turkish armies move too close to it spheres of influence on the borders.

The United States needs to impress on the the Kurds the excellent steps that Iraqi Kurds have managed to take since being freed from Saddam Hussein's wrath, and the Turks must accept that all Kurds are not automatically wedded to violence or separatism. Taking a benign role might be in the Turks' interests: Were Turkish Kurds to see their Iraqi counterparts get a strong role in a postwar Iraqi government, it could lessen separatist pressure, showing the benefits of working within a democratic state. (The liberal Islamist party now in power in Ankara is already viewed less skeptically by the Kurds than its predecessors were.)

If handled correctly, this war could give Turkey's new government a chance to help reshape the region — and to make a fresh start in the mountains. □

Jason Goodwin is author of "Lords of the Horizons: A History of the Ottoman Empire" and "Greenback: The Almighty Dollar and the Invention of America."

The New York Times MARCH 4, 2003

Saddam Hussein exhorte Moscou à « taper du pied »

MOSCOU
de notre correspondante

On ne connaît pas, à ce jour, la teneur des entretiens qu'ont eus le 22 février, Saddam Hussein et l'émissaire du Kremlin, Evgueni Primakov. Mais on découvre, à la lecture de l'hebdomadaire russe *Zavtra*, les propos tenus trois jours plus tôt par le dirigeant irakien devant une délégation russe où figuraient le chef du Parti communiste, Guennadi Ziouganov, un représentant du parti Unité, soutien de Vladimir Poutine, un membre du comité de la Douma pour la sécurité, et le président de la Société russe d'amitié et de coopération économique avec les pays arabes. Leur entrevue avec Saddam Hussein a duré trois heures.

Sous le titre « Saddam parle », le journal *Zavtra* consacre sa « une » entière au plaidoyer de Saddam Hussein pour un « retour de la Russie dans le monde arabe ». Il décrit un âge d'or de la coopération entre Bagdad et l'Union soviétique : « Quand la révolution a eu lieu en Irak, nous réglions toujours nos postes de radio sur la station "Moscou parle". On souhaite pouvoir le faire de nouveau. »

TCHÉTCHÉNIE ET KURDISTAN

« La Russie a aujourd'hui de nombreux partisans dans le monde arabe. Vous avez trop rapidement quitté le monde arabe. Il vous faut vite y revenir, tant que le capital de confiance est encore là, dit Saddam Hussein à ses hôtes russes. Il vous faut comprendre que c'est une partie intégrante de votre influence dans le monde. C'est là que commence votre influence auprès des Etats-Unis et de l'Europe. Mais vous avez pris du retard. Vous concentrez trop d'attention sur vos problèmes intérieurs. »

« Dans quel ordre, poursuit le président irakien,

énumère-t-on les pays se prononçant pour une solution politique autour de l'Irak ? D'abord on cite l'Allemagne, la France, et puis seulement la Russie, la Chine, etc. Alors qu'il faudrait l'inverse ! Qu'est-ce qui l'empêche ? Il faut de la volonté politique, rien d'autre. La Russie doit taper du pied et se rétablir parmi les grandes puissances. »

Puis, Saddam Hussein se met à parler de la Tchétchénie. Longuement. « C'est clairement un problème russe, dit-il, mais il est possible de le comparer, jusqu'à un certain degré, avec notre problème kurde. Le problème tchétchène vous a été "offert" par les Etats-Unis. Il leur fallait un point de crise permanente en Russie afin d'exercer une pression sur elle. C'est un des éléments de l'affaiblissement de la Russie. En même temps, cela fait naître de la haine contre les Arabes et les musulmans au sein de la population russe. »

Saddam Hussein avance une solution : le retrait de l'armée de Tchétchénie, tout comme les troupes irakiennes se sont retirées (volontairement, dit-il) des zones du Kurdistan. « Nous avons retiré notre administration du Kurdistan. Avec le temps, les Kurdes seront satisfaits. En cas de nécessité, nous y entrons de nouveau, à n'importe quel moment. »

Pour terminer, Saddam Hussein demande une aide militaire à Moscou, rappelant que « même la France, pendant la guerre avec l'Iran, nous a fourni des avions de combat. Elle avait considéré que ses intérêts nationaux l'imposaient ». Il regrette que des avions militaires irakiens envoyés en Russie pour des réparations n'aient toujours pas été retournés. « Pourquoi les avez-vous confisqués ainsi ? La Russie n'a pas d'autres intérêts, dans notre région, que ceux des Etats-Unis ? »

Natalie Nougayrède

Le Monde
5 MARS 2003

NORTHERN IRAQ

5 Killed in Error at a Kurdish Checkpoint

By C. J. CHIVERS

TASLUJA, Iraq, March 4 — Five Muslim men, including a leader of a prominent Islamist political party in northern Iraq, were shot and killed today at a highway checkpoint here

by Kurdish security officers.

Immediately after the killings, Kurdish officials said the action of the officers had thwarted a terrorist squad that has been hunting for American Special Forces teams in the area. But by nightfall, as it be-

came clear the dead were members of a registered political party, the authorities issued statements of regret. It appeared the dead men had been mistaken for terrorists.

Dr. Barham Salih, prime minister for the Patriotic Union of Kurdistan, which controls the eastern Kurdish zone, expressed sorrow for the deaths and said the Kurdish authorities had begun an investigation. "If there are people who have overreacted and did not adhere to the rules of engagement, there will be repercussions," he said.

Among the dead was Abdullah Qasri, a member of the political bureau of Komali Islami Kurdistan, an Islamic group that has formal relations with the Patriotic Union.

Mr. Qasri, 36 and the father of five, lived roughly two hours from here. He had visited the region for a Komali meeting today, and was on his way home when the shootings occurred at a Patriotic Union checkpoint. His Toyota Land Cruiser was riddled with bullets fired from auto-



Chang W. Lee/The New York Times

Kurdish guerrillas drove the body of Abdullah Qasri, a leader of an Islamic party, to his group's headquarters.

MARCH 4, 2003

The New York Times

matic weapons at close range. Three of his bodyguards and his driver died with him.

The killings underscored the confused and growing tensions between the secular Kurdish parties and Islamic activists here.

In recent weeks, members of Ansar al-Islam, a militant group in northern Iraq that the United States says is connected to Al Qaeda, have been planning attacks against American Special Forces, according to a hand-written intelligence report from inside the group.

Several recent incidents have contributed to the rising tensions. Last week, a suicide bomber killed two Kurdish guards and a taxi driver at a checkpoint near a Kurdish military headquarters in Halabja. The headquarters, near the front lines between the Patriotic Union and Ansar, is frequently visited by American intelligence teams.

Over the last four days, according to two senior Kurdish officials, three vehicles believed to be carrying An-

sar members have been reported prowling through areas frequented by the Americans in and near the city of Sulaimaniya.

The vehicles have made repeated passes at an airstrip in Bakrajo, at a military headquarters near here where the Americans work by day, and at homes of Jalal Talabani, the Patriotic Union's leader, where the Americans have been staying, the officials said.

The Patriotic Union had set up a dragnet to catch the Ansar teams.

It appeared Mr. Qasri had the misfortune of traveling in a vehicle that resembled one reportedly used by Ansar, and, with his long beard and bearded guards, had driven through a city where the police were watching for men of that description.

One witness said that as the Land Cruiser passed the Patriotic Union's military headquarters, it attracted the attention of a Patriotic Union pickup truck, which sped ahead to the checkpoint.

The witness said an occupant of

the pickup told the guards at the checkpoint that the Land Cruiser was an Ansar car, and when the Land Cruiser arrived moments later, there was a heavy volley of gunfire. Nine bullets passed through the windshield, at least eight passed through the Land Cruiser's left side, and almost all of the windows were fully shot out.

It was not immediately clear tonight if the Komali bodyguards fired their weapons.

After initially telling reporters the dead men were from Ansar, the Patriotic Union quickly corrected the information, and the bodies were taken to the Komali party office in Sulaimaniya and laid in the group's house of worship, the Jihad Mosque.

Haji Dilshad Garmiyani, another member of the Komali political bureau, said the party, which has a small militia near Ansar's positions along the Iranian border, would refrain from violence pending the results of the Patriotic Union's inquiry.

Turkish leader warns Kurds in northern Iraq Fears of a declaration of independence

From news reports

ANKARA: Recep Tayyip Erdogan, the head of Turkey's governing party, warned Kurds in northern Iraq on Tuesday not to test his country's determination to protect its security interests in their breakaway region.

"There are worrying and regrettable developments in northern Iraq," Erdogan told a parliamentary meeting of his Justice and Development Party a day after thousands of Iraqi Kurds took to streets to protest a possible Turkish intervention.

"Some circles are taking courage from the current situation and playing a dangerous game that will irritate some sensitivities," he said. "Nobody should abuse Turkey's goodwill, be carried away by false courage, test Turkey's sensitivities."

Turkey is concerned that Iraq's Kurds may use a war to declare independence and has said it would send in troops, in coordination with U.S. forces, to keep a check on them in case of war.

Iraqi Kurds fear that Turkey will seek to extend control over their region and the oil-rich cities of Kirkuk and Mosul, currently controlled by Baghdad.

An Iraqi opposition leader held talks with Turkish officials Tuesday to mend ties between Turks and Iraqi Kurds.

Ahmad Chalabi, the leader of the Iraqi National Congress, a London-based umbrella group, said Tuesday that tensions over Turkey's deployment plans could be resolved.

"We think that Turkish troops in northern Iraq could be a cause of difficulty and conflict, but I believe we can work out these problems," Chalabi, a Shiite Arab, said after meeting with Turkish officials. "We want to be friends with Turkey and we do not think that Turkish troop intervention is useful either for Turkey or for Iraq."

Erdogan said Ankara expected the United States to take Ankara's concerns into consideration as well.

"I reiterate that the U.S. administration must follow a policy which takes into consideration Turkey's regional sensitivities. The U.S. should have a political attitude to prevent entities from emerging on their own and upsetting Turkey," Erdogan added.

Anti-Turkish demonstrations in northern Iraq have further increased tensions with Turkey. Nationalist Turks were outraged to see footage of Iraqi Kurds burning Turkish flags broadcast on Turkish television.

Turkey says it would send in troops to stop a possible influx of refugees from

Iraq and to protect Turkish interests in the region by preventing the establishment of an independent Kurdish state.

Turkey fears that the creation of an independent Kurdish state could revive a 15-year war between autonomy-seeking Turkish Kurdish rebels and Turkish troops. The Turkish military also reportedly wants to supervise the Iraqi Kurdish armament and disarmament, to avoid weapons falling in the hands of Turkish Kurds who have bases in northern Iraq.

Chalabi said Iraqi Kurdish opposition had proposed to send a delegation to Turkey to discuss common concerns.

Meanwhile, an Islamic militant group detonated a bomb at a military checkpoint in northern Iraq on Tuesday, killing five Kurdish officials.

The Patriotic Union of Kurdistan, which rules the eastern half of the Kurdish autonomous province in northern Iraq, blamed the militant Islamic group Ansar al Islam, which is suspected of having links to Al Qaeda, for the bombing near Sulaymaniyah.

The United States has also accused Ansar of cooperating with Saddam Hussein's regime. (AFP, AP)

International Herald Tribune
Wednesday, March 5, 2003

Les inquiétudes des Kurdes de Turquie

Pour les Kurdes de Diyarbakir, le répit aura été de courte durée. Après quatre ans d'une paix relative, ils avaient presque fini par croire que leur nouveau rêve, faire valoir leurs droits dans une Turquie démocratique et européenne, pourrait un jour être autre chose qu'un vœu pieux. Mais la perspective d'une guerre contre l'Irak voisin menace de faire voler en éclats les avancées obtenues depuis le cessez-le-feu signé entre les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), rebaptisé Kadek, et l'armée turque.

Diyarbakir (sud-est de la Turquie) :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

« En Occident, vous parlez toujours de la guerre entre les Etats-Unis et Saddam. Mais la vraie guerre est ici, au sud-est de la Turquie. Elle risque de faire davantage de victimes qu'en Irak », prévient une intellectuelle kurde de Diyarbakir en observant le renforcement militaire turc à la frontière.

Pour cet ancien centre de la guérilla du PKK, qui se remet à peine d'une guerre de quinze ans avec l'armée turque (plus de

« La vraie guerre est ici, au sud-est de la Turquie. Elle risque de faire davantage de victimes qu'en Irak »

30 000 morts), l'arrivée des renforts militaires d'Ankara est de mauvais augure. En quelques jours, une chape de plomb s'est abattue sur la ville. La peur a gagné tous les foyers de cette région kurde à 90 %. Comme s'il était déjà trop tard pour éviter le retour « des temps barbares ».

Pour expliquer cette peur, Cezlin Tanrukulu, le président du barreau de Diyarbakir, décroche sans un mot une photo en noir et blanc accrochée au-dessus de son bureau : Halabja, petite ville kurde du nord de l'Irak, dont les habitants ont été gazés par Saddam Hussein en 1988. 5 000 morts. « La région de Diyarbakir sera la première cible des attaques chimiques du régime irakien quand la guerre commencera. Parce que les troupes américaines y seront basées. »

Mais ce que redoutent encore davantage les Kurdes de Diyarbakir, c'est l'entrée de l'armée turque en Irak du Nord aux côtés

des Américains. Inquiète d'une éventuelle indépendance des Kurdes d'Irak, qui pourrait réveiller le séparatisme au sud-est de la Turquie, Ankara veut avoir son mot à dire sur l'avenir politique du nord de l'Irak. A Diyarbakir, on soupçonne la Turquie de vouloir profiter de la situation pour nettoyer les maquis de l'ancien PKK, installés depuis la fin de la lutte armée dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Or, Osman Ocalan, le frère du leader indépendantiste kurde emprisonné, l'un des responsables du Kadek, l'a clairement annoncé dans la presse locale : son organisation considérera l'entrée des troupes turques en Irak comme une déclaration de guerre. Pour Mehdi Güler, l'adjoint au maire de Diyarbakir, la

région vit ses derniers jours de paix. « Ce sera une réaction en chaîne. Si les troupes turques entrent en Irak du Nord elles

s'affronteront avec les combattants du Kadek et la guerre se propagera instantanément à Diyarbakir. Ici et là-bas, c'est pareil, nous sommes la même famille. Voilà pourquoi nous

voulons la fin du régime de Saddam Hussein, mais par des moyens pacifiques. »

Levé il y a à peine trois mois, l'état d'urgence, redouté des Kurdes, sera alors réimposé à Diyarbakir. « Mais surtout, poursuit l'adjoint au maire, la perspective que la Turquie entre un jour dans l'Union européenne et se démocratise sera remise aux calendes grecques. » Sans compter qu'une intervention turque en Irak pourrait susciter un mouvement identique de la part des armées iraniennes et syriennes. Seit, ancien membre d'une organisation armée kurde, s'en dit persuadé : « Depuis la première guerre du Golfe, un pacte secret a été conclu entre la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak : en cas de nouveau conflit, ces pays ont prévu d'envoyer leurs troupes au nord de l'Irak afin d'empêcher la naissance d'un Etat kurde. »

A Diyarbakir, les conséquences de la guerre qui se prépare contre l'Irak se font déjà sentir. Selahattin Demirtas, le responsable de l'antenne locale de l'Association des droits de l'homme, est inquiet. « La guerre n'a même pas commencé mais les droits de l'homme commencent déjà à souffrir. » Depuis le mois de janvier, le rythme des arrestations de manifestants kurdes pacifistes par la police turque s'est accéléré. Il dénombre ainsi 425 arrestations pour le seul mois de janvier et 44 cas de torture.

Quant aux avancées démocratiques obtenues par les Kurdes en août dernier, notamment le droit d'avoir une télévision et une radio locale en langue kurde, elles sont restées lettre morte, stoppées par la crise irakienne. « Si la guerre a lieu, prédit Selahattin Demirtas, nous allons perdre tout ce que nous avons gagné ces dernières années. Les familles des 5 à 10 000 militants du Kadek réfugiés en Irak du Nord seront inquiétées par la police. Ce sera le retour de la terreur. »

Signe supplémentaire, selon les militants, que la Turquie s'appête à livrer une nouvelle guerre contre les Kurdes, l'isolement total dans lequel est maintenu depuis trois mois Abdullah Ocalan, le leader indépendantiste emprisonné sur une île, qui



Des centaines de Kurdes irakiens ont manifesté hier à Agra, ville du nord du pays, contre une intervention militaire de la Turquie, pays frontalier de la région, en cas de guerre en Irak. (Photo Simic/AP.)

reste le porte-drapeau de la cause nationale kurde: « Le peuple kurde s'identifie à Ocalan. Le fait qu'il ne puisse plus voir son avocat et sa famille nous rend très nerveux », explique le président de l'association des droits de l'homme.

C'est la raison pour laquelle les manifestations antiguerre ont ici une double signification : « Contre la guerre et pour Ocalan. » De la même manière, l'électricité est coupée chaque soir à 20 heures en signe de soutien au leader kurde et à la paix.

Mais pour l'adjoint au maire, le silence imposé à Ocalan « est une stratégie politique ». « Les Turcs savent, dit-il, que le Kadek est prêt à reprendre les armes si on touche à un cheveu d'Ocalan. Peut-être une partie du pouvoir,

notamment l'armée, a-t-elle quelque chose à gagner d'un nouveau conflit ici. Peut-être aussi veulent-ils empêcher qu'Ocalan dirige son organisation via sa famille et son avocat. »

Officiellement pourtant, depuis le cessez-le-feu et l'arrestation d'Ocalan, les Kurdes de Turquie ont mis en sourdine leurs aspirations indépendantistes. « Nous avons goûté à ces quatre années de paix. Notre but est désormais de forcer la Turquie à devenir démocratique et à nous accorder des droits politiques puis de prendre, avec elle, le chemin de l'Europe », affirme Mehdi Güler, l'adjoint au maire. Mais ce discours pragmatique, dicté depuis sa cellule turque par Abdullah Ocalan,

provoque des grincements de dents chez les anciens militants de l'indépendance.

Pour Seit, l'ancien membre d'une organisation armée kurde, le cessez-le-feu conclu entre le PKK et l'armée turque fut « une grosse erreur » ainsi qu'une « trahison » d'Ocalan. « A l'époque, dit-il, nous étions très puissants, notre but était à portée de main. Aujourd'hui le mouvement est affaibli. Au lieu d'être amnistiés les combattants du PKK ont été forcés à quitter le pays pour se réfugier en Irak et la Turquie, qui avait une chance historique de régler le problème kurde, ne l'a pas saisie. (...) Malheureusement, la guerre est la seule solution pour nous. »

Ocalan, poursuit-il, n'avait

d'autre choix que de renoncer officiellement à ses ambitions séparatistes. « Il fallait qu'il sauve sa tête. Mais l'indépendance reste le rêve secret de tous les Kurdes et ce rêve ne mourra jamais. »

Conscient qu'une intervention turque en Irak du Nord sonnerait à nouveau le glas des aspirations kurdes à la liberté et à la démocratie, il en appelle aujourd'hui aux Américains. « Les Turcs sont déterminés à envahir le Kurdistan irakien même si les Etats-Unis n'ouvrent pas de front nord contre Saddam. Le seul moyen d'empêcher cette tragédie serait que les Etats-Unis utilisent leur puissance économique et militaire pour stopper cette intervention. »

Turks scent new democracy in their 'no' to U.S.

By Dexter Filkins

The New York Times

ISTANBUL: When Turkish lawmakers rejected a resolution last week that would have allowed as many as 62,000 American combat troops to set up a base against Iraq, they did not just complicate the Bush administration's plans for war.

In the eyes of many Turks, they ushered in a new type of Turkish democracy.

It is a system that is proving more open than what most Turks have seen in the past. "People said they wanted a democracy in Turkey, and now they have one," said Cuneyd Zapsu, a senior adviser to Tayyip Erdogan, the leader of the ruling Justice and Development Party.

"Turkey is a real democracy now."

As the Turkish people continued Tuesday to mull over last Saturday's dramatic vote, in which the Parliament rejected the American military plan by a narrow margin, the idea that something profound had changed in Turkey's politics continued to reverberate here.

There was shock, especially in financial circles, that the Turkish government had gravely miscalculated, spurning its most important ally, the United States, as well as \$6 billion in direct aid the country could have used to draw down its dangerously high public debt.

There was a concern, too, that Turkey's inexperienced leaders may have forfeited their best opportunity to influence events in northern Iraq, where the prospect of a Kurdish state represented, for most Turkish leaders, a danger of the first order.

That sense of disappointment was magnified by the fact that Turkey's leaders, after weeks of debating, had en-

dorsed the American plan and predicted its passage, only to discover Saturday evening that they had miscounted the number of favorable votes in their own party.

"It was a real disaster," said Sule Mazuri, a director at ABN Amro Bank in Istanbul. "This showed that they couldn't even do what they wanted to do."

But in another sense, some Turks saw in the vote a break with the politics of the past. For 50 years, Turkey's political system has been dominated by tightly controlled political parties, with most of their leaders drawn from the same political class, and by the Turkish military, which has long acted as a primary force in domestic politics. Both were stalwart, if sometimes unquestioning, American allies.

This time, there was something different. The Turkish people, whatever their reasons, had opposed the American effort to bring Turkey into the war. Turkey's military stayed studiously quiet, and Turkey's democratically elected Parliament had turned America down. In that way, for many Turks, the vote represented a singular moment.

"The people now are not following what their leaders say," said Neyazi Oktem, professor of law at Bilgi University in Istanbul.

"Quite honestly, the concept of democracy has changed in Turkey."

It wasn't always this simple. Twelve years ago, the Turkish people overwhelmingly opposed their country's involvement in the Gulf War. But the government, led by the charismatic Turkish prime minister Turgut Ozal, thwarted the popular will and practically destroyed itself in complying with America's request. Several cabinet members resigned, and Turkey's econo-

my went into a tailspin.

This time, the American request was a raucously democratic exercise. Recalling the economic problems prompted by the first Gulf War, as well as the divisions in world opinion, ordinary Turks marched in the streets against the war in numbers that far exceeded those of a decade ago.

Most important, though, was the election in November of Erdogan's Justice and Development Party.

The party brought to power a group of men and women who had flirted with Islamist ideas but who had pledged to work within the boundaries of Turkey's secular state.

In bringing the Justice and Development Party to power, the Turkish people swept away much of the old political establishment and opened the door for a new generation of elected leaders, many of them political novices from the Turkish heartland of Anatolia.

That proved crucial, as the debate over the American bases ground on. The Turkish people gathered and demonstrated and denounced the prospect of their country becoming involved in a war. The new parliamentary deputies seemed to listen.

"This Parliament, particularly the ruling party, is filled with ordinary people, like ordinary people you would run into on the streets," said Kaya Guvenc, one of the organizers of a huge anti-war demonstration in Ankara on the day of the vote. "These people are not yet part of the establishment."

Indeed, as much as anything, it was democracy within the ruling party that killed the plan that would have brought the American troops.

Saddam Hussein appelle à la « guerre sainte » contre les Etats-Unis

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Le raïs irakien donne l'impression d'attendre sereinement le déluge. Saddam Hussein continue de préparer l'Irak à la guerre, recevant chaque jour des délégations d'officiers de l'armée, discourant chaque soir à la télévision. Son objectif est clair, « la victoire ! », et « avec le moins de pertes possible ». Malgré une meilleure coopération avec les inspecteurs en désarmement de l'ONU, Bagdad ne croit pas que les Etats-Unis puissent changer d'avis. Le président, dont les efforts diplomatiques ne paraissent destinés qu'à gagner un peu de temps, est apparemment résigné à devoir affronter une attaque américaine.

A l'occasion du Nouvel An musulman, mardi 4 mars, Saddam Hussein a ajouté une raison supplémentaire à la nécessité d'une farouche résistance irakienne. En plus de la « souveraineté » d'un Etat et de l'« honneur » d'une patrie, le président a mentionné le « djihad », la guerre sainte. Il semblerait que ce soit la première fois que cette expression soit employée par Saddam Hussein lui-même, connu pour avoir été un ardent défenseur de la laïcité.

« JUSTES FACE AUX MENTEURS »

« Vous serez victorieux grâce à votre foi, a-t-il lancé, et parce que vous êtes justes face aux menteurs, vertueux face au vice, honnêtes face aux traîtres, et combattants du djihad face aux mercenaires et aux agresseurs ! (...) Le fruit de votre foi et de votre patience sera la victoire contre votre ennemi. Grâce à Dieu, les croyants seront victorieux contre le despote [américain] et ses acolytes. » Le discours était en outre émaillé de versets du Coran, fait rare chez le raïs irakien.

La veille, Saddam Hussein avait déjà fait référence, selon un communiqué de l'agence gouvernementale INA, à la « guerre sainte » devant un parterre d'officiers. « Cette réunion a une saveur particulière, a-t-il déclaré, parce qu'elle est une réunion de combattants du djihad. » Le président, toujours accompagné de son fils cadet Qoussai, commandant de la Garde républicaine et coordinateur des services de sécurité, répète inlassablement à ses hommes que « l'armée va devoir combattre main dans la main avec le peuple irakien afin de résister à un diabolique envahisseur ». Il ne dédaigne pas donner certains conseils stratégiques. Il réclame aussi souvent un commen-

taire des officiers sur l'état des troupes. Un commandant lui assure qu'il a « prié [ses] soldats de tuer cinq ennemis chacun ». Ce à quoi le président répond, ravi, que « si autant d'ennemis sont tués, ils seront vaincus sur tous les fronts ».

TOUJOURS DÉTENDU

Saddam Hussein attaque par ailleurs les Etats-Unis et, de plus en plus souvent, George Bush lui-même. Cet homme est « le diable ». Dans son discours du Nouvel An, il lui a décerné le titre de « despote du siècle ». « Ce tyran se prend pour Dieu et s' imagine capable de contrôler l'univers, de réduire les gens en esclavage, de les priver de leur liberté. » Pour le président irakien, George Bush court à sa défaite, et l'Amérique à sa perte.

Saddam Hussein n'évoque, en revanche, jamais la proposition qui lui a maintes fois été faite, par les Etats-Unis d'abord, par des pays arabes récemment, de quitter le pouvoir afin d'éviter la guerre. Un diplomate confie que l'ex-premier ministre russe Evgueni Primakov a été accueilli « froidement » lorsque, envoyé spécialement par le président Vladimir Poutine à Bagdad afin de sonder les intentions du leader irakien, il a évoqué la question de la démis-

sion ou de l'exil. Pour Saddam Hussein, la seule issue possible semble être de « mourir en Irak ». C'est le message que ses conseillers, le vice-président Taha Yassine Ramadan, le vice-premier ministre Tarek Aziz ou le ministre des affaires étrangères Najji Sabri répètent à la presse irakienne et internationale.

« Mourir en Irak. » Saddam Hussein, bercé par les glorieux récits de la résistance de Stalingrad face à l'armée allemande, croit-il pouvoir affronter un siège de Bagdad et en sortir vainqueur ? Nul ne sait ce que pense vraiment le raïs irakien, toujours très détendu, selon ses visiteurs étrangers, toujours calme et serein. Pour le président, la perspective d'un peuple irakien uni dans la défense de son pays l'emporte apparemment sur la supériorité militaire et technologique de l'armée américaine. Reste à savoir si les Irakiens combattront ou si, fatigués par vingt années de guerre contre l'Irak puis les Etats-Unis, ils attendront chez eux le dénouement du conflit.

Rémy Ourdan

Le général Jay Garner, promis à diriger l'« administration civile », rend visite à l'ONU

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Dans le nouvel organigramme de l'Irak démocratique tel que dessiné par l'administration Bush, le général de corps d'armée à la retraite Jay Garner occupe la fonction de directeur de l'Office de reconstruction et des affaires humanitaires (OHRA). C'est lui, autrement dit, qui est promis à diriger l'administration civile du pays tout de suite après la première phase militaire.

Alors qu'une majorité du Conseil de sécurité n'est pas prête à entrer en guerre, le général Garner est d'ores et déjà venu se présenter à l'ONU lundi 3 mars. « C'était une prise de contact », dit une source proche de l'organisation. Les Nations unies gèrent actuellement une grande partie de l'économie irakienne par l'intermédiaire du programme « Pétrole contre nourriture ». Le militaire américain, un

ancien de l'opération humanitaire « Provide Comfort » en 1991, a évoqué avec ses interlocuteurs le fonctionnement du système.

Le général Garner a été reçu par la vice-secrétaire générale Louise Fréchette, qui dirige la task force mise en place par Kofi Annan pour réfléchir aux besoins humanitaires de l'Irak d'après-guerre. Celle-ci lui a expliqué à quel point la situation était différente selon que l'intervention en Irak se déroulait avec - ou sans - l'autorisation de l'ONU, explique-t-on de bonne source. « Sans résolution, les Etats-Unis sont une puissance occupante. En tant que telle, ils sont tenus à respecter la quatrième convention de Genève » sur la protection des populations civiles.

D'autres questions « délicates » ont été évoquées mardi avec un responsable du service juridique de l'ONU, pendant le déjeuner men-

suel de Kofi Annan avec les membres du Conseil de sécurité. Que va devenir le programme « Pétrole contre nourriture », renouvelé en décembre 2002 ? Que sont censés faire ses employés (plus d'un millier) ? Quid de la Monuik, la mission d'observation de l'ONU à la frontière Irak-Koweït ? Ils sont un millier d'hommes à surveiller, comme si de rien n'était, la zone

démilitarisée instaurée après la guerre du Golfe. Il y a là un bataillon d'infanterie, venu du Bangladesh, et des observateurs de 34 pays. Leur rôle est de s'assurer que nul ne viole la frontière. Ces temps-ci, ils ont tout lieu de s'interroger sur le sens de leur mission. Que sont-ils censés faire s'ils observent des incursions venant non d'Irak, mais du Koweït, où sont stationnés des dizaines de milliers de soldats américains ? La Monuik a

été créée en avril 1991. Contrairement à nombre d'opérations, réexaminées tous les six mois, elle n'est pas soumise à renouvellement.

Ce n'est donc que par le vote d'une résolution qu'elle peut disparaître ou se replier. Avant le déclenchement d'hostilités non sanctionnées par l'ONU, il faudra donc qu'un responsable de l'Organisation prenne sur lui de replier la Monuik. Quand ? « On saura que le moment est venu quand on verra partir les observateurs américains », ironise un diplomate.

C. L

Avec l'appui des militaires, le gouvernement souhaite autoriser le déploiement de troupes américaines pour garder un droit de regard sur l'après-Saddam

Ankara dans l'impasse après le refus du Parlement

Ankara :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

Depuis le refus inattendu du Parlement d'autoriser le déploiement de 62 000 soldats américains pour une guerre contre l'Irak, la Turquie est dans l'impasse. Embarrassés, les leaders du parti au pouvoir tentent aujourd'hui de calmer le jeu avec les Américains, dont ils sont le principal allié stratégique dans la région.

Ils essaient aussi de forcer la main, au nom des intérêts nationaux, à l'opposition antiguerre. Seyfi Tashan, le directeur de l'Institut de politique étrangère, résume ainsi la position d'Ankara : « *Si les États-Unis ont vraiment besoin du front nord, ils attendront. Washington doit tenir compte des impératifs locaux.* »

S'il était confirmé, le refus du déploiement américain aurait des conséquences désastreuses pour la Turquie, seul pays membre de l'Otan à partager une frontière avec l'Irak. Outre que le non du Parlement a déjà provoqué une crise politique au sein du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), Ankara devrait renoncer à l'aide financière américaine destinée à compenser les pertes dues à une guerre contre l'Irak. Une catastrophe pour l'économie turque, en pleine récession.

Mais surtout, et c'est le véritable nœud du problème, la Turquie perdrait tout droit de regard sur l'avenir politique de l'Irak d'après-guerre. « *Bonne pour la démocratie et pour le rapprochement avec l'Europe, une décision négative serait mauvaise pour nos intérêts stratégiques* », explique Zafer Ali Yavan, le directeur de Tusiad, une association représentant les intérêts des industriels et des hommes d'affaires.

Humilié par les divisions apparues dans son camp lors du vote, Recep Tayyip Erdogan, le chef du parti islamiste au pouvoir, a demandé mardi aux députés de placer « *les intérêts du pays au-dessus de leurs senti-*

ments personnels », évoquant ainsi la possibilité d'un nouveau vote au Parlement. « *La Turquie, a-t-il prévenu, pour sa propre sécurité et pour l'intégrité territoriale de l'Irak, ne restera pas observatrice de l'évolution de la situation... Il faut penser à l'avenir du pays.* »

Depuis le début de la crise en Irak, la Turquie émet des réserves sur le bien-fondé d'une guerre, et plus encore sur l'intérêt d'Ankara à y participer. Pas seulement parce que le régime de Saddam n'est plus perçu ici comme une menace immédiate. Vue d'Ankara, la guerre américaine en Irak risque d'ouvrir une boîte de Pandore pour les rébellions kurdes du nord de l'Irak et du sud-est de la Turquie.

En dépit de l'opposition massive de la population et de celle du président turc, qui estime qu'une intervention militaire d'Ankara serait inconstitutionnelle si elle ne s'inscrit pas dans le cadre d'une nouvelle résolution de l'ONU, le gouvernement s'était cependant résigné à être aux côtés des États-Unis. Mais malgré des semaines de négociations, Washington et Ankara n'ont pas réussi à s'entendre sur ce que les Turcs considèrent comme l'« *essentiel* » : un droit de regard sur l'avenir politique de l'Irak. « *Les questions financières et militaires ont été réglées très vite. Mais le dossier politique, le plus important, est resté flou* », explique Zafer Ali Yavan, qui a suivi les négociations de l'intérieur.

Les Turcs, qui craignent que la formation d'un Etat kurde au nord de l'Irak ne relance la rébellion du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) au sud-est de la Turquie, se sont prononcés contre la formation d'un Etat fédéral en Irak. « *Or nous n'avons pas obtenu cette garantie. L'accord a été bâclé. Les Américains ont pensé qu'il suffisait de nous acheter avec de l'argent, ils ont voulu nous dicter leurs conditions. L'accord proposé par les Américains nous est défavorable. La Turquie ne peut pas tolérer la création d'un Etat kurde au nord de l'Irak. Elle doit être sûre, avant*

d'entrer dans la danse aux côtés des Américains, que l'intégrité territoriale de l'Irak sera sauvegardée », affirme Seyfi Tashan, le directeur de l'Institut de politique étrangère.

Egalement en suspens, la protection des Turcomans, la minorité turque d'Irak et la question du statut futur des villes pétrolières de Kirkuk et de Mossoul, qui appartenaient jadis à l'Empire ottoman, et dont le contrôle par les Kurdes d'Irak serait considéré à Ankara comme un moyen de rendre un éventuel état kurde viable.

Dernier point d'achoppement, le désarmement des pechmergas (combattants kurdes) après la

guerre, sur lequel Ankara insiste auprès des Américains. « *Si la Turquie ne peut pas avoir son mot à dire sur l'ensemble de ces sujets, elle n'a aucun intérêt à dire oui aux Américains* », résume le directeur de l'Institut de politique étrangère.

Conscient que la Turquie ne peut guère prendre le risque de s'aliéner la seule superpuissance du monde, le gouvernement turc essaie de gagner du temps pour obtenir un accord plus favorable, en pariant que Washington, qui peut difficilement se passer du front nord, donnera un délai supplémentaire à la guerre. Une seconde motion pourrait ainsi être représentée au Parlement après les élections législatives partielles de dimanche et la formation, la semaine prochaine, d'un nouveau gouvernement.

Mais cette stratégie n'est pas sans risques. Outre que le gouvernement se retrouverait en

porte à faux avec son électorat, la décision pourrait intervenir trop tard. Pressés par le temps, les États-Unis ont commencé à reconsidérer leur stratégie militaire, qui pourrait désormais s'appuyer sur un « *plan B* ».

Quant à l'intervention des troupes turques au nord de l'Irak, elle n'a pas encore été tranchée. Mais, comme le dit Mustafa Ziya, le représentant des Turcomans à Ankara, « *avec ou sans les Américains, l'armée turque est prête à entrer au nord de l'Irak si elle*

estime que la sécurité de la Turquie est menacée ». Une décision qui promet d'être douloureuse pour le nord de l'Irak. Réunis la semaine dernière à Salahudine, les opposants irakiens, et notamment les Kurdes, qui soupçonnent Ankara de vouloir dominer la région, se sont en effet entendus sur une chose : le refus de toute ingérence turque dans les affaires de l'Irak. Pendant et après la guerre.

LE FIGARO

6 MARS 2003

TURQUIE-KURDISTAN

Des épines dans le pied de l'Amérique

« Comment l'administration Bush peut-elle vendre son projet d'un Irak démocratique servant d'exemple pour la démocratisation

de la région si elle commence par trahir les promesses faites aux Kurdes depuis au moins deux ans ? Ce serait extrêmement grave. »

C'était pourtant gagné d'avance. Il allait de soi que la Turquie, membre de l'Otan, fidèle alliée des États-Unis et pays clé de l'Occident, aux portes du monde arabe, allait accepter d'accueillir les troupes américaines préparant la guerre contre l'Irak. Celles-ci allaient envahir l'Irak par le nord, tandis qu'au sud d'autres troupes américaines partiraient du Koweït pour prendre Bagdad en tenailles. Les hostilités déclenchées, la chute de Saddam Hussein n'aurait plus été qu'une question de semaines. Ce qui arrangeait tout le monde, tant l'opposition à une intervention américaine a gagné en puissance ces derniers temps. Corollaire à ce plan de rêve : quelques dizaines de milliers de soldats turcs allaient entrer en soutien au nord de l'Irak, histoire de désarmer par la même occasion les Kurdes de ce pays, dont l'autonomie depuis 1991 (voir ci-

contre) crée un fâcheux précédent qui pourrait inspirer la vingtaine de millions de Kurdes de Turquie, autrement moins bien traités. Cette stratégie idéale, sortie tout droit des brillants cerveaux du Pentagone, s'est heurtée à une réalité bien plus complexe. Et les États-Unis doivent revoir tous leurs plans.

Tout a commencé avec un débat à rebondissements au Parlement d'Ankara. La Turquie, pour autoriser le déploiement de 62 000 soldats américains sur son sol, et par la même occasion l'entrée de ses troupes en Irak en cas de conflit, devait faire voter son Parlement, par obligation constitutionnelle. Une motion a donc été déposée par l'exécutif turc, qui devait être votée le 27 février. Ce gouvernement, issu du Parti de la justice et du développement (AKP) et lui-même sous fortes pressions de Washington, a pesé de tout son poids pour

faire passer ce texte. D'autant qu'après des semaines de négociations avec son allié américain, il avait obtenu des conditions très favorables. Pour ce que l'on en sait, cet accord prévoyait une aide de six milliards de dollars et des prêts atteignant 24 milliards. Une enveloppe mirifique qui ne se refuse pas...

Mais rien ne s'est passé comme prévu. Le vote au Parlement a commencé par être repoussé au 1^{er} mars. Le gouvernement turc a fait mariner les Américains pour pousser son avantage. Sans doute lui fallait-il aussi un peu plus de temps pour convaincre ses députés de voter son texte. En effet, la plupart sont des islamistes, même modérés, donc peu enclins à soutenir celui qu'on appelle sous d'autres latitudes le « Grand Satan ». Il semble bien que l'armée, qui contrôle toujours d'importants leviers de commande et est favorable à l'accord avec Washington, n'ait pas assez préparé le terrain politique. En outre, la plupart des Turcs sont opposés au conflit. Ainsi, pendant que les députés débattaient, 50 000 pacifistes scandaient des slogans comme : « Nous ne voulons pas être les marionnettes des Américains » ou « Pas de guerre pour le pétrole » dans les rues d'Ankara. Du jamais vu. D'où un retournement de situation inattendu : 264 députés ont voté pour le déploiement, 250 contre et 19 se sont abstenus. Or, la majorité des voix des députés présents (soit 267) était requise. Une sérieuse déconvenue pour le gouvernement turc, mais aussi pour la diplomatie américaine, qui ne s'attendait pas à ce que les députés turcs s'émancipent ainsi... et refusent leur bakchich. « Comme en Europe, on se trompe parfois aux États-Unis sur le partenaire turc, qui n'est pas si docile que cela, commente Semih Vaner, spécialiste de la Turquie au Centre d'études sur les relations internationales. Il y a un Parlement et dans un paysage assez mouvant, il faut en tenir compte. Ce n'est pas le Koweït ni l'Iran. »

Autre problème pour les États-Unis : les Kurdes d'Irak. Ceux-ci ne veulent sur leur territoire ni des Turcs, ni d'une occupation américaine, fût-elle provisoire. Or, les Américains lorgnent sur les gisements de pétrole kurdes, notamment à Kirkouk, actuellement sous l'autorité de Bagdad. Mais ils n'ont pas eu l'intelligence de négocier avec les Kurdes pour s'assurer paisiblement l'accès à leur pétrole. Plus généralement, ils considèrent les Kurdes comme des empêcheurs de tourner en rond. Et pourraient donc foncer sur Bag-

Politis, JEUDI 6 MARS 2003



Février 2003. Manifestation contre Saddam Hussein et contre le gouvernement turc au Kurdistan irakien.

dad en laissant les Turcs faire la sale besogne au Kurdistan. « Les Turcs ont déjà massé environ 50 000 soldats sur les 380 kilomètres de frontière », annonce Sewan Barzani, représentant du Parti démocratique kurde en France. Mais se débarrasser des Kurdes risque de ne pas être chose aisée car ils sont militairement bien formés et équipés, même légèrement, et surtout ils jouent ouvertement la carte de la démocratie. Réunis avec le reste de l'opposition au régime de Saddam Hussein, ils ont affirmé leur volonté de construire un Irak démocratique. « Nous ne voulons pas l'indépendance, explique Sewan Barzani, car elle est impossible. Nous sommes dans une enclave, coupés du monde. Nous voulons un Irak fédéral, à la gestion duquel nous participons, qui nous protège et respecte nos droits. » Avec de telles déclarations, les Turcs peuvent difficilement arguer qu'ils doivent intervenir pour empêcher la création d'un Kurdistan indépendant qui déstabiliserait la région, et menacerait donc leur sécurité.

Si les Turcs mettent un pied chez eux, les Kurdes, qui ne craignent pas une armée irakienne défaitiste, ont annoncé qu'ils se battraient de toutes leurs forces. Ils n'ont aucune chance, mais l'image pour la Turquie serait désastreuse sur la scène internationale. Ils pourraient faire une croix sur leur intégration à l'Union européenne. D'un autre côté, si la Turquie n'ouvre pas ses frontières aux Américains pour s'engouffrer derrière eux, elle fâchera un précieux allié et n'aura pas son mot à dire en Irak. Difficile de dire, donc, si les Turcs résisteront à la tentation. En avançant ne serait-ce que de 20 kilomètres, ils isoleraient les Kurdes d'Irak en les coupant de leurs cousins de Turquie et de Syrie. L'armée turque aurait aussi l'occasion de déloger du Kurdistan irakien les militants de son vieux ennemi, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek), réfugiés de l'autre côté de la frontière. Enfin, en empêchant par tous les moyens la création d'un Kurdistan autonome dans une situation régionale normalisée, ils coupent l'herbe sous le pied à tout autonomisme chez eux.

Les Américains sont, pour l'instant, coincés par le vote d'Ankara. Les militaires turcs vont devoir tordre le bras aux députés récalcitrants s'ils veulent intervenir en Irak avec les États-Unis. Il ne resterait alors plus qu'à présenter une nouvelle motion au Parlement. En outre, Washington pourra difficilement évincer des Kurdes qui se réclament de la démocratie. « Comment l'administration Bush peut-elle vendre son projet d'un Irak démocratique servant d'exemple pour la démocratisation de la région si elle commence par trahir les promesses faites aux Kurdes depuis au moins deux ans ?, s'interroge Gérard Chaliand, auteur de *America is back*, chez Bayard. Ce serait extrêmement grave. D'autant qu'elle s'attire déjà quelques antipathies dans la région en soutenant la colonisation accélérée opérée par le Likoud en Palestine. »

Les stratèges américains semblent avoir surestimé leur influence et la docilité de leurs alliés traditionnels. Pas plus qu'ils n'avaient prévu leurs déconvenues à l'ONU face à la France, ils n'avaient prévu la résistance de leurs obligés turcs. Quant aux Kurdes d'Irak, leur mise au pas pourrait se révéler beaucoup plus difficile et risquée qu'ils pouvaient l'espérer.

GABRIELLE BOUCHET ET DANTE SANJURJO



En 1991, un camp de Kurdes irakiens réfugiés en Turquie.

Des droits chèrement acquis

Après la guerre du Golfe, les Kurdes irakiens ont arraché leur autonomie. Un nouveau conflit la remettrait en cause.

Le peuple kurde s'est toujours battu pour la reconnaissance de ses droits. Le Traité de Sèvres, signé en 1920 pour démanteler l'empire ottoman, prévoyait bien un Kurdistan indépendant, mais il est resté lettre morte. Aujourd'hui, le Kurdistan est divisé entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et certaines Républiques caucasiennes. Et les Kurdes ont souvent été manipulés par ces États, au gré de leurs intérêts, ce qui pourrait bien recommencer en cas de guerre contre l'Irak. Ils n'ont pas oublié qu'à deux reprises, déjà, ils ont été incités par les États-Unis à se soulever contre Bagdad, avant d'être abandonnés.

En 1975, après la signature de l'accord d'Alger entre l'Irak et l'Irak, Washington et Téhéran ont cessé de soutenir la rébellion kurde irakienne lancée dans les années 1960. Elle s'est alors effondrée. De même, dès le début de la guerre du Golfe en 1991, les Américains ont instrumentalisé les Kurdes pour déstabiliser le régime irakien. À la suite de l'insurrection chiite en Irak méridional, les Kurdes, encouragés par Washington, profitent de la débâcle de l'armée irakienne et se soulèvent le 7 mars 1991.

En quinze jours, les différents groupes armés kurdes prennent le contrôle du Nord de l'Irak. Ils s'organisent alors autour des deux principaux groupes d'opposition kurdes avec Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan, PDK) et Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan, UPK), qui partagent le pouvoir au sein du Front irakien du Kurdistan. Mais la contre-offensive, organisée le 27 mars par le maître de Bagdad, est sanglante. On se souvient des images de répression et d'exode massif. Plus d'un million de Kurdes irakiens fuient vers l'Irak, et 600 000 vers la Turquie. George Bush père, bien qu'ayant mobilisé l'opinion publique sur le respect des droits démocratiques et comparé Saddam Hussein à Hitler, affirme qu'il ne faut pas s'engouffrer dans « une guerre qui se poursuit depuis des années ». Puis se réfugie derrière le principe de non-ingérence...

L'opinion internationale est indignée face au mutisme des Occidentaux. Elle engage l'Europe à faire pression sur Bush en faveur d'une intervention. Le 5 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU vote donc la résolution 688 condamnant – mais un peu tard ! – la répression des populations civiles irakiennes. Une « zone de protection » est mise en place au nord du 36° parallèle, qui devient de facto une zone autonome kurde. Le 10 avril, les Américains interdisent à Bagdad toute opération aérienne dans le nord puis, sous pression européenne toujours, des troupes américaines, françaises et britanniques viennent protéger les réfugiés. Enfin, l'opération *Provide Comfort* apporte une aide humanitaire vitale... mais fait l'impasse sur leur protection sur le long terme. L'idée est surtout de persuader les Kurdes de rentrer chez eux.

Les négociations entre Bagdad et les Kurdes sur une éventuelle autonomie échouent, et les troupes occidentales finissent par plier bagages, entre mai et juin 1991, sans chercher d'issue politique pour le Kurdistan irakien. Celui-ci prouve sa capacité à se reconstruire. Les Kurdes développent un système politique pluraliste et se dotent de systèmes de santé, d'éducation, de services sociaux. Ils frappent même leur monnaie. Bref, ils possèdent une structure administrative et un niveau de vie qui n'ont rien à voir avec ceux du reste de l'Irak. D'après Ahmed Bamarni de l'UPK, ils ont reconstruit 70 % des 4 500 villages détruits par la guerre et bâti 1 226 écoles. Depuis 1997 et la résolution onusienne « Pétrole contre nourriture », les Kurdes perçoivent les revenus de 13 % du pétrole irakien.

Les villes du Kurdistan irakien s'occidentalisent peu à peu : les cafés Internet fleurissent, des universités sont construites et accueillent de nombreuses filles. L'alcool n'est plus prohibé et les femmes n'ont pas à se voiler. Mais avec le conflit qui menace aujourd'hui, tout est remis en question. Va-t-on enfin trouver une issue politique favorable à ce peuple apatride ?

G. B.

Special report Rebuilding Iraq

The Economist March 8th 2003



After the war is over

CAIRO

Iraq will need coaxing towards democracy. It will be a long haul

“THE nation of Iraq, with its proud heritage, abundant resources and skilled and educated people, is fully capable of moving toward democracy and living in freedom.” That was George Bush, in a speech on February 26th. His view of a sweeping and natural transformation, however, is not widely shared. Reconstructing Iraq will be “difficult, confusing and dangerous”, says the Council on Foreign Relations in New York. “It will be a very, very nasty affair,” agrees Joseph Wilson, an American diplomat who once served in Baghdad.

Recent precedents for what America is thinking of doing in Iraq—Panama, Haiti, Afghanistan—are discouraging. Iraq is more complex, and in a more volatile place. Its history, too, gives no comfort. The country was forged by the British, who lost 20,000 troops capturing three neglected Ottoman provinces that were known to be rich in oil. Colonial administrators assumed they could bypass rural chieftains and the urban Sunni elite to impose representative government. A tribal revolt in 1920, suppressed only with mustard gas,

convinced them otherwise. The British-backed monarchy, having largely reinstated the old class order, survived until 1958. Three coups later, Saddam Hussein consolidated power with a mixture of oil money, cunning and ruthlessness.

By the late 1970s he had built an impressive state, whose citizens were rewarded for cowed obedience with generous state services. The ideology he espoused was Baathism, a socialist and secular “Arab Renaissance” inspired by European fascism. Baathism professed to subsume Iraq’s disparate identities in an overriding Arab nationalism, but in Saddam’s practice this often meant playing on tribal, religious and ethnic differences, or brutally crushing minority resistance. Purges at the centre ensured control by a closer, loyalist circle that was mostly Arab and Sunni Muslim. Meanwhile, the state’s relentless adulation of Saddam made him a mythical hero even as he led the country to ruin and to war.

Iraq today is a bruised and still divided country. Between Mr Hussein’s wars and UN sanctions, it has endured a long pro-

cess of demodernisation and social fragmentation. Much of the educated elite has fled. Secularism has retreated in reaction to the evident bankruptcy of Baathism, but also in response to the regime’s manipulation of religion to sustain its own legitimacy. Incomes have plunged below a tenth of what they were in 1980. Most families rely directly on government food rations to survive, or indirectly on state salaries. A quarter of children are malnourished. In a place with no trust in civil institutions, but with plenty of cheap firearms, religious, ethnic and clan loyalties predominate. The map overleaf shows an oppressed Shia majority in the south, warily dominant Sunnis in the west, precariously autonomous Kurds in the north, a smattering of Christians, Turkmen and Assyrians, and tribes everywhere.

The present regime has sunk deep, controlling roots. Outside the official armed forces, the layers of coercion consist of some 30,000 members of Mr Hussein’s own extended clan, the al-Bu Nasir; another 30,000 from affiliated loyalist clans; an estimated 80,000-200,000 secret police in at least eight overlapping security agencies, and as many as a million party officials, petty informers and profiteers from the president’s charmed circle.

That, however, is about the limit of the regime’s support in a population of 25m. Most Baathists joined the party solely to protect their families, or for perks such as an automatic 10% upgrade in their children’s exam scores. Many of the “loyal” ▶▶

The Economist March 8th 2003

► tribes are loyal simply because Mr Hussein gave their leaders guns and Toyota Land Cruisers. "You can never rely on loyalty from tribesmen," says Khaldoun Naqeeb, a Kuwaiti sociologist who knows Iraq well. "The best you can do is rent it."

Hearts and minds

How will Iraqis respond to being invaded? Paul Wolfowitz, America's deputy secretary of defence, believes that they will greet Americans as liberators. On the uncertain assumption that victory is swift and civilian casualties are limited, that will doubtless be true of the many Iraqis who have suffered directly at the hands of the regime. The 4m Kurds will certainly cheer, as may the powerful Sunni Arab tribes from the Euphrates valley in western Iraq who have traditionally opposed Mr Hussein's Tigris valley clans. And since Shias make up a disproportionate number of Saddam's victims, more whoops of joy may sound from their strongholds in the south and in Baghdad's squalid east end.

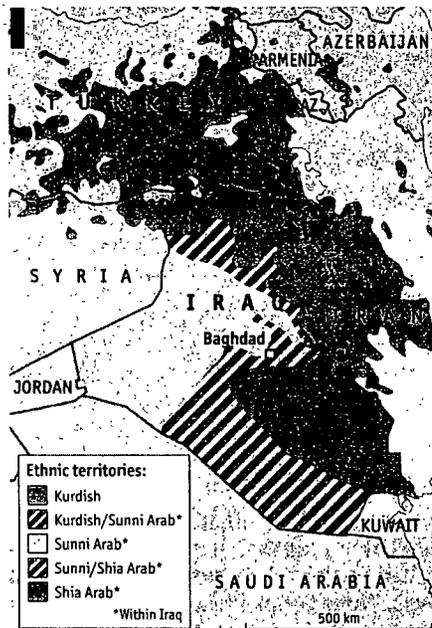
Those who know the country better than Mr Wolfowitz, however, believe ordinary Iraqis will keep their heads down out of simple fear—first of the horror of American weaponry, next of the flailing regime's reprisals against traitors, and finally of vigilante vengeance against anyone associated with the ruling clique. The 3% Christian minority will fear the replacement of Baathist secularism with Islamism. The merchant classes of Baghdad and Mosul will fear vandalism, looting and loss of influence. In short, many Iraqis will reserve judgment on their "liberation" until they see tangible benefits such as security, freedom and food.

If these benefits arrive promptly, most Iraqis will surely be grateful. What they have lacked most, during two decades of war or near-war, is the sense of having a future to plan for and look forward to. Property prices have already risen across Iraq in anticipation of an end to this long state of siege. Yet many still bear deep grudges against America. American bombs, after all, killed thousands of Iraqi soldiers and hundreds of civilians in the last Gulf war; and America is blamed more than Mr Hussein for the subsequent sanctions, which have robbed Iraqis of much of the hope and dignity they used to have.

So how effective will America be at pacifying and reviving a defeated Iraq? Leaving aside the scale of the humanitarian crisis that may face the occupying force, it must first persuade Iraqis of its good intentions. Yet America has not yet finalised its post-war plans. Mr Bush himself has promised that the new nation will be "a dramatic and inspiring example of freedom" to the whole region. Other officials insist that America has a commitment to stay there, but not for too long, ensuring stability at first and the beginnings

of economic and political reconstruction. There is talk too, behind the scenes, of a central role for the United Nations in rebuilding Iraq.

But Pentagon planners have also said that an American general would remain in overall charge of Iraq, perhaps for as long as two years. (More like five years and with at least 100,000 troops, say other American military sources.) An American civilian administrator may also be appointed. If so, Iraqis would merely serve as advisers, perhaps in local councils and in specialised committees such as one that will draft a constitution. But America's military men will have to rely on Iraq's existing administrative structures, including Baathist civil servants who, at least at the lower levels, will remain in their jobs. On this calculation, direct rule, with the preservation of service ministries such as health and education, looks the least bad option.



These apparent plans have infuriated the exiled Iraqi opposition, which claims it had been led to believe that it would play a leading role in the transition to a hoped-for democracy, and had hoped to cleanse Iraq of the Baathists as thoroughly as Germany's Nazis were purged. America seemed to view the opposition, with its noisy factions and slim backing inside Iraq, as incapable of running the place. At the end of February, however, an opposition conference set up 14 committees, apparently "ministries in waiting", in preparation for some role in a provisional government. The Americans also reassured them that they will not stay in Iraq "a minute longer" than they have to. This has pacified the opposition somewhat, though its role is still far from clear.

Circumstances suggest that America's forces will have to build goodwill wher-

ever they can find it: among exiles as well as tribal sheikhs, religious figures, and the competent core of Iraqi technocrats. Just consider the immediate tasks: weeding out and prosecuting hundreds of Baathists implicated in crimes; demobilising much of the 400,000-man army and 80,000-man police force, and then reordering them; declawing intelligence agencies; preventing spontaneous reprisals against the former regime; purging the law of Baathist accretions and rebuilding the corrupted justice system; holding back Kurds from asserting their contentious historical claim to the city of Kirkuk; and curtailing the influence of the armed Shia militias, based in Iran, which have waited 23 years to export its Islamic revolution.

Finding the money

All this will cost money. Will enough be found? America has only recently created a body to co-ordinate ideas for relief and reconstruction. NGOs complain that they have hardly been consulted, and UN agencies, their plans drawn up, remain strapped for funds. There is no hint yet of an international civilian force to do the kind of policing that American troops cannot. And the shallowness of world support for America may mean that too little aid will appear. Friends gave America \$54 billion to pay for the last Gulf war. It will be lucky to get a fraction of that this time.

How much money will be needed? The Congressional Budget Office estimates the annual cost of peacekeepers at \$250,000 a head. This puts the price for maintaining 100,000 foreign troops in Iraq at \$25 billion a year, as much as the country's GDP. Immediate humanitarian aid for 5m people—a low estimate, given the numbers already on food rations—could cost \$500 a head, for a total of \$2.5 billion. Rebuilding basic infrastructure to the standard Iraq enjoyed in 1990 comes to another \$25 billion. Throw in the reconstruction of institutions, from schools and hospitals to universities and museums, and the price-tag grows to \$100 billion.

Ah, but Iraq has oil. True, and plenty of it. The trouble is that it is in the ground, and the infrastructure to move it is sadly battered, even if Mr Hussein ignores the option of torching his own wells. Current exports of 2.5m barrels a day (b/d) earn over \$15 billion a year. Experts say raising this by 1m b/d will need an investment of at least \$7 billion. Reaching 6m b/d—an ambitious target—would take more than another \$20 billion and as much as ten years. At that level, Iraq could begin to pay for its own rapid development. It might even be able to pay some of its existing debt, which is estimated at anything between \$60 billion and \$140 billion. But with so many claims on oil revenue, relatively little may be reinvested in production.

Since Iraq's reserves are second only to ►►

► Saudi Arabia's, foreign firms will rush to invest; but only if the place is stable and the terms attractive. The rewards, moreover, will come only in the longer term, meaning a painful stretch when Iraqi expectations and the harsh reality will remain far apart.

Iraq's other great resource is its people. In the 1970s, high levels of schooling, health and regard for women made the country a model of progress. But three-quarters of Iraq's population were born after 1980 and raised in the years of decline and retrenchment. Illiteracy has actually swollen in the past ten years, as top professionals have emigrated, school standards have plummeted and a prosperous middle class has been ruined by sanctions. Corruption has also spread, promoted by Baathist cronyism and the misery of wages that average \$10 a month for policemen or schoolteachers.

Iraq is lucky to have a rich pool of émigrés to draw on, but few will risk returning or investing until the country stabilises. Those who do go back will find a society far rougher than the one they left behind. War, poverty and neglect have reduced Basra, beautiful and ancient, to a smelly slum. Baghdad's once-rowdy riverside cafés are derelict. Exiles hoping to recover abandoned property, such as the 100,000 Kurds displaced by Saddam's "Arabisation" schemes around Kirkuk, may be confronted by hostile usurpers. Some ambitious Iraqis, cooped up for too long, may leave as soon as they have the chance. Yet the example of Afghanistan suggests that many of the country's 4m exiles, wealthy and educated as they are, will want to return and help eventually.

Democrats or demagogues?

Which raises another question. Is Iraq capable of becoming a beacon of democracy? Mr Naqeeb, the Kuwaiti sociologist, has some sobering reflections. Democracy requires basic conditions in order to prosper, he says. There must be consensus among the elite about the rules of the game. The public must accept its results. There must be a shared concept of justice and respect for the rule of law. These conditions do not currently exist in Iraq, nor, for that matter, in most neighbouring countries. "Every Iraqi is a potential Saddam," says one weary exile. "All of them think they speak for all Iraqis."

Iraq remains a patriarchal society, divided not just by tribe and religion among Kurds, Shias and Sunnis, but also between classes and clans. There are 35 major tribal confederations, some of which span ethnic and sectarian divides. Consider the opposition. Plenty of its parties claim to stand for principles, but the only effective groups remain essentially clan-based. The Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a Shia group based in Iran that is

the largest and best organised of the Arab parties, has followers in the east of Iraq but few among Shias elsewhere. Many resent its pretensions to speak for them.

Kurdistan, too, remains divided between two clan chieftains who pose as modern politicians. Iraqis jokingly refer to their fiefs as Talabanistan and Barzanistan. As recently as 1996 they fought a civil war; one side sought aid from Mr Hussein, the devil himself. Yet Kurdistan is also palpably freer than it was, with a lively press and a plethora of political parties.

Islamism, with its rejection of man-made laws, has made significant inroads into what was once one of the most secularised Arab societies. Its strength, particularly among Sunni Arabs, is unknown, although a clue may lie in the 20% of votes regularly won by Kurdistan's range of mild-to-radical Islamist parties. What is certain is that once Iraq's isolation ends,



Free, with luck, to speak his mind

the xenophobic Islamist rhetoric that dominates the rest of the region will penetrate faster and deeper than the "popaganda" of Radio Sawa, a jaunty, American-funded station beamed at young Arabs.

Iraq's political fragility has its positive side. All current Arab autocracies, like Mr Hussein's, centre on tight networks of one clan, sect or class. But Saddam's levelling sword, and the imminent collapse of his own house, make it unlikely that any single group will soon achieve dominance in Iraq. This opens the way for a political formula that may break the current, unsuccessful, Arab mould.

Another positive point is that the fear of Iraq splitting into Kurdish, Sunni Arab and Shia states is exaggerated. Since the country is highly urbanised, and has known trauma so recently, its people may

be more willing to accommodate diversity than is commonly assumed. The sectarian consciousness of Shias, for example, is not very strong, despite their historical disenfranchisement and the knowledge that they make up 55% of the population. Iraqis note that during the 1991 uprising Shias happily murdered Shia officials, and Sunnis joined the revolt. And although Shias, in contrast to Sunnis, have a highly structured clergy, there is no single Khomeini-like figure to unite them. Indeed, the most venerated Iraqi ayatollahs have historically scorned involvement in politics.

Those tricky Kurds

Iraq's Kurds have the strongest case for independence. Their mountainous region has been in revolt for much of Iraq's history, culminating in Mr Hussein's notorious Anfal campaign of 1988, which scorched Kurdistan and killed at least 60,000 of its people. This was followed by the 1991 refugee crisis that won UN intervention and autonomy. Freedom has brought relative prosperity, a strengthened sense of identity and a steely determination, backed by 80,000 *peshmerga* fighters, to preserve these gains.

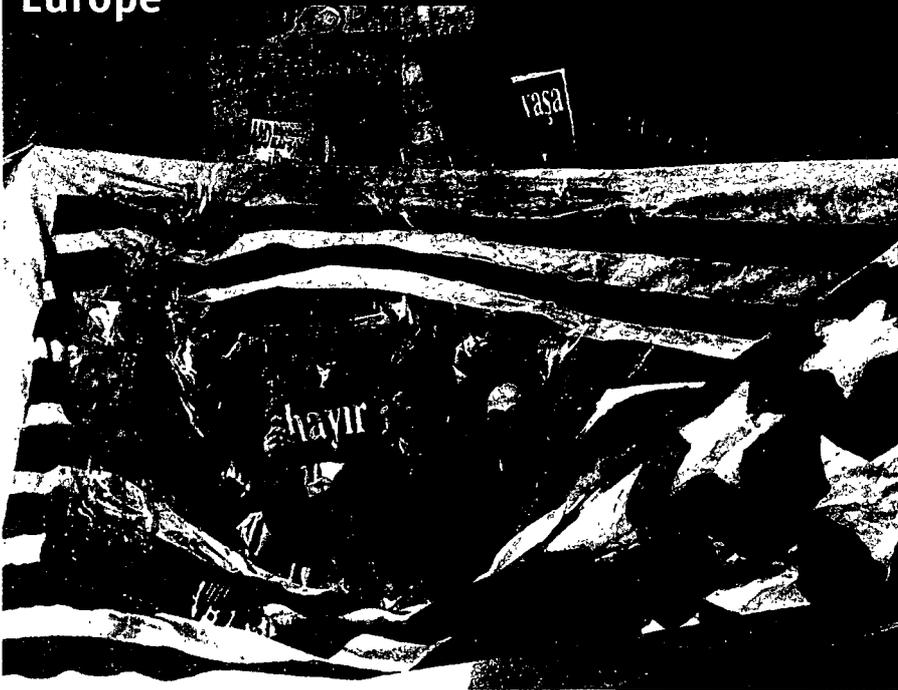
The Kurds are aware, however, that they need money and regional support to survive. They have very little oil—unless, as they hope, they can recover Kirkuk, a city ringed with oilfields where Kurds were once in the majority. Moreover, Kurdistan is surrounded by countries—Turkey, Iran, Syria—so worried by their own Kurdish minorities that they would gleefully sabotage any separatist bid. Painful though it is for independence to be so close, yet out of reach, Kurdish realists recognise that they must tread very carefully indeed.

It seems clear that the best political formula for Iraq is a decentralised federation. But where to draw the lines, and how to share the spoils? Some Shia parties, for example, harbour ambitions of creating an Islamist fief in the south, which holds the bulk of Iraq's oil reserves. The Kurds have proposed a constitution that would divide the country into Kurdish and Arab sub-states, with power at the centre apportioned on ethnic lines. Most contentiously, they dream of an internal border that allots big chunks of "Arab" northern Iraq to Kurdistan, including Kirkuk. But extremists among the 500,000 or so Turkmen who live in Iraq are ready to call in Turkey to keep the Kurds out.

Wiser counsel suggests that Iraq should be a federation of strictly administrative regions, not of tribes. It is argued, too, that allowing the central government to suck in all the oil revenue is a recipe for future oppression. But hashing out all these questions will take time and patience in abundance. Those, not oil, will be the most important resources. ■

Europe

The Economist March 8th 2003



Turkey

A pivotal nation goes into a spin

Whatever path Turkey's government chooses, it is bound to face howls of protest

WHEN Turkey's parliament narrowly rejected a government motion on March 1st to let 62,000 American troops on to Turkish soil, a wave of euphoria swept the country, because a good 90% of its people—so say the pollsters—vehemently oppose an American-led war in Iraq. But the joy was short-lived. With dozens of American warships still anchored off Turkey's eastern Mediterranean shores, pressure began mounting on the country's ruling Justice and Development Party to resubmit the bill or risk wrecking relations with the country's most influential friend, the United States. For Turkey's leaders know that, without American co-operation, hopes of rapid economic recovery will recede. And so—just as important, in many Turkish eyes—would Turkey's chance of having a big say in the future of Iraq, its troubling neighbour.

On March 5th, Turkey's top general, Hilmi Ozkok, weighed in on the American side, saying he favoured letting the Americans open a second front against Iraqi forces in Kurdish-controlled northern Iraq, with Turkey as the launch-pad. The odd thing about his statement was that he and his fellow generals had refrained from speaking up earlier. Well, they said, they had not wanted to intimidate parliament.

Many generals, in any event, still doubt the sincerity of the ruling party's recent en-

thusiasm for a secular Turkey, since its roots are Islamist and the party's leader, Tayyip Erdogan, started his career in a zealously Islamist party. Moreover, not all generals take a pro-American line on Iraq. "Once the Americans come they will never leave," says Kemal Yavuz, a retired general who is strongly against the war. "We don't know where the military or the government really stands in all of this," says one weary American diplomat.

So what next? Mr Erdogan is still in a pickle. He faces a by-election on March 9th. Five years ago he was barred by a security court from being an MP and therefore from becoming prime minister, because of a conviction for allegedly seeking to incite religious hatred by a poem he recited in 1997. If he again wins a seat, it is understood that he will be let back into parliament (the constitutional article under which he was convicted was amended last year) and should become prime minister within a week or so. Hitherto, he has pulled the strings behind the scenes.

But should he, with the generals' blessing, press for a second vote on the bill before his by-election or wait until his premiership is in the bag? He has to weigh several factors. First, would the Americans wait that long? Just as General Ozkok was making his speech, they had begun to divert some of their ships towards the Suez

canal, presumably en route to the Gulf. And the Americans have let it be known that they could still open a northern front by airlifting troops into the mainly Kurdish north of Iraq, and would bank on the Kurdish militia operating there for support.

In any event, whatever the timing of a second bill and however hard the generals now urge MPs to pass it, it would still not be sure to get through. Another defeat in parliament would be a huge blow to Mr Erdogan's leadership, whether or not he had become prime minister. It could even cause the government to fall.

Mr Erdogan plainly misjudged the first vote. He had confidently declared that it would be approved just hours before it was rejected. In the event, 264 MPs did vote in favour and 250 were against, but the presence of 19 abstainers meant that the government had failed by three votes to get a simple majority of all those in the chamber at the time.

With friends like these...

Mr Erdogan had underestimated the strength of dissent within his own Justice and Development Party, better known by its initials AK, some 100 of whose members rebelled. Many were from the Kurdish south-east, and were not so much against American troops coming into Turkey as Turkish ones going into northern Iraq.

Bulent Arinc, a mercurial AK man who is parliament's speaker, made no secret of his delight at the government's humiliation. A fiery advocate of lifting the ban on the Islamic-style headscarf in public institutions, he has a lot of support in the party. Barely an hour after General Ozkok's remarks, he said he was still loth to let parliament debate the bill again, and spoke scathingly of "the war lobby".

Indeed, he noted, predictions that the Turkish lira would collapse as a result of the no vote and thus bring a fresh financial crisis had proved false. And, though Istanbul's stockmarket dived by 10% just after the vote, it soon began to recover; the lira has since held fairly steady against the dollar, thanks to intervention by the central bank. The IMF further boosted confidence when it said it was happy with a new budget unveiled this week.

But the Americans still have means of persuasion. They made it clear that an aid package worth \$6 billion which was meant to cushion the financial effects of a war would be shelved, that the Pentagon would no longer approve the idea (mandated by the quashed motion in parliament) of thousands of Turkish troops crossing into northern Iraq, and that Turkey would have virtually no say in shaping Iraq's future. After the no vote, American military engineers who had begun

upgrading Turkish ports in preparation for disembarking troops stopped work.

Old pals fall out

It will take a long time for the wounds opened by the American-Turkish row to heal. The Turks think that the Americans have been clod-hopping and insensitive. Even before the vote, haggling over petty issues had become bitter.

And for all of America's repeated assurances that it does not back the idea of an independent Kurdish state, many of Turkey's generals are suspicious. Some Turkish officials suggest that a wave of anti-Turkish demonstrations in northern Iraq

have been encouraged by what one has described as "us agents" in the region.

To make matters more awkward between the Americans and the bruised Turkish government, Turkey's generals seem determined—whatever the Americans say—to wade into northern Iraq. According to some Turkish reports, around 20,000 Turkish troops have already crossed the border. The Iraqi Kurds say they will fight back. Turkey's main rival in the region, Iran, will certainly use its own friends in the Kurdish enclave in northern Iraq to compete for influence.

Nor, despite its spat with America, is Turkey winning plaudits in Europe, par-

ticularly since it has failed so far to prod Rauf Denktash, the Turkish-Cypriot leader, into agreeing to a settlement in Cyprus (see next article). If, however, Mr Erdogan took the risk, before or after his by-election, of resubmitting the bill to let in American troops, he would take a lot of flak from rebels in his own party and from his compatriots at large. Many Turks would then furiously charge him with trampling on democracy and cowering before bankers, generals and bullying Americans. Mr Erdogan has a rough fortnight ahead of him. ■

Une guerre juste par Yves Roucaute

L'ESPRIT de Munich rôde sur la France. Le « non à la guerre en Irak ! » est assené avec une telle démagogie par les élites, les médias et les intellectuels de cour qui jouent sur le « nationalisme des pauvres » (Brecht) et les « évidences » du cœur, sur l'« intérêt » de la France et sa puissance, qu'émettre des doutes vous fait désigner traître à votre patrie pour ne l'être pas à sa grandeur.

Or, des doutes même, malgré les foules de Paris et d'Alger, je n'en ai pas. Pas plus que n'en avaient ceux qui surent dire « non » avec de Gaulle aux forces brunes, puis au communisme lors de l'affaire de Berlin ou de Cuba, ou avec François Mitterrand lors de l'affaire des euromissiles. La guerre est juste. Juste et nécessaire. Parce que la morale, le droit et la raison politique l'exigent.

L'exigence morale suffirait seule à clore le débat. Qu'il ait ou n'ait pas des armes chimiques et bactériologiques, le régime de Saddam Hussein, qui considère l'humanité comme un moyen et non comme une fin, est immoral. Immoral et criminel.

Ce n'est pas seulement une dictature, mais un totalitarisme. Qui ne connaît le Centre de détention de Bagdad et ses sous-sols où l'on torture et fusille ? La terreur sur la population, la répression sanguinaire des opposants, qui, eux, n'ont pas la liberté de manifester ? La militarisation de la population ? Ses crimes contre l'Iran ou les Kurdes ? Sa volonté de déstabiliser ses voisins, de détruire Israël ? Son soutien aux terroristes ?

« La chasse aux tyrans est déclarée ouverte » : le mot d'ordre me convient mieux que ces défilés de pacifistes qui, hier, applaudissaient les accords de Munich, dénonçaient « Ridgway la peste », saluaient Fidel Castro ou la mise en place de SS 20 soviétiques et qui prétendent

aujourd'hui sauver la mise de l'un des tyrans les plus sanguinaires du globe sous prétexte que tout vaut mieux que la guerre.

Liberté et dignité ne vaudraient pas la guerre ? Elles n'exigeraient pas que nous libérions un peuple dans les fers ?

Quand les pacifistes rétorquent qu'il existe d'autres régimes honnis et voient dans ce choix irakien la preuve de la duplicité américaine, j'ai presque envie de sourire. Sous prétexte que plusieurs assassins courent les rues, il ne faudrait pas exiger que soit mis hors d'état de nuire celui dont la police peut se saisir ? On devrait lui proposer docilement de continuer à terroriser les siens à l'unique condition qu'il ne menace plus les habitants hors de ses terres ?

Il est vrai que nos donneurs de leçons ne sont guère gênés de voir la quasi-totalité des régimes dictatoriaux (à part ceux corsetés par les Etats-Unis) avancer masqués derrière eux, de cette Chine qui écrase le Tibet jusqu'à Oussama Ben Laden qui exporte sa haine, de cette Russie qui bombarde en Tchétchénie la population civile jusqu'au Soudan qui inflige aux femmes les plus effrayantes lois en passant par ces dictatures africaines francophones fâcheusement oubliées.

Le droit dont ils se parent n'est pas plus favorable aux pacifistes. Les Etats-Unis ont pour eux une résolution de l'ONU (1441), votée par tous, France y compris, qui les autorise à agir si Saddam Hussein n'apporte pas la preuve de la destruction et de la prohibition des armes chimiques et bactériologiques. Les Tartuffe feignent de croire que c'est aux inspecteurs à prouver que de telles armes n'existent plus. Se développe ainsi, par ce détournement rhétorique de la charge de la preuve, le jeu du chat et de la souris dénoncé par Mohamed ElBaradei et Hans Blix.

Quand les Etats-Unis proposent une ultime motion à l'ONU, fau-

drait-il, en cas d'opposition, qu'ils laissent violer les décisions précédentes ? Que vaudrait un droit qui varierait, telle Pénélope, défaisant la nuit ce qu'il a fait le jour ? Ou le droit est le droit, et il doit être respecté, ou l'ONU n'est que la couverture mitée de l'immoralité et du désordre international, et on doit passer outre.

C'est bien parce qu'ils le savent que nos « demi-habiles » (Pascal) se retranchent derrière la raison politique. Les Etats-Unis agiraient « par intérêt », « pour le pétrole », disent-ils.

Que l'intérêt puisse être le mobile de l'intervention ne suffit pas à la condamner. Il n'est pas nécessaire, comme le faisait remarquer Kant, qu'une conduite soit faite selon la morale pour être juste, il suffit qu'elle s'y conforme.

D'autre part, assurer ses conditions de survie, tout Etat le doit. Or, le pétrole est une matière première stratégique, à partir de laquelle un chantage peut être fait aux républiques, chantage déjà subi, que Saddam Hussein relance en menaçant de brûler 1 500 puits de pétrole. Il pourrait donc légitimer une guerre.

La France passe à côté de son intérêt bien compris. En ne participant pas à la coalition, le marché irakien nous échappe. Et il reste à prouver que les autres gouvernements de la région, qui, à l'inverse de leurs populations, détestent Saddam Hussein et se félicitent d'en être bientôt débarrassés, nous soient reconnaissants de notre pusillanimité.

Ce n'est pas en vérité la raison, mais la passion, qui guide nos pacifistes. Et l'odieuse, qui fait s'acoquiner extrême droite, extrême gauche et forces nationalistes archaïques, le dispute à l'absurde.

Imaginons, un instant, l'échec des Etats-Unis. Des rives yéménites à certains de nos quartiers difficiles, chacun y verrait une preuve de faiblesse qui déstabiliserait les mouvements et gouvernements musul-

mans modérés. S'il n'y a plus de gendarme international, les espoirs des plus « fous » sont permis.

A l'inverse, si la guerre est juste par sa fin politique et humanitaire, elle l'est aussi par ses moyens. Du sang, dites-vous ? Nul n'a demandé aux pacifistes de « mourir pour l'Irak ». Il ne s'agit pas d'envoyer

YVES ROUCAUTE est professeur de droit public et de science politique à la faculté de droit de Nanterre.

des hommes du contingent, mais des professionnels. Et tout sera tenté pour que les pertes en vies humaines soient les plus faibles possible.

Envers la population irakienne, les moyens utilisés seront conformes à ce principe. Des morts ? Certes, il y en aura. Parce que Saddam Hussein prend sa population en otage pour ne pas céder devant la morale et le droit. Quant aux dommages collatéraux de cette guerre, ils ne seront jamais pires que les crimes, certains et illimités cette fois, que le régime irakien perpétuerait demain en cas de non-intervention.

Vis-à-vis du reste du monde, la guerre apparaîtra vite comme une décision sage. N'en déplaise aux apocalyptiques, il n'y aura pas de « résistance » d'une population qui attend l'élimination du tyran. Et il suffira de quelques caméras pour retourner une opinion internationale aujourd'hui bernée.

Pourra ainsi être réorganisée cette poudrière régionale, confortée la sécurité en Arabie saoudite et dans les Emirats, assurée l'existence d'Israël et démocratisée l'autorité palestinienne. Tandis que la guerre commencée contre les Etats voyous en Afghanistan, poursuivie en Irak, continuera afin d'imposer sur le globe ce traité de paix perpétuelle qu'exige la conscience universelle.

Le droit sans l'épée n'est qu'un mot et la morale sans volonté un songe creux.

« Nous n'avons pas échappé à Saddam pour être occupés par les Turcs... »

Le petit « Irak libre » des Kurdes

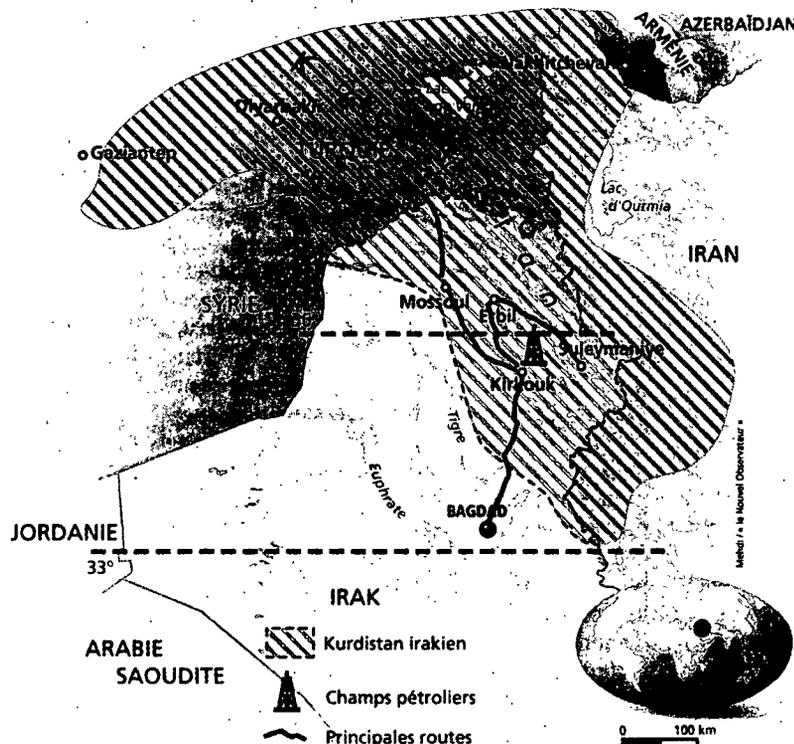
La zone autonome kurde, établie en 1991, n'a ni frontières reconnues ni légitimité internationale, mais elle est devenue une sorte de petit Etat qui fait l'apprentissage de la démocratie. Ses habitants ont confié leurs espoirs et leurs inquiétudes à notre envoyé spécial Henri Guirchoun

A quelques dizaines de mètres à peine de la route qui longe la rivière Zab al-Kabir, trois soldats irakiens déambulent tranquillement, l'arme à la bretelle, dans un champ laissé à l'abandon. Il n'y a pas le moindre signe d'interdiction de passage, pas de clôture, de fils de fer barbelés, ou de fossé antichar. La colline en surplomb est truffée de casemates dont la plupart semblent inoccupées. On n'aperçoit ni tanks ni batteries de canons, tout juste le va-et-vient d'un camion-citerne militaire, que le pechmerga (maquisard kurde) en faction au poste de contrôle observe de temps en temps à la jumelle. « Parfois, à la nuit tombée, quand leurs officiers ne les voient pas, les soldats descendent encore plus près pour nous demander de la nourriture que nous leur offrons bien volontiers : ils sont affamés, assure Khalil Mahmoud, l'épicier de Kawrsor, un hameau isolé de 25 maisons placées devant les premières lignes irakiennes, Si vous voyiez leurs uniformes déchirés et leurs chaussures trouées, vous comprendriez : ils me font presque pitié ! D'ailleurs, en cas de guerre, ils nous ont suppliés de ne rien leur faire en répétant qu'ils ne veulent qu'une seule chose : rentrer dans leur famille. » Peuplé à l'origine de paysans kurdes, turkmènes et arabes, le hameau de Kawrsor a été détruit en 1975 par l'armée de Saddam parce que la plupart des hommes avaient gagné la montagne pour rejoindre la guérilla kurde. Il a retrouvé un semblant de vie à partir de 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, avec l'établissement d'une zone autonome protégée par l'aviation américaine et britannique. Pourtant,

seuls les Kurdes y sont revenus. Mais surtout, les villageois n'ont plus librement accès à leurs terres, qui sont situées de l'autre côté de la route, dans une sorte de no man's land indéfini. Les années précédentes, ils avaient obtenu l'autorisation de franchir la ligne invisible pour travailler dans leurs champs. Aujourd'hui, sans doute à cause des bruits de bottes, ce n'est plus le cas. Il y a une quinzaine de jours, trois d'entre eux se sont fait arrêter en plein labeur. Ils se sont empressés d'offrir à l'officier qui commandait le détachement irakien une somme rondelette, trop contents d'échapper à la prison. « Qui peut accepter de voir sa terre pourrir ? D'une façon ou d'une autre, il faut en finir avec ce régime, lance un paysan. Bien sûr que la guerre nous fait peur. Au moindre tir de représailles,

nos maisons peuvent encore une fois être démolies. Les ponts seront sans doute détruits par les canons irakiens, et nous aurons le plus grand mal à franchir la rivière pour nous échapper. Mais, tant pis, qu'on en finisse ! » Une petite mesure de terre battue abrite l'école élémentaire, qui compte une trentaine d'écoliers. Toutes les maisons sont hérissées d'antennes paraboliques, qui permettent aux villageois de suivre les nouvelles sur les télévisions locales en langue kurde, ou en arabe sur la chaîne Al-Jazira. « S'il y a la guerre, les femmes et les enfants partiront vers Erbil, dans les familles. Nous, les hommes, nous resterons ici le plus longtemps possible, affirme Khalil Mahmoud. Chacun d'entre nous a une arme pour se défendre. Nous ne les laisserons pas voler notre bétail ni piller nos maisons. »

Mais pour l'heure tout est calme. Devant l'épicerie, en bordure de route, une dizaine de bidons remplis d'essence sont placés en évidence. A intervalles réguliers, une voiture s'arrête. Le conducteur marchande quelques secondes et repart aussitôt, après avoir chargé son coffre de la précieuse marchandise. Depuis que Saddam Hussein a décidé de sanctionner la zone autonome kurde en réduisant son approvisionnement en électricité et en carburant, la contrebande d'essence est pratiquement devenue la source principale de revenus pour les paysans du coin. « Tous ceux qui ne sont pas mobilisables dans l'armée irakienne, ou qui ne sont pas connus pour leurs liens avec le PDK [Parti démocratique du Kurdistan] par la police de Bagdad peuvent passer de l'autre côté, explique encore l'épicier.





Saïdi-Starface

On achète l'essence à des voisins arabes des villages frontaliers. Et on revient à nos risques et périls. Il faut bien vivre, non ?

Un peu plus loin, sur l'autre rive de la rivière, à une demi-heure d'Erbil, en direction de Mossoul, le village de Kalak marque la frontière officielle entre l'« Irak libre » – la zone autonome kurde – et l'Irak de Saddam Hussein. Là encore, surprise, ce n'est pas la frontière hermétique qu'on aurait pu imaginer entre deux entités ennemies qui sont peut-être à la veille d'une nouvelle guerre. Des voitures et des camions roulent au ralenti sur un pont de construction assez récente qui enjambe la rivière. D'un côté, c'est les pechmergas du PDK qui procèdent aux vérifications d'usage ; de l'autre, c'est la police et l'armée irakiennes. « Parfois, ça passe, parfois un peu moins. Tout dépend de la situation politique et des tensions », dit un chauffeur de camion kurde qui s'apprête à franchir le pont.

Formellement, la zone autonome kurde continue d'appartenir à l'ensemble irakien puisqu'elle n'a aucune véritable légitimité internationale, pas de frontière reconnue ni de statut clairement défini. Elle reste sous la menace des divisions de la Garde républicaine qui sont massées dans la région de Mossoul et de Kirkouk, et doit sa survie à l'instauration depuis 1991 d'une zone d'exclusion aérienne qui interdit tout mouvement agressif à l'armée de Bagdad. L'argent en circulation y est aussi le dinar, mais il s'agit des vieilles coupures, c'est-à-dire celles où ne figure pas le portrait de Sad-

Réunion d'opposants à Saddam Hussein à Salahaddin, le 27 février. La question de la présence de l'armée turque a dominé les débats.

dam Hussein, comme partout ailleurs en Irak. Le téléphone local fonctionne, mais, bizarrement, depuis l'étranger il faut composer le 44, l'indicatif de la Grande-Bretagne, pour joindre ses interlocuteurs sur leurs mobiles. La région bénéficie des programmes d'aide de la FAO et d'autres institutions onusiennes. Mais les fonctionnaires internationaux doivent recevoir l'aval de Bagdad avant d'intervenir sur place. Leurs propres budgets de fonctionnement transitent par la capitale irakienne. Et il y a encore quelques mois, selon une règle dont l'ONU a le secret, ils ne pouvaient s'exprimer devant des journalistes étrangers sans vérifier au préalable que ceux-ci étaient bien porteurs d'un visa officiel irakien, ainsi que des autorisations en bonne et due forme pour se rendre dans la région.

De la frontière turque jusqu'au district d'Erbil, la capitale qui abrite le Parlement régional, tout est contrôlé, décidé, dirigé par les pechmergas du PDK de Massoud Barzani. Tandis que la région de Suleymaniye, proche de la frontière iranienne, reste le fief de l'UPK, l'Union patriotique du Kurdistan, commandée par son chef historique, Jalal Talabani. Les

deux chefs kurdes, comme leurs maquisards, sont en perpétuelle rivalité sur à peu près tout, à commencer par la perception des droits de passage sur les marchandises qui transitent par leur territoire. Tour à tour instrumentalisés par les puissances riveraines, l'Iran, la Turquie, la Syrie, pour lesquelles l'émergence d'une entité kurde en Irak est un danger, ils se vouent une haine féroce qui s'est traduite par plusieurs années d'une guérilla fratricide au bilan terrible : 3 000 morts. A tel point que l'un ou l'autre des deux camps n'a parfois pas hésité, pour vaincre ou pour éviter la défaite, à passer un pacte temporaire avec le diable, c'est-à-dire avec Saddam. Depuis 1999, après une trêve imposée par Londres et Washington, les armes se sont tuées entre les frères ennemis. Des élections ont été organisées, un gouvernement régional a été nommé, et le Parlement d'Erbil a rouvert ses portes à tous les courants politiques, conférant à la zone autonome un caractère finalement assez démocratique, comme le prouve la bonne santé d'une cinquantaine de journaux, radios et télévisions locales, qui sont l'émanation des formations politiques. Mais ce pluralisme affiché ne contredit en rien la réalité du rapport de force interne : le « Kurdistan libre » demeure ici sous contrôle de l'UPK, et là sous l'emprise du PDK...

« Certes, tout n'est pas encore parfait, mais comparons ce qui est comparable, affirme en excellent français Farhad Perbal, professeur de littérature moderne à l'université Salahaddin d'Erbil, Il y a même ici des partis qui refusent de reconnaître

le gouvernement régional, comme le Front turkmène, qui appelle à l'intervention de l'armée turque, prétendument pour défendre les minorités non kurdes. On les laisse s'exprimer. Moi-même, si j'étais en Turquie ou en Iran, je croupirais au fond d'une prison. Et je ne parle même pas de Bagdad, où je ne serais plus vivant depuis belle lurette. » Il y a quelques années, dans un journal de Suleymaniyé, pour critiquer l'archaïsme de la société kurde, il avait osé écrire un reportage provocateur sur la misère sexuelle des pechmergas, icônes de la résistance. Menacé de mort et de procès, interdit de séjour dans le fief de l'UPK, il avait échappé au pire, grâce, selon lui, à une chronique consacrée à la liberté d'expression, signée de Jalal Talabani en personne. Adoré de ses étudiants pour son esprit ouvert, tolérant et progressiste, le professeur Perbal est aussi un fou de poésie surréaliste. Dans le centre d'Erbil, il a fondé un centre culturel, avec une librairie et un café internet, qui est devenu l'un des principaux points de rencontre des jeunes, garçons et filles. « Comme dans les manifestations en Europe, on aimerait pouvoir dire : ni guerre ni Saddam. Mais ici, au nord de l'Irak, nous sommes bien placés pour savoir que c'est illusoire. Seule une intervention armée des Américains peut mettre à bas ce régime, car tout seuls nous n'en avons pas les moyens, dit-il. Alors, nous sommes comme une femme à la veille d'accoucher, partagée entre ses craintes pour elle-même et pour son enfant, et son irrésistible envie de donner la vie... » Ces derniers jours, comme la majorité des Kurdes d'Irak, au-delà des éventuelles représailles de l'armée de Bagdad en cas d'attaque américaine, sa première inquiétude est la perspective d'une intervention massive de l'armée turque dans la région. Officiellement destinée à éviter un afflux de réfugiés parmi lesquels pourraient aussi se glisser, comme en 1991

« Comme dans les manifestations en Europe, on aimerait pouvoir dire : ni guerre ni Saddam... »

selon Ankara, de nombreux combattants séparatistes du PKK, ce déploiement viserait essentiellement à empêcher les maquisards kurdes irakiens de l'UPK et du PDK de s'emparer des installations pétrolières – ce qui garantirait leur indépendance financière – après une éventuelle déroute de l'armée irakienne. Le rejet par le Parlement d'Ankara d'un accord sur un déploiement des forces américaines en Turquie a semble-t-il freiné l'exécution du second volet, qui concerne le rôle de l'armée turque en Irak. Mais rien ne paraît définitif. « Qu'ils règlent d'abord la question kurde en Turquie ! Nous n'avons pas échappé à Saddam pour nous retrouver prisonniers d'une nouvelle dictature. Et même si nous prenions le contrôle du pétrole, ce n'est pas leur affaire. Après

tout, nous sommes des citoyens irakiens, et jusqu'à preuve du contraire ni Mossoul ni Kirkouk ne sont des villes turques, s'insurge Farhad Perbal. Et si les Turcs entrent au nord de l'Irak, qui empêchera les Iraniens ou même les Syriens de vouloir faire pareil ? »

Sur les hauteurs de la plaine d'Erbil, dans la cité de Salahaddin, fief du PDK transformée en forteresse pour abriter une réunion des différents courants de l'opposition irakienne, cette question d'une intervention de l'armée turque a largement pris le pas sur les débats autour des futures institutions d'après-guerre pour l'Irak. Protégé par une meute de Rambos armés de fusils laser et en uniformes de l'US Army, l'émissaire spécial du président Bush, Zalmay Khalilzad, a sans doute compris que ses interlocuteurs kurdes étaient loin de plaisanter lorsqu'ils évoquaient les risques d'une guerre dans la guerre. Certes, il s'est efforcé d'apaiser les esprits en multipliant les propositions lénifiantes sur la nécessité d'établir un Irak libre et démocratique. Ou en rappelant que « la période de transition » pendant laquelle l'Irak sera vraisemblablement placé sous tutelle devrait être la plus courte possible. Mais il n'est guère parvenu à gommer cette impression tenace d'une certaine improvisation que laisse l'administration américaine sur la réalisation de ses projets.

« La Turquie, dehors ! Vive le Kurdistan libre ! » Vendredi soir, au stade, les supporters du Football Club d'Erbil n'ont même pas sifflé les joueurs de l'équipe adverse tant ils ont ponctué leurs encouragements de slogans contre une présence militaire turque en Irak. Erbil a gagné sur le score net de 1 but à 0. Son adversaire ? Le club Naft (ce qui signifie « pétrole »), une équipe assez moyenne de... Bagdad !

HENRI GUIRCHON

Colère irakienne contre le Koweït au sommet de la Conférence islamique

RIYAD

de notre envoyée spéciale

D'un sommet à l'autre, les scènes se suivent, les nerfs sont mis à rude épreuve et le verbe se déchaîne. Mercredi 5 mars, lors de la séance d'ouverture du sommet extraordinaire de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) réuni à Doha, au Qatar, le vice-président irakien, Izzat Ibrahim Al-Douri, hors de lui, a abreuvé d'insultes le ministre koweïtien de l'information, Ahmad Al-Fahd. « Ferme-la, espèce de singe, d'agent de l'étranger et de minus ! », s'est-il écrié devant une assistance médusée, dont les pays arabes ne constituent que vingt-deux des plus de cinquante membres.

Le ministre koweïtien avait bondi de son siège pour riposter à M. Al-Douri, qui accusait le Koweït de chercher à « frapper l'Irak en son cœur », d'avoir fait de son pays un bastion des forces américaines, d'être un « traître à la solde du sionisme et de l'impérialisme », de porter la responsabilité des malheurs de l'Irak depuis 1990, et – au diable la vérité – de violer les résolutions du Conseil de sécurité des Nations

unies, de l'OCI et des sommets arabes. « Lors du sommet arabe de Charm El-Cheikh, à la demande de plus de dix chefs d'Etat, nous nous étions abstenus de répondre à celui qui vient de prendre la parole, le représentant de l'Etat du Koweït, alors qu'il insultait le symbole de la nation et sa fierté » – c'est-à-dire le président irakien Saddam Hussein –, s'était exclamé le chef de la délégation irakienne.

HUIS CLOS

La fureur de M. Al-Douri était consécutive à l'intervention du chef de la délégation koweïtienne, qui venait de rappeler que l'Irak avait failli à de nombreuses obligations prévues par les résolutions de l'ONU. Le vice-premier ministre et ministre koweïtien des affaires étrangères, cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, avait également apporté l'appui de son pays à l'idée, suggérée par le président des Emirats arabes unis, de proposer aux dirigeants irakiens de renoncer au pouvoir et de s'exiler en échange d'une garantie d'immunité. L'intervention du président de la conférence et chef

de l'Etat du Qatar, l'émir Hamad Ben Khalifa Al-Thani, a permis de rétablir le calme. La séance a été levée et, après une pause-déjeuner, le huis clos a été décidé, le chef de l'Etat du Qatar ayant réussi par ailleurs à convaincre le chef de la délégation koweïtienne de renoncer à son droit de réponse.

Dans leur communiqué final, les participants au sommet ont affirmé qu'ils « rejettent totalement toute attaque contre l'Irak et toute menace contre la sécurité et l'intégrité de tout pays musulman » et s'engagent à ne pas participer à une intervention armée contre Bagdad. Ce qui ne manque pas de sel lorsque l'on sait que certains d'entre eux accueillent sur leur territoire les forces armées américaines... Ils réclament par ailleurs une solution « pacifique » par le biais des Nations unies, se disent attachés à l'unité du territoire irakien et de tous les pays voisins, et demandent l'élimination des armes de destruction massive de l'ensemble du Proche-Orient, Israël inclus.

Mouna Naïm

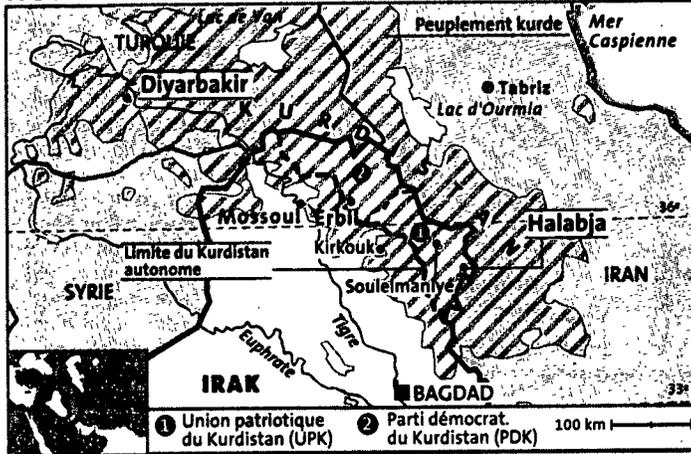
En Irak, la guerre des derniers soldats perdus d'Al-Qaida

Le Monde

7 MARS 2003

Près d'Halabja, les Kurdes de l'UPK combattent les milices islamistes d'Al-Ansar

À CHEVAL SUR LES FRONTIÈRES



HALABJA (Kurdistan irakien) de notre envoyé spécial

Le peshmerga kurde désigne le petit bunker de l'ennemi, au sommet d'une colline, à environ 1 kilo-

REPORTAGE

Deux fortins presque à la même altitude se font face

mètre de là. Juste derrière, s'élève une haute chaîne de montagnes enneigées marquant la frontière entre le Kurdistan et l'Iran. « Tous les jours, ils tirent des obus de mortier ou des roquettes sur nos positions », affirme le soldat. « Ils », ce sont les combattants d'Al-Ansar. Ce mouvement islamiste, considéré comme appartenant à la mouvance d'Al-Qaida, d'Oussama Ben Laden, contrôle une douzaine de villages et une petite ville de cette vallée de l'extrême est du Kurdistan irakien « autonome ».

Depuis des mois, ces miliciens mènent une guerre de basse intensité, peu meurtrière mais constante, aux soldats gouvernementaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui règne sur la région de Souleymanieh. Mais leur guerre est suicidaire autant que désespérée : en cas d'attaque américaine en Irak, coincés dans leurs réduits des hauteurs, ils pourraient se retrouver écrasés sous les bombes de l'aviation des Etats-Unis.

De ce fortin, poste avancé construit à la même altitude que celui de leurs adversaires, les soldats kurdes ont une vue plongeante sur l'enclave des gens d'Al-Ansar. On distingue l'une de leurs bases, le village de Sargat et ses maisons aux toits plats. A la jumelle, on voit quelques camionnettes des combattants se déplacer sur une route de terre qui mène à Halabja, la ville voisine sous contrôle de l'UPK.

Les peshmergas kurdes – littéralement, ceux qui ne craignent pas la mort –, en ce début d'après-midi frisquet, observent avec calme leurs adversaires. Ce sont des hommes moustachus, au turban porté haut sur le crâne et vêtus de la tenue des ex-guérilleros qu'ils furent, quand ils combattaient encore le régime de Saddam Hussein : pantalon bouffant, grenades à la ceinture, blouson de cuir, fusil d'assaut à l'épaule.

« On ne sait jamais quand ils vont tirer, explique le commandant du poste, la position gouvernementale la plus proche des gens d'Al-Ansar, mais ce dont je suis sûr, c'est qu'ils sont fortement armés. Quand on leur balance dix obus, ils nous en renvoient vingt ou trente. Et ce sont toujours eux qui tirent les premiers. » Serait-ce l'Iran qui les soutient ces combattants de l'extrême, dont la seule voie d'accès vers l'extérieur passe désormais par la République islamique ?

Officiellement, l'UPK, dont les liens avec l'Iran sont historiques, préfère se taire sur cette question délicate. Pour les leaders kurdes, il

est en effet difficile d'admettre que Téhéran – ou certaines factions du régime des ayatollahs – puisse jouer les uns contre les autres les frères ennemis du Kurdistan... Tout juste si un peshmerga reconnaît, poussé dans ses retranchements, que, « sans l'Iran,

Al-Ansar ne serait pas vraiment un problème ».

A Halabja, où se trouve le poste de commandement militaire, le responsable, Cheikh Jafar, qui dispose d'environ 6 000 hommes, est en revanche assez disert sur l'identité des combattants islamistes : « Ils sont environ un millier, dont la moitié de Kurdes. Les autres sont des étrangers. » C'est-à-dire des Arabes « afghans », soldats perdus en déroute après la défaite des talibans.

« Le régime de Bagdad les aide, soutient Cheikh Jafar, nous savons qu'un certain Abou Wahil, membre des Moukhabarat [services de renseignement irakiens] est présent dans leurs rangs. » S'il y aurait d'évidentes raisons tactiques pour expliquer une alliance entre Saddam Hussein et les combattants d'Al-Ansar, les preuves manquent malgré tout pour les accuser de liens directs avec le dictateur de Bagdad. Les Américains en sont pourtant persuadés, et Colin Powell les a récemment accusés de détenir une usine de fabrication de produits chimiques.

FUSIONS ET SCISSIONS

Les islamistes ont commencé à occuper la région en 1992, après le soulèvement manqué des Kurdes, au lendemain de la guerre du Golfe. En 2001, leur mouvement Jund Al-Islam a été chassé de ses positions par les peshmergas. Après le 11 septembre, ils avaient tendu une embuscade aux soldats de l'UPK : 40 de ces derniers furent retrouvés égorgés. Plus tard, ils ont dû quitter Halabja, avant de se replier dans la montagne. Puis ils ont fusionné avec un autre groupuscule pour former Al-Ansar, où les ont rejoints des « Arabes » d'Al-Qaida fuyant un Afghanistan situé à un peu plus de 2 000 kilomètres plus à l'est.

Depuis, les actions terroristes de ces miliciens se multiplient. Le 2 avril 2002, ils ont essayé d'assassiner le « premier ministre » de l'UPK, Baram Saleh. Le 8 février, ils ont tué un haut responsable kur-

de, Shaukat Hadji Mushir, qui tentait de négocier avec eux dans la montagne. Et le 26 février, juste à l'entrée d'Halabja, l'un de leurs kamikazes a fait exploser sa voiture piégée devant un poste de contrôle, tuant deux policiers.

Apparus au tournant de la révolution islamique en Iran, les islamistes kurdes se sont éclatés en différentes formations concurrentes dont la tendance au fractionnisme semble être comme une seconde nature. Dans Halabja, cette « ville martyre » où 5 000 personnes furent les victimes d'une attaque chimique des Irakiens en 1988, l'une de ces organisations a pignon sur rue. Et possède même un ministre au gouvernement de Souleymanieh.

Proches des Frères musulmans, ces militants tentent de réislamiser au quotidien par le biais de leurs madrasas (écoles religieuses) un monde kurde largement acquis aux thèses de la laïcité. « Nous sommes un parti réformiste, explique Cheikh Hassan Abdullah, responsable local de l'Union islamique kurde. Les lois coraniques doivent être appliquées, mais l'islam doit s'adapter au monde moderne. » Pour lui, les soldats d'Al-Ansar, avec lesquels il avait des relations il y a encore quelque mois, sont aujourd'hui des extrémistes qui « se conduisent comme des talibans ».

Bruno Philip

Les Etats-Unis ont lourdement armé l'Irak dans les années 1980

En 1983, Donald Rumsfeld scelle un accord de coopération militaire avec Saddam Hussein. Pour empêcher une défaite de Bagdad dans la guerre contre l'Iran, les Américains lui fournissent armes chimiques et biologiques et ferment les yeux sur leur utilisation

NEW YORK

de notre correspondant

L'entrevue de 90 minutes et la poignée de main remontent au 20 décembre 1983. Il en reste un compte rendu, aujourd'hui déclassifié par le département d'Etat, et une mauvaise photographie. Donald H. Rumsfeld, envoyé personnel du président Ronald Reagan, vient sceller avec Saddam Hussein un accord de coopération militaire. A partir de ce moment, des milliards de dollars de crédits, d'équipements militaires et un flot de renseignements précieux sur les mouvements de troupe iraniens sont fournis à Bagdad par Washington.

Avant de considérer depuis 1991, et surtout depuis le 11 septembre 2001, que les armes de destruction massives irakiennes constituent une menace pour le monde, les Etats-Unis comme de nombreux autres pays occidentaux, dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont aidé le régime de Saddam Hussein à s'en doter et ont fermé les yeux quand il les utilisait.

Quand la guerre entre l'Irak et l'Iran éclate le 22 septembre 1980 par une offensive annoncée comme décisive de Saddam Hussein, les Etats-Unis s'en tiennent à un rôle de spectateur, pas mécontent de compter les coups. « *Le grand Satan* » est alors l'ennemi juré du régime des mollahs. Washington n'éprouve pas non plus la moindre sympathie pour la panarabisme de Saddam Hussein et n'a pas de relations diplomatiques avec Bagdad.

Dans le courant de l'année 1982, les choses changent. En février, l'Irak ne figure plus sur la liste des Etats terroristes. Après ses succès initiaux, l'armée de Saddam se trouve en difficulté et recule. Les troupes iraniennes approchent de Basorah, la deuxième ville du pays. Si elle tombe, Téhéran menace le Koweït, les Emirats, l'Arabie saoudite et l'approvisionnement pétrolier de l'occident.

« TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE »

Pour éviter un effondrement irakien, l'administration Reagan puis celle de George Bush père décident



Ronald Rumsfeld avec Saddam Hussein, le 20 décembre 1983. Interrogé en 2002, M. Rumsfeld a affirmé avoir « mis en garde » Bagdad contre l'utilisation d'armes chimiques. Il n'y a aucune trace dans la transcription de la rencontre.

de soutenir Saddam Hussein. La décision est prise officiellement par une directive de sécurité nationale en date du 26 novembre 1983. Elle demeure en partie classifiée, mais les extraits publics stipulent que les Etats-Unis feront « *tout ce qui est nécessaire et légal* » pour éviter une déroute irakienne. « *Toute défaite majeure de l'Irak est aussi une défaite stratégique pour l'Occident* », est-il argumenté.

A l'époque, des témoignages et des rapports font déjà état de l'utilisation fréquente par l'armée irakienne d'armes chimiques. Le 1^{er} novembre 1983, par exemple, Jonathan Howe, un expert du département d'Etat déclare à George Schultz, le secrétaire d'Etat, que « *les Irakiens utilisent presque quotidiennement des munitions chimiques pour arrêter les vagues humaines iraniennes* ».

En 1983, pour mettre en place la coopération, Donald Rumsfeld effectue plusieurs voyages à Bagdad. Interrogé l'an dernier sur la chaîne de télévision CNN au sujet de son entrevue avec Saddam Hussein le 20 décembre, le secrétaire d'Etat à la défense, affirmait avoir « *mis en garde* » le président irakien contre l'utilisation d'armes chimiques. Il n'y en a aucune trace dans la transcription de la rencontre. En novembre 1984, les Etats-Unis rétablissent leurs relations diplomatiques avec l'Irak. En gage de bonne volonté, Bagdad a expulsé quelques semaines auparavant le terroriste Abou Nidal.

« *Les Etats-Unis ont activement soutenu l'effort de guerre irakien. Ils ont apporté des crédits, des renseignements, des conseils militaires et suivi étroitement l'approvisionne-*

ment en armes par des pays tiers afin de s'assurer que Bagdad dispose de l'équipement nécessaire pour ne pas perdre la guerre », explique Howard Teicher, dans un témoignage demandé en 1995 par un juge à l'occasion d'un procès sur des ventes d'armes à l'Irak.

M. Teicher était membre du conseil national de sécurité sous la présidence Reagan et l'un des responsables de la politique vis-à-vis de l'Irak. Il a accompagné à plusieurs reprises Donald Rumsfeld en Irak. Il ajoute que le directeur de la CIA de l'époque, William Casey, utilisait une société chilienne comme paravent pour vendre des bombes à fragmentation à Bagdad.

Les Etats-Unis ont aussi fourni directement des précurseurs chimiques, des insecticides, des tubes métalliques, des composants de missiles, des ordinateurs. Ils agissaient la plupart du temps de technologies dites à double usage, civile ou militaire. En 1991, de nombreux équipements saisis après la guerre du Golfe provenaient de sociétés américaines comme Union Carbide et Honeywell. Une enquête menée en 1994 par la commission bancaire du Sénat américain a révélé également l'envoi en Irak par les Etats-Unis de souches biologiques, notamment de la maladie du charbon (anthrax).

A la fin de l'année 1987, l'armée irakienne utilisait ses armes chimiques contre la population kurde accusée de s'être alliée à Téhéran. Le 16 mars 1988 intervient l'attaque de la ville kurde d'Halabja. En dépit des protestations de parlementaires américains et d'organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement ne change pas de politique.

En décembre 1988, quatre mois après la fin des hostilités avec l'Irak, Dow Chemical vendait encore pour 1,5 million de dollars de pesticides à l'Irak. Washington ferma les yeux jusqu'au bout. Le 25 juillet 1990, une semaine jour pour jour avant l'invasion du Koweït, April Glaspie, l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, rencontra Saddam Hussein et l'assura de la volonté de George Bush père d'« *améliorer et d'approfondir ses relations avec l'Irak* ».

Eric Leser

7 MARS 2003



Mohammad-Reza Djalili, spécialiste de l'Asie centrale:

«Un Irak proaméricain achèverait l'encerclement de l'Iran»

Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève, Mohammad-Reza Djalili est spécialiste de l'Iran et de l'Asie centrale. Il vient de publier chez PUF avec Thierry Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, de la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*. Il analyse le jeu de Téhéran confronté à la «probable» intervention des Etats-Unis contre l'Irak, qui pourrait achever du coup l'encerclement de la République islamique de Téhéran par des régimes proaméricains.

Des millions de personnes ont marché en Europe contre la guerre ces dernières semaines. Quelle est la perception de la société iranienne face à la perspective d'une intervention armée contre l'Irak, pays comme l'Iran qui fait partie de «l'axe du Mal» défini par George Bush? Personne n'a marché dans les rues de Téhéran, car la population iranienne a en mémoire l'agression perpétrée par l'Irak contre elle, avec le recours d'armes chimiques sur la population civile, les missiles sur la capitale, la mort d'environ 500000 Iraniens, dont des milliers de jeunes, surnommés «des soldats-kleenex», car leur mission était de sauter sur les mines posées par l'armée irakienne. Bref, défiler contre la guerre signifie aux yeux de beaucoup d'Iraniens, défiler pour le criminel de guerre Saddam Hussein.

Politiquement, l'unique ambition aujourd'hui des réformateurs islamiques comme des radicaux est de se maintenir au pouvoir. Or une intervention américaine représente de multiples défis: géopolitique-

ment, un Irak proaméricain parachèverait l'encerclement de l'Iran par les Etats-Unis. Ceux-ci sont déjà en Afghanistan, au Pakistan, au Qatar, au Koweït, en Arabie Saoudite, au Kirghizstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan, ainsi qu'en Géorgie et en Azerbaïdjan, et à l'Ouest, ils ont des bases en Turquie. L'après-Saddam Hussein est donc lourd de danger. Outre une présence régionale américaine renforcée, il y a le

Il y a le risque pour Téhéran, outre une présence régionale américaine renforcée, que les 3 à 4 millions de Kurdes iraniens revendiquent une autonomie que leurs cousins irakiens viendraient d'obtenir.

risque pour Téhéran que les 3 à 4 millions de Kurdes iraniens revendiquent une autonomie que leurs cousins irakiens viendraient d'obtenir.

Enfin, dans l'hypothèse qu'un régime démocratique se mette en place à Bagdad, cela pourrait envoyer là aussi des ondes de choc sur l'Iran, d'autant que l'immense majorité de la jeunesse et de l'ensemble de la population ne se reconnaît pas dans la République islamique. *Last, but not least*, il y a l'inconnue américaine: les Etats-Unis vont-ils après l'Irak tenter de faire basculer l'Iran dans leur orbite?

Face à cette configuration, quels sont les atouts de Téhéran?

Les chiïtes représentent plus de 60% de la population irakienne. Beaucoup se sentent proches de Téhéran. Dans l'hypothèse qu'un régime pluraliste s'installe à Bagdad après la chute de Saddam Hussein, on peut imaginer un parlement qui pourrait

être dominé par des chiïtes. Via les chiïtes irakiens, Téhéran possède un levier d'influence en Irak. Dans le nord du pays, cependant, la situation est plus compliquée avec les Kurdes, nationalistes et laïcs. C'est pour cela que Téhéran soutient le groupe Ansar Al-Islam, dont le «mérite» est sa capacité de nuisance. Ce sont quelques centaines de combattants sur la frontière entre l'Iran et l'Irak, dont des anciens d'Afghanistan et d'Al-Qaeda, qui bénéficient d'un soutien iranien, avec l'idée que leurs actions militaires pèsent un peu sur les événements.

Qu'en est-il du programme nucléaire iranien?

Avec l'aide de la Russie, de la Chine et de la Corée du Nord, l'Iran dépense des centaines de millions de dollars pour un programme nucléaire, officiellement civil. Pour le pays qui a les deuxième plus importantes ressources en gaz au monde et les troisième en réserve pétrolière, on voit mal les raisons qui justifient la dépense de telles sommes, sauf, si évidemment, le programme comporte aussi une dimension militaire. L'extraordinaire prudence américaine à l'égard de la Corée du Nord, devenue puissance nucléaire, peut inciter les Iraniens à vouloir imiter Pyongyang. Si l'arme nucléaire peut leur donner une immunité à l'égard des Etats-Unis, pourquoi se priveraient-ils? De surcroît, le processus de prolifération régionale existe depuis longtemps. L'Inde, le Pakistan et Israël ont déjà l'arme nucléaire et l'Irak était sur le chemin de la posséder ●

Recueilli par PIERRE HAZAN (à Genève)

Les Kurdes de Turquie redoutent une brutale reprise en main des militaires d'Ankara

Dans le ciel, les avions de chasse américains tonnent; en ville, «les arrestations se multiplient»

DIYARBAKIR

de notre envoyé spécial

«Nous allons subir la misère comme pendant la guerre du Golfe de 1991». Assises en cercle autour du

REPORTAGE

«Le risque de voir se former une zone dépeuplée à la frontière est réel»

thé traditionnel, Ayse et ses amies parlent de cette guerre si proche. «Ici, tout le monde est inquiet», affirme cette mère de six enfants, le regard vif. Installée depuis plus de vingt ans dans ce quartier de Fatih Pacha, un entrelacs de ruelles défoncées et boueuses situé au cœur de Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc, elle pense à quitter la ville en cas d'attaque. «On a peur des armes chimiques de Saddam. Mais, dans les villages où nous pourrions être à l'abri, on ne sait pas comment les militaires turcs réagiront.» Un silence, elle ajoute: «Depuis

longtemps, l'Etat ne nous autorise pas à retourner dans les campagnes car il craint de nous voir soutenir les séparatistes du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, rebaptisé Kadek].» Les bruits de bottes à la frontière irakienne, distante de 300 km, ont fait remonter la tension de cette cité grouillante de plus d'un million d'habitants, épicentre historique du mouvement kurde.

Dehors, les avions de chasse américains et turcs tonnent dans un ciel grisé par l'hiver. En ville, les patrouilles de police sont devenues

plus fréquentes, avec parfois, la nuit, la présence de véhicules blindés. Ici et comme dans toute cette région du «Sud-Est anatolien», d'après la dénomination officielle, les manifestations contre la guerre en Irak se sont transformées en tribunes de soutien à la cause kurde. «Nous sortons à peine de quinze années de guerre et voilà que tout recommence», souligne le bâtonnier de Diyarbakir, Sezgin Tanrikulu. Les arrestations se multiplient et l'appel du Kadek aux jeunes leurs enjoignant de les suivre n'est pas pour calmer les

Le Monde 8 MARS 2003

esprits.»

De l'avis général, l'état d'urgence, qui vient tout juste d'être levé le 30 novembre 2002, pour la première fois depuis 1984, devrait être à nouveau instauré. Déjà dans les villages des alentours, les kurdes gouvernementaux, les Korucu (les « gardiens de villages »), utilisés et armés de 1984 à 1999 par Ankara contre les séparatistes du PKK, viennent d'être mobilisés.

MOBILISATION DES MÉDECINS

Début janvier, au nord de la ville, un accrochage entre rebelles kurdes et soldats a fait plusieurs morts. « Les pressions de plus en

plus fortes sont susceptibles d'entraîner un nouvel exode de la population. Le risque de voir se former une zone dépeuplée, une sorte de région tampon militarisée à la frontière est réel », prévient Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme de Turquie.

Depuis plusieurs mois, des inspecteurs américains vérifient les infrastructures hospitalières des environs. Le 20 février, 400 médecins et personnels soignants ont reçu une lettre des autorités turques indiquant laconiquement qu'ils devaient « se tenir prêt à se rendre dans les douze heures au point de rencontre précisé

ultérieurement ». « Nous ne savons pas sur quels critères ils ont été choisis, indique Necder Ipekyüz, président de la chambre des médecins de Diyarbakir. Aucune formation spécifique ne leur a été proposée. Ni ce qu'ils allaient faire. D'après nos sources, ils pourraient pourtant rejoindre le Nord irakien où quinze à vingt camps de réfugiés devraient être installés. »

A Diyarbakir comme partout dans la province, la population kurde est très majoritairement hostile à la guerre. Favorables à la chute du régime de Saddam Hussein - « l'as-

sassin de nos frères » -, ils craignent que le conflit ne renforce l'emprise de l'armée turque sur la région. En première ligne, l'armée pourrait sortir vainqueur de cette petite guerre masquée par la grande qui s'annonce. « C'est toute la région qui s'embranchera si les Turcs s'en prennent aux kurdes d'Irak, affirme un jeune juriste de la ville sous couvert d'anonimat. Pour nous, le vrai danger vient des militaires turcs. Envoyer 40 000 soldats en Irak du Nord pour des raisons "humanitaires" : vous y croyez vraiment ? »

Nicolas Bourcier

Washington partagé entre la Turquie et les Kurdes

ANALYSE

Quelles promesses les États-Unis ont-ils faites aux Kurdes d'Irak et aux Turcs? Chacun s'interroge. Le président américain George W. Bush, en cas d'opération militaire contre l'Irak a besoin de la coopération des Kurdes du nord de l'Irak, représentés par deux formations, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Il avait chargé son représentant spécial Zalmay Khalilzad de les rassurer. L'échec est patent.

Alors qu'une opération militaire américaine en Irak pourrait démarquer très bientôt, les factions kurdes et les partis d'opposition irakiens ont le sentiment que Washington a négocié dans leur dos un accord avec la Turquie permettant à Ankara de faire entrer au Kurdistan plusieurs dizaines de milliers de soldats. « J'espère que les Turcs ne vont pas envoyer de forces (en Irak), car cela entraînerait de très graves conséquences pour le peuple de cette région, pour la Turquie, pour les États-Unis et pour tout le monde », a averti samedi Massoud

Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). « C'est de l'expansionnisme et du colonialisme dignes du XIX^e siècle. Autoriser l'entrée des troupes turques en dépit du refus catégorique de notre peuple est une trahison », avait prévenu son vice-premier ministre, Sami Abdoul Rahmane, après un réunion rassemblant, la semaine dernière, les partis d'opposition irakien.

Washington, qui espère toujours obtenir d'Ankara de pouvoir installer des troupes américaines sur son sol, pourrait autoriser l'armée turque à déployer quelque 40 000 hommes dans le nord de l'Irak et à s'installer dans une zone tampon profonde de 25 km. D'autre part, Ankara, qui fait monter les enchères, a exigé d'être consultée sur la future direction irakienne et réclame que les 60 000 *peshmergas* (combattants kurdes) soient désarmés.

En réponse à ces menaces, des milliers de Kurdes ont manifesté à Erbil la semaine dernière, brûlant le drapeau turc devant le siège de l'ONU. Dès le lendemain, le chef de l'armée turque, Hilmi Ozkok, lançait une sévère mise en garde aux Kurdes d'Irak : « Je leur rappelle notre droit légitime à défendre nos intérêts natio-

naux et j'espère qu'ils seront prudents et coopératifs. »

La semaine dernière, plusieurs centaines de camions transportant chars, ambulances et jeeps s'acheminaient vers la frontière irakienne, en prévision d'une intervention américaine en Irak. Dans le port d'Iskenderun, au sud de la Turquie, des ouvriers turcs ont déchargé des véhicules militaires américains, des ambulances et d'autres équipements d'un cargo, laissant penser à l'imminence d'une opération.

Le contentieux avec la Turquie est lourd. En toile de fond, les visées d'Ankara et des Kurdes d'Irak sur les réserves pétrolières de Kirkouk et Mossoul. Les Turcs ne veulent surtout pas que les Kurdes s'emparent des champs pétrolifères qui recèlent au moins le tiers des réserves du pays et qui, rattachées à un futur territoire kurde, leurs assureraient une véritable indépendance financière. Et, Ankara refuse que soit créé un État kurde irakien indépendant, voire même autonome, qui révélerait les aspirations séparatistes de sa propre minorité kurde. Alors que les Kurdes d'Irak espèrent toujours que dans un pays libéré de Saddam Hussein, ils conserveront une large autonomie telle que celle dont ils bénéficient depuis l'instauration de la zone de protection aérienne.

Les États-Unis commencent à s'inquiéter. « Si certains groupes d'Irak entrent en conflit avec la Turquie, cela porterait tort au nouvel Irak », a averti Marc Grossman, sous-secrétaire d'État américain pour les affaires politiques. Et c'est justement le

plan américain pour l'après-Saddam Hussein qui échauffe les esprits non seulement des Kurdes mais de l'opposition irakienne réunie. Le plan de Washington prévoit en effet de mettre en place dans un premier temps une administration militaire américaine qui s'appuierait largement sur l'administration irakienne existante, laissant de côté l'opposition irakienne.

Autre inquiétude de Washington : l'Iran. Un ambassadeur iranien en Europe ne faisait pas mystère des intentions de son pays : « Si l'armée turque pénètre au Kurdistan irakien, l'Iran ne restera pas sans bouger. » Faut-il voir dans l'arrivée au Kurdistan d'éléments de la Brigade Badr, l'aile militaire du conseil suprême de la révolution islamique en Irak soutenue par Téhéran, la concrétisation de cet avertissement? Elle a installé un camp militaire au nord de l'Irak qui pourrait accueillir plus de 1 000 combattants.

Le Kurdistan irakien pourrait se révéler pour Washington un sérieux obstacle sur le chemin de Bagdad.

Agnès ROTIVEL

L'opposition se prépare pour l'après-Saddam Hussein

■ Abdelaziz Al-Hakim, dirigeant de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrli), et Ahmed Chalabi, chef du Congrès national irakien (CNI) se sont rendus hier au Kurdistan irakien pour une réunion de la direction collégiale de l'opposition. Elle a pour objectif de transformer les quatorze comités créés fin février en ministères de l'administration irakienne de l'après-Saddam Hussein. Elle doit préparer aussi la mise en place de structures d'État pour la période de transition.

La Croix

10 MARS 2003

For Kurds, Big Menace Is an Incursion by Turks

By DAVID ROHDE

ERBIL, Iraq, March 5 — Nasreen Sideek heard the news from her father last Friday. Kurds from her home region are planning to form a human chain to block Turkish soldiers from entering Northern Iraq.

"He said the people of Zakho have decided to stand on the bridge just to stop the tanks," she said of the main border crossing. "If they say this, then I can expect much more."

As Turkish military officials pushed for Parliament to reconsider whether to let American soldiers enter for a possible attack on Iraq, Kurdish protests intensified against deploying Turkish forces in a limited area of northern Iraq.

Gun shops are doing a brisk trade to young men who say they are buying assault rifles to fight Iraqi soldiers and Turks. Women's groups held a vigil protesting "Turkish military intervention" in Iraq.

American and Turkish officials say Kurdish threats and fears are exaggerated, but Kurds are now declaring Turkish soldiers as much of a threat as Saddam Hussein.

In what would be a nightmare for the United States, Kurds could block or even attack Turkish forces if they entered Iraq alongside American units. If fighting erupted between even a few Kurds and Turkish soldiers, it could quickly spiral.

Kurdish opposition to Turkish forces is vehement. Rights groups have accused the Turkish Army of

torturing and killing Kurdish civilians and burning thousands of homes in its campaign to crush a Kurdish insurgency in Turkey in the 1990's.

Ms. Sideek, 35, a Harvard graduate, former political prisoner and leading government minister, is an unlikely voice of protest here. She and other Kurdish officials insist that resistance to the Turks be non-violent. But she says the explanation for it is simple: decades of bitter interactions with the Turkish military. "They are very arrogant, very misbehaved, very brutal and very cruel," Ms. Sideek said.

She says her own life is an example. When she was 21, Turkish soldiers blocked the United Nations from aiding her aunt, uncle and 80,000 other refugees who fled to Turkey after chemical attacks by Iraq. When she was 24, Turkish soldiers blocked her and her three brothers on the border for three days and then gave them no aid after the failed Kurdish uprising that followed the gulf war. When she was 28, Turkish soldiers pursuing Kurdish separatists were allowed to enter northern Iraq and occupy hilltops near her village. Those tanks remain.

"I'm sorry," Ms. Sideek said. "As an Iraqi and as a Kurd, the most destabilizing issue will be Turkey."

Turkish officials fear that Iraq's Kurds are bent on establishing a united Kurdistan and would make territorial claims on southeastern Turkey. For years, officials in Anka-

ra have accused Kurds in northern Iraq of harboring guerrillas involved in a failed insurgency by the Kurdish Workers' Party, or P.K.K., in southeastern Turkey in the 1990's.

Under the proposed agreement with the United States, Turkish forces would enter northern Iraq to prevent a flood of refugees from entering Turkey as they did after the first gulf war. But the troops would also be in position to block the establishment of a Kurdish state or seize control of the oil-rich cities of Mosul and Kirkuk, cities that Turkey, Iraq and the Kurds claim.

The outcry here reflects the fears of the 3.8 million Kurds here, many of whom have flourished through a decade of American-protected self-rule. Ms. Sideek is a symbol of their success. The only daughter in a family of seven sons, she rose from a refugee to gain a master's degree at Harvard and become minister for reconstruction and development in the western half of Kurdish-controlled Iraq.

Ms. Sideek said she fears the United States will trade away the Kurds' autonomy in its negotiations with Turkey. "If America needs them as a partner, they should say exactly what their role should be," Ms. Sideek said.

During her childhood Ms. Sideek like many Kurds in northern Iraq, was raised on accounts of Turkey's repression of its 12 million ethnic Kurds. Millions more Kurds live in eastern Syria, northern Iraq and northwestern Iran. All four countries and the United States oppose the creation of a new Kurdish state. Ms. Sideek and other Kurdish leaders in Northern Iraq say they wish to be part of a new democratic Iraq.

She grew up in Baghdad but when she was 14, Ms. Sideek and her family were jailed for two months. One brother became a Kurdish separatist guerrilla in northern Iraq.

The family fled from Baghdad to Dohuk in northeastern Iraq, an hour's drive from their village of Chamsaida. Chemical attacks by Iraqi forces in 1988 sent her aunt and uncle fleeing to Turkey. There, Turkish officials did not classify the Kurds as refugees, blocked assistance from the United Nations and confined the Kurds to camps.

In 1991, after the United States encouraged and then backed away from a Kurdish uprising, Ms. Sideek and three of her brothers fled as Iraqi forces advanced. "It was the most disastrous and disappointing day in my life," she said.



Nasreen Sideek, 35, minister of reconstruction and development in the autonomous Kurdish zone, met with engineers in her office in Erbil last week.

The New York Times MARCH 7, 2003

Pillar of fire waits for US in Kirkuk

The Observer 9 March 2003

by Jason Burke
Arbil, northern Iraq

IT WILL start with a pillar of fire. As the air-raid sirens sound over Kirkuk, Iraqi soldiers will rush from their fox-holes, bunkers and fortified command centres and throw lit rags into huge pits filled with oil, benzene, petrol and rubber. The pits have been dug along all the major roads surrounding the city and in rings around it.

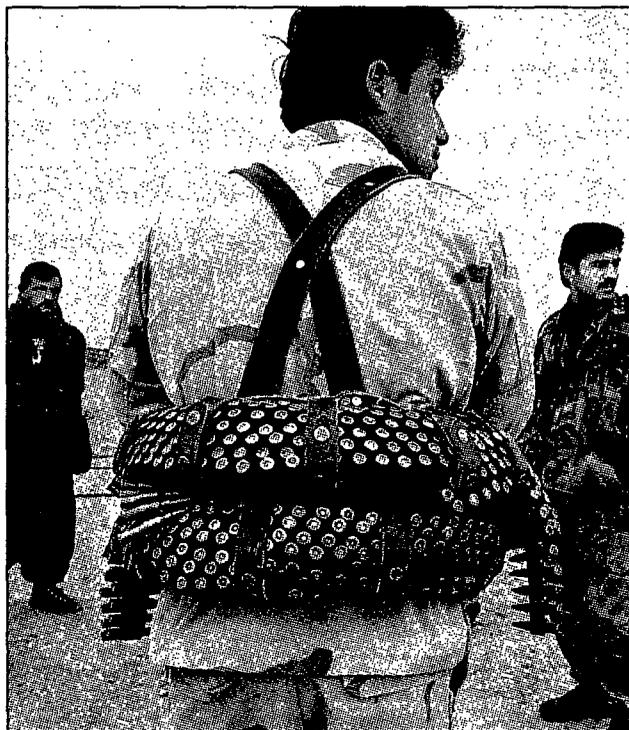
The boiling cloud of thick, poisonous fumes will blind the American and British jets on their bombing runs and make parachute drops almost impossible. Then the Iraqi defenders will sit and wait for the onslaught.

For the moment there is little movement along the front lines between Saddam Hussein's Iraq and the autonomous enclave run by the Kurds in the north. At Kala, near the city of Arbil, exchanges of fire are frequent. But at Chamchamal, 30 miles south of the eastern city of Sulaymaniyah, the lines are quiet.

Last week Iraqi troops were clearly visible along the ridges that rise above the border posts. The Kurdish *peshmerga* militia watched their enemy lazily, waiting for the American precision munitions they believe will open their way into Kirkuk.

Kirkuk, a city of 550,000, is crucial. It is likely to be the site of one of the messiest and bloodiest battles. With its huge oilfields, critical strategic position just 120 miles north of Baghdad and its full-size runway it is a key target for the Americans. Hold Kirkuk and you hold the northern third of Iraq.

The Iraqis are well aware of this. Though the disconsolate soldiers on the ridges above Chamchamal are from the 8th infantry regiment, a conscript



A Kurdish soldier at the last checkpoint on the road to Kirkuk where Republican Guards are massing. Abdullah Zaheeruddin/Getty Images

unit, Saddam has been reinforcing Kirkuk with units of the elite Republican Guard.

Kurdish officials told *The Observer* there are hundreds of tanks and artillery pieces massed around the city. In one village alone, Kamanji, there are 25 tanks and 10 anti-aircraft guns, travellers crossing into Kurdistan at Chamchamal said.

Ten miles south of Kirkuk lies the huge Khalid bin Waleed base. It is protected by minefields, rows of barbed wire and dozens of machine-gun nests and bunkers. Just beyond the camp is a large airfield where dozens of helicopter gunships and MiG fighter jets are protected by concrete bomb shelters. Around them and the city itself are four rings of interlocking bunker systems and minefields.

Although on paper Saddam's battle array around

Kirkuk looks impressive the defences around the strategic city, whether or not obscured by clouds of swirling toxic smoke, are less strong than they might seem.

Travellers report that Saddam's vaunted 'volunteer' militia are in fact press-ganged. Every night, a senior official from the Baath Party drives through Kirkuk in a red Volkswagen Passat sending out teams to conscript young men. For 4,000 Iraqi Dinar (around £1.50) the officials will 'forget' a household.

All the Kurds remember how in the spring of 1991 their lightly armed militia were able to seize Kirkuk after the militia, recruited by Saddam from certain Kurdish tribes, swapped sides. But the Kurds were only able to hold the city for 11 days before being routed by tanks and helicopters.

Now everything depends on the Americans 'With

American help we can be there in hours,' said Mustafa Chaw Rash, a senior official with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two governing parties in the northern enclave.

Yet there is little sign of any substantial presence of US forces in northern Iraq. The Turkish parliament's vote against allowing the deployment of US forces at Turkish bases has thrown Pentagon war plans into disarray. American military planners were hoping to deploy 62,000 men from the 4th Infantry Division. Now other options are being looked at, including a massive airlift of troops, possibly from the 101st or 82nd Airborne Divisions.

However there are only three usable airstrips in Kurdish-controlled Iraq and facilities are still hugely limited. The single strips are around 3,000 yards long, only just enough for a large cargo plane. The only major airfields are at Mosul, the Iraqi-held city in the north-west, and, of course, at Kirkuk.

The most likely scenario is a rapid build-up of lightly armed specialist troops protected by helicopters who would help local forces to penetrate quickly into Kirkuk and secure the strategic oilwells and the airfield.

But such a scenario brings its own problems. Kirkuk is historically Kurdish but Saddam's 'Arabisation' policy, by which Kurds have been forced out of their homes through threat of torture or worse and replaced by Arabs from farther south, means that the city is now ethnically mixed.

There is also a large number of Turcomans, a separate ethnic group of whom the Kurds have always been suspicious. Of all the cities in Iraq, the 'score-settling' in Kirkuk could be the worst.

Métamorphoses d'une société

Au cours du XX^e siècle s'est constitué un véritable sentiment national, avec l'émergence d'une intelligentsia et d'une société civile.

Du moins jusqu'à ce que le régime de Saddam Hussein leur assène le coup de grâce.

OPEN DEMOCRACY (extraits)

Londres

Ln tant qu'Etat souverain, l'Irak est une création relativement récente. Il a été institué par les Britanniques en 1919, à partir de provinces de l'Empire ottoman. Si ses frontières peuvent sembler arbitraires et restent contestées, cela ne signifie pas pour autant que l'Irak n'ait pas l'âme d'une véritable nation. L'Irak est bien plus que la somme de groupes ethniques et religieux antagonistes. C'est un pays dont le peuple s'est forgé une identité proprement irakienne. On dit souvent que la population irakienne est divisée entre les musulmans sunnites au centre, les chiïtes au sud et les Kurdes au nord, et que ces divisions constituent la base première des liens de solidarité et des sensibilités politiques, au point même de compromettre l'unité du pays.

Tous ceux qui connaissent bien l'Irak reconnaissent toutefois que cette conception est une caricature. Il est vrai que ces cloisonnements sont importants et que certaines organisations kurdes mènent depuis longtemps un combat nationaliste, mais cette image dissimule les nombreux éléments communs à ces trois groupes. A trop insister sur les scissions internes, on finit surtout par oublier que, tout au long du XX^e siècle, l'Irak a vu se développer une société civile moderne qui, avec l'évolution des réseaux politiques et culturels et des sentiments identitaires, a suscité la participation active de toutes les communautés, non pas au nom d'une quelconque solidarité communautaire, mais sur la base d'engagements idéologiques, d'intérêts commerciaux et de convictions politiques. Or c'est parce que les gouvernements successifs ont réprimé ce processus spontané, auquel le régime baasiste a donné le coup de grâce, que les scissions ethniques et religieuses constituent aujourd'hui des lignes de fracture aussi menaçantes et significatives.

En Irak, comme dans d'autres sociétés qui ont effectué la transition entre un passé colonial ou impérial et la modernité, c'est la création

d'un Etat-nation moderne qui a posé les conditions favorables à l'émergence d'une société civile. Fonctionnaires, intellectuels, enseignants, journalistes, artistes, hommes d'affaires, professions libérales et syndicats ouvriers, se sont consciemment investis dans les affaires nationales et internationales. A l'origine, ces catégories socioprofessionnelles cohabitaient avec les secteurs "traditionnels", qui regroupaient la majorité de la population irakienne, encore dominée par une organisation et une sensibilité de nature communautariste. Les intellectuels et les militants de la société civile étaient bien entendu eux-mêmes issus de ces secteurs. S'ils restaient marqués par leurs origines, ils ont néanmoins fait apparaître des modes de vie, des façons de voir et des allégeances fondées sur des bases politiques et idéologiques modernes. De même, les secteurs traditionnels ont évolué sous l'influence du capitalisme et ont adapté des éléments de leurs allégeances à l'Etat moderne et à ses sphères économiques. Les membres des tribus, par exemple, ont été dispersés aux quatre coins de l'Irak, et souvent dans des villes, ce qui ne les a pas empêchés de continuer à tisser des réseaux de solidarité adaptés aux nouvelles conditions de la modernité.

DANS LES ANNÉES 60, LE POUVOIR DES TRIBUS ÉTAIT MENACÉ

L'Etat moderne, le journalisme, les partis politiques, les professions libérales et le monde des affaires ont tous produit leur intelligentsia : des gens affranchis, au moins en partie, des liens et de la logique de parenté et des allégeances primaires. Les mémoires des personnalités publiques du début du XX^e siècle fournissent des témoignages sur ces intelligentsias, sur leurs revues, leurs ambitions politiques, leurs réunions dans les salons et cafés, leurs conspirations et leurs intrigues. Différents types de nationalisme (pan-arabe et irakien, différentes idéologies (fascisme, communisme et idées libérales) se sont mêlés et affrontés à travers différents partis, tendances et clubs. Les acteurs de ce théâtre étaient les sunnites, les chiïtes, les chrétiens, les juifs et les Kurdes. Chacun de ces acteurs était identifié en

fonction de ses origines communautaires. Mais, si elles influençaient les choix politiques, elles ne les déterminaient pas.

Les Britanniques ont gardé la haute main sur l'Irak de 1918 à 1958. Loin de chercher à encourager l'émergence d'une politique publique moderne, ils ont préféré passer des accords avec les tribus et les communautés pour s'assurer leur fidélité et leur coopération. Dans les nombreux conflits avec les nationalistes kurdes, par exemple, les gouvernements ont toujours fait appel à des tribus kurdes "loyales" qui allaient se battre en leur nom, mais dont la loyauté était généralement fluctuante et suivait les vents dominants du pouvoir et des intérêts. Et les sympathisants des mouvements religieux ont plus d'une fois été mobilisés contre les communistes prétendument athées.

Sous le gouvernement du général Kassem, qui a renversé la monarchie hachémite en 1958 et a lui-même été renversé en 1963, le pouvoir des tribus, des clans et des communautés était sérieusement menacé par des mesures progressistes, telles que les réformes agraires et la réforme de la loi sur la famille. C'est à ce moment-là que le Parti communiste irakien a fait une percée spectaculaire dans de nombreux secteurs de la population.

Ces mouvements n'étaient pas limités à la politique, mais ont consolidé les manifestations culturelles et artistiques déjà solidement établies, depuis la littérature jusqu'au théâtre et aux arts plastiques, ainsi que l'intense activité journalistique qui les accompagnait. Ainsi, des secteurs de plus en plus importants de la population ont grossi les rangs de la société civile des citoyens. Or, dans une société instable, il était inévitable que cette effervescence politique débouche sur des conflits graves. C'est à ce moment que les forces traditionnelles se sont donné une dimension idéologique, essentiellement aux couleurs du nationalisme arabe. Et ce sont précisément ces nationalistes qui ont renversé Kassem en 1963 pour instaurer un pouvoir militaire soutenu par les clans, qui déboucherait sur le régime actuel, celui du Baas, qui s'est emparé du pouvoir en 1968.

Le régime baasiste se distingue par l'étatisation autoritaire de la société civile, c'est-à-dire la répression de l'opposition ou de la dissension politique, associée à l'assimilation au sein de l'Etat de toutes les institutions et associations. Le parti Baas lui-même a été vidé de toute idéologie par des purges fréquentes, puis réduit au statut de simple vecteur de loyauté et de contrôle social. La tâche n'a pas été facile. La politique de répression sanglante et d'assimilation s'est poursuivie à un rythme régulier tout au long des années 70, culminant avec la répression finale exercée contre le Parti communiste irakien et contre toutes les factions politiques qui lui étaient associées vers la fin de la décennie. La société civile était laminée. Les citoyens furent enrôlés dans les rangs du parti, contraints de prêter allégeance à la clique dirigeante, et leurs productions intellectuelles et culturelles étaient dictées par ces considérations. Ceux qui résistaient

subissaient les horreurs classiques de l'emprisonnement, de la torture et de l'exécution, et leurs familles étaient souvent persécutées.

Un roman récent de l'universitaire irakienne Hayat Sharara raconte les souffrances, les humiliations et la paupérisation des universitaires dans les années 80 et 90. A un certain moment, les professeurs d'université, entre autres fonctionnaires, se voient enjoins de maigrir en quelques semaines, faute de quoi ils perdront leur statut et leur salaire, ou seront purement et simplement licenciés. L'on voit alors des quinquagénaires corpulents déployer des efforts aussi désespérés que douloureux pour relever le défi. La description du jour de la pesée donne lieu à une scène tragi-comique, où un grand nombre de professeurs épuisés et humiliés font des pieds et des mains pour être admis dans une petite clinique. (L'auteur du roman, professeur de littérature russe, s'est elle-même suicidée après avoir achevé son livre.) Ces épreuves sont exacerbées par la paupérisation absolue des salaires, dans les années suivant la guerre du Golfe [1991] et par les sanctions des Nations unies.

Le nationalisme moderne est né du rejet du communautarisme, du tribalisme et de toutes les identités religieuses qui faisaient obstacle à l'identité nationale et à l'allégeance à l'Etat. Toutes ces formations communautaires ont été qualifiées de retrgrades et de corrompues, associées aux forces réactionnaires et reléguées au rang de "superstitions" religieuses. L'idéologie du parti Baas - dont le nom signifie "résurrection" - se voulait le héraut d'une renaissance de l'esprit arabe, forgeant un objectif unitaire et affichant sa volonté de remplir la mission éternelle de la nation arabe. Mais, dans la pratique, le parti et le gouvernement baasistes en Irak sont tombés sous la coupe des clans alliés des tribus tikritis [de la région d'origine de Saddam Hussein]. La plupart des citoyens sont assujettis aux organes et aux réseaux du régime par l'intermédiaire des liens solidaires de parenté et d'appartenance communautaire. Dans les milieux du pouvoir, de l'Etat et de l'armée, le statut officiel est subordonné aux liens informels de parenté et aux relations avec les membres de la clique dirigeante. Dans la bureaucratie et la fonction publique, ce sont encore ces relations qui déterminent les titularisations et les promotions.

Dans les années 90, après les ravages de la guerre du Golfe, le régime de Saddam Hussein s'est ouvertement prononcé en faveur du tribalisme. Des cheikhs tribaux triés sur le volet ont été officiellement intronisés à la tête de leurs tribus, et se sont vu restituer une partie de leurs terres (confisquées par les réformes agraires précédentes) et fournir des armes, à la condition expresse qu'ils prêtent allégeance au régime et maintiennent un contrôle social et politique en sa faveur. Idéologiquement, ce revirement était ancré dans la rhétorique nationaliste, exaltant la solidarité tribale comme un élément de l'héritage arabe et des vertus traditionnelles. Or, à ce stade, la tribu n'est bien entendu pas une unité soudée sur son territoire tradition-

nel ; elle est dispersée sur diverses parties du pays, et bon nombre de ses membres sont à Bagdad, où ils exercent diverses professions. Certains "cheikhs" sont même des professionnels ou des hommes d'affaires vivant en milieu urbain. Ils se voient conférés par le régime le pouvoir d'instaurer des "tribunaux" tribaux pour régler les différends entre leurs sujets et fixer le montant des amendes. La politique officielle tend alors explicitement à détruire la société civile pour la remplacer par des formations communautaristes.

LE RÉGIME A LANCÉ UNE CAMPAGNE DE RÉPRESSION CONTRE LES PROSTITUÉES

L'un des rares apports positifs du régime baasiste tient au démantèlement des liens et des pratiques patriarcales traditionnelles. Dans les années 70 et 80, les orientations politiques du régime ont favorisé l'éducation des femmes, leur intégration massive au monde du travail et leur accès aux professions libérales (sans leur ouvrir pour autant les portes de la hiérarchie du pouvoir). Les réformes de la loi sur la famille, amorcées par le régime de Kassem puis relancées par les baasistes dans les années 70, ont atténué certaines dispositions de la charia défavorables aux femmes. Ces initiatives visaient peut-être à défier les institutions et les autorités religieuses, afin d'affaiblir les liens patriarcaux pour renforcer l'allégeance au régime et à ses idéologies.

Mais le régime a de nouveau fait machine arrière dans les années 90, en revenant sur beaucoup de ces mesures positives. Ainsi, le Code pénal a réinscrit les "meurtres d'honneur" des femmes adultères, en exonérant les assassins des peines habituellement réservées aux meurtriers. Dans une démonstration criante des violences infligées aux femmes, la police du régime a récemment lancé une campagne de répression contre les prostituées présumées, qui étaient décapitées sur la place publique à Bagdad et dans d'autres villes. Ce recours aux valeurs et aux pratiques patriarcales s'inscrivait dans le cadre de la politique de Saddam Hussein, qui se réclame de plus en plus d'une identité religieuse et de la rhétorique de l'islam.

Les symboles et les slogans religieux ont effectivement pris une place croissante dans les discours et les pratiques du régime. Pendant la guerre contre l'Irak, Saddam Hussein opposait aux revendications religieuses des Iraniens sa

propre légitimité, affirmant descendre du Prophète et multipliant les apparitions publiques dans les mosquées. Ce renversement des positions résolument laïques du parti Baas a été accentué après la guerre du Golfe, lorsque Saddam Hussein a tenté de se rallier aux islamistes arabes pour affirmer son hostilité à l'égard de l'Amérique et de l'Occident.

Mais les chiïtes ont décelé dans cet opportunisme religieux une manifestation d'hostilité à leur endroit. La rhétorique anti-iranienne constituait une attaque à peine voilée contre une religion qui était qualifiée d'étrangère et d'hérétique. Le discours des panarabistes contre l'Irak opposait clairement les sunnites aux chiïtes. Le régime a toujours combattu l'indépendance de l'institution chiïte et s'est employé à persécuter ses représentants. Parallèlement, il s'efforce d'attirer dans son giron les autorités sunnites en leur ordonnant de lancer une fatwa (un édit religieux) à l'encontre de leurs ennemis chiïtes. Plus récemment, le journal *Babil*, dirigé par l'un des fils de Saddam Hussein, Oudai, a publié un article prétendant ainsi que le mélange des sexes dans certaines cérémonies religieuses chiïtes favorisait la promiscuité sexuelle et que les oulémas chiïtes encourageaient ces pratiques afin d'accroître les effectifs de leur secte ! Il s'agit là d'une nouvelle offensive visant à promouvoir les identités communautaires au détriment des notions et des pratiques fondamentales de citoyenneté.

Quelles sont les chances de voir renaître en Irak une société civile de citoyens actifs ? Sous le régime actuel, ou sous tout régime similaire qui s'y substituerait, elles sont très minces. Quel type de régime faudrait-il alors pour favoriser, ou du moins permettre, le retour d'une participation populaire autonome à la vie politique et culturelle ? De toute évidence, seul un Etat de droit démocratique et pluraliste s'y prêterait... Mais cela paraît utopique. Car, si le régime actuel est renversé, il ouvrira essentiellement la voie à des forces communautaires, religieuses et tribales. Il n'existe actuellement dans le pays aucune institution ou formation indépendante susceptible de gouverner et d'assurer la transition, mais il y en a à l'extérieur : elles sont en exil. Les puissances chargées d'assurer le changement de régime préféreront sans aucun doute traiter avec des chefs et des leaders qui ont les moyens d'agir, ce qui précis-

SOLITUDE

Les Kurdes, à contre-courant !

■ "Aujourd'hui, les Kurdes se retrouvent perdus et esseulés, note Al Hayat. Alors que les gens cherchent généralement à s'installer dans les centres, ils ont décidé de vivre à la marge. Ainsi, tandis que d'autres peuples se sont installés dans les vallées ou à proximité de la mer, les Kurdes se sont empressés de fuir vers les montagnes. Ils ont ainsi tourné le dos au monde extérieur. Mais, lorsqu'ils se sont rendu compte que d'autres avaient érigé des Etats vis-à-vis desquels on leur demandait de se soumettre, ils ont crié à la révolte. Dès lors, ils n'ont cessé de vouloir montrer qu'ils existaient. C'est ce contexte de lutte et de solitude qui a fait que les Kurdes n'ont que peu produit sur le plan intellectuel ou artistique."

ment est antinomique avec la résurgence d'une société civile et d'une sphère publique saines. D'autres exemples dans la région ont pourtant montré que, sans être véritablement démocratiques, les régimes décentralisés peuvent susciter une vie politique et culturelle.

On trouve au Liban et en Iran une pluralité de centres de pouvoir, dont certains sont dirigés par des chefs qui exercent généralement un

pouvoir autoritaire ; mais le simple fait qu'il y ait plusieurs centres de pouvoir autorise une certaine marge de manœuvre dans les sphères politique et culturelle. Avant la guerre civile, le Liban présentait un paysage comparable : une vie culturelle et intellectuelle animée, faisant intervenir une multiplicité d'acteurs, mais dans un système politique gouverné par des dirigeants corrompus et autoritaires. Les combats poli-

tiques et culturels de l'Iran actuel sont également caractéristiques d'un régime éclaté sur plusieurs centres de pouvoir. Si le nouveau régime irakien débouche sur le pluralisme politique, il pourrait alors susciter la résurgence d'un certain type de société civile. Mais peut-être cette perspective est-elle trop optimiste.

Sami Zubaida

IRAK

La bombe à retardement kurde

HA'ARETZ
Tel-Aviv

Le ministre des Affaires étrangères turc, Yasar Yakis, n'a pas mâché ses mots quand il a expliqué les principes qui sous-tendent les négociations de son pays avec l'administration américaine. La Turquie veut un représentant turc au sein du gouvernement irakien qui sera mis en place après la chute de Saddam Hussein, a affirmé Yakis – "parce que nous connaissons les acteurs du conflit mieux que quiconque et que nous pouvons empêcher les Américains de commettre des erreurs". Ces remarques avaient été interprétées comme une déclaration de guerre : pas nécessairement une guerre contre l'Irak, mais une guerre entre les Kurdes et les Turcs, entre les Kurdes et les Américains et entre les Turkmènes [population turcophone en Irak] et les Kurdes.

"L'Histoire va bientôt enregistrer un nouveau désastre pour les Kurdes", écrit Bakhtiar Zahedi, membre du parti kurde de Djalal Talabani [l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)], l'un des deux principaux partis qui contrôlent le nord de l'Irak. "Ce nouveau plan implique une nouvelle trahison des Kurdes, poursuit Zahedi. L'école Kissinger – qui prône le mensonge et la trahison – n'est pas près de disparaître. Le président Bush prend pour prétexte les victimes d'Halabja [en référence à l'attaque chimique sur le village kurde d'Halabja, au nord de l'Irak, en 1988] afin de s'attirer le soutien de l'opinion publique. Mais il ne s'engage pas à protéger les citoyens du Kurdistan, comme si le peuple kurde et le peuple irakien n'avaient pas suffisamment souffert lors du premier épisode avec George Bush père." [Allusion au lâchage américain des opposants kurdes et chiites après la guerre du Golfe de 1991.] D'autres représentants kurdes brandissent la menace d'une guerre entre les Kurdes et les Turcs si les principes des accords turco-américains sont mis en application.

▲ La Turquie aux Etats-Unis : "J'ai d'abord quelques conditions." Sur le panneau : Nord de l'Irak (Kurdistan). Dessin d'Habib Haddad paru dans Al Hayat, Londres.

FAIRE DU NORD DE L'IRAK UNE AUTRE CHYPRE

D'après les termes du projet d'accord turco-américain, les forces turques seraient autorisées à pénétrer en Irak jusqu'à 60 kilomètres de profondeur. Officiellement, leur objectif est d'empêcher l'entrée en Turquie de réfugiés kurdes ou irakiens. Le gouvernement turc envisageait de déployer environ 40 000 hommes qui viendraient s'ajouter aux 12 000 soldats turcs déjà présents au nord de l'Irak.

L'administration américaine voulait réduire la taille de cette armée et

désirait qu'elle soit sous commandement américain. Cette proposition a été rejetée par Ankara, qui a seulement accepté de coordonner son activité militaire avec les Américains et a exigé le désarmement des Kurdes après la fin de l'offensive. "Nous nous opposerons à toute intervention militaire turque", a menacé le porte-parole du Parti démocratique kurde de Massoud Barzani. "Les Américains et les Britanniques qui veulent libérer l'Irak feront piètre figure quand leurs alliés – les Turcs et les Kurdes – en viendront aux mains."

Les Kurdes craignent que la Turquie ne mette en place une autre Chypre, au nord de l'Irak, et, selon eux, les alliés des Turcs en Irak, les

Turkmènes, se préparent depuis longtemps à servir d'avant-garde à l'armée turque. Les 2 millions de Turkmènes en Irak servent également de prétexte pour l'incursion turque attendue dans la région. Le but de cette manœuvre est de protéger "les minorités persécutées qui sont en danger de disparition", expliquent les Turcs.

Le Front turkmène, une organisation qui représente les minorités turkmènes en Irak, revendique la "propriété" de Kirkouk. Ses porte-parole font valoir leur droit historique : ce sont les Turkmènes et non les Kurdes, selon eux, qui administrent la ville depuis des générations. Ils affirment également que la région de Kirkouk est en majorité turkmène. Des Turkmènes sont incorporés dans la "force de séparation" turque qui patrouille dans les régions kurdes depuis le cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre fratricide entre les partis de Talabani et Barzani. Cette force est financée en partie par les Américains et dispose également de camps d'entraînement. Il y a de bonnes raisons de penser qu'une milice turkmène s'est formée au cours des dernières années et qu'elle se battra aux

côtés des Turcs contre les Kurdes si la guerre éclate et entraîne une violente confrontation.

Pour la Turquie, un éventuel



Courrier
INTERNATIONAL

DU 6 AU 12 MARS 2003

accord avec les Américains doit indiquer que les Kurdes seront désarmés après la guerre contre l'Irak. Car, si les Kurdes conservent du matériel et des armées, la région risque de se transformer en un champ de bataille permanent. Des membres du gouvernement turc n'ont pas manqué de rappeler aux Américains les conséquences de l'absence de désarmement des moudjahidin, les guérilleros islamiques, en Afghanistan. Mais, même si les Américains se montrent compréhensifs, les deux parties n'ignorent pas qu'il sera impossible de confisquer toutes les armes des Kurdes.

De leur côté, les Kurdes considèrent l'accord comme un complot turco-américain susceptible de conduire à la mise en place d'un régime turc au nord de l'Irak. Dans son appel aux dirigeants kurdes, le Dr Kamal Mirawdelli [poète et écrivain kurde vivant en Angleterre] écrit : "Est-il juste de demander aux Kurdes de ne plus penser à un Etat fédéral en Irak, de ne pas reprendre Kirkouk et Mossoul [aux mains de Saddam Hussein], d'accepter l'invasion par l'armée turque et d'empêcher les réfugiés kurdes de Kirkouk de rentrer chez eux ?" L'appel de cet intellectuel kurde fait écho au sentiment d'amertume croissant dans les partis kurdes et chez les centaines de milliers de réfugiés kurdes qui envisagent de retourner dans les villes irakiennes d'où ils ont été chassés. Ce sera un cauchemar pour les Turcs, qui craignent un afflux de réfugiés dans ces villes riches en pétrole, les empêchant ainsi de prendre le contrôle de la région et l'éventualité d'une association entre Turcs et Américains pour exploiter les ressources pétrolières.

"Personne ne croit plus aux promesses et aux accords", affirmait un courriel envoyé par un représentant du parti de Barzani. "La tension est à son comble

SOLIDARITÉ

Non à la guerre contre les Kurdes

■ "Les Etats-Unis auraient promis à la Turquie qu'on ne laisserait pas un Etat kurde se constituer dans le nord de l'Irak et que toutes les armes actuellement en possession des partis kurdes seraient confisquées à la fin des opérations contre l'Irak", avertit le quotidien islamiste turc Zaman. "Si d'aventure la Turquie entrait en guerre sur la foi de ces promesses, nous nous trouverions sur le plan historique dans une situation absurde. En effet, il est fort peu probable que les faits se déroulent de cette façon. Tout le monde sait cela, y compris les Etats-Unis. La communauté internationale risque de percevoir la Turquie comme l'acteur d'une politique totalitaire qui n'a de cesse d'empêcher le processus conduisant les Kurdes d'Irak vers la liberté et l'autodétermination."

et les gens sont prêts à se battre contre quiconque pourrait porter atteinte aux droits des Kurdes, que ce soient les Américains ou les Turcs. Nous avons beau nous réjouir de la venue des Américains et attendre d'eux la libération de l'Irak, s'ils remplacent Saddam Hussein par une occupation turque, nous serons sans doute forcés de les combattre. Nous sommes nombreux à garder un souvenir cuisant des précédentes trahisons américaines."

Les Kurdes savent aujourd'hui que les Américains ont l'intention de mettre en place un gouvernement militaire américain en Irak et que l'opposition irakienne n'aura pas voix au chapitre. Les Kurdes seront exclus de ce scénario ; les espoirs d'un Etat fédéral irakien risquent d'être anéan-



AP-Sipa

■ **Le Kurde**
Fils de Mustapha Barzani, personnage illustre de la lutte des Kurdes d'Irak, Massoud Barzani est né en 1946 à Mahabad (Iran). En 1979, il est élu à la tête du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Aujourd'hui, il se trouve à la tête de la partie la plus puissante de la zone

autonome kurde irakienne, qui comprend les préfectures de Dohouk et d'Erbil. Cette région a en effet bénéficié du statut de zone de transit entre l'Irak et la Turquie, ce qui lui a permis d'engranger d'importants revenus douaniers, actuellement remis en cause par la Turquie. La préfecture de Souleimanieh est, quant à elle, contrôlée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, grand rival de Barzani.

tis et les revenus pétroliers dont les Kurdes ont profité ces douze dernières années pourraient tomber entre des mains étrangères. Les bénéficiaires en seraient la Turquie ou des compagnies internationales, notamment américaines et britanniques.

"Au lieu d'un front au nord qui permettrait aux Américains de prendre le contrôle du pays, comme ce fut le cas en Afghanistan, les Etats-Unis risquent de se retrouver avec un front kurde qui lui rendra la vie impossible, affirme un commentateur turc. Au lieu de libérer Bagdad, les Américains seront alors réduits à jouer le rôle de force d'interposition entre la Turquie et le Kurdistan."

Zvi Bar'el

En Turquie, près de la porte de Habur, l'état d'urgence levé récemment a été réimposé

SILOPI

de notre envoyé spécial

Silopi vit en état de siège comme si de rien n'était. Malgré l'imminence du conflit, les postes de contrôle aux alentours, l'omniprésence des militaires en armes et les représentants des télévisions étrangères, de plus en plus nombreux, les habitants de cette ville frontière située à 15 km de la porte de Habur - le passage prévu par les Américains pour le front nord irakien - semblent vouloir tout bonnement ne pas faire attention à cette guerre si proche.

A les entendre, on a cette étrange impression de se trouver dans une ville à mille lieux des inquiétudes du reste de la planète. « Cela fait vingt ans que nous vivons cela, affirme un commerçant, assis devant sa petite télévision qui diffuse en boucle les images consacrées à la crise irakienne. L'état d'urgence qui avait été mis en place dès le début des années 1980 n'a été levé que depuis quelques mois, et voilà que cela recommence. » Le conflit opposant l'armée régulière à la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, sépa-

riste) a laissé la région exsangue et la population de Silopi dans une sourde résignation.

Aujourd'hui, les villages environnants sont à nouveau interdits à la presse, comme à la pire époque des années 1990. La fermeture, il y a plus de deux semaines, du poste frontière au transport routier a été perçue comme un nouveau coup dur pour l'économie de la ville, qui se retrouve avec plus de 16 000 chauffeurs de camion au chômage forcé. « Depuis que les gens ont entendu parler de la guerre, ils n'achètent plus, explique

le jeune vendeur d'une armurerie du centre-ville. A vrai dire, ils s'en moquent. En 1991, nous avons fait venir dix masques à gaz sans en vendre un seul. Cette fois-ci, nous n'en avons même pas commandé. »

CONVOIS MILITAIRES

Lundi matin, une dizaine de soldats américains en tenue de combat ont inspecté les derniers tronçons de route menant à la frontière irakienne. En provenance de la base de Mardin (sud-est), ils ont attentivement examiné la structure du dernier pont, situé



à 10 km au nord de Silopi. Les derniers préparatifs avant la déferlante annoncée de l'armée américaine semblent, pour le moment, encore laisser froides la plupart des personnes interrogées. « Pen-

dant la guerre du Golfe [de 1991]. Silopi n'a pas reçu de bombes », est-il rappelé de façon unanime.

En attendant le passage des soldats américains, l'armée turque est sur le pied de guerre depuis des

mois. D'après différentes sources locales, les effectifs de l'armée pourraient actuellement s'élever à près de 50 000 soldats répartis en arc de cercle autour de Silopi, à partir des montagnes de Cudi, au nord, jusqu'à la porte de Habur, au sud, en longeant la rivière Hezil Cay (Nahr Al-Khabur), qui sépare les deux pays.

Depuis des semaines, les convois militaires turcs se succèdent sur les principaux axes routiers menant à la frontière. « Un jour, j'ai compté 60 bus remplis de soldats. Ensuite, j'ai été bloqué pendant plus de deux heures sur la route pour laisser passer un long convoi de camions transportant du matériel lourd », dit un autre com-

merçant. Certaines unités auraient déjà rejoint les localités irakiennes de Bamarni et Batoufa, où plusieurs milliers de militaires turcs sont installés à demeure. Selon le quotidien proche du gouvernement d'Ankara, *Yeni Safak*, un certain nombre de chars et de véhicules blindés sont entrés en Irak par la porte de Habur le 9 mars.

« Ils veulent empêcher les Kurdes de jouer un rôle dans l'après-Saddam Hussein et en finir avec les combattants du PKK retranchés dans les montagnes plus à l'est, au nord de l'Irak. Mais aujourd'hui, les organisations kurdes [qui contrôlent la partie nord de l'Irak] ne veulent plus laisser l'armée turque faire comme bon lui semble. Le nord de l'Irak, ce n'est pas Chypre ! On verra bien ce que diront les Américains une fois sur place », prévient un ancien de Silopi parti suivre des études de sciences sociales à Diyarbakir (sud-est).

Dans une cantine du centre-ville, un membre des commandos de l'armée turque, reconnaissable à son béret bleu vissé sur la tête, sirote un thé dans un silence qui en dit long. « Pourquoi voulez-vous que cela soit dur ? Cette région est notre maison, et on se sent toujours bien chez soi », assène le militaire, avant de filer dans une voiture banalisée en direction de la frontière. « On est contre la guerre, ose un des rares clients du magasin. Mais cette situation a trop duré. On aimerait que tout cela soit fini, et le plus vite possible. »

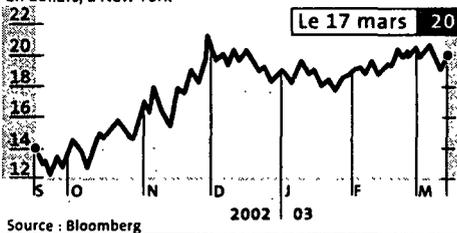
Nicolas Bourcier

Les entreprises américaines se disputent déjà la reconstruction de l'Irak

CHRONIQUE DES MARCHÉS

ACTION HALLIBURTON

En dollars, à New York



Source : Bloomberg

cours du mois de mars. Les noms des sociétés contactées pour se mettre sur les rangs n'ont, là encore, pas été divulgués, mais le *Wall Street Journal* en citait cinq, spécialisées dans les grands projets d'ingénierie, de construction et de gestions de projets dans l'énergie : Bechtel, Fluor, Louis Berger, Parsons et Halliburton.

Ces entreprises ne sont pas forcément connues (seules Fluor et Halliburton sont cotées) mais elles ont déjà participé à des efforts de reconstruction (Koweït, Bosnie), et/ou sont déjà bien installées au Proche-Orient. Surtout, ces cinq firmes sont bien introduites auprès du gouvernement américain. Elles ont contribué pour 1,86 million de dollars au financement du Parti républicain entre 1999 et 2002 et Halliburton a même été dirigée jusqu'en 2000 par l'actuel vice-président, Dick Cheney.

UN JACKPOT POUR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Mais les contrats pour la reconstruction d'infrastructures ne sont qu'un hors-d'œuvre : le plat de résistance, ce sont les contrats à venir de réhabilitation des puits de pétrole. L'Irak possède des réserves de 112 milliards de barils, les plus importantes au monde après l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, la production tourne à 2 millions de barils par jour mais elle pourrait monter à 8 millions après investissements de modernisation. Beaucoup d'experts pensent que ce marché devrait profiter avant tout aux nombreuses entreprises américaines d'équipements et services pétroliers, dont certaines sont proches de l'administration Bush. Ce qu'ont bien compris les investisseurs qui ont fait grimper l'indice Standard & Poor's des équipementiers pétroliers de 5 % en une semaine.

Gaëlle Macke

AVANT MÊME que la guerre en Irak ne soit lancée, les économistes déjà multiplient les scénarios sur le coût de la reconstruction. Car quelle que soit l'issue du conflit, le vainqueur se retrouvera sur un champ de ruines laissé par trois guerres en moins de trois décennies et douze ans de sanctions internationales. Dans une étude, William Nordhaus, professeur à l'université de Yale, estime que l'après-conflit coûterait de 100 à 600 milliards de dollars environ sur dix ans, dont 75 à 500 milliards de dollars pour l'occupation et le maintien de la paix, de 30 à 105 milliards pour la reconstruction et de 1 à 10 milliards pour l'aide humanitaire. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) évalue quant à lui le coût de la reconstruction à 10 milliards de dollars par an.

LE VASTE CHANTIER DE LA RECONSTRUCTION

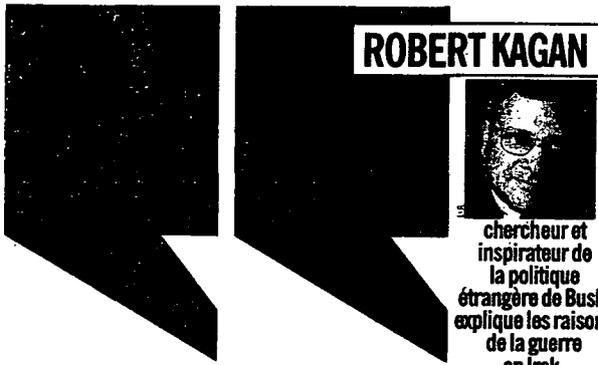
George W. Bush entend mener le plus ambitieux projet de reconstruction depuis le plan Marshall pour l'Europe de l'Ouest de 1947. Du coup, le malheur des uns faisant les affaires des autres, nombre d'entreprises se pressent déjà pour participer à l'après-conflit. Et manifestement, selon le *Wall Street Journal* des lundis 10 et 17 mars, le gouvernement des Etats-Unis a décidé de faire la part belle aux entreprises privées américaines, et notamment à celles qui ont su ménager leurs entrées à Washington. Le quotidien américain fait état d'un plan pour l'attribution d'une enveloppe de 1,5 milliard de dollars de contrats confidentiels avec des sociétés privées, alors que seuls 50 millions seraient prévus pour une poignée d'organisations non-gouvernementales et agences de l'ONU, traditionnellement impliquées dans les travaux de reconstruction, comme au Kosovo ou en Afghanistan.

Ainsi, le Génie militaire américain a lancé un

appel d'offres pour un contrat d'un an d'environ 100 millions de dollars pour des travaux de reconstruction au Proche-Orient. Seules treize entreprises américaines, dont les noms n'ont pas été révélés, ont été approchées. De même, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a dû confirmer les informations du quotidien financier quant à un appel d'offres discrètement lancé auprès de quelques entreprises américaines portant sur un total de 900 millions de dollars pour remettre en état les systèmes d'adduction d'eau, des routes, des ports, des hôpitaux et des écoles.

LES ENTREPRISES AMÉRICAINES PRIVILÉGIÉES

L'USAID a fait savoir qu'« en raison de l'urgence et du caractère unique de ces travaux », elle avait établi « une procédure limitée de sélection des sociétés pour l'attribution des contrats ». A l'heure actuelle, un seul contrat a déjà été attribué par le gouvernement, à International Resources Group ; il concerne la logistique dans l'Irak de l'après-conflit, et s'élève à 7,1 millions de dollars. Les autres contrats seront attribués au



Pour les Américains, il n'y a pas de paradis sur terre

Pourquoi George W. Bush a-t-il décidé de faire la guerre à l'Irak?

L'Irak a été l'un des problèmes majeurs de la politique étrangère américaine dès les années 90. Il faut se souvenir que le premier responsable américain à avoir évoqué un changement de régime en Irak et le renversement de Saddam Hussein a été Madeleine Albright (secrétaire d'Etat de Clinton, ndlr). Bill Clinton a failli déclarer la guerre en février 1998 et a bombardé l'Irak en décembre 1998. 98 sénateurs (sur 100) ont voté la loi pour la libération de l'Irak qui prévoyait une aide de 100 millions de dollars à l'opposition irakienne pour l'aider à renverser Saddam Hussein... Même sans le 11 septembre, il y aurait eu, tôt ou tard, une confrontation avec Saddam...

Il s'agit avant tout d'un problème de sécurité régionale. Saddam a été un agresseur par le passé, rien n'indique qu'il ait abandonné ses ambitions. Sans compter les armes de destruction massive qu'il a cherché à amasser et qu'il a utilisées, contre les Iraniens et son propre peuple. Il ne s'agit pas d'une croisade. Bien sûr, les Etats-Unis n'ont jamais lancé d'action militaire sur le globe sans proclamer qu'ils veulent laisser derrière eux un gouvernement démocratique. Nous ne sommes pas entrés en guerre en 1943 pour démocratiser l'Allemagne et le Japon, mais c'est ce que nous avons fini par faire. Je ne crois pas que Bush soit d'abord animé par la volonté d'apporter la démocratie au Moyen-Orient. Il sera très difficile d'y parvenir, et quiconque croit pouvoir le faire en envahissant l'Irak est beaucoup trop optimiste. Cela dit, notre objectif dans cette région doit-il être d'en améliorer les régimes ou de protéger les dictatures? Si on installe un gouvernement plus libre en Irak, et il est difficile de faire moins libre que celui

qui est en place à Bagdad, cela aura naturellement un effet sur l'ensemble du monde arabe...

Mais l'objectif de la résolution 1441 est le désarmement de l'Irak...

Ce n'est qu'une concession de Bush à la communauté internationale. Je ne suis pas leur porte-parole, mais personne par-

mi les responsables de l'administration Bush n'a jamais cru pouvoir résoudre le problème de l'Irak par le seul désarmement. La vision dominante est celle donnée par le vice-président Dick Cheney en août 2002 - fondamentalement les inspections ne peuvent pas marcher. La résolution 1441 a été un compromis entre ceux qui pensent qu'il faut se débarrasser de Saddam Hussein et ceux qui veulent éviter la guerre.

Il n'y a pas de raisons économiques à cette guerre, tel le pétrole?

Je suis certain que ce n'est pas la raison de cette guerre. Il y a du pétrole en Irak, c'est évident. On ne ferait pas tellement attention à l'Irak s'il n'y en avait pas. Mais je ne crois pas que la France ou les Etats-Unis agissent pour le pétrole. Si c'est tout ce que les Etats-Unis veulent, il y aurait un moyen beaucoup plus simple et moins coûteux de l'obtenir: lever les sanctions de l'ONU et normaliser nos relations avec Saddam. Faire la guerre pour le pétrole est la manière la plus difficile de s'en assurer.

Les Européens volent dans la politique de Bush la preuve d'une ambition néo-impérialiste des Etats-Unis, de leur volonté d'asseoir leur hégémonie.

La politique des Etats-Unis vise depuis longtemps à préserver leur suprématie dans le monde. Le dire noir sur blanc dans un Document de sécurité nationale (publié en septembre dernier par l'administration Bush, ndlr) est une marque de franchise. Depuis la fin de la guerre froi-

de, les Etats-Unis ont une stratégie dite «des deux guerres». Ils ont consacré des sommes énormes à la défense nationale, pour maintenir leur suprématie militaire mondiale. De nombreux diri-

geants américains pensent que, dans le monde d'aujourd'hui, cette suprématie est probablement la meilleure des choses. Avec tous leurs défauts, les Etats-Unis sont une superpuissance plutôt bienveillante. Les Européens eux-mêmes n'en ont pas vraiment peur. Sinon, ils auraient bien d'autres manières de s'y opposer que de voter contre eux au Conseil de sécurité...

Du point de vue américain, l'opposition à la guerre des Européens vient au contraire d'un manque de courage ou d'un «nationalisme européen» anti-américain...

Je ne le crois pas. Les Européens perçoivent les actions des Etats-Unis contre l'Irak comme une menace à leur concep-

tion de ce que doit être l'ordre international, où la seule source de légitimité lorsqu'il s'agit d'user de la force doit être le Conseil de sécurité. Ils n'ont pas toujours eu cette conception - au Kosovo, ils sont intervenus sans résolution de l'ONU.

Ce débat est le principal enjeu de la confrontation actuelle. Les Européens sont le produit de leur histoire, une histoire faite de guerres mondiales mais aussi inspirée par la construction de l'Union européenne, que je considère comme un véritable miracle géopolitique. Sur le continent européen, la force armée n'est plus un outil des relations internationales. Tandis que les Américains ont prouvé qu'ils sont prêts à employer, et fréquemment, la force armée -

«Les raisons de la guerre en Irak ne sont ni la démocratie au Moyen-Orient, ni le pétrole. Il s'agit d'un problème de sécurité régionale.»

à sept ou huit reprises au cours des quatorze dernières années. Du coup, les Européens pensent que les Américains ont le doigt trop lesté sur la détente. Les Américains considèrent, eux, la force armée comme légitime.

**Dans votre livre, vous reven-
diquez la métaphore des
Etats-Unis en shérif qui fait
régner la loi et l'ordre dans le
monde. Peut-il le faire contre
la volonté des villageois?**

Cela complique évidemment les choses si les villageois en viennent à avoir plus peur du shérif que des hors-la-loi! Il n'est pas souhaitable non plus que le shérif tourne le dos à la ville. Les risques sont partagés, me semble-t-il. Certains pays européens, dont la France, sont en train de saper leurs propres objectifs avec leur diplomatie actuelle. Mais si le but est de dompter la puissance globale que sont les Etats-Unis, de la lier autant que possible au système légal international dont les Européens sont les avocats, il y a des manières plus intelligentes de le faire. Le risque pour les

Européens est qu'une nouvelle génération de dirigeants américains considère que le Conseil de sécurité n'est pas un endroit fréquentable, ce qui serait une vraie défaite pour la vision européenne de l'ordre international. Il ne faut pas oublier que pendant les 40 ans de la guerre froide, les Américains n'ont jamais pris au sérieux le Conseil de sécurité, en raison des veto soviétiques. Ce n'est que pendant une brève période post-guerre froide qu'il est devenu possible pour Washington de se tourner vers l'ONU. Cela n'a pas été rien d'amener George W. Bush à aller devant le Conseil de sécurité demander l'autorisation d'agir...

**Un système unipolaire avec
les Etats-Unis pour centre et la
force pour instrument peut-il
être stable?**

Je n'ai jamais suggéré que la force soit la réponse à tous les problèmes. La force armée est un instrument nécessaire, mais qui ne sera employé qu'avec beaucoup de circonspection, dans des cas extrêmes. Les Européens doivent reconnaître que dans certains cas on ne peut l'éviter. Quant au monde «unipolaire», je le crois assez stable. Quelle est l'alternative «multipolaire»? L'Europe n'est pas encore un pôle, si on prend la puissance militaire au sérieux. On ne peut pas décréter un monde multipolaire. Ce serait différent si les

Européens avaient fait les efforts pour créer un pôle réel. Mais les vrais pôles alternatifs sont la Chine, ou la Russie dans l'avenir. Je préfère donc un monde unipolaire avec les Etats-Unis... De plus, l'Histoire a montré que les mondes multipolaires ne sont pas plus stables que les autres - regardez les XVIII^e, XIX^e ou XX^e siècles et leurs guerres...

**Mais les Etats-Unis n'ont-ils pas tout
fait pour empêcher l'émergence d'une
Europe puissante?**

Pas toujours. Par exemple, au début de la guerre froide, les Etats-Unis ont plaidé pour une Europe militaire puissante et c'est la France, par crainte de l'Allemagne, qui n'en a pas voulu. Cela dit, sur le long terme, il est vrai que les Etats-Unis se sont opposés à une Europe puissante. Je pense qu'ils ont eu tort. Un continent européen indépendant serait un contrepoids utile. Mais je ne suis pas sûr que les Européens soient prêts à en payer le prix.

**La force armée est-elle vraiment la ré-
ponse aux menaces du XXI^e siècle? Que
peut faire toute la sophistication de l'ar-
mement américain contre
un Ben Laden?**

Tout d'abord, tous les quatre ans depuis la fin de la guerre froide, la perception de la «menace» a changé. On a parlé de menace géo-économique globale. Puis on ne parlait plus que des «conflits ethniques». Aujourd'hui, c'est le «terrorisme». Il faut être prudent. Nul ne sait en réalité quelles seront les menaces du futur. Je ne dis pas que la puissance militaire soit la réponse à tout. Mais dans la plupart des régions du monde, l'exercice de la puissance demeure le premier mode opératoire. L'Europe vit dans une situation particulière, posthistorique ou postmoderne. Peut-être la phase ultime de la civilisation humaine. Il y a une dichotomie entre l'Europe et le reste du monde, et même entre l'Amérique et l'Europe. C'est Robert Cooper (un diplomate britannique, ndlr), qui est aujourd'hui conseiller de Javier Solana (le responsable de la politique étrangère commune de l'Union européenne, ndlr), qui dit que l'Europe vit dans un monde postmoderne, l'Amérique dans le monde moderne. Je crois certes au progrès humain, mais seulement jusqu'à un certain point. C'est là le désaccord fondamental entre l'Europe et l'Amérique. A quel stade sommes-nous de l'évolution de l'Histoire?

Les Européens sont plus optimistes, en raison de leur expérience multipolaire au sein de l'Union européenne. Mais pour les Etats-Unis, qui entretiennent des dizaines de milliers de soldats au Japon et en Corée, et qui assurent la sécurité dans le Golfe, il n'y a pas de paradis sur terre. Ils vivent dans un monde où la force militai-

re compte.

**Mais l'Amérique est-elle vraiment prête
à porter ce fardeau de gendarme du
monde, et le sera-t-elle toujours? Que se
passera-t-il avec une autre administra-
tion républicaine, ou démocrate?**

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, c'est le pilier de la diplomatie américaine. C'est un fait. Ces dernières années, les Etats-Unis sont entrés en guerre au Panama, en Bosnie, en Haïti, au Kosovo, dans le Golfe. Regardez Clinton, un démocrate élu sur le slogan «Il n'y a que l'économie qui compte, imbécile!» Et qu'est-ce qui est arrivé? Le monde a rattrapé Clinton. La même chose est arrivée à Bush. Le monde finit toujours par rattraper les présidents américains. L'Amérique est tellement engagée dans le monde, tellement au centre de tout, que même les présidents qui promettent d'être humbles, qui disent ne pas nourrir de grands desseins pour la conduite du monde, finissent par le faire...

**Quel avenir pour les liens
transatlantiques après cette
guerre?**

Je suis optimiste, mais davantage par nostalgie que par analyse. L'Irak est une crise aiguë qui révèle des fissures majeures, mais il n'y aura pas une crise irakienne tout le temps. Une fois la guerre terminée, la poussière retombera. Trop de choses lient les Etats-Unis à l'Europe - l'économie, la philosophie politique, l'histoire. Bien sûr, je ne vois ni les Européens ni les Américains changer fondamentalement leur perception du monde et leur conception de l'usage de la force. D'un autre côté, il y aura aux Etats-Unis une réaction à la pénible expérience de ces derniers mois avec les alliés. Que ce soit cette administration ou la prochaine, il y aura un effort pour améliorer les relations, montrer que les Etats-Unis peuvent aussi être un bon citoyen du monde. Les Américains n'aiment pas se sentir aussi totalement déphasés par rapport à leurs plus proches alliés.

D'un autre côté, il existe une rage sans précédent, que je ne partage pas, contre certains alliés, et notamment la France. C'est une réalité, mais, à mon sens, les Etats-Unis préféreront jouer l'apaisement. Le fossé demeurera. Il ne s'agit pas de le combler, mais d'apprendre à le gérer. On peut voir cela comme un compromis qui n'est pas très glorieux, mais la diplomatie est faite de ce genre d'arrangement ●

Recueilli par PATRICK SABATIER
et FRANÇOIS SERGENT



TIME
Europe's Newsmagazine

MARCH 10, 2003

By JOHANNA MC GEARY

ONE OF THE GRAVEST RESERVATIONS held by opponents of a new war on Iraq is what would happen afterward. Even if the Bush Administration proves correct in assuming a quick military success, the postwar peace, by all accounts, would be a messy affair. Yet some who support the war believe destroying Saddam Hussein's regime would bring sweeping benefits to the entire Middle East. Though it has leaked a satchel of scenarios for beating Saddam's army, the Administration has said barely a word about managing the perilous aftermath. So there was President George W. Bush last week, posed before a panoply of U.S. flags to spell out his grand vision for Iraq: a brutalized land remade by war in the American colors of democracy, prosperity and peace. The bold promise extended, he said, to the entire Middle East, where the "dramatic and inspiring example" of Iraq's liberation would set "a new stage for Middle Eastern peace" and "show the power of freedom to transform that vital region by bringing hope and progress into the lives of millions."

With battle talk filling the air and the U.N. still holding out on approval, Bush offered up that expansive goal as the ultimate justification for the war. It's not just about disarming Saddam; it's about what the President considers a "battle for the future of the Muslim world." That stirring rhetoric may attract some wavering Americans, but it made little impact at the U.N., where the Security Council remained deeply divided. The Administration hopes to bring the diplomatic tussle over a new resolution censoring Iraq to a conclusion in the coming days. But Bush's speech made it clear that he plans to proceed toward war whether the U.N. goes along or not.

Bush's lofty aims were a departure for a country that has never much cared how Arab states were ruled as long as the oil flowed cheaply and for a President who came into the White House scornful of nation building. Yet the speech offered no concrete details on how this ambitious job would be done. Indeed, top Bush advisers spent much of the week knocking down news reports and sweeping aside official statements that hinted at just how difficult and costly it would be to achieve this post-Saddam vision. Here's a hard look inside the Administration's postwar notebooks.

Looking Beyond Saddam

If invading troops topple Iraq's dictator, Washington will inherit responsibility for a bitter, factious country. Here's TIME's look at the blueprint for remaking the nation—and the Middle East



Who Will Rule Iraq?

EVEN ADMINISTRATION VISIONARIES ARE starting to realize that taking over Iraq promises to be easier than handing it back. At this late hour, the Administration is not very ready for the peace. Much hinges on how war might progress—how it would unfold, how it would end, whether U.S. troops were met with a warm welcome or violent hostility.

Postwar plans inevitably require a make-it-up-as-you-go approach. Yet there has been constant division inside the Administration on preferred options. Fierce interagency wrangling has pitted the State Department and the CIA against the Pentagon and the Vice President's office on issues large and small. Only on Jan. 20 did the Defense Department take charge of postwar operations in the new Office of Reconstruction and Hu-

THE COST OF WAR

The price in blood of a U.S. war against Iraq is unknowable. The cost in treasure is nearly as hard to predict. Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz said last week the cost of war and reconstruction could "range from \$10 billion to \$100 billion," depending on how hard the Iraqis fight. Here's the price tag as calculated by the Center for Strategic and Budgetary Assessments, an independent Washington think tank specializing in military matters:

DIRECT COST OF A WAR (with 250,000 U.S. troops for two months)	\$35 billion
AID TO ALLIES IN THE REGION	\$10 billion
HUMANITARIAN ASSISTANCE	\$3 billion
COST OF U.S. OCCUPATION (40,000 U.S. troops for five years)	\$45 billion
IRAQI POLICE AND CIVIL SALARIES (for five years)	\$9 billion
RECONSTRUCTION	\$30 billion
TOTAL FIVE-YEAR COST OF A WAR AND ITS AFTERMATH	\$132 billion

Last week the President answered with the Administration's deliberately opaque mantra: "We will remain in Iraq as long as necessary and not a day more." How long that is depends on tough decisions yet to be made about the U.S. role. Should Washington be more concerned with ensuring stability or with avoiding the impression of occupation? Should the U.S. set up basic political structures and clear out or take a longer time to try to build a civil society? Under all schemes, a full complement of U.S. troops—anywhere from 50,000 to 200,000—would form the central authority for a minimum of six months, and a diminishing number would probably remain for two years, though some experts say 20,000 to 90,000 would be needed for years after that.

Pentagon bosses want to get in and out fast. They must have cringed when Bush uttered *Japan*. That postwar rebuilding job took the U.S. seven years. That's not the model, insists the Under Secretary of Defense for Policy, Douglas Feith. "We would involve Iraqis as soon as possible, and we would transfer responsibility to Iraqi entities as soon as we could," he says.

The war planners are trying to make that transition easier. They are betting that a ferocious opening volley—what they call a shock-and-awe campaign—would destroy Iraq's will to resist and quickly end Saddam's rule with little destruction to the country's infrastructure. Some officers have even grumbled that the war plan places too many transportation and power grids off limits as a sop to postwar needs. But if hostilities drag on, rebuilding Iraq could prove as costly and complicated as the four-year reconstruction of Hitler's Germany.

A big U.S. military presence would be needed in the initial post-Saddam days. Someone would have to dole out the humanitarian assistance that Iraqi civilians would need. Almost 60% of Iraqis depend on their government for food. "Liberators" would not be welcomed if they did not swiftly provide the country's 25 million citizens with rations, water, shelter and medical care. Under the plan, Franks would start delivering supplies in the wake of his advancing troops.

Other morning-after missions would include securing Iraq's borders, preventing Iraqis from settling scores among them-



UP IN ARMS In Tikrit, Iraqis vow to fight a U.S. invasion

manitarian Assistance, naming Jay Garner, a retired Army lieutenant general and a friend of Defense Secretary Donald Rumsfeld's, as peace boss. State's top Iraq expert, Ryan Crocker, tapped to go to Baghdad as ambassador, may not take the job because so much postwar power would reside at Defense.

Bush indicated the large scope of American intentions in his speech last week when he referred to the post-World War II makeover of Japan and Germany as the model for a new Iraq. While they won't say it in public, White House officials privately admit the plan is to take over Iraq, plain and simple. The Administration likes to call it liberation. But it would mean a full-fledged, old-fashioned occupation by U.S. forces, which would run the country until it was ready to be given back to the Iraqis. Top officials say the plan calls for strong military control, under the overall authority of invasion commander General Tommy Franks. "The only thing that's up for question now," says a State Department official, "is how long that governorship will last."

ON THE SIZE OF A U.S. OCCUPATION FORCE:



STEPHEN JAFFE—AFP

"Several hundred thousand soldiers is probably a figure that would be required."

—GENERAL ERIC SHINSEKI
Army Chief of Staff



SCOTT APPEL/WHITE HOUSE

"That it would take several hundred thousand, I think, is far off the mark."

—DONALD RUMSFELD
Defense Secretary

ON THE COST OF WAR AND RECONSTRUCTION:



DOUG MILLS—NEW YORK TIMES

"We have no idea what we will need until we get there on the ground."

—PAUL WOLFOWITZ
Deputy Defense Secretary



CHRIS MADDALONE—ROLL CALL

"We're not so naive as to think you don't know more than you're revealing."

—REPRESENTATIVE JAMES P. MORAN
Democrat of Virginia

Iraq Up Close

If the U.S. invades, defeats and then occupies Iraq, it will take control over a once prosperous nation brought low by years of war and international isolation. A look at what life is like in Iraq today

PEOPLE

CLASS STRUCTURE People close to the Baath Party regime constitute a small upper class rewarded for loyalty with lives of luxury. A wealthy smuggler class makes its money—with the government's blessing—importing goods barred under U.N. sanctions. But for survival, 60% of the population depends on government food rations, which do not include any fruit, vegetables or meat

YURI KOZTREV FOR TIME



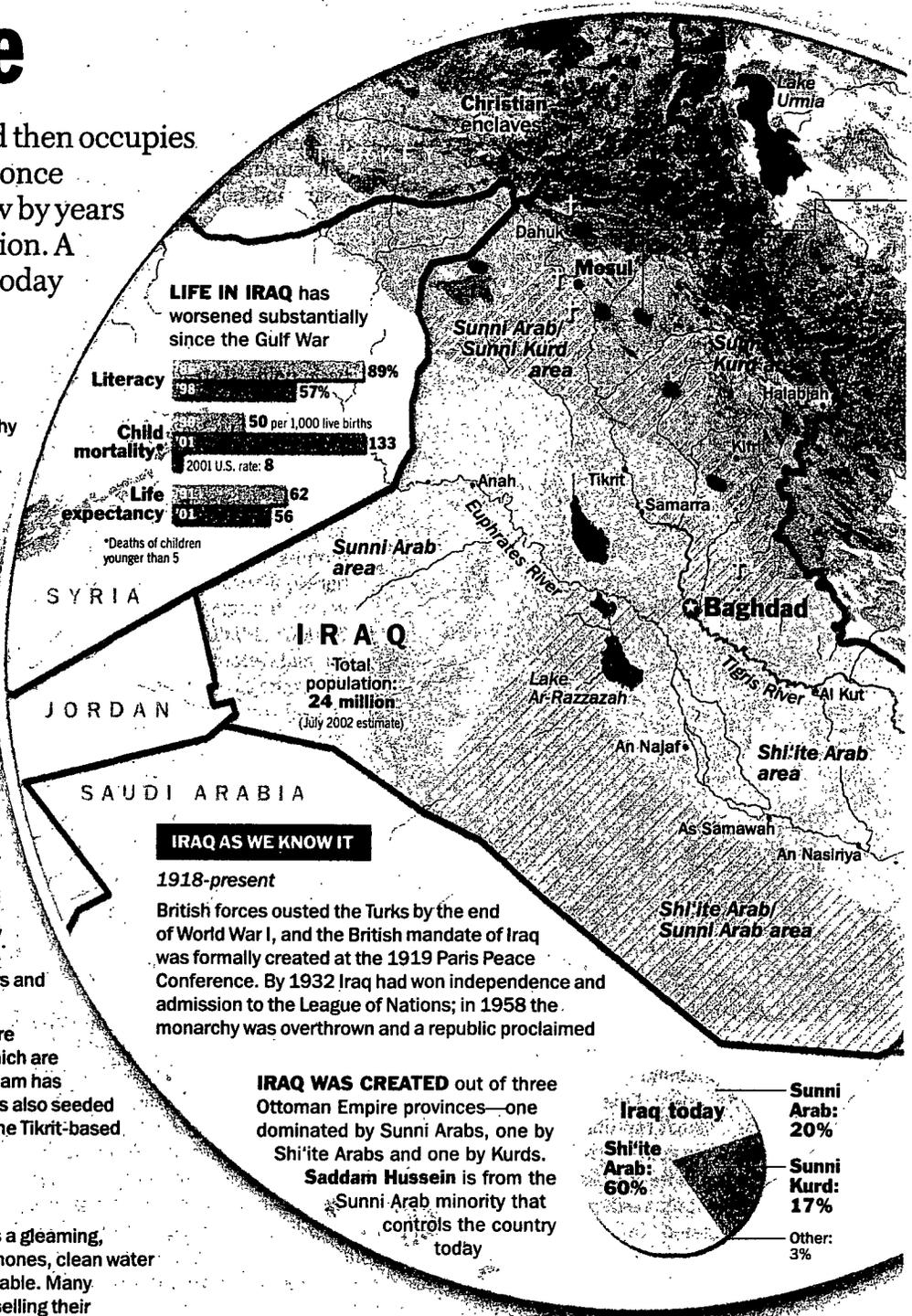
Iraqi women, like this lab scientist, have access to education and employment

WOMEN Compared with their counterparts in many neighboring countries, Iraqi women enjoy tremendous freedoms. They work as doctors, lawyers, engineers and teachers; they drive cars and dress and gather freely

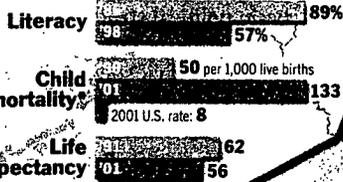
TRIBAL TIES At least three-quarters of Iraqis are members of one of the country's 150 tribes, which are alliances of family clans. To stay in power, Saddam has cultivated the loyalty of influential tribes. He has also seeded the government and military with members of the Tikrit-based tribe to which he belongs

SOCIETY

MODERNITY Before the Gulf War, Baghdad was a gleaming, modern city with air conditioning, touch-tone phones, clean water and sanitation. Today the power supply is unreliable. Many middle-class families, desperate for cash, are selling their



LIFE IN IRAQ has worsened substantially since the Gulf War



IRAQ

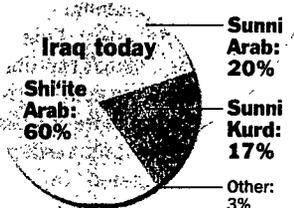
Total population: **24 million** (July 2002 estimate)

IRAQ AS WE KNOW IT

1918-present

British forces ousted the Turks by the end of World War I, and the British mandate of Iraq was formally created at the 1919 Paris Peace Conference. By 1932 Iraq had won independence and admission to the League of Nations; in 1958 the monarchy was overthrown and a republic proclaimed

IRAQ WAS CREATED out of three Ottoman Empire provinces—one dominated by Sunni Arabs, one by Shi'ite Arabs and one by Kurds. **Saddam Hussein** is from the Sunni Arab minority that controls the country today



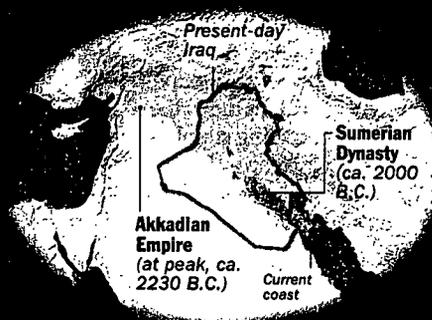
HISTORY

The land known as Iraq, often referred to as the cradle of civilization, has seen empires rise and fall over thousands of years. Some

THE DAWN OF CIVILIZATION

Sumerian and Akkadian eras, circa 3360-2000 B.C.

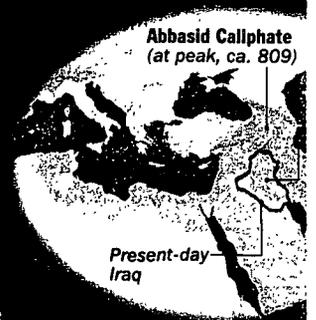
The Fertile Crescent, the land between the Tigris and Euphrates rivers, was home to the first known systems of writing, irrigation and mathematics. Cuneiform was stamped on clay tablets to record early works of literature, such as the *Epic of Gilgamesh*



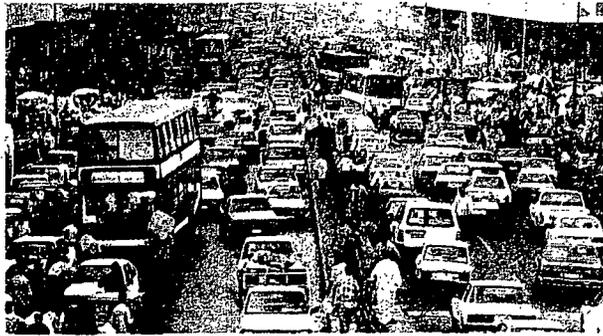
THE ARABIAN NIGHTS

Abbasid Caliphate, 750-1258

Islamic forays into the area began in the 7th century, and the Abbasid era is seen as a pinnacle of Islamic culture. A new capital called Baghdad was built, with great universities, libraries and public baths. It was soon a bustling center of world trade and culture



Today a vibrant if shabby metropolis, Baghdad, right, was founded in the 8th century



appliance on the street. Iraq has 26 heavily censored Internet centers, but one hour of surfing costs about \$1; the average government worker's monthly salary is just \$5

EDUCATION Once a destination for university students from all over the Arab world, Iraq now struggles to educate its own. A 2000 UNICEF survey found that a quarter of Iraq's children were not attending primary school

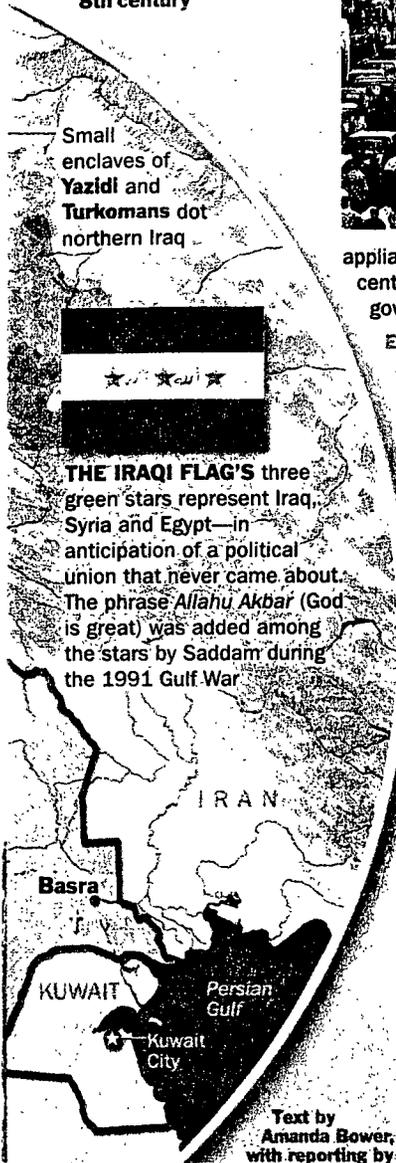
SPORTS Iraqis are passionate soccer fans. Saddam's elder son Uday heads the nation's soccer federation and Olympic committee. Athletes who have fled the country claim that he regularly tortures players, coaches and referees who disappoint him



A voter in 2002 casts a ballot in blood for Saddam

POLITICS

SYSTEM OF GOVERNMENT According to its constitution, Iraq is a democratic republic with an elected President and a 250-member parliament. In practice, it is a dictatorship. The ruling Baath Party has controlled all branches of government since it took control in 1968. The party's Revolutionary Command Council supposedly determines government policy; in fact, it does the bidding of Saddam, its chairman since 1979. The parliament rubber-stamps all council decisions. Last October Saddam officially won 100% of the vote in a referendum on his presidency, with many ballots cast in blood as a show of dedication for him



Small enclaves of Yazidi and Turkomans dot northern Iraq

THE IRAQI FLAG'S three green stars represent Iraq, Syria and Egypt—in anticipation of a political union that never came about. The phrase *Allāhu Akbar* (God is great) was added among the stars by Saddam during the 1991 Gulf War

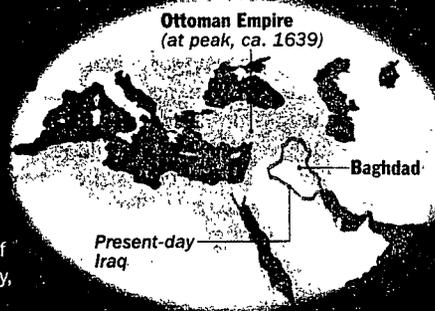
Text by Amanda Bower, with reporting by Meenakshi Ganguly/Baghdad
TIME Graphic by Jackson Dykman

Sources: United Nations; Permanent Mission of Iraq to the United Nations; CIA; Department of Defense; UNICEF; Iraq: A Country Study, published by the Federal Research Division of the Library of Congress; Europa Regional Surveys of the World, 2003; Atlas of World History

historical highlights:

TURKISH RULE
Ottoman Empire,
1534-1918

The region became a buffer zone for conflict between the Shi'ite Safavid Empire and the Ottoman Turks. Fearful that Shi'ite Islam would spread to Asia Minor, the Turks captured Baghdad and, with the exception of a Safavid period in the 17th century, stayed there until World War I



selfes, keeping the country's three main communities—Kurds, Sunnis and Shi'ites—from fighting and finding any weapons of mass destruction Iraq may possess. The Pentagon is already worried about the dynamics of that search. "We have to find and show the world Saddam's weapons," says a senior Defense official—in a way, he adds, that quells suspicions that the U.S. planted the evidence. That's one reason the Pentagon uncharacteristically decided to let 500 reporters from all over the world accompany American forces if they invade.

Garner, reporting to Franks, would take charge of all civilian matters. He would coordinate reconstruction and civil administration and quickly, Washington hopes, shift humanitarian assistance from the military to U.N. and nongovernmental agencies. Initially, there was talk of making a civilian top dog to take some of the onus off a military occupation. But a senior White House official tells TIME, "A civilian czar is not what people have in mind." The U.S. feels that one more link in the chain of command would weaken the effectiveness of the operation.

Garner and Franks would have total control of the country while the most critical decisions were made about its future. Administration officials tell TIME that the U.S. would place advisers in Iraqi ministries to link Garner's office directly to everyday affairs. Arab diplomats briefed on the plans disparage these advisers as communist-style commissars. But Washington says their role would be to help reform the Iraqi bureaucracy. Some of them might be Iraqi Americans, and all would bring to the job needed technical expertise and familiarity with Western democracy. Administration sources say they hope to give one Arab American a highly visible role: Lieut. General John Abizaid, one of the few in top rank to speak Arabic, was recently promoted to Franks' second deputy. Here's a sample of Garner's likely agenda:

REFORMING SADDAM'S SECURITY FORCES.

The sprawling apparatus of agents who carried out Saddam's repressions—maybe 5,000 in the various special security services—would be purged. But Iraq would still need an army to preserve a unitary state and prevent interference from its neighbors. Bush hard-liners have pushed for a complete housecleaning. Cooler heads have warned that if the army were gutted, the U.S. would face thousands of angry, unemployed soldiers and have no competent forces to help police the country.

The Pentagon has come up with only a rudimentary plan for rehabilitating the bulk of the army, a strategy full of mushy military jargon. A document, part of which was made

INNER CLIQUE

The U.S. confirmed last week that it has identified the Iraqi figures closest to capture in a war, as opposed to those who may work with Americans. The ones



QUSAY HUSSEIN
Saddam's younger son The heir apparent is in charge of intelligence and security, including the Republican Guard. In 2001 Qusay was elected to the Iraqi Regional Command of the Baath Party



ABED HAMID MAHMOUD
Saddam's personal secretary A Baath Party loyalist, he is considered the third most powerful official, after Saddam and Qusay. In charge of the President's bodyguards, he hails from his boss's hometown of Tikrit, north of Baghdad



IZZAT IBRAHIM DOURI
Deputy chairman of the Revolutionary Command Council One of Saddam's most trusted advisers, he is being sought on a war-crimes warrant in Austria for a 1988 crackdown on the Kurds and the 1990 invasion of Kuwait



TAHA YASSIN RAMADAN
Vice President An associate of Saddam's for more than two decades, he was involved in crushing a 1991 Shi'ite uprising and has survived several assassination attempts. He and Douri are known as Saddam's enforcers



SAADOUN HAMMADI
President of the Iraqi National Assembly A Shi'ite and colleague of Saddam's since the early days of the Baath Party, he has served as Foreign Minister, Deputy Prime Minister and Prime Minister



UDAY HUSSEIN
Saddam's older son Once groomed to succeed his father, he fell out of favor because of his violent outbursts. Still, he controls a number of media outlets as well as several militia groups. He was almost assassinated in 1996

available to TIME, calls for a three-phase approach: "Stabilization, transition, transformation." A skeptical U.S. official says, "I defy you to come up with the difference between *transition* and *transformation*."

ROOTING OUT THE BAAATH PARTY. Under Saddam's rule, the party underpins the country's monolithic political power structure. Getting rid of Saddam's hidden army of spies, local operatives, snitches and cronies would be difficult and dangerous. Bush officials agree on the need for a cleansing process, but they're still debating how deep down the scouring should go.

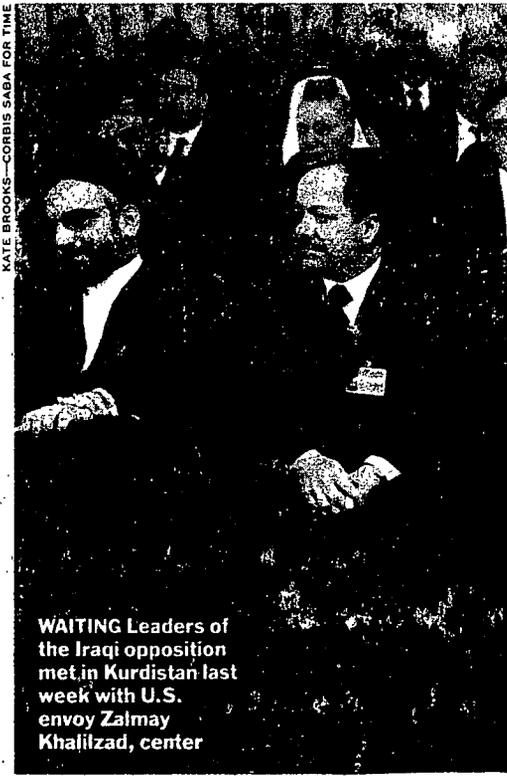
U.S. intelligence has combed its computer databases to prepare lists of leading Iraqis, divided into three categories. First, the culpable elite: hard-core Saddam loyalists—top-military, security, intelligence and political officials, plus family members—who would be captured, tried and punished by some kind of war-crimes tribunal. Second, the repentant: senior officials whose allegiance to Saddam is less certain and who could be rehabilitated through local trials or truth-commission proceedings if they disavowed the dictator during the war. Last, the closet dissidents: key government and economic leaders who privately opposed Saddam and would be needed to run the country after him could receive a general amnesty. Washington has canvassed more than 2,000 names so far but won't say how many fall into each group. Occupiers might need to fend off vigilante reprisals against rank-and-file party members that could ravage the civil service that a new ruler would need.

MANAGING IRAQ'S OIL. Since so much of the world suspects the U.S. of coveting the country's reserves (the second largest in the world), Washington would be judged by its behavior on this score. It has been widely rumored that British forces would be given the task of holding the oil fields during hostilities to buffer the U.S. from adverse propaganda. But senior U.S. officials tell TIME that such a role for the British has not been settled.

Bush vowed in his speech that Iraq's oil resources would be used "for the benefit of the owners: the Iraqi people." Although some Pentagon advisers had hoped oil sales would help pay for the war, others at State counseled that the politics of appropriation would be damning. They suggest that an international panel could oversee oil operations until they could be handed back to Iraq. But Washington would expect Iraq's postwar oil revenue to help finance reconstruction, easing the burden on U.S. taxpayers.

The toughest challenge would be how and when to cede political control back to the Iraqis. There are no good blueprints for transforming an authoritarian regime into a democratic one. But Iraq has special disadvantages. Many experts on Iraq, both in the Arab world and the West, fear that the U.S. is glossing over the realities of imposing democracy on a country that is deeply tribal, vengeful and embittered. The vacuum left by a collapse of Saddam's iron-fisted order could ignite power struggles and vendetta killings that could trigger long-term civil strife or even the breakup of the country. There's no democrat in waiting to step in if the dictator

departs. Sunnis, Shi'ites and Kurds would jostle for their share of power. Iraqi exiles would vie for supremacy with those inside the country who resent and mistrust them. Iraq has no tradition like Afghanistan's *loya jirga* that could give quick shape to home rule. That's why Administration hard-liners pushed to let the Iraqi National Congress, the controversial exile group encompassing the main opposition factions, organize a pro-



WAITING Leaders of the Iraqi opposition met in Kurdistan last week with U.S. envoy Zalmay Khalilzad, center

Saddam who would be targets for probably among the first group:

KAMAL MUSTAFA

Saddam's cousin The most prominent professional officer in the Iraqi leader's immediate family, this general heads the Special Republican Guard's Information Desk. He is married to the sister of Hussein Kamel, Saddam's son-in-law who was murdered on the dictator's orders when he returned to Iraq in 1996



TARIQ AZIZ

Deputy Prime Minister The public face of Iraq and the only Christian in the ruling circle. He met Saddam in the 1950s in the Baath Party underground. Although he is one of the party's leading

ideologues, he lacks a power base in Iraq and thus does not pose a threat to Saddam. He served as Foreign Minister during the 1991 Gulf War

visional government in advance. The White House finally decided against it, leaving exiles feeling betrayed.

In the near term, officials tell TIME, Garner would move fast to name an advisory council of Iraqis, balanced roughly fifty-fifty between exile figures and leaders who would emerge from within. It would serve a largely symbolic role, and once political parties and new leaders emerged, local and national



elections could take place. Washington, Bush said, wouldn't dictate the precise form of Iraq's new government; that's up to Iraqis, as long as it's not another dictatorship. While the Pentagon hopes the rudiments could be done in six months, most experts say it would take a minimum of two years.

Fine concepts, but would they work in practice? Gary Samore, a National Security Council staff member in the Clinton Administration, says he cannot imagine Iraqis tolerating an American governor for more than a couple of months. Others say the real danger is not that the U.S. would stay too long but that it wouldn't stay long enough. Democracy, says Amin Huweidi, a former Egyptian ambassador to Iraq, can't be imposed on Iraq "with the push of a button. It's a building-up process that takes a long time." Many Europeans agree and see in Afghanistan the unsatisfying results of Washington's last invasion: a country still far from stable, democratic or even peaceful, now threatened with being forgotten after its own "liberation." In fact, Bush's 2003 budget did not even ask Congress for the money the U.S. pledged this year for Afghanistan's reconstruction.

Will Democracy Bloom?

SUCCESS IN IRAQ, THE PRESIDENT ASSERTED, could change the entire region's landscape in two ways—by inspiring sclerotic kingdoms and repressive regimes to embrace democracy and by helping "set in motion" peace between Israelis and Palestinians. Bush has embraced neoconservative theology here: the U.S. is invading a dysfunctional part of the world to fix it, and the shock of war will finally jolt the Arab world into better health. It's an audacious idea but not a working plan. Neither Bush nor any Administration official has detailed how the wave of democratization would occur.

Across the region, Arabs simply don't buy it. They don't trust Bush, and they're deeply skeptical of American attempts to impose democracy by force. Even if things could change for the better, says Khalil Shikaki, director of the Palestinian Center for Policy and Survey Research in Ramallah, "one would have to be truly naive to believe that the current U.S. Administration will invest serious efforts in promoting good governance

in the region." Among Arabs, the vision of a postwar Middle East is filled with dread. Many are convinced that a war would breed regional instability and spark a fresh burst of anti-American rage. Terrorist ranks would find fresh recruits to spread violence across the region. Fundamentalist forces could provoke crackdowns that stifle any political opening. Or if regimes allowed a tenuous democracy, well-organized fundamentalists could come to power. "The consequences of war," Saudi Arabia's Foreign Minister Prince Saud al-Faisal tells TIME, "are going to be tragic."

Bush's prediction that getting rid of Saddam would energize the Middle East peace process may be even more overreaching. While Iraq's despot has rewarded the families of Palestinian suicide bombers, that money is hardly a significant factor in their enduring conflict with Israel. "When the dust settles on the war," says Richard Murphy, a Middle East expert at the Council on Foreign Relations, "they still have claims against each other they are not willing to compromise."

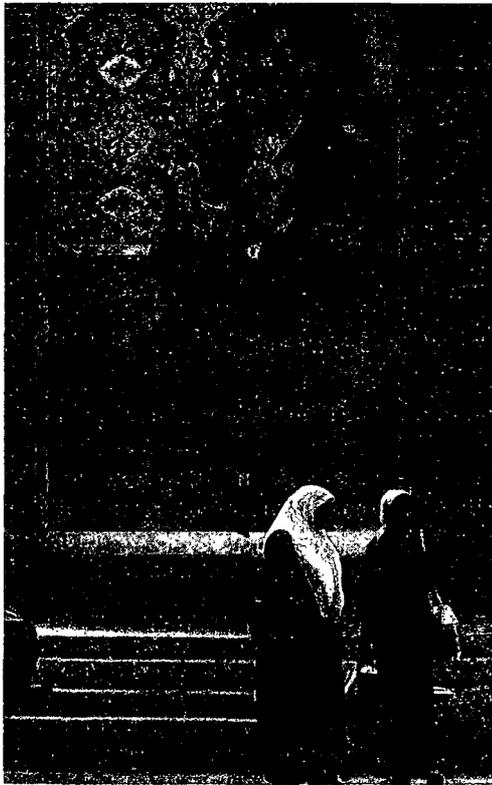
Bush's "personal commitment" to peace and to a Palestinian state was a welcome assurance from a President who has done virtually nothing to push along either. It was clearly meant to silence antiwar critics who complain that this issue is a more urgent priority than Iraq. Yet Bush offered no new plan, promising only that once Iraq was dealt with, he would begin to implement the long-promised road map for a settlement that his Administration has not moved on in eight months.

What's more, Bush may have further diluted his credibility with the Palestinians, who already distrust his Administration's tilt toward Israel. On a subject in which every presidential word is exhaustively scrutinized, Bush appeared to signal a step further toward Israel's position when he said Palestinians must adopt democratic reforms and stop the violence before Israel had to quit expanding its settlements in the West Bank and Gaza Strip. Before, Bush said settlement activity should halt as a first step toward progress.

Bush has set himself a high challenge. He has made the riskiest commitment by his country in a generation. He has promised Americans that this war will do more good than ill. The President sounded uncommonly confident as he spoke, but wishes are one thing and reality another, especially in a region accustomed to mirages. —Reported by Massimo Calabresi, Michael Duffy and Mark Thompson/Washington; Helen Gibson/London; and Scott MacLeod and Amany Radwan/Cairo

ELLE 10 MARS 2003

LA PAROLE EST AUX OPPOSANTES IRAKIENNES



A Bagdad, on marche sous l'œil omniprésent de Saddam.

// MA PREMIÈRE PRÉOCCUPATION : QUE L'IRAK SOIT DÉBARRASSÉ DE CE CRIMINEL. //

PASCALE ISHO, 41 ans, membre de l'Association des femmes assyriennes, vit à Erbil, au Kurdistan.

« On nous appelle Assyriens ou Assyro-Chaldéens. Nous sommes chrétiens et notre communauté rassemble un million et demi de personnes dans tout l'Irak. Saddam Hussein dit qu'il respecte toutes les religions. C'est faux. Combien de monastères, combien d'églises des tout premiers siècles de notre ère ont été détruits ? Nous avons aussi subi des déportations, nos maisons ont été rasées. Le village où j'ai grandi a été brûlé, comme tant d'autres. Quatre fois, mon père a dû reconstruire une habitation. Et, depuis tant d'années, personne ne nous porte attention, personne ne nous entend. Aujourd'hui, je dis : "Ça suffit !" Oui, la guerre est la pire des choses. Mais les Irakiens n'en peuvent plus de souffrir : chaque jour, il y a des victimes, chaque jour, Saddam Hussein fait couler le sang. Et j'ai l'impression que les Nations unies font tout pour sauver ce tyran. Ma première préoccupation, c'est que l'Irak soit débarrassé de ce criminel, qu'il soit présenté devant un tribunal international. Le peuple irakien veut obtenir la liberté. Les Américains ne peuvent pas nous libérer, mais ils peuvent nous donner un coup de main. Que les Nations unies nous assurent ensuite la sécurité et la paix. Je vis à Erbil, au Kurdistan. Mon mari se prépare à la guerre. Je suis de passage en France, mais je vais retourner là-bas avec mes deux filles, qui ont 5 ans et 1 an et demi. A ceux qui, en Europe et dans le monde, disent : "Non à la guerre", je réplique : "C'est nous qui mourrons. Alors laissez-nous décider." »

// LES KURDES RISQUENT D'ÊTRE LES PREMIÈRES VICTIMES DU CONFLIT. //

NAZAND BEGIKHANI, 39 ans, chercheuse en sciences sociales, coordinatrice du Mouvement des femmes kurdes contre le crime d'horreur et fondatrice du Réseau d'études internationales des femmes kurdes. Vit à Lille.

« Je suis kurde. Mon père est mort à la suite des tortures qu'il a subies, mes trois frères ont été exécutés. Dès l'adolescence, je me suis engagée dans l'opposition à Saddam Hussein, et j'ai dû quitter le Kurdistan en 1987. Le but de Saddam Hussein était la liquidation du peuple kurde : les déportations et les bombardements chimiques ont marqué à jamais notre mémoire, comme l'Holocauste pour les juifs. Je rêve du renversement du régime baasiste (le Baas est le parti unique irakien, ndlr), mais pas à n'importe quel prix. En ce moment, je suis très inquiète de l'accord conclu par la Turquie avec les Etats-Unis, même si le Parlement turc, dans un premier temps, a rejeté cet accord : l'armée turque pourrait envahir le Kurdistan d'Irak. Et les Kurdes seraient, une fois encore, les premières victimes de ce conflit. Je crains aussi que, après la chute de Saddam Hussein, le nouveau gouvernement n'accorde que peu de droits aux femmes. L'actuelle opposition irakienne est très patriarcale et ne reconnaît pas l'égalité entre hommes et femmes. Si un gouvernement est formé à partir de l'actuel comité de coordination, mis en place en décembre à la suite de la conférence de l'opposition à Londres, les femmes seront très marginalisées. Leur rôle se réduira à rester à la maison et à s'occuper de leur famille. Il faut qu'il y ait des femmes à l'intérieur du gouvernement : sinon, on ne les prendra pas en considération. »

// J'ESPÈRE QUE LES AMÉRICAINS VONT CHASSER SADDAM. //

ZAHRA MOHAMMED, 45 ans, vit en exil à Londres.

« Une nuit d'octobre 1981, des soldats armés ont forcé la porte de notre maison, à Bagdad, et ils nous ont tous emmenés au bureau de la sécurité. Là, les femmes ont été séparées des hommes. Et, dans une petite pièce, j'ai été torturée parce que j'avais osé élever la voix contre des soldats qui frappaient mon petit frère. J'ai ensuite été emmenée dans une grande prison pour femmes où j'ai vu des bébés mourir. Au bout de cinq semaines, on nous a entassées dans des camions, la nuit. Et on nous a débarquées dans un lieu désert. Quand le jour s'est levé, j'ai vu une rivière. On était à la fin novembre, il faisait très froid. On nous a poussées à traverser l'eau. Des femmes ne savaient pas nager, je les ai vues qui se noyaient. Puis on nous a forcées à marcher, des gens mouraient, sautaient sur des mines. Pendant quatre jours, nous avons marché entre les montagnes. On nous a fait traverser la frontière avec l'Irak. Pourquoi cela nous est-il arrivé ? Nous étions des Kurdes Fayli, des Kurdes chiïtes, et Saddam Hussein avait décidé de nous éliminer d'Irak. Les femmes étaient déportées en Iran. Les hommes, eux, ont disparu : je n'ai jamais su ce qu'étaient devenus mes quatre frères, y compris le petit qui n'avait pas 13 ans. Je suis aussi sans nouvelles de huit de mes cousins. Tous les biens que possédait mon père, qui était un riche entrepreneur, ont été pillés. J'ai eu la chance de pouvoir me réfugier en Angleterre, ce pays m'a ouvert les bras, à moi qui avais été chassée de ma patrie. Aujourd'hui, j'espère que les Américains vont chasser Saddam Hussein. Et que la guerre sera courte. Quel autre espoir pourrais-je avoir ? »

A.L.F.

Pour une véritable paix en Irak

par KENDAL NEZAN

Les Irakiens sont très déçus par la position française qui les condamne à rester sous la dictature de Saddam Hussein.

Ecrasé par trente-cinq années de dictature baasiste, atomisé, exsangue, le peuple irakien aspire profondément à la paix. Une paix véritable, basée sur la justice et la démocratie, lui permettant de vivre enfin dans la dignité et la liberté, de reconstruire son beau et riche pays ruiné, de redonner à l'antique Mésopotamie, qui fut l'un des plus brillants foyers de la civilisation humaine, toute la place qu'elle mérite dans le concert des nations.

Cette paix-là n'est pas celle que proposent actuellement la France et ses alliés du front de refus appelé injustement le camp de la paix. Leur position consiste à priver, autant que faire se peut, le régime de Saddam Hussein des armes de destruction massive qu'il conserve en dépit de 16 résolutions de l'ONU comme un attribut de puissance ou une police d'assurance pour sa survie. Ce faisant, ils le rendront peut-être inoffensif pour ses voisins, mais certainement pas pour sa population. D'autant qu'une fois le désarmement officiellement achevé, l'ONU devra à plus ou moins brève échéance lever la tutelle internationale imposée depuis la guerre du Golfe à l'Irak, laisser au tyran de Bagdad la libre disposition de la manne pétrolière du pays qui va à nouveau être détournée au profit de la clientèle du régime, de sa machine de guerre et de ses mul-

tiples milices et services répressifs. Ensuite, en bonne logique, au nom du rétablissement de l'autorité et de la souveraineté de l'Etat, l'armée irakienne devrait reprendre le contrôle du Kurdistan autonome, où après des épreuves terribles la population kurde a pu panser ses blessures et construire une démocratie prometteuse. Cela provoquera évidemment une nouvelle tragédie humaine.

Il ne s'agit ni d'un scénario fiction ni d'un procès d'intention fait à la position française, mais d'une description de sa logique et de ses conséquences prévisibles qui méritent pour le moins débat et des explications de la part des autorités françaises.

Quelles garanties ont-elles que Saddam Hussein, qui même sous le régime des sanctions a trouvé le moyen de massacrer 150000 Chiites du Sud et d'expulser dans le cadre de sa politique d'arabisation de 250000 à 300000 Kurdes des provinces kurdes restées sous son contrôle, ne va pas reprendre et amplifier ses persécutions une fois qu'il aura les coudées franches? Qui, et par quels mécanismes, pourra l'empêcher de se réarmer et de préparer sa revanche?

La diplomatie française affirme qu'elle n'a aucune complaisance envers le régime de Saddam Hussein qu'elle s'est d'ailleurs jusqu'ici abstenue de qualifier alors que le président Chirac n'a pas hésité à stigmatiser les escadrons de la mort en Côte-d'Ivoire ou de donner des leçons à des pays européens «mal élevés» parce qu'ils ont choisi de s'allier à Washington sans consulter Paris. A l'en croire, il serait contraire au droit international de changer par la force le régime d'un Etat souverain.

Le droit international est assurément bonne fille. Chacun le viole quand il peut et l'invoque quand cela l'arrange. Les violations commises par les Américains, les Israéliens, les Russes, les Turcs, les Irakiens sont légion. Même en faisant beaucoup d'efforts, on a du mal à voir la Russie, qui extermine allégrement le peuple tchéchène, ou la Chine qui persécute les Tibétains en défenseurs du droit. Et peut-on jurer que la France, patrie des droits de l'homme, a elle-même toujours respecté la légalité internationale? Avait-elle, par exemple, un quelconque mandat de

l'ONU lorsqu'elle a décidé de chasser du pouvoir l'empereur Bokassa qui, à côté de Saddam Hussein, n'était pourtant qu'un modeste tyranneau de village? Avait-elle le droit de vendre à l'Irak la technologie militaire nécessaire pour la fabrication de la bombe atomique, en infraction du Traité international de non-prolifération des armes nucléaires dont elle est signataire? A-t-elle condamné l'Irak lorsqu'en septembre 1979 il a déclenché contre l'Iran une guerre préventive et envahi son territoire en violation grave, patente et massive de la Charte des Nations unies? Loin d'émettre la moindre critique contre l'envahisseur, elle a mobilisé tous ses moyens pour lui venir en aide, allant jusqu'à lui prêter des avions Super-Étendard et de vendre à crédits cofacés, c'est-à-dire aux frais des contribuables français, des armements les plus sophistiqués. De même, lors du gazage des 5000 civils kurdes à Halabja, en mars 1988, elle se contenta d'un vague communiqué condamnant «l'usage des armes chimiques où que ce soit et par qui que ce soit», sans identifier ni les bourreaux, ni les victimes. Puissance dépositaire de la Convention de Genève sur l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques, elle avait le devoir de saisir le Conseil de sécurité de cette violation massive du droit international. Elle a failli à son devoir.

Elle ne fut d'ailleurs pas la seule. Même le Vatican observa un silence coupable semble-t-il pour ne pas mettre en péril le salut des chrétiens irakiens. La Commission des droits de l'homme de l'ONU

devant laquelle je suis intervenu en août 1988 pour que, faute d'une improbable justice à mon peuple, au moins le droit soit dit, cette commission, qui porte si mal son nom, décida par 11 voix contre 7 qu'il n'y avait pas lieu de condamner l'Irak. Que pouvait valoir la vie de quelques milliers de Kurdes face aux juteux marchés pétroliers et d'armements de Bagdad?

Quand ce sont ceux-là même qui ont pris leurs aises avec la légalité internationale pour les besoins de leur coupable commerce avec la dictature irakienne, qui invoquent aujourd'hui le droit pour s'opposer à un changement de régime de Bagdad, cela ne peut qu'apparaître sus-

Saddam Hussein est le tyran le plus sanguinaire de la planète, dont les guerres contre les Kurdes, les chiïtes, l'Iran et le Koweït ont fait près de deux millions de morts.

pect aux yeux des Irakiens. D'autant qu'ils retrouvent dans cette coalition de circonstance les principaux créanciers de Saddam Hussein qui, en tacticien habile, n'a pas manqué de signer avec eux une série de préaccords pétroliers juteux pour s'assurer de leur soutien à sa survie.

Les Irakiens qui sont hélas absents du débat français ne parviennent pas à faire entendre leur voix en France. S'ils sont actuellement très déçus par la position française qui, au nom du droit et du réalisme, a pour résultat de les priver d'avenir en les condamnant à rester sous la dictature de Saddam Hussein, ils n'accordent pas pour autant une confiance aveugle aux Américains. Ils se souviennent que lors de la guerre du Golfe, ces derniers les avaient appelés à se soulever contre le régime pour ensuite les abandonner à la répression féroce de l'armée irakienne. Ils se souviennent également qu'en avril 1991 pour venir en aide à une population kurde en détresse, la diplomatie française avait su faire preuve d'imagination en plaidant pour le devoir d'ingérence humanitaire, inventé par Bernard Kouchner, qui a permis d'instaurer à l'intérieur de l'Irak, dans une partie du Kurdistan, une zone de protection alliée, d'y rapatrier deux millions de réfugiés kurdes et de leur

donner ainsi les moyens de reprendre une vie normale. Ce droit nouveau fut ensuite utilisé au Kosovo sans mandat de l'ONU et avec la participation de la France, qui ne fit pas à cette occasion du juridisme, pour le plus grand bonheur d'une population albanaise persécutée.

Or, aujourd'hui, il n'y a pas de doute que le peuple irakien est en détresse. Tony Blair invoque, à juste titre, un acte d'humanité pour lui venir en aide. Le régime irakien n'est pas juste une dictature comme il y en a tant d'autres dans le tiers-monde comme l'affirment avec superbe nombre d'hommes politiques français qui n'ont jamais rencontré d'autres Irakiens que les officiels du régime et qui ignorent l'ampleur de la tragédie du peuple irakien. Saddam Hussein est le tyran le plus sanguinaire de la planète, dont les guerres contre les Kurdes, les chiïtes, l'Iran, le Koweït et leurs conséquences ont fait en trois décennies près de deux millions de morts. A situation exceptionnelle, solution exceptionnelle. Celle-ci est du ressort des cinq pays - Russie, France, Allemagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne - qui ont massivement armé cette dictature monstrueuse et qui doivent maintenant assumer ensemble leurs responsabilités pour délivrer le peuple irakien. Cela ne nécessi-

tera pas forcément une intervention militaire. S'ils parvenaient à parler de la même voix, ils pourraient peut-être obliger Saddam Hussein et son clan à s'exiler. Grâce à sa fortune évaluée à 10 milliards de dollars, le tyran aura largement de quoi subvenir aux besoins des siens. On pourrait ainsi sortir de l'impasse et éviter à la population irakienne les épreuves d'une nouvelle guerre et surtout créer les conditions d'une transition sous l'égide de l'ONU vers un régime démocratique, laïc et fédéral, respectueux de la diversité culturelle, linguistique et confessionnelle de la Mésopotamie.

Il y a de nombreuses raisons de s'opposer à l'unilatéralisme de l'empire américain, mais rien ne justifie que l'on laisse à son président conservateur le monopole du message de la démocratie pour se réfugier dans la défense frileuse du statu quo, surtout si celui-ci signifie servitude et mort lente pour un peuple qui ne demande qu'à vivre dans la paix et la liberté ●

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

11 MARS 2003

Le Monde
ÉDITORIAL

Le pouvoir turc

QUELLE est la vraie nature du pouvoir en Turquie ? Qui gouverne réellement ce grand pays candidat à l'entrée dans l'Union européenne : l'armée, ou le gouvernement démocratiquement élu ? La réponse ne va pas de soi, hélas ; les dernières nouvelles sont ambiguës, trop.

Lors des élections de novembre dernier en Turquie, le chef du Parti de la justice et du développement (AKP), Recep Tayyip Erdogan, avait été empêché de se présenter. Le prétexte alors évoqué était dérisoire. L'état-major turc voulait éviter une victoire de l'AKP, parti islamique. L'AKP a remporté les élections, largement. Mais toujours sous le coup d'une inéligibilité imposée par le système, son chef n'a pu prendre la tête du gouvernement AKP constitué au lendemain des élections.

Finalement autorisé à être candidat, M. Erdogan a remporté, dimanche 9 mars, une éclatante victoire lors d'un scrutin partiel dans une circonscription du sud-est du pays. Il entre au Parlement, et va devenir pre-

mier ministre. C'est une excellente chose pour la démocratie. Cet épisode serait tout à fait rassurant s'il n'était, malheureusement, contredit par un certain nombre d'évolutions allant en sens inverse.

Il y a d'abord la question chypriote. Chypre est coupée en deux depuis 1974, quand l'armée turque a envahi le nord de l'île. La communauté internationale ne reconnaît que la partie chypriote grecque. En vingt-neuf ans, toutes les tentatives de mettre fin à cette division ont échoué. Aujourd'hui, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, propose la réunification de Chypre en une confédération de deux Etats - l'un chypriote grec, l'autre chypriote turc. C'est ainsi que l'île entrerait dans l'Union européenne. Les négociations entre les deux parties devaient reprendre ce lundi 10 mars aux Pays Bas, à La Haye. Elles ont jusqu'à présent échoué, principalement du fait des généraux d'Ankara. Ceux-ci ont tissé

avec le pouvoir chypriote turc, qu'ils parrainent, une trame complexe d'intérêts politiques et financiers qu'ils se refusent à défaire. Le gouvernement AKP est partisan de la formule suggérée par l'ONU. L'emportera-t-il ?

Il y a ensuite la question de l'Irak. Le gouvernement AKP va de nouveau soumettre au Parlement une motion devant autoriser le déploiement de 62 000 soldats américains en Turquie. Il le fait sous la pression des militaires, contre le gré de ses élus, de ses électeurs et d'une écrasante majorité de Turcs qui ne veulent pas que leur pays serve de base arrière à une attaque contre l'Irak. Une telle motion avait été défaite le 1^{er} mars. Encore une fois, la même question est posée : qui décide dans cette affaire - l'armée ou le pouvoir civil ?

L'état-major veut profiter de l'offensive américaine pour faire entrer l'armée turque au Kurdistan d'Irak. Il veut assurer son emprise sur cette région au lendemain d'une défaite de Saddam Hussein. Le pouvoir civil à Ankara devrait s'y opposer. L'occupation par la Turquie d'une partie d'un de ses voisins est incompatible avec son adhésion à l'Union européenne. Il faut choisir.

dal 13 al 19 marzo 2003

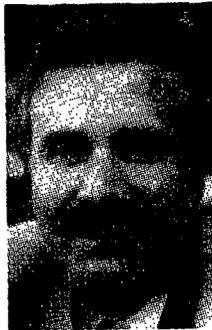
TEMPI

Pacifisti, pensate un po' ai CURDI

Nessuna illusione circa la politica di Francia e Ue. Ma la convinzione che l'Apocalisse non ci sarà. Parla K. Nezan, leader curdo in esilio

CHI È KENDAL NEZAN

Nato nel Kurdistan turco, Kendal Nezan è ricercatore al Centro nazionale della ricerca scientifica e al Collège de France. Ha scritto "Les Kurdes et le Kurdistan" e ha tradotto gli "Scritti dalla prigione" di Leyla Zana. Nel 1974 ha partecipato alla creazione dell'Association France-Kurdistan al fianco di numerosi intellettuali francesi tra i quali Jean-Paul Sartre. Nel 1981 il regime militare di Ankara lo ha privato della nazionalità turca. Oggi presiede l'Istituto Curdo di Parigi, da lui fondato.



Lei è favorevole o contrario ad una guerra in Irak? Negli ultimi decenni i curdi e gli irakeni hanno subito numerose guerre e desiderano la pace, ma una pace basata su libertà, democrazia e dignità e non una "pace-cimitero". Il presupposto alla pace è la fine del regime di Saddam Hussein e per ottenere questo obiettivo è necessario un consenso nel Consiglio di sicurezza dell'Onu, che dovrebbe imporre un ultimatum al dittatore irakeno, dichiarando che l'esilio è il solo mezzo per evitare la guerra. Sono sicuro che Saddam non potrebbe che accettare l'esilio, magari in Francia, dove ha molti sostenitori. È necessario fargli capire che l'esilio rimarrebbe per lui la sola possibilità di uscirne vivo. Se non accettasse, l'Onu dovrebbe intervenire militarmente.

In Francia prevale una posizione attendista... La posizione francese porta in un vicolo cieco perché contribuisce a mantenere Saddam al potere.

Tra gli argomenti utilizzati da chi si oppone alla guerra c'è la preoccupazione per la reazione del "mondo musulmano".

Ogni volta che ci si trova davanti ad una crisi viene annunciata l'apocalisse, l'esplosione del "mondo arabo". Sarebbe ora di smetterla. I kosovari ed i bosniaci sono musulmani e

sono stati liberati dalle dittature che li perseguitavano; oggi sono i curdi e gli irakeni ad aspirare alla libertà ed alla democrazia. Credo che il "mondo arabo" abbia oggi meno simpatia per il regime di Saddam di quanta ne avesse al tempo della prima Guerra del Golfo; guerra che non aveva scatenato "l'apocalisse" prevista da molti.

Perché i mass media sostengono l'ipotesi di questa possibile "apocalisse"?

È propaganda. È una manipolazione che serve a quei paesi che hanno interessi politici ed economici al mantenimento al potere del regime irakeno. È il caso di Russia, Francia e Germania; i paesi che hanno contribuito ad assicurare la potenza militare dell'Irak e che oggi sono i principali "creditori" del regime. **A sostenere le scelte politiche di quei paesi non è la causa "umanitaria"?**

Absolutamente no. Forse è "umanitaria" per le grandi società che fanno affari col regime, ma non certo per il popolo irakeno. **Cosa ne pensa delle preoccupazioni per un eventuale dopoguerra caotico?**

Ad ottobre sono stato nel Kurdistan irakeno e a novembre abbiamo organizzato in parlamento, qui in Francia, una conferenza sul futuro dei curdi e dell'Irak, alla quale hanno partecipato non soltanto i due principali dirigenti curdi dell'opposizione ma i portavoce delle più importanti fazioni dell'opposizione

al regime. Sono tornato lunedì da Erbil (nel Kurdistan irakeno, ndr), dove ho assistito alla riunione delle opposizioni. Siamo da tempo in contatto con numerose personalità dell'opposizione irakena. Posso dirle che non è "per miracolo" che dalla dittatura si arriva alla democrazia. Non si passa così, istantaneamente, dall'ombra alla luce, come se si girasse un interruttore. Un difficile periodo di transizione è inevitabile, ma la transizione sarà più semplice da realizzare se un'amministrazione civile avrà il sostegno dell'Onu per almeno due anni, come in Kosovo. Questo permetterebbe agli irakeni di smantellare i servizi di sicurezza, la "Gestapo" di Saddam, e di organizzarsi e preparare l'elezione di un'assemblea Costituente.

Quali sono gli errori che sia gli americani che le differenti fazioni dell'opposizione presenti in Irak dovrebbero evitare?

Se gli americani dovessero intervenire senza



FOTO GUINPA

il sostegno dell'Onu saranno i soli a decidere del futuro dell'Irak, e questo potrebbe rivelarsi negativo per gli irakeni, per la regione e per gli stessi americani. Se un eventuale intervento militare avvenisse con un mandato dell'Onu sarebbe tutto più semplice. La presenza di una coalizione internazionale sarebbe opportuna per tenere sotto controllo il periodo di transizione e impedire il dominio delle fazioni che dispongono di milizie armate, che porterebbe a degli scontri.

La Turchia teme un Kurdistan irakeno autonomo. Sono preoccupazioni legittime?

Sono le pretese della Turchia a preoccupare i curdi irakeni, che non vogliono l'indipendenza ma un Irak democratico e federale. Se la democrazia irakena preoccupa qualche paese della regione, è un loro problema. Niente può giustificare un eventuale intervento militare in Irak di quei paesi che, in quel caso, dovrebbero affrontare un'immediata reazione armata da parte dei curdi.

Se i governi turco e Usa dovessero trovare un accordo, crede che l'Unione europea salvaguarderebbe l'autonomia dei curdi irakeni?

L'Europa oggi è a pezzi. Se ci fosse una volontà politica comune, l'Ue potrebbe accettare la Turchia in cambio di un'astensione in Irak ma, fino ad oggi, nelle crisi internazionali l'Ue è stata incapace di agire unita.

Viene rimproverato agli Usa di non aver cacciato Saddam dopo la Guerra del Golfo...

Il 27 febbraio 1991 l'Istituto curdo di Parigi chiese che la coalizione degli alleati andasse fino a Baghdad ed instaurasse la pace nella regione. Gli americani non lo fecero per le pressioni dell'Arabia Saudita, della Turchia e, forse, della Francia. L'Arabia Saudita non voleva un'eventuale democrazia in Irak dominata dagli Sciiti e la Turchia temeva che in un Irak democratico i curdi potessero ottenere l'autonomia, diventando un esempio per i 15 milioni di curdi che in Turchia non avevano nessun diritto.

Perché nel Kurdistan irakeno, nonostante l'embargo, la popolazione gode di una relativa prosperità a differenza di quella irakena?

Perché nel nord dell'Irak c'è la democrazia ed una relativa trasparenza, mentre nel resto del paese le risorse del programma internazionale "Oil for food" vengono sottratte alla popolazione a beneficio della "clientela" di Saddam. È opportuno precisare che non si tratta di un embargo ma di sanzioni, che prevedono che il 70% del prodotto della vendita del petrolio, e questo per la prima volta nella storia dell'Irak, dovrebbe essere utilizzato per soddisfare i bisogni della popolazione. I curdi, pur rappresentando il 27% della popolazione irakena, non hanno diritto che al 13%

del programma "Oil for food"; nonostante questo, con quei soldi sono riusciti a ricostruire il paese e a sviluppare un'economia relativamente prospera. Nel resto del paese il regime di Saddam si appropria delle risorse del programma internazionale e vende gli aiuti alimentari sul mercato nero di paesi come la Giordania. Saddam ha preso in ostaggio gli irakeni per mostrare al mondo che le sanzioni uccidono il suo popolo, con l'obiettivo di far togliere le sanzioni e così disporre di nuovo delle risorse petrolifere. Basterebbe andare in Irak per rendersi conto della realtà. Pensi a quei poveretti, quei pacifisti, che sono andati a Baghdad a spese del regime per fare da "scudi umani". La popolazione irakena li disprezza e li considera come dei mercenari al servizio del regime. Queste persone dovrebbero decidere che cosa vogliono: o stanno con le vittime, cioè il popolo irakeno, e quindi non devono agevolare la propaganda del regime, o sono al fianco di tutti quelli che pretendono di opporsi agli americani, e tra questi Saddam. Negli anni '40 questa gente avrebbe avuto della simpatia per lo "zio" Adolfo.

Se Saddam si arrendesse e si abolissero le sanzioni i curdi irakeni sarebbero in pericolo?

Sarebbe una catastrofe. Se le sanzioni venissero abolite l'esercito irakeno potrebbe intervenire nel Kurdistan e il regime potrebbe utilizzare di nuovo le risorse petrolifere per riar-

marsi. Forse questa situazione potrebbe soddisfare alcune imprese europee, ma non il popolo irakeno.

Come giudica il modo in cui, in Francia, i mezzi d'informazione presentano la crisi in Irak?

Oramai siamo abituati. Negli anni Ottanta c'era già un consenso nel sostegno al regime di Saddam Hussein e le poche voci discordanti facevano fatica a farsi sentire. In ogni caso non ci lasciamo impressionare. In questo momento, in Francia come negli Stati Uniti, c'è un'intensa propaganda che giustifica la tesi dei rispettivi Governi e serve a trovare il sostegno della propria opinione pubblica. Le faccio un esempio concreto: alcuni mattacchioni inglesi, in nome della Pace, decidono di andare con un autobus fino a Baghdad e i telegiornali per alcuni giorni dedicano ampio spazio all'episodio. Pochi giorni fa, nel Kurdistan irakeno, 500.000 persone hanno manifestato contro il regime di Baghdad e un solo telegiornale ha dedicato qualche secondo all'avvenimento. Quando alla fine di novembre, come le ho detto, abbiamo organizzato in Senato una conferenza sul futuro dei curdi, i mezzi d'informazione francesi, che pur erano presenti, praticamente non ne hanno parlato, anche se l'informazione era importante ed è stata ampiamente diffusa in tutto il Medio Oriente. La ragione del silenzio è semplice: sono informazioni che non vanno nel senso dell'attuale politica del governo francese.

Cosa pensa dei milioni di persone che hanno sfilato nel mondo sventolando la bandiera della pace?

Credo che l'obiettivo di quelle manifestazioni sia sbagliato. Il vero pericolo è Saddam Hussein, non Bush. Non è un caso che le manifestazioni siano state strumentalizzate dai media irakeni. Anche i curdi irakeni vogliono la pace, ma Saddam deve andarsene, con le buone o con le cattive.



NICHOLAS D. KRISTOF

Hatreds Steeped In Blood

DIYARBAKIR, Turkey

When the war in Iraq begins sometime soon, one of the messiest and most dangerous battles may be across from here in northern Iraq. And it won't even involve the Iraqi Army.

In the so far unsuccessful haggling to bribe Turkey into the coalition, the U.S. acquiesced in the deluded Turkish plan to intervene in Kurdish lands in northern Iraq. So Turkish Army trucks are rumbling along toward Iraq on roads in this rugged and remote area of southeastern Turkey, carrying tanks and artillery and pausing only to confiscate film from journalists who photograph them.

Many Kurds hate Turks with the kind of enmity steeped in blood and ripened by centuries of antagonism, and in the confusion of war some Kurd will surely seize the opportunity to toss a grenade into a truck full of Turkish troops. That's when Turkish and Kurdish units will begin slaughtering each other.

The unfolding mess in northern Iraq is a reminder that if we invade Iraq, we are stepping into an immensely complex region of guns, clans and hostilities that we only dimly understand. The White House thinks it can choreograph the warfare, but if we can't control effete gavel-wielding diplomats on the familiar turf of the United Nations, how will we manage feuding troops

with mortars in the mountains of northern Iraq?

The nightmare is that the Turks, Kurds, Iraqis and Americans will all end up fighting over the oil fields of Kirkuk or Mosul. The Americans plan to get there first to seize the oil fields and avert a broader conflict, but in the chaos of war that may not be possible. Turkey is terrified that Iraqi Kurds will emerge from a war with access to oil to finance a viable Kurdistan — which they say could become a base for more Kurdish terrorism in Turkey.

"If Kurds try to advance to Kirkuk or Mosul, then nothing can stop the Turks, not even the Americans," said Ilter Turan, a political science professor at Bilgi University in Istanbul.

Haluk Sahin, a prominent Istanbul journalist, added: "If American security is so important that it will fight 10,000 miles from home, then what about Turkish security? For Turkey, this is right across our border."

"Kurds are always in conflict," explained Mursel Karacam, a 40-year-old chestnut vendor in Istanbul, as he plied me with fresh-roasted nuts. "We would go in and teach

A dangerous mix of Turks, Kurds and oil.

them how to be civilized, how to live in peace."

Oh? Teach the Kurds peace at gunpoint? Some Turks seem to have the same problem as some Americans — they have been so traumatized by terrorism (whether by Kurds or by Al Qaeda), they are determined to go

abroad with guns blazing, without recognizing that artillery may not always help, and without acknowledging that the rest of the world does not accept the nobility of their intentions.

The U.S., desperate to get basing rights for its troops in Turkey, agreed that Turkey should enter northern Iraq — which is like hiring the Bloods to patrol a Crips neighborhood. Then Turkey's Parliament turned down the proposal for up to 62,000 U.S. troops anyway, despite our bribe of \$6 billion in direct aid. At this point, the White House would probably like to see more democracy in Iraq and less in Turkey.

Frankly, it's just as well the Turks turned us down. That vote consolidated Turkish democracy, which we need to encourage as a model for the Islamic world. And as part of the deal, we would have escorted the Turkish foxes into the Kurdish henhouse.

Unfortunately, as the Turkish military convoys show, the foxes are planning to visit the hens anyway — even though the U.S. now discourages unilateral Turkish intervention in Iraq. We need to make the point much more firmly: whether Turkey accepts the U.S. troop presence or not, it's hard to think of a worse idea than Turkey's moving into Kurdistan, unless it would be Turkey's simultaneously providing "peace-keeping" in Armenia.

Tensions are growing, with Iranian-armed fighters entering Kurdistan and threatening to fight not just Saddam but also the Turks. Our allies could be too busy disemboweling each other to take on Saddam's troops. And the U.S., as one American living in Turkey puts it, "has no clue of the hatreds it's walking into."

When the White House looks at Iraq, all it sees is hidden weaponry. It never notices the seething complexities in which we are about to embed our young men and women. □

U-turn for Turkey?

Erdogan victory may alter bases policy

By Dexter Filkins

The New York Times

ISTANBUL: Recep Tayyip Erdogan won a seat in the Turkish Parliament on Sunday, setting the stage for his ascension to the prime minister's office and a reconsideration of a measure that would allow American troops to use the country as a base against Iraq.

Erdogan, leader of the governing Justice and Development Party, had been prohibited from running for office because of a prior conviction for inciting religious hatred.

On taking over the Parliament last

November, his colleagues in the party amended the constitution so that he could run.

Election officials said Erdogan, running in an open seat in the Turkish agricultural center of Siirt, had captured about 85 percent of the vote.

Erdogan's victory was expected and had been expected ever since his Islamic-based political party swept aside the country's political establishment in elections last November.

But the standing American request for permission to bring as many as

62,000 soldiers into Turkey for use against Iraq has given Erdogan's election a fresh urgency.

The Turkish Parliament rejected the measure this month despite endorsements from Erdogan and Prime Minister Abdullah Gul.

Erdogan has suggested that he might ask Parliament to take up the measure again.

American diplomats have continued to press the government here for such a reconsideration. Even Sunday, as the voters in Siirt were still casting ballots, Robert Pearson, the American ambassador, met with Erdogan in the Turkish capital of Ankara.

Pearson said afterward that they had discussed the Iraq situation, without elaborating.

Sources close to Erdogan said Sunday that Erdogan was inclined to push the resolution again. A senior member

of the governing party said that if Erdogan did so, the vast majority of the party would fall into line.

"I am optimistic that we will bring this second resolution," the official said.

Analysts said Sunday that one of Erdogan's first moves as prime minister could be to purge ministers who oppose it, news agencies reported.

"This result is as sweet as a poem," Erdogan said, highlighting the irony in the victory: It was a poem that Erdogan had recited in 1997 that led to his imprisonment and political exile.

"This date of March 9 is a turning point in the struggle for a democratic state, a state of rights, a just state," Erdogan said.

Prime Minister Gul is expected to resign Wednesday to make way for Erdogan to take over the government, after Erdogan's Justice and Development Party overwhelmingly won balloting in the southern town of Siirt.

Governor Nuri Okutan of Siirt said Justice captured 84.7 percent of the vote. Justice is likely to have won all three seats that were contested Sunday.

It was unclear when Parliament would be ready to take up a new resolution on U.S. troop deployment.

"Our task is hard, our path is long, but my peoples' trust is total," Erdogan told

supporters after the vote.

Erdogan's election was likely to end some of the confusion within the Turkish government. Gul is head of the administration, but Erdogan leads the governing party and is widely regarded as the power behind the scenes. It was Erdogan whom President George W. Bush invited to the White House after Turkey's national elections in November.

Some analysts say those muddled lines of authority contributed to the failure of the resolution last week by a mere four votes in the 550-seat Parliament — despite Justice's huge majority of 362 seats.

Erdogan had been barred from running in November national elections because of a conviction for inciting religious hatred over a poem he had read at a rally in Siirt, 100 kilometers (60 miles) north of the Iraqi border.

"In the November elections, the person who was the prime minister in our hearts was not able to become a deputy. This week this mistake, this shame is being rectified," said the deputy prime minister, Ertugrul Yalcinbayir.

The vote comes as Washington puts pressure on Turkey to allow in U.S. combat troops to open a northern front against neighboring Iraq in a possible war. Ships carrying equipment for the

soldiers are already off the Turkish coast, and it was unclear how long Washington could wait for a Turkish decision.

Rebuffing the United States risks straining ties with Washington and losing a say in the future of neighboring Iraq — as well as a \$15 billion U.S. aid package offered in exchange for accepting U.S. troops.

"Recep Tayyip Erdogan's test in Siirt will determine the fate of the motion," Enis Berberoglu wrote in the *Hurriyet* newspaper. "If a result that pleases the (Justice party) emerges from the elections, then Erdogan's hand will be strengthened."

The newspaper reported Saturday that Erdogan plans to dismiss four ministers who opposed the deployment, reducing the number of ministers to 20 from 24.

During Gul's term as prime minister, Erdogan strongly influenced policy, and cabinet ministers — including Gul — consulted Erdogan after key meetings.

Although Erdogan urged legislators to vote for the first failed resolution, his words are likely to have a stronger impact once he is in office.

"It is one thing to run a government by remote control and another to sit in the prime minister's seat," said Ilnur Cevik, editor of the *Turkish Daily News*.

The U.S. and Turkey

By Hakan Altınay

Reassess the strategy

ISTANBUL

When a closely divided Parliament voted this month against allowing the United States to launch an attack on Iraq from Turkish soil, it stunned this country's leaders and disappointed American military planners who argue that Turkish cooperation will mean a shorter war.

It also highlighted how the United States haste to subdue Saddam Hussein is claiming other victims. The North Atlantic alliance may be one casualty. Turkey's bid to demonstrate that Islam, democracy and the Western alliance are compatible may be another, equally important, casualty.

In November, the upstart Justice and Development Party won a landslide victory in parliamentary elections that eliminated most of the political class of the time. While the bulk of the party's membership has an Islamist lineage, the party has distanced itself from its religious roots to take a conservative-democratic stance.

Immediately after the elections, the party's leader, Recep Tayyip Erdogan, traveled to European capitals to lobby for putting Turkey on an irreversible path to join the European Union. Erdogan, despite his Islamist background, was more energetic in his campaign than his secular predecessors were.

This government's determination to ease restrictions on freedom of expression and lift the immunity of perpetrators of torture seems stronger than that of any previous government. Last but not least, it has been working towards a solution of the Cyprus conflict with unprecedented vigor.

The Justice and Development experiment may prove conclusively that a pious Muslim worldview is compatible with a first-rate democracy. The course that the party charts is being closely watched in the Muslim world — not least by reformers in Iran. Few things would encourage peace in the world and support long-term American interests more than homegrown democracy thriving in the Middle East.

While much rides on the fate of the Justice and Development experiment, the party itself is still a work in progress. The leadership, Erdogan and Prime Minister Abdullah Gul, are ahead of the party and pulling it to the center. But by pressing them to take deeply unpopular positions, the

United States runs the risk of thwarting this invaluable experiment whose results would be in America's interest.

The context in which the Parliament made its decision needs to be understood. As it met in a closed session to deliberate whether to allow in American troops, 100,000 people were demonstrating against the resolution in the streets of Ankara.

The realpolitik argument that the United States would wage war with or without Turkey, so why not join the winning side and get some money in the bargain? — sounded profoundly immoral.

In short, Washington asked the Justice and Development Party to do something quite extraordinary, possibly more extraordinary than it may have realized. Pushing it to open Turkey to American troops could hurt the democratic experiment in one of several ways: The party may lose its resolve to reposition itself and go back to its old ways, a permanent rift may emerge in the party, or worse, demagogues of the right may capitalize on the party's difficult predicament. The Turkish Parliament's agony should remind the United States what is at stake and lead it to reassess its strategy.

The writer is director of the Open Society Institute-Turkey.

Le Kurdistan voudrait exister politiquement

LE FIGARO MERCREDI 12 MARS 2003

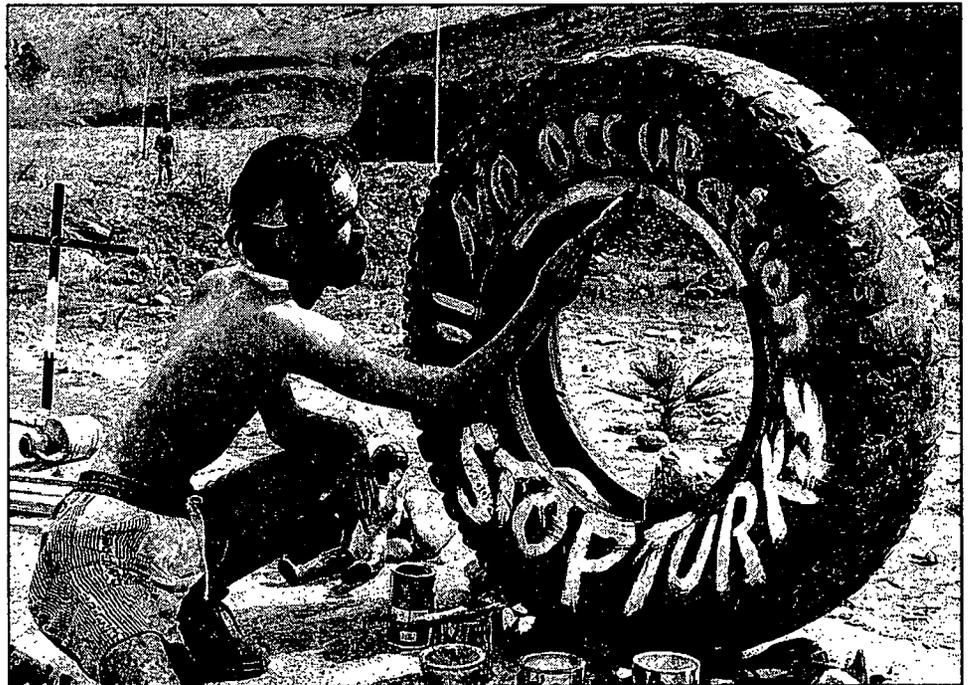
Sulamaniya :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Au milieu d'un terrain boueux, le grand bâtiment en brique ressemble à une carcasse laissée à l'abandon, où quelques pigeons blancs ont trouvé refuge pour la fin de l'hiver. « *Bienvenus au Musée de la souffrance* », s'exclame un homme assis dans un coin. C'est ici, en plein cœur de Sulamaniya, au nord de l'Irak, que les officiers baasistes avaient l'habitude de torturer les prisonniers politiques.

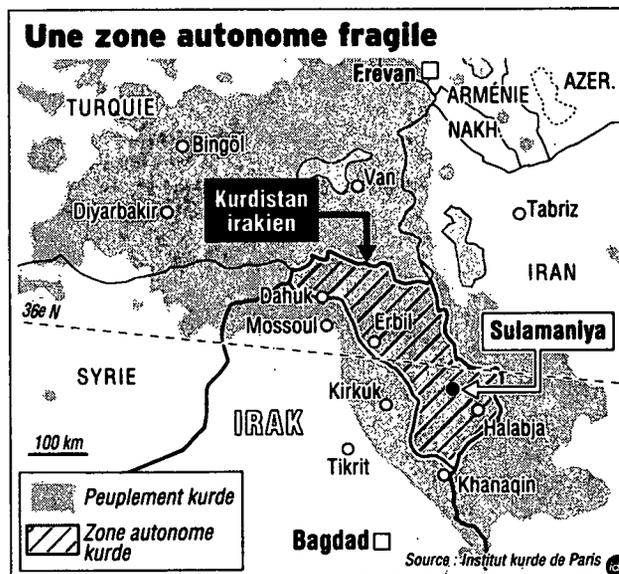
Douze ans après l'autonomie du Kurdistan irakien, un des anciens quartiers généraux des forces de sécurité de Saddam Hussein vient d'être transformé en salle d'exposition. Dans l'obscurité du rez-de-chaussée, des photos ont été collées en enfilade le long de grands panneaux plaqués à même le mur. Elles illustrent l'intifada menée en mars 1991 par la population kurde contre les forces de Bagdad.

On y voit de jeunes volontaires armés de kalachnikovs, ouvrir le feu contre des bureaux officiels et piétiner des tanks de l'armée irakienne. « *Ces images historiques sont d'une brûlante actualité* », commente Hassan Barzan, un des nombreux Peshmergas à avoir participé à l'époque au retrait des troupes irakiennes des montagnes kurdes. « *Très bientôt, c'est la population irakienne toute entière qui s'apprête à descendre dans les rues. Les Irakiens subissent au quotidien les mêmes souffrances que les Kurdes par le passé. Une attaque américaine sur Bagdad ne pourra que les inciter à se lâcher contre Saddam Hussein* », ajoute Hassan.

Perdues au fond de longs couloirs humides, les anciennes salles de torture donnent froid dans le dos. Elles ont été gardées intactes, « *pour ne jamais oublier les crimes commis sur le peuple kurde* », dit Hassan. On y croise des sculptures blanches représentant d'anciens détenus, les mains menottées et les visages bandés. Certaines cellules ne dépassent pas le mètre carré.



A la frontière avec la Turquie, un étudiant kurde exprime son inquiétude de voir les Turcs occuper le Kurdistan en cas de conflit. (Photo Joseph Barrak/AFP.)



« *C'est ici que mon frère a été gardé pendant un an, de 1980 à 1981, parce qu'on l'accusait de faire de l'opposition contre Saddam Hussein* », raconte Shouna Ahmad, une jeune étudiante de 24 ans. « *Mon frère y a subi les pires supplices : décharges électriques, pendaison par les pieds, pression psychologique.* »

Shouna ne peut contenir son émotion. « *Quand je prononce le nom de Saddam Hussein, je ne peux m'empêcher d'avoir des frissons dans le dos* », dit-elle.

Au cours des années 80, les campagnes successives menées par le régime baasiste contre les Kurdes provoquèrent la disparition de quelque 200 000

hommes. Plus de 4 500 villages furent complètement rasés, jetant des milliers de personnes sur la route de l'exil. Sans compter les différentes attaques chimiques qui touchèrent environ 280 villages. « *Saddam Hussein est un tyran. Aujourd'hui, nous ne pouvons souhaiter que la chute de Saddam Hussein* », commente Shouna.

Depuis 1991, la protection du ciel kurde par l'aviation américaine et britannique a largement participé à l'épanouissement d'un Kurdistan libre et autonome, à quelques kilomètres de la dictature de Bagdad. Dans cet espace à peine plus grand que la Suisse, les 13 % du programme « *pétrole contre nourriture* » et l'incitation à la libre entreprise ont permis de dynamiser l'activité économique et commerciale.

A Sulamaniya, les cafés Internet et les fast foods se livrent aujourd'hui une concurrence effrénée sur l'avenue principale. Dans les campagnes, la politique de déminage a également permis de relancer l'agriculture et l'élevage de moutons. Autant de signes de prospérité qui pour-

raient bien partir en fumée en cas de guerre américaine contre Saddam, et d'une redistribution des cartes dans la région.

« Nous sommes pourtant prêts à payer le prix », explique Shouna. La jeune étudiante est bien consciente que la stabilité du Kurdistan, dont le nom n'apparaît sur aucune carte géographique, reste bien relative. A une heure en voiture de Sulama-

niya, le renforcement des troupes irakiennes et le déploiement de nouveaux tanks sur les collines qui donnent sur le check point de Chamchamal sont autant de signes menaçants pour les Kurdes.

Les rumeurs d'une entrée prochaine des troupes américaines au Kurdistan pour créer un front du Nord ont poussé la population kurde à se résigner.

La plupart des habitants ont déjà fait le plein de bouteilles d'eau, de gâteaux secs et de Nylon pour se protéger en cas d'attaque chimique. Mais quand il s'agit d'évoquer l'avenir, le regard de Shouna s'assombrit. « Nous sommes favorables à un changement de régime, à condition qu'il ne provoque pas l'occupation de notre territoire par les troupes étrangères. Les

vellétés d'intervention turque nous inquiètent. Quant aux Américains, nous avons du mal à leur faire confiance à 100 % », explique la jeune étudiante. Douze ans après l'intifada, les Kurdes n'ont toujours pas pardonné à l'administration américaine de les avoir cruellement lâchés après les avoir exhortés à se soulever contre Saddam Hussein.

TURQUIE Longtemps inéligible, le chef de l'AKP a remplacé hier Abdullah Gül

Recep Tayyip Erdogan enfin premier ministre

Thierry Oberlé

Grand vainqueur des élections législatives, Recep Tayyip Erdogan accède enfin aux fonctions de premier ministre. Le chef du Parti de la justice et du développement (AKP) a été nommé à la tête du gouvernement quatre mois après le raz de marée électoral de son mouvement.

Le leader islamiste avait été écarté à la suite d'une décision de justice le déclarant inéligible au scrutin de novembre. En attendant la première occasion d'une candidature à une élection partielle anticipée, il dirigeait en sous-main aux côtés du premier ministre sortant Abdullah Gül, le cabinet sortant.

« Nous rectifions encore un défaut dans notre vie démocratique », a estimé Erdogan à l'issue de sa désignation par le président de la République, Ahmet Necdet Sezer.

« Je soumettrai au président une liste du gouvernement aussi rapidement que possible », a affirmé Erdogan.

« Il y aura quelques changements au gouvernement », a-t-il ajouté.

Le nouvel homme fort de la Turquie va être immédiatement confronté à une épreuve de taille en affrontant le Parlement sur la question du déploiement de plus de 60 000 soldats américains sur le territoire national en prévision de la guerre contre l'Irak. Une motion avait été approuvée par le gouvernement d'Abdullah Gül mais rejetée de justesse le 1^{er} mars par le Parlement où l'AKP est pourtant



Recep Tayyip Erdogan va être immédiatement confronté au Parlement sur la question du déploiement des soldats américains sur le sol turc. (Photo Anja Niedringhaus/AP.)

largement majoritaire. Le texte a obtenu 264 voix alors que la majorité requise était de 267.

L'armée turque, qui joue toujours un rôle essentiel sur l'échiquier politique, a par la suite annoncé qu'elle soutenait la position du gouvernement d'Ankara. Avant de démissionner, Abdullah Gül a confirmé que la requête américaine serait réexaminée une fois Erdogan en fonction. Ce feu vert est capital pour les États-Unis.

Mais la perspective d'un conflit irakien est très impopulaire en Turquie qui craint par ailleurs les vellétés séparatistes de sa minorité kurde. Le refus d'autoriser le déploiement de troupes américaines pourrait toutefois priver Ankara d'une aide financière se chiffrant en milliards de dollars.

Des réformes aux lois électorales, adoptées par un Parlement où son parti possède une majorité écrasante, ont per-

mis, dimanche, à Erdogan de remporter un siège à l'Assemblée en se présentant à Siirt, dans le sud-est du pays. Cette formalité accomplie plus rien ne s'opposait à son retour sur le devant de la scène.

Agé de 49 ans, il est l'ancien maire charismatique d'Istanbul. En 1994, il avait ouvert son premier conseil municipal par une lecture des versets du Coran. A l'époque, il affirmait aussi que la Constitution laïque avait été rédigée par des « ivrognes ». Populaire grâce à une bonne gestion de la métropole congestionnée du Bosphore, sa carrière a connu une parenthèse de quatre mois de prison en 1998. Erdogan avait été condamné pour « incitation à la haine par discrimination religieuse ». Il lui était reproché d'avoir récité des vers, jugés subversifs, lors d'un discours politique. « Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupes nos casques, et les croyants nos soldats » avait déclamé Erdogan citant Ziya Gökalp, un auteur nationaliste considéré comme un précurseur du... kémalisme.

Sa peine effectuée, Erdogan avait été interdit de politique, mais avait formé l'AKP, en 2001, après une première amnistie. « Tayyip » comme l'appellent familièrement ses supporters, avait effectué peu après le succès de son parti aux législatives une tournée des capitales européennes. Le pèlerin turc avait tenté de rassurer ses interlocuteurs en plein débat sur la place de la Turquie en Europe. Au qualificatif d'« islamiste », il préfère celui de « conservateur démocrate ».

La guerre contre l'Irak se fera sans le feu vert des Nations unies

SI LA MAISON BLANCHE nourrissait encore quelque infime espoir d'obtenir l'aval de l'ONU pour partir en guerre contre l'Irak, il lui aura fallu y renoncer, lundi 10 mars. Après que le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, eut confirmé, dans la journée, que son pays s'opposera à une résolution autorisant le recours à la force, Jacques Chirac, dans une intervention télévisée, a expliqué aux Français pourquoi la France fera de même, en s'efforçant de rassurer ceux qu'inquiète cette divergence avec Washington.

La longue bataille diplomatique dont Paris a pris la tête depuis le mois de septembre est proche de son dénouement. Les ultimes tentatives diplomatiques américano-britanniques ne changeront rien, légalement, à l'issue, puisque l'opposition de la France et de la Russie, membres permanents du Conseil de sécurité, a force de veto (la Chine n'a pas dit si elle voterait contre ou si elle s'abstiendrait).

Washington et Londres n'en continuent pas moins d'exercer sur les six membres du Conseil réputés « indécis » de massives pressions, au fil de conversations où il est question de tout - d'une difficulté avec le FMI, d'un accord commercial, d'un besoin de pièces de rechanges pour tel matériel militaire, etc. - sauf du sujet du jour, à savoir l'Irak. L'objectif des Américains - et des Britanniques surtout - est de renverser à leur profit la majorité du Conseil, qui est de neuf voix sur quinze, afin de pouvoir mettre à l'index ceux qui oseront faire jouer leur

veto contre l'avis du plus grand nombre.

« *Quelles que soient les circonstances, la France votera non* », a confirmé Jacques Chirac, en estimant que la majorité du Conseil aurait fait de même si le vote avait eu lieu lundi soir. Même contre la majorité, la France voterait « non », parce qu'il s'agit pour elle de rester cohérente avec sa vision d'un monde « multipolaire », capable de gérer les crises multilatéralement et « dans le respect de l'autre », a ajouté le chef de l'Etat.

Pour souligner l'importance de cet enjeu, Paris a proposé, vendredi 7 mars, que la prochaine réunion du Conseil de sécurité - celle du vote - se tienne au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Le chancelier Gerhard Schröder a fait savoir, lundi, qu'il acceptait de se rendre à New York ; José Maria Aznar, puis George Bush, ont dit non. M. Chirac a paru, lundi soir, assez hésitant sur ce projet.

Dans son entourage, on explique que la question est de savoir « *si cela aide ou non les membres non permanents du Conseil à oser dire qu'ils pensent comme nous. Si cette dramatisation de la réunion devait accroître leur sentiment d'une crise avec les Etats-Unis et les faire trembler encore plus, ce ne serait pas la peine* ».

Il suffit que deux des six membres du Conseil réputés « indécis » (Pakistan, Chili, Mexique, Guinée, Angola, Cameroun) s'abstiennent pour que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ratent leur objec-

tif des neuf voix sur quinze. De toute façon, a fait remarquer Jacques Chirac, « *une grande majorité des pays et des peuples est hostile à cette guerre. La France n'est pas isolée* ».

RIEN D'IRRÉMÉDIABLE

Le désarmement de l'Irak par des moyens pacifiques est aujourd'hui à portée de main, estime M. Chirac. Sans la moindre complaisance envers Saddam Hussein, le président a souligné que son renversement n'était pas l'objectif de l'ONU (« *cela aurait mérité une discussion* » qui n'a pas eu lieu). Il s'est risqué à une théorie assez hypothétique sur le fait que la chute du dictateur pourrait résulter simplement de son désarmement : « *Le désarmement, cela signifie la fin du régime ; cela suppose une transparence à laquelle les dictatures ne résistent pas* ».

D'autres crises sont prioritaires aux yeux de Jacques Chirac, qui a cité le Proche-Orient et la Corée du Nord. Elles justifieraient un sommet du Conseil de sécurité, un effort collectif de la communauté internationale pour trouver les moyens de les gérer. Une guerre inutile en Irak, a-t-il redit, nourrira le terrorisme et brisera la coalition mondiale qui s'était constituée au lendemain du 11 septembre 2001 : « *Les premiers vainqueurs seront ceux qui souhaitent un choc des civilisations, un affrontement des cultures et des religions* ».

Ni pacifiste ni anti-américain pour autant, le chef de l'Etat s'est efforcé de rassurer les secteurs les plus atlantistes de sa majorité : la France ne commet rien d'irrémedi-

ble pour ses relations avec Washington. Des représailles commerciales se heurteraient, a-t-il dit, aux règles de l'OMC et à la solidarité qui unit les Européens en la matière. Mais surtout, l'administration Bush ne lui semble pas dans cet état d'esprit.

De fait, les dirigeants américains - depuis que Donald Rumsfeld a été invité par plusieurs dirigeants européens à se calmer - observent à l'égard de la France une certaine retenue. La dernière déclaration de Colin Powell, selon laquelle « *des conséquences sérieuses, au moins à court terme, pourraient résulter* » du comportement de Paris, apparaît comme le contraire d'une menace comparée aux pressions que les Etats-Unis exercent aujourd'hui sur des Etats plus faibles. Les Etats-Unis, qui commencent à mesurer les risques de la guerre et de l'après-guerre, auront à terme besoin de tout le monde, estime-t-on à l'Elysée.

Quant à la crise en Europe même, M. Chirac dit qu'il faut lui mettre « *un petit c* » parce que l'Europe, justement, se construit comme ça : à force de crises surmontées. Quand la crise sur l'Irak sera terminée, l'Europe trouvera « *dans ses remords* » l'énergie pour avancer vers plus d'intégration, estime-t-il. On peut effectivement lire ainsi l'histoire de la construction européenne et y puiser de l'optimisme. Tony Blair doit néanmoins avoir hâte que soient franchies les quelques « *embûches* » conjoncturelles du moment.

Claire Tréan

VERBATIM

« Quelles que soient les circonstances, la France votera non »

VOICI les principaux extraits de l'intervention de Jacques Chirac, lundi 10 mars sur France 2 et TF1.

« **Désarmer l'Irak.** Il est essentiel de désarmer ce régime, ce pays et d'éliminer ces armes de destruction massive (...) La communauté internationale, à l'unanimité, en votant au Conseil de sécurité la résolution dite 1441, a pris une décision qui consistait à dire « *Nous allons désarmer l'Irak de manière pacifique* », c'est-à-dire par des inspections. (Nous allons) nommer des inspecteurs et eux nous diront si cette voie est possible ou si elle ne l'est pas. (...) »

Les inspecteurs disent que la coopération s'est améliorée et qu'ils sont en mesure aujourd'hui de poursuivre leur travail. Et c'est cela qui est capital (...) Ou alors qu'ils viennent dire au Conseil de sécurité : « *Nous sommes désolés mais l'Irak ne coopère pas, les progrès ne sont pas suffisants, nous ne sommes*

pas en mesure d'atteindre notre objectif, nous ne pouvons pas garantir le désarmement de l'Irak », cas auquel il appartiendra au Conseil de sécurité et à lui seul de décider ce qu'il convient de faire. Dans ce cas naturellement, hélas la guerre deviendrait inévitable. Elle ne l'est pas aujourd'hui.

Le droit de veto. De quoi s'agit-il ? Aujourd'hui, nous sommes dans un système qui est celui de la résolution 1441, (...). Certains de nos partenaires, qui ont leurs raisons, considèrent qu'il faut en réalité en terminer vite et par une autre approche, celle de la guerre. (...) On passe d'un système qui était celui de la poursuite des inspections pour désarmer l'Irak à un autre système qui consiste à dire « *dans tant de jours on fait la guerre* ». La France n'acceptera pas et donc refusera cette solution. (...) Ma position c'est que quelles que soient les circonstances, la France votera « non » parce qu'elle considère ce soir qu'il n'y a pas lieu de faire une guerre pour atteindre l'objectif que nous nous sommes

fixé, c'est-à-dire le désarmement de l'Irak. (...)

La France n'est pas un pays pacifiste, ne refuse pas la guerre par principe, et le prouve d'ailleurs en étant le premier contributeur de forces de l'OTAN actuellement, notamment dans les Balkans. (...)

Le droit de veto a été très souvent utilisé. La France l'a utilisé depuis l'origine dix-huit fois, le dernier en 1989. Il s'agissait à l'époque de la crise du Panama. L'Angleterre a dû l'utiliser trente-deux fois et les Etats-Unis soixante-dix-sept fois. Donc, ce que vous appelez le droit de veto, c'est-à-dire le « non » s'opposant à une majorité, n'est pas un phénomène exceptionnel. C'est dans la nature des choses, c'est dans la règle internationale, c'est dans le droit international.

Crise avec les Etats-Unis. La France n'est pas un pays anti-américain. C'est absurde d'imaginer cela. Nous avons deux siècles d'histoire commune, de partage des mêmes valeurs, nous nous sommes toujours - dans

les moments difficiles - trouvé ensemble la main dans la main et nos relations, notre amitié a des racines profondes dans les peuples, bien au-delà des situations événementielles. Il n'y a donc aucun risque que les Etats-Unis et la France, que le peuple américain et le peuple français se disputent ou se fâchent.

Nous sommes dans un monde mondialisé, globalisé avec des organisations internationales. Le commerce aujourd'hui, cela relève de l'organisation mondiale du commerce. Cela relève de l'Union européenne. Si les Américains voulaient prendre des dispositions à l'égard de la France, il faudrait qu'ils les prennent à l'égard de toute l'Europe, y compris l'Angleterre. Tout cela n'est pas sérieux.

L'après-guerre. Personne ne peut dire à l'avance quels sont les résultats d'une guerre. Il est rare qu'ils soient positifs (...) Ce qui est sûr c'est qu'après une guerre il faut effectivement réparer les choses. On le demandera (à la France). Il faut reconstruire à la fois matériellement et aussi politiquement et cette reconstruction, elle, ne peut être faite que par l'ONU. On n'imagine pas quelqu'un assumant seul, y compris les Etats-Unis, le rétablissement d'une situation viable dans ce pays et dans cette région.

Crise en Europe. Je ne le crois pas. D'abord parce que je n'ai jamais pensé que l'Europe était un chemin de roses. L'Europe c'est un chemin difficile, escarpé, semé d'embûches mais vous observerez que depuis que

nous l'avons emprunté nous avons toujours progressé, quelles que soient les difficultés et quelles que soient les embûches. Et chaque fois qu'il y a des crises, nous sommes sortis dans le processus européen renforcés. (...)

Terrorisme. Il me semble que la guerre est un élément qui fera éclater la coalition mondiale antiterroriste car il ne faut pas oublier tout de même qu'une très grande majorité des pays et des peuples du monde sont hostiles à cette guerre. Une très très grande majorité. La France n'est pas isolée beaucoup s'en faut. Donc le terrorisme risque effectivement d'avoir une impulsion nouvelle dans ce contexte.

La gauche applaudit, la droite soutient le chef de l'Etat

Le consensus demeure fort malgré quelques voix discordantes au sein de l'UMP

LE « NON » à la guerre de Jacques Chirac a été quasi unanimement salué par les responsables politiques français.

► **La majorité derrière Jacques Chirac...**

L'UMP soutient « la détermination sans faille du président de la République (...) à ce que le recours à la force ne constitue qu'un ultime recours ». « C'est une position logique et cohérente », a salué François Sauvadet, porte-parole de l'UDF. Pour Jacques Barrot, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, M. Chirac « a écarté toute polémique inutile avec ceux qui, comme il l'a rappelé, restent nos alliés de toujours ».

► **... la gauche aussi...**

François Hollande « partage les arguments » du chef de l'Etat. « Le PS, déclare son premier secrétaire, ne ménagera pas ses efforts pour soutenir la France jusqu'au veto, mais, parallèlement, il ne ménagera pas

non plus ses critiques à l'égard de la politique économique et sociale de Jean-Pierre Raffarin. » Pour Henri Emmanuelli, chef de file du courant Nouveau Monde, M. Chirac a « essayé de dédramatiser le recours au veto vis-à-vis de son électorat. Il est moins difficile pour moi d'être d'accord avec lui qu'une partie de la droite ». M. Emmanuelli « regrette » toutefois que le président de la République n'ait pas davantage « poussé l'analyse sur l'Europe », car « cette crise sera un accélérateur de la construction politique européenne ».

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, considère que la décision de M. Chirac est « juste, digne, conforme à la volonté de notre peuple ». « Il porte les intérêts de la France conformément à sa vocation d'universalité. Ce faisant, il sert aussi l'idée d'une Europe européenne », a déclaré Jean-Pierre Chevènement, président d'hon-

neur du Mouvement républicain et citoyen. Les Verts approuvent la « fermeté apparente » du discours, alors que, pour la LCR, la position exprimée par M. Chirac « procède du refus de laisser s'opérer un remodelage d'une région entière du monde en fonction des seuls intérêts impérialistes anglo-américains ».

► **... mais des réserves se manifestent à droite...**

« Nous accusons les Etats-Unis de vouloir imposer leur vision du monde, mais, avec le veto, nous nous plaçons en position d'imposer la nôtre », déplore le député (UMP) des Alpes-Maritimes Jérôme Rivière. Son homologue (UMP) du Val-d'Oise Axel Poniatowski, président du groupe d'amitié France-Etats-Unis de l'Assemblée, a indiqué, mardi 11 mars, dans un entretien au Parisien, qu'« il regretterait que la France utilise son veto », car ce « serait un choix contre les Etats-Unis ». Alain Juppé, président de

l'UMP, ne partage pas l'optimisme affiché par M. Chirac sur le faible impact d'un « non » français aux Etats-Unis. Il évoque des « divergences profondes avec cette administration américaine ».

► **... comme à gauche**

La gauche critique l'autorisation qui serait donnée à l'aviation américaine de survoler le territoire national au cas où les Etats-Unis décideraient d'une opération unilatérale. « Inopportune », juge M. Hollande. « Cela me laisse perplexe », déclare Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche. Yves Contassot, porte-parole des Verts, parle d'« ambiguïté manifeste ». Arlette Laguiller, au nom de Lutte ouvrière (LO), regrette pour sa part que M. Chirac ait « tenu à affirmer que, malgré ses désaccords avec les dirigeants américains, il se considère comme leur allié ».

Service France

IRAK Un écrasement du régime de Saddam Hussein par une intervention américaine sonnerait le glas de la formation au pouvoir depuis 1968

Le crépuscule du parti Baas

**Bagdad :
de notre envoyé spécial
Renaud Girard**

Le parti unique irakien Baas (littéralement parti de la « renaissance » arabe) n'est plus que l'ombre de ce qu'il était. Fondé à Damas en 1942 par le chrétien Michel Aflak et le musulman sunnite Salahedine Bitar, le Baas s'affiche comme un mouvement politique anticolonial, progres-

siste et panarabe. Il adopte pour devise : « Unité, socialisme, liberté ».

Dès les années 50, les idéaux du Baas pénètrent en force dans la petite-bourgeoise sunnite irakienne - celle des instituteurs et des officiers -, laquelle est majoritairement laïque, progressiste mais pas communiste, nationaliste arabe et farouchement opposée à la domination britannique encore vivace sur la région du golfe Persique. En 1968, à la faveur d'un coup d'Etat militaire,

le parti Baas s'empare définitivement du pouvoir à Bagdad, sous la férule du général Hassan al-Bakr. A cette époque déjà, le principe fondateur de l'unité arabe n'est plus qu'un rêve : le prestige du nassérisme s'est éteint après la défaite de 1967 face à Israël ; les branches syrienne et irakienne du Baas ne cessent quant à elles de se disputer, préférant chacune se concentrer sur l'édification d'une conscience nationale propre.

Le second principe fondateur de liberté n'a jamais été vérita-

blement mis en application par le Baas. Le général al-Bakr décide en effet de faire du Baas - parti non communiste mais structuré à la soviétique - un moyen d'embrigadement de la population et des appareils d'Etat. L'idée est de mettre fin à l'instabilité politique ayant marqué les dix précédentes années, qui vont de la révolution sanglante de 1958 renversant la monarchie hachémite au coup d'Etat de 1968. La liberté est volontairement sacrifiée sur l'autel

de l'édification nationale. La nation doit primer sur l'individu. Le président al-Bakr décide dès cette époque de s'appuyer en priorité sur un homme encore jeune, secrétaire général adjoint du Baas mais inconnu en dehors de ce cercle et qui est surtout originaire de la même ville que lui, Tikrit (à 250 km au nord de Bagdad). Ce militant discret de 31 ans, d'origine populaire, dépourvu d'éducation supérieure, a déjà derrière lui un long passé d'activiste, ayant connu la prison sous la monarchie et l'exil après une tentative de coup d'Etat raté, en septembre 1959, contre l'homme fort de l'époque, le général Kassem. Cet homme discret s'appelle Saddam Hussein. Chargé de constituer un service de sécurité à l'intérieur du parti Baas, Saddam Hussein va patiemment tisser sa toile et éliminer un à un tous ses rivaux potentiels. Au début des années-70, il devient vice-président de la République et, en 1979, il remplace un al-Bakr malade à la présidence de l'Irak. La décennie 1970-1980 est l'âge d'or du Baas. Pas de liberté, une organisation de type stalinien, mais un programme socialiste où une grande partie de la rente pétrolière est consacrée à l'éducation, à la santé, aux infrastructures, à l'industrialisation du pays.

Avec l'entrée en guerre contre l'Iran (septembre 1980), le ré-

gime vire à la dictature personnelle orientée sur les dépenses militaires. Deux ans après la fin de la guerre avec l'Iran, Saddam Hussein envahit le Koweït. L'appauvrissement général du pays provoqué par l'embargo international consécutive à l'attaque du Koweït va faire éclater les derniers idéaux socialistes et laïcs du Baas. L'inflation galopante ruine les classes moyennes qui ne rêvaient que d'éducation pour leurs enfants. Emerge en revanche une nouvelle bourgeoisie affairiste, enrichie par tous les trafics liés aux contournements de l'embargo.

Soucieux de recueillir davantage de soutiens dans le monde arabo-musulman, Saddam Hussein va de plus en plus jouer la carte de l'islam. L'Etat se met à construire des mosquées partout ; l'enseignement religieux devient obligatoire à l'école ; l'alcool est banni dans les restaurants ; le Code de la famille est calqué sur la charia. Le paradoxe de l'embargo international apparaît au grand jour : censé ramener par la contrainte l'Irak dans le concert des nations, l'embargo n'a fait en réalité qu'éloigner encore plus la société irakienne des valeurs occidentales.

Parti politique aux idéaux déchus, le Baas n'est plus aujourd'hui qu'une vaste structure de contrôle policier de la popula-

« en raison des menaces exté-

tion. L'étranger qui parvient, à la faveur d'une erreur du poste de garde, à pénétrer à l'intérieur des bureaux spacieux d'une permanence du Baas, pour demander à s'entretenir avec un responsable, provoque immédiatement une sorte de panique. Il est prié de quitter au plus vite l'enceinte du parti et de ne plus jamais revenir.

Le grand Bagdad (5 millions d'habitants), entièrement quadrillé, comprend 77 permanences du Baas, chacune en charge de son quartier. On les reconnaît non seulement par l'immense tableau mural de Saddam Hussein ornant le portail d'entrée, mais aussi parce qu'elles n'ont pas l'air délabré qu'ont toutes les autres administrations. Visiblement, le Baas est resté le chéri des finances publiques de l'Irak. Les permanents ou les militants de passage portent tous un uniforme militaire vert olive, *rieux pesant actuellement sur l'Irak* ». Chaque permanence dispose de son propre conseiller militaire, un officier supérieur, ainsi que de son propre conseiller appartenant au moukhabarat (service secret de la sécurité d'Etat). La tâche d'une permanence est de connaître tout ce qui se passe dans le quartier et, le cas échéant, de régler les petits problèmes comme les querelles de voisinage ou l'affectation militaire privilégiée de tel

ou tel jeune conscrit du quartier. « *Le Baas est au-dessus de toutes les administrations traditionnelles et donne même des ordres à la police, confie en privé un Bagdadien travaillant à son compte dans le secteur privé. Moi, moins je les fréquente, mieux je me porte* », ajoute-t-il en précisant qu'il ne s'est jamais rendu à la permanence du Baas de son quartier au cours des vingt dernières années. « *Comme je ne cherche pas les ennuis, je ne veux surtout pas les voir...* » Le Baas, appareil d'Etat tout-puissant destiné à protéger le régime, tourne en réalité actuellement à vide. Car cette formation, où chacun se surveille, est paralysée à la fois par la peur qu'elle suscite à l'extérieur et par celle qui règne en son sein.

En cas d'invasion militaire américaine, le Baas saura-t-il galvaniser la résistance populaire promise aux envahisseurs par Saddam Hussein ? A Bagdad, les avis divergent. Certains Bagdadiens vous expliquent en privé que tout le système s'effondrera comme un château de cartes dès que les premiers soldats américains seront en vue. D'autres, pas obligatoirement liés au régime, vous assurent que les militants du Baas - qui détiennent tous chez eux plusieurs kalachnikovs - se battront avec l'énergie du désespoir. Le seul point sur lequel s'accordent les Bagdadiens est que le Baas sera en mesure, grâce à son organisation de fer, d'imposer à la capitale le plus strict couvre-feu, dès les premiers bombardements.



Des membres du parti Baas dans les rues de Bagdad. En cas d'invasion militaire américaine, certains Irakiens pensent que tout le système s'effondrera comme un château de cartes. (Photo Ahmad Al-Rubaye/AFP.)

Comment choisir entre tant de maux ? par Hocine Aït-Ahmed

LES formidables manifestations contre la guerre en Irak ont rendu visible l'exaspération d'une opinion publique occidentale qui rejette l'arrogance guerrière américaine comme le retour à des comportements hégémoniques à contre-courant de toutes les avancées du discours démocratique de la deuxième moitié du XX^e siècle. L'opposition massive à la guerre et aux gouvernements qui en ont pris l'option (Italie, Espagne, Australie, Etats-Unis) a souligné l'absence dramatique des populations arabes, exclues de la scène politique tant nationale qu'internationale par leurs régimes respectifs.

Cette exclusion n'empêche pas seulement des millions d'êtres humains de s'exprimer sur des questions concernant directement leur devenir. Elle induit aussi tout un ensemble de régressions qui, de la radicalisation religieuse au discrédit jeté sur l'action politique, plongent des pans entiers de ces sociétés dans un attentisme à la lisibilité toute relative.

Le silence de ce que l'on nomme par commodité la « rue arabe » est-il signe de résignation, de révoltes à venir ou de dislocation sociale ? Il s'agit probablement d'un mélange d'attitudes contradictoires où l'impossibilité de vivre pleinement au

rythme du monde moderne sans arriver pour autant à s'en détacher se décline sur un mode schizoïde.

Brutaux et impopulaires, les régimes arabes corrompus ont fait de la rhétorique moderniste et de la lutte anti-islamiste leur credo auprès des gouvernements occidentaux, tout en rivalisant de zèle religieux et traditionaliste avec les groupes les plus conservateurs à l'intérieur.

De leur côté, les peuples de cette vaste partie du monde ne cessent de dénoncer l'archaïsme de leurs dirigeants et l'absence de libertés publiques, tout en affichant des sympathies pour les groupes islamistes ou tribaux les moins suspects de modernité et de liberté.

Les raisons d'un tel comportement sont multiples, et pas toujours aisées à cerner, tant les acteurs en présence multiplient les fausses pistes ou s'échappent carrément dans l'irrationnel. C'est cette ambivalence politique qui plonge la région dans un statu quo intenable.

Il serait néanmoins fallacieux de croire que seules des raisons internes sont à l'origine d'un tel fiasco. Le problème que pose la situation désastreuse en Irak, mais plus globa-

lement dans l'ensemble de la région, est qu'après s'être prononcé contre la guerre on se trouve dans une posture éthique confortable mais politiquement totalement démuné. Non que le choix de la guerre soit politiquement plus élaboré, mais il est, malgré les apparences, dans une cohérence globale plus conforme à ce qu'a été, en réalité, la politique internationale tout au long de ces dernières décennies.

Si l'on se trouve si démuné une fois que l'on a, à juste titre, dénoncé la guerre, c'est parce que la politique internationale, tout en se prévalant de principes démocratiques et de droit, n'a cessé de les violer en toute bonne conscience. Faut-il faire l'inventaire des dictatures sanglantes, des conflits civils interminables ou des guerres oubliées auxquels rien ne semblé devoir mettre fin pour illustrer l'impasse dans laquelle se trouve de fait l'action internationale ? Ce blocage que l'on a longtemps cru devoir exclusivement à la guerre froide a persisté bien après la chute du mur de Berlin.

Quand on pense à l'incroyable parcours du combattant que doivent inlassablement accomplir les organisations de défense des droits de l'homme pour faire adopter la moindre résolution à l'encontre de régimes coupables des pires atrocités contre leur peuple ou des peuples sous leur domination, on ne peut que prendre ses distances à l'égard de la rhétorique des institutions onusiennes.

Les oppositions politiques à ces régimes, exilées à l'étranger ou contraintes à l'exil intérieur, ne trouvent

que très rarement, et par intermittence, une écoute attentive. L'exemple de mon pays, l'Algérie, est caricatural : les gouvernements occidentaux, qui refusent de lui imaginer un avenir hors des militaires, fantasment sur l'avènement de « jeunes officiers kémalistes ». Mais, paradoxalement, ils accueillent avec scepticisme, à moins qu'ils ne fassent tout pour les discréditer, les militaires dissidents qui, au prix de risques énormes, décident de dénoncer les exactions et l'incurie des « décideurs ».

Isolés et réprimés à l'intérieur de leurs pays, ne rencontrant, au mieux, qu'un vague constat d'impuissance sur la scène internationale, les opposants assistent avec colère au pourrissement politique de leurs Etats et à une décomposition sociale aux conséquences désastreuses. Livrés à des cliques au pouvoir sans scrupule qui bénéficient de l'appui, qui de l'Europe, qui des Etats-Unis - quand elles ne jouent pas

admirablement des rivalités entre les deux -, des pans entiers de l'humanité basculent, lentement mais sûrement, vers des situations chaotiques de moins en moins maîtrisables.

En vérité, le vide laissé par la disparition du pôle soviétique a vite été comblé par une multitude de réseaux euro-arabes et euro-africains. Existant déjà à l'ombre de la bipolarité Est-Ouest, ils se sont mis à travailler à leur consolidation mutuelle sans pour autant disposer d'une idéologie commune ou d'un discours politique convaincant.

Il s'est ensuivi une inflation de discours sur la bonne gouvernance, les principes démocratiques, la souveraineté des peuples, le droit international... Mais cet arsenal conceptuel, qui a servi à la libération de nations entières, a été totalement vidé de son sens par des pouvoirs corrompus et brutaux, avec la bénédiction des démocraties occidentales passées maîtresses dans l'art du double discours. Du coup, les Nations unies sont vraiment devenues « un machin », sous l'action conjuguée des dictatures qui y siègent et des démocraties qui les soutiennent.

On ne peut, certes, que saluer la position à la fois lucide et courageuse de la France et de l'Allemagne. Mais, par-delà l'encouragement diplomatique à apporter à cette résistance au rouleau compresseur américain qui veut reconfigurer le monde à son seul profit, apparaissent rapidement les limites d'une politique du rafistolage incapable d'inverser le rapport de forces. Car le refus de la France de prendre une position sans ambiguïté contre la

tyrannie, à Bagdad ou ailleurs, fait aussi d'elle un gardien du statu quo. Quand Donald Rumsfeld s'en prend à la « vieille Europe », il partage peut-être cette appréciation avec des peuples qui, à tout prendre et puisqu'ils ne sont aucunement acteurs dans cette partie, refusent de choisir entre deux maux : le cynisme brutal des Américains ou l'insupportable hypocrisie d'une Europe qui souffre d'abord, et peut-être seulement, de ne pouvoir rivaliser avec une Amérique qui a les moyens de sa « naïveté ».

La convocation des principes humanitaires et du droit international a peu de chances de stimuler durablement des populations pour

qui l'intervention américaine, brutale et motivée par des considérations totalement égoïstes, est néanmoins susceptible de bouleverser le statu quo intenable dans lequel elles sont engluées.

Dans le peu d'empressement des populations arabes à soutenir le mouvement pour la paix, il faut peut-

HOCINE AÏT-AHMED est président du Front des forces socialistes (FFS) algérien.

être aussi voir un refus de la vassalité consentie à laquelle les invite le discours européen. La guerre - il serait plus juste de dire le massacre - qui se prépare est une catastrophe qui ouvre sur de multiples inconnues dont certaines peuvent sembler porteuses de perspectives nouvelles de loin préférables à tout le connu que proposent les régimes en place. Après tout, Rome a chassé Carthage avant d'être chassée par les Vandales.

Pour rompre la logique infernale de la domination, de la terreur et du terrorisme et proposer une réelle solution alternative, il faudrait, à l'Europe, opérer des révisions déchirantes et non se contenter de quelques effets d'annonce et de grands principes de droit qu'on refuse par ailleurs, aux peuples qui tentent de venir à bout de régimes iniques.

Le refus de la France de prendre une position sans ambiguïté contre la tyrannie, à Bagdad ou ailleurs, fait aussi d'elle un gardien du statu quo

Le Monde

12 MARS 2003

Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan

« Nous protégerons les zones kurdes libérées et ne nous battons pas contre les Irakiens »

DOKAN (Kurdistan irakien)
de notre envoyé spécial

Que ressentez-vous aujourd'hui, à l'aube d'une probable guerre qui s'annonce décisive pour tous les Irakiens et, en particulier, les Kurdes ?

La guerre est imminente ; il n'existe plus désormais aucune possibilité de la retarder plus longtemps. Le président Bush dit clairement qu'il est en faveur d'une démocratie en Irak et d'un système fédéral. Ce qui représente les deux objectifs principaux pour le peuple kurde. Mais allons-nous nous battre durant cette guerre ? Non. Notre politique est de protéger les zones kurdes libérées [depuis 1991], nous n'avons pas l'intention d'occuper Kirkouk et Mossoul [villes à majorité kurde actuellement sous contrôle de Bagdad], nous n'avons pas l'intention de nous battre contre les troupes irakiennes. Nous nous considérons comme des partenaires des Etats-Unis.

Ne craignez-vous pas que les Américains interviennent en Irak pour y rester et y installer un gouvernement militaire ?

A l'issue des contacts que nous avons eus, au plus haut niveau, avec les Etats-Unis, il est clair que le président Bush n'a pas l'intention de remplacer une dictature par une

autre. Les déclarations des responsables américains nous ont rassurés sur ce point et ont levé les derniers doutes que certains Kurdes avaient encore. Nous préférons cependant qu'aucune force étrangère ne s'installe en Irak. Quant à savoir combien de temps les troupes américaines vont rester... Nous pensons

« J'aurais préféré voir des troupes françaises aux côtés des Américains dans Bagdad libérée... »

qu'elles doivent partir le plus vite possible. Je pense par ailleurs qu'en cette période de globalisation, l'ère coloniale est révolue.

Comment réagiriez-vous à une entrée massive de troupes turques au Kurdistan, en coordination avec les troupes américaines ?

Nous ne souhaitons voir aucune armée régionale intervenir en Irak. Si cela est le cas, nous nous efforcerons par tous les moyens de limiter les dégâts. Nous sommes contre une telle intervention, mais nous



VAHID SALEMI/AP

n'avons pas l'intention de combattre les troupes turques. Nous voulons éviter que celles-ci tentent de désarmer nos soldats et d'abolir notre système démocratique. Cela dit, je crois que si les soldats d'Ankara entrent au Kurdistan irakien, ils n'auront pas les mains libres...

Êtes-vous déçu par l'attitude de la France dans la crise irakienne et pensez-vous, comme de nombreux Kurdes, que Jacques Chirac ne veut pas du renversement de Saddam Hussein ?

La France a fait beaucoup pour nous dans le passé et pour la protection du peuple kurde. Aujourd'hui, nous ne sommes pas d'accord avec sa politique en Irak. Mais je sais que M. Chirac veut le départ de Saddam Hussein. Disons que sa politique à l'égard des Etats-Unis est autre chose que celle qui définit la relation de la France avec nous. Chirac est un gaulliste historique. Mais j'aurais préféré voir des troupes françaises aux côtés des Américains dans Bagdad libérée...

Dans l'hypothèse d'un futur Etat fédéral irakien, ne craignez-vous pas de perdre une partie de l'autonomie gagnée par les Kurdes depuis la création de la « zone d'exclusion aérienne », en 1991 ?

Bien sûr, nous jouissons aujourd'hui d'une indépendance *de facto*, mais nous voulons nous joindre à l'Irak et jouer un rôle au sein du gouvernement fédéral. Pour cela, nous devons perdre une partie de notre autonomie, mais nous sommes prêts à faire des compromis.

Le Kurdistan irakien est dirigé par deux mouvements : le vôtre, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). En 1996, les deux partis kurdes se sont livrés à une guerre fratricide et sanglante. Aujourd'hui, ils affichent une unité nouvelle. Avez-vous tiré un trait définitif sur le passé ?

Aujourd'hui, nous avons de très bonnes relations et nous sommes d'accord sur les principaux enjeux de l'après-Saddam. Nous avons réuni le Parlement [le 4 octobre 2002, pour la première fois en dix ans] et nous nous sommes entendus pour faire de même avec les deux gouvernements. Bien sûr, les conflits qui nous ont opposés représentent une page regrettable de notre histoire. Aujourd'hui, nous déchirons cette page, comme cela [M. Talabani prend une feuille de papier et la déchire en plusieurs morceaux]...

Propos recueillis par Bruno Phillip

ANALYSE

Une capitale pour un Kurdistan uni et pétrolier ?

D'ARBIL ET DE SIWA (KURDISTAN IRAKIEN)

■ Ces derniers jours, ce n'était pas l'éventualité d'une guerre qui dominait les conversations dans le nord de l'Irak - on y considère généralement le conflit comme inévitable -, mais ce qui arriverait après. Des centaines de délégués des multiples tendances de l'opposition irakienne à Saddam Hussein se sont rencontrés à Salahuddin, une ville kurde située dans les montagnes [proche d'Arbil], pour discuter du gouvernement de l'après-guerre. Parmi les thèmes abordés : combien de temps resteront les Américains ? Que feront les Iraniens ? Quelle sera la représentation de chacun à Bagdad ? Et, surtout, la question la plus pressante : quelles sont les intentions des Turcs ? Récemment, lors d'un match de football disputé dans la ville kurde entre les équipes d'Arbil et de Bagdad, des nombreux spectateurs ont scandé des slogans antiturcs et non pas anti-Saddam Hussein. La peur qu'inspirent les Turcs aux Kurdes n'est pas

un sentiment nouveau. Pendant quatre siècles, l'Irak a été une province négligée de l'Empire ottoman. Lorsque la carte du Moyen-Orient a été redessinée, après la Première Guerre mondiale, les Kurdes se sont retrouvés partagés entre l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie. En 1991, les Kurdes irakiens ont obtenu de facto l'autonomie d'une partie de la zone de peuplement kurde. Aujourd'hui, ils craignent que les Turcs ne tentent de démanteler leur embryon d'Etat ou même d'envahir leur territoire. Ils rappellent la répression à l'encontre des 13 millions de Kurdes qui vivent en Turquie : l'armée en a tué 30 000 et en a déplacé près de 1 million. « La Turquie, c'est pire que Saddam Hussein », accuse Jwan Kamal Baban, du Syndicat des femmes du Kurdistan. Mais les Turcs sont déjà arrivés. Dans le village montagnard de Zewa, dans le nord de l'Irak, 20 chars turcs sont stationnés sur une base militaire. Les Turcs ont établi une présence militaire il y a cinq ans, pour com-

battre la guérilla menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement marxiste [des Kurdes de Turquie] basé à la frontière turco-irakienne. Mais, alors que l'activité du PKK s'est fortement réduite, les soldats turcs, eux, sont restés. Nombreux sont les Kurdes d'Irak qui craignent que ces unités ne constituent l'avant-garde d'une occupation turque du nord de l'Irak. Ankara veut empêcher coûte que coûte les Kurdes irakiens de s'emparer de Kirkouk, une ville historiquement kurde, car le pétrole de cette région leur permettrait de proclamer un Etat indépendant viable. Cette perspective risque de pousser les 13 millions de Kurdes vivant en Turquie à faire sécession. Des habitants kurdes des villes de Cizre et de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, ont confié à *The Observer* leur souhait de voir se créer un « Kurdistan uni ».

Jason Burke et Luke Harding,
The Observer, Londres

Le "Tora Bora" des Kurdes islamistes

Plusieurs villages du Kurdistan irakien sont aux mains d'un mouvement kurde intégriste, Ansar al-Islam, qui serait lié à Al Qaida et à Téhéran.

AL WASAT (extraits)
Londres

La région de Halabja est revenue à la une de l'actualité depuis que les Etats-Unis menacent de frapper l'Irak et de renverser le régime de Saddam Hussein. Halabja, qui déborde aujourd'hui d'activité, symbolise pour la conscience kurde le sommet de la tragédie. Halabja subit en effet encore maintenant les conséquences de ce qui s'est passé le 16 mars 1988, lorsque des avions irakiens ont bombardé la région avec des armes chimiques, provoquant la mort immédiate de 5 000 Kurdes accusés d'avoir collaboré avec l'ennemi iranien. A proximité d'Halabja, frontalière avec l'Iran, se trouve une poche montagneuse dont la superficie ne dépasse pas quelques kilomètres carrés et qui est contrôlée par des intégristes islamistes soupçonnés d'entretenir des liens avec l'organisation Al Qaida. Les quelques villages situés dans cette zone montagneuse sont sous la coupe d'islamistes appartenant à une organisation intégriste kurde appelée Ansar al-Islam (Partisans de l'islam).

DIFFICILE POUR L'UPK DE DÉLOGER CES 500 COMBATTANTS

Firouz et sa famille ont fui l'un de ces villages, Khormal, à cause des pressions exercées sur lui par les militants d'Ansar al-Islam, qui exigeaient qu'il s'engage dans leurs rangs. "Il était devenu impossible de vivre sous leur domination, expliquait-il. Si vous ne rejoignez pas leur groupe, les ennuis commencent. Ils vous emprisonnent, harcèlent vos femmes et vous accusent de ne pas être musulman." Cette famille ainsi que de nombreux autres Kurdes ont beaucoup d'histoires à raconter sur le comportement de ces miliciens d'Ansar al-Islam, sur la façon dont ils punissent les hommes qui n'ont pas réussi à obliger leurs épouses à s'habiller selon les préceptes de la charia. La femme de Firouz raconte : "Lorsque nous allions chercher de l'eau à la source, ils nous forçaient à nous couvrir le visage, nous devions être tout de noir vêtues. Ils nous obligeaient à placer de grands tissus devant l'entrée du jardin afin que personne à l'extérieur ne puisse nous voir. Cette région du nord de l'Irak est devenue un petit Afghanistan géré par de véritables talibans."

Face aux positions de ces miliciens islamistes se trouve un chapelet de postes militaires tenus par des combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui contrôle la province de Souleïmanieh. L'UPK affronte

ainsi de temps à autre les combattants d'Ansar al-Islam. Les combats entre les hommes de Talabani et les miliciens intégristes ont commencé en septembre 2001, lorsque l'organisation Ansar al-Islam a été fondée. Dans le village de Khaily Hama, situé tout près d'Halabja, 52 peshmerga [combattants kurdes] de l'UPK ont été tués à la fin de 2001 par des membres d'Ansar al-Islam. Et ces derniers n'ont pas hésité à filmer les corps mutilés de leurs ennemis. Au sein de ce groupe, on trouve des islamistes kurdes ainsi que des "Afghans" arabes qui sont arrivés là après la chute du régime des talibans [décembre 2001].

Nous avons visité en compagnie de soldats de l'UPK le mont Shinroui, où se trouve le poste le plus proche du village de Biyara, place forte des combattants d'Ansar al-Islam et région interdite aux journalistes, en particulier étrangers. De loin, on peut voir le village et même la maison de leur "émir", Abdallah as-Shafei, qui est entourée de gardes. Les miliciens d'Ansar al-Islam ont miné toutes les parties sud et est de la zone qu'ils contrôlent, ce qui rend impossible la moindre initiative de l'UPK pour les déloger. Selon l'expansion d'un commandant de l'UPK : "Ici, c'est un peu le Tora Bora de l'Irak." Selon Serbas Yas-sin, responsable militaire de l'UPK commandant

le poste faisant face au village de Biyara, "il n'y a pas plus de 500 combattants d'Ansar al-Islam et la plupart d'entre eux sont kurdes, même s'il y a aussi parmi eux des Arabes, et notamment des Irakiens, qui sont passés par l'Afghanistan. Nous contrôlons la région à l'exception de sept villages dans lesquels

nous ne pouvons pas entrer parce qu'ils sont adossés à la frontière avec l'Iran." Toute action contre ces villages exige au préalable un accord de Téhéran. Or l'Iran est accusé de soutenir des groupes intégristes comme Ansar al-Islam.

La mouvance islamiste kurde irakienne a connu de nombreuses scissions et le Mouvement islamique kurde (MIK), dont le siège se trouve à Halabja, essaie de jouer les médiateurs entre l'UPK et Ansar al-Islam, même si à l'UPK on juge ambiguë l'attitude du MIK. Le chef de ce mouvement, le cheikh Sadeq Abdel Aziz, estime en tout cas que "les combattants d'Ansar al-Islam n'ont pas l'importance que les médias occidentaux leur attribuent. Ils sont juste une des vingt et une tendances composant le Mouvement islamique kurde". Du côté de l'UPK, en revanche, on confirme volontiers les accusations des Américains sur les collusions entre Ansar al-Islam, les services secrets irakiens et Al Qaida. Ainsi Berham Salih, Premier ministre du gouvernement régional kurde, affirme-t-il que les miliciens d'Ansar al-Islam se sont même livrés récemment à des expériences avec des armes chimiques.

Diana Muqallad

KURDISTAN

La brigade Badr dans le grand jeu

Téléguidée par Téhéran, cette milice composée de chiites irakiens a déjà pris position pour contrer les ambitions de la Turquie.

DE BANIBEE (KURDISTAN IRAKIEN)

Dans une vallée rocheuse, le long de la rivière Sirwan [Kurdistan irakien de facto autonome], un groupe de guérilleros embusqués pourrait bien compliquer l'invasion américaine de l'Irak. Ces hommes creusent des latrines, montent des tentes et se préparent à se battre sous des drapeaux rouge et blanc proclamant : "Il n'y a pas d'autre dieu qu'Allah !"

Ce sont les soldats de la brigade Badr, une milice d'Irakiens du Nord soutenue par l'Iran et qui s'est fixée pour but de destituer Saddam Hussein et de protéger les intérêts iraniens. Les 120 tentes de cette brigade viennent s'ajouter à la mosaïque de milices et de troupes qui

se rassemblent dans le nord de l'Irak. Cette région, qui a suscité bien des remous politiques, est gouvernée par les Kurdes mais subit les interférences des intérêts turcs et iraniens.

La brigade Badr compte dès à présent déployer 5 000 combattants, principalement pour contrecarrer les ambitions turques. Elle constitue la branche militaire du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (SCIRI). Créé en 1982 par Mohammed Bakr Hakim [opposant chiite irakien en exil à Téhéran] et basé en Iran, le Conseil a séduit les musulmans chiites d'Irak. La brigade compte au total entre 10 000 et 15 000 combattants. A l'origine, ses activités s'étendaient surtout le long de la frontière entre l'Iran et le sud de l'Irak. D'après des sources du renseignement locales, son arsenal comprendrait des canons antiaériens, 150 chars, de l'ar-

tillerie lourde, des roquettes Katioucha et des mortiers. L'organisation est divisée en deux branches, l'une militaire, l'autre spécialisée dans le renseignement, dirigées par des chefs militaires iraniens et irakiens. Depuis 2000, elle dispose également d'environ 250 combattants dans le Kurdistan irakien.

Pour le gouvernement iranien, dirigé par des chiites, cette brigade pourrait constituer une porte d'entrée vers le nord de l'Irak et faciliter l'éradication des moudjahidin Khalq, un groupe radical islamiste soutenu par Bagdad et qui cherche à renverser le régime de Téhéran. Elle pourrait également représenter une sorte d'armée par procuration en Irak, capable de renforcer la position des chiites dans un gouvernement de l'après-Saddam Hussein.

Par crainte d'éventuelles représailles de la part de Saddam Hussein avant une intervention américaine, l'Irak prend offi-

ciellement ses distances avec la brigade Badr. "Les Iraniens attendent de voir dans quelle direction le vent soufflera", commente un diplomate occidental en poste à Téhéran. La présence de la brigade Badr rappelle aux 3,5 millions de Kurdes qui vivent dans le nord de l'Irak que leur sort risque d'être à nouveau lié à celui de leurs voisins plus influents. La Turquie et l'Irak ont joué des rôles clés au cours de la guerre civile kurde des années 90. La Turquie soutenait le Parti démocratique du Kurdistan (PKK) contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), aidée par l'Irak.

En cas d'action militaire américaine contre l'Irak, le rôle des forces turques, si elles devaient intervenir, reste incertain. Il est fort probable que la Turquie agisse de manière unilatérale. C'est pourquoi certains responsables kurdes estiment qu'une intervention de l'Irak, par le biais de la brigade Badr, est pré-

occupante mais également nécessaire pour faire bouclier.

Posté devant les tentes qui s'étendent à perte de vue et les réservoirs d'eau qui scintillent au soleil, Murtaza Musawi, un responsable de la sécurité de la brigade Badr, explique que l'objectif principal de son unité consiste à renverser Saddam Hussein. La brigade de Murtaza Musawi est principalement composée de chiites du nord de l'Irak, de Kurdes et de Turkmènes exilés en Iran depuis plusieurs années. Certains ont été faits prisonniers par l'Irak lors de la guerre Iran - Irak, dans les années 80. Bagdad est à un peu plus de 200 kilomètres. "Nous sommes tous frères d'un même pays, lance Murtaza Musawi, et nous voulons nous débarasser du dictateur qui a gâché nos vies."

Jeffrey Fleishman et Azadeh Moaveni,
Los Angeles Times, Etats-Unis

Torture, Beyond Saddam

NICHOLAS D. KRISTOF

BATMAN, Turkey

A middle-aged Kurd took me on a lonely hillside near here to point out the isolated police station in whose basement he had been beaten, subjected to electric shocks and sexually humiliated. We stood half a mile away as he recounted his tale, and then the police spotted us — and a tank rushed toward us.

I fled. But the Kurds in Turkey cannot flee, and many here worry that the war in Iraq will set off more of the savagery that marked the 1980's and 1990's in "Turkish Kurdistan" (a phrase that, if I were Turkish, might lead to my arrest).

The world has turned its back on the Kurds more times than I can count, and there are signs that we're planning to betray them again. The U.S. was so desperate to bribe Turkey into our coalition that it was willing to allow tens of thousands of Turkish troops into Iraq's Kurdish areas. And we still seem ready to acquiesce in this. The Turks, having broken the back of Kurdish resistance within their borders, plan to expand their efforts and "disarm" Iraq's Kurds to block their control of oil fields.

How can we allow this? Aside from the sheer immorality of presiding over what is in effect a Turkish invasion of peaceful Iraqi Kurdistan, such an incursion risks warfare be-

tween Kurds and Turks that could spill into Turkey as well.

"The Turkish government has been far worse to the Kurds than Saddam has," one well-educated Kurd said bitterly. His comment stunned me, for Turkey never used poison gas or conducted mass executions as Saddam did, but one Kurd after another said the same thing. They described past Turkish military techniques like raping wives in front of husbands, or assembling villagers to watch men being tied and dragged to their death behind tanks, and they noted that Turkey had been less tolerant of Kurdish language and culture than Saddam.

President Bush is motivated to invade Iraq partly, I believe, by a deeply felt horror of Saddam's repression. But if our claims to be acting on behalf of the people of Iraq are to have credibility and moral legitimacy, we must try to stop Kurds from being slaughtered not only by our enemies in Baghdad, but also by our friends in Ankara. And we should certainly not acquiesce in such steps as a Turkish invasion of northern Iraq, which could trigger a new spiral of clashes and repression in Turkey.

How could a warm and friendly country like Turkey, which has made genuine progress on human rights and deserves a place in the European Union, be so harsh to its Kurds? Turkey's horror of a flourishing Kurdistan derives from its "Sèvres syndrome," named for the French city where Western powers tried to dismember Turkey after World War I. Ever since then, Turkey has seen

**Kurds — friends
who are the enemy
of our friend.**

accommodation as a slippery slope toward national disintegration. There had been progress toward reconciliation in recent years, but now the prospect of war in Iraq has revived old suspicions and hatreds.

While President Bush has been eager to take note of Iraqi atrocities against the Kurds, the West has never been so outraged by similar Turkish atrocities. More than 30,000 people died during the years of fighting between the Turkish government and the guerrillas of the Kurdistan Workers Party, or P.K.K.; both sides were brutal, murdering civilians and engaging in torture and terrorism.

Turkey also forced at least 500,000 Kurds to leave their villages at gunpoint. Excellent reports on Turkey by Human Rights Watch say that some refugees who have tried to return to their homes recently have been shot by government-armed thugs.

Southeast Turkey still feels like a police state. I traveled to one remote town to interview a Kurdish man who had been beaten by the police in front of neighbors, doused with gasoline and then set on fire (he survived). The man's family was so terrified to see a foreign reporter and risk another police nightmare that they sent me packing.

Only one Kurdish man was not afraid to be named: Abdurrahim Guler, 37, who has endured repeated bouts of torture and death threats. In one brutal session, he says, the commander called out, "Bring in the stick," used to rape men.

"You can use your stick," Mr. Guler says he shouted back. "I still won't talk even if you use a minaret!"

Now something even grimmer is bearing down on the brave Kurds: Turkish tanks, like the one that sent me fleeing, but waves of them. I feel sick at the thought that we're about to betray the Kurds, again. □

Friday, March 14, 2003

The New York Times

IRAK

Kurdistan : en fin

Les Kurdes irakiens parient sur la démocratie. Même au prix d'une guerre. Dans l'espoir de voir pérennisée la large autonomie dont ils bénéficient

De notre envoyé spécial

Le ton est courtois mais la condamnation, sans appel. « Vraiment, je ne comprends pas le président Chirac ! C'est la France qui nous a enseigné la démocratie et c'est la France, aujourd'hui, qui voudrait nous empêcher de la mettre en pratique. » Ferhad Pirbal a vécu dans l'Hexagone jusqu'en 1994. Cet « ancien boursier du gouvernement français », comme il aime à se présenter, enseigne la littérature kurde à l'université d'Erbil, une des deux capitales du Kurdistan irakien, et dirige le centre culturel Chirifkan-Bedlisi, du nom d'un ancien prince kurde, un érudit, vaincu par les Ottomans.

Ils sont nombreux ici, comme Ferhad, à exprimer cette déception sentimentale à l'égard de Paris. Car chacun se souvient du rôle joué par la France, en avril 1991, quand les Kurdes soulevés contre le régime de Saddam Hussein subissaient les lourdes représailles de Bagdad. C'est à l'initiative de Paris que le Conseil de sécurité vote alors la résolution 688, qui crée un couloir humanitaire, avant la mise en place d'une zone de protection au nord du 36^e parallèle. A Erbil, le carrefour qui débouche sur le nouveau palais de justice porte, en souvenir, le nom de François Mitterrand. Devant les députés de l'Assemblée nationale du Kurdistan, convoqués pour

l'occasion, ce lundi 3 mars, le sénateur français Aymeri de Montesquiou, émissaire officieux de Jacques Chirac auprès du Premier ministre du gouvernement régional, Masoud Barzani, pour défendre la position de Paris, ne cille pas en entendant le président de l'Assemblée rendre hommage au rôle joué par Danielle Mitterrand, depuis longtemps dévouée à la cause kurde.

« Oui, nous soutenons la guerre qui s'annonce, car il n'y pas d'autre moyen de changer le régime de Bagdad », argumente Nasreen Mustafa Sideek, la ministre de la Reconstruction et du Développement. L'immeuble qui abrite ses bureaux a la blondeur de cette pierre qui habille les quartiers administratifs de la ville sortis de terre depuis une décennie. Passée par l'université de Harvard, la ministre est, elle aussi, impatiente de voir tomber « cette dictature incapable de se réformer de l'intérieur et responsable de trente-cinq ans d'oppression ». Cette jeune femme a compté parmi les victimes de Saddam Hussein. Son destin illustre les tribulations du peuple kurde depuis une génération. « Je n'avais que 14 ans quand on m'a jetée en prison parce que mon père officier était un opposant, témoigne-t-elle. Toute notre famille a été arrêtée. Dans les geôles de Bagdad, j'ai connu des mères violées devant leurs enfants... » Libérée au bout d'un an, elle assiste,



quelques années plus tard, horrifiée et impuissante, aux exactions de la soldatesque du régime, qui, sous les ordres d'un cousin du dictateur, recourt en 1988 aux armes chimiques contre les villageois de Halabja (5 000 morts). Cette campagne de terreur portait un nom, « Al-Anfal ». L'anfal, dans le Coran, c'est le butin de l'ennemi, des « incrédules », qu'il faut, selon la huitième sourate, « exterminer jusqu'au dernier » (1). En 1991, nouvelle épreuve : face

au retour des soldats de Saddam, Nasreen fuit avec son peuple (4 500 villages sont détruits) vers les montagnes du Nord et la Turquie, « dont la frontière, sous une pluie glacée, nous restait désespérément fermée ». Parce que ces traumatismes sont encore à fleur de mémoire, Nasreen veut que les marines chassent enfin Saddam Hussein du pouvoir. « Je crois, peut-être naïvement, qu'une démocratisation de l'Irak ne pourra pas occulter la question kurde,

“Aujourd'hui, on peut dire et écri

ir avec Saddam



Des hommes jouent dans la rue, à Erbil, sous le regard d'un pechmerga.

poursuit-elle. Un Irak libre et démocratique passe par un Irak fédéral qui maintiendra nos droits actuels. »

Car, depuis 1991, les Kurdes d'Irak ont fini par s'accorder pour bâtir un Etat autonome. Le chaos légué par Bagdad – des milliers de villages en ruine, la fin du paiement des traitements des fonctionnaires, la rupture de l'électricité – a laissé place, depuis la réconciliation entre les factions kurdes en 1998, à un puissant élan de reconstruc-

tion financé par une partie (13 %) des recettes du pétrole irakien, dans le cadre du programme onusien « Pétrole contre nourriture ». Aujourd'hui, 70 % des villages ont été rebâti. Le nombre des écoles a été multiplié par trois. Deux nouvelles universités ont été édifiées. Les routes sont en bon état. De nombreux journaux accliment les habitants de ces rudes montagnes enneigées aux charmes du pluralisme à l'occidentale. « Notre jeune gouvernement aspire à aller vers une culture européenne, pas musulmane, assure l'écrivain Pirbal. C'est

parce que nous avons réussi à propager, dans ce petit coin du Kurdistan, ces valeurs démocratiques que nos voisins nous craignent. Car, aujourd'hui, on peut dire et écrire ce qu'on pense. » Emet-on une réserve polie en évoquant le culte de la personnalité autour de Mustafa Barzani, le héros national dont les exploits sont chantés, par des bellâtres aux voix aigrettes, à longueur d'onde sur Kurdistan TV ? Ou bien encore le népotisme qui fleurit à l'ombre du pouvoir ethnique ? Pirbal persiste et raconte : « Voilà un peu plus d'un an, j'ai écrit un récit sur la vie sexuelle des pechmergas [les maquisards kurdes], où je mettais en doute leur chasteté supposée dans les montagnes... Ce fut un tollé. On m'attaqua en justice. Et puis Jalal Talabani, président de l'UPK [un des principaux partis kurdes], a pris ma défense, au nom de la liberté d'expression. « Chaque écrivain est libre d'écrire ce qu'il veut », a-t-il dit. Et tout s'est arrêté. Dans les pays voisins, j'aurais été pendu. »

Ce projet démocratique, destiné à « contaminer » le Moyen-Orient, est, évidemment, encouragé par les alliés américains. Il y a quinze jours, un sommet rassemblait les innombrables factions de l'opposition irakienne, venues de Londres, New York, Téhéran ou Damas, dans la petite ville de Salahuddin, à trente minutes d'Erbil. Là, l'envoyé spécial de George Bush, Zalmay Khalilzad, d'origine afghane, a tracé l'épure d'un Irak libéré, version américaine. « Un Irak uni » – afin de remiser au placard de l'Histoire le rêve kurde d'indépendance qui fait tant peur au voisin turc. « Un Irak soumis au contrôle de la démocratie et doté d'un gouver-

nement représentatif » – une nouveauté en terre arabe, possible en Irak, à en croire le représentant américain, compte tenu du revenu par habitant, du taux d'alphabétisation (notamment celui des femmes), de l'urbanisation et de l'existence d'une classe moyenne. L'homme de Bush a aussi promis une « débaasisation » (le Baas est le parti unique contrôlé par Saddam Hussein). Et voulu rassurer en promettant que l'administration militaire du pays prévue, après la victoire, par les stratèges de Washington serait limitée dans le temps et s'appuierait sur des cadres issus de l'opposition irakienne – et d'abord des Kurdes.

Il est un point cependant sur lequel l'ami américain est resté sec. C'est quand ses interlocuteurs ont exigé la garantie que l'armée turque ne pénétrerait pas plus avant dans le Kurdistan, dépassant la zone frontalière où elle a déjà dépêché des troupes. L'envoyé de Washington a eu beau finasser, les chefs kurdes ont été inflexibles et ont même menacé de reprendre les armes. Sous aucun prétexte – aide humanitaire, défense de la minorité turkmène – ils ne veulent voir débouler les chars d'Ankara. La Turquie est en effet soupçonnée, non sans raison, de vouloir s'assurer le contrôle des villes et des gisements pétroliers de Mossoul et de Kirkouk. Dépité, l'émissaire américain s'en est retourné en s'avouant « surpris » de cette résistance. Et en priant que ce ne soit pas l'avant-goût d'un Irak peut-être plus compliqué qu'il ne lui semblait. ●

Jean-Michel Demetz

(1) A lire : *Génocide en Irak, la campagne d'Anfal contre les Kurdes*, par l'ONG Middle East Watch. Ed. Karthala.

re ce qu'on pense”

Au Kurdistan, en ces temps d'avant-guerre : « Nous avons assez souffert comme ça ! »

La population attend la chute du régime irakien, mais s'inquiète des ambitions turques

ERBIL (Kurdistan irakien)
de notre envoyé spécial

« J'aime Saddam Hussein, dit-il. C'est un président courageux et je le respecte. » Ce coiffeur d'Erbil a,

■ REPORTAGE

Dans la ville, chacun vit comme si la guerre n'était pas à ses portes

certes, l'insigne privilège de s'appeler lui-même Saddam et c'est peut-être pour cela, dit-on, qu'il admire son sinistre homonyme.

Autour de lui, dans ce minuscule café du vieux bazar d'Erbil, l'une des grandes villes d'un Kurdistan irakien devenu « autonome » après la guerre de libération du Koweït et ennemi farouche du dictateur de Bagdad, tout le monde s'esclaffe. A tel point que l'on peut

se demander comment tous ces Kurdes, réprimés, tués et torturés depuis des lustres par le régime irakien, peuvent encore disposer de l'humour nécessaire pour rire à de telles balivernes. « Oh !, ne vous en faites pas, il est un peu fou », disent-ils en parlant de Saddam le coiffeur.

Voici pour l'anecdote. Pour le reste, dans ces ruelles du vieux Erbil, tout le monde est d'accord. « Cette guerre sera la dernière. Personne n'aime la guerre mais celle qui se prépare sera une guerre pour la paix : les Kurdes ont suffisamment souffert comme ça ! », assène Bakhtiar Madzid, un commerçant qui sirote sa tasse de thé au fond de la salle. « L'éventualité d'un gouvernement militaire américain ne me gêne... absolument pas, ajoutez-t-il. Personne, ici, n'y trouvera à redire. Et Saddam peut bien envoyer ses missiles chimiques, moi, je ne partirai pas ! »

UNE RELATIVE PROSPÉRITÉ

Quand on leur parle des Turcs, un autre ennemi de toujours, à

l'heure où Ankara entend envoyer ses troupes au Kurdistan, la réponse fuse, nette et tranchante : « Si les soldats turcs viennent ici revendiquer Kirkouk [la ville kurde riche en pétrole aujourd'hui sous contrôle de Bagdad], notre peuple se soulèvera ! », dit Bakhtiar.

Comme toutes les autres villes du Kurdistan, Erbil est sereine et chacun, dans les rues et les bazars, entend mener sa vie comme si la guerre n'était pas à ses portes. Histoire peut-être de conjurer le sort ou de se rassurer, à l'aube d'un conflit qui est pour eux une promesse définitive de liberté. « Bien sûr que Saddam peut nous attaquer avec ses armes chimiques ou bactériologiques, mais je ne quitterai pas

la ville », soutient, lui aussi, Gaylan Malik, un marchand d'or.

En 1991, après le soulèvement du peuple kurde contre les Irakiens, il s'était joint à l'exode de millions de personnes durant la contre-offensive des troupes de Bagdad. « Cette fois-ci, c'est différent, ajoute-t-il, Saddam n'a

aucun avenir. » Le marchand se félicite néanmoins du fait que les gens achètent de plus en plus de métal précieux, parce qu'ils craignent que le dinar kurde (différent de son équivalent irakien parce que fabriqué à l'étranger, d'où son appellation de « dinar suisse »), s'effondre par rapport au dollar.

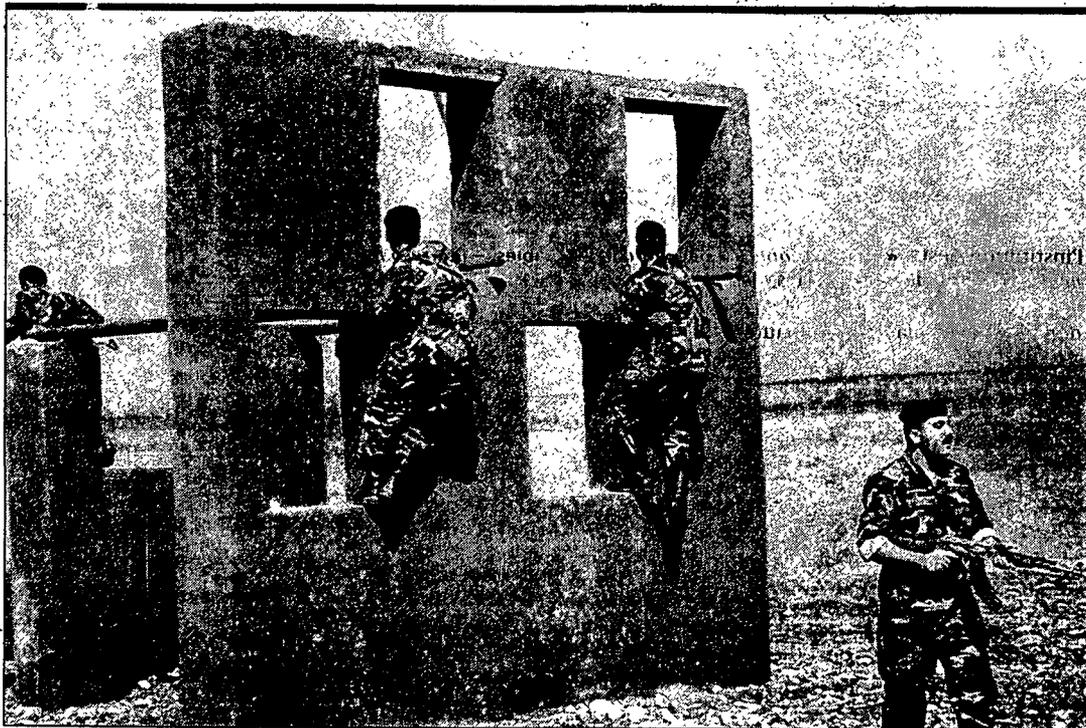
L'avenir d'un Irak « démocratique », qui risque fort d'être sous la coupe, provisoire au moins, des États-Unis, en inquiète cependant plus d'un dans ce Kurdistan de facto autonome, depuis que la résolution 688 de l'ONU, en 1991, conduisit à l'instauration des fameuses « zones d'exclusion » empêchant l'aviation irakienne d'intervenir dans cette région. Celle-ci jouit désormais d'une relative prospérité, grâce notamment aux revenus qu'elle tire d'une autre résolution onusienne, la 986, dite « pétrole contre nourriture », qui lui assure 13 % de la vente de pétrole irakien pour subvenir à ses besoins.

« Nous n'accepterons pas l'imposition d'un pouvoir des États-Unis. L'Irak de demain devra être dirigé par les Irakiens, Kurdes compris »,

affirme-t-on avec un bel ensemble, au Kurdistan. Mais les responsables kurdes - et leurs « frères » arabes, sunnites ou chiites de l'opposition irakienne - ont beau répéter qu'ils ne souhaitent pas que les troupes américaines s'installent durablement en Irak, le discours de la plupart des politiques admet le principe d'un contrôle américain au début de l'ère « post-Saddam ». A condition qu'un tel état de fait ne se prolonge pas plus qu'il n'est nécessaire.

MENACE TURQUE

« Nous rejetons le principe de tout régime militaire », affirme le président de l'université d'Erbil, Saedi Barzinji, un francophone diplômé de droit de l'université de Grenoble. Pour lui, la menace réelle est plutôt turque, à l'heure où Ankara entend accroître une présence militaire déjà forte dans le nord du Kurdistan irakien. Les Turcs craignent en effet, tout en justifiant pour partie leur probable intervention par la volonté de protéger la minorité turcomane, qu'un futur Irak fédéral donne aux Kurdes irakiens un degré d'autonomie susceptible d'influencer les dix millions de leurs « frères » vivant en Turquie. Un cauchemar pour Ankara, qui fut longtemps aux prises avec une guérilla séparatiste kurde.



CAREN FIROUZ/REUTERS

Les Kurdes irakiens s'entraînent

Lundi 10 mars, des soldats kurdes font des exercices sous les ordres d'un instructeur, dans un camp au nord d'Erbil, ville du Kurdistan irakien devenu « autonome » après la guerre de libération du Koweït, en 1991.

D'anciens officiers de l'armée irakienne qui ont déserté pour rejoindre les milices du nord du pays affirment que les troupes de Saddam Hussein préféreraient se rendre plutôt que d'affronter une éventuelle force d'invasion américaine.

« Ici, au Kurdistan irakien, notre gouvernement autonome respecte le droit des minorités, chrétiennes ou turcomane. Ils sont nos frères. Les Turcs n'ont pas de raison de craindre pour la situation des turcomans, ajoute M. Barzinji. Quand on pense qu'en Turquie, les Kurdes n'ont même pas le droit de revendiquer leur identité ! »

Ainsi vit le Kurdistan en ces temps d'avant-guerre. Derrière une normalité de façade et en dépit du sentiment de la population qui, tout entière, attend avec impatience la chute du régime irakien, les Kurdes appréhendent le début du conflit. Surtout à cause de la menace d'armes chimiques dont ils ont été, par milliers, les victimes sous le régime irakien.

« Tous mes amis ont déjà prévu de se replier chez leurs proches et dans la montagne quand la guerre américaine éclatera », explique Gérard Gautier, professeur de français et responsable d'un Institut culturel d'Erbil, qui est subventionné par le gouvernement local et l'Association France-liberté de Danielle Mitterrand. « Ici, les gens sont libres, mais comme dans une

vaste prison encerclée par le régime de Saddam Hussein, dit-il. Ils veulent la libération de l'Irak, ils désirent l'établissement d'une fédération dont ils seront partie prenante. Même s'ils n'ont pas l'illusion de penser que les Américains vont faire la guerre pour leurs beaux yeux. »

Bruno Phillip

Ocalan's trial unfair, European court rules

By Frank Bruni

The New York Times

ISTANBUL: The European Court of Human Rights in Strasbourg ruled Wednesday that Turkey did not give a fair trial in 1999 to Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader serving a life sentence in an island prison where he is the only inmate.

While the ruling does not compel the Turkish government to give Ocalan a new trial, it threw a fresh spotlight on Turkey's human rights record, which European leaders have cited as an obstacle to the country's bid to join the European Union.

The ruling also came just a day after the collapse of negotiations to unite the Turkish and Greek halves of Cyprus, a development that could further hamper Turkey's frustrated desire for EU membership.

Before Ocalan's capture four years ago, he was the leader of the Kurdistan Workers Party, or PKK, which waged a militant struggle during the 1990s for a separate Kurdish state in southeast Turkey. The Turkish government blamed Ocalan for the deaths of as many as 30,000 people during that conflict.

He was convicted of treason and sentenced to death, but the sentence was later changed to life in prison. Turkey abolished the death penalty last year as it sought to bring its laws into conform-

ity with European Union requirements.

By a vote of 6 to 1, the human rights court ruled that Ocalan's trial was flawed, citing his restricted access to lawyers and the presence of a military judge during a part of the proceedings against him.

"The applicant was not tried by an independent and impartial tribunal," the court said in its ruling, referring to Ocalan. The court added that Turkey had violated articles in the European Convention on Human Rights that mandate adequate time and circumstances for the preparation of a defendant's case.

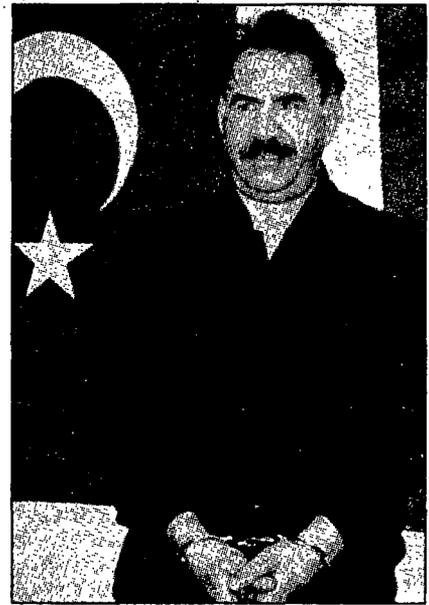
"The applicant did not have a fair trial," the court said.

Turkish government officials disputed that assessment and indicated that they would appeal the ruling to a higher chamber of the European court.

Ocalan had at first petitioned the court to lift his death sentence, but he also took issue with the conditions of his trial and imprisonment, saying that he had been treated in an "inhuman and degrading" fashion. He lives in solitary confinement on the island of Imrali, south of Istanbul in the Sea of Marmara.

But the European court ruled that the circumstances of Ocalan's incarceration were not impermissibly severe.

For years now, Turkey has lobbied to



AFF

The ruling does not compel the Turkish government to give Ocalan a new trial.

join the European Union, but its human rights record has been a persistent sticking point.

So has the divided status of Cyprus, and a senior European Union official was quoted Wednesday as saying that the failure of negotiations to unite Cyprus would not help Turkey's case.

"Ankara would have been well advised if they had more seriously considered the consequences of the failure of the talks for their own ambitions for EU accession," said Guenther Verheugen, the union's enlargement commissioner, in an interview published Wednesday in a German newspaper.

Iran shows nuclear plant begun in '76

By Nazila Fathi

The New York Times

BUSHEHR, Iran: Near this port city in southern Iran, thousands of Russians and Iranians are at work in and around the beige dome of a nuclear power plant, finishing a job started by German engineers but abandoned more than

two decades ago.

The holes made by Iraqi bombs during the Iran-Iraq war in the 1980s have been repaired.

Gone, too, is some of the German equipment inside, as the plant design has been altered to Russian specifications.

Iran allowed journalists to tour the Bushehr plant on Tuesday, an event meant to demonstrate Iran's openness about its nuclear program, which it says is all about electricity, not weapons.

The United States, however, says that the plant could not be just for energy production and that Iran has a covert nuclear weapons program.

On Tuesday, as he showed off the work being done here, the director-general of the plant, Nasser Mansour

Sahrifloo, brushed off such accusations. "A light-water reactor cannot be used for developing nuclear weapons," he said during the tour.

The two plants here were begun by the Germans in 1976, but the work was stopped by the Iranian revolution of 1979. The Russians agreed in the mid-1990s to complete one of the plants. It is expected to begin producing 1,000 megawatts of electricity by the middle of next year.

The United States had expressed renewed concerns about Iran's nuclear program after Tehran announced in early February that it had discovered uranium deposits near the central city of Yazd, and was completing a uranium enrichment facility in the city of a Natanz, 320 kilometers (200 miles)

March 13, 2003

The New York Times

south of Tehran. That would allow it to provide its own fuel for plants.

While low-enriched uranium is used for fuel, more highly enriched uranium can be used in nuclear weapons. In addition, atomic energy experts say, a reactor like the one here could be used to make plutonium, which could be used

in a weapon.

During a visit in late February, Mohamed ElBaradei, director-general of the International Atomic Energy Agency, inspected the Natanz plant and said that he found the progress at the facility for producing nuclear fuel impressive.

He also said that he had urged Iran to sign an agreement that would allow no-

notice inspection by the agency's inspectors and make it harder to divert material into a nuclear weapons program.

Assadollah Sabouri, deputy director of Iran's Atomic Energy Organization, said that Iran had not agreed to sign the protocol because it would impose new limits on the Iranian program.

Kurds Take Up Positions Along the Turkish Border

By DAVID ROHDE

IBRAHIM KHALIL, Iraq, March 11 — Hundreds of Kurdish soldiers armed with artillery, rocket launchers and heavy machine guns are continuing to take up positions along Iraq's border with Turkey, according to Kurdish officials and local residents. Turkey moved a large military convoy of its own to the border area late last week.

The United States has been trying to broker an agreement to prevent open clashes between the two bitter rivals that could complicate an American-led attack on Iraq. Turkey has said it reserves the right to move its forces into northern Iraq to prevent Kurds from declaring an independent state. Kurds, whose forces would probably be quickly overwhelmed, say Turkey is simply trying to occupy their territory.

"They are not in yet and we won't let them come in," said Haji Sallah, 31, a Kurdish fighter who said Kurdish soldiers continued to move into the border area today. "We have everything to fight them, and we will use everything."

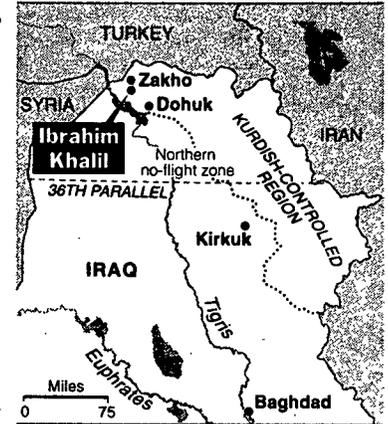
On Sunday night, a column of Turkish forces moved toward the border with Iraq, according to

Turkish journalists. Kurdish officials said today that the column had neared a complex of customs and administrative buildings on the Turkish side of the border, and that it stopped and camped there.

Hundreds of Kurdish soldiers backed by artillery and other heavy weapons continued to take up positions on the border today, according to residents and officials. Kurdish officials said the buildup began last Friday and involved only soldiers from around the city of Dohuk. They said they did not know how many troops were involved.

"This is absolutely a precautionary measure and defensive," said Hoshiyar Zebari, a leader of the Kurdistan Democratic Party. "The intention is not to provoke any crisis."

Turkish officials could not be reached to comment. They have said their forces might enter northern Iraq to distribute relief supplies and prevent refugees from flooding into Turkey, as they did after the first Persian Gulf war. Turkey, which crushed a separatist insurgency by its Kurdish minority in the 1990's, fears that an independent Kurdistan in northern Iraq would fuel a new secessionist drive.



The New York Times

Ibrahim Khalil is within the northern no-flight zone.

Kurdish leaders in northern Iraq say they want to become part of a democratic, federal Iraq. They say they refuse to give up the freedom and autonomy they have enjoyed in northern Iraq under an American- and British-enforced no-flight zone.

American officials have been trying to broker a deal between the two sides, but the date of a planned meeting in Turkey has not been set, Kurdish officials said. Kurdish officials and residents have said they would accept Turkish troops if they enter Iraq as part of an American-led coalition and leave when American forces do. But if the Turks come on their own, the Kurds say, they will meet popular resistance.

Bagdad estime avoir remporté une victoire politique aux Nations unies

BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'Irak estime avoir remporté, dans le conflit qui l'oppose aux Etats-Unis, une éclatante victoire politique. L'annonce par la France et la Russie qu'elles s'opposeraient à toute résolution des Nations unies ouvrant la voie à la guerre est ressentie comme la confirmation que le choix de la coopération avec les inspecteurs en désarmement de l'ONU finit par porter ses fruits, même si nul n'estime que cela puisse briser la détermination américaine.

« Les derniers développements sur

la scène internationale traduisent l'impasse dans laquelle se trouve l'Amérique et le lourd échec politique, médiatique et moral qu'elle a subi, avant même une éventuelle agression contre l'Irak », écrit le journal gouvernemental *Al-Joumhouriya*. Bagdad se félicite à la fois de la résistance de certains pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU à la politique américaine et des manifestations pacifistes à travers le monde.

L'Irak ne croit néanmoins pas la guerre évitable. « Malgré tout cela, constate *Al-Joumhouriya*, les tyrans

de l'administration américaine insistent pour commettre la stupidité d'agresser l'Irak. » A Bagdad, aucun responsable politique ni aucun journal officiel n'émet jamais l'hypothèse que leur « lourd échec politique » puisse faire reculer les Etats-Unis. On se félicite simplement de voir que la communauté internationale ne suit pas Washington et Londres, qui, selon le journal *Babel*, dirigé par Oudaï, le fils aîné du président Saddam Hussein, « cherchent à transformer le Conseil de sécurité en outil de guerre » et « veulent substituer la loi de la jungle à la loi interna-

tionale, afin d'imposer l'hégémonie de l'Amérique sur le monde, ce qui rappelle l'époque colonialiste ».

« Le fait de voir la communauté internationale et les opinions publiques résister aux Etats-Unis est perçu comme étant très important pour la stratégie irakienne », note un diplomate occidental. L'espoir de Bagdad est d'assister à un enlèvement de l'armée américaine. Saddam Hussein semble parier sur une stratégie qui transformerait Bagdad en une Stalingrad des temps modernes, et l'Irak espère que l'opposition internationale à la guerre se traduira un jour par un renoncement des Etats-

Unis à venir à bout de « la farouche résistance irakienne ». La stratégie fait sourire diplomates et observateurs militaires, qui estiment presque tous que le pouvoir irakien devrait s'effondrer en quelques jours en cas d'attaque américaine. Bagdad n'en reste visiblement pas moins attaché au souhait de voir les Etats-Unis s'engager avec le moins d'alliés et de soutien politique possible, dans une aventure militaire.

UN DRONE SUSPECT

Les « gains » diplomatiques enregistrés à l'ONU expliquent le fait que Bagdad continue de coopérer

avec les inspecteurs en désarmement de l'ONU. En dix jours, 55 missiles Al-Samoud 2, 28 ogives et 5 moteurs ont été détruits, a déclaré, mardi 11 mars, Hiro Ueki, le porte-parole de la commission d'experts en désarmement, qui a confirmé que « la production d'Al-Samoud 2 a été récemment, à la connaissance des inspecteurs, totalement interrompue ». Une centaine de ces missiles, dont la portée dépasse le plafond de 150 kilomètres autorisé par l'ONU, doivent être éliminés.

Hiro Ueki a indiqué que les experts de l'ONU n'avaient pas la preuve que le drone irakien récem-

ment découvert lors d'une inspection constituait une violation des résolutions de l'ONU. « La vraie question est de savoir si ce drone peut emporter des armes chimiques et voler au-delà de 150 kilomètres, a-t-il estimé. Ce serait alors un indice formel d'une violation. » Les inspecteurs étudient actuellement les capacités du drone suspect, que la déclaration de 12 000 pages de décembre 2002 ni dans des communications ultérieures. L'envergure de 7,45 m de l'avion sans pilote pourrait indiquer que son rayon d'action est supérieur aux normes

autorisées.

L'ONU n'a par ailleurs toujours pas reçu le rapport promis le 2 mars par Bagdad sur les stocks d'antrax et de gaz innervant VX que l'Irak affirme avoir détruit dès 1991. C'est une question incluse dans le document que Hans Blix, le chef de l'Unité, a remis la semaine dernière au Conseil de sécurité. Intitulé « Questions non résolues sur le désarmement », le rapport détaille une centaine de points qui intriguent les inspecteurs.

Rémy Ourdan

Le Monde 12 MARS 2003

Cinquante mille Chypriotes refusent de rendre leurs terres et leurs biens

FAMAGOUSTE (Nord de Chypre)
de notre envoyée spéciale

Station balnéaire chypriote en vogue dans les années 1960, Varosha n'est plus qu'une enfilade

REPORTAGE

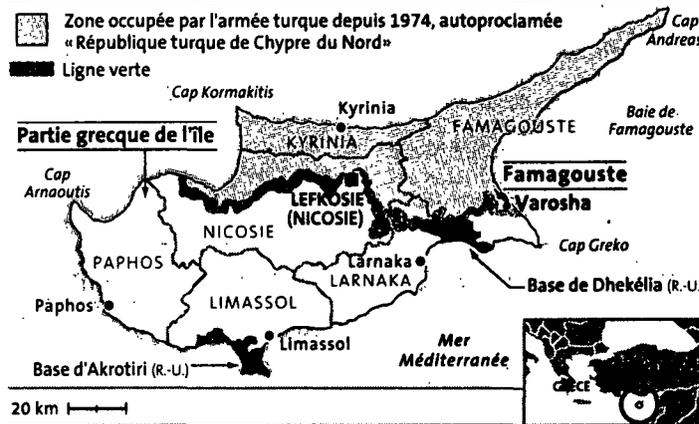
Selon les termes du plan Annan, 9 % de la partie turque de l'île devait être rétrocédée

d'immeubles aux fenêtres béantes, aux murs criblés d'impacts d'obus, le long d'une jolie baie déserte, non loin du port de Famagouste. Après l'occupation du nord de l'île par l'armée turque en 1974, Varosha, où la plupart des biens immobiliers étaient détenus par des sociétés étrangères, fut fermée par les Nations unies. Depuis trente ans, personne, hormis les quelques casques bleus qui y patrouillent parfois, n'y a plus mis le pied.

La ville-fantôme porte encore les stigmates des combats (impacts de balles et d'obus) qui conduisirent à la partition de l'île, divisée depuis 1974 entre la République turque de Chypre du Nord (185 000 personnes, reconnue par Ankara seulement) et la République de Chypre (620 000 habitants, la seule reconnue internationalement).

Selon les termes du plan Annan, qui prévoyait la création d'un nouvel Etat sur le modèle de la Confé-

185 000 HABITANTS AU NORD, 620 000 AU SUD



dération helvétique, Varosha et toute la partie sud de Famagouste (sur la côte est de Chypre) auraient fait partie des rétrocessions de territoires (9 %) auxquelles la partie turque (37 % de l'île) aurait dû procéder envers l'entité grecque si la solution proposée par l'ONU avait été acceptée.

« NOUS SOMMES PRIS AU PIÈGE »

A 2 kilomètres de Varosha, la petite maison de Sengül, à Famagouste, aurait été également restituée. « J'ai été réfugiée deux fois, en 1963 puis en 1974, lorsque j'ai quitté mon village de Poli, au sud, pour venir m'installer au nord, à Famagouste. En soixante-sept ans d'existence, c'est tout ce que j'ai obtenu. Et il me faut partir ? Non, ça n'est pas logique. Ce plan me casse la tête. Les « Roums » n'ont qu'à rester chez eux et nous aussi. Voilà la solution », explique Sengül, une

énergique grand-mère occupée à sarcler son potager.

Comme elle, près de 50 000 Chypriotes turcs auraient été appelés à quitter leurs terres et leurs domiciles dans le cadre des transferts de territoires prévus par le plan. Nombre de ces propriétés appartenaient, avant 1974, à des Chypriotes grecs chassés par l'avancée de l'armée turque. Après les derniers transferts de population en 1975, les autorités chypriotes turques choisirent de les redistribuer - titres de propriétés à l'appui - aux réfugiés chypriotes turcs arrivés du sud de l'île. « Avec ce plan, nous sommes pris au piège. Notre population a reçu des titres de propriété en bonne et due forme pourrait se retourner contre nous, nous attaquer en justice ! », expliquait récemment un conseiller de Rauf Denktaş, le chef de la communauté chypriote turque. Outre les territoires

cédés, la partie turque aurait dû consentir à rendre pour partie les biens des Chypriotes grecs restés sur les territoires qu'elle contrôle. A ce jour, 74 Chypriotes grecs ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg, pour réclamer réparation. « En 1998, dans l'affaire dite « Loizidou » [du nom de la requérante, une Chypriote grecque], la Turquie a été condamnée à verser une pénalité qui se monte aujourd'hui à près d'un million de dollars avec les intérêts. Je dis bien la Turquie, et pas la RTCN [République turque de Chypre-nord], qui est un Etat non reconnu. Or, 40 000 Chypriotes grecs s'apprêtent à faire la même chose », explique Ali Erel, le président de la chambre de commerce chypriote turque, un chaud partisan du plan.

Selon Oktay Kayalp, maire de Famagouste (35 000 habitants dont quelque 10 000 étudiants) et opposant à Rauf Denktaş, les transferts de population ne seraient pas un problème car « les Chypriotes-turcs évacués [des 9 % de territoires restitués] seraient relogés grâce aux fonds bientôt recueillis par la conférence de donateurs » que la Commission européenne s'était proposée de convoquer si le plan Annan avait été accepté.

« C'est pour en finir avec l'isolement que nous voulons une solution », explique le maire, qui brûle d'accueillir de nombreux touristes dans sa vieille cité, ceinte d'une forteresse du XIII^e siècle et sur ses plages, « parmi les plus belles du monde ».

Marie Jégo

Après le veto français...

LE FIGARO JEUDI 13 MARS 2003

Avant que le président de la République n'annonce sa décision, nous avons fait connaître notre opposition à l'éventuel emploi par notre pays du veto

PAR
**JEAN-JACQUES
DESCAMPS,
PIERRE LELLOUCHE,
HERVÉ MARITON
ET JÉRÔME RIVIÈRE***

contre les États-Unis. Tout en demeurant aujourd'hui du même avis et inquiets des conséquences de cette crise pour l'avenir, nous considérons que l'heure est venue de l'unité nationale derrière la politique indiquée par le chef de l'État.

Cela ne doit pas nous interdire, cependant, de réfléchir à l'avenir : si possible d'essayer une toute dernière fois de sortir de cette crise par le haut et en tout cas de nous interroger sur l'après-guerre au Proche-Orient, mais aussi sur l'Europe et les relations transatlantiques. Notre devoir est de souligner les trois principaux risques, ou interrogations, que comporte la position française.

1. Le premier risque est bien entendu de voir les États-Unis passer outre le veto de la France, voire le ou les veto d'autres membres permanents. Et que, même sans disposer d'une ma-

jeorité au Conseil de sécurité, ils déclenchent quand même la guerre dans les prochains jours. Une telle guerre entraînerait toute une série de conséquences extrêmement dommageables pour tout le monde.

2. Le désarmement de Saddam Hussein par des voies pacifiques, qui était l'objectif de la résolution 1441, serait ipso facto condamné à l'échec. Triste précédent pour les autres crises de prolifération que nous ne manquerons pas de connaître à l'avenir. Ce constat négatif est d'autant plus regrettable que la France reconnaît elle-même que les inspections ne peuvent pas durer indéfiniment et que la pression militaire américaine a joué un rôle fondamental dans l'exercice même de ces inspections.

3. Un veto affaiblirait considérablement Tony Blair qui est un Européen convaincu et notre principal partenaire dans l'Europe de la défense que nous essayons de construire. Le président de la République l'a d'ailleurs lui-même reconnu en soulignant les progrès réalisés lors du récent sommet du Touquet. La politique de la France devrait donc viser à aider Tony Blair et, par ce biais, reconstituer l'union de l'ensemble des Européens sur le dossier irakien.

La France doit donc dépasser ou compléter sa position de principe actuelle. En tant que tel, le veto ne peut être une solution définitive au problème posé. La France serait d'autant plus forte et convaincante, si elle profitait de ce veto pour reprendre l'initiative et dévelop-

per une stratégie alternative en proposant une route clairement balisée dont les principales étapes seraient aisément compréhensibles par tous :

- Le point d'arrivée dans un premier temps : le désarmement de l'Irak à échéance de 45 jours. Pas un désarmement vague ou rituel, mais une série d'obligations tout à fait précises à remplir par le régime irakien à l'issue de cette date.

- Au-delà, la mise sous tutelle de l'Irak pour une durée de deux ans par un régime d'administration des Nations unies, soutenu par une force internationale de Casques bleus, en vertu des articles 42 et suivants de la Charte des Nations unies.

- Sur la route menant à ces objectifs, des obligations directement issues du rapport Blix seront fixées au gouvernement de Bagdad, lequel s'engagera à entreprendre la localisation et la destruction :

* des munitions repérées en 1998 par les inspecteurs de l'ONU et dont la preuve de la destruction n'a pas été apportée à ce jour : 23 missiles SCUD ; 9 900 bombes + 350 du modèle R 400 ; 15 000 roquettes ; 550 obus d'artillerie remplis de gaz moutarde ; drones ; Le tout s'ajoutant à la destruction complète des missiles Al Samoud 2 ;

* des matières ou armes chimiques citées avant 1998 par l'ONU : 730 tonnes de précurseurs ; 80 tonnes de gaz moutarde ; 1 à 10 tonnes de VX ; quantité inconnue de sarin ;

* des précurseurs et armes biologiques énumérées en 1998 : 3,5 tonnes de précur-

seurs ; entre 7 000 et 10 000 litres d'anthrax ; quantités inconnues de toxines de botulisme.

- A l'issue de cette période de 45 jours et en fonction du respect ou non par l'Irak des obligations mentionnées ci-dessus, soit le désarmement de l'Irak aura été accompli pacifiquement et alors l'ensemble de la communauté internationale aura triomphé, soit le régime de Bagdad aura refusé de respecter ses obligations, et dans ce cas la guerre sera l'unique recours, mais cette guerre sera alors la guerre de l'ensemble du Conseil de sécurité.

- Il serait souhaitable que tout cela soit pleinement partagé par l'ensemble des Européens et qu'elle puisse devenir « une stratégie commune de l'union » au sens de la Politique étrangère et de sécurité commune. Le prochain Conseil européen du 21 mars pourrait, s'il était préparé en ce sens, servir de point d'appui à une telle initiative. Et il serait souhaitable aussi que la France prenne la décision d'engager dès à présent sur le terrain un contingent symbolique de forces militaires (1 000 à 2 000 hommes), mis à la disposition de l'ONU.

Au-delà du veto, position de principe, le moment est venu d'articuler une stratégie d'avenir pour la France et pour l'Europe. Souhaitons qu'il soit encore temps pour qu'elle soit entendue.

* Respectivement :

Député (UMP) d'Indre et Loire,

Député (UMP) de Paris,

Député (UMP) de la Drôme,

Député (UMP) des Alpes Maritimes.

Supplying Saddam ■ By William Safire

A French connection on Iraqi arms

WASHINGTON
France, China and Syria all have a common reason for keeping American and British troops out of Iraq: The three nations may not want the world to discover that their nationals have been illicitly supplying Saddam Hussein with materials used in building long-range surface-to-surface missiles.

We are not talking about the short-range Samoud-2, which Saddam is ostentatiously destroying to help his protectors avert an invasion, nor his old mobile Scuds. The delivery system

for mass destruction warheads requires a much more sophisticated propulsion system and fuels.

If you were running the Iraqi ballistic missiles project, where in the world would you go to buy the chemical that is among the best binders for solid propellant?

Answer: to 116 DaWu Road in Zibo, a city in the Shandong Province of China, where a company named Qilu Chemicals is a leading producer of a transparent liquid rubber called hydroxy terminated polybutadiene, familiarly known in the advanced-rock-et trade as HTPB.

But you wouldn't want the word "chemicals" to appear anywhere on the purchase because that might alert inspectors enforcing sanctions, so you employ a couple of cutouts. One is an import-export company with which Qilu Chemicals often does business.

To be twice removed from the source, you would turn to CIS Paris, a Parisian broker that is active in dealings of many kinds with Baghdad. Its director is familiar with the order but denies being the agent.

A shipment of 20 tons of HTPB —

the sale of which to Iraq is forbidden by UN resolutions and the oil-for-food agreement — left China in August 2002 in a container. It arrived in the Syrian port of Tartus and was received there by a trading company that was an intermediary for the Iraqi missile industry, the end user. The HTPB was then trucked across Syria to Iraq.

Syria has no sophisticated missile-building program. What rocket weaponry it has comes off the shelf from Russia, so it has no use for HTPB. But cash-starved Syria is the conduit for missile supplies to cash-flush Saddam, as this shipment demonstrates. We will have to wait to find out how much other weaponry, for what huge fees, Saddam has stored in currently uninspectable Syrian warehouses.

The French connection — brokering the deal among the Chinese producer,

the Syrian land transporter and the Iraqi buyer — is no great secret to the world's arms merchants. French intelligence has long been aware of it. The need for a French export license as well as UN sanctions approval may have been averted by disguising it as a direct offshore sale from China to Syria.

I'm also told that a contract was signed last April in Paris for 5 tons of 99 percent unsymmetric dimethylhydrazine, another advanced missile fuel, which is produced by France's Societe Nationale des Poudres et Explosifs. In addition, Iraqi attempts to buy ammonium perchlorate, an oxidizer for solid propellant missiles, were successful, at least on paper. Both chemicals, like HTPB, require explicit approval by the UN Sanctions Committee before they can be sold to Iraq.

Perhaps a few intrepid members of the Chirac Adoration Society, formerly known as the French media, will ask France's lax export-control authorities about these shipments. UN inspectors looking at Iraq's El Sirat trading company might try to follow its affiliate, the Gudia Bureau, to dealings in Paris.

Is this account what journalists call a "keeper," one held back for publication at a critical moment, made more newsworthy by the Security Council debate? No; I've been poking around for only about a week, starting with data originating from an Arab source, not from the CIA. This detail about the France-China-Syria-Iraq propellant collaboration makes for dull reading, but it reveals some of the motivations behind the campaign of those nations to suppress the truth.

The truth, however, will out.

Vers un conflit entre Kurdes et Turcs

Les Etats-Unis voudraient attaquer le nord de l'Irak avec les Turcs et les Kurdes irakiens.

Or l'armée turque est le pire ennemi des Kurdes.

THE INDEPENDENT (extraits)
Londres

D'ARBIL (KURDISTAN IRAKIEN)

Le projet américain de constituer un front au nord contre Saddam Hussein vient de sombrer encore davantage. En effet, les dirigeants kurdes ont déclaré qu'ils résisteraient à toute tentative de la Turquie d'occuper le Kurdistan irakien, même si la Turquie fait partie de la coalition derrière les Etats-Unis. Sur cette question, Hoshiyar Zebari, un leader kurde, pèse ses mots : "Tant que la partie ne sera pas clairement terminée, nous résisterons." Ce que craignent les Kurdes, c'est que les Etats-Unis ne concluent un accord aux termes duquel la Turquie entrerait pour la forme dans la coalition contre Saddam Hussein en vue de mettre fin à l'autonomie de facto dont jouissent les Kurdes depuis une dizaine d'années.

Les Américains entendaient prendre en tenaille Saddam Hussein, les forces américaines avançant à la fois depuis le nord et depuis le sud. Mais ce projet était déjà compromis le 1^{er} mars, lorsque le Parlement turc a rejeté un accord qui prévoyait que la Turquie accueillerait les troupes américaines dans ses bases. Washington est désormais confronté au problème suivant : même s'il parvient à un accord avec Ankara, les premières salves de ce conflit pourraient être tirées entre deux de ses alliés, les Turcs et les Kurdes.

Lundi 3 mars, des dizaines de milliers de manifestants kurdes se sont déversés dans les rues d'Arbil, la plus grande ville du Kurdistan irakien autonome, en scandant : "Oui à la libération ! Non à l'occupation !" La peur de l'invasion turque fait craindre à de nombreux Kurdes

d'être les premières victimes d'une guerre menée par les Américains. L'opposition irakienne cherche à envoyer une délégation à Ankara pour convaincre la Turquie de ne pas attaquer, mais elle ne se déplacera que si le gouvernement turc est prêt à la recevoir. Elle veut également que les Etats-Unis participent aux négociations.

A ce sujet, M. Zebari déclare : "Les Turcs et les Américains nous ont maintenus dans l'obscurité." Et d'ajouter que les Kurdes irakiens ne savent guère à quoi s'en tenir quant aux intentions de la Turquie : un fonctionnaire leur a dit que l'armée turque avancerait de 60 kilomètres, "ce qui signifierait l'occupation". Si les Américains laissent le champ libre aux Turcs pour mener leur propre guerre contre les Kurdes en Irak, "on va droit au conflit", assure le leader kurde. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), qui contrôle le nord-ouest de la région, dispose d'une armée régulière de 62 000 hommes, même si 12 000 d'entre eux s'occupent de logistique et de tâches adminis-

tratives. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani [qui contrôle le sud-est de la région]) est dotée d'une force régulière un peu moins importante d'environ 40 000 hommes. Pour parer à la menace turque, le PDK et l'UPK ont établi un commandement militaire conjoint et déployé des peshmerga [combattants kurdes] près de la frontière de la Turquie.

Les Kurdes ne pourraient accepter que des soldats turcs traversent le nord de l'Irak que si ceux-ci étaient sous commandement américain, et ce dans le but d'attaquer les forces irakiennes plus au sud. Ils auraient aussi besoin de savoir quand l'armée turque aurait l'intention de se retirer de l'Irak. Fondamentalement, les leaders kurdes savent que l'autonomie qui régnait ces dernières années au Kurdistan dépendait de circonstances particulières. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni assuraient une protection militaire par des patrouilles aériennes régulières. Celles-ci prendraient fin avec l'installation d'un gouvernement pro-américain à Bagdad. Par ailleurs, les leaders kurdes doivent entretenir de bonnes relations avec les Etats-Unis, sur qui, en dernière analyse, ils comptent pour leur sécurité face à la Turquie.

Patrick Cockburn



► Petit cireur de chaussures dans le bazar de Souleymanieh au Kurdistan irakien.

Cobriier
INTERNATIONAL

DU 13 AU 19 MARS 2003

Terres en vue pour les déplacés kurdes

Spoliés et chassés de leur village situé dans la zone pétrolière de Kirkouk, ils escomptent retrouver leurs biens.

Erbil (Kurdistan Irakien)
envoyé spécial

Atout du patriarche se serre la lignée. L'heure est grave. Des décisions s'imposent. Les oncles flanquent l'aïeul, regards sombres, visages burinés uniformément barrés d'une épaisse moustache. Tous portent le *charwa*, ce pantalon

bouffant ceint d'une large étoffe, la défroque ancestrale de l'agriculteur kurde. Derrière la phalange masculine oscillent les épouses. Timides mais curieuses. Leurs voiles légers, crêpes noirs brodés de macramés bariolés, endiguent mal des hilarités nerveuses. Vautrés à même le sol en terre battue, les enfants observent d'un œil

rond l'assemblée des adultes. **Parchemin ottoman.** Mémoire du clan, Hussein Halkawat conte l'histoire de la famille. Chacun connaît ce drame, ayant vécu l'irruption des troupes irakiennes dans son village, le séquestre de ses terres, l'exode, l'errance, l'installation sommaire sous des toiles au camp Ben Slawa, au milieu de milliers d'autres réfugiés déracinés par le régime de Bagdad. L'émotion n'est pas feinte quand, d'une voix solennelle, le vieillard entame une nouvelle fois son récit. Son odyssée, après dix-huit ans sans espoir, pourrait enfin connaître un épilogue heureux. L'Amérique a promis la destitution de Saddam Hussein. Les forces américaines se massent aux frontières de l'Irak. Et les Kurdes veulent croire proche une libération de leurs foyers confisqués. Pour les Halkawat, il est temps de songer au retour.

D'un geste cérémonieux, Hussein découvre un coffret de bois brut, cassette hors d'âge, bruni par la fumée, patinée par les ans. Dans ce reliquaire, un parchemin frappé du sceau de l'ancien royaume irakien, qui établit les droits concédés à sa famille par l'Empire ottoman sur une cinquantaine d'hectares fertiles, en bordure de rivière, dans le village de Cheeman, à l'entrée de Kirkouk. L'avenir des siens. Le patriarche a sauvegardé cet acte

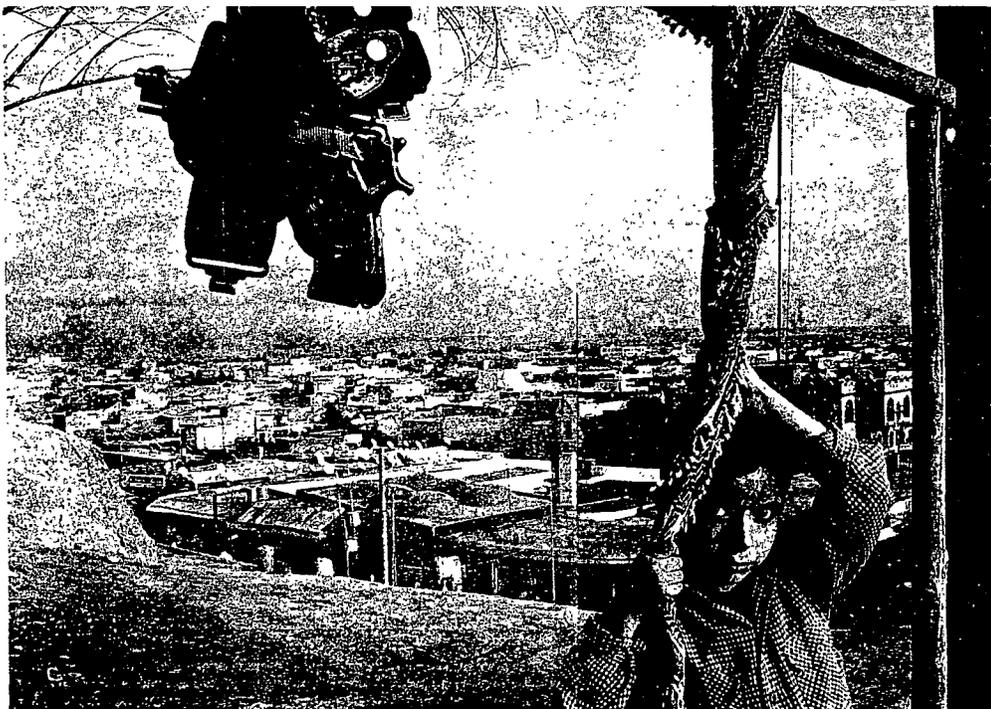
de propriété contre toutes les convoitises, refusant de céder aux offres pressantes de rachat d'officiers irakiens. Hussein tremble de rage à l'idée d'une telle transaction. *«Saddam lui-même pourrait m'offrir tout l'argent de son régime que je ne lui vendrais pas mes terres.»* Lors de la féroce répression de 1991 et la fuite des Kurdes vers l'Irak ou la Turquie, le vieillard buté n'a emporté à travers les montagnes que sa «lettre ottomane» et les économies du clan. A son fils aîné, Meriwane, il avait fait jurer sur sa vie de sauver l'unique trésor de la famille si un malheur devait lui arriver. Mission sacrée. Selon le témoignage de ses pères avant lui, et d'aussi loin que se souvienne le vieillard, la ferme de Cheeman fit vivre les Halkawat dans l'aisance. Jusqu'à l'arrivée au village des sicaires de Saddam Hussein.

Pétrole et expulsion. En 1986, le gouvernement de Bagdad précipite l'arabisation de la ville de Kirkouk. L'ancienne citée du Nord, à majorité kurde, recèle des poches pétrolières d'une importance vitale pour le régime; et la dictature baassiste tolère mal que prospère sur ses réserves stratégiques une communauté dissidente, historiquement rétive au pouvoir central, fortement pénétrée par des partis d'opposition aux revendications autonomistes. L'armée irakienne, instrument de domination de la minorité arabe sur le pays, entreprend alors d'expulser les populations kurdes de toute la région pour les remplacer sur

*«Nos terres ont été données à la tribu arabe des Hadj Daoud, originaire de Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein.»
Le Kurde Hussein Halkawat*

leurs terres par des tribus bédouines venues du centre de l'Irak, réputées plus fidèles. *«Un matin, les gens du Moukhabarat, la police politique de Saddam Hussein, ont réuni tout le monde, raconte Hussein. Ils nous ont accusés de soutenir les peshmegas»,* les miliciens de la résistance kurde. *«Ils ont dit que les soldats allaient venir, que le village allait devenir une zone militaire interdite aux civils et que nous devions partir.»*

Biens bradés. L'ulti-



A Erbil, sous administration kurde autonome depuis 1991. Bagdad y a déplacé des dizaines de milliers de Kurdes dont plus de 2000 villages ont été rayés de la carte.

matum vaut spoliatio pour les 250 familles de Cheeman.

Les chefs du village tentent une intervention auprès du gouverneur de Kirkouk, qui se veut rassurant. Mais les Halkawat jugent la menace trop sérieuse pour se contenter de vagues promesses. Sans attendre, Hussein met ses biens à l'encan, brade ses trois tracteurs, récoltes et troupeaux, 500 moutons, 200 chèvres. «*Nous n'en avons tiré que la moitié de leur prix, grommelle-t-il. Tous les paysans kurdes subissaient la même détresse. Nous ne pouvions vendre qu'aux soldats irakiens. Ils ont bien profité de la situation.*» Le pécule amassé permet de louer une maison à Chamchamal, bourgade commerçante kurde. «*Ceux qui sont restés à Cheeman ont tout perdu, soupire le vieil homme. Après quelques semaines, l'armée a encerclé le village. Les hommes ont cherché à s'enfuir. Les soldats en ont attrapé quatorze. Le commandant, le major Barak, les a enfermés dans une remise qu'il a fait raser au bulldozer. Il n'y a pas eu de survivant. Les militaires ont entièrement pillé les maisons avant de les détruire. Ils ont confisqué les semences, les troupeaux. Plus tard, nos terres ont été données à*

la tribu arabe des Hadj Daoud, originaire de Takrit, la région de Saddam Hussein.»

Gaz moutarde. Les exactions ne s'arrêtent pas pour autant. Deux ans plus tard, en 1988, les Kurdes de Chamchamal sont à leur tour déplacés. Par un tour de passe-passe administratif, les autorités les rayent des registres de Kirkouk pour les rattacher à la région d'Erbil, toujours plus au nord, toujours plus loin de l'or noir. Interdit, en Irak, de vivre dans un quelconque district sans y être officiellement enregistré. L'armée se hâte de faire appliquer les nouvelles règles imposées aux Kurdes. «*Devant les camions militaires, nous les avons suppliés de pouvoir partir par nos propres moyens car nous avons peur qu'ils nous emmènent en prison ou pire,* raconte Hussein. *Après de longues discussions, ils ont finalement accepté. Nous avons rejoint le camp de Ben Slawa en convoi, encadrés par les soldats.*» Sur cette plaine caillouteuse qui s'étend au pied des montagnes proches d'Erbil, le gouvernement de Bagdad concentre des dizaines de milliers de Kurdes. Rien de prévu pour faire face à un tel afflux de réfugiés. Des toiles de tente, quelques cahutes en parpaings, quand les déplacés viennent de tout le pays, chas-



sés avec plus ou moins de ménagement par la soldatesque de Saddam Hussein. Baptisée Al-Anfal («exode») par les Kurdes, la campagne de répression atteint rapidement une ampleur inégale. Plus de 4000 bourgades, villages, hameaux kurdes rayés de la carte. Symbole de sa brutalité, l'anéantissement de la localité d'Halabja sous un nuage de gaz moutarde.

Haillons ou paraboles. Ben Slawa dépend aujourd'hui d'une administration kurde autonome qui en a pris le contrôle en 1991: les Nations unies ont alors imposé à la coalition occidentale venue libérer le Koweït qu'elle protège au nord du 36° parallèle les civils irakiens en butte à de sévères représailles des restes de l'armée de Saddam Hussein pour avoir osé se soulever contre le dictateur. Malgré de réels efforts de développement des infrastructures, le camp ressemble toujours à un bidonville. Sur de minuscules parcelles ceintes de murets en terre crue, les réfugiés se sont bâtis, qui des abris en dur, qui de modestes maisons. Souvent avec les moyens du bord, pisé ou tôles de récupération. Dans les venelles les plus pauvres et les plus poussiéreuses, des gamins en haillons mènent paître des chèvres ou guident un âne tirant un attelage brinquebalant. Dans le quartier mieux loti, façades crépies, voitures et paraboles de télévision par satellite indiquent un certain niveau de ressources. Mais tous, indigents ou opulents, tous caressent le même rêve de retour.

«*Pas de vengeance, promet Hussein, nous n'exigeons que la restitution de nos biens. Mais nous voulons retrouver toutes nos terres. Nous attendons ce moment depuis trop longtemps. Et dès que le régime sera tombé, personne ne pourra nous empêcher de rentrer chez nous.*»

Ecartés de la libération. A Ben Slawa, la cinquantaine de familles chassées de Cheeman en 1986 s'apprête au retour. Et s'inquiète des intentions américaines. Les Etats-Unis ont déjà fait savoir que leurs troupes entendaient prendre le contrôle de Kirkouk sans appui militaire des volontaires kurdes. Soumis à de fortes pressions diplomatiques, le gouvernement autonome d'Erbil a accepté que ses peshmergas attendent, arme au pied, la fin des opérations de la coalition occidentale. A condition toutefois que les troupes turques ne participent en rien à la reconquête. «*Le rôle des peshmergas sera de ramener le calme et de maintenir l'ordre après un changement de régime,* assure Falah Mustapha Baqir, membre influent du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). *Kirkouk est une ville kurde, mais nous y reconnaissons les droits d'autres minorités, turkmènes, chaldéennes ou arabes. La façon dont se déroulera la libération de Kirkouk sera, pour nous, un test du processus de démocratisation en Irak. Nous calquerons notre attitude sur celle des Américains. S'ils s'en tiennent à leurs promesses, nous respectons notre parole.*»

DIIDIER FRANÇOIS

metro 14 MARS 2003

La Turquie interdit un parti pro-kurde

DIYARBAKIR Le parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (Hadep), interdit hier par la Cour constitutionnelle turque pour ses liens supposés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a démenti tout lien avec cette organisation, elle aussi illégale en Turquie. La Cour constitutionnelle estime que ce parti est devenu «un centre d'activités portant atteinte à l'unité indivisible de l'Etat en aidant». Les partis pro-kurdes sont depuis longtemps dans le collimateur de la justice turque qui, plusieurs fois par le passé, a déjà interdit plusieurs de ces formations, malgré les critiques de l'Union européenne. La Grèce a immédiatement déclaré que cette décision nuirait à la candidature de la Turquie à l'Union.

www.hadep.org.tr



La Cour de Strasbourg estime qu'Abdullah Öcalan n'a pas eu un procès équitable

L'ex-dirigeant kurde du PKK devrait être rejugé

STRASBOURG

de notre bureau européen

La juridiction du Conseil de l'Europe a partiellement donné raison, mercredi 12 mars, à Strasbourg, à Abdullah Öcalan, l'ancien chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en estimant qu'il avait eu un procès « inéquitable » lors de sa condamnation à mort, en juin 1999, quatre mois après avoir été arrêté au Kenya. Ce jugement, dont la Turquie a aussitôt fait appel, ouvre la voie à une révision du procès du leader kurde, enfermé sur l'île-prison d'Imrali (en mer de Marmara), dont il est le seul prisonnier.

La Cour européenne a mis quatre ans pour rendre son verdict. Ce

long délai a sauvé la vie d'Abdullah Öcalan, condamné à la peine capitale pour avoir « formé et dirigé une bande de terroristes armés » en vue d'obtenir « la sécession d'une partie du territoire turc ». A la demande de la Cour, la Turquie avait promis de ne pas exécuter la sentence tant que le recours ne serait pas jugé. Entre-temps, sous la pression de l'Union européenne, la Turquie a aboli, en août 2002, la peine de mort en temps de paix et la condamnation a été commuée en réclusion à perpétuité.

La Cour a donc pu juger, à l'unanimité, sans crainte pour la vie de l'intéressé, que les conditions de son arrestation, à Nairobi, puis de

son transfert en Turquie, n'ont pas violé la Convention de sauvegarde des droits de l'homme. Elle estime que son enlèvement ne s'est pas fait au mépris de la souveraineté du Kenya, mais qu'il a résulté d'une coopération avec les autorités de ce pays. Elle juge, encore à l'unanimité, que ses conditions de détention n'ont pas « atteint le seuil minimum de gravité nécessaire pour constituer un traitement inhumain ou dégradant ».

Toutefois, les magistrats admettent que le leader kurde n'aurait pas dû passer sept jours en garde à vue avant d'être traduit devant un juge. Par six voix contre une (celle du juge turc), la Cour estime, en outre, qu'Abdullah Öcalan n'a pas été jugé par un tribunal indépendant et impartial. Elle met en cause la présence, pendant la majeure partie du procès, d'un militaire parmi les juges de Cour de sûreté de l'Etat qui l'a condamné à mort. La Cour estime encore que le leader kurde n'a pas eu de procès équitable, parce qu'il n'a reçu la visite de ses avocats que dix jours après son arrestation, alors qu'il avait fait,

entre-temps, des déclarations qui l'incriminaient et qui sont devenues des éléments-clés de sa condamnation.

La Cour considère également que le fait d'avoir prononcé la peine de mort à l'issue d'un procès inéquitable et d'avoir imposé à l'accusé de vivre pendant trois ans sous la menace de cette sanction constitue un « traitement inhumain ».

En faisant appel, Ankara repousse pour le moment l'obligation de rejuger le leader kurde. Le Parlement turc a récemment adopté une loi autorisant de nouveaux procès pour les prévenus dont les sentences ont été condamnées par la Cour européenne des droits de l'homme. Quatre anciens députés kurdes turcs, dont M^{me} Leyla Zana, emprisonnés pour aide aux rebelles séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan, bénéficieront de cette mesure et seront rejugés prochainement.

Rafaële Rivais

Turkey Bans One Kurdish Party and Moves on Second

By FRANK BRUNI

ISTANBUL, March 13 — Turkey's senior prosecutor filed a petition with the Constitutional Court today to close the country's leading pro-Kurdish political party, the latest example of the government's tense relationship with the Kurdish minority here.

That step quickly followed a decision by the court today to outlaw a related pro-Kurdish party that had preceded and given rise to the current one and that, in the court's judgment, had ties to armed rebels.

Both developments underscored the profound wariness and suspicion with which many Turkish officials regard the country's Kurds, as a war in Iraq potentially draws near.

Officials fear that a war would whip up demands for independence and even set off violence among Kurds in southeastern Turkey, near the Iraqi border. That concern has weighed heavily on Turkish leaders during deliberations over whether to support an American-led military invasion of Iraq.

Earlier this month, the Turkish Parliament voted narrowly against allowing the United States military to use Turkey as a launching pad for an invasion of northern Iraq, and American officials are pushing hard for another vote in the coming days.

Vice President Dick Cheney had a

telephone conversation today with Recep Tayyip Erdogan, the leader of the governing political party in Turkey. In addition, the American ambassador here, Robert Pearson, met today with Mr. Erdogan, who is assembling a cabinet as he prepares to take over as prime minister.

"Of course we pointed out that there were very important decisions to be made in the coming days," Mr. Pearson told reporters in Ankara, referring to the American officials' message to Mr. Erdogan.

Mr. Erdogan's Justice and Development Party announced today that Parliament would work through the weekend, which is unusual. Even so, a second vote on allowing American troops to press into Iraq from Turkey will probably not come before next week, if then.

The court developments here today also represented a potential setback to Turkey's frustrated bid for membership in the European Union. Union leaders have long demanded that the country improve its treatment of the Kurdish minority.

The court outlawed the People's Democracy Party and further banned 46 of the party's leading members from running for political office in Turkey for five years.

In explaining the unanimous ruling, Mustafa Bumin, the chairman of the court, said the party had "aided

and abetted a terrorist organization," referring to the Kurdistan Workers Party, or P.K.K. The group waged a bloody struggle for independence in southeastern Turkey during the 1990's.

Turkish government officials said that the court ruling was about criminal activity and not freedom of expression. They said it could be appealed to the European Court of Human Rights.

They also said the petition to close down the Democratic People's Party, which succeeded the People's Democracy Party, related to irregularities in the way the party took part in recent parliamentary elections. The Democratic People's Party did not ultimately get enough votes to pass the threshold for representation in Parliament.

But Kurdish political leaders said today's court developments represented an attempt to marginalize Kurds. "This was a political decision," Hamit Geylani, a leading member of the Democratic People's Party, said of the ruling against the predecessor party. Mr. Geylani was one of that party's founders and is among the 46 people banned from politics.

He said the ruling would "deepen the existing problems" between the Turkish government and the Kurdish minority. That tense relationship is

among the reasons that European Union leaders have cited in declining to give Turkey a firm starting date for membership negotiations.

Dogu Ergil, a professor of political science at Ankara University, called

the court ruling today "the second torpedo which the old guard is sending to scuttle the Turkish ship going toward the west." Mr. Ergil was referring to certain segments of what he called the Turkish establis-

ment.

The first torpedo, he said, was the collapse this week of negotiations to unite the Turkish and Greek sectors of Cyprus. The Turkish Cypriot leader rejected proposed terms.

The Observer 16 March 2003

Today, Blair speaks for enslaved Iraqis



Tipped for a senior role in a future Iraqi government, Barham Salih is Prime Minister of the Kurdistan region in Sulaymaniyah, northern Iraq. Here he appeals to the British Left to back a war to depose Saddam Hussein

WATCHING THE debate on Iraq, I am often perplexed, sometimes frustrated. As a Kurd, I know war is a devastating undertaking and should be questioned. But in the end a fundamental moral argument needs to be made for a war of liberation to save a people from tyranny. Many on the Left ignore the daily reign of terror the Baathist regime inflicts on Iraqis, yet the human rights of Iraqis should also be their cause.

I came to Britain in 1979 as a young refugee. I had been imprisoned by the Iraqi security services for advocating human rights for the Kurds, thrown into the same jail and for the same reason as my father had been in 1963.

Sadly, I found few people in Britain interested in the horrors of Baathist Iraq. The Baghdad regime was touted as a secular bulwark against radical Islamic Iran. The persecution of the Kurds was an embarrassment.

But some principled people, mainly left-wing, understood our plight. While others funded Saddam, our allies pointed out the inconsistency of calling for democracy in eastern Europe while supporting a murderous dictator in the Middle East.

Where are these friends now? Regrettably, many are denouncing a war that would liberate Iraq. Like those who shunned us in the Eighties, some of our former friends find the martyrdom of the Iraqi people to be an irritant. They avert their eyes from the grisly truth of our suffering, while claiming concern at the human cost of war.

The cost to Iraqis of sparing the Baathist dictatorship is

rarely calculated. Iraqis are overlooked by an anti-Americanism that does not understand why we need military action to break our shackles. Some call for civil disobedience to impede the bid to free Iraq. In Iraq, civil disobedience is a death sentence.

A notable few on the Left, such as the MP Ann Clwyd, have remained morally consistent. They know Iraqis deserve an end to their national nightmare. Few comprehend the extent of arbitrary imprisonment, executions, genocide and ethnic cleansing that the Iraqi people have endured for the past 35 years.

Ethnic cleansing began in Iraq in 1963, when the Baath Party seized power and started expelling Kurds from their homes. Settling Arabs in Iraqi Kurdistan remains official policy. Around a million people have been displaced, mostly Kurds but also Turkomans and Assyrian Christians. Ethnic cleansing continues as non-Arabs are evicted from Kirkuk and other parts of Kurdistan still controlled by the regime. Kirkuk is the Kurds' Bosnia.

This regime has cost the lives of at least two million Iraqis. Four million more have been forced to become refugees. Iraqi Kurdistan is filled with the mass graves of victims of genocide – the Anfal campaign that in 1987-88 may have killed as many as 182,000 Kurds. Today marks the fifteenth anniversary of the Iraqi chemical weapons attack on Halabja that killed 5,000 Kurds.

Iraq was the British Empire's greatest disaster. At the Cairo

conference in 1921, Britain locked the Kurds into the prison of the Iraqi state and later ordered the RAF to bomb Kurdish villages into submission.

Today, however, the RAF helps to protect us, preventing

The RAF prevents Saddam from completing the slaughter of Kurds that began in 1987

Saddam from completing the slaughter of Kurds that began in 1987. British pilots, and the soldiers and sailors joining them, will deliver Iraqis from tyranny.

Under the shelter of British and US warplanes, and facilitated by Turkey, Iraqi Kurds are building a better society, one that respects human rights and free media and values the rule of law. The rights of ethnic minorities are respected; the rights of women are promoted.

Why, some wonder, are the Kurds willing to put their achievements at risk for a war? The reason is simple: Iraqi Kurdistan's fledgling democracy remains vulnerable and unsustainable without a democratic Iraq. The Iraqi regime's war against its people continues and its embargo on Iraqi Kurdistan has been tightened.

For the Kurds, weapons of mass destruction are not about dry accounting; they are tools of

practical repression. Chemical weapons have been used against us more than 200 times.

Inspections are a form of appeasement – they will buy a little time, but ultimately they mortgage our future to a dictator. Behind the façade of grudging co-operation, Saddam will retain the capacity to produce weapons of mass murder. This regime needs to be brought to account for genocide.

At this critical moment, you must not fail the twin tests of history and morality. On 2 September, 1939, Neville Chamberlain advocated to a shocked House of Commons yet more appeasement, despite the evidence of Nazi aggression. As Arthur Greenwood stood up to respond for the Labour Party, Leo Amery, a Conservative, cried out: 'Speak for England!' Today it is Tony Blair who speaks for England, for the fundamental values of the Left and, most honourably, for enslaved Iraqis.

HUSSEIN'S DOMAIN

If War Hits, Kurds See Way to Grab Old Lands

By DAVID ROHDE

ZINAWAMIRI, Iraq, March 13 — Before leaving Kurdish-controlled territory here this morning for his nearby village on the Iraqi-controlled side, a stocky 31-year-old Arab farmer talked about how much this land meant to him. He said he came here as a child and that this stretch of fertile plain in northern Iraq has been his home for the last 25 years. He thanked Saddam Hussein for bringing him here and making his life so bountiful.

"I won't leave," he said. "I intend to live here until I die."

The farmer, who would not give his name, is one of tens of thousands of Arabs moved north by Mr. Hussein and resettled in and around the oil-rich cities of Kirkuk and Mosul. Under a program known as "Arabization," the government expelled Kurds from villages and cities over the last three decades and replaced them with Arabs.

But war in Iraq could cause this forced demographic change to unravel quickly, according to Kurdish and Arab villagers. For in establishing a new home for Arabs, Mr. Hussein's program also created a patchwork of grudges and grievances. American forces could quickly find themselves in the center of a sea of fleeing Arabs, vengeful Kurds and countless disputes over homes, land and lucrative oil fields.

In Kirkuk, Mr. Hussein forcibly expelled an estimated 100,000 Kurds to cement Arab control, according to Kurdish officials. In the countryside around Kirkuk and Mosul, he bulldozed hundreds of Kurdish villages and built Arab villages on the ruins.

The wounds caused by those actions are especially deep for the Kurds, who have long claimed part of Mosul and all of Kirkuk, a city they hail as their Jerusalem. But the region has an even more complex history: Turkey has claims to the area, which was part of the Ottoman Empire.

Today, Kirkuk produces roughly one-third of Iraq's oil, and in a war American forces are expected to try to seize control of its fields quickly, both to help stabilize world oil prices and stave off a race for Kirkuk be-



A Kurdish family crossing the border between the villages.

tween Turkish and Kurdish forces. Turkey fears that if Iraqi Kurds controlled the fields, and the revenue from them, they could try to create a Kurdish state that would include much of southeastern Turkey.

Kurdish officials say they have promised American officials that they will not send their troops into Kirkuk and Mosul, but unarmed civilians will be free to go.

"We will not prevent anyone to go back to their homes and land," said Karim Senjari, the interior minister of the western half of the Kurdish enclave. "It's their right to go back to their place of origin."

The Arab farmer and his seemingly bucolic village, a prosperous hamlet of 80 families known as Pirbub, illustrate how land disputes could quickly erupt. Unlike the deserts of southern Iraq, Mosul and Kirkuk sit in a plain of farmland that extends to the foothills of mountains to the north and east.

Pirbub was built on top of the bulldozed homes of Kurds in the late 1970's. Today, some of those Kurds live only 200 yards away, just over the dividing line between government controlled and Kurdish controlled northern Iraq.

The divider, in fact, is a stream so narrow that the two sides could toss a football back and forth, if they wanted. Near one end of the 100-yard-long metal bridge that separates the two sides, the white, red, black and green Iraqi flag flies. At the other, the yellow flag of the Kurdish Democratic Party flutters.

In interviews, some Arabs and Kurds from both sides said they would settle their differences peacefully. Dozens of Arabs and Kurds

cross the bridge each day to trade or travel to nearby cities, they pointed out. And the area is a smuggling hub, with Arabs hauling thousands of gallons of gasoline into Kurdish territory.

Yet some Kurds made it clear what they expected from Arabs if American bombs began to fall. Mohammed Taheer Tato, mayor of the Kurdish village here, vowed to seize control of Pirbub and all Arab villages created by Mr. Hussein on Kurdish land.

"If they leave, we won't do any harm to them," Mr. Tato said, as the Kurdish men clustered around him nodded. "But if they won't, we are obliged to attack them."

Interviews with eight Arab men who crossed the bridge on routine errands and asked not to be identified produced contradictory answers. Some men at first vowed to never leave the village, but then took their comments back. Others suggested they were only pawns in a larger game.

"What can we do when the American Army comes?" asked one Arab man. "We are living in our land and our houses. It has nothing to do with us."

But Kurds accused the Arabs of taking advantage of their suffering. They also said members of Iraq's Baath Party were arming Arab villagers and urging them to fight.

Arabs scoffed at that notion and said most people were preoccupied with surviving a war and its aftermath. Several said they no longer had land in the villages they left 20 years ago to come here.

"I was born here," said an 18-year-old Arab man dressed in a flowing navy-blue Dishdasha, a traditional Arab robe. "I came when all the Arab people came."

Most said they would leave before the Kurds returned to the area. Only the defiant 31-year-old farmer insisted he would stay.

If war comes, "We will pray to God," he said. "We will just pray."

The New York Times

MARCH 14, 2003

La dernière bravade de Saddam Hussein dans les rues de Bagdad

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Renaud Girard

S'il y a quelque chose que le régime irakien a toujours su très bien faire, c'est organiser des défilés populaires. Celui de samedi matin a constitué un irréprochable bouquet final.

Le lieu : le quartier résidentiel de Mansour, sur la rive droite du Tigre, l'interminable et large avenue « du 14-Juillet », par référence au jour de la révolution sanglante de 1958 qui renversa la monarchie irakienne. La durée : de 10 h 30 à 12 h 30, sous un soleil déjà ardent. Les chiffres : plus d'une centaine de milliers de manifestants, et pas un seul « incident regrettable ».

Dès dix heures du matin, tout est fin prêt. Décorée de portraits de Saddam Hussein, une tribune officielle a été aménagée, avec une dizaine de fauteuils confortables aux couleurs criardes qui ne dépareraient pas la salle d'attente de quelque luxueuse clinique dentaire du Golfe. En rang, sept fillettes de dix ans lui font face, attendant l'arrivée du convoi officiel. Elles tiennent à la main des pancartes signalant en

anglais leur appartenance à « l'école primaire al-Nasser », et portant des slogans dessinés aux crayons de couleur. « *Don't kill me, my mom needs me* » (« *Ne me tuez pas, ma maman a besoin de moi* »), dit l'une d'elles, dans un anglais si parfait qu'il a peut-être été inspiré par les militants pacifistes occidentaux présents à Bagdad. « *Les enfants irakiens ont le même droit à la vie que les autres enfants du monde* », proclame une autre pancarte. Des haut-parleurs jouent une sortent de rock arabe propre à chauffer la foule, visiblement assez gaie.

Soudain, on entend la sirène stridente d'une voiture de police. Deux motards, suivis de deux grosses Mercedes grises, s'arrêtent au pied de la tribune. Des silhouettes moustachues et bedonnantes, moulées dans des uniformes vert kaki, le béret militaire sur la tête, en sortent, saluant la foule les acclamant sagement. Un micro souhaite la bienvenue à l'homme qui s'installe devant le fauteuil central, un certain Aziz Zaleh Nouman, grand responsable du parti Baas de Bagdad. Le défilé peut commencer.

La marche s'ouvre sur un bon

millier de lycéennes, vêtues d'inimitables longues jupes grises qui font penser à la tenue des institutrices françaises d'avant la guerre de 14. Vient ensuite des bataillons de baasistes en uniforme vert kaki, brandissant leurs kalachnikovs et criant à l'unisson : « *Vas-y, Saddam, vas-y ! Tout l'Irak est avec toi !* »

Des groupes de Bédouins suivent en abaya, le keffieh sur la tête, puis des étudiants, la serviette sous le bras, puis encore des baasistes, dont beaucoup ont les tempes grisonnantes. Une banderole proclame en anglais : « *Mr Bush, nous vous voulons comme ami, pas comme occupant !* » Une autre dit : « *Non à la guerre pour du pétrole !* »

C'est du théâtre à la soviétique, parfaitement organisé, où l'on montre que toutes les classes de la société, paysans, ouvriers, fonctionnaires et « travailleurs intellectuels » sont derrière Saddam Hussein.

A un moment, des manifestants font brûler une effigie de l'Oncle Sam. Les caméras de télévision se précipitent. Le show est parfait.

Il y a aussi les inévitables ba-

tailons de femmes entièrement recouvertes de voiles blancs (couleur de deuil en islam), candidates aux missions « suicides » à la palestinienne.

Sous d'immenses drapeaux verts défilent les religieux ; et sous des étendards rouge vif les représentants bagdadiens de la grande tribu irakienne des el-libour, qui hurlent : « *Notre sang, notre vie, c'est pour toi, Saddam !* » Le défilé se clôt sur un bataillon de la jeunesse baasiste, où des adolescents déjà vêtus de kaki entonnent : « *Nous sommes un fusil entre tes mains, Saddam !* »

Adressé aux caméras de télévision du monde entier, le message du régime est clair. En attaquant le pays, les Américains trouveront sur leur chemin non seulement l'Irak moderne des baasistes, mais aussi celui des religieux et celui des tribus.

A la télévision irakienne, un ayatollah chiite s'est adressé à ses coreligionnaires en ces termes : « *Ne soyez pas naïfs ! Croyez-vous vraiment que les Américains vous aiment ? Ils ne viennent chez nous que pour trois raisons : le pétrole, détruire Israël, détruire les pays musulmans...* » Majoritaire en



De jeunes conscrits de l'armée irakienne ont rallié une centaine de milliers de manifestants dans les rues de Bagdad, samedi, lors d'un défilé organisé par le régime. (Photo David Guttenfelder/AP.)

Irak, la communauté chiite est très peu représentée au sommet du pouvoir, monopolisé par les sunnites. En mars 1991, les chiites du sud de l'Irak s'étaient soulevés, répondant à un appel des Américains, qui les avaient ensuite abandonnés. Effectuée par la garde présidentielle de Saddam Hussein, la répression fit des dizaines de milliers de morts.

Un homme d'une quarantaine d'années, parlant bien l'anglais, s'approche : « Vous voyez, moi, je ne suis qu'un simple échantillon de la société irakienne. J'ai un petit restaurant, je fais le chauffeur de temps à autre, je n'appartiens pas au Baas. Eh bien ! si les Américains attaquent et tuent des civils innocents, je prendrai la kalachnikov que j'ai achetée avec mes propres deniers, et je tuerai autant de soldats que je pourrai. En 1991, les Améri-

cains avaient une raison valable pour attaquer, le Koweït. Aujourd'hui, notre gouvernement fait tout ce que l'ONU lui dit de faire. Leur guerre est totalement inacceptable ! » Cet homme dit s'appeler Yousef et se présente comme moitié Kurde, moitié Turkmène (communauté majoritaire dans la région pétrolière de Kirkouk). Doit-on le croire, ou sera-t-il le premier à tourner sa veste, dès qu'apparaîtront dans les rues les premiers parachutistes anglo-américains ?

« Tout ça, c'est du masraha (théâtre) ! Personne ne sera assez stupide pour mourir pour Saddam ! Vous verrez, les gens du Baas seront les premiers à déguerpir, à tomber l'uniforme et revêtir une bonne vieille abaya de bédouin », confie un chauffeur de taxi, qui a l'avantage de savoir qu'il ne reverra plus son interlocuteur.

Samedi, à Bagdad, l'ambiance était à la ferveur nationaliste bon enfant, parfaitement orchestrée par la machine du régime.

Hier, l'atmosphère avait changé du tout au tout. La peur semblait brusquement s'être étendue sur toute la capitale. Une panique sourde. Les commerces fermaient leurs rideaux de fer les uns après les autres. Des boutiquiers transféraient leurs stocks dans les villas vides des quartiers résidentiels. Des soldats déménageaient le mobilier des ministères. Les familles n'avaient plus qu'une idée en tête : faire des réserves d'essence, pour les générateurs individuels d'électricité, mais aussi pour le cas où il faudrait fuir la ville en voiture de toute urgence, vers la campagne.

Les inspecteurs de l'ONU ne se déplacent plus à leurs bureaux qu'avec leur valise d'effets personnels à la main, pour être prêts lorsque Kofi Anan décidera de leur évacuation.

L'heure du départ a sonné pour les derniers diplomates occidentaux encore présents à Bagdad. Les Italiens sont partis en catimini mercredi matin. Les Allemands partiront ce matin.

Les Grecs et les Français ne s'en iront qu'après les inspecteurs. Les seuls diplomates qui comptent rester à Bagdad pendant la guerre sont ceux des ambassades de Russie, de Cuba et du Vatican.

Saddam Hussein, qui vit toujours dans une semi-clandestinité, est apparu à la télévision à l'occasion d'une réunion de responsables militaires, filmée dans un lieu non identifié. Il a divisé le pays en quatre régions militaires, plaçant son fils Kussai à la tête de celle du Grand Bagdad.

« Et alors, qu'est-ce que ça changera ?, nous confie un médecin bagdadien. Vous verrez, tout sera fini en une semaine : quatre jours de bombardements et trois jours de résistance sporadique de la part des proches du clan de Saddam, ceux qui n'ont plus rien à perdre... »

Paris défend sa position

Luc de Barochez

Exclue du sommet des Açores sur l'Irak, la France cherche toujours à empêcher le train de la guerre de s'ébranler. Semblant croire à la possibilité d'un compromis, Jacques Chirac a fait hier une ouverture en direction des partisans de la manière forte. Lors d'un entretien accordé à deux chaînes de télévision américaines, CBS et CNN International, le président de la République a suggéré de fixer aux inspecteurs de l'ONU un délai de trente à soixante jours pour terminer leur travail en Irak. « Un mois, deux mois, je suis prêt à tout accord qui aurait l'aval des inspecteurs », a-t-il dit.

La démarche présidentielle est probablement trop insuffisante et trop tardive pour inciter les États-Unis à renoncer à leur logique de guerre. Mais elle traduit un désir de Paris de revendiquer un rôle constructif, au moment où la diplomatie française est traînée dans la boue par beaucoup de médias britanniques et américains, qui l'accusent de bloquer les efforts de désarmement de l'Irak. Jacques

Chirac a aussi voulu tendre une perche à Tony Blair, dans l'espoir de la dissuader de suivre les États-Unis dans leur volonté de contourner le Conseil de sécurité de l'ONU. Chirac a d'ailleurs appelé le premier ministre britannique vendredi au téléphone, pour lui faire part de son désir d'accommodement.

Enfin, en contraignant les dirigeants américains à rejeter ses propositions, le président français a pu démontrer, à ceux qui en doutaient encore, que les États-Unis cherchaient plus un prétexte pour déclencher la guerre qu'un désarmement pacifique de l'Irak. La réaction américaine ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Le vice-président Dick Cheney, un « faucon » notoire, a balayé la proposition française. « Il est difficile de croire que 30 ou 60 jours supplémentaires changeraient quoi que ce soit », a-t-il dit.

Sur le fond, la position de Paris est inchangée. La France, l'Allemagne et la Russie ont lancé samedi un appel solennel pour éviter la guerre. Elles ont proposé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se tiendra lundi à 21h00 (heure de Paris), pour arrêter un calendrier de désarmement de l'Irak.

Même si le calendrier des inspections devait être resserré, la France n'accepterait ni ultimatum ni recours automatique à la force tant que les inspecteurs diront être en mesure de poursuivre leur mission. Le président de la République a réaffirmé hier sa conviction qu'une guerre était non seulement inutile, puisque le désarmement de l'Irak peut être atteint par le biais des inspections, mais aussi dangereuse, en raison des risques de regain du terrorisme.

Tout en exposant sa détermination à aller « jusqu'au bout » de son refus d'une guerre dans les conditions actuelles, Jacques Chirac a tenté de minimiser l'impact à long terme de la brouille transatlantique. La relation entre les États-Unis et la France « n'est pas susceptible d'être réellement mise en cause par des mouvements d'humeur », a-t-il déclaré. Le chef de l'État s'est, pour l'essentiel, exprimé en français. Mais à un moment, il s'est adressé directement, en anglais, aux téléspectateurs américains : « La France et moi-même ont toujours été des amis des États-Unis. Cela ne changera pas », a-t-il assuré.

Les autorités françaises estiment avoir d'autant plus besoin d'expliquer leur position aux Américains qu'elles accusent les médias de se prêter à des entreprises

visant à la déformer. Le président de la République a jugé « absurde » hier l'idée couramment évoquée outre-Atlantique selon laquelle la France voudrait restreindre la puissance américaine. L'accusation colportée par le quotidien *New York Times*, selon qui Paris aurait autorisé récemment des exportations de matériel sensible vers l'Irak, a particulièrement irrité l'Élysée. Chirac y a opposé « un démenti formel ».

Malgré l'opiniâtreté dont il font preuve pour enrayer la logique de guerre américaine, les dirigeants français commencent à exprimer publiquement leurs doutes devant le rouleau compresseur américain. « On peut difficilement imaginer ce qui pourrait arrêter cette machine », a reconnu Dominique de Villepin ce week-end. Et Jacques Chirac a souhaité hier que si la guerre devait avoir lieu, les troupes américano-britanniques l'emportent très vite. « Plus la victoire sera rapide et moins les dégâts seront importants », a-t-il dit. Il a cependant observé que la seule « victoire complète » à ses yeux serait atteinte « sans tirer de coups de feu », par le biais des inspections. Une hypothèse qui, à chaque jour qui passe, devient un peu plus improbable.

It's the 'moment of truth,' Bush says

3 leaders give Iraq diplomacy a final 24 hours

By Warren Hoge

The New York Times

PRAIA DA VITORIA, Azores: President George W. Bush, Prime Minister Tony Blair of Britain and Prime Minister Jose Maria Aznar of Spain said Sunday that they would abandon their stymied effort to gain United Nations backing for military intervention in Iraq by Monday unless the world body backed moves to disarm Iraq immediately.

"Tomorrow is a moment of truth for the world," Bush said.

Saying that their crisis meeting on this mid-Atlantic island was not a "council of war," the three leaders said in effect that the last alternative to military action had only 24 hours to run.

The three men said they would use the day ahead to call reluctant countries on the UN Security Council seeking a consensus. They particularly singled out France, the country that has

threatened to veto any resolution with a military ultimatum, as the target of their high-level pressure tactic.

"We have an expression in Texas that says 'Show your cards,'" said Bush. "France has shown its card. Now we have to see tomorrow what that card meant."

Blair said, "Without a credible ultimatum with force, in the event of noncompliance, more discussion is just more delay. You would be left with Saddam Hussein armed with weapons of mass destruction and continuing with his brutal regime in Iraq."

Bush said that it was "the moment of truth" for the United Nations to live up to its responsibilities. He said that even if the United Nations refused to enforce its own resolutions, it would be invited to assist in the rebuilding of "post-Saddam Iraq."

Facing the three leaders was a critical decision on whether to proceed with a flagging Security Council resolution seeking authorization for using armed force to disarm Saddam or abandon it in face of the veto by France and a lack of support from the needed nine members of the 15-nation UN Security Council.

They declined to respond to questions about whether they would put the resolution to a vote, but they indicated strongly that they would withdraw it if they were not assured of success in advance. Withdrawal of the measure would begin the countdown to war within days.

Blair's official spokesman played down talk that Sunday's session amounted to a "war council" and asserted that the purpose remained achieving a political solution. He stressed, however, that the British leader thought "there is a limit to how long the conversations can go around at the United Nations," and said: "We are in the diplomatic endgame, and if you have countries divided and at a diplomatic impasse as we are at the moment, it is very difficult."

The United States, Britain and Spain are jointly authors of the new resolution. They have been trying for weeks to gather the needed nine votes on the 15-nation Security Council for the measure, but only one other council member, Bulgaria, has publicly backed them.

There were strong indications as the three leaders began their conference that they would decide to withdraw the resolution rather than risk the international humiliation and legal complications of having it rejected.

The British press carried reports Sunday that the country's attorney general, Lord Goldsmith, had advised Blair that while a war undertaken on the basis of past UN resolutions was legal, a negative vote in the Security Council on the new resolution would cast its legality in doubt.

Blair's spokesman would not confirm those reports and said that Goldsmith would not make his views known in advance of any military campaign.



Prime Minister Tony Blair of Britain, Prime Minister Jose Maria Aznar of Spain and President George W. Bush after their summit in the Azores on Sunday.

The New York Times

March 17, 2003

Anti-war campaigners in Britain have made the legality of any war a key point of contention with the government.

The gathering Sunday was aimed at giving the appearance of a final push for consensus at the United Nations at a time when both Blair and Aznar need credit with their skeptical publics, which question whether their leaders have exhausted all political possibilities before preparing to go to war in Iraq.

Sizable majorities in Britain and Spain are opposed to military action in Iraq, and protesters went into the streets Saturday in cities in both countries to noisily press home that point.

New polls published Sunday in Britain showed a slight softening of the opposition, an apparent response to some government success in blaming the failure of diplomacy on France, a European ally for whom the British public has always had mixed feelings.

The Sunday Times of London said that its findings showed 60 percent of the public against war without UN sanction and 32 percent for such action. The same poll in January found 73 opposed and 20 percent in favor.

Seven out of ten people said France was wrong to promise to veto any resolution sanctioning war, and 76 percent said Britain should go to war if a new UN resolution was obtained. The figure explains why Blair has pressed so vigorously for UN approval.

Bush says that Saddam's defiance of existing resolutions justifies a military response and that no new resolution is needed.

White House officials have said that Bush agreed to seek a second resolution largely to protect Blair, his principal ally, from a backlash against him by his public, a significant number of members of Parliament from his own Labour Party and members of his cabinet.

The three leaders met at this Portuguese island 1,400 kilometers (900 miles) off the European coast, where Prime Minister Jose Manuel Durao Barroso of Portugal welcomed them.

■ Warning from Saddam

Saddam warned Sunday that if Iraq were attacked, it would take the war anywhere in the world "wherever there

is sky, land or water." The Associated Press reported from Baghdad.

Saddam's threat was made during a meeting with military commanders and his remarks were carried by the official Iraqi press agency, INA.

"When the enemy starts a large-scale battle, he must realize that the battle between us will be open wherever there is sky, land and water in the entire world," Saddam told the commanders, according to the news agency.

Saddam also denied that Iraq had any weapons of mass destruction, as the United States has charged in seeking approval of action against him.

"Are weapons of mass destruction a needle that you can conceal in a head cover or in the scarf of an old woman that inspectors cannot find?" Saddam asked.

"There are no weapons of mass destruction in Iraq," he added. "Well, give us time and the necessary means and we will produce any weapon they want and then we will invite them to come and destroy them."

Pope urges leaders to avoid war as rallies echo sentiment

From news reports



Massimo Sambucetti/The Associated Press

Pope John Paul II making a fervent appeal Sunday, urging Iraq to disarm and reminding the UN Security Council that military action should be a last resort.

VATICAN CITY: Pope John Paul II implored Saddam Hussein on Sunday to urgently comply with United Nations disarmament demands and avoid giving cause to the West to attack Iraq, a war the Vatican fears will trigger hatred against Christians and more terrorism.

As he spoke, protesters around the world tried to get their voices heard even as war appeared more likely. Organizers said that candlelight vigils against a U.S.-led war were taking place in more than 1,000 cities.

The pope made one his most fervent pleas yet in his campaign against the war a few hours before the start of a summit meeting in the Azores, bringing together Bush and his British and Spanish allies — the top proponents of using military force against Iraq.

"The next days will be decisive for the outcome of the Iraq crisis," said the 82-year-old pontiff in an appearance at his studio window overlooking St. Peter's Square. He invited the faithful to pray that "leaders on all sides be inspired with courage and long-range vision."

"Certainly, the leaders of Baghdad have the urgent duty to collaborate fully with the international community to eliminate any reason for an armed intervention," he said. "To them I direct my pressing appeal: The fate of your fellow citizens always has priority!"

John Paul said he also wanted to remind the UN Security Council, which Washington has been pressing to authorize war on Iraq, that "the use of

force represents the last resort, after having exhausted every other peaceful solution, according to the well-known principles of the UN Charter.”

“That is why,” the pontiff added, “in the face of the tremendous consequences that an international military operation would have for the population of Iraq and for the equilibrium of the entire Middle East region, already so tried, as well as for the extremism which could stem from it, I say to all: There is still time to negotiate; there is still room for peace.”

‘I say to all: There is still time to negotiate; there is still room for peace.’

Candlelight vigils against war took place Sunday, with thousands of protesters demonstrating in New Zealand, some of them in churches and town squares around the country and on a beach in Auckland.

More than 100 anti-war protesters braved heavy rain in Sydney to heckle Prime Minister John Howard at an election stop. They booed Howard as he opened his conservative Liberal Party's New South Wales state election campaign after he lashed out at France for refusing to back a U.S.-backed UN resolution on disarming Baghdad.

An estimated 10,000 people marched through central Tokyo on Saturday to applause from passers-by. According to polls, more than 80 percent of Japanese

citizens oppose an attack on Iraq. The government has supported the U.S. demand that Baghdad disarm or face military action.

In the Middle East, some demonstrations were in support of Saddam Hussein. In Khan Yunis, in the Gaza Strip, 10 men wearing mock versions of the explosives belts of suicide bombers led a march in support of the Iraqi leader.

In Cairo, several hundred people, surrounded by 1,500 police officers, protested near the University of Cairo chanting, “With our blood, with our soul, we will defend Baghdad.”

In Nicosia, 2,000 people marched on the U.S. Embassy demanding “no more blood for oil.” They also condemned the presence on Cyprus of the largest Royal Air Force base outside Britain, at Akrotiri, which is to play a support and logistics role in any attack on Iraq.

For the second time in a month, crowds of demonstrators jammed central Madrid on Saturday, waving anti-war placards and chanting insults against Bush and one of his strongest allies, Prime Minister Jose Maria Aznar of Spain.

“We are marching against the law of the jungle that the United States and its acolytes old and new want to impose on the world,” Jose Saramago, the Portuguese writer and Nobel laureate, told the crowd — estimated by news organizations at about half a million — in Madrid's Puerta del Sol.

Another protest in Barcelona drew 300,000, according to the police.

About 100,000 people demonstrated in Berlin, according to police estimates, and 50,000 demonstrators gathered in the Place de la Nation in Paris. In Montreal, about 250,000 people marched through the streets shouting anti-war slogans, in the largest of 30 demonstrations in Canada.

Tens of thousands of protesters marched in several demonstrations across the United States on Saturday. In Washington, hours after Bush said in his weekly radio address that he saw little chance that Iraq would disarm without the use of force, throngs of protesters armed with banners and bullhorns implored Bush to abandon a possible war.

“The people can stop the war,” U.S. Representative John Conyers Jr., Democrat of Michigan, told thousands of cheering supporters gathered near the Washington Monument. He urged people to continue to protest “until this madness is ended.”

Separately, 41 Nobel laureates in science, medicine and economics who signed a statement in January opposing war with Iraq said Saturday that eight recipients of the Nobel Peace Prize had joined their cause, including Archbishop Desmond Tutu and the Dalai Lama.

(Reuters, AP, NYT)

Aznar fait entrer Madrid dans le camp des vainqueurs

Madrid :
Patrick Barembach

« Aznar, sourd à ton peuple », « Aznar, autiste, écoute », pouvait-on lire sur quelques pancartes lors de la manifestation contre une guerre en Irak samedi à Madrid. Malgré le million de personnes qui ont défilé dans les rues de tout le pays samedi contre une éventuelle guerre en Irak et malgré des sondages d'opinion qui montrent que neuf Espagnols sur dix sont hostiles à une intervention, José-Maria Aznar n'a pas infléchi d'un iota son discours belliciste dans la crise irakienne avant de se rendre aux Açores. Bon enfant en février, l'ambiance samedi lors des manifestations était devenue beaucoup plus tendue.

De toute évidence, une grande partie des électeurs du Parti populaire est en désaccord avec la

politique de José-Maria Aznar mais, malgré l'approche des municipales de mai, aucun député du PP ne s'est encore écarté de la ligne tracée par son chef.

« Ne pas écouter le peuple, c'est une sorte d'habitude en Espagne, une tradition franquiste. Avec cette histoire irakienne, nous voyons qu'il y a un problème démocratique. L'immense majorité des Espagnols est contre la guerre mais on va la faire en notre nom », explique Pablo, un jeune architecte navarrais installé à Madrid.

« Votre choix, c'est la guerre avec une résolution ou la guerre sans résolution », lançait prophétiquement avant le sommet des Açores Jesus Caldera, porte-parole du Parti socialiste espagnol au congrès des députés.

Qu'est-ce qui pousse José-Maria Aznar à adopter une position si tranchée en faveur des thèses de George W. Bush qui en 2001 parlait de son ami... « Anzar » ?

Selon les commentateurs des deux principaux quotidiens espagnols *El Mundo* (droite) et *El País* (gauche), le président du gouvernement espagnol est persuadé d'avoir fait un excellent pari pour l'avenir. Il estime que « la chute du Mur et le 11 septembre ont balayé l'ordre international de la guerre froide pour donner naissance à une nouvelle ère dans laquelle l'Espagne doit faire partie du camp des vainqueurs », selon des propos attribués en petit comité à Aznar par *El País*.

Place au G 8 ? Place au Conseil de sécurité ? Poste de président de l'Europe ? Simple ambition personnelle ? On se perd en conjectures sur les raisons qui motivent Aznar, qui n'hésite pas à faire l'amalgame entre terrorisme islamiste, régime irakien et lutte antiterroriste contre ETA en Espagne...

Toujours est-il que le premier ministre est décidé à faire exis-

ter l'Espagne sur la scène internationale après des années dans l'ombre de l'axe franco-allemand qu'il a toujours détesté et qu'il considère vieux jeu. Force est de constater qu'il y a jusqu'ici réussi. Presque inexistante sur l'échiquier international, l'Espagne est désormais un des principaux acteurs de cette possible nouvelle guerre du Golfe.

« La première victime de cette guerre sera la politique étrangère espagnole », a affirmé il y a quelques semaines l'ancien chef de gouvernement socialiste Felipe Gonzalez, qui souligne que l'Espagne a effectué un virage à 180° dans sa politique extérieure, se mettant à dos les pays ibéro-américains qu'elle ambitionnait de représenter, les pays arabes avec lesquels elle entretenait traditionnellement de bonnes relations et aussi la France, partenaire économique et partenaire, justement, dans la lutte antiterroriste contre ETA.

IRAK Alors que George W. Bush, Tony Blair et José Maria Aznar étaient réunis, hier, aux Açores

Politique impériale ou croisade pour la démocratie ?

Désormais, la guerre est imminente. Le compte à rebours va commencer. Rien n'arrêtera plus le président George W. Bush qui, sans doute, estime

PAR
GÉRARD CHALIAND*

qu'il a perdu assez de temps en manœuvres diplomatiques sans issue. Peut-être pense-t-il, comme une partie de son administration, que les hostilités auraient dû avoir lieu il y a quelques mois, dans un climat international moins mobilisé contre la guerre.

Maintenant, quelles que soient les déclarations, la légitimité ultime de cette guerre repose sur le soutien d'une large partie de l'opinion publique américaine et de la capacité des États-Unis de remporter une victoire rapide et éclatante.

Ce qui était reproché, il y a dix ans, à Saddam Hussein, venait du fait qu'en annexant le Koweït, il avait tenté de modifier le statu quo du Moyen-Orient. Des considérations géopolitiques avaient alors amené la coalition dirigée par les États-Unis à épargner le régime sunnite de Bagdad. Depuis, la donne géopolitique s'est modifiée : l'Iran n'est plus offensif et l'Arabie Saoudite n'est plus un allié sûr. Aujourd'hui, le régime qu'incarne Saddam Hussein est condamné. La guerre aura donc lieu très bientôt. Celle-ci est nécessaire parce que l'administration Bush a choisi de se mettre dans une situation où elle n'a pas d'autre issue.

La crise diplomatique provoquée par l'Irak est le reflet du nouvel ordre mondial initié, il y a dix ans, lors de la première guerre du Golfe tandis que

l'Union soviétique déperissait. Un ordre où les États-Unis sont prépondérants, ce dont les faucons du Pentagone entendent tirer parti. Malgré des outrances verbales, cette crise s'est déroulée à fleurets mouchetés et sera bientôt dépassée par les nécessités de l'après-guerre en Irak, où il faudra bien que Washington fasse appel à une large coopération des alliés.

En Europe, l'une de ses conséquences sera peut-être de devoir définir plus précisément quelle Europe entendent construire les uns et les autres et, plus particulièrement, les États du noyau initial. Ira-t-on vers une Europe à deux vitesses ou, plus probablement, vers un élargissement sans autre projet que d'être un vaste marché de libre-échange ?

Les faucons du Pentagone, comme c'était prévisible, l'ont emporté, puisqu'ils étaient les seuls à proposer une stratégie et un dessein. Il y a des années que Dick Cheney, Paul Wolfowitz, Scooter Libby, Richard Perle, Douglas Feith et d'autres, tous aujourd'hui bien en place, envisagent de conforter la prépondérance américaine et d'influer de façon plus directe sur le Moyen-Orient. À cet égard, la dramatique accélération produite par les attentats du 11 septembre a été opportune.

Le vaste dessein concernant le Moyen-Orient, dévoilé récemment au grand public par le président Bush, paraît bien incertain s'il s'agit comme annoncé d'établir, à travers une occupation militaire prolongée, un Irak démocratique et fédéral et, par un effet de dominos, de démocratiser les États de la région. Comment l'intervention militaire de l'allié turc au Kurdistan d'Irak va-t-elle servir la cause de la démocratie et du fédéralisme ? Des affrontements entre l'armée turque et les Kurdes d'Irak vont-ils augurer favorablement de l'après-Saddam Hussein ? Trahir à nouveau les Kurdes ne renforcera

pas la crédibilité de l'administration Bush qui devrait, en bonne logique, freiner l'ardeur de son allié militaire.

Sur l'insistance de Tony Blair, le président américain vient de déclarer qu'il était favorable à la création en 2005 d'un État palestinien. « *Les implantations doivent cesser, a-t-il dit, lorsque la sécurité d'Israël sera améliorée.* » Une partie importante des populations irakiennes sera satisfaite de la disparition d'un régime particulièrement tyrannique. Il faut lire le rapport du *Middle East Human Watch : Génocide en Irak* (Karthala 2003) pour mieux comprendre la nature du régime irakien. Des foules en Irak vont acclamer la chute du tyran. Mais à l'évidence, malgré la déclaration d'intention du président des États-Unis concernant un futur État palestinien, les Américains vont être perçus, de l'Indonésie au Maghreb, en passant par le Pakistan, comme des agresseurs. Depuis deux ans bientôt, Washington a laissé faire le Likoud dans sa politique de colonisation accélérée en Cisjordanie, indirectement aidé en cela par le crénelisme politique du Hamas.

Si la disparition du régime de Saddam Hussein profite à la majorité jusqu'ici opprimée des Irakiens, la démocratie de la canonnière n'a guère de chance de faire illusion au Moyen-Orient et ceux qui toucheront les dividendes de la grande stratégie américaine seront moins les populations du Moyen-Orient que les alliés régionaux des États-Unis, Turquie et Israël en tête.

Quelles que soient les intentions proclamées, l'entreprise projetée par l'administration Bush sera plus proche d'une politique impériale que d'une croisade pour la démocratie.

Plus qu'en Afghanistan, le défi que connaîtra l'administration Bush après le renversement du régime de Saddam Hussein sera lié à la capacité à

contribuer à la création d'un État de droit. Globalement, le coût financier en sera important et cette fois les États-Unis devront y contribuer. Par ailleurs, les quelque dix-huit mois qui nous séparent des élections présidentielles de novembre 2004 paraissent bien courts.

À cause de la proximité des élections, d'ici quelques mois, George W. Bush sera obligé de se consacrer davantage aux problèmes économiques et sociaux des États-Unis qu'au grand dessein ambigu qu'il devra de toute façon revoir à la baisse, en se contentant d'être présent militairement dans un Irak qui sera sans mal moins despotique. Compte tenu des ondes de choc de sa politique, rien n'indique que, s'il n'est pas réélu, son grand dessein lui survive.

* Spécialiste des conflits, auteur avec Arnaud Blin d'*America is back, les Nouveaux Césars du Pentagone*, aux éditions Bayard, 2003.

LE FIGARO

LUNDI 17 MARS 2003

Le Kurdistan irakien se prépare à combattre en cas d'intervention de l'armée turque

Ankara maintient depuis 1997 une présence militaire dans trois points-clés du nord de l'Irak

HAMADIYA (Kurdistan irakien)
de notre envoyé spécial

Ville forteresse, impenable bastion juché sur un piton dominant une série de vallées situées à une

REPORTAGE

« Nous n'avons pas mobilisé nos troupes, mais nos soldats sont prêts »

trentaine de kilomètres au sud de la frontière turque, Hamadiya, au Kurdistan irakien autonome, est l'une des trois bases de l'armée d'Ankara, qui maintient dans cette zone, depuis 1997, un contingent limité de forces. Sur l'une des places de la petite cité déserte, balayée par des rafales de pluie, cinq chars turcs bâchés témoignent de cette présence.

Pas de soldats en vue : le mauvais temps les a cantonnés dans leur caserne, non loin de là. « La Turquie menace notre démocratie kurde, chèrement acquise après des décennies de dictature irakienne. Nous aimerions voir ces blindés quitter Hamadiya et que cela soit le résultat d'une décision internationale », commente le maire de la ville, Taoufiq Abdoul Rahman.

Les soldats turcs sont là parce qu'au début de la seconde moitié des années 1990 le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des deux forces politico-militaires contrôlant la partie « autonome » de la région, s'était trouvé un ennemi commun avec le gouvernement d'Ankara : les guérilleros du Parti des travailleurs kurdes (PKK), un mouvement séparatiste des Kurdes de Turquie. Ils conduisaient en effet des coups de main tant en Turquie que contre les *pehmergas* (combattants) du PDK. Ces derniers, devant les « actions terroristes » menées par le PKK, avaient donc décidé de laisser entrer les Turcs pour ramener de l'ordre dans la région.

« UNE SOURCE DE DANGER »

Depuis, la zone est calme, les combattants du presque défunt PKK se sont retirés loin dans les montagnes, mais les troupes turques sont restées... ce qui pose un sérieux problème à l'heure où Ankara menace d'envoyer un

contingent plus important dans cette zone.

Officiellement, la Turquie invoque des raisons « humanitaires » pour justifier sa possible intervention en cas de guerre contre l'Irak. Elle affirme vouloir aider à faire face à un éventuel afflux de réfugiés fuyant vers la Turquie un Kurdistan qui pourrait être menacé par des bombardements à l'arme chimique de l'armée irakienne.

En réalité, les Turcs sont soupçonnés de vouloir renforcer leur présence pour anticiper l'autonomie relative d'une région kurde dans une possible future fédération irakienne. Une telle perspective donne des cauchemars à Ankara, obsédée par une reprise de la guérilla du PKK, jadis implantée dans les régions turques où vivent une bonne dizaine de millions de Kurdes, citoyens d'une Turquie qui ne reconnaît pas leurs droits en tant que minorité.

« La présence des troupes turques dans notre ville, bien qu'elle ne nous pose pas de problèmes, parce que nous n'avons aucun rapport avec elles, est une source de danger si jamais la Turquie décidait d'intervenir au Kurdistan », dit le maire d'Hamadiya, selon lequel les Kurdes n'accepteront pas une telle « invasion ». « La guerre contre le PKK est terminée. Durant les troubles, il était compréhensible qu'Hamadiya soit utilisée en tant que place stratégique. Mais aujourd'hui, la guerre est finie... »

Les Turcs sont également positionnés dans deux autres points-clés. L'un d'eux se situe autour de l'aéroport de Bamarni, à moins d'une heure de route d'Hamadiya. Sur une colline surplombant la piste d'atterrissage défoncée, le canon d'un char turc pointe vers la

vallée. En bas, une demi-douzaine d'autres blindés défendent une caserne dominée par une tour de guet. Quelques soldats s'affairent sous la pluie.

Rien ne permet de vérifier les rumeurs circulant en Turquie, selon lesquelles d'autres blindés turcs seraient venus ces derniers jours renforcer les positions de l'armée d'Ankara au Kurdistan. « Tout ce que nous voyons arriver est du ravitaillement pour leurs soldats, rien de plus », explique le maire d'Hamadiya.

A Dahouk, capitale régionale, le général Babakir Zebary, responsable militaire du « gouvernorat », soutient également qu'« aucun mouvement de troupes turques, qui disposent de trois routes pour entrer au Kurdistan, n'a été signalé ». « Leurs soldats stationnés au Kurdistan appartiennent au 1^{er} et au 5^e corps de l'armée turque ; ils sont environ 500 et rien n'a changé. Ils

disposent d'environ 70 véhicules blindés et chars à Bamarni, Hamadiya et Kalimansé. C'est tout ». Des chiffres plus importants circulent cependant, tant à Ankara qu'au Kurdistan irakien, qui estiment les effectifs turcs à 5 000 hommes, voire plus.

Une éventuelle intervention turque provoquera « un soulèvement du peuple kurde », a prévenu, cette semaine, Massoud Barzani, le leader du PDK. Le général Zebary, de son côté, déclare plus prudemment que si « les Turcs arrivent, nous verrons ce que nous devons faire. Nous n'accepterons certainement pas d'être désarmés par eux. Nous n'avons jamais peur devant personne ». Il ajoute : « Nous n'avons pas mobilisé nos troupes, mais nos sol-

dats sont prêts et les permissions ont été suspendues. »

Autre signe de la tension régnant dans la région, la frontière entre la Turquie et le Kurdistan a été fermée. Le poste d'Ibrahim-Khalil, construit sur une morne plaine dominée par la masse impressionnante d'une chaîne de montagnes en territoire turc, devra être traversé par l'armée américaine, au cas où un front nord serait établi au début de la guerre. A la condition qu'Ankara donne son feu vert au passage des troupes « alliées ».

Aujourd'hui, le trafic, encore très dense il y a une dizaine de jours, est totalement interrompu. Ici passaient de nombreux camions transportant du pétrole vers la Turquie, depuis les raffineries de Kirkouk et Mossoul, régions sous le contrôle de Bagdad. L'interruption des revenus générés par les droits de douane n'est évidemment pas sans avoir de désastreuses répercussions pour cette prospère région du Kurdistan.

« Les Turcs ne donnent aucune explication pour justifier cette fermeture », explique le responsable du poste frontière, Ahmed Ali. Sous les fenêtres de son luxueux bureau, où trône une gigantesque télévision branchée sur la chaîne arabe satellitaire Al-Jazira, coule la rivière Habur. « Nous n'aimons pas les Turcs », ajoute-t-il en tripotant son téléphone portable.

Bruno Phillip

Le Monde

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 MARS 2003

Des soldats américains sont déjà sur place

Des soldats américains des « forces spéciales » travaillent depuis des semaines au Kurdistan autonome en prévision de l'établissement d'un « front nord » contre Bagdad. Les autorités kurdes restent discrètes à ce sujet. Le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, confiait récemment au Monde : « Oui, des forces spéciales sont présentes. Mais, honnêtement, je ne peux pas vous dire ni où, ni combien elles sont. »

A Dahouk, capitale régionale située dans la région contrôlée par l'autre formation kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le général Babakir Zebary s'est fait plus précis, jeudi 13 mars : « Des hommes des "forces spéciales" sont dans la région. Ils sont disséminés par groupes de dix ou quinze. En tout, ils sont sans doute une quarantaine. »

Les aéroports régionaux sont censés avoir été remis en état sur l'ordre des Américains. Des travaux ont été effectués sur les pistes d'Harir, près d'Erbil, et celle de Souleymaniye, l'autre « capitale » kurde. Les pistes sont assez longues pour l'atterrissage de gros porteurs, de type C-130 ou « Galaxy ». — (Corresp.)

La population veut se débarrasser de Saddam

Au Nord, les Kurdes se sentent trahis par la France

Sulamaniya :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Avec ses mocassins vernis et son parapluie noir, on le prendrait pour un vrai Parisien. Quand il parle le français, on perçoit une petite mélodie. Mais les mots s'enchaînent sans hésitation. Aram Saad est kurde. Il habite au nord de l'Irak, à Sulamaniya, capitale de l'est du Kurdistan irakien, autonome depuis 1991. De la France, il connaît par cœur le nom des poètes et des intellectuels. Dans sa tête, il collectionne les photos d'un Paris imaginaire qu'il a toujours rêvé de visiter. « *Mais aujourd'hui, je me sens trahi par la France* », dit-il.

Assis autour de la table du journal *Hawlati*, hebdomadaire indépendant de Sulamaniya, Aram et ses amis écrivains viennent d'entamer une conversation enflammée. Au cœur des discussions : le veto de Jacques Chirac contre la guerre en Irak. « *Je comprends qu'à l'époque de la globalisation, il soit important que quelqu'un s'oppose à la politique unilatérale américaine, car je suis contre le monopole de la pensée* », constate Assos Hardi, le rédacteur en chef de *Hawlati*. « *Pourtant, ajoute-t-il, en refusant la guerre, Chirac ne fait que soutenir la survie de Saddam Hussein, et la poursuite des crimes orchestrés contre sa propre population.* » D'après un récent sondage réalisé auprès de la population kurde par le journal *Hawlati*, près de 70 % des habitants du nord de l'Irak sont aujourd'hui favorables à la guerre contre Saddam Hussein.

La tête perdue dans la fumée de cigarette, l'écrivain Rébin

Hardi propose une explication à ce résultat. « *Bien sûr que les Kurdes sont contre le principe de la guerre, car ils ont suffisamment souffert de conflits successifs à travers le passé. Mais aujourd'hui, il n'y a pas d'autre alternative. Si la guerre est le seul moyen de se débarrasser de Saddam Hussein, alors nous sommes pour la guerre. Si la paix, c'est maintenir ce dictateur au pouvoir, alors nous sommes contre la paix* », remarque-t-il.

Au fil de la conversation, la petite salle de rédaction de *Hawlati* s'est rapidement transformée en tribunal. L'intellectuel Schwan Mohammad prend la parole. « *Je ne comprends pas comment*

la France, mère des droits de l'homme, peut aujourd'hui fermer les yeux sur les crimes commis par Saddam Hussein, qui ont causé plus de morts que ne risquent de le faire les bombardements américains. » Et d'ajouter : « *Je suis également choqué de voir que même les intellectuels français, avec tout le respect que j'ai pour eux, restent aveugles dans cette histoire et soutiennent les mêmes idées que leur gouvernement. Le combat pour la démocratie en France ne s'est-il pas fait au prix de nombreux conflits. Nous, les habitants d'Irak, nous sommes prêts à faire couler notre sang pour obtenir notre liberté.* »

L'histoire d'amour franco-kurde entretenue depuis des décennies semble bien révolue. « *Nous nous sommes toujours sentis proches de la culture et de la pensée française* », constate Rébin, lecteur fidèle de Michel Foucault, Pierre Bourdieu, et Alain Touraine. Qu'il s'agisse d'initiatives associatives ou gouvernementales, la France s'est toujours montrée sensible à la cause kurde. Signée en avril

1991 sous la pression de Danielle Mitterrand, baptisée « *la mère des Kurdes* », la résolution 688 est restée dans la mémoire de tous les habitants du Kurdistan comme le symbole de la résistance au nom du respect des droits des peuples. Elle condamne, noir sur blanc, la répression contre les Kurdes. Il suffit de faire un tour dans les allées colorées du bazar de Sulamaniya pour mieux cerner la déception générale des kurdes à l'égard de la politique menée par Jacques Chirac. « *La France est tout simplement en train de défendre ses intérêts économiques* », constate un commerçant d'une cinquantaine d'années. « *Nous savons tous, dit-il, que le pétrole d'Irak est au cœur de l'enjeu irakien, et que la France ne veut pas que sa part du gâteau soit mangée par les Etats-Unis. Nous savons également que Saddam Hussein, qui fut un ami proche de Jacques Chirac, a de grosses dettes à régler avec la France, et qu'en cas de guerre et de changement de régime, cet argent partira à jamais en fumée.* »

Le mécontentement des Kurdes d'Irak trouve également

son écho jusque dans les sphères politiques. Jalal Talebani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan, n'a pas manqué de critiquer la position française à l'occasion de la conférence des opposants irakiens, réunis à la fin du mois dernier sur les hauteurs de Salahhedin afin de jeter les bases du futur gouvernement irakien. « *Ceux qui s'opposent à la guerre devraient se rappeler comment Paris fut libéré de l'occupation nazie* », remarqua-t-il. « *L'aide qu'ils ont méritée, nous la méritons aussi.* » Dans son dernier numéro, le journal *Hawlati* vient même de publier, par provocation, un article rédigé par le directeur du restaurant kurde « *Ma Donal* », imitation parfaite de la plus grande chaîne américaine de fast-foods, en plein cœur de Sulamaniya.

« *Si les Américains viennent aider les Irakiens à se débarrasser de Saddam Hussein, je suis prêt à leur offrir une semaine gratuite de consommation de hamburgers* », peut-on lire en lettres rouges sur la manchette du magazine. Le journaliste Rébin, qui se veut réaliste, résume ainsi la situation : « *Nous sommes conscients que nous devons faire face à deux menaces : celle de Saddam Hussein, qui n'a jamais cessé d'oppresser les Irakiens, et celle des Etats-Unis, dont nous ne sous-estimons pas les velléités de rester dans la région. Mais nous estimons qu'il faut d'abord chasser le premier danger pour ensuite faire face au second.* »

Hantée par le spectre de Saddam Hussein, la population du nord de l'Irak s'est bel et bien résignée à une intervention militaire américaine. « *C'est la seule façon de se débarrasser du tyran de Bagdad* », constate Mariwan Khorchid Mohammad, déserteur de l'armée irakienne. « *Aujourd'hui, dit-il, nous estimons que nous avons le droit à la démocratie. Je m'étonne de voir que la France, pays des humanistes, continue à soutenir le maintien de Saddam Hussein au pouvoir. Qu'on nous laisse au moins la chance de décider de notre propre avenir.* » Et d'ajouter : « *J'ai une question à poser aux Français : est-ce qu'ils aimeraient qu'on les force à garder Jacques Chirac au pouvoir pour toujours ?* »

« *Nous sommes prêts à faire couler notre sang pour obtenir notre liberté* »

Une politique acharnée d'arabisation

■ Peu de villes ont subi autant de déplacements de populations que celle de Kirkouk. Dans le cadre de la "promotion de l'authenticité arabe de l'Irak", le pouvoir de Bagdad est allé jusqu'à changer les noms des villes du pays. Alors qu'en règle générale on a eu recours à des noms de batailles arabes historiques, personne n'a réussi à trouver un nom valorisant pour la ville de Kirkouk. Quelqu'un a alors eu la "superbe" idée de l'appeler "Ta'mim" (Nationalisation). En conformité avec ce joli nom, Bagdad a décidé de relancer l'arabisation de la ville et s'est employé à l'appliquer avec enthousiasme. Je me rappelle encore ces représentants du parti Baas, au pouvoir, qui, au milieu des années 70,

parcouraient les universités irakiennes pour inciter les étudiants à faire leurs études à "Ta'mim", leur promettant un "avenir radieux" s'ils signaient la lettre d'engagement promettant de s'y installer et d'y travailler après l'obtention de leur diplôme. En effet, le gouvernement leur offrait "une maison et une voiture neuve, plus une prime de 5 000 dinars [l'équivalent de 15 000 euros actuels]" et un salaire alléchant. Ces privilèges allaient aussi être attribués à des Arabes venus des pays voisins. Pendant toutes ces années, l'enseignement de la langue kurde aussi bien que turkmène était évidemment interdit dans les écoles de la ville. Au fur et à mesure, la ville est devenue un bas-

tion pour braves soldats de l'arabité. Que pensent aujourd'hui les cercles de "l'opposition démocratique"? Ces jours-ci, on apprend qu'un certain nombre de partis "arabes" de l'opposition commencent à se mobiliser contre les Kurdes. Raison de leur ire : les Kurdes revendiquent la fin de l'injustice que Kirkouk a subie. En fait, les partis arabes d'opposition proposent pour Kirkouk le même destin que celui offert par Saddam Hussein : l'arabisation. Pourquoi Kirkouk ne s'inspirerait-elle pas de l'exemple de Sarajevo ? En effet, la capitale de la Bosnie-Herzégovine réunit, elle aussi, des habitants de différentes ethnies et religions, représentées par un conseil élu. **Najm Wali, AJ Hayat, Londres**

Courrier INTERNATIONAL

DU 13 AU 19 MARS 2003

■ Débats turcs

La Turquie n'est pas seule à rejeter l'idée d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak. L'Iran et la Syrie partagent son point de vue, rappelle Radikal. Mais Ankara n'a-t-il pas mieux à faire que d'empêcher la création de cet Etat indépendant qui pourrait attirer les Kurdes de Turquie ? Pour le journal turc Posta, il devrait plutôt essayer de développer et de promouvoir sa propre zone de peuplement kurde pour en faire un pôle d'attraction régional.

RIVALITÉS

Les Turkmènes manipulés par Ankara

■ La Turquie essaie d'importer son régime boîteux dans le nord de l'Irak. Là où il y a des Kurdes, il faudrait, selon Ankara, gérer la situation de la même façon qu'avec les Kurdes de Turquie. Ankara défend ainsi une conception sociale-darwiniste de la situation selon laquelle, si les Kurdes d'Irak ne disposent pas de forces et de soutiens suffisants pour se gérer eux-mêmes, ils doivent forcément passer sous le contrôle d'une autre puissance et se soumettre à sa volonté. Mais la Turquie fait une autre erreur. Elle tente en effet de placer les Turkmènes d'Irak dans la même position que les Turcs de Chypre,

en voulant apporter une solution à leurs problèmes. Depuis des siècles, Kurdes et Turkmènes vivent pourtant en bonne intelligence dans la région. En aucun cas ils ne constituent des communautés antagonistes en querelle permanente. Mais, il y a une dizaine d'années, Ankara a sorti de son chapeau la "question turkmène". La Turquie essaie, depuis, de monter les Kurdes et les Turkmènes les uns contre les autres. En suscitant la rivalité entre eux, Ankara cherche à les amener au bord de l'affrontement. Tout semble indiquer que, si on laisse la Turquie agir seule, on risque de revivre là une nouvelle tragédie

de type chypriote. La même expérience a déjà été tentée chez les Turcs de Thrace occidentale (nord-est de la Grèce) et chez les Turcs de Bulgarie. Ankara entend en effet placer les Turkmènes d'Irak dans la position d'agents à sa solde afin de pouvoir réaliser ses objectifs politiques. Plutôt que d'encourager une communauté à jouer de ses droits individuels, la Turquie utilise les Turkmènes comme monnaie d'échange. Pour défendre les intérêts de son régime, Ankara les utilise comme un troupeau aux ordres.

Ümit Firat*, <www.bianet.org> (extraits), Istanbul
* Intellectuel kurde de Turquie.

Saddam Hussein a-t-il un plan pour brûler Kirkouk ?

SOULEIMANIYÉ (Kurdistan autonome),
de notre envoyé spécial

Les deux jeunes filles, deux sœurs, hésitent encore à parler, masquant sous des sourires polis la peur d'avoir vécu aux côtés des Irakiens. Elles ne diront pas leur nom, craignant pour leur famille restée à Kirkouk, grande ville kurde sous contrôle de Bagdad. Elles sont arrivées la veille à Souleimaniyé, l'une des deux capitales d'un Kurdistan autonome déserté par l'armée irakienne depuis 1991, quand l'ONU plaça la région en « zone de protection ». En une heure de voiture, accompagnées de leur jeune frère, elles viennent de réussir à quitter cette région pétrolière.

« A Kirkouk, les soldats irakiens se préparent à la guerre, racontent-elles. Ils ont creusé tout autour de la ville des grands trous qu'ils remplissent de pétrole brut. Au fur et à mesure que le liquide est absorbé par la terre, ils remplissent à nouveau les trous. On pense qu'ils y mettront le feu en cas d'arrivée de l'armée américaine. Les gens redoutent que Saddam n'ait préparé un plan pour brûler Kirkouk et sa population. » L'affirmation, pour autant qu'elle soit crédible, reflète la panique des habitants et recoupe différentes informations sur les « trous de pétrole » dont parlent

d'autres réfugiés de Kirkouk et de Mossoul, l'autre grande ville du nord de l'Irak.

« Pour les Kurdes, ajoutent les jeunes filles, c'est plus facile que pour les Arabes de quitter la ville et de se rendre au Kurdistan autonome. Mais, parfois, les autorités du Baas [le parti de Saddam Hussein] préviennent les gens : "Si vous partez, on détruira vos maisons !" »... En ville, disent-elles, une grande tension règne, à mesure que la menace du conflit se rapproche. Les bazars sont déserts, les gens ont tendance à se claquemurer, craignant de voir les garçons de plus de quinze ans être enrôlés de force dans des camps d'entraînement. « Dans les écoles, sur le toit des maisons, il y a partout des hommes en armes. De nombreux soldats, qui étaient plutôt sympathiques avec la population, ont été remplacés par des hommes beaucoup plus durs », ajoutent-elles.

Des Kurdes infiltrés se préparent à se soulever dès le début de l'intervention américaine, comme on le dit souvent au Kurdistan ? Elles n'en savent rien : « Là-bas, on a tellement peur qu'on n'ose même pas parler à nos voisins. »

Bruno Phillip

Le Monde

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 MARS 2003



Jeudi, dans le centre de Bagdad. Selon des diplomates, la stratégie irakienne consisterait à attirer les Américains dans le centre de Bagdad pour des combats de rue.

A Bagdad, «bienvenue à la mort»

Les autorités religieuses glorifient les martyrs à venir.

15 ET 16 MARS 2003

Bagdad envoyé spécial

Autant la capitale irakienne donne toujours l'impression de s'être peu préparée à la guerre, autant ses lieux saints retentissent des tirades les plus belliqueuses. «Mort aux Américains, mort aux Anglais, mort aux juifs [...]. Bienvenue à la mort, bienvenue au martyr, bienvenue au paradis. Nous y serons avec Mahomet et les califes. Nous voulons être tués pour être vivants avec Dieu», a lancé vendredi le Dr Abdul-Razzaq al-Saadi, l'un des plus éminents alims (docteur en islam) de l'université Saddam pour les sciences religieuses.

Parallèle. C'est dans la mosquée tout en marbre de La Mère de toutes les Batailles (nom donné au conflit né de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein) – dont quatre des huit minarets ressemblent étrangement à des missiles et qui passe pour être la mosquée la plus officielle – que le dignitaire a promis la guerre sainte. Multipliant les références à l'histoire sainte islamique, il a évoqué la fin des sanctions de l'ONU en dressant un habile

parallèle entre l'embargo qui entre dans sa treizième année et «les treize années pendant lesquelles le Prophète a souffert à La Mecque où il est demeuré pour la gloire de Dieu». «Que Dieu coule les bateaux de Bush et de Blair comme il l'a fait pour Pharaon et qu'il nous sauve comme il l'a fait pour Moïse», a poursuivi le religieux, dont le prêche de plus d'une heure a été retransmis à la télévision.

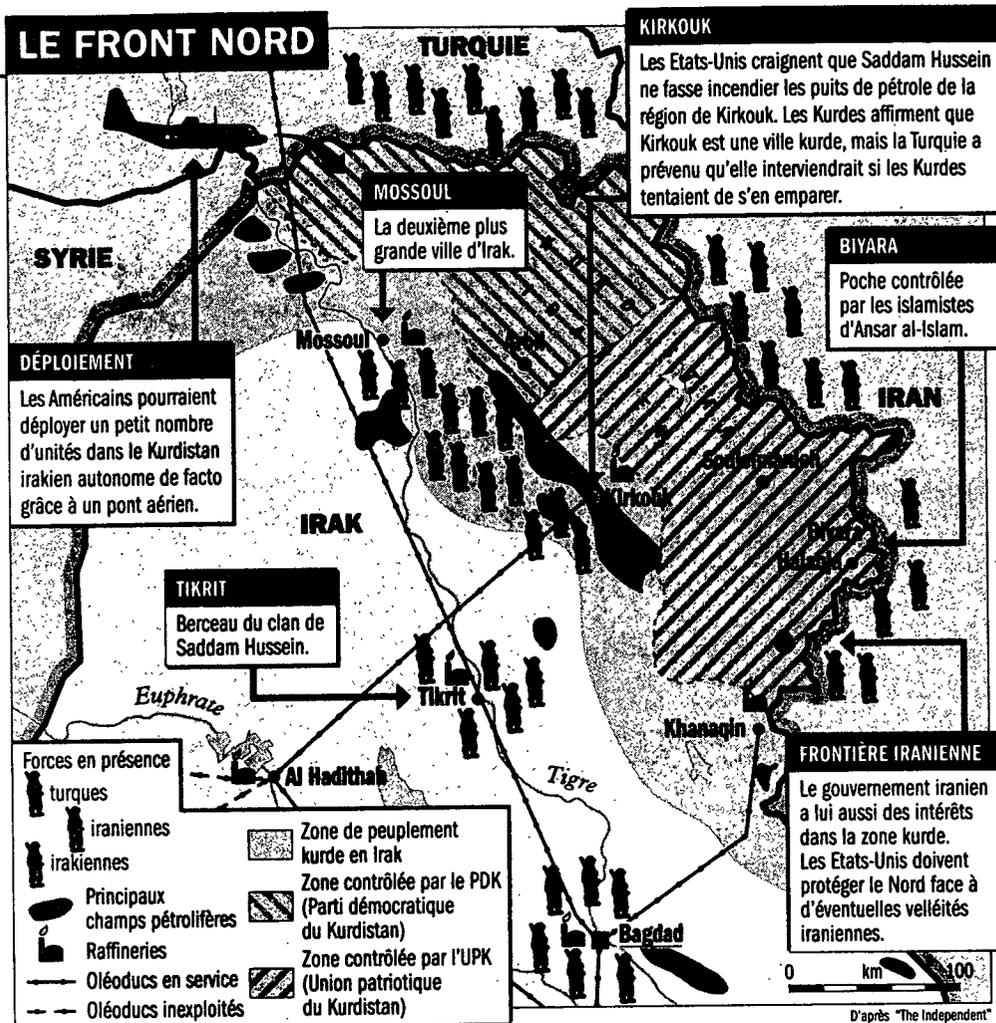
Le Dr Al-Saadi a appelé les musulmans du monde à «menacer partout leurs intérêts [américains, britanniques et israéliens, ndr]. C'est ça le djihad...» Fait exceptionnel qui témoigne des craintes du régime nourrit à l'égard des chiïtes, le haut dignitaire sunnite a rendu un hommage exceptionnel à Hussein, dont la Passion en l'an 680 à Kerbala est à l'origine du schisme qui divise toujours l'islam: «Hussein n'a pas été vaincu car Dieu l'a récompensé du martyre. Il est le prince des jeunes martyrs au paradis.»

Bagdad, où la population ne cache plus ses craintes quant à l'imminence de la guerre, ne donne pourtant toujours pas

l'impression d'être prêt à contrer une offensive américaine. Pas de soldats dans les rues, aucun mouvement de troupes, peu de policiers. Seuls les sacs de sable continuent de se multiplier devant les bâtiments officiels et de très nombreux carrefours. Plusieurs témoins ont aussi assisté au creusement de tranchées qui ont été emplies de pétrole et pourraient être enflammées en cas d'attaque. Pourtant, la stratégie irakienne, telle que les diplomates la comprennent, sera de tenir le cœur de la ville et d'y attirer l'armée américaine pour des combats de rue.

Catimini. Devant le président de la Douma russe, qu'il a rencontré dernièrement, Saddam Hussein a reconnu la supériorité de l'aviation américaine et affirmé que tout se jouerait au sol. La plupart des ambassades ont fermé leurs portes. Pour l'Europe, il ne reste plus que celles de France, d'Allemagne, de Grèce, de Suisse, avec un personnel minimum, et du Saint-Siège. Les Italiens sont partis en catimini dimanche sans avertir leurs collègues européens ●

JEAN-PIERRE PERRIN



position de sa population. Selon des représentants de l'ONU et un récent rapport de Human Rights Watch, entre 120 000 et 200 000 Kurdes, ainsi que des Turkmènes et des Assyro-Chaldéens, ont été expulsés de Kirkouk depuis 1991. Des dizaines de milliers d'individus avaient déjà été chassés dans les années qui avaient précédé la guerre du Golfe. La plupart se sont retrouvés à ce poste de contrôle isolé. Tous ou presque attendent, espérant récupérer leurs terres, leurs foyers, leurs biens, et ainsi ramener Kirkouk dans le giron kurde. "Kirkouk incarne les souffrances des Kurdes d'Irak. C'est là qu'a eu lieu la plus brutale des campagnes de nettoyage ethnique, qui se poursuit encore aujourd'hui", déclare Barham Salih, de l'Union patriotique du Kurdistan [UPK, qui contrôle la zone du Kurdistan irakien, proche].

Une étude de la Brookings Institution, à Washington, estime que, si Saddam Hussein est renversé, la colère et les misères de centaines de milliers de personnes déplacées pourraient raviver ces "conflits politiques actuellement en sommeil, mis de côté à cause de la lutte, plus importante, contre le régime de Bagdad".

Certains Kurdes envisagent de faire de Kirkouk la capitale du Kurdistan, ce qui pourrait braquer les autres groupes ethniques et provoquer la colère de la Turquie, qui a toujours considéré Kirkouk comme le fief des Turkmènes d'Irak, une minorité moins importante. La Turquie craint également l'effet que pourrait avoir une région kurde plus puissante sur ses propres Kurdes, toujours insoumis et qui constituent le plus grand groupe ethnique au monde à ne pas disposer d'un Etat. Les Kurdes irakiens eux-mêmes admettent que toute tentative de leurs combattants pour prendre la ville pourrait provoquer une intervention militaire turque.

Espérant calmer les ardeurs de part et d'autre, les dirigeants kurdes se sont tardivement décidés à opter pour une ligne pragmatique. L'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan [PDK, qui contrôle le nord-est du Kurdistan irakien] se sont engagés à laisser l'administration des champs pétrolifères de Kirkouk, objet de toutes les convoitises, aux soins du gouvernement central de Bagdad. A partir de 1996, les Kurdes ont commencé à toucher une part importante des richesses irakiennes, quand le programme Pétrole contre nourriture de l'ONU a permis une redistribution des revenus pétroliers dans tout le pays. "Si les soldats américains viennent à Kirkouk, ils seront les bienvenus", affirme l'écrivain et historien kurde Noshirwan Moustafa. "Cela résoudrait le problème de la Turquie et éviterait que vingt-trois pays arabes et l'Iran se retrouvent entraînés dans un conflit interne. Du moins pour le moment."

Robin Wright

La poudrière de Kirkouk

Disputée par plusieurs communautés ethniques, la ville pourrait être le centre d'une "guerre dans la guerre" impliquant la Turquie.

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles

DE CHAMCHAMAL (IRAK)

A environ trente minutes de route de ce poste de contrôle isolé [près de Chamchamal, ville contrôlée par Bagdad et située à proximité de la frontière de facto avec les zones contrôlées par les formations kurdes], au-delà d'un rideau de troupes et d'artillerie irakiennes déployées sur une hauteur rocheuse se trouve une ville qui détient les clés de toute intervention américaine en Irak. Pour les GI, Kirkouk pourrait même être

l'une des premières haltes obligatoires. Si les troupes américaines s'y déploient, ce sera bien sûr pour empêcher les unités de Saddam Hussein de détruire les puits de pétrole, comme elles l'avaient fait en se retirant du Koweït en 1991. Mais, surtout, reconnaissent les autorités américaines et les dissidents irakiens, il s'agira de prévenir toute explosion ethnique.

Kirkouk est la Jérusalem de l'Irak. Comptant près de 900 000 habitants, elle fait l'objet de revendications conflictuelles. Les rivalités sont si ancrées que toute ruée sur la ville pourrait dégénérer en une guerre dans la guerre, les Irakiens s'entre-tuant pour son contrôle tout en menaçant d'entraîner les pays voisins dans le conflit. "Si la prise de Bagdad décide de l'issue de la guerre, la résolution du problème de Kirkouk décidera de ce qu'il adviendra ensuite", prédit un responsable américain. Si la situation n'est pas sans rappeler Jérusalem, elle a abouti à une domination arabe, essentiellement à la suite d'une campagne entreprise pour bouleverser la com-

Grève de la faim de Kurdes de Turquie à Toulouse

A Montpellier et Fréjus, d'autres réclament également le statut de réfugié

TOULOUSE

de notre correspondant régional

C'est la première conséquence humanitaire en France de la guerre annoncée en Irak. En quelques jours, Montpellier, Toulouse et Fréjus ont vu des Kurdes de Turquie occuper des églises pour réclamer le statut de réfugié politique. Invoquant le contexte international, ils ont entamé, dans les deux dernières villes, une grève de la faim. Soumis pour la plupart à un arrêté d'expulsion, ils craignent d'être renvoyés en Turquie au moment où, disent-ils, « la Turquie profite de l'atmosphère de guerre pour poursuivre l'extermination des Kurdes ».

Le mouvement a commencé à Toulouse. Ils sont 31, tous des hommes, à refuser de s'alimenter depuis samedi 8 mars. Dans le local des Motivés où ils ont trouvé refuge après avoir été expulsés d'une salle paroissiale de la basilique Saint-Sernin, ils restent groupés, serrés les

uns contre les autres, silencieux, le front ceint d'un bandeau blanc sur lequel est écrit « gréviste » en rouge. Sur un drap, ils ont écrit : « Pour la liberté, pour l'égalité, nous irons jusqu'à la mort. »

De leur discipline collective se dégage une forte impression de solidarité et de détermination. Aucun d'entre eux ne parle français, même si certains sont en France depuis plusieurs années, et ils ne s'expriment que par l'intermédiaire d'une jeune femme turque qui traduit leur parole, toujours collective : « La vie en Turquie est impossible pour nous, les Kurdes, et nous n'avons aucune chance d'y vivre. Si nous devons mourir tous les jours là-bas, nous avons choisi de mourir ici. Nous réclamons 31 tombes ou bien 31 régularisations. »

EXEMPLE DE BORDEAUX

Leur revendication est aussi simple qu'intransigeante : ils veulent obtenir collectivement le statut de

réfugié. Ils s'appuient pour cela sur l'exemple de leurs 27 compatriotes de Bordeaux qui, en janvier, après 38 jours de grève de la faim, se sont vu reconnaître tous ensemble ce droit. A la préfecture qui leur propose de traiter chaque cas « le plus humainement possible » et de favoriser un examen rapide des situations individuelles, ils opposent leur volonté d'obtenir une réponse générale. Ils demandent que des fonctionnaires de l'Ofpra viennent à Toulouse traiter directement de leurs cas, comme cela s'est passé à Bordeaux.

« Ils sont arrivés à un point où leur vie n'a plus d'importance, confie Sezem, leur interprète. Entre eux, ils parlent de s'immoler par le feu s'ils ne parviennent pas à leurs fins. » La menace n'est pas gratuite. Il y a quelques jours, dans le hall d'une annexe de la préfecture, un immigré kurde s'est aspergé d'essence et a mis le feu à ses vêtements. Le pire

n'a été évité que grâce à l'intervention rapide du public et des gardiens.

Les associations et les organisations politiques et syndicales qui soutiennent habituellement à Toulouse les mouvements de sans-papiers ont été prises de court. Aucune d'entre elles n'avait été prévenue de cette initiative. Un comité de soutien s'est cependant immédiatement constitué localement.

A Montpellier (Hérault), une cinquantaine de Kurdes tous originaires de Turquie avaient été délogés à la demande de l'évêché de l'église Saint-Denis jeudi après-midi, tandis qu'à Fréjus (Var), 34 autres poursuivent une grève de la faim dans un local municipal mis à la disposition d'une association après s'être eux aussi initialement installés dans une église qu'ils ont accepté d'évacuer jeudi. Lundi 17 mars, un appel national devrait être publié, exigeant la régularisation de tous les Kurdes de Turquie résidant clandestinement en France.

Jean-Paul Besset

George Bush est prêt à annoncer l'entrée en guerre de l'Amérique

WASHINGTON

de notre correspondant

Avec ou sans l'accord du Conseil de sécurité, les Etats-Unis et leurs alliés vont entrer en guerre contre l'Irak dans un délai très bref. Le président George W. Bush devrait s'adresser aux Américains lundi 17 mars dans la soirée pour leur annoncer sa décision d'engager les hostilités, en donnant aux dirigeants irakiens un délai de deux ou trois jours pour éviter la guerre en quittant le pays. D'ultimes discussions avec les pays membres du Conseil de sécurité étaient prévues dans la journée de lundi, mais sans beaucoup d'espoir d'aboutir à une position commune permettant le vote d'une résolution.

Réunis à Lajes, aux Açores, où ils ont été reçus par le premier ministre portugais, les dirigeants des trois pays qui ont proposé une résolution à l'ONU ont indiqué, dimanche 16 mars, que la diplomatie arrivait à son terme. M. Bush a présenté la journée de lundi comme « un moment de vérité pour le monde ». « Nous avons atteint le point de décision », a dit le premier ministre britannique, Tony Blair, qui a annoncé « une dernière série de contacts »

pour tenter de parvenir à un accord. Le président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, a affirmé l'importance de ce « dernier effort » et de la « dernière occasion » offerte à Saddam Hussein de « désarmer ».

Pour le président américain, cette possibilité est révolue. Le dictateur irakien « n'a pas » désarmé, et tout ce qu'il peut faire, à présent, « si la paix l'intéresse », c'est de « quitter le pays ». Par son attitude au cours de la conférence de presse qu'ils ont donnée ensemble, M. Bush a marqué sa différence avec ses trois interlocuteurs.

M. POWELL DÉÇU PAR LA FRANCE

« Demain est le jour où nous allons déterminer si, oui ou non, la diplomatie peut marcher », a-t-il dit, avant de résumer l'objet des discussions de Lajes avec désinvolture. La question était de savoir « comment employer notre temps au mieux entre maintenant et demain », a-t-il déclaré, ajoutant : « Comme l'a dit le premier ministre Blair, nous allons actionner les téléphones. » Non seulement M. Bush n'espérait manifestement aucun résultat des discussions annon-

ciées, mais il ne jugeait pas nécessaire de s'en cacher. Les Britanniques semblaient prendre au sérieux l'hypothèse, envisagée par Jacques Chirac dans un entretien aux télévi-

eux, n'en croyaient rien. M. Bush a rappelé ses déclarations du 6 mars, demandant aux membres du Conseil de sécurité d'« abattre leurs cartes ». « Il y en a un qui l'a

Washington invite Saddam Hussein à s'exiler

La guerre peut encore être évitée si Saddam Hussein et ses principaux partisans abandonnent le pouvoir, ont déclaré, dimanche 16 mars, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, et le vice-président, Dick Cheney, dans des entretiens télévisés. « Si Saddam Hussein et ses fils ainsi qu'un certain nombre d'autres dirigeants s'en vont (...), la guerre peut certainement être évitée », a déclaré M. Powell, sur la chaîne de télévision Fox News.

L'ambassadeur irakien à l'ONU, Mohammad Al-Douri, a aussitôt écarté cette idée. « C'est peut-être ce que souhaitent les Etats-Unis, mais pas la communauté internationale représentée par l'ONU », a-t-il déclaré à CNN. « Je crois toujours que la voie diplomatique reste ouverte, en raison notamment de la coopération, de la bonne coopération entre les inspecteurs et l'Irak, et des bons résultats obtenus après trois mois d'inspections en Irak, a-t-il ajouté. Nous espérons donc que cela satisfera la communauté internationale, bien que je sache que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne sont pas satisfaits. » - (AFP.)

sions CBS et CNN, d'un délai de trente jours donné à Saddam Hussein pour répondre aux questions soulevées par les inspecteurs de l'ONU. Du moins l'entourage de M. Blair paraissait-il considérer qu'il y avait là l'amorce d'un éventuel compromis. Les Américains,

fait. (...) La France a abattu ses cartes. (...) Elle a dit qu'elle opposerait son veto à tout texte qui obligerait Saddam à rendre des comptes », a-t-il déclaré avec vivacité.

Dès le matin, sur la chaîne ABC, le vice-président Richard Cheney a écarté d'un revers de main les pro-

pos de M. Chirac. « Il est difficile de prendre les Français au sérieux », a dit M. Cheney, en reprochant à la France de ne pas honorer son vote du 8 novembre en faveur de la résolution 1441, qui enjoit l'Irak de désarmer sans délai. Il a ajouté que, depuis l'expulsion des premiers inspecteurs de l'ONU, en 1998, « les Français ont toujours refusé de demander des comptes à Saddam ». Sur CNN, Colin Powell, le secrétaire d'Etat, s'est dit « déçu par le rôle [que la France] a joué » et qui a eu pour effet, selon lui, d'affaiblir la pression exercée sur Saddam Hussein. Sur Fox News,

M. Powell a évoqué les « relations commerciales variées » entre les deux pays et le fait que la France « fait des affaires avec l'Irak depuis des années ». Il a rejeté, toutefois, le mot de « protection » pour caractériser le comportement du président français envers Saddam Hussein.

La réunion ministérielle proposée pour mardi par la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne n'entrerait visiblement pas dans le calendrier américain. Comme l'a indiqué M. Bush à Lajes, en réponse à une question, la fenêtre diplo-

matique allait se fermer lundi en fin de journée. Sur quel acte ou sur quelle absence d'acte à l'ONU ? Les trois dirigeants patronnant la résolution déposée le 7 mars n'ont pas dit s'ils demanderaient un vote, conformément à l'intention affirmée par le président américain le 6 mars. Le dilemme restait entier : ne pas demander de vote et agir sur la base de la résolution 1441, en considérant qu'elle suffit à justifier la mise en œuvre des « graves conséquences » prévues en cas de manquement de l'Irak à ses obligations ; ou bien tenter d'obtenir la

majorité de 9 voix sur 15 qui, en dépit d'un veto français bloquant la résolution, fournirait une base « morale » à la guerre.

L'engagement des opérations militaires n'était, dimanche, qu'une question de jours, sauf à ce que Saddam Hussein décide de quitter l'Irak avec sa famille. De bonne foi ou pour attester de leur désir de paix, les responsables américains ont tous mentionné cette hypothèse avec une certaine insistance au cours de la journée de dimanche.

Patrick Jarreau

En prévision de l'attaque, la répression s'aggrave à Kirkuk

Au cœur de toutes les convoitises, la ville pétrolière de Kirkuk devrait faire partie des premiers objectifs des forces militaires américaines en territoire irakien. Victime de l'arabisation imposée par Saddam Hussein, son importante population kurde se dit prête à prendre les armes pour se venger du régime. De leur côté, les Turcs réclament leur droit de regard historique sur la ville.

Chamchamal
(nord de l'Irak) :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Hassan Ouman Aziz a les yeux cernés et le regard vide. Allongé sur un vieux tapis délavé, il égraine mécaniquement les petites pierres de son chapelet. Hier, il a dû laisser précipitamment derrière lui sa ville natale, Kirkuk, pour se réfugier à Chamchamal, première bourgade du Kurdistan libre, au nord de l'Irak. Son père, paralysé, n'a malheureusement pas pu suivre. « Ce n'est pas la peur de l'attaque américaine qui m'a poussé à m'enfuir. C'est la vengeance de Saddam Hussein qui m'effraie », raconte le jeune homme de 18 ans.

A cinquante kilomètres du barrage de Chamchamal, Kirkuk a toutes les chances d'être le premier point de chute des forces américaines, dès que l'offensive militaire sera lancée. Assise sur un lit de pétrole, cette ville stratégique est au cœur de toutes les convoitises. L'objectif américain est de prendre le contrôle de Kirkuk au plus vite

pour éviter toute forme de dérapage. Un dessein qui n'a pas manqué d'augmenter la répression imposée par les hommes de Saddam Hussein, prêts à jouer leurs dernières cartes avant la chute finale.

« La situation est devenue intenable à Kirkuk », explique Hassan. « Chaque jour, on vit dans l'angoisse d'être arrêté », ajoute-t-il. La multiplication des rafles de police dans les quartiers kurdes de Kirkuk n'a fait qu'augmenter la psychose dans laquelle vit sa population depuis plusieurs années. Imposé depuis deux semaines, le couvre-feu force les habitants de la ville à s'enfermer dans leurs maisons après 21 heures.

« Les soldats irakiens ont récemment creusé des tranchées de deux mètres de profondeur, qu'ils ont remplies de pétrole. Ils pourraient bien les faire exploser pour provoquer les Américains », raconte le jeune Hassan. Il y a quelques semaines, l'explosion d'une raffinerie de Kirkuk a déjà généré un grand



nuage noir au-dessus de la ville, visible du check-point de Chamchamal. D'après les témoins, il pourrait s'être agi d'un accident criminel.

Sous la pression, des centaines de familles kurdes se sont

échappées ces derniers jours de Kirkuk pour trouver refuge à Chamchamal, avant que la route ne soit bloquée par les soldats irakiens. Les moins fortunées ont atterri au camp de Takiya, le long de la route qui mène vers Sulamaniya, la capitale de l'est du Kurdistan. Elles s'y appréhendent à célébrer le nouvel an kurde (21 mars, jour du printemps) dans l'angoisse du lendemain.

Revendiquée par les Kurdes comme leur capitale culturelle, Kirkuk subit depuis de longues années une politique d'arabisation et de purge ethnique menée par le régime baasiste. Depuis l'indépendance du Kurdistan irakien en 1991, de nombreux Kurdes ont préféré se réfugier au nord de l'Irak, après avoir refusé de changer leur nationalité. Plus récemment, le régime irakien a fait déplacer de nombreuses familles arabes de province dans certains quartiers de Kirkuk.

« Dès la chute de Kirkuk, on va lancer un large recensement dans la ville pour savoir quels sont ses vrais habitants », raconte Mullah Bakhtiar, membre du bureau politique de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), à Sulamaniya. « On est prêt à se battre contre l'arabisation de Kirkuk », dit-il. Mais il faudra également se battre sur d'autres fronts.

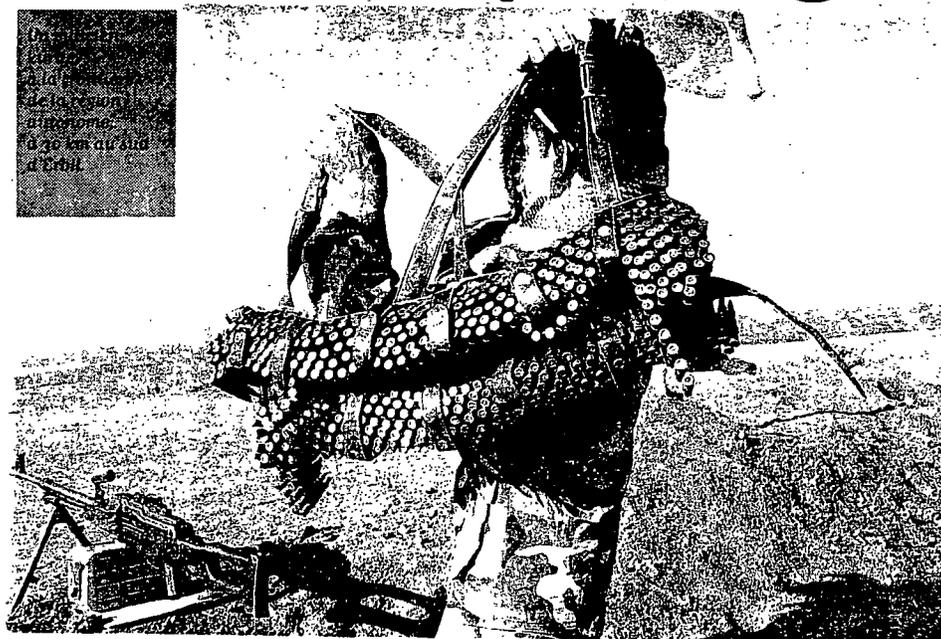
Ville multi-ethnique, Kirkuk héberge aussi une importante communauté turkmène. Les Turcs y voient l'occasion d'y réclamer leur droit de regard historique sur cette ville restée sous domination ottomane jusqu'en 1925. Mais les Kurdes, plus que jamais remontés contre le gouvernement turc, se disent prêts

à tenir tête. Sujet bien délicat, Kirkuk a été au cœur de récentes discussions entre membres de l'opposition irakienne dans la ville kurde de Dokan, à quelques kilomètres de Sulamaniya.

« Les Américains nous ont garanti qu'ils protégeraient les réserves pétrolières de Kirkuk et qu'ils assureraient la sécurité de la ville pour éviter la guerre civile », raconte Mullah Bakhtiar. « De notre côté, on va essayer d'éviter le chaos, en faisant comprendre aux Kurdes qu'il est préférable de ne pas répondre à la violence par la violence », ajoute-t-il. Les règlements de comptes seront pourtant bien difficiles à contrôler.

« Je n'aurai aucune pitié pour les criminels baasistes et pour tous ceux qui seront tentés de s'imposer dans notre ville », s'exclame Gezar Jaebr, officier de sécurité au barrage de Chamchamal. A 28 ans, le jeune pechmerga à la moustache noire n'attend qu'une chose : rentrer dans sa ville pour venger ses concitoyens contre les crimes commis par les hommes de Saddam. Gezar n'a pas peur de se battre. En 1991, lors du soulèvement populaire kurde, il avait déjà pris les armes pour résister aux soldats irakiens. « Si je me trouve à nouveau en face d'eux, je suis prêt à tuer », dit-il. Comme beaucoup de Kurdes, Gezar Jaebr songe en secret au jour où Kirkuk pourrait devenir la capitale du Kurdistan dans un futur Irak fédéral. Il espère également que, une fois la paix retrouvée, les Américains sauront partir à temps. « Kirkuk est un rêve. Je n'en dors plus la nuit », dit-il.

Des Kurdes sur le pied de guerre



17 MARS 2003



Sur le front nord, face aux chars irakiens, les peshmergas se préparent. Conseillés par des Américains, ils tentent de remettre en état routes et pistes.

Erbil, Soulaymaniya (Kurdistan irakien) envoyé spécial

Unique saillant sur une vaste plaine désespérément plate, le timide tumulus fait office de relief. Glacis défensif bien chétif que cette levée de terre promue au rang de verrou stratégique censé fermer les approches d'Erbil aux chars irakiens. Par extrême vaillance ou totale inconscience, les miliciens kurdes l'ont coiffée d'un drapeau à leurs armes, couronnée de mitrailleuses hors d'âge puis baptisée Qush Tappa, «Nid d'aigle». Du sommet de cette aire d'opérette on distingue à l'œil nu les blindés de Saddam Hussein, massés au débouché de la vallée, qui dardent leurs canons vers le Kurdistan autonome. La poignée de guetteurs en faction sur son monticule ne paraît guère en mesure de ralentir une charge.

Défections annoncées. Le commandant s'amuse des manœuvres de l'ennemi qui chaque jour modifierait son dispositif. «Les soldats irakiens ne sont pas près de passer à l'attaque, rigole Saïd Hassan, ils ne pensent qu'à déserter. Alors, les officiers les font sans arrêt changer d'emplacement. Aux premiers bombardements américains, ils se rendront en masse. Notre problème sera de savoir où les mettre.» Egale assurance parmi les dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) en charge de l'administration autonome dans cette région proche d'Erbil. «Si les Irakiens comprennent que les Etats-Unis veulent vraiment mettre à bas le régime, les troupes de première ligne capituleront, assure Hochar Zebari, membre influent du PDK. Certaines unités sont prêtes à se mutiner. A Kirkouk, à Mossoul, des chefs de tribus alliées à Bagdad ont déjà fait défection. Des dignitaires du parti Baas cherchent à négocier leur reddition.» Sur le papier, le dispositif irakien impressionne. Le 5^e corps d'armée protège Mossoul, appuyé par la moitié du 2^e corps.

Le 1^{er} corps tient Kirkouk. Plus de la moitié de la soldatesque du pays est concentrée dans le Nord. «Mais ce ne sont que des unités régulières, sans motivation, pondère un officier. Les formations d'élite, la garde républicaine, ont été repliées sur Bagdad avec tout leur armement. Saddam a déjà abandonné les villes à majorité kurde ou chiïte.»

Le général Simko Dezayee croit la guerre aussi inévitable qu'imminente. «C'est, pour les Etats-Unis, une question de crédibilité», estime le chef d'état-major de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). La mobilisation bat son plein. Dès le déclenchement des hostilités, l'UPK déploiera ses miliciens les plus aguerris «en posture défensive, face à l'armée irakienne, afin d'interdire toute tentative d'invasion de notre territoire». L'officier déclare commander 30000 peshmergas, volontaires légèrement armés mais bien entraînés, et disposer d'une réserve d'un nombre d'hommes équivalent, qui veillera à la sécurité de ses arrières. Sorte de principe de précaution. «Une fois les bombardements commencés, les blindés ne pourront plus bouger sans se faire détruire. Ensuite, je pense que les soldats irakiens auront d'autres chats à fouetter. Leur moral est extrêmement bas. Ils n'ont pas la moindre intention de se battre. Ils veulent encore plus que nous être débarrassés de Saddam.»

Préparatifs retardés. Au cours des derniers jours, les routes du Kurdistan semblent s'être couvertes de minibus allant chercher dans leurs villages de solides montagnards qui descendent vers les plaines fusil au dos, moustache en bataille. Sous le drapeau jaune du PDK ou l'étendard vert de l'UPK, les peshmergas des deux grandes formations kurdes fourbissent leurs paquetages. Les militaires de la coalition occidentale restent, en revanche, d'une discrétion suspecte. Le général Simko Dezayee admet la présence à Soulaymaniya d'officiers de renseignement chargés de maintenir ouverts des canaux de communication entre Washington et l'opposition irakienne. «Mais à ce jour,

*«Le moral des soldats irakiens est très bas. Ils n'ont pas la moindre intention de se battre.»
Le général Simko Dezayee, chef d'état-major de l'UPK*

aucun soldat américain n'a été déployé au Kurdistan», assure-t-il. Il est vrai que l'entrée de troupes étrangères dans le nord de l'Irak sonnera, de facto, comme une déclaration de guerre. On ne peut donc guère concevoir un prépositionnement en territoire irakien, fût-il autonome, du même type que celui opéré au Koweït. Les unités américaines investiront donc leurs positions de vive force, dans une offensive coordonnée avec l'armada massée au sud. Le refus du Parlement turc d'autoriser le débarquement du corps expéditionnaire destiné au front nord a sérieusement retardé les préparatifs militaires dans la région. Turcs, Kurdes et Américains doivent se rencontrer aujourd'hui et demain à Ankara. Une ultime mise au point, avec répartition des rôles, avant le dénouement que le général sent tout proche. « Plus de 60000 hommes se préparent à

faire mouvement sur le Kurdistan. Malgré l'opposition des députés, une bonne partie de leur matériel a été acheminée sur des bases près de la frontière. Et quand bien même la Turquie s'entêterait dans son refus, le front nord n'est pas d'une importance vitale. Le Pentagone a déjà réfléchi à plusieurs autres options. Des troupes américaines seront au Kurdistan. Des troupes américaines libéreront Kirkouk et Mossoul. »

Depuis maintenant quelques semaines, les miliciens kurdes s'attendent à remettre en état d'anciennes pistes d'aviation secondaires bâties pour les pilotes irakiens lors de leur conflit contre l'Iran. Dans les montagnes, derrière Erbil, un ruban de béton se déroule sur la plaine d'Hareer. Deux kilomètres de tarmac. De quoi réceptionner des avions gros porteurs. Camions et bulldozers montent des remparts de terre. « Nous travaillons sur instructions de conseillers américains », jure Karim, chef de la petite phalange de sentinelles qui, depuis deux mois, monte la garde sur le chantier. Mais difficile d'imaginer un centre logistique sur ce plateau isolé. La piste de Bakradjo, à la sortie de Soulaymaniya, présente l'avantage de déboucher sur une large chaussée à deux voies menant droit à Kirkouk. Mais dans l'état actuel des

choses, il manque toujours les infrastructures nécessaires à une mise en œuvre de moyens lourds. **« Taille insuffisante ».** Le renforcement d'un front nord par des chars devrait donc se faire par voie routière, à travers la frontière turque, en direction de Mossoul, première ligne de défense de l'armée irakienne. Les aérodromes kurdes seraient plutôt destinés à soutenir les opérations hélicoptères des forces spéciales ou de l'infanterie parachutiste visant à s'assurer le contrôle d'une tête de pont plus conséquente dans la plaine du Tigre. « Même si nos installations n'ont pas la taille suffisante pour servir de base aérienne principale, les Américains disposent, dans les pays alentour, d'infrastructures suffisantes pour lancer de grosses opérations aéroportées », assure le général Dezayee, qui, prudent, ne se livre qu'avec circonspection à de plus amples prédictions. « Les Etats-Unis ne nous ont pas révélé leurs plans, ne nous ont pas demandé de coopération militaire. Nous ne représentons pas une force telle qu'ils aient besoin de nous pour mener à bien leurs opérations. Les troupes réunies au Koweït suffisent à écraser l'armée de Saddam Hussein. S'ils veulent dans leur coalition des Kurdes, des Turcs ou des Européens, leurs motifs sont purement politiques. Nous n'avons passé aucun accord militaire avec les Etats-Unis. Nous avons juste pris l'engagement de travailler ensemble, après les hostilités, à reconstruire la démocratie en Irak. » ●

DIDIER FRANÇOIS

Bush : « Un moment de vérité pour le monde »

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont annoncé hier à l'issue du sommet des Açores une « ultime » tentative pour faire avaliser par l'ONU un ultimatum qui autorise l'usage de la force contre l'Irak. Le président américain George W. Bush fixant à aujourd'hui le « moment de vérité » dans cette crise, alors que Bagdad menaçait de porter la confrontation « à l'échelle globale ».

► L'ONU « n'a pas fait son travail » au Rwanda ou au Kosovo, et « nous

espérons que demain l'ONU fera son travail » dans la crise irakienne, a déclaré hier soir George W. Bush lors de la conférence de presse finale du sommet des Açores. L'ONU « est une organisation très importante » mais « si on adopte des résolutions, on doit faire en sorte que les mots signifient quelque chose », a-t-il souligné.

► Hans Blix a jugé « très menaçants » les propos tenus hier aux Açores par George W. Bush. Le chef des inspecteurs de l'ONU a déclaré

également que les inspections se poursuivraient aujourd'hui en Irak mais que les inspecteurs pouvaient être évacués à très bref délai.

► Le Pape appelle de nouveau à la paix. Jean-Paul II a évoqué hier des « conséquences terribles » au cas où

éclaterait une guerre lors de l'un de ses appels les plus vigoureux en faveur d'un règlement pacifique de la crise irakienne.

► Déclaration de Paris, Berlin et Moscou. Dans cette déclaration com-

mune pour éviter une guerre contre l'Irak, lancée samedi, la France, l'Allemagne et la Russie ont proposé une réunion du Conseil de sécurité. « Nous réaffirmons que rien ne justi-

fie dans les circonstances présentes de recourir à la force », affirment les ministères des Affaires étrangères. Dimanche, le Conseil de sécurité a annoncé une réunion aujourd'hui.

► Jacques Chirac a réaffirmé hier que la France était prête à opposer son veto à l'ONU à une résolution ouvrant la voie à l'utilisation de la force contre l'Irak : « Nous irons naturellement jusqu'au bout de notre refus ».

► Saddam Hussein a divisé son pays en quatre régions de défense qu'il a placées sous l'autorité de quatre de ses plus fidèles soutiens, dont son fils cadet Kussai. Il a aussi menacé de porter la confrontation « à l'échelle du globe terrestre », en cas d'attaque américaine. Dans le même temps, Bagdad a poursuivi hier sa coopération avec l'ONU dans le domaine du désarmement.

► Le vice-président américain envisage une guerre de quelques semaines. Dick Cheney a estimé hier qu'une intervention armée des Etats-Unis « devrait être relativement rapide, une question de semaines, pas de mois ». Le vice-président a assuré avoir « une très grande confiance » sans toutefois nier « la possibilité qu'il y ait des complications non prévues ».



George W. Bush, José María Aznar et Tony Blair ont déclaré à l'issue de leur rencontre, ce week-end aux Açores, que la journée d'aujourd'hui serait la dernière accordée au Conseil de sécurité pour qu'il se prononce sur leur projet de résolution, qui fixe un ultimatum à Saddam Hussein pour désarmer. (Photo Doherty/Reuter.)

VERBATIM

« Le Conseil de sécurité a failli à ses responsabilités, nous allons nous saisir des nôtres »

VOICI des extraits du discours à la nation prononcé par George W. Bush, lundi 17 mars, à la Maison Blanche.

« Le régime irakien continue à posséder et à cacher certaines des armes les plus mortelles jamais imaginées. (...) Ce régime possède une histoire d'agression inconsidérée au Moyen-Orient. Il a une haine profonde des Etats-Unis et de nos amis et il a aidé, entraîné et hébergé des terroristes, y compris des agents d'Al-Qaida. Le danger est clair : en utilisant des armes chimiques, biologiques et, un jour, nucléaires obtenues avec l'aide de l'Irak, les terroristes pourraient accomplir leurs ambitions déclarées et tuer des milliers ou des centaines de milliers de personnes innocentes dans notre pays ou dans tout autre. (...) Avant que ce jour d'horreur ne vienne, avant qu'il ne soit trop tard pour agir, ce danger sera supprimé. (...)

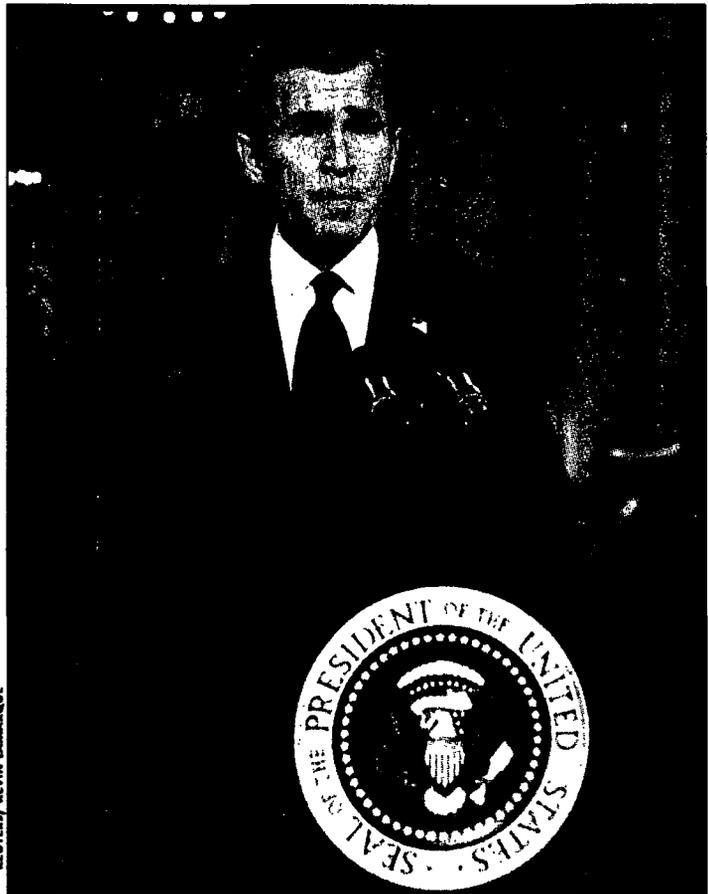
L'Amérique a essayé de travailler avec les Nations unies pour contrer cette menace. (...) En vertu des résolutions 678 et 687, toutes les deux encore en vigueur, les Etats-Unis et nos alliés sont autorisés à utiliser la force afin d'enlever à l'Irak ses armes de destruction massive. Ce n'est pas une question d'autorité, c'est une question de volonté. (...) Pendant les quatre mois et demi qui viennent de s'écouler, les Etats-Unis et nos alliés ont travaillé dans le cadre du Conseil de sécurité. (...)

Mais certains membres permanents du Conseil de sécurité ont annoncé qu'ils opposeraient leur veto à toute résolution contraignant l'Irak à désarmer. Ces gouvernements partagent notre analyse du danger, mais pas notre détermination à y faire face. De nombreuses nations, cependant, ont la détermination et la force morale pour agir contre cette menace à la paix, et une large coalition est en train de se rassembler pour faire appliquer les justes demandes du monde. Le Conseil de sécurité des Nations unies a failli à ses

responsabilités, nous allons donc nous saisir des nôtres. (...)

Saddam Hussein et ses fils doivent quitter l'Irak dans les quarante-huit heures. Leur refus de le faire aboutirait à un conflit militaire qui débutera au moment que nous choisirons. Pour leur propre sécurité, tous les étrangers, aussi bien les journalistes que les inspecteurs, doivent quitter l'Irak immédiatement. (...)

Aux soldats irakiens : il n'est pas trop tard pour agir avec honneur et protéger votre pays en permettant l'entrée pacifique des forces de la coalition pour éliminer les armes de destruction massive. Nos forces donneront aux unités militaires irakiennes des instructions claires sur ce qu'elles peuvent faire pour éviter d'être attaquées et détruites. Je presse chaque membre de l'armée et des services de renseignement irakiens, si la guerre éclate, de ne pas combattre pour un régime à l'agonie qui ne vaut pas votre vie. (...) Les crimes de guerre seront poursuivis et il ne



REUTERS/KEVIN LAMARQUE

Discours à la nation

GEORGE BUSH a expliqué, lundi 17 mars, le bien-fondé de sa décision : « Le régime irakien continue à posséder les armes les plus mortelles jamais imaginées » que des terroristes pourraient utiliser. « Les Etats-Unis d'Amérique ont l'autorité souveraine d'utiliser la force pour assurer leur propre sécurité nationale. » « La sécurité du monde nécessite le désarmement de Saddam Hussein maintenant. »

servira à rien de dire pour se défendre : « Je ne faisais qu'obéir aux ordres. » (...)

La menace terroriste contre les Etats-Unis et le monde sera réduite dès lors que Saddam Hussein sera désarmé. (...) Nous agissons maintenant car les risques de l'inaction seraient bien plus importants. Dans un an ou dans cinq ans, la capacité de l'Irak à infliger des dommages à des nations libres serait multipliée. Avec ces capacités, Saddam Hussein et ses alliés terroristes pourraient choisir de mener un conflit mortel au moment où ils seraient plus forts. Nous choisissons de faire face à cette menace maintenant, alors qu'elle se présente, avant qu'elle ne puisse apparaître soudainement dans nos ciels et nos villes. (...)

Répondre à de tels ennemis seulement après qu'ils auront frappé n'est pas de l'auto-défense.

C'est du suicide. La sécurité du monde requiert le désarmement de Saddam Hussein maintenant. (...)

Le Monde

19 MARS 2003

Thousands of Kurds Flee Front-Line Cities Fearing Attack by Hussein

By C. J. CHIVERS
with DAVID ROHDE

CHAMCHAMAL, Iraq, March 17 — Kurdish civilians began fleeing cities or safeguarding homes today along the front lines with the Iraqi Army in northern Iraq, saying that as war draws near they feared a conventional or chemical attack from Saddam Hussein.

Crowded into taxis and buses, riding in trailers behind tractors, or simply piled into cars, they formed lines on the highways, seeking what they hoped would be safety in villages out of range of Iraqi artillery.

The exodus was apparent in the cities of Kifri, Kalar, and Dohuk, as well as in this city of 60,000 people, which sits just under a ridge occupied by Iraqi soldiers.

"We are afraid of chemical weapons, we are afraid of the tanks, we are afraid of the artillery," said Faizulla Karim Rahman, 66, a retired policeman who was moving 10 family members from Chamchamal. "We are going to a village away from here."

In Erbil, the largest city in northern Iraq, thousands fled during the day. The withdrawal was marked by anxiety but not panic. Pickup trucks and station wagons bursting with children, clothing and food dotted the streets. Mile-long lines for gasoline snaked down avenues.

By late afternoon, nervous residents were also making a run on plastic sheeting for use against a chemical attack. Some said they would remain behind.

"We will use the plastic and stay in our home," said Infida Hussein, a schoolteacher who was searching for fast-selling plastic. "Fear is everywhere."

The last-minute preparations in the anticipated battle area came as diplomacy stalled at the United Nations and President Bush was expected to deliver an ultimatum to Mr. Hussein in a televised speech.

Already, tensions between Kurdish and Turkish officials have increased markedly over whose forces will take control of the oil-rich cities of Kirkuk and Mosul once the Iraqis are driven out. Both the Kurds and the Turks have massed soldiers and weaponry along the border between Iraq and Turkey.

News media here have reported fully on the stalled diplomacy and the mounting regional tensions, also palpable on the Iraqi-Kurdish front.

In the last two weeks, the Iraqi Army has prepared new bunkers and trench lines on the ridge above this city.



Members of three families of Iraqi Kurds, above, fled the northern city of Erbil yesterday, crammed into the back of a pickup truck. Thousands fled that and other Kurdish cities seeking safety in villages out of the range of Iraqi artillery. Left, a Kurdish vendor, doing a brisk trade in plastic sheeting, called out for more supplies. For those who planned to stay behind, the sheeting was to protect against a chemical attack.



Kurdish civilians have also watched a swelling number of Kurds fleeing from areas of Iraq controlled by Mr. Hussein, many arriving with tales of an Iraqi security crackdown in Kirkuk. The crackdown, they said, was aimed at rounding up suspected Kurdish underground members who are suspected of plotting uprisings inside Iraq.

As many as 675 Kurds fleeing Kirkuk have arrived in this city in recent days, according to the Patriotic Union of Kurdistan, which controls the eastern zone here. Northern Iraq, now administered by Kurds and largely under the protection of American and British aircraft, de facto seceded from Mr. Hussein's Iraq in 1991.

A Kurdish intelligence official said the crackdown began last week after Iraqi security agents caught three Kurds with satellite telephone phones inside Kirkuk.

The telephones had been provided by the United States for intelligence collection and coordination, and had recently been smuggled into Iraq, the intelligence official said. He said

many more phones, and agents, had been sent into the Iraqi zone.

Many fleeing Kurds also said they have heard that Iraq has rigged explosives to wells in the oil fields outside of Kirkuk, and that Mr. Hussein plans to torch the fields in Iraq just as his soldiers did in Kuwait 12 years ago. These claims have not been verified by the opposition, security officials said.

Kurdish officials and international aid organizations have said for months that a war in Iraq might set in motion great waves of people, and today offered the first glimpse.

Kurds have been making arrangements since at least late January, when they first sensed the United Nations weapons inspections would be drawing to a close. Many have rented houses in villages distant from the Iraqi soldiers, or have cached food, clothes and sleeping gear at relatives' houses away from the front.

But most had also remained in place, keeping their children in schools and maintaining their jobs, while waiting for the moment when it

seemed war was nigh. The moment came today, and residents in Erbil, a city of more than a million people, said they feared one thing — chemical attack.

Families departing the city said they were fleeing north to remote mountain villages. Those buying plastic sheeting said they were trying to make their homes resistant to infiltration by chemical weapons.

"We will put plastic over our heads," said Kakamand Fatah, a 37-year-old porter in a market in Erbil.

"We will make a tent."

His wife, Fayruz, was one of several people who asked why the United States had not provided gas masks to the Kurds. Local officials say only several dozen antiquated gas masks are available for the 3.8 million people who live in northern Iraq.

"Protect us by giving us gas masks," said the mother of seven children ranging from 2 to 12 years old. "Where can I go with my little kids?"

For all of the fear, some expressed satisfaction that a war against Mr. Hussein seemed soon to begin.

Karim Agha, the tribal chief in Chamchamal, sat in his home and estimated that 6,000 or 7,000 of his neighbors had left today. He was pleased.

"Old people, children, wives, those who are sick — it is better for them to be out of here, and it is normal during a war," he said. "But I am happy now. We hate Saddam, and we want him removed."

Kurds' precarious freedom may be early casualty of conflict



**Martin
Woollacott**

If there has been one fixed point in debate about war with Iraq, it has been that Iraqis deserve deliverance from Saddam Hussein, and that the Iraqi Kurds in particular — who now have a precarious freedom — should have it confirmed.

Some see the price to the world for that deliverance as

far too high, some see it as bearable. But there is agreement that a war which ends in a worse situation for the Kurds would be the worst of all possible wars. Men and women would have died, and dangerous consequences risked by the US and Britain, and yet the one group of people who had already been partially rescued would be thrust back into the fire.

That is why the way in which American plans for the northern front have unravelled in recent weeks has been so alarming.

The vote in the Turkish parliament which blocked the passage of American troops knocked strategy

sideways, leaving a whole division of American troops floating disconsolately offshore in the eastern Mediterranean. And not just any division. The Fourth Mechanised Infantry Division is the most advanced formation in the American army, fully "digitalised", as today's electronic soldiers say, and possessing a formidable mixture of tanks and helicopters.

"This is the best we've got," says the military analyst Anthony Cordesman. It is the most potent expression of the technological superiority which the United States expects will allow it to wage war with maximum speed and minimum casualties.

The Turks may change their minds, and if they do the Fourth may yet reach northern Iraq, to join the lighter forces America is inserting into the region. But it will be very, very late, and that lessens the chance of fixing Iraqi divisions which might otherwise retreat, and thus make the final fight for Tikrit and Baghdad harder.

In its anxiety to get troops into northern Iraq, the United States was not only ready to pay a high price in cash, but it appeared, to bargain with the political future of the Kurds. The Turks demanded, and got, American agreement that they could put large forces

into northern Iraq and have a voice in determining what kind of system Iraq would have after Saddam.

Having failed to secure a passage for its troops, and still uncertain whether it will be allowed to use Turkish air space, the US is now arguing that Turkish troops should keep out of Iraq, but the Turks are not listening.

Turkey's supposed main fear, apart from its concerns about Turkish Kurdish rebels who operate from northern Iraq, is that the Iraqi Kurds want their own state and might try to seize the oil resources of the north to give that state an economic basis.

This is nonsense and the

Turks are well aware that it is nonsense, because Iraqi Kurdish leaders know that a landlocked mini-state, even if it somehow did get hold of the northern oil, which is in any case running out, is neither a realistic nor a desirable prospect. The real fear of the Turks is rather that the Iraqi Kurds would be able successfully to combine a degree of autonomy for their region, including an agreement on oil resources, with participation in an Iraqi central government.

This "loyal autonomy" would be a model to which Kurds in Turkey might then aspire, and that is a concept which Ankara would find

incredibly hard to accommodate, given the fiction of homogeneity upon which its nationalism is based. The clear danger arises that a Turkish military presence and a supposed "right" to be consulted on political matters, would be used to spoil the chances of a successful political outcome in northern Iraq, and thus might damage the prospects for Iraq as a whole.

All that the United States and the Kurdish parties could wrest out of the Turks at a meeting in Ankara two days ago was a vague agreement to take part in a committee to minimise friction between the forces the Turks insist they will put into Iraq and American and Kurdish units.

The fact that America will have weaker forces in northern Iraq than it expected at the start of hostilities will make it more difficult for Washington to exert leverage on Turkey, but not of course impossible. More US troops will come later, and in any case Turkey is enormously dependent, politically and economically, on its relationship with America.

But it is another index of how much the Iraq conflict has overturned the certainties of the past that it is not entirely sure that American leverage will prevail.

The Guardian

March 20 2003

TROIS QUESTIONS À... KENDAL NEZAN

1 Vous êtes directeur de l'Institut kurde à Paris. Quelle est votre position sur une intervention en Irak ?

Ma position, c'est « oui » à une intervention sous l'égide de l'ONU pour une transition démocratique en Irak et « non » à une action unilatérale. Saddam Hussein a besoin de ses armes pour conserver le pouvoir. Le maintenir au pouvoir, c'est condamner le peuple irakien à une mort lente et à l'absence d'avenir. Sait-on que quatre millions d'Irakiens ont quitté le pays faute de futur. On a vu certains de ceux-là passer au centre de Sangatte. Mais on n'entend guère la voix des émigrés irakiens parce que beaucoup d'entre eux ont peur pour leur famille.

2 Que pensez-vous de la position française ?

Elle vise, sans nécessairement l'avoir voulu, le maintien de cette dictature, qui est un désastre. Les Irakiens qui parlent clandestinement disent que leur principal problème, c'est Jacques Chirac, parce

que si on poursuit indéfiniment les inspections, on va progressivement lever les sanctions, redonner à Saddam Hussein le libre usage de ses armes. Quant aux Kurdes, ils sont écartelés entre deux positions mauvaises : la perpétuation de la dictature et une intervention dans laquelle les Américains, n'ayant plus que les Turcs pour alliés, seront contraints d'en passer par les conditions d'Ankara.

3 A quoi attribuez-vous le peu d'audience des thèses de l'opposition irakienne en France ?

En France, la gauche et la droite ont été compromises avec le régime de Saddam Hussein, et un véritable consensus existait sur ce sujet dans les années 1980. Je remarque, d'ailleurs, qu'il n'y a pas eu d'enquête parlementaire après la première guerre du Golfe. A la différence de ce qui s'est passé dans le monde anglo-saxon, il n'y a pas eu non plus d'effort d'information. J'en ai fait moi-même l'expérience. Depuis cinq ans, nous avons cherché à faire éditer *Géno-*

cide en Irak - Les campagnes d'Anfal (paru finalement, il y a deux mois, aux éditions Karthala). Fin novembre 2002, nous avons organisé un grand colloque à l'Assemblée nationale sur la question kurde. Trois députés y ont assisté... En revanche, l'expédition farfelue d'une poignée de pacifistes en Irak - que la population irakienne considère, hors caméra, comme des mercenaires du régime - a fait l'objet d'une couverture médiatique énorme. Il y a un problème de fonctionnement médiatique qui a entreteint ce manque d'intérêt. Des personnalités de premier plan de l'opposition irakienne, comme le professeur Kanan Makiya [professeur aux universités américaines Brandeis et Harvard], estiment que la situation en France est cadavérique et qu'il est inutile d'y venir. En 1991, toutes les antennes nous étaient ouvertes. Aujourd'hui, elles le sont, de fait, beaucoup moins.

Propos recueillis par
N. W.

En France, ces intellectuels qui disent « oui » à la guerre

Le philosophe André Glucksmann, l'écrivain Pascal Bruckner et le cinéaste Romain Goupil ont signé un appel en faveur d'une intervention en Irak afin de libérer le peuple de la dictature. Ce courant reste cependant minoritaire

ILS ONT conscience de nager contre le courant et, pour ces intellectuels qui, en France, se prononcent publiquement pour l'« intervention » et un changement de régime en Irak, il s'agit, après une période de perplexité, de marquer une date. Si leur argumentaire rappelle celui de la première guerre du Golfe, le climat a changé. Au début des années 1990, les allusions à l'esprit « munichois » servaient à critiquer les pacifistes. Une tendance qui a toujours cours, mais en sourdine. D'autant plus que les « pro-intervention », même s'ils tentent de s'organiser, sont extrêmement minoritaires, contrairement à la situation d'il y a douze ans.

Ainsi, une enquête d'Ipsos sur l'opinion que les Français ont de la crise irakienne - réalisée pour France 2 les 7 et 8 mars auprès d'un millier de personnes - chiffre-t-elle à 25 % la proportion de ceux qui jugent justifiée la position américaine - en rangs plus fournis chez les électeurs de droite que de gauche (36 % contre 17 %). « Nous sommes

des voix discordantes », concède le philosophe André Glucksmann, qui a signé, avec l'écrivain Pascal Bruckner et le cinéaste Romain Goupil, un appel intitulé « Saddam ouvert de gré ou de force » (*Le Monde* du 10 mars).

A l'origine de cet appel, une longue discussion « entre personnes qui ont l'habitude d'être minoritaires », assure-t-il. Estimant Saddam Hussein « plus cruel que Milosevic et plus dangereux » et rappelant qu'ils avaient appelé, dès 1991, à faire cesser la politique de purification ethnique menée par l'ex-président de la Fédération yougoslave en Croatie et en Bosnie, les trois signataires s'indignent que les manifestations pour la paix masquent, sous les slogans contre George Bush, les souffrances que le régime fait endurer au peuple irakien.

« L'intervention au Kosovo ne s'est pas faite sous le parapluie de l'ONU, dit le philosophe. A certains moments, l'ONU est incapable de prendre les décisions. Au Rwanda ou au Cambodge. C'est ainsi, alors

que je soutenais les réfugiés sud-vietnamiens [dans l'opération « un bateau pour le Vietnam » en 1978], j'ai quand même applaudi à l'intervention de l'armée vietnamienne contre le régime des Khmers rouges parce qu'ils ont fait cesser le massacre ! » Engagé aujourd'hui contre la guerre en Tchétchénie, il estime « désolante » la constitution, autour de Jacques Chirac, d'un « axe de la paix » dans lequel on trouve la Chine et le président russe Vladimir Poutine.

Cette position commence à porter au-delà des frontières. Le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* lui consacrait, le 12 mars, un article dans ses pages culturelles. De même, dans l'*International Herald Tribune*, M. Glucksmann a reproché à Paris et à Berlin de reproduire « l'argumentaire des "mouvements de la paix" staliens » de la guerre froide. « Je ne pourrais pas me regarder dans la glace, dit-il au *Monde*, si je ne faisais rien pour empêcher que Saddam Hussein reste au pouvoir jusqu'à sa mort. » Il ajoute : « En t'

que citoyen, j'ai voulu envoyer un signe à mes amis de l'est de l'Europe pour qui je me sens honteux. » Il fait allusion aux reproches de Jacques Chirac à l'encontre des pays candidats à l'Union européenne qui ont signé un appel à présenter un front unique avec les Etats-Unis - où l'on trouvait la signature de l'ancien président tchèque Vaclav Havel.

Bernard Kouchner a exprimé des positions proches de MM. Glucksmann et Goupil. Un autre militant humanitaire, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde, juge, à titre personnel, que « sur le champ de l'humanitaire, le devoir d'ingérence existe toujours, surtout face à un régime qui viole les droits humanitaires et pour lequel il faut créer un Tribunal pénal international ad hoc ». « De facto, écrit-il dans un texte qu'il fait circuler "en interne", (...) "l'agenda" des grandes puissances ou de l'ONU n'est pas le même que celui des humanitaires. Pour de mauvaises raisons, il peut y avoir des interventions militaires qui répondent aux secours de popula-

tions martyrisées. » Mais il s'inquiète des conséquences d'une guerre sur une population irakienne fragilisée par l'embargo.

CONSTELLATION

Encore informelle, la constellation de ceux qui, à des titres divers, se refusent à la ligne dominante hostile à l'intervention noue des contacts. Député (UMP) de Paris, Pierre Lellouche avait convié à déjeuner, samedi 8 mars, un certain nombre d'intellectuels partisans d'une guerre contre l'Irak ou perplexes devant un éventuel statu quo à Bagdad : André Glucks-

mann, Alain Finkielkraut et Romain Goupil. Un autre appel a été publié dans *Le Figaro*, lors de la manifestation contre la guerre du samedi 15 février, autour de Michel et de Florence Taubmann, pasteur à l'Oratoire du Louvre, où il est notamment avancé que « la chute de la dictature irakienne sera un avertissement aux apprentis sorciers nord-coréens », et qui est signé par l'historien Pierre Rigoulot, directeur de l'Institut d'histoire sociale. Des débats contradictoires ont lieu régulièrement à l'Oratoire devant un certain nombre d'experts. Parmi ceux qui ont rallié l'ap-

pel du *Figaro*, on compte quelques intellectuels et historiens spécialisés dans la lecture critique du passé communiste, comme Ilios Yannakakis ou Jean-Louis Panné. « C'est une préoccupation des chercheurs qui ont travaillé sur l'histoire du communisme, et dont certains sont passés par des formations d'extrême gauche, que de placer la défense de la démocratie avant le souci gaulliste de l'indépendance », commente M. Rigoulot, un spécialiste de la Corée du Nord. Le sociologue Shmuel Trigano, de l'université de Paris-X, auteur récent de *L'Ebranlement d'Israël* (Éditions du

Seuil), a également paraphé ce texte.

« Nous refusons ce consensus de Krivine à Le Pen », dit M. Taubmann, journaliste à Arte, qui juge cependant la situation « complexe » et se dit plus favorable à la pression militaire qu'à la guerre proprement dite. Il refuse un veto français dont la conséquence pourrait être, au-delà de l'Irak, la chute du premier ministre britannique le plus « européen » de l'histoire de la Grande-Bretagne.

Nicolas Weill

Certains des anciens dissidents d'Europe de l'Est soutiennent les Etats-Unis

L'objectif consistant à abattre une dictature semble prioritaire à des hommes qui ont combattu le totalitarisme

PARMI les voix qui se disent favorables à une intervention en Irak, dès lors que celle-ci se fixe pour objectif la fin du pouvoir de Saddam Hussein, on compte celles d'anciens dissidents du bloc de l'Est qui ont combattu des régimes communistes avec lesquels le Baas au pouvoir à Bagdad entretenait d'excellentes relations.

L'un d'eux, le sociologue et romancier György Konrad, une des figures de la révolution de 1956 en Hongrie et de l'opposition démocratique des années 1970-1980, a récemment expliqué les raisons de son choix dans une longue tribune intitulée « Pourquoi je suis pour la guerre », publiée par le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (daté 27 février 2003). « Le déboulonnage d'un tyran sanguinaire ne peut manquer d'être sympathique aux anciens dissidents, notamment en Allemagne de l'Est », écrit M. Konrad, qui préside l'Académie des beaux-arts de Berlin.

De fait, un de ces anciens opposants - le poète, chanteur et compositeur Wolf Biermann - a réitéré, au nom de son passé, son rejet de ce qu'il appelle un « national-pacifisme ». L'idée d'un consensus entre Allemands, allant du SPD à la CDU, des « punks aux skins », sur une « démission commune » face à un dictateur comme Saddam Hussein lui donne la nausée. Ce fils de déporté communiste, qui avait été expulsé de RDA en 1976, avait stigmatisé les manifestations pacifistes lors de la première guerre contre l'Irak (*Le Monde* du 24 février 1991). Dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 1^{er} mars, il rappelle que sa mère et lui accueillaient, en 1943, « comme un cadeau du ciel » les bombes britanniques qui tombaient sur eux, à

Hambourg. « Je ne puis cacher ma déception », écrit de son côté M. Konrad, à propos de la fracture qui se fait jour entre les Etats-Unis et une partie de l'Europe emmenée par l'Allemagne et la France. Et il souligne : « On nous a invités dans une maison où nous espérons la tranquillité et voyez ce qui arrive : on n'entend que les disputes du couple. » En 1940, les démocrates de l'Est, jugé M. Konrad, attendaient déjà tout de Washington et de Londres, et rien de Paris ni de Berlin.

Pour l'Europe centrale, un tel « divorce transatlantique » crée une situation à risque. En outre, « nous, les anciens dissidents, avons intérêt à ce qu'il y ait moins de dictatures sur Terre », ajoute-t-il. Si l'antiaméricanisme paraît globalement

une posture « de gauche » en Occident, à l'Est, affirme-t-il, c'est plutôt l'apanage de l'extrême droite populiste et antisémite.

Enfin, il juge « raciste » la position qui consiste à croire impossible l'établissement d'une démocratie dans les pays musulmans, fût-ce à la suite d'une intervention militaire. Cela lui rappelle l'opinion géné-

jours dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (daté 10 mars) -, l'un de ses compatriotes, le critique et directeur de théâtre Ivan Nagel, né à Budapest et établi en Allemagne, reprochait à M. Konrad de ne raisonner qu'à partir de sa propre expérience et rappelait que les régimes d'Europe de l'Est s'étaient effondrés d'eux-mêmes et non à la suite d'une intervention américaine. Ces positions ne sont certes pas univoques et ne reflètent pas l'opinion de l'ensemble de l'ex-opposition démocratique.

Si le Polonais Adam Michnik et le Tchèque Vaclav Havel ou le Kosovar Vetton Surroi sont favorables à l'intervention, Jacek Kuron qui, sous le communisme, fut emprisonné de longues années, puis un membre fondateur du Comité de défense des ouvriers (KOR) et, plus tard, ministre du travail du premier gouvernement de la Pologne démocratique, est, lui, opposé à la guerre. L'exemple de l'intervention de l'OTAN au Kosovo revient fréquemment. Mais tandis que MM. Michnik et Havel en étaient partisans, M. Konrad éprouvait quelques réticences sur le dossier de l'ex-Yougoslavie.

D'où provient ce décalage entre certaines des figures emblématiques de la lutte antitotalitaire en Europe et la politique menée par le couple franco-allemand ? Pour Jacques Rupnik, directeur d'études au Centre de recherches et d'études internationales (CERI), une telle dissonance existait avant l'effondrement du communisme et dans les années 1970, époque où les dissidents étaient loin d'être en phase avec les politiques suivies à l'Ouest. « Le rapprochement antitotalitaire avec les intellectuels occidentaux sur des thèmes comme celui

des droits de l'homme ou de la société civile, dit ce spécialiste des pays de l'ex-bloc de l'Est, a été intense au début des années 1980, à la suite des événements de Pologne, mais le dialogue s'est évaporé après la chute du Mur. Quand Havel parlait, cela avait un impact en Occident, dans les années 1980, qui aujourd'hui est bien moindre. »

Pour M. Rupnik, bien des intellectuels de « l'autre Europe » ont perdu leur statut moteur au profit des nouvelles élites économiques et politiques qui se sont formées dans leurs pays respectifs depuis 1989. En outre, « les intellectuels à l'Est ont tendance à parler exagérément de l'Occident », que ce soit pour parler de l'« Occident kidnappé », comme Milan Kundera, ou d'in tégrer les institutions « euro-atlantiques », comme on dit couramment. De là vient leur réticence à l'idée d'une coupure entre l'Europe et les Etats-Unis », ajoute M. Rupnik.

N. W.

« Le déboulonnage d'un tyran ne peut manquer de [nous être] sympathique »

GYÖRGY KONRAD

rale qui voulait, avant 1989, que la démocratie ne puisse progresser à l'Est parce que le pluripartisme y aurait été, par nature, impossible.

Quelques jours plus tard - tou-

Le Monde

20 MARS 2003

19 MARS 2003



Massoud Barzani préside le Parti démocratique du Kurdistan :

«L'entrée des Turcs dans le nord de l'Irak serait inacceptable»

Salaheddine envoyé spécial

L'opposition kurde, relativement structurée, dispose d'une force aguerrie de volontaires armés. Elle entend jouer un rôle majeur au côté des Etats-Unis, tant lors des opérations pour renverser Saddam Hussein qu'après les combats, pour la reconstruction d'une démocratie fédéraliste en Irak. Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et chef de la région autonome d'Erbil, a reçu hier les correspondants du *New York Times*, du *Chicago Tribune* et de *Libération*, pour rappeler ses propositions et ses exigences. Celles-ci interviennent au lendemain de l'ultimatum lancé par le président Bush à Saddam Hussein et alors que le représentant du président américain



Massoud Barzani, président du PDK.

auprès de l'opposition irakienne, Zalmay Khalilzad, a annoncé hier à Ankara que les factions kurdes d'Irak avaient accepté de se placer sous commandement américain dès le début de la guerre.

Vous attendiez ce moment depuis longtemps...

C'est effectivement un moment extraordinaire. Nous approchons de l'épilogue de notre lutte. Nous avons tout à gagner. Nous pourrions tout perdre, mais je suis confiant.

Avez-vous obtenu des garanties sur les intentions de la Turquie ?

Des discussions sérieuses sont toujours en cours à Ankara avec les Turcs et les Américains. Mais nous avons clairement exposé notre position. Unilatéralement ou dans le cadre de la coalition, l'entrée de troupes turques dans le nord de l'Irak serait tout à fait inacceptable.

Seriez-vous prêt à y résister militairement ?

Je ne voudrais faire aucune déclaration qui puisse être interprétée comme une provocation. Mais notre position est claire. Ni le peuple ni les peshmergas (les combattants, ndlr) n'accepteront d'être menottés. Ils résisteront par tous les moyens.

Craignez-vous une attaque au gaz chimique contre votre territoire ?

Nous sommes obligés de prendre en

compte cette possibilité. Mais je n'y crois pas. Il n'y aura pas de véritable front dans notre zone. Pour l'heure, ni les Américains ni nos forces n'ont massé des troupes sur un front comme au Koweït. Les Etats-Unis ne lanceront pas leur offensive depuis le

Kurdistan. Il est trop tard pour que des troupes américaines s'y déploient. Je ne pense donc pas qu'il y ait des attaques chimiques contre notre territoire.

Vos forces participeront-elles aux combats avec les troupes américaines ?

Les Américains ne nous ont pas dévoilé leurs plans. Je pense toutefois que, dans un premier temps, il ne se passera rien ici. Mais si les troupes alliées se concentrent sur Bagdad, et que le régime s'effondre, les villes de province se soulèveront. Les Kurdes, dans ce cas, auront certainement un rôle à jouer. Nous serons en liaison avec les forces américaines venant du Sud. Une coordination militaire sera indispensable pour éviter les risques de cafouillage.

Quelles consignes avez-vous données à vos forces armées ?

Nos peshmergas ont reçu pour instructions de rester sur leurs positions. Nous n'avons aucun plan préétabli. Si tout se passe normalement, que la sécurité des populations est assurée, que les réfugiés peuvent rentrer chez eux, que l'administration fonctionne, les peshmergas n'auront pas à intervenir. Mais s'il y avait un défaut dans ce plan, ou si on empêchait les Kurdes expulsés par le régime de Saddam

de retourner chez eux, une ligne rouge serait franchie pour nous.

Les peshmergas ne tenteront pas de li-

bérer Mossoul ou Kirkouk ?

Je pense que l'effort principal se portera sur Bagdad. Et si c'est le cas, je ne pense pas que nous ayons besoin de combattre ailleurs, ni à Kirkouk, ni à Mossoul. Nous n'avons aucune ambition cachée. Nous avons un accord avec le peuple irakien, et avec l'ensemble de l'opposition irakienne, sur les mécanismes nécessaires à la mise en place d'un gouvernement démocratique et fédéral. Nous avons le soutien des Etats-Unis et du président Bush. Il est prévu dans le cadre de ce processus général que nos forces, en coordination avec les Américains et le reste de l'opposition, agiront pour remplir tout vide politique ou sécuritaire. Nos forces interviendraient alors en

tant que forces irakiennes et leur action ne serait pas limitée aux zones kurdes. Cette question, tranchée lors des conférences de l'opposition irakienne, a reçu le soutien des Etats-Unis. En cas de chaos, les peshmergas seront prêts à intervenir, de façon planifiée et coordonnée, pour rétablir la stabilité. Même s'il a eu à subir beaucoup d'injustice dans le passé, nous ne laisserons pas le peuple kurde chercher à se venger. Le retour des réfugiés kurdes dans les zones qui ont été arabisées devra se faire selon une procédure organisée.

Que feront, dans les villes comme Kirkouk, les réseaux clandestins mis sur pied par les partis kurdes ?

Les organisations kurdes existent là où vivent des populations kurdes. A Bagdad, comme à Kirkouk ou à Mossoul. Mais tout soulèvement sera organisé en coordination et en coopération avec l'ensemble des forces de l'opposition irakienne. Il n'y aura pas de décisions unilatérales. Il n'y aura pas de course de vitesse entre les différents partis. Nous avons créé, à Kirkouk, un commandement local conjoint avec l'Union patriotique du Kurdistan et d'autres. La ville de Kirkouk appartient à tous les Kurdes, pas à un parti. Aucun parti n'a le droit de revendiquer la direction de Kirkouk. Libérons d'abord Kirkouk. Pour le reste, nous verrons plus tard. C'est une question d'importance stratégique ●

Recueilli par DIDIER FRANÇOIS



En Irak. Chacun fourbit ses armes pour soutenir le régime de Saddam... ou pour le renverser.

Bagdad envoyé spécial

C'est la référence qui revient sans cesse dans les discours de Saddam Hussein: la grande révolte populaire de 1920, qui avait fait vaciller l'armée d'occupation britannique — présente en Irak depuis son débarquement à Bassora en 1915 — et lui avait fait perdre plusieurs grandes villes. Pour le raïs, il s'agit de répéter cet épisode face à l'armée américaine. Avec comme stratégie d'attirer coûte que coûte les forces de l'adversaire dans le cœur des cités. «Pendant la révolution de 1920, quelles armes avaient les Irakiens? Une épée et un pistolet à un coup. Rien que ça pour se battre contre des avions, des mitrailleuses et tout l'armement sophistiqué de la Grande-Bretagne», déclarait-il dernièrement à la télévision en recevant toute une brochette de généraux. Il ajoutait: «On voit à la télévision les porte-avions propulsés par l'énergie nucléaire. Mais vont-ils venir dans les rues de Bagdad? Non, ce sera des soldats à pied.»

Pour Saddam Hussein, tout va donc se jouer à l'intérieur des villes, en particulier dans la capitale, où l'on parle déjà de la «bataille de Bagdad» à venir. Hier, les voyageurs venus de Jordanie n'ont remarqué aucun dispositif militaire significatif sur leur (long) chemin. En revanche, des files de chars de la Garde républicaine — forces prétorienne du régime — ont été vues ces derniers jours se déployant dans les quartiers populaires de Bagdad. «Le commandement irakien veut éviter les combats de front au profit des combats de rue. Le problème, c'est que Bagdad est une ville moderne, traversée de grandes artères. Et il n'y a pas de casbah», souligne un diplomate en poste en Irak.

«A mains nues». Cette indication n'émeut guère Mohammed, un haltérophile, qui se déclare fin prêt à la guérilla urbaine: «Vous vous trompez

beaucoup si vous croyez que les Américains vont être accueillis avec des fleurs. Tous les Irakiens ont des armes chez eux. Nous nous battons parce que Dieu le veut. Et si je n'ai plus de munitions, je le ferai à mains nues parce que je suis aussi quatrième dan de taekwondo.» Lui-même fait partie de l'Armée d'al-Qods (Jérusalem), vaste milice populaire qui compte, officiellement, un million de membres — volontaires ou recrutés de force —, dont la mission sera de tenir les quartiers. A la voir défilé lors des grandes manifestations de soutien au régime, on n'a pas l'impression qu'elle puisse résister longtemps face aux troupes américaines.

Le gouvernement n'accorde plus beaucoup d'attention à l'armée régulière. Il est vrai que celle-ci ne s'est pas battue lors de l'opération «Tempête du désert» de 1991 et qu'on peut s'attendre à ce qu'elle refasse de même. «En fait, souligne une source proche des milieux dirigeants, le régime ne compte que sur trois forces. En tout premier, les Fedayins de Saddam. Ensuite, la Garde républicaine spéciale. Et, à la rigueur, la Garde républicaine. En tout, cela ne fait que 20000 ou 25000 hommes, mais d'une entière fidélité au raïs.» Les Fedayins ont été créés par Oudaï, son fils aîné, mais, à la lecture du dernier communiqué présidentiel (*Libération* d'hier), c'est Saddam Hussein qui, désormais, en assume directement le commandement.

Bagdad se prépare à la guérilla urbaine

Le raïs compte sur la résistance des villes pour tenir tête aux forces américaines.

La Garde républicaine spéciale est une force d'élite au sein de la Garde républicaine, qui reste sous le commandement de Qousaï, le fils cadet. «Ces forces n'ont le choix qu'entre la mort et la mort. La mort, si elles se rendent. La mort, si elles combattent. Elles choisiront la mort en se battant jusqu'au bout», estime la même source, qui précise que pour les inciter à davantage de combativité, elles ont été coupées de leurs familles: «Les combattants originaires de Bagdad ont été envoyés à Mossoul (nord), ceux de Mossoul à Bassora (sud) et ainsi de suite.» Bagdad, en l'espace de quelques jours, s'est couvert de sacs de sable et on commence à creuser des tranchées devant les bâtiments officiels, mais on y remarque toujours peu d'activité militaire. «Les dirigeants

savent que les ministères ou les casernes seront détruits et qu'il ne sert à rien de les protéger. A l'intérieur, il n'y a déjà plus rien. Tout va se jouer à partir des maisons», poursuit la même source.

Opinion internationale. Le but, non avoué celui-ci, est aussi de multiplier les pertes dans la population civile afin, souligne le même diplomate, «d'accroître la mobilisation des opinions publiques du monde entier contre l'Amérique, en faisant monter l'indignation, et d'obtenir le maximum de condamnations.»

Selon les récents visiteurs du raïs — l'ex-Premier ministre russe Evgueni Primakov et le président de la Douma, Guennadi Seleznev —, Saddam Hus-

«On voit à la télévision les porte-avions propulsés par l'énergie nucléaire. Mais vont-ils venir dans les rues de Bagdad? Non, ce sera des soldats à pied.»
Saddam Hussein

sein reste convaincu de la victoire. Il leur a prédit que Bassora serait «un Stalingrad pour l'armée américaine» et qu'il y en aurait d'autres sur le chemin de Bagdad. Hier, à la télévision, il a prédit que «cette bataille contre la puissance arrogante sera la dernière menée par l'Irak» et «la dernière guerre d'agression lancée par un envahisseur contre le monde pour un bon moment.» ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Libération

19 MARS 2003

France and Germany are left to wonder: Did they carry things too far?

By John Vinocur

International Herald Tribune

PARIS: In the end, beyond the maneuvering, the rhetoric, the professed convictions, there are questions now in Paris and Berlin about whether their opposition to an American-led war on Iraq has gotten a bit out of hand.

In Berlin, a reporter talking to a German official heard that the Schroeder government initially believed Iraq was a one-issue crisis, narrowly confinable to disagreement on the military undertaking and the painful although surmountable problem (in the middle term) of Germany's nonparticipation.

But reacting in fear of isolation, the official suggested, Chancellor Gerhard Schroeder and Foreign Minister Joscha Fischer's willingness to subordinate Germany to a French view of confrontation with the United States on many wider fronts has brought the government to a position it now finds an awkward fit with Germany's long-term interests, outside the two men's realm of when they ran for re-election on a pacifist platform last September.

In very less specific terms, this notion of things having gone too far appeared to suffuse remarks on Monday by Fischer that American policy was absolutely nonimperial in nature, that the United States was the irreplaceable element of global and regional security, that there was no alternative to good trans-Atlantic relationships and that he well understood how the new East-European membership of the European Union could have a "very different view" of their security than this or that EU founding member.

Even in normal, less electric times, this was a vision France could not sustain. If part of it also suggested that Germany's existential need for smooth relations with Eastern Europe was whipsawed by President Jacques Chirac's warning to the EU's new members that he required them to choose current French and German global policy over that of the Americans, then it also complemented concerns in Paris that Chirac's Brezhnev-style blunder — explained away here as hearty Chiraquian straight-talk — was one among many.

These concerns have made for the first real breach in the French media's amen chorus that has punctuated their president's breakaway run since January from the last half-century's Western notions of international order.

For the first time, French publications, reporting on the disarray of political analysts, are now asking: Who are we against, Saddam or Bush? Or: Where was the sense in Chirac's promising a

veto of a new UN resolution when such a gesture was not an absolute necessity? And even: How did France manage to reject British revisions to its draft resolution last week hours before Iraq did?

"Have They Gone Overboard?" this week's cover-story in *Le Point*, a center-right newsmagazine, wondered over a picture of Chirac and Foreign Minister Dominic de Villepin. Its lead editorial's response was mostly yes, noting viperishly that France was rather good at accommodating itself to any detestable status quo. But that hardly signaled some kind of special unease, no more than the middle-ground financial daily

La Tribune did in saying Tuesday that France would pay dearly for its gratuitous threat of a veto.

Instead, the notion that a botch may well be at hand for France came in a well-researched article in the current issue of the left-populist magazine *Marianne*, normally a font of anti-American tweaks and bellows, which analyzed recent French diplomacy under the title, "Visionary Policy or Operetta-Style Gaullism?"

It said France always sought if possible to propel its own policies with a European motor but found that its disagreement these days with many of the EU's members and candidates about the French desire for a Europe defined by its opposition to America eliminated any hope of a common policy.

Quoting Aymeric Chauprade, who teaches geopolitics at the French War College, the article told of his criticism of France's resistance to American "domination" as piecemeal, without any overall plan, and judging its flirt with Russia and China at the United Nations as old stuff and without basic effect on Moscow and Beijing, whose ties with America are priorities for them.

"As for Germany," Chauprade said, "if it changed its line (from its present stance), it could return to its role within American strategy. Not France."

Philippe Raynaud, a political scientist, was asked by the magazine if France over the long haul could sustain the position that had brought Chirac so much international media attention and public relations success over the last months. "We don't have the moral incentive, or the necessary elites," he replied. "At the top level, our diplomacy

asserts a will for independence. On a daily basis, everybody accepts French decline."

There were other, more palpable aspects of French policy that caused discomfort among the French. Therese Delpech, a Frenchwoman who is director of strategic affairs at the United Nations Atomic Energy Commission and a commissioner in charge of Iraqi affairs for the UN's control, verification and inspection commission, pointed to a French dilemma if American or British troops were felled by Iraqi chemical or biological arms.

"In a case like that, it will be very difficult (for France) not to participate," she said. "You've got to look (the situation) straight in the eye. If chemical weapons are used against American or British troops, that's really going to be very difficult."

De Villepin referred to the issue Monday, telling a radio interviewer that in those circumstances, France would be alongside what he called "its precious friends." When an American official in Washington was asked if knew of such a contingency, he said no and called the French gesture "meaningless."

Germany could have a problem within a vaguely similar context. The present government has consistently repeated its commitment to the existence

of the state of Israel. But its reaction in the event of an Iraqi attack on Israel with weapons of mass destruction is unknown. Saddam Hussein's missiles armed with conventional warheads hit

Israel during the first Gulf War.

Alongside the question of whether France and Germany, each in its specific way, have moved into problematic or unsustainable positions through the Iraq confrontation is the considerable distance between the two government's political realities.

Fischer could obviously not have been speaking for France when he told the *Frankfurter Allgemeine Zeitung* on Monday "that when I look at the 21st century world, I see no basic change in the interests of North America and Europe." He insisted there was no breakdown in trans-Atlantic relations and that he wished a strategic debate had taken place after the Sept. 11 attacks that might have led to a new clarity that he is sure will come eventually.

But the daily politics of both coun-

French publications ask: Who are we against, Saddam or Bush?

March 19, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

tries are perhaps more determinant. Each faces great economic difficulties, but Chirac is screened from public anger by the protective institutional layer of a prime minister, Jean-Pierre Raffarin, whose approval ratings are in rapid decline.

Schroeder, described this week by *Der Spiegel* magazine as "the uncourageous chancellor" because of what it said was the meekness of his new economic reforms, benefits from none of the unanimity of support that buoyed Chirac. If he were to run now for chancellor, Schroeder's Social Democratic Party would have about 25 percent backing, polls say, compared to about 50 percent for the Christian Democratic opposition. The CDU leadership states it would have signed the letter of eight EU countries rejecting the French-Ger-

man position on Iraq and would have backed Britain's second UN resolution that France promised to veto.

In this environment, the United States does not regard Germany lost as an ally, but as a country that might actively seek rapprochement at some point after the conclusion of an intervention in Iraq.

In the case of France, however, Chirac, with more than four years to go on his presidential term, has taken a posture in relation to both the domestic political landscape and the international scene that provides little obvious mobility short of self-ridicule.

In the sense of the French having brazenly overreached, while the Germans were stuck holding on to Chirac's shirttail, that has some of Germany's

foreign policy professionals regarding the circumstances with irony and tinges of regret. Whatever Fischer says, theirs is a Germany that could come out of the war with deteriorated relations with America, tarnished ones with an Eastern Europe it did not quickly raise its voice to defend and ties well short of full confidence with France.

For the French, the regrets may not yet be full blown. But what is moldering now is a parallel sense of France's having eaten up all its room for maneuver, and all the potential of its star-turn in the run-up to the war through an excess, in the words of a German official, of the French "prestige imperative."

It is this possible miscalculation that is jogging those few French critics publicly asking if their country has overplayed its hand.

Turks see a vote clearing aid for U.S. forces

By Frank Bruni

The New York Times

ANKARA: With war in Iraq perhaps hours away, government officials here expressed confidence on Tuesday that Turkey would give the United States potentially crucial military help, and American officials worked to ease profound tensions between the Turkish government and Iraqi Kurds.

Turkish government officials indicated that a new vote in Parliament on a resolution to provide military support could come on Wednesday or Thursday. They also predicted that the vote would succeed.

"If our government presents such a motion, it would easily pass," said Salih Kapusuz, a member of Parliament and a senior official with the Justice and Development Party, which currently governs Turkey.

But these officials could not, by early Tuesday, specify what the contents of the resolution might be.

Some political leaders and analysts

said that it might be limited to permitting American warplanes to use Turkish airspace and that it might not allow the United States to move ground troops through southeastern Turkey.

At the very least, officials said, the resolution would allow Turkish troops to move into northern Iraq if necessary. The United States has asked that Turkey not send troops, fearing that it could lead to fighting between Turkish forces and Kurds in northern Iraq.

That concern was one reason that the American special envoy to the Iraqi opposition, Zalmay Khalilzad, met for several hours here on Tuesday with Turkish government officials and Iraqi Kurdish leaders.

After those talks, Khalilzad told reporters that the Iraqi Kurdish leaders had agreed to put "whatever forces they have under the command and control of the coalition commanders."

He also said that the United States, "in order to guard against possible disorder," would assume responsibility for any flow of people into the oil-rich

northern Iraqi cities of Mosul and Kirkuk, which exist within a zone that the United States does not want Kurdish or Turkish forces to enter.

Neither Turks nor Iraqi Kurds trust the other to obey that wish, and political analysts said that no last-minute meeting in Ankara was likely to eradicate those concerns.

The Turkish government also worries about the rise, after a war in Iraq, of an autonomous Kurdish state. That development, they say, could revive separatist demands from Kurds in southeastern Turkey, and Turkish officials have not been entirely convinced by American officials and Iraqi Kurds that such a state would not emerge.

The Turkish government has reserved the right to send troops into the region if its national security is at stake. Iraqi Kurds have said they may fire on Turkish troops that go into northern Iraq.

American officials have warned both sides away from conflict, and did so anew on Tuesday.

Turkey and Iraq ■ By Gareth Evans and Joost Hiltermann

The Kurds: a catastrophe waiting to happen

BRUSSELS

Of all the eruptions that a U.S.-led war on Iraq may unleash, none is more urgent to address than that between Iraqi Kurds and their Turkish neighbor. Turkey stands poised to enter Iraq with military might to prevent the Kurds from making any move toward statehood, with control of the city of Kirkuk and its oil-rich environs seen as the key. The Kurds, in turn, have threatened to transform their native land into a graveyard for Turkish soldiers. Whether the United States will be able to keep them apart is an open question.

For both sides the stakes are enormous. Turkey fears that the emergence of a sovereign Kurdish entity across the border may inflame its own Kurds, a

sizable minority that has long sought greater recognition of its national identity.

Turkey has brought its own troops into a state of preparedness, both to keep Iraqi refugees out and pre-empt a Kurdish dash for Kirkuk. It already has several thousand troops stationed at a small airfield in northern Iraq — over the Kurds' vociferous protests — and tens of thousands more are set to pour into the area.

To the Kurds, the road to independence — or at least a much enhanced degree of autonomy in a post-Saddam Iraq — runs through Kirkuk.

Their sense of entitlement is immensely strong and needs to be better understood in the West. Denied statehood after the dismemberment of the Ottoman Empire and spread among a number of

March 19, 2003

The New York Times

countries, the Kurds became an instrument in the hands of more powerful players, led along a trail of broken promises and agreements with many attempts to assert their nationhood brutally suppressed.

Iraq's 1988 Anfal counter-insurgency campaign, in which an estimated 100,000 Kurdish men, women and children were systematically murdered by the Iraqi regime, is barely known to anyone but regional experts.

Nearly another 7 000 died in Saddam's much better known chemical strike on Halabja in March 1988, but the historical record has been contested by revisionists, despite the evidence, and the extent of the suffering not fully acknowledged.

The international community's inability to comprehend the transformative significance of Anfal and Halabja to the Kurds is roughly equivalent to failing to grasp how the events of Sept. 11 affected the American psyche.

It is out of such deep emotions and national traumas that identities are forged or reinforced and, sometimes, nations are born. If in the chaos of war the Kurds make a sprint for Kirkuk, it will be less out of an opportunistic calculation of probable gain than out of a profound urge for national survival.

Between Turkey and the Iraqi Kurds stands the United States. The Bush administration has publicly expressed its commitment to the territorial integrity of Iraq, making it abundantly clear that independence for the Kurds is not for the United States an acceptable outcome.

But having now brought on the war, Washington must address two big challenges: to prevent a potentially catastrophic confrontation between Kurds and Turks while the war goes on, and to help put together a post-war structure for the Iraqi state that, while preserving its territorial integrity, really does address the legitimate aspirations of the Kurdish people.

To meet these challenges, three things must happen, all made extremely urgent by the imminence — as we write this — of not only war in Iraq but votes in the Turkish Parliament authorising the deployment both of US troops into Turkey and more Turkish troops into Iraq.

First, it is imperative that U.S. forces get to Kirkuk fast — before the Turks and before Kurdish forces.

Second, the United States must make abundantly clear to Turkey that it has to show restraint, avoiding any unilateral military moves in northern Iraq.

Third, Washington must simultaneously make clear to the Kurds that they should take no action that risks provoking Turkey: that they must refrain from unilateral military steps and consent to a temporary international presence in Kirkuk.

In exchange, America needs to give an explicit, public guarantee to the Kurds that it will protect them from attack (from either Turkey or a post-Saddam regime in Baghdad) and support their fair expectation of greater freedom to govern themselves during negotiations over the future of Iraq, including — crucially — an active Kurdish role in the central government.

The Kurdish parties have much deep suspicion to overcome, born of their historical dealings with the United States and the wider international community. If they are ever to live in peace and security and in full enjoyment of their human rights, they must agree to work with both for a better post-war Iraq.

But Iraqi Kurds can reasonably ask to be given some clearer and firmer grounds for confidence about the outcome than have so far emerged from Washington.

Gareth Evans is president and Joost Hiltermann is Middle East project director of the International Crisis Group. ICG's new report on Iraq's Kurds is available on its website, www.crisisweb.org.

DU CÔTÉ DE LA PRESSE ARABE

« Al-Hayat » : « Demandons à Saddam de se démettre »

PUBLIÉ mardi 18 mars par le quotidien saoudien *Al-Hayat*, c'est un éditorial qui détonne dans le flot de commentaires de la presse arabe, qui dénoncent la guerre annoncée en Irak et les intentions des Etats-Unis. Son auteur, Bishara Nassar Charbel, pointe la part de responsabilité de Saddam Hussein et des pays arabes.

« Quel que soit l'angle selon lequel on l'envisage et la place qu'on lui accorde dans le cadre des conflits d'intérêts et des plans stratégiques, on ne peut qu'admettre, par souci de la vérité — sauf à verser dans les réactions épidermiques — qu'elle est à l'origine l'histoire d'un homme qui a conduit son pays d'un suicide à l'autre », écrit l'éditorialiste. « Depuis l'ascension de Saddam au sein du parti Baas et jusqu'à son accession à la présidence, la biographie de cet homme n'est que violence meurtrière. (...) Il a conduit l'Irak à deux guerres extérieures et n'a pas admis sa défaite. Il a liquidé ses opposants intérieurs sans ciller. Lorsque les Kurdes se sont soulevés il a fait usage d'armes chimiques. Quant aux sanctions internationales, il s'en est accommodé et a fini par accepter l'entrée des inspecteurs jusque dans sa chambre à coucher... Tout lui paraît possible, pour peu qu'on ne touche pas à son siège.

En compagnie de cet homme, le monde est aux portes d'une guerre que le sommet des Açores a préparée en

lançant une série de mises en garde qui ne s'adosent à aucune justification morale et politique (...). Le ton du président américain (...) traduit l'arrogance du nouvel empire, sa foi en la vanité de la diplomatie après la fin de la guerre froide, son indifférence vis-à-vis d'une opinion publique exprimée par des millions d'être humains descendus dans la rue, notamment en Occident », écrit encore M. Charbel.

Tout ceci est vrai, mais nous autres Arabes (...) ferions mieux de nous poser deux questions simples, plutôt que de déverser notre colère : est-il permis que l'Irak, les Arabes et le monde paient le prix de l'acharnement de Saddam à rester au pouvoir ? Et au nom de quelle morale un gouvernant peut-il justifier une telle attitude, lorsque la technologie de la seule puissance se prépare à écraser Bagdad et non à mourir à ses portes comme l' imagine ce dirigeant paranoïaque ?

(...) Il est stupide de réduire la guerre à la seule ambition de l'Amérique de régner, d'humilier les Arabes et d'occuper les régions pétrolières (...). Pour sauver ce qui reste, même à l'ombre des canons et du feu de la guerre, il n'y a qu'une seule voie : elle consiste à demander unanimement à Saddam et à sa cour de se démettre. Ses menaces ne traduisent aucun héroïsme (...)

Mouna Naïm

Bagdad vit dans l'attente des premières offensives américaines

L'ultimatum de George Bush expire dans la nuit de mercredi à jeudi. Le Conseil de sécurité devait se réunir une dernière fois avant le déclenchement de la guerre. Les Etats-Unis, qui se prévalent du soutien de 45 pays, sont vivement critiqués dans le monde

► **Irak.** L'Irak attend le déclenchement de la guerre. L'ultimatum de George Bush, enjoignant à Saddam Hussein et à ses fils de quitter le pays, expire jeudi à 4 h 15, heure de Bagdad (2 h 15 à Paris). L'armée américaine pourrait aussitôt lancer les premières opérations. Mardi, le président irakien est apparu en uniforme militaire pour promettre « la victoire ». Ce sera « l'ultime bataille d'agression de l'Amérique contre les Arabes et contre le monde », a-t-il dit, en traitant George Bush d'« idiot », d'« individu inapte » et de « despote ». Au Koweït, les troupes américaines ont reçu leur ordre de marche sur Bagdad.

► **Etats-Unis.** Washington s'engage dans cette guerre sans avoir réuni la « large coalition » dont George Bush faisait état le 17 mars. Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a indiqué que trente pays en étaient membres et que quinze autres la soutenaient. L'échec diplomatique enregistré aux Nations unies – dont Washington attribue la responsabilité à Paris – met en difficulté M. Powell.

► **ONU.** Une dernière réunion du Conseil de sécurité avant la guerre se tient mercredi 19 mars. Les ministres des affaires étrangères français, allemand et russe devaient y participer. De premières discussions officieuses sur

l'après-Saddam Hussein et le rôle de l'ONU devraient être engagées. La Russie a prévenu que cette guerre sans l'aval de l'ONU serait « lourde de graves conséquences négatives ». Jacques Chirac a affirmé qu'il n'y avait « pas de justification à une décision unilatérale de recours à la guerre ». Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a estimé que « l'importance de la menace qui émane du dictateur irakien »

ne justifiait pas une guerre et « la mort de milliers d'innocents ».

► **Droit international.** Plusieurs pays, dont la France et la Russie, estiment que, sans mandat explicite de l'ONU, une guerre contre l'Irak serait illégale. La Commission internationale des juristes, organisme rattaché à l'ONU, estime de même en parlant de « guerre d'agression ». En Grande-Bretagne et en Espagne, ce débat fait rage. Les Etats-Unis estiment pour leur part que la résolution 1441 de novembre 2002 et les résolutions antérieures des Nations unies constituent une base légale suffisante pour déclencher une intervention militaire.

► **Grande-Bretagne.** Tony Blair a obtenu, mardi soir, le feu vert du Parlement britannique pour entrer en guerre. Le premier ministre a surmonté plus facilement que prévu l'opposition de nombreux parle-

mentaires travaillistes. Près de 140 d'entre eux ont pourtant voté pour un amendement hostile à la guerre. M. Blair a rejeté la responsabilité de la crise diplomatique sur la France.

► **Europe.** A la veille du sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement, jeudi à Bruxelles,

l'Union européenne apparaît plus divisée que jamais. Le président en exercice de l'Union, le Grec Costas Simitis, estime que la « guerre en Irak crée une crise internationale majeure ». Le débat prévu avec Valéry Giscard d'Estaing sur les institutions de l'Europe a été annulé, celui sur la politique étrangère commune est en panne. Le sommet devrait se limiter à l'examen de quelques dossiers techniques. L'Eu-

rope réagit également en ordre dispersé aux demandes de soutien militaire de Washington. Outre la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, le Danemark et les ex-pays de l'Est mettront des moyens à la disposition de Washington. La Turquie refuse toujours le déploiement de 62 000 soldats sur son territoire mais devrait autoriser le survol des avions américains.

► **Kurdistan.** Dans le nord de l'Irak, les Kurdes redoutent des attaques à l'arme chimique par l'armée irakienne. Le Pentagone met également en avant cette menace.

► **France.** A contre-courant de l'opinion, quelques intellectuels, comme André Glucksmann, Pascal Bruckner ou Romain Goupil, soutiennent en France une guerre visant à renverser Saddam Hussein.

L'image des Etats-Unis se dégrade en Europe

Une étude du Pew Research Center de Washington, publiée mardi 18 mars, montre que l'opposition à la politique américaine en Irak a fortement dégradé l'image des Etats-Unis en Europe au cours des six derniers mois. En France, seulement 31 % des personnes interrogées ont une opinion positive des Etats-Unis, contre 63 % en 2002. Les jugements favorables chutent encore plus nettement en Allemagne, à 25 % contre 61 % il y a six mois.

Seulement 14 % des Espagnols, dont le gouvernement soutient Washington, ont une opinion positive. En Grande-Bretagne, les opinions favorables tombent de 75 % à 48 %. C'est en Pologne que les jugements positifs demeurent les plus forts, à 50 % contre 79 %. En Turquie, 12 % ont encore une opinion favorable aux Etats-Unis (moins 18 %). En Russie, le soutien retombe de 61 % à 28 %. L'enquête a été réalisée entre les 10 et 13 mars auprès d'échantillons de 485 à 962 personnes selon les pays. – (Reuters.)

THE NORTHERN FRONT

In Iraq's Kurdish Zone, Anti-Hussein Forces Wait for U.S.

By C. J. CHIVERS
with DAVID ROHDE

CHAMCHAMAL, Iraq, March 20 — As war to oust Saddam Hussein from power began, the military power aligned against him in northern Iraq was almost nonexistent today, a tiny showing of poorly equipped indigenous gunmen sitting opposite a large Iraqi force.

Kurds were still waiting to see if the United States would open a conventional northern front, which remained a possibility today after the Turkish Parliament voted to allow American planes to fly through Turkish airspace into Iraq. The vote

would allow the Pentagon to airlift troops into Kurdish territory, should it choose to do so.

In the interim, Kurdish fighters were a portrait of both confusion and restraint.

The shooting today was light and sporadic, and in places there was no firing at all. But some Kurds worried that their side of the lines, almost empty, left them vulnerable to Iraqi action and unprepared to check the potential for opportunism, looting and vengeance killings by civilians as the war goes forward.

"The problem is that nobody knows what is going on," said one senior Kurdish official and guerrilla

veteran, who spoke on the condition that he not be identified. "To fight you need a plan. Right now no one knows the plan." The contrast with the southern front in Kuwait, where the United States and Britain have assembled powerful columns of armor, infantry and artillery, could not have been stronger.

The two principal Kurdish political parties, which have administered a region that broke away from the Baghdad government in 1991, have long claimed as many as 50,000 regular fighters between them, and almost as many in reservist militias. The fighters are called pesh merga, meaning "those who face death."

But for all of the pesh merga's considerable reputation as guerrillas, they hardly showed up for the first day of the war, a turnout suggesting that the Kurds have exaggerated their strength.

Those who appeared were operating with no apparent supervision and little ammunition. They mostly milled about.

In this front-line city, for instance, only three fighters could be found at a hilltop fortress that faced the forward elements of an Iraqi corps.

The defense of the city was otherwise left to 250 police officers and customs agents, who were armed with nothing more than rifles and a few light machine guns. They sat in clusters talking, wondering what to do and assuming that American pressure would make the Iraqi government fall.

One senior Kurdish military official said he had not given his fighters instructions except to stay in garrisons, typically miles from the front.

"We didn't move them forward because we don't know yet what is going to happen," said Gen. Mustafa Said Qadir, the military commander for the Patriotic Union of Kurdistan, which controls the eastern half of the Kurdish zone.

Massoud Barzani, president of the Kurdistan Democratic Party, which controls the western zone, described similar instructions earlier this week. "Their movement will depend on the developments that take place," he said. "Right now their orders are to stay in place."

Mr. Barzani left open the possibility that his forces might play a larger role. "Where there is a vacuum, whether political or not, our forces will act," he said. "Our forces are not only confined to the Kurdish areas."

Kurdish officials said the reasons for the pesh merga's absence from battle today were political and practical.

Kurds are wary of disobeying the United States, which has asked them not to go on the offensive and risk provoking Turkey. The Turkish government worries that Kurdish successes in Iraq could fuel nationalist Kurdish feelings among the Turks'

own large Kurdish minority.

Of particular concern is the city of Kirkuk, just a 20-minute drive from here, on the Iraqi side of the front.

Turkey has warned the Kurds to stay clear of the city and its vast oil fields. "We know it is a very sensitive issue," said Simko Diyazee, chief of the Patriotic Union's general staff.

The absence of Kurdish fighters also left a potential vacuum, one that filled some Kurds with worry.

Up and down a 35-mile stretch of the front line outside the Iraqi-controlled city of Mosul, Kurdish men asked where American forces were today. They said they were vulnerable to Iraqi attack and thought American troops, should they be deployed here, would prevent the situation from descending into chaos.

"If there were American soldiers here, people will feel peace and feel secure," said Mazin Hamad, mayor of the village of Bardarash. "We

have a very, very small number of pesh merga."

The vacuum presented opportunities to exploit. Back near the Kirkuk line, Muhammad Haji Mahmud, general secretary of the Kurdistan Social Democrat Party, said he planned to send 1,000 fighters to the front, and perhaps into Kirkuk later.

He also said he had already negotiated the surrender of some Iraqi units, who would defect in the coming days. His statements underscored the tenuous hold on control and unity here, in a land with several armed factions and a range of ambitions.

Senior Kurdish officials also said they were not able to focus entirely on the war against Iraq, because they faced other military worries.

The Kurdistan Democratic Party has deployed some fighters to monitor an expected Turkish incursion into northern Iraq. And General Qadir of the Patriotic Union said he had sent a large portion of his forces near the village of Halabja to the front with Ansar al-Islam, a militant Islamic group that the United States contends is an affiliate of Al Qaeda.

Seven thousand pesh merga were gathered at that front today, he said, preparing for a battle that he expected would include American airstrikes and American ground forces fighting beside Kurds.

Only a small contingent of Special Forces soldiers are working with the pesh merga there now. The general said he expected that battle to begin within a week, after more American troops arrive.

By dusk, along a wide stretch of the front line, men had gathered in the light rain around burning tires to celebrate the eve of Nowruz, the new year holiday observed by Kurds, Iranians and many Afghans. They joked and smiled. Aras Khdir, 19, one of three Kurdish fighters on duty in a small hilltop fort, was grinning beside a richly smoking fire. His hair and face were wet.

"We are enjoying everything," he said, "because it is Nowruz and the end of Saddam Hussein."



Chang W. Lee/The New York Times

Patriotic Union of Kurdistan fighters, waiting in Chamchamal.

Turkish military calls for new emergency rule

By Leyla Boulton in Ankara

Turkey's powerful armed forces have urged the government to reimpose emergency rule in the south-east of the country in the event of a US-led war against neighbouring Iraq.

Although the proposal has

been rejected by the reformist government, it demonstrates the domestic headaches Turkey could face in a war to topple Saddam Hussein, Iraqi leader.

The suggestion came as Ankara appeared to soften its stance in negotiations with Washington over finan-

cial rewards for allowing the US to deploy troops in Turkey for the opening of a second front against Baghdad. Colin Powell, US secretary of state, said the level of compensation on offer to Turkey was final but some "creativity" was possible. Ali Babacan, economy minister, said

Turkey wanted written guarantees of the \$24bn package.

In spite of an end-of-week US deadline for Turkey's answer, parliament yesterday went into recess without voting on the US troop deployment.

General Yasar Buyukyanyit, a military leader, proposed reintroducing emergency rule - with restricted individual rights and increased powers for the security forces - in six Kurdish-dominated provinces near the border with Iraq.

The request stems from

the military's fear that Kurdish separatists, whose 16-year uprising in the south-east was all but crushed by the imprisonment of their leader, Abdullah Ocalan, would seek to take advantage of a war next door.

But reimposing emergency rule just months after it was lifted would cause an outcry in reformist circles at home and within the European Union, which has applauded sweeping human rights reforms adopted by the recently elected Justice and Development party.

Abdullah Gul, prime minister, has vowed that regardless of any war, the new government will not be deflected from moves to align Turkey with the EU's criteria for starting membership talks.

But the military are still sufficiently influential - and public opinion is so bitter about Kurdish "terrorists" - that any provocation could be seized on to put pressure on the government to back-track.

Osman Ozcelik, a member of the pro-Kurdish Hadeep party, which dominates local government in the south-east, said the reimposition of emergency rule would undo the one tangible sign of liberalisation in the south-east and "reinforce people's lack of trust in the state".

The government is now preparing a new package of reforms to meet EU human rights criteria, including measures to facilitate the implementation of changes: allowing Kurdish-language education and broadcasting.

Iraqi opposition meeting delayed

A delay in convening an Iraqi opposition conference in Kurdish-held Iraq is due in part to the non-arrival of President George W Bush's special envoy, a conference organiser said last night, writes Gareth Smyth in Arbil, northern Iraq.

The meeting, which brings together a committee elected at a US-sponsored conference in London in December, was due to begin on February 18. "We do not know if [Zilmay] Khalizad [President Bush's envoy to

Free Iraq] is coming yet, although we've been assured of high-level US participation," said a senior Kurdish official. "The problem is that Turkey is obstructing American access as part of its bargaining position with the US over access for US troops."

Tension between Turkey and the Iraqi opposition is increasing over a Turkish proposal to send troops into northern Iraq. The Kurds and the wider Iraqi opposition oppose Turkish intervention.

US rule in post-Saddam Iraq 'would bring terrorist attacks'

By Tony Walker in Tehran

Ayatollah Mohammed Baqir al-Hakim, one of Iraq's exiled leaders, has warned of terrorist attacks against US "infidels" if the Americans establish a military protectorate in Iraq.

In a pointed warning to the US, Ayatollah Hakim, leader of the exiled Shia community, said any attempt to impose US rule on Iraq in the post-Saddam period would be "very dangerous".

"This will create a kind of popular sensitivity among the Iraqi people, who will

refuse foreign domination," Ayatollah Hakim said in an interview at his heavily barricaded headquarters in central Tehran.

"Iraqi Muslims will con-

sider an occupying force as infidels on Arab territory. This will result in violence and resistance."

But as war comes nearer, he appeared to soften earlier warnings against military action, saying President Saddam Hussein caused the "real problems for the Iraqi people", and this needed to be "solved".

Ayatollah Hakim's remarks coincide with preparations for a meeting of opposition groups in Kurdish-controlled northern Iraq. His warning reflects growing anxiety among these factions over US plans for a post-Saddam era.

Ahmad Chalabi, head of the Iraqi National Congress (INC), a largely secular body of Iraqi exiles, this week described any proposed US military administration as "unworkable and unwise" because it was "predicated on keeping Saddam's existing structures of government, administration and security in place".

A conference in London

last December established a 75-member "co-ordinating committee" to work on a power-sharing strategy, but the Iraqi opposition is riven with differences.

Ayatollah Hakim repeated the standard refrain that a post-Saddam administration must be representative of "Iraqi sects and groups", but he made it clear that he expected Islamic law to be "the main source of legislation in Iraq". He did not exclude the possibility of running for elected office as leader.

Ayatollah Hakim's Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (Sciri) is the most visible of the Shia resistance groups, but it does not go unchallenged. Shias comprise 60 per cent of Iraq's 23m people and their representatives will expect a decisive say.

The other main opposition groups include - apart from Sciri and the INC - the Iraqi National Accord, another Shia group, and the two Kurdish factions: the Kurdistan Democratic party and the Patriotic Union of Kurds. Kurds account for about 20 per cent of Iraq's population.

Speaking Arabic, Ayatollah Hakim, who has been in

exile since 1980, said that Sciri had traditionally opposed war against Iraq but if there was no other way, force would have to be used provided it was sanctioned by the United Nations.

He likened moves to rid Iraq of Mr Hussein to a "police exercise" and said that the Iraqi leader should be tried by the War Crimes Tribunal at The Hague like Slobodan Milosevic, the former Yugoslav dictator. He described Mr Hussein as "worse than Milosevic".

Ayatollah Hakim, who says he lost up to 50 family members at the hands of Mr Hussein's security apparatus, called for implementation of resolution 688, passed after the 1991 Gulf war. It provides for sanctions against Iraq in the event that violence is used against civilians.



Ayatollah al-Hakim: Imposing US rule would be 'dangerous'

Saddam Hussein apparaît à la télévision :

« Le grand jour a commencé »

Quelques heures après les premières attaques américaines, le président irakien a fait une déclaration télévisée promettant la « résistance aux envahisseurs » et la « victoire ». La veille, les instances de l'Etat avaient décrété la mobilisation générale

BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'ultimatum lancé par le président américain George W. Bush à Saddam Hussein, lui intimant de quitter l'Irak, a expiré depuis une heure et demie. Les premières bombes tombent à la périphérie de la ville. Peu avant 8 heures, les sirènes marquent la fin de cette première alerte. Ce n'était pas l'attaque aérienne d'envergure à laquelle la ville s'était attendue toute la nuit, mais un coup de semonce. La radio nationale a diffusé des chants patriotiques. La radio du fils de Saddam Hussein, Oudaï, a appelé la population à entrer en résistance.

« Le jour de l'Irak est arrivé. Commençons le combat. Nous serons victorieux. Nous mourrons en martyrs. »

Aucun commentaire officiel n'était disponible jeudi matin sur les cibles visées, ni sur les dégâts éventuels. La seule certitude est que le bombardement n'a pris pour cible aucun objectif dans le centre de la capitale, les explosions entendues étant éloignées d'au moins 10 kilomètres.

« Le grand jour a commencé », a annoncé Saddam Hussein, peu après la fin de l'alerte, lors d'une intervention télévisée au cours de laquelle il a appelé le peuple irakien à la résistance. Evoquant « la lâche agression » aérienne américaine, qui a eu lieu « à l'heure de la prière », le président, vêtu d'un uniforme militaire, a promis de « résister

aux envahisseurs » et de « remporter la victoire ». Durant dix minutes, lisant un discours rédigé à l'avance, Saddam Hussein a exhorté la population à soutenir son effort de guerre.

Le commentateur de la radio nationale, de son côté, a promis, dès la fin de l'alerte, « l'échec » de l'opération américano-britannique. « L'Irak sera le cimetière des envahisseurs ! Inch' Allah, les mercenaires ne passeront pas. Ils ne connaîtront que l'échec. La terre d'Irak restera pure. Longue vie à l'Irak et longue vie au président Saddam Hussein ! »

« UN PHARAON DE NOTRE TEMPS »

Saddam Hussein avait achevé mercredi de faire entériner sa décision de refuser l'ultimatum de George W. Bush par les instances de l'Etat. Après le Conseil de commandement de la révolution et la direction du parti Baas, c'est le Parlement, réuni en session extraordinaire, qui a voté à l'unanimité son soutien au président, déclaré que « l'histoire retiendra comment le peuple d'Irak, sous la direction du bâtisseur de sa gloire, Saddam Hussein, va infliger une leçon aux vilains », et promis « la défaite des agresseurs maléfiques ».

Le président du Parlement, Saadoun Hammadi, a déclaré que Saddam Hussein ne partira « jamais » d'Irak. « Il combattra et conduira notre pays à la victoire, a-t-il dit. Et

le peuple d'Irak n'est plus aujourd'hui qu'un seul rang, une seule voix, un seul fusil, dressé contre l'agression criminelle des Etats-Unis et de leurs alliés. » Quant aux députés, ils ont récité des poèmes à la gloire du président, sur le thème de « l'Irak est Saddam et Saddam est l'Irak », un parlementaire comparant aussi le chef de l'Etat à « un pharaon de notre temps ».

Interrogé sur le moral de Saddam Hussein, le ministre des affaires étrangères, Najî Sabri, a indiqué que le président est « calme et sûr de vaincre cette agression ». Le ministre de l'information, Mohammad Saïd Al-Sahhaf, a pour sa part estimé que Washington envoie ses soldats à « une mort certaine ». « Ils mentent en disant à leurs officiers et à leurs soldats qu'une agression contre l'Irak sera un piquenique. »

Et l'affaire la plus sensible de la journée de mercredi, dans l'attente d'une guerre annoncée, fut la rumeur de défection du vice-premier ministre Tarek Aziz, dont certaines sources hors d'Irak estimaient qu'il aurait pu partir au Kurdistan.

M. Aziz est venu lui-même devant la presse internationale apporter sa version de l'histoire. « Ces rumeurs s'inscrivent dans le cadre de la guerre psychologique menée par les Etats-Unis afin de

saper le moral du peuple irakien, a-t-il déclaré. Comme vous le voyez maintenant, je suis ici, dans la grande ville de Bagdad. »

Tarek Aziz a saisi l'occasion pour estimer à son tour qu'il était strictement « impossible » que Saddam Hussein accepte l'ultimatum américain, et pour affirmer que l'Irak était « assuré de la victoire, premièrement parce que nous croyons en la volonté de Dieu, et deuxièmement parce que nous défendons notre droit, notre pays et notre peuple ». « Quand le président des Etats-Unis nous prie de lui permettre d'envahir notre pays sans combattre, nous disons "non !". Nous allons combattre, et nous allons triompher ! La guerre sera sanglante, durera longtemps et ne sera pas une promenade, a conclu Tarek Aziz, à moins que M. Bush ne décide de mettre un terme à l'agression. »

Rémy Ourdan

VERBATIM

« Ils subiront une défaite amère si Dieu le veut »

« Nous allons résister aux envahisseurs », s'est juré le président irakien, Saddam Hussein, dans un discours de moins de dix minutes, jeudi 20 janvier, peu après les premiers raids aériens américains sur son pays. Portant des lunettes de vue, Saddam Hussein paraissait serein en lisant son discours. La télévision de la jeunesse, que dirige Oudaï, le fils aîné du président irakien, et qui a diffusé le discours, n'a pas précisé si celui-ci était prononcé en direct ou s'il avait été enregistré. En voici des extraits :

« Nous vous promettons que l'Irak, ses dirigeants et son peuple feront face à l'envahisseur diabolique. Nous les conduirons à de tel-

les extrémités qu'ils ne réussiront pas à exécuter leurs plans inspirés par les criminels sionistes. (...) Ils subiront une défaite amère, si Dieu le veut. (...) Vous serez en mesure d'atteindre la gloire, et vos ennemis infidèles méprisables seront défaits. (...) Cela s'ajoute à la série de leurs crimes honteux contre l'Irak et contre l'humanité. (...) Vous allez remporter la victoire sur vos ennemis. »

Saddam Hussein a ensuite déclamé des vers d'un poème de la littérature classique arabe vantant le passé héroïque des Arabes, avant de finir son discours en proclamant que « l'Irak sortira victorieux ».

« Tirez vos épées et n'ayez pas peur. Allah akbar. Longue vie au djihad et à la Palestine. »

Le Monde

21 MARS 2003

Les Kurdes à quitte ou double

Douze ans d'autonomie ont permis aux Kurdes de bâtir une administration autonome en Irak. Mais, aujourd'hui, l'ombre de la Turquie et de l'Iran plane sur ce « laboratoire démocratique ».

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL OLIVIER WEBER

Ni paix ni guerre. Quand il regarde la ligne de front, derrière la colline verdoyante qui le protège, le paysan Ali Mohamed n'a pas son pareil pour décrire son passe-temps nocturne, la contrebande. En charwa, le pantalon bouffant traditionnel des Kurdes, le visage grave, le front haut, assis dans sa maison de pisé dont les abords essuient de temps à autre des tirs de lance-roquette, le trafiquant de 31 ans et sa fratrie attendent leur heure : la tombée du jour, entre chien et loup.

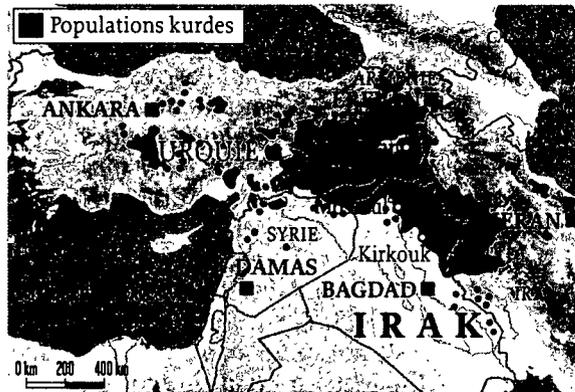
Là, pour la trêve des négociants clandestins, lui et les siens, frères, cousins, compagnons de trafic, se fauillent le long de la rivière Kashka, derrière les hauteurs arrondies et les taillis qui les protègent des regards ennemis. Mais ce jour-là, entouré de sa famille, Ali Mohamed peine à se lever, le bras bandé à la suite d'une rafale de fusil d'assaut tirée par un soldat irakien. Autour de lui, on hoche la tête. Des femmes en noir s'inquiètent de chacun de ses gestes comme pour guetter un ordre de repli. Ici, on est contrebandier de père en fils, d'engrais, de pétrole, de cigarettes.

La famille Mohamed est bercée depuis toujours par le murmure de la rivière et depuis douze ans par le son du canon. Le métier de contrebandier dans cette contrée n'est guère facile : les trafiquants vivent dans un no man's land d'où se sont retirés à la fois les soldats de Bagdad et les peshmergas kurdes – littéralement « ceux qui vont au-devant de la mort ». Juste à la limite sud du 36^e parallèle, en dehors de la zone d'exclusion aérienne d'hier, ce qui a permis à Bagdad d'envoyer de temps à autre des hélicoptères et de nettoyer à sa guise le secteur. Mais le chef de clan n'en a cure. Alors, la nuit, dans cet étrange corridor qui ne mène nulle part, les contrebandiers s'en donnent à cœur joie. Et pour un beau salaire de la peur, Ali Mohamed, doté de quatre kalachnikovs – à 200 dollars pièce –, de trois lance-roquettes RPG 7 – à

100 dollars –, convoie des barils de 200 litres de pétrole et des sacs de pesticides sur la rivière.

Avec son bras bandé, son œil de négociant filou et ses paroles de militant, Ali Mohamed oscille constamment entre le rôle du parfait contrebandier et celui du fidèle partisan. Les forces irakiennes, en face, tapies derrière les collines ? S'il s'écoutait, avec quelques escouades de congénères, il n'en ferait qu'une bouchée. Puis le contrebandier blessé se ravise. Le péril, désormais, ce sont les « tawari », les unités spéciales dépêchées par Bagdad pour endiguer les trafics. Et pourtant... A entendre le clan Mohamed, tous les soldats irakiens des premières lignes devraient passer avec armes et bagages du côté kurde. Les représailles éventuelles à l'arme chimique, que redoutent tant les opposants nordistes à Saddam ? « J'ai préparé deux barils d'essence et des pneus : le jour J, on y mettra le feu, il paraît que ça empêche les gaz de tomber. Puis on

cettes non négligeables des deux factions, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Une manne qui provenait de l'Onu et de son programme « Pétrole contre nourriture ». Les Kurdes percevaient ainsi 13 % des recettes pétrolières, mais avec une bonne partie bloquée dans les banques. Il y avait aussi les royalties prélevées sur le trafic de carburant entre l'Irak et la Turquie...



s'en ira quelques jours. Et on reviendra. Comme toujours.»

Ce que redoute le clan, ce n'est pas tant le baroud d'honneur de l'adversaire sur le front que les angoisses des autres clans. L'arrière tiendra ? Pas sûr, murmure-t-on dans l'antre de pisé. Pendant douze ans, les Kurdes d'Irak se sont accommodés d'un drôle de conflit, coincés dans leur réduit « libre », entre montagnes et ligne de front. Embryon d'Etat, institutions autonomes, de 150 000 à 200 000 fonctionnaires, re-



Depuis 1991 et la fin de la guerre du Golfe, le Kurdistan n'en finit pas de fêter son interminable printemps. Le nouveau conflit pourrait en sonner le glas, tant les nuages s'accablent dans les cieux de ce « Kurdistan libre » qui, pour ne pas irriter ses puissants voisins, Turquie et Iran, ne veut pas dire son nom.

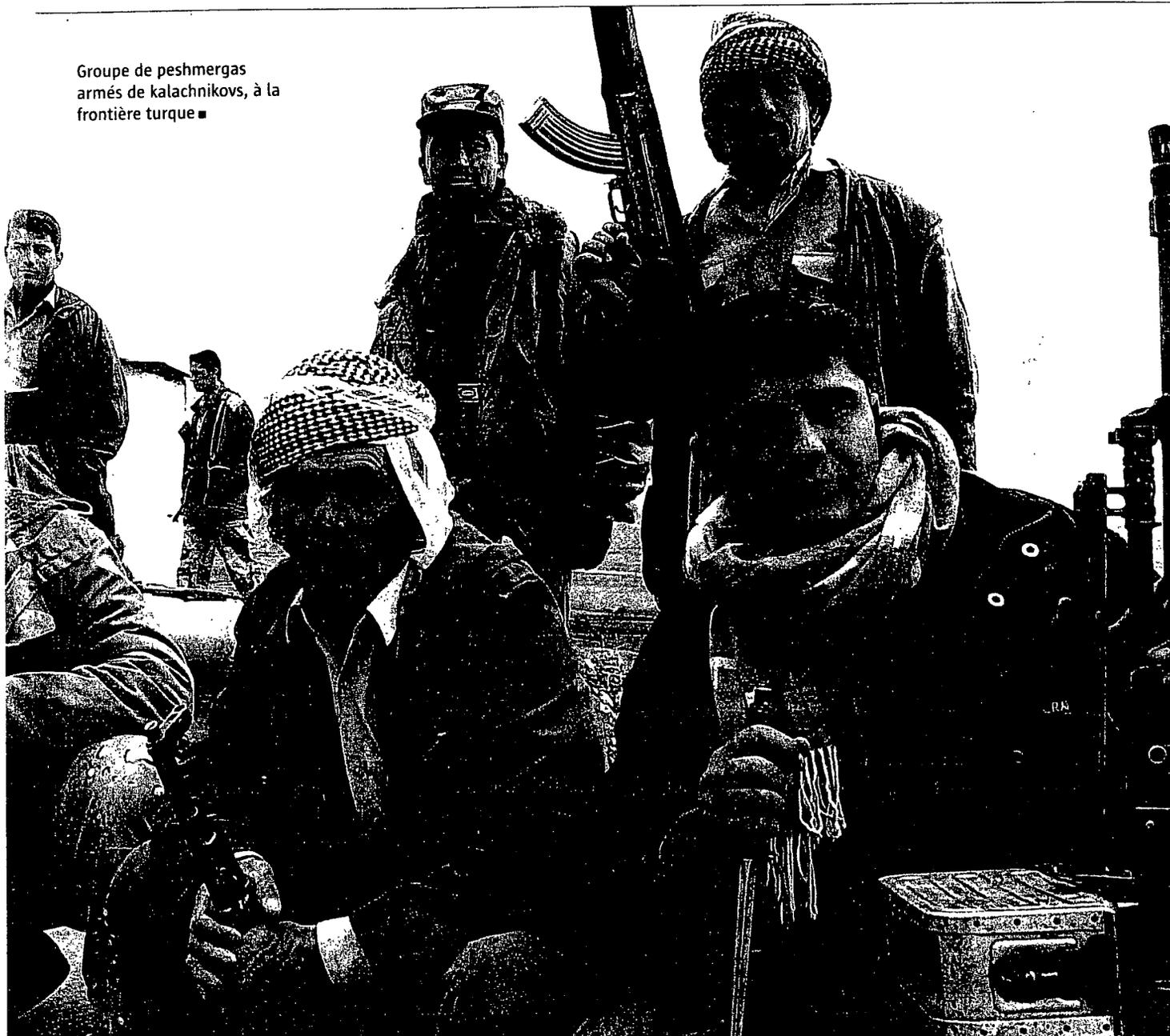
Dans son bureau d'Arbil, Saadi Pira fait les comptes. L'homme est disert, courtois, pressé de souligner les atours du Kurdistan autonome, peuplé de 4 millions d'âmes, soit 20 % de la population du pays. Ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement irakien et chef de file des députés de l'UPK au Parlement kurde, il s'est réfugié dans l'enclave pour soutenir la faction de Jalal Talabani, l'un des deux dirigeants kurdes avec Massoud Barzani. « Cela fait plus d'une décennie que nous régnons sur

50 000 kilomètres carrés, dit-il avec sa facon de ténor de l'assemblée. *Le Kurdistan, c'est cinq fois grand comme le Liban, et les gens sont heureux de vivre ici ! Ce que nous voulons, c'est un Irak fédéral, où toutes les ethnies et les religions auront leur place. Mais nous ne voulons pour rien au monde abandonner ce que nous avons bâti. Ce serait un gâchis incroyable. Pour nous et tous les Irakiens.* »

Abandonner ce qui est acquis... De la ligne de front dans la plaine ensoleillée aux froides montagnes qui servent de frontière et tiennent lieu d'ancestral refuge, les Kurdes se repassent en boucle le scénario cauchemar : la dissolution du Kurdistan dans un nouvel Irak plus présentable. Car les craintes s'accablent. Outre l'usage des gaz chimiques, on redoute l'arrivée des Turcs,

un bouleversement de la donne au Moyen-Orient, et la fin de l'espoir kurde, long comme le cri d'un peuple qui attend ses frontières depuis le traité de Sèvres signé en 1920. L'entrée en scène des soldats d'Ankara ? « Ce serait une déclaration de guerre », s'exclame un commandant peshmerga à une encablure des premières lignes irakiennes. « Si la Turquie intervient, l'Iran entrera ici à son tour, dit Abdulwahid Atrushi, responsable de l'organisation humanitaire Mission enfance, qui effectue un admirable travail de reconstruction – 30 villages, 55 écoles et un lycée franco-kurde, sous la houlette de deux humanitaires français, Domitille et Edouard Lagourgue. *Nous ne voulons plus être trahis par les Américains, comme en 1975 et en 1991. Cette fois-ci, nous nous battons, contre les Turcs s'il le*

Groupe de peshmergas armés de kalachnikovs, à la frontière turque ■



Halabja Le bastion des islamistes

Halabja s'en serait bien passé. Gazée par les sicaires de Saddam en 1988, au prix de 5 000 morts, voilà que la ville kurde se coltine un autre fardeau : voisiner avec le fief d'Ansar al-Islam, ce groupuscule islamiste qui abrite les cohortes perdues d'Al-Qaeda. Étalée sur un plateau au pied de cimes enneigées, la localité arbore très vite son pedigree de ville martyre : un cimetière collectif, surmonté d'une sculpture. La mémoire du drame de l'après-guerre Iran-Irak, lorsque Saddam voulut punir la rébellion de cette contrée. Mais les morts de Halabja ne sont jamais en paix : sur ces hauteurs déferle de temps à autre une pluie d'obus. Au sommet de la crête, emmitouflé dans sa parka, le commandant des peshmergas, les partisans kurdes, tempête contre la baronnie fortifiée des islamistes tapie au fond de la vallée : au total, 17 villages aux mains de 700 à 1 000 combattants, dans la mouvance d'Oussama ben Laden. Saisis par le froid et maculés de la boue des tranchées, les hommes du seigneur de la guerre ripostent, grenades à la ceinture, lance-roquette à l'épaule, pied à pied. Mais le

commandant lâche toute son amertume :

« Quand on tire 10 roquettes, eux en balancent 20 à 30... D'où viennent toutes ces munitions ? » D'un geste courroucé, il désigne la frontière avec l'Iran tout proche. En contrebas, des camionnettes et voitures sillonnent le bastion des islamistes, près du village de Sargat. « Ils ont reconstitué un petit pays taliban, dit le commandant, avec prières obligatoires et madrasa (écoles coraniques). » La musique ? Interdite. Les images ? Idem. Les tombeaux des soufis, considérés comme impies ? Détruits au lance-roquette ou à la masse. A entendre les villageois du coin, on se croirait plongé dans le Kaboul d'avant la chute des talibans... « Les gens d'Ansar al-Islam sont très riches, assure un villageois, et ils envoient des kamikazes car ils donnent de l'argent aux familles pauvres. » Dans leur fief encerclé, les desperados d'Al-Qaeda semblent livrer un baroud d'honneur. « Ils sont aidés par Bagdad, on a même retrouvé les traces d'un certain Abou Wahil, agent des moukhabarats (les services secrets irakiens), assure le chef militaire de la région orientale

du Kurdistan, cheikh Jaffar Barzinji, responsable de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et à la tête de 6 000 combattants. Mais les Américains nous ont promis qu'ils nettoieront très vite le secteur... » Alors les commandos islamistes - des Kurdes, des Palestiniens, des Jordaniens et des Egyptiens, selon cheikh Jaffar - s'infiltrèrent à travers la ligne floue de la plaine, là où des groupes religieux « neutres » ont semé des mines pour empêcher les Kurdes d'avancer. En juin, ils ont raté de peu le « Premier ministre » de l'UPK, Barham Saleh, tuant cinq de ses gardes du corps. Et en février, c'est le numéro trois de la même faction, Shaukat Hadji Mushir, qui est attiré dans un guet-apens. A la sortie de Halabja, une détonation résonne au loin. Dans la voiture de l'accompagnateur de l'UPK, le chanteur Diari passe en boucle. « Ici, il n'y plus d'amour, il n'y a que le bazar ou la guerre. » Le crooner kurde à la voix éraillée a raison. Tandis que les « combattants de la mort » ferrailent sur les crêtes, Halabja, ancienne ville-fantôme qui renaît, veut rendre la quiétude à ses grands cimetières ■ O. W.

faut ! » Comme si le péril n'était plus Saddam, mais les voisins...

Centre culturel Sharaf Khan Batlisy, du nom d'un écrivain kurde, à Arbil. Le soir, les étudiants se retrouvent entre ces murs bleus décorés de parpaings argentés et recouverts de photos sensuelles ou de posters signés Moretti, qui composent une belle galerie de la littérature française, de Proust à Sartre. C'est que le maître des lieux est un intellectuel fou des lettres françaises, ancien étudiant à la Sorbonne et professeur aux universités d'Arbil et de Souleimaniye. Autour du romancier Farhad Pirbal, 42 ans, assis près du bar, les étudiants resserrent les rangs avec des mines de conspirateur. Certains veulent manifester à la frontière turque, d'autres prendre les armes. L'étudiant Kaiwan, lui, a créé un « cercle de dialogue » pour rameuter ses compatriotes en dehors de toute appartenance de clan ou de faction. « Les Américains ne sont pas clairs, lance-t-il au milieu de la petite assemblée. Si les Turcs viennent ici, ce sera une guerre dans la guerre ! Et les Etats-Unis et l'Europe y perdraient tous. »

Un exemple de démocratie

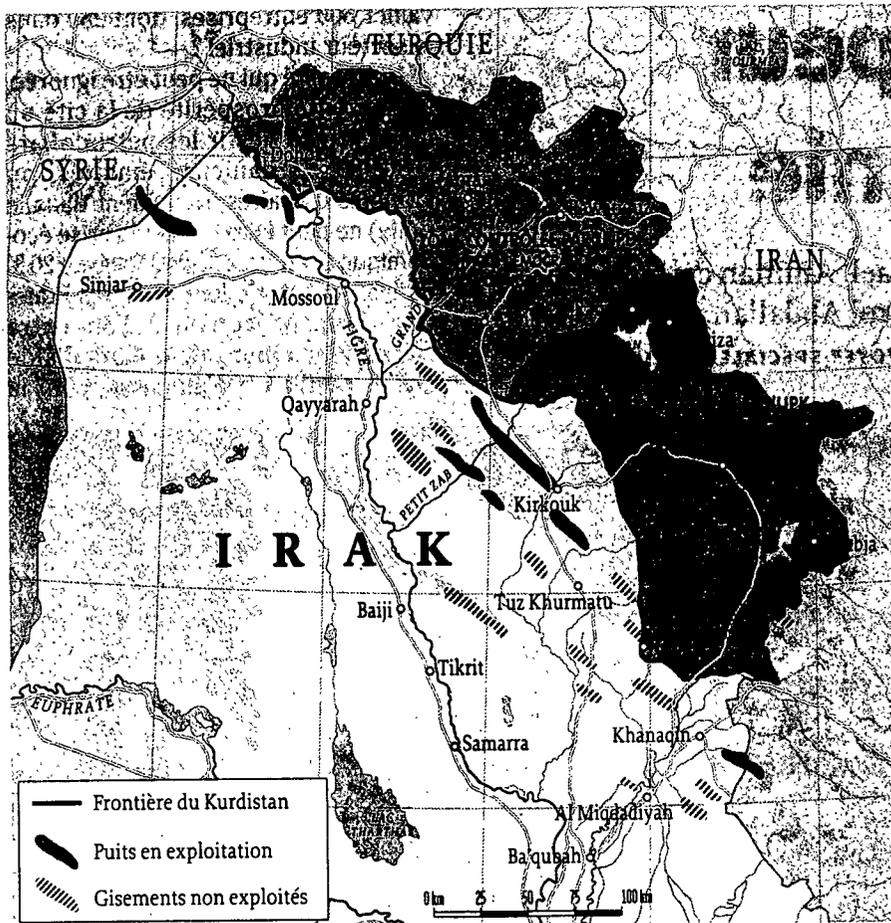
Ambiance de veille de guerre à Arbil. Et décor de paix dans les montagnes : sur la route défilent des crêtes de maisons neuves, 3 000 villages rebâties sur les 4 500 détruits lors des opérations « Anfall » déclenchées par Saddam Hussein en 1988, à la fin de la guerre Iran-Irak. Bagdad avait alors voulu arabiser de force le nord du Kurdistan. Lorsque l'on rejoint les montagnes frontalières, les craintes sont les mêmes, rehaussées de la peur d'un grand exode. A Komayni, l'évêque des Chaldéens du diocèse d'Amadiyah est une figure locale que les mollahs consultent régulièrement. Avec ses amitiés, ses aides à la population, ses envies de bâtisseur infatigable, Matrhan (son titre) Rabban, grand et mince, la démarche chaloupée, la parole chaleureuse, est respecté dans toute la contrée. Mais, cette fois-ci, sa mine est sombre, comme si son pays se retrouvait entre genèse et géhenne.

Assis près d'une baie vitrée qui ouvre sur la vallée enneigée, il montre les toits en terre et en tôle de son village, couverts de paraboles. « Ici, au Kurdistan d'Irak, chaque ethnies, chaque parti a sa chaîne de télévision. Trente au total ! Sans compter les associations de droits de l'homme, les revues, les journaux, bref, tout ce qui est institutions démocratiques. » Rendant visite à un hadji, un

Membres d'Ansar al-Islam, près du village de Sargat ■



SARBAKHIAN - AP-SIPA



Frères de foot

Le vendredi, le stade d'Arbil est noir de monde. On y vient en famille ou avec des amis pour applaudir les exploits de l'équipe locale en maillot jaune, sous la houlette de l'entraîneur Darawan Kader. A la mi-temps, on entend l'équipe adulée parler le kurde et aussi l'arabe. Sur les 22 joueurs et remplaçants, 12 ne sont pas kurdes et viennent de Bagdad... Guerre ou pas, les affaires du ballon rond continuent. Etrange championnat où les organisateurs kurdes, à grand renfort de billets, ont pu convaincre les clubs irakiens d'envoyer leurs équipes ici. « Les joueurs en Irak sont démoralisés, ils n'ont pas d'argent, confie un joueur vedette de Bagdad condamné à l'anonymat. Ici, je touche le double de ce que je ga-

gnais dans mon club, soit 120 dollars... » Star des écrans kurdes pour ses commentaires fougueux de matchs, le chanteur Jalal Parishan explique le succès du football kurde : l'envoi d'argent aux dirigeants de grands clubs, contactés par des annonces dans des journaux irakiens ou par téléphone satellite. Plusieurs membres du Haut-Comité des sports irakien sont ainsi rétribués 35 dollars par match – la moitié d'un salaire mensuel – pour envoyer leur équipe. Quand ils ont affronté l'équipe Naft de Bagdad, les joueurs ont serré la main de leurs partenaires de jeu. Ce jour-là, certains des adversaires, contraints de rentrer au bercail, auraient bien voulu accrocher leurs crampons au vestiaire d'Arbil ■ O. W.

pèlerin de retour de La Mecque, vieil ami à l'humour inlassable, il devise avec lui de la destinée de la société kurde, qui retournerait dans les limbes si le vent de la guerre américaine tournait mal.

Presse libre, multitude de partis politiques, minorités qui disposent de leurs médias comme les Turkmènes, les Chaldéens, les Assyriens, et d'autres encore... Assurément, le printemps kurde a profité à tous. Et représente un incroyable exemple de démocratie, fût-elle imparfaite, au Moyen-Orient. Une sorte de laboratoire démocratique pour l'Irak de l'après-Saddam. « Le facteur kurde est stabilisateur pour tout le pays ! » lance la ministre de la Reconstruction, Nasreen Mustafa Sideeq, ancienne étudiante à Harvard qui vante les atouts du Kurdistan bien que l'enclave soit restée soumise à un double embargo : celui de l'extérieur sur l'Irak et celui imposé par Bagdad sur le nord. Même l'envoyé de George W. Bush dans les montagnes kurdes, Zalmay Khalilzad, l'a reconnu : « L'argument selon lequel l'Irak ne peut devenir une démocratie est démenti par l'expérience en Irak du Nord, sous la direction des deux principaux partis kurdes », a-t-il lancé aux représentants de l'opposition irakienne, protégé par

une escouade de forces spéciales.

A Souleimaniye, c'est la femme de Jalal Talabani, Hero, qui inaugure une exposition sur le malheur des Kurdes. Dans l'ancien centre de torture Amna Suraka, le « bâtiment Amen rouge », nom que donnaient les gens de la rue au sinistre siège de l'Amen – les services

« Si les Turcs viennent ici, ce sera une guerre dans la guerre. »

secrets –, des photographies retracent la destinée des Kurdes sous Saddam Hussein. La gorge serrée, Hero Talabani commente : là, le bombardement en 1988 de Halabja, au gaz moutarde, 5 000 morts ; ici, dans une ancienne cellule aux murs toujours lugubres, le cliché d'un groupe de militants clandestins kurdes, tous morts. Infatigable passionaria de la cause kurde, Hero Talabani livre ses craintes : « J'ai bien peur que les Kurdes soient les grands oubliés

de ce conflit. On risque de perdre ce que l'on a construit. Et le successeur de Saddam pourrait bien lui ressembler. »

L'ancien centre de torture est devenu centre culturel. C'est l'un des survivants, Hassan Barzan, qui le dirige, un ex-peshmerga blessé dans les maquis cinq fois par les bombardements et deux fois par les gaz chimiques. Voûté, la voix fatiguée, à 39 ans, il en paraît quinze de plus. Arrêté dans une cache de la ville à l'âge de 26 ans, il ne peut plus désormais marcher longtemps, à cause des supplices infligés par les sbires de Saddam. Dans l'une des sordides cellules transformées en bureau, il se rappelle la marche dans les montagnes, la lutte contre Saddam et le parti Baas depuis son adolescence, les maquis improbables matraqués par la chasse de Bagdad. Il évoque la destinée d'un compagnon de route, torturé comme lui, devenu impuissant et qui n'ose le dire à son père, lequel souhaite le marier. « Nous, les Kurdes, dit le rescapé d'une voix douce, nous aimons être libres, c'est la seule chose qui nous importe, et les Turcs le sauront tôt ou tard. » Puis il se recueille, tête basse : pour lui, le chemin est encore long, et les souffrances des Kurdes sont sans fin ■

L'Europe a-t-elle abandonné les Kurdes ?

LE FIGARO SAMEDI 22 - DIMANCHE 23 MARS 2003

Le spectacle peu reluisant du déchirement des Européens face à la crise irakienne ne doit pas nous faire oublier que sur cette question devenue passionnelle l'Europe n'a pas été tou-

PAR
KENDAL NEZAN*

jours divisée et impuissante. Il lui est même arrivé de faire accepter à une administration américaine conservatrice et réticente des initiatives bousculant les convenances et la jurisprudence de l'ONU.

C'était au lendemain de la guerre du Golfe. Pour avoir participé à la coalition alliée, la France et la Grande-Bretagne estimaient, à juste titre, avoir leur mot à dire dans la gestion de l'après-guerre qui fut marqué par une crise humanitaire sans précédent. Au cours de la guerre, le président Bush avait appelé le peuple irakien à se soulever contre son tyran, qualifié de « nouvel Hitler ». Croyant que l'heure de la libération tant attendue avait enfin sonné et qu'ils allaient être soutenus par les Américains, les Irakiens se soulevèrent dans 15 des 18 provinces du pays et chassèrent en moins de deux semaines les représentants du régime honni. Il aurait suffi d'un simple soutien aérien pour qu'ils s'emparaient

aussi de Bagdad, peuplé d'une majorité de chiïtes et de Kurdes.

Malheureusement pour eux, Washington, semble-t-il à la demande pressante de l'Arabie saoudite qui craignait l'émergence d'un Irak démocratique dominé par sa majorité chiïte, et de la Turquie qui agitait le spectre d'un démantèlement pouvant déboucher sur la création d'un Kurdistan indépendant, décida de maintenir le dictateur irakien et de lui laisser les mains libres pour « la répression des troubles internes susceptibles de déstabiliser la région ».

Le royaume saoudien qui, avec le Koweït, avait été le principal bailleur de fonds de cette guerre et qui, pour sa tran-

quillité et celle des pétromonarchies du Golfe, préférait un Saddam Hussein affaibli et désarmé aux risques imprévisibles d'un changement à Bagdad, était à l'époque en mesure de peser sur les décisions de ses protecteurs américains. Au cours d'une rencontre à Genève avec Barzan al-Takriti, demi-frère et homme des missions secrètes de Saddam, les émissaires saoudiens convinrent des règles nouvelles du jeu régional et donnèrent des assurances que les alliés n'interviendraient pas dans les affaires intérieures de l'Irak.

La suite des événements est connue : la répression terrible de l'insurrection chiïte au cours de laquelle les pilonnages des villes à l'artillerie lourde, les mitraillages des hélicoptères de combat, des bombes au phos-

phore, firent plus de 150 000 morts. L'inaction des troupes alliées stationnées à quelques encablures du théâtre de ces massacres encouragea les unités d'élite des Gardes républicaines, miraculeusement préservées du déluge de feu de la guerre du Golfe, à lancer une contre-offensive dévastatrice contre le Kurdistan. La population kurde, massée dans quelques villes et des camps d'internement, à la suite de la destruction d'environ 90 % de ses villages lors des campagnes génocidaires des années 1987-1989, ne disposait évidemment d'aucune parade contre les hélicoptères, les chars et l'artillerie à longue portée de l'Irak. Constatant leur abandon par les alliés qui n'avaient cessé de les appeler à la révolte, ils furent massivement, toutes classes sociales et tous âges confondus, vers les frontières de l'Iran et de la Turquie. Cet exode, qualifié de « biblique » par le Pape, au lendemain d'une guerre menée au nom du droit, au vu et au su de forces alliées encore présentes dans la région, suscita une immense émotion dans l'opinion publique des pays occidentaux qui ne tarda pas à exprimer sa colère. Le président Mitterrand sut se faire le porte-parole de cette indignation universelle pour exiger une intervention urgente de l'ONU sous peine pour celle-ci d'être discréditée. Ce « baroud d'honneur », lancé le 2 avril 1991, rencontra au début

de « vives réserves » de la part des responsables onusiens et

une attitude négative de l'Administration Bush qui ne voulait pas « sacrifier de précieuses vies américaines » et tentait de désamorcer l'initiative française en l'imputant à des considérations de politique intérieure, dans une allusion transparente aux sympathies prokurdes de l'épouse du chef de l'État français.

Finalement, ce combat, considéré au départ comme perdu d'avance car bousculant les mauvaises habitudes de la guerre froide et de la realpolitik, fut rapidement couronné de succès. La défense de victimes attira à la France le soutien massif de l'opinion et des médias américains, qui firent plier le président Bush qui consentit à la désormais fameuse résolution 688 dite d'ingérence humanitaire. Celle-ci établissait les bases légales d'une opération qui permit de sauver des milliers de vies.

Alors que Paris faisait comprendre au monde que, désormais, « aucun État ne peut être tenu pour le propriétaire des souffrances qu'il engendre ou qu'il abrite », pour reprendre la formule du président français, Londres fut, de son côté, à l'origine d'une autre initiative diplomatique d'envergure et innovante. C'est en effet le premier ministre britannique, John Major, qui, trois jours après le succès français à New York, lança le 8 avril, au sommet européen de Luxembourg, l'idée de création à l'intérieur de l'Irak d'un « safe haven », un abri sûr - ou zone protégée par les alliés - pour rapatrier les réfugiés kurdes dans leurs foyers et leur donner les moyens de reconstruire leur vie dans la dignité et la liberté, afin d'éviter une « palestinisation » de la question kurde.

Convaincu de la pertinence de la proposition européenne, le président Bush imposa au régime irakien de se retirer de tous les territoires kurdes situés au-dessus du 36° parallèle.

En ce printemps de 1991, la diplomatie européenne, assurément fort audacieuse et inspirée, avait lancé aussi l'idée de faire traduire Saddam Hussein devant un tribunal international. C'est l'Allemand Hans-Dietrich Genscher qui, lors de la réunion

du 15 avril à Luxembourg des ministres des Affaires étrangères de la CEE, proposa cette initiative qui fut adoptée à l'unanimité.

A l'issue de la réunion, le président en exercice du Conseil, le Luxembourgeois Jacques Poos exposa en ces termes les motifs de cette action : « Les ministres européens considèrent Saddam Hussein personnellement responsable du crime de génocide défini par la convention de Genève de 1948. Nous sommes convenus que les conditions pour le juger sont réunies car le génocide a été perpétré. »

Sur cette question devenue passionnelle, l'Europe n'a pas été toujours divisée et impuissante

Les archives de la Gestapo irakienne, saisies par la résistance kurde lors du soulèvement de mars 1991, auraient, à elles seules, fourni des charges accablantes contre le dictateur irakien. Cependant, Washington, tout en étant d'accord sur le bien-fondé juridique de cette proposition, s'abstint de la soutenir devant l'ONU par « réalisme » et pour des raisons pratiques. En effet, comment arrêter le tyran de Bagdad sans déclencher une nouvelle guerre dont le but serait un changement de régime

non souhaité par les voisins de l'Irak et difficile à faire accepter par un Sénat qui n'avait approuvé que par 52 voix contre

47, l'engagement des troupes américaines dans la guerre du Golfe ? Douze ans plus tard, c'est le Bush fils qui veut mener à son terme la besogne inachevée de son père qui s'était résigné au statu quo.

L'Europe qui voulait unanimement juger Saddam Hussein pour crime de génocide se trouve, elle, divisée. Ironie du sort, ce sont les plus ardents défenseurs du jugement du dictateur irakien, à savoir l'Allemand et la France, qui au-

aujourd'hui, au nom d'une autre conception du droit et par « réalisme », défendent le statu quo tandis que George W. Bush, soutenu par un Congrès quasi unanime décide, sans complexe et sans l'aval explicite de l'ONU, de se lancer dans la guerre pour renverser la tyrannie de Saddam Hussein et promet au peuple irakien un avenir de paix et de démocratie.

La seule puissance dont la politique irakienne, malgré une alternance politique intervenue entre-temps, n'a pas varié est la Grande-Bretagne. Tony Blair préfère perdre son poste que désertir un combat qu'il croit juste contre un régime génocidaire. Les Britanniques, par le caractère très libre, vibrant et contradictoire de leurs débats au Parlement et dans les médias nous donnent, une fois de plus, une

belle leçon de démocratie.

Quel contraste avec la France où de l'extrême droite à l'extrême gauche toutes les oppositions et les grands médias s'alignent sur la position officielle pour se livrer à leur exercice favori d'autocélébration.

L'Europe, plus déchirée que jamais, dépourvue d'initiative et d'imagination, desservie par des hommes politiques dont la plupart ne sont pas à la hauteur des

événements, n'offre plus au monde que l'étalage de son inconsistance et de son impuissance politique. Elle se retrouve marginalisée dans cette première crise internationale du XXI^e siècle affectant une région pourtant hautement stratégique pour ses intérêts.

* Directeur de l'Institut kurde de Paris.

Offensive sur l'ensemble du pays

Un véritable déluge de feu s'est abattu hier soir sur le centre de Bagdad, où de nombreuses et violentes explosions ont secoué la ville à la suite de plusieurs vagues de bombardements. Le secrétaire à la Défense américain, Donald Rumsfeld, a peu après annoncé : « *L'offensive aérienne a commencé.* » Dans le même temps, les forces terrestres progressaient vers Bassora, au sud, et vers Bagdad.

► **Le numéro deux et le vice-président irakiens tués selon ABC.** La première attaque américaine lancée jeudi à l'aube à Bagdad aurait tué trois des principales figures du régime irakien. C'est ce que croit savoir la chaîne de télévision américaine ABC, qui citait des informations de la CIA. Le numéro deux du régime, Ezzat Ibrahim, le vice-président Taha Yassine Ramadan et le général Ali Hassan al-Majid, un cousin de Saddam Hussein, auraient péri dans l'attaque lancée contre un bunker où les Américains espéraient toucher le chef de l'Etat irakien. La chaîne CBS citait également le nom d'Oudai, le fils aîné de Saddam, parmi les victimes.

► **Début des bombardements aériens massifs.** « *Il y a quelques minutes, la guerre aérienne en Irak a commencé* », a déclaré hier, lors d'un point de presse, Donald Rumsfeld. Des bombardiers stratégiques américains B 52 ont décollé dans la matinée de la base de Fairford, en Angleterre, pour la première fois depuis le début de la guerre. Une offensive destinée, selon le Pentagone, à infliger « choc et stupeur » à l'ennemi. La chaîne de télévision qatarienne al-Jezira a affirmé que des raids aériens étaient en cours sur la ville de Mossoul dans le nord de l'Irak.

► **Réddition de la 51^e division irakienne.** Une division de l'armée régulière irakienne s'est rendue



Pendant que Bagdad était bombardée, les marines américains ont poursuivi, hier, leur progression à l'intérieur du territoire irakien. Ici sur une route proche de Oum Qasr, dans le sud du pays, sans rencontrer de résistance majeure. (Photo Boylan/Reuters.)

aux forces anglo-américaines dans le sud de l'Irak, a annoncé un responsable du Pentagone ce matin. Les soldats se sont rendus massivement, ainsi que leur commandant. Le chef des forces armées britanniques, l'amiral Sir Michael Boyce, a évoqué hier des signes de « *capitulation à grande échelle* » du côté irakien, citant « *des positions et du matériel abandonné* », et déclarant que « *plusieurs centaines de soldats irakiens* » s'étaient rendues aux forces américano-britanniques.

► **Des troupes américano-britannique aux portes de Bassora.** Plusieurs dizaines de milliers de soldats américains et britanniques sont entrés jeudi soir dans le sud de l'Irak. Ils étaient hier soir aux portes de Bassora après avoir investi la ville d'Oum Qasr, un port frontalier, à l'extrême sud de l'Irak. L'aide humanitaire y transitera « *dans les pro-*

chains jours » ont indiqué les autorités militaires.

► **Terminaux pétroliers sous contrôle.** Les troupes américaines ont annoncé dans la matinée s'être emparées d'une piste d'atterrissage à quelque 100 km au nord de la frontière irako-koweïtienne. Les Britanniques, qui ont aussi annoncé la prise de contrôle de la péninsule de Fao, l'un des principaux terminaux pétroliers du pays, ont accusé les Irakiens d'avoir incendié sept puits de pétrole dans le Sud.

► **Progression des chars vers Bagdad.** Un convoi de la 3^e division d'infanterie américaine, qui possède plus de 2 000 chars, véhicules d'assaut Bradley, camions et camions-citernes, se dirigeaient hier vers le centre de l'Irak sans rencontrer d'opposition. Des forces spéciales américaines se seraient emparées

de deux autres aérodromes situés dans le désert irakien à l'ouest de la capitale.

► **Deux marines tués au combat.** Les forces anglo-américaines ont enregistré leurs premières pertes. Hier deux soldats américains auraient trouvé la mort hier lors d'opérations en Irak. Dans la nuit de jeudi à vendredi, 12 autres soldats, huit Royal Marines britanniques et quatre militaires américains, ont été tués dans la chute de leur hélicoptère au Koweït.

► **Une roquette américaine tombe côté iranien.** Un dépôt de la raffinerie de pétrole d'Abadan, dans le sud-ouest de l'Iran, à une cinquantaine de kilomètres de Bassora, a été frappé hier par une roquette. L'incident a fait deux blessés parmi les gardiens du dépôt et a provoqué la colère de l'Iran. Téhéran a aussitôt protesté auprès de l'ambassadeur suisse, qui représente les intérêts

américains dans le pays, et de l'ambassadeur britannique pour violation de son espace aérien.

► **Ankara ouvre son espace aérien mais envoie des troupes au Kurdistan irakien.** Ankara a finalement cédé à Washington en ouvrant son espace aérien aux avions américains en route pour l'Irak. Mais en dépit de

l'opposition réitérée de la Maison-Blanche des troupes turques ont franchi la frontière irakienne hier soir et pénétré dans la zone tenue par les factions kurdes.

► **La France s'oppose à une administration américaine en Irak.** Jacques Chirac a assuré que la France « n'acceptera pas » une ré-

solution des Nations unies tendant à « légitimer l'intervention militaire » en cours et « à donner aux belligérants américains et britanniques les pouvoirs d'administration de l'Irak ».

► **Les pacifistes manifestent.** Aux États-Unis le mouvement « anti-guerre » est de plus en plus virulent.

Des centaines de milliers d'Européens ont manifesté hier, en Grèce, en Italie, en Belgique et en Allemagne, alors que des dizaines de milliers de personnes sont également descendues dans la rue hier en Asie et dans le Pacifique.

US and UK forces invade Iraq

By Peter Spiegel in Washington,
Paul Eedle in Baghdad and
Victor Mallet in Kuwait

The first American and British ground forces advanced into Iraq last night and Baghdad came under bombardment for the second time in 24 hours as the US stepped up its operation to overthrow Saddam Hussein.

"What will follow will be of a force and scope and scale beyond what has been seen before," said Donald Rumsfeld, the US defence secretary, dubbing the offensive which began early yesterday "Operation Iraqi Freedom".

Senior military officials in Washington and the Gulf said last night's actions were aimed at "preparing the battlefield" with calibrated strikes ahead of an all-out assault.

Pentagon officials said elements of the 1st Marine Expeditionary Force had begun to march north over the Kuwaiti border. British marines were also reported to have engaged battle in Iraq. Their advance followed intense artillery barrages fired across the border.

The US marines and British troops from the 1st armoured division are thought to be seeking to take Basra, Iraq's second city. Securing Basra and the surrounding oilfields is seen as a main objective for the ground war to clear the way for a drive northwards to Baghdad. US military officials confirmed that a small number of oil wells in southern Iraq had been set on fire by Iraqi forces.

Initial reports from journalists accompanying the marines said some Iraqi troops had surrendered to the invading units.

In Baghdad, smoke could be seen rising from one of Mr Hussein's presidential compounds and a naval ministry as the city came under renewed cruise missile attack. Iraqi gunners loosed off volleys of anti-aircraft fire.

The moves, which came quickly after dark, followed the initial US missile and warplane strike yesterday at what Washington called a "senior Iraqi leadership target" in Baghdad.



A shaky television image shows the impact of yesterday's bombardment of Baghdad. The city came under fire shortly after dark with cruise missiles launched from US ships in the Gulf

President George W. Bush said in an address to the American people: "These are the opening stages of what will be a broad and concerted campaign."

Tony Blair, the UK prime minister, last night also made a televised address to the nation a few hours after British troops went into action, saying they were "engaged from air, land and sea".

He added: "I know this course of action has produced deep divisions of opinion in our country. But I know also the British people will now be united in sending our armed forces our thoughts and prayers."

Iraqi forces responded to the start of the offensive with a salvo of surface-to-surface missiles against Kuwait. A small aircraft also crashed close to a US unit in an apparent suicide attack.

No casualties were reported in Kuwait, but US and British troops massing for an invasion of Iraq were repeatedly placed on alert, donning chemical and biological warfare equipment.

Mr Rumsfeld said it was not

yet clear what damage was caused by the attempt to "decapitate" Mr Hussein's regime. But he said it would "not be the last" effort to strike at the leadership.

US officials said the surprise attempt to assassinate Mr Hussein was launched as a result of intelligence reports. Mr Hussein was shown on Iraqi television after the attack vowing to fight on. Mr Rumsfeld cast doubt on whether the figure shown was Mr Hussein - but there was no evidence that the Iraqi leader had been injured or killed.

Mr Rumsfeld insisted Mr Hussein would be defeated. "His days are numbered," he said. In an attempt to reinforce US insistence that its quarrel was solely with the regime, he appealed to Iraqi troops to surrender and to civilians to stay at home.

Officials said the military campaign would be calibrated to provide the maximum psychological effect with the minimum loss of life. A quick victory would help the US and the UK, its main ally, blunt opposition to the war.

The White House insisted that its "coalition of the willing" in support of military action was growing. But condemnation of the war echoed around the world from countries including Russia, France, Malaysia and Indonesia.

President Vladimir Putin, in a national television address, said: "Military action... is a big political error. This military action is unjustified."

He was joined by Jacques Chirac, French president and one of the most vociferous opponents of the war. "France regrets this action taken without the approval of the United Nations. No matter how long this conflict lasts, it will have serious consequences for the future."

Additional reporting by Mark Nicholson in Qatar

Inquiétude chez les Kurdes de Turquie

Diyarbakir :
de notre envoyé spécial,
Thierry Oberlé

Entassées dans des benues de camion, des grappes humaines convergent vers Uçkuyular, un lieu-dit cerné de casernes et de masures à la sortie de Diyarbakir, la capitale administrative du Kurdistan turc. Les véhicules dépassent des files de piétons brandissant des fanions aux couleurs verte, rouge et jaune du nationalisme kurde, ou des ballons assortis d'une colombe de la paix. Toute la ville semble en marche. Le flot est canalisé par des cordons de gendarmes et de policiers antiémeute. Des chars et des colonnes de soldats ont pris position autour du champ de foire où se tient le Newroz, la Fête du printemps kurde, qui est aussi le nouvel an des Persans. La chasse turque patrouille dans les airs le long de la frontière. Au loin, les montagnes sont encore couvertes d'un tapis de neige.

Les femmes ont sorti leurs robes les plus clinquantes, les hommes sont endimanchés et même les enfants portent la cravate. Des fouilles au corps se déroulent dans des sortes d'isolaires à l'entrée du rassemblement. « Pas de séparatisme, nous voulons une République démocratique », proclame une banderole au-dessus du podium. Elle n'empêche pas des manifestants de porter des tuniques à l'effigie d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK emprisonné sur l'île d'Imrali. Nul n'ose se plaindre ouvertement de la lourdeur du dispositif de surveillance. « Bien sûr, il y a des policiers, mais il y en a partout depuis que je suis né », dit un vieil homme portant sur les épaules un keffieh.

La fête de Newroz n'est autorisée que depuis la levée de l'état d'urgence et la fin, en 1999, du sanglant conflit entre le PKK et l'armée turque. Auparavant, elle était célébrée dans

la clandestinité. Aujourd'hui, elle se tient à nouveau librement, malgré la recrudescence de la tension dans la région.

Autour du champ de foire, les deux camps se regardent en chiens de faïence, mais on évite les provocations. « L'an dernier, la plupart des femmes étaient restées à l'extérieur. Elles refusaient d'être aspergées de parfum par des fonctionnaires des services de sécurité qui prétendent que les Kurdes puent comme des animaux », raconte un petit vendeur de pain au sésame.

Depuis l'Allemagne, le Congrès pour la liberté et la démocratie du Kurdistan (Kadek), le nouveau nom du PKK, avait appelé la population à participer à la manifestation ainsi qu'à « rejoindre les guérilleros et à apporter un soutien à la guerre de défense ». « Le processus de paix lancé par notre président (Abdullah Ocalan) court le danger d'échouer. L'actualisation de la guerre par la Turquie met-

tra fin au processus », indiquait le communiqué du Kadek. Déjà en janvier, un accrochage entre l'ex-PKK et l'armée dans une localité proche de Diyarbakir s'était soldé par treize morts.

A la tribune, des orateurs dénoncent l'« oppression » entre deux airs de hautbois et de luth devant plusieurs dizaines de milliers de convain-

« Bien sûr il y a des policiers mais il y en a partout depuis que je suis né »

cus. « Nous sommes opposés au vote du Parlement autorisant le déploiement de l'armée turque en Irak. Si la Turquie entre en Irak, il y aura dans tous les cas de figure une confrontation militaire avec les pechmergas », affirme Ahmed Duran Demir. Il préside le



Parti démocratique du peuple (Dehap), l'unique formation prokurde d'envergure encore officiellement en activité après l'interdiction, la semaine dernière, par la justice du Parti de la démocratie du peuple (Hadep), un mouvement accusé d'entretenir des liens avec l'ex-PKK. « Une intervention turque risque malheureusement de provoquer une guerre civile que nous ne voulons pas », ajoute-t-il.

Un grand feu est allumé dans une vasque, comme le veut le rituel séculaire du Newroz. Il incarne la « liberté ». « C'est la première fois que nous avons autant de nervosité dans l'air depuis le départ, il y a quatre ans, du PKK vers les montagnes irakiennes. Si les troupes passent la frontière, elles trouveront forcément les partisans du PKK sur leur chemin. Ici, la population redoute que l'on ne revienne à la situation antérieure, avec les tanks dans la rue et les enlèvements. Le dossier irakien a durci l'attitude du gouvernement », déclare sous cou-

vert d'anonymat un élu. « Il y a eu des arrestations et de la torture », confirme Selahattin Demirtas, le responsable de la branche de Diyarbakir de l'association des droits de l'homme. « Soixante-quatorze participants à diverses manifestations contre la guerre ont été condamnés à des peines de prison, et nous avons été alertés de quatre-vingt-dix-huit

cas où des personnes interpellées ont été battues et insultées », précise-t-il.

Les tergiversations d'Ankara concernant l'autorisation du survol de la Turquie par des avions militaires étrangers ont encore aggravé les craintes des Kurdes turcs. Les réticences du seul membre musulman de l'Otan sont le signe de l'absence d'un consensus avec Washington sur l'avenir du nord de l'Irak.

Les Turcs s'alarment de l'alliance passée entre les Américains et l'opposition irakienne kurde. Un renforcement du rôle des Kurdes d'Irak dans l'après-Saddam risquerait, selon Ankara, au mieux de remettre en selle l'ex-PKK, au pire d'aboutir à la création d'un Etat kurde sur ses flancs. La Turquie se tient donc prête à intervenir « préventivement ». Plus de cent mille hommes pourraient être mobilisés dans l'opération.

Le projet passe pour une énorme régression aux yeux des parias de Diyarbakir. En ville, les rues se vident bien avant la tombée de la nuit. Les habitants ont conservé les habitudes de quinze ans de « sale guerre ». Environ cinq cent mille déplacés ayant fui leurs vallées pour échapper aux combats continuent à végéter dans des abris miséreux. Certains de leurs villages sont détruits, et ils ont peur des règlements de comptes claniques. Inquiets, ils se demandent aujourd'hui si le cauchemar n'est pas sur le point de recommencer.

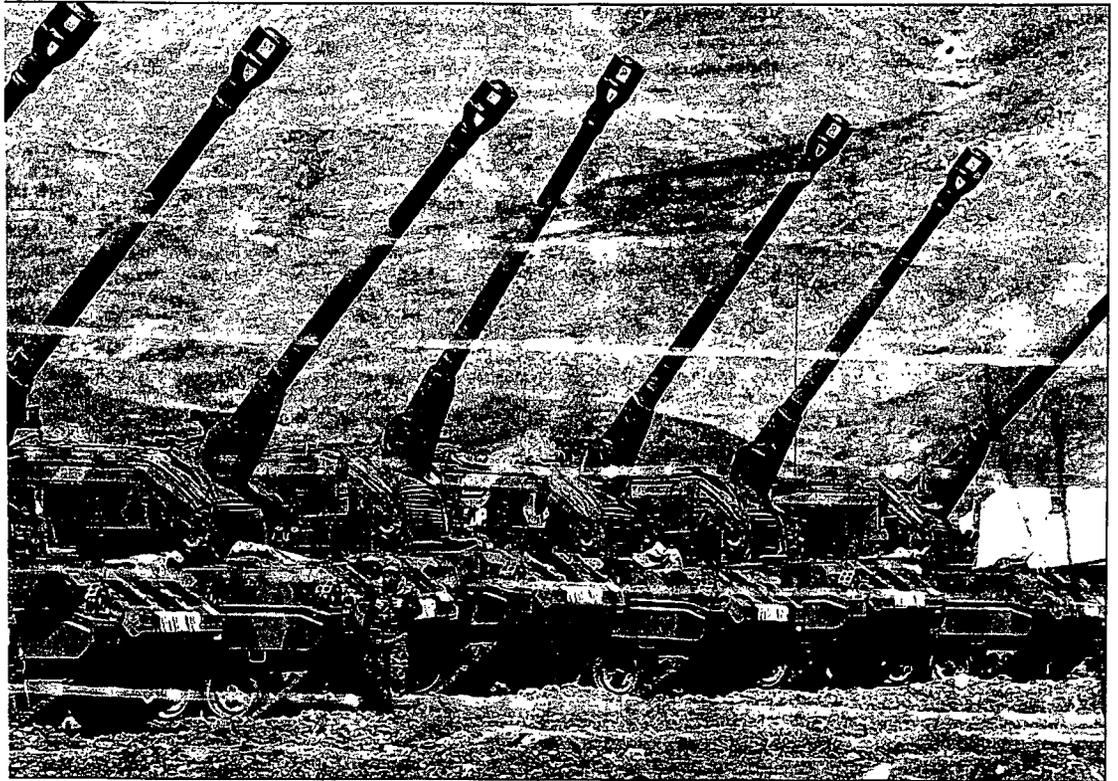
Des troupes turques entrent au Kurdistan irakien

Une avant-garde d'un millier de soldats de l'armée turque a pénétré hier soir dans le nord de l'Irak, contrôlé par les factions kurdes, a rapporté la chaîne d'information turque CNN-Turk. Ankara affirme avoir besoin de déployer des troupes dans le nord de l'Irak pour filtrer le flux prévisible de réfugiés vers son territoire durant le conflit avec l'Irak et prévenir le « terrorisme » kurde.

Quelques heures plus tôt, le secrétaire à la Défense américain, Donald Rumsfeld, avait pourtant renouvelé la mise en garde américaine à la Turquie : « Nous avons informé le gouvernement turc et les forces armées turques qu'il serait clairement gênant qu'elles pénètrent dans le nord de l'Irak en grand nombre. »

L'entêtement d'Ankara contrarie les plans de guerre des Etats-Unis. Finalement, hier, après des semaines de négociations, la Turquie a fini par céder à Washington, en acceptant d'ouvrir son espace aérien aux avions militaires engagés dans le conflit en Irak. Mais le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan n'a rien lâché en ce qui concerne un déploiement de troupes turques dans le nord de l'Irak.

Il y a quelques semaines, Turcs et Américains, alliés au



A la frontière, l'artillerie turque a pointé ses canons sur le nord de l'Irak pour contrecarrer toute velléité d'indépendance des Kurdes qui contrôlent déjà cette région. (Photo Yannis Behrakis/Reuters.)

sein de l'Otan, avaient négocié un accord pour une intervention conjointe dans le nord de l'Irak, qui aurait autorisé le déploiement d'environ

40 000 soldats turcs dans cette région. Mais, devant le refus du Parlement turc, le 1^{er} mars, d'autoriser le transit de 62 000 fantassins américains

sur son territoire, l'accord est devenu caduc, privant du même coup Ankara d'une aide de 6 milliards de dollars.

La Turquie souhaite être associée à l'avenir politique du nord de l'Irak, région sur laquelle elle estime avoir un droit de regard historique, et qui représenterait, si les Kurdes ira-

kiens devenaient indépendants, une menace de sécession de sa propre minorité kurde.

Washington, pour sa part, redoute le face-à-face armée turque - Kurdes irakiens qui pourrait rapidement dégénérer en un nouveau conflit dans une région déjà transformée en poudrière.

Kirkuk, l'embarras des Américains

Au nord de l'Irak, la ville pétrolière de Kirkuk est l'un des objectifs stratégiques majeurs des forces américaines. Objectif : s'emparer de la ville avant que les forces irakiennes ne puissent embraser les puits de pétrole. Mais aussi avant que ceux qui revendiquent la cité - les Turcs car elle appartenait jadis à l'Empire ottoman et les Kurdes qui veulent en faire la capitale de

leur région autonome - ne mettent la main dessus.

Très généreux en informations concernant le front sud, l'état-major américain est resté avaro sur les éventuelles opérations qui pourraient avoir eu lieu hier à Kirkuk et dans l'autre ville pétrolière du nord, Mossoul. A la frontière qui sépare l'Irak de la Turquie, des journalistes étrangers ont néan-

moins fait état hier de tirs d'artillerie à Kirkuk, où les forces spéciales américaines tenteraient de sécuriser la ville. Ils ont aussi affirmé avoir vu des fumées noires au-dessus des puits de pétrole. Et constaté des bombardements aériens sur Mossoul en début de soirée.

La volte-face d'Ankara, qui, contre toute attente, a refusé d'autoriser le déploiement des troupes américaines en Turquie, a remis en cause les projets militaires américains d'ouvrir un front nord. Même si, finalement, Ankara a ouvert son espace aérien aux bombardiers américains. C'est la raison pour laquelle, affirment les experts, le front nord n'avait toujours pas été activé au deuxième jour de la guerre.

Pour ouvrir ce front supplémentaire, qui permettrait de diviser les forces irakiennes en deux en les prenant en tenaille, les forces anglo-américaines n'ont plus désormais que deux solutions. La première consisterait à effectuer des largages aéroportés sur le Kurdistan irakien. Mais elle implique que les Américains puissent se priver des chars qui devaient ouvrir la route du sud jusqu'à Tikrit, puis Bagdad. La seconde consiste à faire monter une colonne de chars à toute vitesse à travers l'Irak en contournant Bagdad et Tikrit. Mais elle n'est pas exempte de risques et ne pourrait être mise en place qu'en plusieurs jours.

I. L.

GUERRE *L'épineuse question du devenir du Kurdistan irakien*

Un conflit dans le conflit ?

LE FIGARO SAMEDI 22 - DIMANCHE 23 MARS 2003

Les quelque 30 millions de Kurdes forment un peuple, mieux une nation, mais cette nation est écartelée entre quatre Etats qui se partagent son territoire et sa population : 16 mil-

PAR
BERNARD DORIN*

lions de Kurdes en Turquie, 1 million en Syrie, 5 millions en Irak, 8 millions en Iran. Le Kurdistan d'aujourd'hui, c'est en quelque sorte la Pologne du Moyen-Orient, la Pologne d'après les partages. Or l'histoire du peuple kurde est celle d'un long martyrologe. Or depuis l'assaut lancé contre l'Irak, le Kurdistan irakien se trouve à nouveau dans la tourmente.

D'abord un fait : Saddam Hussein a été le bourreau des Kurdes d'Irak. En 1975, après les accords d'Alger avec l'Iran, la révolte kurde est écrasée. En 1988, à la fin de la guerre Iran-Irak, les 5 000 civils de la ville kurde de Halabja sont gazés à l'ypérite. En 1991, l'opération Anfal fait des centaines de milliers de morts et pousse près de 2 millions de Kurdes à fuir par les cols enneigés de la Turquie et de l'Iran. Pourtant, en dépit des craintes éprouvées par les Kurdes devant la perspective de nouvelles attaques aux gaz de l'armée iraquienne, la principale menace ne vient plus du régime de Bagdad mais, paradoxalement, du principal allié des Etats-Unis dans la région : la Turquie !

A vrai dire Turcs et Kurdes forment deux nations antagonistes, surtout depuis que Mustapha Kemal Atatürk a détruit par les armes l'éphémère Etat kurde issu en 1919 du traité de Sèvres. La plus récente révolte des Kurdes de Turquie, celle du

PKK, n'a été écrasée que récemment avec la capture d'Ocalan mais l'armée turque s'est livrée à des exactions si effroyables que près de la moitié de la population du Kurdistan de Turquie a dû se réfugier dans les grandes villes du pays ou à l'étranger, constituant ainsi une immense diaspora.

En fait, jusqu'à une époque récente, les Turcs ne reconnaissent même pas l'existence des Kurdes, qui ont pourtant une culture et une langue assez proche du persan, très différente des leurs. Ils avaient recours, pour qualifier leurs concitoyens kurdes à des expressions telles que : « nos frères de l'Est » ou les « Turcs des montagnes » !

Quant aux Kurdes d'Irak, ils avaient réussi à libérer de l'emprise de Saddam Hussein la moitié la plus montagneuse de leur territoire avec environ 2 millions et demi d'habitants, y compris de nombreux réfugiés. Après des luttes fratricides entre deux partis, le PDK de Massoud Barzani au nord et l'UPK de Jalal Talabani au sud, les Kurdes d'Irak avaient réussi à réunir un Parlement commun et à instituer une réelle démocratie, respectueuse des minorités ethniques et religieuses. C'est cette autonomie, qui s'apparentait à une indépendance de fait, qui est aujourd'hui terriblement menacée avec l'entrée de l'armée turque dans le nord de l'Irak.

De fait, Ankara voulait intervenir au Kurdistan irakien et intervenir seul, c'est-à-dire sans les 62 000 GI américains qui devaient ouvrir un « second front » au nord de l'Irak et en ont été empêchés

L'exemple de Chypre montre avec éclat que quand l'armée turque s'installe quelque part, elle n'en repart plus !

par le vote du Parlement turc. Les prétextes à l'intervention turque ont d'ailleurs varié. Au début, il s'agissait de « contrôler l'afflux probable des réfugiés », ensuite de protéger la minorité turcomane de la ville kurde de Kirkouk, dont l'im-

portance numérique est très fortement exagérée par Ankara. En vérité les objectifs de la Turquie sont très clairs et ils sont de deux ordres, l'un politique,

l'autre économique.

Il s'agit d'abord et avant tout d'empêcher à tout prix dans l'Irak d'après Saddam Hussein la constitution d'un Etat kurde indépendant ou même d'une région autonome kurde dans le cadre d'un Etat irakien fédéral ou confédéral. En effet, cela pourrait inciter les Kurdes de Turquie à reprendre le combat

pour leurs droits élémentaires bafoués.

Il s'agit ensuite pour Ankara de s'approprier les très riches gisements pétrolifères de Kirkouk qui se trouvent en zone kurde contrôlée jusqu'à présent par Saddam Hussein. L'enjeu est considérable pour un pays dépourvu d'hydrocarbures comme la Turquie.

Cependant l'on voit mal comment ces deux objectifs pourraient être atteints sans un affrontement entre les troupes turques, qui comptent environ 120 000 hommes massés à la frontière avec leur armement blindé, et les 70 000 combattants kurdes, les pechmergas certes dotés seulement d'armes légères mais dont la vaillance peut compenser l'infériorité en effectifs et en armement. Il risque alors de se développer une « guerre dans la guerre » car les pechmergas ne se laisseront évidemment pas désarmer, leur armement étant la condition même de la survie d'un Kurdistan libéré.

Ainsi l'entrée de l'armée turque en Irak, apparemment sans l'aval américain, ouvre de grandes incertitudes. Si elle se contente d'occuper le Kurdistan actuellement sous le contrôle de Saddam, le risque d'affrontement avec les combattants kurdes sera limité. Si au contraire les Turcs veulent pénétrer en zone kurde libérée, il sera inévitable. En tout cas, l'exemple de Chypre montre avec éclat que quand l'armée turque s'installe quelque part, elle n'en repart plus !

La France, qui a eu une attitude courageuse, tant à l'Otan qu'au Conseil de sécurité, a maintenant le devoir absolu de tenter d'empêcher un nouveau génocide du peuple kurde d'Irak. Elle doit exercer, avec le plus d'Etats possible, une forte pression sur la Turquie pour l'empêcher de « finir le travail » commencé par le féroce dictateur irakien.

* Ambassadeur de France.

Ankara refuse le stationnement de troupes américaines sur son sol mais se servira de la chute de Saddam, notamment contre les Kurdes.

La Turquie prête à tirer profit

par GÉRARD CHALIAND

Que va faire la Turquie, une fois la guerre commencée? On ignore l'exacte teneur des tractations entre Washington et Ankara. Par contre, le Parlement turc, reflétant en cela l'opinion publique, a refusé de jouer le rôle traditionnel d'allié des Etats-Unis en ne permettant pas aux troupes américaines d'utiliser le sol turc pour prendre l'Irak en tenaille (1). La Turquie est un Etat semi-démocratique à tradition despotique où l'armée a toujours eu, sur les questions essentielles, le dernier mot. Il eût été possible de revenir sur le vote du Parlement si l'armée l'avait exigé. En refusant d'accueillir quelque soixante mille soldats américains, l'armée turque se réserve, dans les premiers jours de la guerre, une large liberté d'action. Le rôle historique de l'armée turque ne saurait être minimisé. C'est à la tête de l'armée que Mustapha Kémal a imposé une paix qui sauva l'Anatolie du dépeçage auquel les vainqueurs de la Première Guerre mondiale entendaient aboutir. Jusqu'à ce qu'elle fasse partie de l'Otan, la Turquie est restée dans un isolement géopolitique quasi total: hostilité de la Russie stalinienne, du vieux rival persan, des Etats balkaniques anciennement dominés, enfin de la Syrie. A l'intérieur, la Turquie était l'Etat des seuls Turcs et l'ultranationalisme kémaliste et postkémaliste ne donnait d'autre choix, aux Kurdes de Turquie, que l'assimilation ou la répression.

Longtemps les Kurdes furent dénommés «Turcs montagnards» et leur nombre n'a été connu que lors de la guerre du Golfe, en février 1991, lorsque le chef de l'Etat turc Turgut Ozal déclara qu'ils étaient douze millions, soit vingt pour cent de la population du pays. Cette annonce arrivait à un moment où le régime de Saddam Hussein paraissait condamné et rappelait indirectement que la province de Mossoul, adjointe par les Britanniques à l'Irak en 1920, n'était devenue partie intégrante de l'Irak de façon définitive qu'en 1925 par décision de la Société des nations. Un éclatement de l'Irak à l'époque de la guerre du Golfe pouvait permettre une nouvelle donne. La guerre s'arrêta avant la chute du dictateur, l'Arabie Saoudite, entre autres, préférant un Saddam affaibli à la tête d'un Irak tenu par les

sunnites, comme c'était le cas depuis la création de l'Etat irakien, à un changement de régime favorable à la majorité chiite. Une telle hypothèse eut profité à l'Irak dont elle craignait l'hostilité militante.

Aujourd'hui, la situation se présente tout autrement. Le régime de Saddam Hussein est destiné à tomber. L'Irak n'est plus exportateur d'idéologie, bien que restant l'adversaire régional majeur des Etats-Unis, et l'Arabie Saoudite est devenue un allié très ambigu sinon pis. L'armée turque estime que l'expérience d'autonomie *de facto* du Kurdistan d'Irak qu'elle a tolérée, tant qu'elle était provisoire, n'est dans l'Irak de demain pas compatible avec sa sécurité intérieure. Elle accuse les Kurdes de vouloir proclamer leur indépendance, ce dont les Américains savent bien qu'il n'est pas question. L'exemple de Kurdes participant du pouvoir à Bagdad et jouissant d'une autonomie régionale paraît néfaste dans la mesure où la Turquie n'accorde aucun droit réel à sa propre minorité kurde. En fait, l'effondrement de l'URSS, loin de marginaliser la Turquie dont l'alliance était précieuse du temps de la guerre froide, lui ouvrait de nouvelles perspectives géopolitiques. Longtemps privé de tout contact avec les pays turcophones dominés par Moscou, Ankara pouvait renouer avec l'Azerbaïdjan, dont le futur oléoduc aura un terminal dans un port turc, épauler ce dernier en imposant un embargo à l'Arménie et nouer des liens avec les quatre Etats turcophones d'Asie centrale en y contrecarrant l'influence éventuelle de l'Iran. Quelque

soixante-dix ans après la fin de l'Empire ottoman, la Turquie pouvait songer à sortir de son isolement, à rappeler le rôle qu'elle joua jadis autour de la mer Noire, à participer activement à la politique proche-orientale, notamment en se rapprochant d'Israël, en reprenant pied aux Balkans et plus particulièrement en Albanie. Entre-temps, la Turquie avait multiplié ses échanges économiques avec l'Union européenne et cherché à y faire accepter sa candidature. L'examen de celle-ci avait été ajourné l'an dernier malgré l'intense activité diplomatique et les pressions des Etats-Unis. Si l'alliance avec les Etats-Unis reste essentielle pour la Turquie, il est probable que, devant les réticences de

l'Union européenne ou d'une partie de ses membres, Ankara se contente d'un statut privilégié au côté de l'Union européenne sans en faire pleinement partie. Car il semble bien que l'armée entend, avec ou sans l'accord des Etats-Unis, pénétrer en Irak du Nord. Il s'agira d'une action préventive à son échelle qu'elle justifiera par son souci de sécurité comme les Etats-Unis l'ont fait au nom du leur contre Bagdad. En franchissant la frontière de l'Irak, Ankara sait qu'il mettra probablement un trait sur sa candidature à l'Union européenne, mais n'en a-t-il pas déjà fait son deuil? Par contre, la Turquie restera pour les Etats-

Unis un allié régional essentiel et les dégâts qu'elle peut causer aux projets américains en Irak seront d'abord payés par les Kurdes. Ceux-ci, une fois de plus, risquent de mesurer leur isolement.

Reste, bien sûr, une série d'inconnues, mais il semble avéré que la Turquie ne va pas assister sans rien faire au changement de régime en Irak mais chercher à en tirer le maximum d'avantages. Politiquement, en ruinant autant que possible le projet kurde d'être partie prenante du futur pouvoir à Bagdad, ou économiquement en s'assurant de façon indirecte d'un pétrole bon marché comme celui dont elle a bénéficié depuis les débuts de l'embargo de l'Irak. Gageons que l'armée américaine va s'efforcer d'occuper rapidement au moins Kirkouk pour rester l'arbitre de la situation. Il revient aux Etats-Unis de garantir les frontières de l'Irak et de faire en sorte qu'à la dictature ne succède pas le chaos ●

Gérard Chaliand, spécialiste des conflits, vient de publier avec Arnaud Blin «America lo Back, les nouveaux césars du Pentagone», Bayard, 2003.

(1) Le Parlement turc a adopté hier une motion autorisant l'aviation américaine à survoler le territoire turc et a également donné son feu vert au déploiement de soldats turcs dans le nord de l'Irak.



21 MARS 2003

Les Iraniens s'intéressent principalement à l'« après-Saddam Hussein »

Pour l'heure, ils fêtent Nowrouz, le Nouvel an

KERMANSHAH

de notre envoyée spéciale

Les Iraniens ne s'intéressent que moyennement à la guerre en Irak. Par ces temps de guerre, les Iraniens sont en vacances. Ils fêtent Nowrouz, le Nouvel an iranien qui marque le début du prin-

temps. Pendant deux semaines, tout ici va s'arrêter. Pour l'heure, il n'y a aucun signe de panique, ni de manifestations anti-américaines. Les trois quarts de l'opinion publique, selon un sondage récent, seraient pro-américains.

Les Iraniens n'aiment pas le pré-

sident irakien, Saddam Hussein. La guerre qu'il leur a « imposée » de 1980 à 1988 et qui a fait des centaines de milliers de morts, a épargné peu de familles et a créé un grave traumatisme. Mais les Iraniens sont surtout obsédés par « l'après-Saddam ». Non pas en Irak, mais en Iran, pays membre, comme l'Irak, de l'« axe du Mal » tracé par l'administration Bush. Profondément désenchantés par la situation politique dans leur pays, ils s'attendent à ce que la présence américaine en Afghanistan, et maintenant en Irak, entraîne un « changement » régional, sans savoir lequel. Impossible ces

jours-ci d'échapper en Iran à des questions sur la prochaine cible de l'armée américaine, devenue pour certains « armée libératrice », pour d'autres « colonisatrice ».

ENCERLEMENT AMÉRICAIN

La politique du gouvernement est elle aussi ambiguë. L'Iran a condamné, jeudi 20 mars, le déclenchement de la guerre, la qualifiant d'« injustifiable et illégitime », et il a annoncé qu'il « ne tolérera aucune violation de son espace aérien et n'autorisera pas l'utilisation de ses eaux territoriales ». Mais il a aussi proclamé sa « neutralité active » et

assuré que « la République islamique n'interviendra pas dans le conflit au profit de l'un ou de l'autre camp ». Seul pays de la région à avoir « échappé à l'emprise américaine », la République islamique est en position délicate. Elle doit s'adapter à un nouveau rapport de forces dans la région. Le régime redoute d'une part « l'encerclement de l'Irak par les Américains » qui ne serait, selon le frère du président Mohammad Khatami, que le « remplacement du dictateur irakien par un dictateur américain ». D'autre part, Téhéran souhaite ne pas être exclu du remodelage de la carte politique irakienne.

Le conflit irakien pourrait, estiment des diplomates, amener Téhéran à un dialogue plus poussé

avec l'Occident. Les Américains auraient donné « des garanties », via l'ambassadeur de Grande-Bretagne, assurant qu'« après la guerre, les Moudjahidines du peuple [l'opposition armée iranienne basée en Irak] n'auront plus de place en Irak ». L'Irak, à son tour, a « averti » les pays européens qu'il considérerait comme un « geste inamical » l'octroi de l'asile aux membres de cette organisation. Par ailleurs, bien qu'ayant accueilli, en février, le chef de la diplomatie irakienne, Naji Sabri, Téhéran continue d'aider l'opposition irakienne, tout en se gardant bien pour le moment, notent des diplomates occidentaux, de brandir « la carte chiite. L'Irak a tout intérêt à soutenir l'intégrité territoriale de l'Irak pour empêcher l'émer-

gence d'un Etat indépendant kurde dans le nord de ce pays ».

Sur le plan humanitaire, l'Irak



« Les frontières resteront fermées au Nord »

AHMAD HOSSEINI, VICE-MINISTRE CHARGÉ DES RÉFUGIÉS

s'inquiète d'éventuelles arrivées massives de réfugiés irakiens. « Les frontières resteront fermées. Au nord, nous sommes prêts à aider d'éventuels réfugiés kurdes, mais à l'intérieur du territoire irakien ; et dans le sud, nous ouvrirons nos frontières aux réfugiés uniquement si leur vie est menacée par les opérations militaires ou les armes chimi-

ques », a déclaré au Monde, le vice-ministre de l'intérieur chargé des réfugiés, Ahmad Hosseini. L'Irak qui, lors de la première guerre du Golfe, avait accueilli 1,3 million de réfugiés irakiens, refuse désormais de « dépenser 1 dollar de plus pour les réfugiés ». « Nous avons toujours ouvert nos frontières, explique M. Hosseini, car nous respectons la troisième Convention de Genève, mais cette même Convention oblige les pays donateurs à aider les pays d'accueil. Et pour l'instant, nous n'avons rien reçu ». Vendredi, « aucun réfugié irakien » n'avait demandé à entrer en Irak, d'après le Haut commissaire aux réfugiés de l'ONU.

Afsané Bassir Pour

La Turquie autorise le survol de son territoire mais pas le transit de GI vers le nord de l'Irak

SILOPI

de notre envoyé spécial

Les relations se tendent entre les États-Unis et la Turquie, qui s'apprêterait à envoyer des troupes dans le nord de l'Irak pour y contrôler l'action des partis kurdes. « Nous sommes opposés à toute action unilatérale de la Turquie ou de qui que ce soit dans le nord de l'Irak », a déclaré le porte-parole du département d'Etat américain, Richard Boucher, jeudi 20 mars à Washington. « Nous avons fait savoir clairement à la Turquie que nous nous opposons à toute action militaire qui ne serait pas sous le contrôle de la coalition » anti-irakienne.

Cette mise en garde est intervenue après le vote, jeudi, par le Parlement turc - par 332 voix contre 202 - d'une motion du gouvernement lui demandant à la fois d'autoriser le survol du territoire turc par l'aviation américaine et de lui permettre de déployer lui-même des troupes en Irak.

Présentée juste avant le lancement des opérations anglo-américaines, cette motion est très en retrait par rapport aux demandes de l'administration Bush, qui attend toujours le feu vert pour le transit de GI's sur le sol turc, afin de pouvoir ouvrir un front nord dans son offensive contre l'Irak. Le 1^{er} mars, les députés turcs s'y étaient opposés lors d'un premier vote. Depuis, le gouvernement de M. Erdogan, qui a autorisé, la semaine dernière, l'installation de neuf nouvelles bases américaines le long de sa frontière avec la Syrie et l'Irak, semble vouloir gagner du temps. « D'abord, les bombardements aériens, ensuite le passage de l'infanterie terrestre par le front nord : cela pourrait laisser quelques jours pour l'adoption d'une nouvelle



Les députés de l'AKP, ci-contre, s'étaient réunis jeudi 20 mars, avant la séance du Parlement qui a voté pour le survol du territoire turc par les forces américaines. Une décision qui est bien en-deçà des demandes de Washington, qui attend toujours le feu vert pour le transit des GI's sur le sol turc.

motion autorisant le passage des troupes américaines », explique un expert militaire turc.

DÉPLOIEMENT UNILATÉRAL

Un refus d'Ankara priverait la Turquie d'assistance financière américaine. « Il y a eu des discussions sur un paquet d'aide financière pour la Turquie qui était lié à l'acceptation par la Turquie d'un plan de coopération global. Cela ne s'est pas concrétisé et le paquet n'est pas sur la table et n'y sera pas », a déclaré jeudi le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer. L'offre d'une provision de 6 milliards de dollars, initialement promise par Washington pour atténuer l'impact économique du conflit, « n'était valable qu'en cas de totale coopération militaire », a dû expliquer le ministre de l'économie, Ali Babacan.

Certains signes laissent entrevoir une prochaine action militaire

turque du côté nord irakien. Leur tâche, selon Ankara, consistera à canaliser l'afflux de réfugiés vers une zone neutre sur la frontière, du côté irakien. La Turquie cherche à peser de tout son poids dans la région par crainte de voir les 13 à 15 millions de Kurdes, qui vivent dans le sud-est de la Turquie, « contaminés » par leurs frères irakiens en cas de création d'un Kurdistan autonome au sein d'une Fédération irakienne.

D'après le porte-parole du gouvernement turc, Cemil Cicek, les États-Unis auraient accepté « le principe » de ce déploiement, ce dont la réaction de Washington permet de douter. Les Américains craignent des affrontements entre les Turcs et leurs alliés dans le Kurdistan irakien. Ils n'ont cessé de mettre en garde Ankara contre un déploiement unilatéral en Irak du nord, contrôlé par des factions kurdes hostiles aux troupes turques.

Mardi dernier, lors d'une réunion dans la capitale turque, les Kurdes irakiens auraient, pour leur part, accepté de placer leurs forces sous commandement américain. Jeudi à Silopi, dernière ville turque avant la frontière irakienne, plusieurs centaines de personnes sont venues acclamer le passage des voitures, en provenance d'Ankara, des représentants des deux factions kurdes qui se partagent la souveraineté du Kurdistan irakien. Trois personnes ont été interpellées par la police. Cette manifestation révèle un état de tension nouveau dans la région.

Vingt-quatre heures après le déclenchement de l'opération anglo-américaine et les premiers bombardements sur Bagdad, le calme régnait toujours, vendredi 21 mars au matin, dans les rues de cette ville frontalière et ses environs. Jeudi, une dizaine de camions turcs sont parvenus à quitter le territoire irakien en franchissant le poste frontière de Habur, à 15 kilomètres au sud de Silopi. « Les Irakiens m'ont fait attendre deux jours, affirme Mehmet Emin Celik, au volant de son poids lourd. Il y a encore beaucoup de gens de l'autre côté. D'après ce que j'ai vu, environ une quinzaine de collègues sont bloqués à Fatha [ville située entre Bagdad et Mossoul]. » Certaines rumeurs font état d'actes de violences sur des chauffeurs turcs de la part d'Irakiens excédés par la situation de guerre. Environ une cinquantaine de véhicules turcs seraient immobilisés en territoire irakien.

Nicolas Bourcier

Le Monde

22 MARS 2003

Irak. Les opposants au régime préparent la capitulation des troupes irakiennes.

«Ma milice est prête à se mutiner»

Proches de Saddam Hussein, Jawar Erki et ses 15000 combattants rallient le PDK.

Dohuk (Kurdistan irakien)
envoyé spécial

Jawar Erki reçoit en chef, autocrate habitué à faire étalage de puissance. Une nuée de gardes du corps veille au grain. Partout des hommes en armes. Courtisans et quémandeurs se pressent, nu-pieds, dans la vaste pièce sans cachet, entièrement bordée de canapés. Jawar Erki, lui, reste chaussé. Ses mocassins étincellent. Le reste suit. Gourmette et montre en or massif. Costume trop croisé aux dominantes brunâtres. Panoplie complète de parrain, assortie aux coussins des banquettes en velours. Caricature du traître d'opérette mais transfuge de choix pour l'opposition irakienne. En lâchant le régime de Bagdad pour rejoindre les rangs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), son ennemi de toujours, Jawar Erki amène en dot à ce mariage de raison l'allégeance de son clan, la tribu kurde la plus importante de la région de Mossoul. Quelque 5000 foyers, plus de 15000 combattants. Une milice clés en main, équipée et entraînée par les services de renseignement militaires de Saddam Hussein. Elle s'est aguerrie lors du conflit contre l'Iran et a fait preuve de sa loyauté au régime en participant à la répression de tous les soulèvements au Kurdistan.

Paradoxe. Sur les raisons de son retournement d'alliance, Jawar Erki reste plus qu'évasif. «Il y a longtemps que je désirais abandonner le régime, étudie-t-il. Mais, en tant que chef, je devais garantir la sécurité de ma tribu. Mes motivations ne sont pas d'ordre personnel. Dès que la guerre commencera, je me placerai sous le commandement du Parti démocratique du Kurdistan. S'il me le demande, nous combattons l'armée irakienne. Nous avons déjà établi une cellule de coordination. Nous disposons de moyens de communication avec les miliciens de ma tribu encore intégrés à la défense de Mossoul. Ils sont prêts à se mutiner dès qu'ils en recevront la consigne.» Situation paradoxale que ces supplétifs kurdes toujours officiellement chargés de protéger la principale agglomération du nord de l'Irak alors que leur chef ne fait aucun mystère de ses intentions de trahir. «Bagdad n'a pas vraiment le choix, assure Jawar Erki. Le gouvernement a besoin de mes forces pour tenir Mossoul et ne veut pas avoir de problème avec la principale tribu de la région. De toute façon, l'armée régulière ne résistera pas. La plupart de ses officiers, comme un nombre important de responsables locaux, préfère-

ront se rendre à des gens qu'ils connaissent plutôt qu'aux troupes américaines.»
«Les chefs des tribus ne font plus confiance au régime. Ils ne mettront pas les leurs en danger pour sauver le clan de Saddam.»
Jawar Erki

ront se rendre à des gens qu'ils connaissent plutôt qu'aux troupes américaines.»
Bon connaisseur du système irakien, Jawar Erki estime que les défections seront nombreuses dès les premières heures du conflit. «Jusque dans les tribus arabes que Saddam Hussein n'a pas épargnées. Depuis 1991, les problèmes se sont aggravés entre le gouvernement et les tribus. Leurs chefs ne font plus confiance au régime. Ils ne mettront pas les leurs en danger pour sauver le clan de Saddam.»
Depuis qu'il a pris la tête des Erki, en 1981, Jawar évolue dans les cercles du pouvoir. Elu deux fois député de Mossoul, il siège pour un troisième mandat à l'Assemblée nationale irakienne, nommé par Saddam Hussein pour y représenter la circonscription d'Erbil, ville du Kurdistan autonome qui échappe au contrôle du gouvernement central. Jawar Erki exhibe fièrement ses médailles «pour bravoure» décernées par le raïs qu'il dit avoir rencontré à maintes reprises. «Deux fois en tête à tête, précise-t-il. Mes hommes constituaient alors la plus importante des unités irrégulières engagées contre l'Iran. Nous avons aussi combattu l'opposition kurde. Après

l'attaque américaine, en 1991, notre milice a été reconstruite pour aider le camp irakien contre le séparatisme.» Aucune trace de repentir dans ses propos.

Exactions. Cette fois, les Etats-Unis semblent décidés à abattre Saddam Hussein. Au prétexte d'un bilan médical urgent, le député a obtenu une autorisation de sortie du territoire pour deux semaines. Il a réuni sa famille et il est passé en Jordanie pour ne plus revenir. Une relation commune lui a ouvert les portes de la représentation du Parti démocratique du Kurdistan. Un contact est établi avec son président, Massoud Barzani. Pragmatique, le vieux dirigeant kurde a passé l'éponge sur les nombreuses exactions commises par la milice d'Erki. «Nous n'avons pas même abordé le sujet, il est au-dessus de ça», assure le chef tribal. «Le retournement de Jawar Erki prouve que le navire irakien prend l'eau de toutes parts, estime une responsable kurde. C'est pour nous une bonne chose. Les ralliements, fussent-ils de la dernière heure, affaiblissent le régime. Moins nous aurons d'ennemis à combattre, plus la chute de Saddam Hussein sera rapide. Mais nous ne nous faisons aucune illusion. Nous leur accordons le pardon, pas notre confiance.» ●

DIDIER FRANÇOIS

Les Kurdes offrent l'asile aux déserteurs

Ils auraient déjà négocié la reddition de commandants.

Kalak envoyé spécial

Les défenseurs de Kalak s'ébrouent à la rivière pour chasser le sommeil. Une longue nuit à scruter le ciel dans l'espoir d'apercevoir d'hypothétiques bombardiers américains. A l'aube, la radio kurde a annoncé le premier raid aérien sur Bagdad. Les peshmergas (militiens de la résistance) tournent leurs regards vers les collines. Calme plat sur les lignes irakiennes. Sans hâte, les senti-

nelles déambulent sur la crête. Sans crainte, les soldats irakiens s'agenouillent pour leurs ablutions. Rien, dans leur comportement, n'indique la volonté d'en découdre.

Déception. Les miliciens kurdes font preuve d'un égal détachement. Un peu déçus, tout de même, par cette entrée en guerre timide. Trois explosions, sourdes et lointaines, dans la direction de Mossoul, surprennent un temps les deux camps. Mais chacun retourne à sa routine. Une vache



vagabonde aux abords d'un champ de mines, déclenchant une vague d'imprécations hilares de part et d'autre du front. Un vieux Kurde en profite pour inciter un jeune conscrit irakien à le rejoindre. Haussement d'épaules ambigu. Le soldat s'éloigne vers sa tranchée. Drôle de guerre.

Commandant la défense du village, Hashar Mala Omar se résigne à la patience. Ses hommes avaient tout arrangé pour recevoir au plus tôt une reddition des troupes ennemies. Avant leur regroupement à l'arrière, les déserteurs seront traités en hôtes, désarmés mais nourris. Le chef l'assure, qui se refuse à considérer les éventuels transfuges comme des prisonniers. « Ces soldats sont nos frères, ils sont victimes de Saddam Hussein. Seulement, avant de se rendre, ils attendront d'être certains que le pouvoir ne peut plus leur nuire. Pour l'heure, la réaction du régime leur fait plus peur que les bombes américaines. »

Travail de fourmi. Dans le cagibi qui lui sert de bureau, Hashar Mala Omar compile

avec frénésie tous les renseignements disponibles sur le 5^e corps d'armée irakien, chargé de la défense de Mossoul. Douze années d'un travail de fourmi lui ont donné une connaissance intime du cercle des officiers arabes qui commandent à Mossoul. « Nous avons déjà négocié avec certains commandants d'unité leur reddition, assure le patron de la sécurité. Ils savent que le régime touche à sa fin. Les soldats sont enrôlés de force. Leur paye ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins. Nous en avons déjà acheté beaucoup qui nous vendent des informations et qui, le moment venu, sabotent leurs armes lourdes ou ouvriront leurs positions. Nos peshmergas prendraient Mossoul sans difficulté si les Américains nous assuraient un appui aérien. » Mais les Etats-Unis ne semblent pas prêts à fournir aux milices kurdes ce coup de pouce, par peur de s'attirer les foudres de la Turquie. Mossoul attendra ●

D. F.



Kurdistan irakien. Hier, des peshmergas patrouillaient à la frontière de l'Irak.

Des « milliers » de prisonniers irakiens, selon Washington

► Une campagne aérienne massive a été lancée contre Bagdad et ses environs dans la nuit de vendredi à samedi 22 mars. Les forces américaines et britanniques ont tiré sur l'Irak quelque 1 500 missiles de croisière et bombes guidées par des systèmes de précision, selon les autorités militaires américaines.

Sans subir le même déluge de feu que la capitale, les villes de Mossoul, Kirkouk et Tikrit, au nord du pays, ont été visées.

Ces opérations marquent un changement d'échelle par rapport aux attaques aériennes limitées des deux nuits précédentes. Vendredi soir, 320 missiles de croisière ont été tirés sur Bagdad et ses abords, selon les autorités militaires américaines.

Des bâtiments du commandement militaire et du régime irakiens ont été visés, ainsi que des sites pouvant abriter des armes de destruction massive, selon les mêmes sources. Après le lever du jour, samedi matin, des explosions isolées ont retenti près de Bagdad - les premières explosions diurnes depuis le début des bombardements.

Samedi matin, quelque 250 civils irakiens avaient été blessés lors des trois nuits de bombardements de Bagdad, dont 207 lors de la dernière, a indiqué le ministre irakien de l'information, Mohammed Saïd Al-Sahaf.

► Les forces terrestres américano-britanniques ont continué leur progression partie du Koweït, avançant d'environ 160 km en direction de Bagdad et arrivant aux portes de Bassora (sud). Les Britanniques ont annoncé la prise de la péninsule de Fao, l'un des principaux terminaux pétroliers - ce que Bagdad a démenti. Le chef d'état-major interarmées américain, Richard Myers, a affirmé qu'un millier de puits pétroliers de la région étaient, vendredi soir, sous le contrôle de la coalition.

L'Irak a démenti avoir mis le feu à sept puits dans le sud du pays, affirmant avoir uniquement incendié « des tranchées remplies de pétrole ».

► Pertes britanniques et américaines : six militaires britanniques et un américain ont péri lors d'une collision entre deux hélicoptères britanniques, samedi matin au-dessus

des eaux internationales du Golfe.

Par ailleurs, deux marines sont morts vendredi au combat : le premier a été tué lors d'affrontements destinés à s'assurer le contrôle d'un puits de pétrole dans le sud, le deuxième lors de la prise d'Oum Qasr.

► Reddition : le commandant et le gros des troupes de la 51^e division irakienne, basée près de Bassora, se sont rendus vendredi aux forces américaines, selon le Pentagone.

Par ailleurs, des « milliers » de soldats de la 11^e division irakienne ont été faits prisonniers dans la nuit de vendredi à samedi dans le sud, a annoncé un porte-parole local de l'armée américaine.

► Au Kurdistan irakien : un millier de soldats turcs sont entrés dans le nord de l'Irak, tôt samedi matin, selon la chaîne CNN-Turk, dans une région contrôlée par les factions kurdes. Selon le responsable de l'une d'entre elles, l'UPK, 60 jeunes Kurdes auraient été « exécutés » par les autorités irakiennes de la ville juste avant son bombardement survenu dans la nuit de vendredi à samedi.

Le Monde

DIMANCHE 23 - LUNDI 24 MARS

Der Terror kam aus dem Libanon

Kendal Nezan, Leiter des Kurden-Instituts in Paris, über das Schicksal seines Volkes und Europa

PARIS, 23. März

Entsteht an der nordirakischen Grenze zur Türkei ein Krieg im Krieg? Mit besonderer Aufmerksamkeit werden die Ereignisse am Pariser Kurden-Institut verfolgt. Das 1983 gegründete Institut Kurde de Paris ist mit seiner Bibliothek, seinen Kulturveranstaltungen und Forschungsprojekten ein Zentrum kurdischer Kultur in der westlichen Welt. Es hat seit zehn Jahren Stiftungsstatus, ist politisch unabhängig und wird vom französischen Staat sowie von Privat Spendern subventioniert. Seine von einem Wissenschafts- und Kulturrat abgesicherten Programmbereiche gehen von der Sprach- und Geschichtsforschung über Kulturveranstaltungen bis zur zeitgeschichtlichen Archivierung und neuerdings auch zur Kulturbetreuung der jüngsten kurdischen Exilantenschübe. Kendal Nezan ist Mitbegründer und Leiter des Kurden-Instituts. han.

Wie stehen Sie zu diesem Krieg, der im Irak begonnen hat?

Ein gemeinsames Vorgehen einer breiten Koalition im Rahmen der Vereinten Nationen wäre richtig gewesen. Ein entschiedenes Vorgehen, denn die Diktatur in Bagdad hat nach drei Kriegen zwei Millionen Tote auf dem Gewissen: ein entschiedenes, aber kein einseitiges Vorgehen. Genau das ist nun aber eingetreten. Das ist sehr bedauerlich, denn es macht den Kriegsverlauf komplizierter, schmälert seine Legitimation und birgt zahlreiche Gefahren für die Zeit nach Saddam Hussein.

Schon haben offenbar erste türkische Einheiten die Grenze zum Irak überschritten. Besorgt Sie das sehr?

Ein paar Dutzend, ein paar hundert Mann, nach meinen Informationen, also kein massiver Truppeneinmarsch. Aber natürlich beunruhigt mich das. Die Türkei ist nicht in der Lage, im kurdischen Gebiet des Irak dauerhaft Stellung zu beziehen. Sie kann aber enormen Schaden anrichten für die Kurden, für sich selbst und auch für Amerika. Sie kann den ganzen Interventionsplan durcheinanderbringen und den Demokratisierungsprozeß lähmen. Wäre Europa geeint, könnte es in diesem Punkt eine wichtige Rolle spielen. Es könnte die Türkei zur Ordnung rufen mit handfesten politischen und wirtschaftlichen Argumenten von der Art, eine eventuelle EU-Mitgliedschaft mit Geldern aus Brüssel sei absolut unvereinbar mit der Aufrechterhaltung von militärischen Vormachtstellungen außerhalb der Landesgrenzen. Leider habe ich bisher keine solche Mahnung gehört, selbst nicht aus dem gespaltenen Europa.

Europa scheint für Sie ein Schlüssel zur ganzen Irak-Krise zu sein: ein verlorener Schlüssel.

Es gab ruhmreichere Zeiten, da ein geeintes Europa die amerikanische Regie-

rung umstimmen konnte. Das war nach dem Golfkrieg. Nachdem Saddam Hussein unter den Augen der damaligen Kriegskoalition sich an der schiitischen und kurdischen Bevölkerung gerächt hatte, wurde Europa Stimmführer der Empörung in der Welt. Mitterrand bewirkte gegen die Skepsis von George Bush (Vater) in den Vereinten Nationen im April 1991 die Resolution 688 über humanitäre Einmischung. John Major brachte drei Tage später auf dem Eu-

ropagipfel den Plan einer internationalen Schutzzone zur Rückkehr der kurdischen Flüchtlinge vor, den der Kommissionspräsident Jacques Delors dann erfolgreich dem Generalsekretär der Vereinten Nationen und dem Präsidenten Bush vorstellte. Der deutsche Außenminister Hans-Dietrich Genscher schließlich trat in derselben Zeitperiode für ein internationales Gerichtsverfahren gegen Saddam Hussein ein.

Hätte man Saddam damals den Prozeß machen müssen?

Davon bin ich überzeugt, selbst wenn er natürlich nicht erschienen wäre.

Wie sehen Sie die Position der heutigen Kriegsgegner Frankreich und Deutschland?

Sie stärken den Diktator Saddam Hussein, wenn auch unbeabsichtigt. Das gilt auch für Rußland. Damit verbauen sie sich Möglichkeiten der wirklichen Einflußnahme. Die einzige konsequente Haltung im Irak seit dem Golfkrieg ist die Großbritannien, selbst über einen Regierungswechsel hinweg. Tony Blair setzt seinen eigenen Posten aufs Spiel im Namen einer Überzeugung. Im Unterschied zur seltsamen Einmütigkeit in Frankreich und Deutschland erteilt uns England eine neue Lektion wahren demokratischen Meinungstreits. Durch eine ironische Wende der Geschichte treten die 1991 entschiedensten Vertreter des Menschenrechtsstandpunkts, Frankreich und Deutschland, heute im Zeichen des Realismus für den Status quo ein, während George W. Bush plötzlich rücksichtslos gegen den Tyrannen Saddam Hussein ins Feld zieht.

Gegen die Beziehungen Frankreichs zum Irak scheinen Sie manche Zweifel zu hegen.

Ich will nicht spekulieren. Frankreich war aber fraglos der wichtigste Handelspartner des Irak. Auch deutsche Firmen haben zweifelhafte Geschäfte mit dem Irak Saddam Husseins gemacht, sind dann aber in aller Öffentlichkeit zur Verantwortung gezogen worden. In Frankreich war diese Periode der Klärung schnell vorbei. Dabei ist allgemein bekannt, daß Saddam Hussein Aktien beim Verlagskonzern Hachette oder beim Bau- und Medienkonzern Bouygues hatte.

Waren die letzten zwölf Jahre für die Kurden insgesamt positive oder verlorene Jahre?

Was die Kurden des Irak angeht, waren diese Jahre eine historische Chance. Sie ha-

ben ein bisher nie erreichtes Ausmaß von Selbstbestimmung gebracht, wenn auch un-

ter schwierigen Bedingungen. Weder die Vereinten Nationen noch die Europäische Union haben die kurdische Autonomie aktiv unterstützt, wie sie es etwa für die palästinensische Autonomiebehörde tun. Dennoch hat sich im Gebiet des Nordirak über die Jahre der nationaler Bewußtseinskonsens gefestigt.

Zwischen dem Irak, der Türkei, Iran und Syrien ist die Situation der Kurden sehr unterschiedlich. Wie wirkt die Dynamik zwischen diesen Gebieten?

Seit dem gewaltsamen Machtwechsel von 1958 im Irak spielen die irakischen Kurden die Rolle einer Avantgarde in Sachen politischer und kultureller Selbstbestimmung. Das hat auch auf die anderen Gebiete ausgestrahlt. Die Kontakte zwischen den verschiedenen Volksteilen, die bis zum Ersten Weltkrieg kaum reale Grenzen kannten, erfolgten durch Presse, Rundfunk und heute drei Satellitenfernsehsender, zwei im irakischen Kurdistan, einer in Brüssel. Eine besondere Rolle spielte auch die Diaspora, die in der ersten Auswanderungswelle infolge des Kriegs zwischen Iran und Irak zunächst intellektuell geprägt war. Die Kurden sind vor der politischen eine Kulturnation, offen und tolerant, da sie nicht auf einer religiösen Grundlage beruht.

Welche möglichen Konzessionen erwarten Sie von der türkischen Seite?

Ideal wäre es, wenn Europa die Türkei vor ihre Verantwortung stellen und ihr sagen würde: Gewährt den zwölf Millionen Kurden im Land denselben Status, den ihr für die paar tausend zypriotischen Türken verlangt. Die Konzession wäre also eine sehr weit gehende Autonomie. Gerade Deutschland könnte mit seiner besonderen Beziehung zur Türkei diesbezüglich viel tun – und Joschka Fischer hat recht, wenn er sagt, die Kurdenfrage sei eine europäische Frage geworden. Anstatt diese Perspektive sachlich zu sehen, blicken die türkischen Führer aber stur an den Realitäten vorbei wie einst die sowjetischen Führer zu Breschnjews Zeiten.

Ist die terroristische Versuchung bei den Kurden denn wirklich überwunden?

Ich denke: ja. Der Terrorismus kam ursprünglich nicht aus der kurdischen Kulturtradition, sondern war den Freiheits- und Fraktionskämpfen in Palästina oder im Libanon abgeschaut. Das hat sich als kontraproduktiv erwiesen und ist hinter uns.

Wenn die kurdischen Gebiete im Norden des Irak nun wieder zum Ort der Kampfhandlungen würden, was wäre an Kulturerbe in Gefahr?

Architektonisch ist viel schon unter der osmanischen Herrschaft verschwunden. Dem preußischen Feldmarschall Helmuth von Moltke, der beim Türkeifeldzug im

neunzehnten Jahrhundert dort vorbeikam, ist das damals schon aufgefallen. Erhalten sind vorwiegend religiöse Bauten. Unter türkischer Herrschaft wurden dann weiter-

hin Bücher und ganze Bibliotheken verbrannt. Es blieb die mündliche Überlieferung. Aus ihr rekonstruieren wir, teilweise aus der Diaspora, unsere Kultur. Wer sie zerstören will, muß uns zerstören. Wir wa-

ren einmal vier Millionen Menschen, heute sind wir dreißig Millionen.

Die Fragen stellte Joseph Hanimann.



Des combattants kurdes en route hier vers la frontière irako-turque. Les peshmergas sont déterminés à s'opposer à toute pénétration de l'armée turque sur leur territoire.

Photo Behrouz Mehri /AFP

“Kirkouk est un rêve, je n'en dors plus la nuit”

Sulamaniya

Envoyée spéciale

Delphine Minoui

RECROQUEVILLÉES autour du feu de joie, Shiassein, 12 ans, et ses quatre sœurs fredonnent une chansonnette. « Ne pleurons pas les morts. Ils sont toujours vivants dans nos cœurs. » En ce début de nouvel an kurde (célébré le 21 mars), les petites brunettes ont revêtu leurs belles robes printanières. Mais cette année, la joie a perdu ses couleurs dans la plaine de Kawala, au pied des montagnes Lezarda. C'est ici, à 20 kilomètres au sud de Sulamaniya, capitale de l'est du Kurdistan, que la petite famille a garé sa camionnette qu'elle improvise depuis trois jours en refuge pour dormir la nuit.

« Nous avons quitté Sulamaniya dès l'annonce des premiers bombardements américains sur Bagdad, raconte Khaled Mohammad Faraj, le père de famille. On a mis la clé sous la porte, en emportant le strict minimum et en laissant tous nos biens

Hassan rêve d'indépendance, Khaled craint la vengeance de Saddam. Le Kurdistan entre l'espoir et la peur

derrière nous. » A côté de lui, sa femme, Payam, a le regard éteint.

Depuis le début de l'attaque américaine en Irak, quelque 300.000 habitants du Kurdistan irakien ont quitté les grandes villes pour se réfugier dans les montagnes. Dans cette enclave de liberté au nord de l'Irak, autonome depuis 1991, les habitants des villages qui longent la frontière irakienne ont également plié bagage en vingt-quatre heures. « Nous vivons avec la crainte d'une vengeance du régime irakien sur notre propre population. Il nous a semblé trop dangereux de rester en ville », explique Payam. Comme de

nombreux kurdes, Payam est hantée par les crimes perpétrés par le régime de Saddam Hussein.

A la fin des années 80, plus de 190.000 Kurdes disparurent à la suite d'une terrible campagne d'épuration ethnique. Sans compter les quelque 5.000 villages complètement dévastés par les troupes irakiennes. Mais la peur, la vraie peur, elle vient surtout de la menace chimique. Quinze ans après la catastrophe d'Halabja, qui coûta la vie à 5.000 habitants, les Kurdes n'ont toujours pas réussi à soigner les blessures du passé. Faut de moyens pour faire face à une éventuelle attaque chimique, les autorités locales ont elles-mêmes incité la population à quitter les grandes villes. Il y a quelques jours, les masques à gaz ont enfin fait leur apparition au bazar de Sulamaniya. Mais à 50 dollars pièce, soit l'équivalent du salaire mensuel moyen. Un budget trop lourd pour la petite famille de Khaled Mohammad Faraj.

« Pour l'instant, on attend

de voir comment la situation évolue, explique Khaled Mohammad Faraj. En cas de crise, on partira du côté irakien. » Mais les autorités irakiennes ne semblent pas l'entendre de la même façon. Après avoir annoncé il y a plus d'un mois l'ouverture de sites d'accueil le long de sa frontière avec l'Irak, Téhéran a subitement fermé ses portes.

Dans la petite ville de Pandjuin, qui jouxte le poste-frontière qui mène aux villes irakiennes de Mariwan et Baneh, plus de 20.000 personnes ont débarqué il y a trois jours dans l'espoir de passer de l'autre côté. En l'absence de tentes et de couvertures, le maire de la ville a fini par leur mettre ses écoles et ses mosquées à disposition. Parmi les réfugiés, Hassan Osman, 50 ans, qui a dû quitter Kirkouk avant-hier avec sa femme et ses deux enfants. Il songe au jour où sa ville pourrait devenir la capitale du Kurdistan dans un futur Irak fédéral. La partie n'est pas gagnée d'avance. Pourtant Hassan se veut optimiste. Il espère qu'une fois la paix retrouvée, les Américains sauront partir à temps. « Kirkouk est un rêve. Je n'en dors plus la nuit », dit-il.

Le Journal du Dimanche
Dimanche 23 mars 2003

Irak : le jour d'après

par Thomas Pickering et James Schlesinger

THOMAS PICKERING

a été sous-secrétaire d'Etat dans l'administration Clinton et ambassadeur à l'ONU.

JAMES SCHLESINGER

a été directeur de la CIA et ministre de la défense et de l'énergie.

UNE fois la guerre destinée à supprimer le régime de Saddam Hussein achevée, les intérêts des Etats-Unis vont requérir un engagement exceptionnel des ressources financières et personnelles américaines afin d'assurer l'assistance de transition et la reconstruction de l'après-conflit.

Au nombre de ces intérêts figurent l'élimination des armes de destruction massive irakiennes, la fin des contacts irakiens - limités ou étendus - avec les organisations terroristes internationales, des mesures pour s'assurer qu'un gouvernement irakien suivant la transition pourra maintenir l'intégrité et l'indépendance territoriales du pays tout en contribuant à la stabilité de la région. Il faut y ajouter les conditions pour que le peuple irakien ait un futur dans lequel il pourra faire entendre une voix significative dans les décisions majeures appelées à modifier sa vie.

Cependant, les responsables américains doivent encore présenter en détail au Congrès et au peuple américain l'ampleur des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de l'après-conflit. Ils n'ont pas non plus exposé en détail leurs perspectives sur la structure du gouvernement de l'après-conflit.

Ces questions nécessitent une attention immédiate. Il faut agir dans quatre domaines-clés :

Engagement politique américain dans l'avenir de l'Irak. Le président doit mettre à profit ses récentes déclarations en faveur de l'engagement américain en Irak en indiquant clairement au Congrès, au peuple américain et au peuple irakien que les Etats-Unis vont garder le cap. Il doit annoncer un programme de reconstruction s'élevant à des milliards de dollars et s'étendant sur des années et rechercher l'approbation officielle du Congrès.

En annonçant un tel programme, le président donnera aux Irakiens l'assurance que les Etats-Unis s'engagent à contribuer de manière significative au développement de l'Irak et permettra aux agences gouvernementales américaines de faire des projets plus efficaces pour une implication à long terme des Etats-Unis.

Le volume des ressources américaines nécessaire pour la paix, la stabilisation et la reconstruction

pourrait s'élever à quelque 20 milliards de dollars par an durant plusieurs années. Ce chiffre suppose un déploiement de 75 000 hommes pour le maintien d'une paix stable après le conflit (à hauteur d'environ 16,8 milliards de dollars par an), ainsi que le financement de l'aide humanitaire et le soutien à la reconstruction. Si les besoins en hommes dépassent largement 75 000 - c'est très plausible -, les fonds nécessaires seront beaucoup plus élevés.

Protection des civils irakiens : une clé pour gagner la paix. Dès le début du conflit, l'armée américaine doit déployer des troupes ayant pour mission d'instaurer la sécurité des civils et de fournir une aide humanitaire. Cela diffère des tâches généralement assignées aux troupes de combat, mais ce sera décisif pour empêcher l'anarchie et rassurer les Irakiens qui risqueraient sinon d'abandonner leurs maisons.

Femmes et enfants vont constituer la majorité des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays ; des efforts particuliers doivent donc être

ricain et contribuera à atténuer l'impression que les Etats-Unis cherchent à contrôler l'Irak d'après la transition.

L'administration Bush rechignera sans doute à sacrifier la maîtrise du commandement, surtout au début du processus de transition. D'autre part, certains gouvernements hésiteront peut-être à prendre part à des activités dans lesquelles ils auront peu de responsabilités.

L'administration doit aborder ce dilemme en promouvant des résolutions du Conseil de sécurité de l'après-conflit qui approuveront le rôle directeur des Etats-Unis concernant la sécurité et l'administration civile intérimaire dans l'Irak de l'après-conflit, mais qui envisageront aussi une participation internationale significative et le partage des responsabilités pour les prises de décisions dans les domaines importants.

Ces résolutions pourraient charger le Programme alimentaire mondial ou une autre organisation humanitaire internationale d'assurer la responsabilité de l'aide humanitaire (et impliquer

les Irakiens continuent à jouer des rôles-clés dans l'administration des institutions publiques soumises à des contrôles adéquats. Le maintien des services de base sera essentiel et exigera que des milliers de fonctionnaires irakiens continuent à faire leur travail.

En outre, il faudra faire rapidement tous les efforts possibles pour instaurer des mécanismes consultatifs irakiens sur les questions politiques, constitutionnelles et juridiques, de sorte que la période de gouvernement intérimaire soit limitée et se caractérise également par des responsabilités croissantes des Irakiens sur le plan politique et administratif.

C'est une très bonne idée d'encourager en Irak un système de gouvernement fédéral s'appuyant sur la géographie. Au nord de l'Irak, la population kurde vit hors du contrôle du régime depuis plus de dix ans. Si les décisions concernant la structure constitutionnelle de l'Irak doivent être prises par les Irakiens, une solution sans système fédéral risquerait de déboucher sur un conflit dans l'Irak de demain. Les responsables américains doivent encourager un système fédéral dans leurs discussions avec leurs homologues irakiens et avec les voisins de l'Irak.

En ce qui concerne le pétrole, l'administration Bush doit trouver un équilibre difficile entre la nécessité de garantir que les revenus du pétrole profitent au peuple irakien et l'importance de respecter le droit des Irakiens à prendre des décisions au sujet des ressources naturelles de leur pays.

L'administration doit, en particulier, insister publiquement sur le fait que les Etats-Unis vont respecter et défendre la propriété de l'Irak sur les ressources économiques du pays, notamment le pétrole. La suppression du régime ne

modifiera pas les obligations de l'Irak vis-à-vis du programme « Pétrole contre nourriture » de l'ONU, mais elle aura vraisemblablement pour conséquence la nécessité de le modifier. L'administration doit chercher un nouveau cadre juridique fort de l'approbation internationale pour assurer une production de pétrole fiable en Irak et pour réserver à un futur gouvernement irakien la détermination de la politique pétrolière générale de l'Irak. Un comité de surveillance des déci-

C'est une très bonne idée d'encourager un système de gouvernement fédéral s'appuyant sur la géographie

faits pour s'assurer qu'ils seront à l'abri des sévices sexuels et qu'on pourra répondre à leurs besoins médicaux.

L'administration Bush doit poursuivre cet objectif de sécurité civile tout au long de la transition. Aucun des objectifs américains en rapport avec la reconstruction de l'Irak ne peut être atteint en l'absence de sécurité civile. Si l'administration ne parvient pas à s'attaquer à ce problème de manière efficace, elle alimentera l'idée que l'intervention américaine a pour résultat une augmentation des souffrances humanitaires.

Partage du poids de la transition et de la reconstruction après le conflit. L'administration Bush doit se dépêcher d'impliquer les organisations internationales et les autres gouvernements dans le processus de transition et de reconstruction de l'après-conflit. Cette démarche allégera le fardeau supporté par le personnel civil et militaire amé-

les ONG et la société civile irakienne dans la gestion et la distribution de l'aide), indiquer que l'ONU prendra la responsabilité

d'organiser (avec l'aide et le soutien des Etats-Unis) le processus politique consultatif menant à une transition vers un nouveau gouvernement irakien, créer un comité de surveillance du pétrole pour l'Irak, autoriser la poursuite du programme « Pétrole contre nourriture » de l'ONU, créer un consortium de donateurs conjointement avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour réfléchir aux besoins liés à la reconstruction de l'Irak ainsi qu'à l'effacement de la dette, et indiquer que les responsabilités dans d'autres domaines pourraient être transférées à l'ONU, et/ou à d'autres gouvernements si les conditions le permettent.

Faire des Irakiens les dépositaires des enjeux tout au long du processus de transition. L'administration devrait s'assurer que

sions, avec une participation internationale et une participation irakienne significative, pourrait être créé pour aider à mettre en place

ce nouveau cadre.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Florence Lévy-Paoloni.
©2003, Global Viewpoint.
Distribué par Tribune Media

Services International, section
de Tribune Media Services.
Ce texte est tiré du rapport d'un
groupe de travail indépendant sur

l'Irak de l'après-guerre qu'ils ont
présidé et qui était patronné par
le Conseil des relations internationales.

Défiant Washington, la Turquie annonce l'envoi de 1 500 soldats d'élite dans le nord de l'Irak

Ankara craint qu'un vide ne s'installe de l'autre côté de sa frontière et soit exploité par les mouvements kurdes que les Américains ont enrôlés dans leur coalition anti-Saddam

ISTANBUL

de notre correspondante

A l'issue de négociations tendues avec Washington, la Turquie a finalement accepté, vendredi 21 mars au soir, d'ouvrir son espace aérien aux avions américains participant aux opérations contre l'Irak. « En fin de compte, il a été décidé que l'ouverture de l'espace aérien était dans l'intérêt de la Turquie », a déclaré le ministre de la défense, Vecdi Gönül. Mais Ankara, défiant Washington, a dans le même temps annoncé l'envoi de 1 000 à 1 500 soldats de troupes d'élite en renfort, dans des véhicules blindés, au nord de l'Irak.

Depuis plusieurs années, la Turquie disposait déjà d'une présence militaire, limitée, au nord du pays et elle avait souvent fait des incursions en Irak durant les années 1990, à la poursuite de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Aujourd'hui, Ankara redoute l'indépendance des Kurdes irakiens ; les autorités turques, civiles et militaires, ont à plusieurs reprises averti qu'elles entendaient protéger leurs intérêts dans la région.

LES ÉTATS-UNIS IRRITÉS

Le rôle de la Turquie au nord de l'Irak avait fait l'objet d'intenses pourparlers avec l'administration américaine avant le vote parlementaire du 1^{er} mars contre le transit de troupes américaines par le sol turc pour ouvrir un front nord en Irak. Les Turcs avaient tenté de se voir garantir un certain degré d'autonomie de mouvement pour leurs troupes dans cette région. Les Kurdes irakiens, qui ne voient pas d'un bon œil cette ingérence, avaient protesté.

Depuis le vote du Parlement, Washington, irrité, a non seulement retiré son offre de compensa-

tion financière, mais s'est rapproché des Kurdes irakiens, dont les peshmergas (combattants) sont actuellement sous commandement américain.

Jusqu'à la dernière minute, la Turquie a cherché à se faire reconnaître le droit d'envoyer ses troupes au nord de l'Irak en contrepartie de l'accès à ses couloirs aériens. Mais le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, en déclarant que le droit de survol et le rôle de la Turquie en Irak étaient deux questions séparées, a refusé ce feu vert. « Nous ne voyons aucun besoin pour une incursion turque au nord de l'Irak », a déclaré M. Powell.

La décision d'envoyer des renforts en Irak, malgré les avertissements répétés des Américains, ris-

que maintenant de provoquer une détérioration marquée des relations entre la Turquie et les Etats-Unis. Elle indique aussi le profond manque de confiance des Turcs envers leurs alliés de longue date. Les Américains, pour leur part, convaincus que la Turquie était simplement intéressée à faire monter les enchères, ont sous-estimé les inquiétudes d'Ankara.

« Les troupes turques vont y aller » pour éviter, comme après la guerre du Golfe, que ne se crée un vide exploité « pour les activités terroristes », a expliqué le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül. Il faisait référence aux militants du PKK qui avaient alors profité du chaos pour installer leurs camps dans les montagnes de la zone fron-

tière. « Cette fois, nous ne voulons pas un tel vide », a souligné M. Gül.

Les Américains craignent des accrochages entre les troupes turques et les forces kurdes irakiennes, ce qui pourrait déclencher une guerre dans la guerre. Le dialogue continue entre Washington et Ankara, mais le ton monte. Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a averti les Turcs vendredi : « Nous avons des forces spéciales liées aux forces kurdes dans la région. Vous pouvez être sûrs que nous avons fait savoir au gouvernement turc et aux forces armées turques qu'il serait particulièrement peu utile qu'elles entrent au nord de l'Irak en nombre important. »

Nicole Pope

Un dispositif en place depuis des années, mais renforcé

SILOPI

de notre envoyé spécial

Combien de soldats turcs sont amassés dans la région frontalière avec l'Irak ? Aucun chiffre officiel n'est disponible. A Silopi - dernière ville turque avant la frontière et point de passage prévu par les Américains pour le front nord irakien -, les alentours ainsi que les 10 derniers kilomètres menant au poste-frontière de Habur sont interdits à la presse.

D'après des sources locales, les effectifs du 2^e corps d'armée, stationné dans ce sud-est turc, s'élèvent à plus de 100 000 hommes. Près de 50 000 militaires seraient déployés à l'est de Silopi, depuis les montagnes de Cudi, au Nord, jusqu'à Habur, au Sud, en longeant la rivière Hezil Cay (Nahr al Khabur). Plusieurs milliers d'autres soldats turcs se trouveraient côté irakien, selon un responsable militaire. Environ 1 500 soldats ont rejoint, dans la nuit de vendredi au samedi 22 mars, les forces déjà sur place à partir de la ville de Hakkari (Est).

CHARS, BLINDÉS, OBUSIERS...

Depuis des années, les autorités

d'Ankara maintiennent un fort contingent militaire dans la région. Ce dernier était estimé avant la crise à environ 20 000 hommes dans la région de Silopi et entre 8 000 et 12 000 dans le nord de l'Irak. Prompte à occuper le terrain afin de peser de tout son poids sur les destinés de la région, l'armée turque a dépêché hommes et équipements militaires en direction de la frontière dès les premières semaines de la crise irakienne. Les derniers convois remontent aux 7 et 8 mars. « Cela fait des mois

qu'ils s'installent, dit un habitant de Silopi. Deux à trois fois par semaine, de longues caravanes militaires de plusieurs dizaines de bus et semi-remorques traversaient la ville pour rejoindre la frontière. »

Selon des témoins civils, près de 5 000 soldats seraient stationnés entre Silopi et Habur ainsi que de nombreux chars (T 60 et Leopard), blindés, jeeps, pelleteuses, camions citernes, obusiers et ponts mobiles. Vendredi, un de ces ponts aurait été transféré du côté irakien.

La presse turque, quant à elle, ne donne pas d'estimations des effectifs déployés sur le terrain mais avance des hypothèses d'or-

dre stratégique. D'après le quotidien proche du gouvernement d'Ankara *Yeni Safak*, un certain nombre de tanks et de véhicules blindés sont entrés en Irak le 9 mars par la porte de Habur. « Les militaires auraient demandé à Turk Telekom la construction d'un central téléphonique en Irak d'une capacité de plus de 10 000 lignes », affirme le quotidien *Hürriyet* dans son édition du 12 mars. D'après son homologue *Milliyet* du 16 mars, les soldats turcs seraient sur le point de se déployer en Irak sur 30 km à partir de la frontière.

« L'armée est en route pour l'Irak du Nord », a titré *Sabah* vendredi. « Pour la première fois, les troupes turques sortiraient de leurs camps et s'installeraient sur les routes telles que l'axe Zaho-Begowa-Batufa », peut-on lire dans les colonnes de ce quotidien à grand tirage. Le même jour, *Aksam*, journal islamo-nationaliste, estimait que « la motion [voté par le Parlement le 20 mars et qui autorise le déploiement de troupes turcs « à l'étranger »] est passée, le visa pour l'Irak est acquis ».

Nicolas Bourcier

Kurds, Turks and Iraqis all vie for control of this city and its vast oil reserves Real battle will begin when war is over but parties already positioning themselves



Kurdish militia fighters man a checkpoint in Qoshtapa, a Kurdish-controlled area 30 kilometres south of Irbil, which borders the city of Kirkuk. In the background, an Iraqi Kurdish family flees in their truck, heading to northern Iraq. Across the Kurdish area, thousands of people have fled to country villages in fear of Iraqi missile attacks.

TORONTO STAR ★ SUNDAY, MARCH 23, 2003

The Jerusalem of Kurdistan



Sonia Verma

CIZRE, TURKEY—It was a late night telephone call from an old friend that finally convinced the man he had to leave.

As war loomed, Iraqi intelligence was cracking down on the city of Kirkuk. The man's friend, a retired military officer, said his last chance would be lost if he didn't leave soon.

The man got out of bed and checked on his baby girl, still asleep in her crib. Then he woke his wife to break the news.

"Leaving was the only choice for me, but it was the hardest decision because my daughter and my wife could not come with me," he explains.

He left quietly the next morning, packing a small bag with a change of clothes, some photos of his family and his expired Turkish passport.

He travelled by car across a smuggling route into a Kurdish-controlled region of Northern Iraq, following the same route as thousands of other refugees who had left before him.

When the car approached Iraqi military checkpoints, he buried himself beneath sacks of grain in the trunk. It took a sin-

gle day to reach the Turkish border crossing of Habur gate and a fragile freedom.

The man has few possessions from the city he left behind but carries with him the stories of a place that has become one of the most contested battlegrounds as the U.S. military attack on Iraq intensifies.

Kirkuk is a place where for years the secret police conducted a campaign of ethnic cleansing, tapping phones and searching homes, looking for signs of subversion. It is a city over which struggle will continue long after the war is over.

Two days after he left his home, the man sits in a deserted hotel lobby on the safe side of the Turkish border. He's still wearing the outfit his wife selected for his journey — rumpled khaki pants and a wool sweater to keep him warm.

He has not yet slept and his hands tremble when he speaks, reluctantly at first.

The man's name cannot be used for this story. He still fears for the safety of the wife and child he left behind.

"If the secret police found out I left, they would be killed," he says in an even voice.

The man was born in Turkey to a Kurdish family, but moved to the oil-rich city of Kirkuk three years ago when he married. His wife is a Turkoman, one of the ethnic Turks who make up less

than 2 per cent of Iraq's population and whose status after the war remains uncertain.

People who live in Kirkuk call it the "Jerusalem of Kurdistan," because of the different ethnic groups who lay claim to it. Kurds have written a constitution declaring the city their capital, while Turkey's claim to the city dates back to the Ottoman Empire.

He had been living in Kirkuk illegally since his wedding, under the radar of a brutal "Arabization" plan designed to purge the population of people like him.

For more than 80 years, the Sunni Muslim-dominated governments of Iraq have tried to force Kurds and Turkomans to leave Kirkuk and replace them with Arabs.

When Saddam Hussein came to power, he introduced new measures which bar Kurds living in Kirkuk from owning property and registering businesses or marriages unless they adopt Arabic names.

Kurds were forced to undergo an "ethnicity correction" procedure, where they change their ethnicity from "Kurd" to "Arab" on all their official documents.

"I was afraid to ask them to renew my papers because I would have automatically become a target of the secret police," the man explains.

Already, his wife was under suspicion. Her brother was

killed by government agents in 1980 because they believed he was working as an informant to the Turkish government, he says. The man feared he would fall to similar fate if he wasn't careful.

"They would have thought I was a government agent. I felt it was safer to live an anonymous life," he says.

But in the days leading up to the war, Saddam Hussein's regime started to bear down.

The Baath party conducted searches of houses up and down the street where he lived. They arrested people who were not members of the party and pressed others into military service for the Iraqi army.

"I knew it was only a matter of time until I was discovered," the man says.

When he left the city, Iraqi soldiers were gearing up for war.

They had buried explosives around the city's oil wells, mined the roads and built trenches in Kurdish neighbourhoods to guard against any rebellion.

He says soldiers dug a ring around the city and filled it with oil to set on fire in case of an attack. Anti-aircraft weapons were mounted on hill stations surrounding the city and trained on the sky. City roads were barricaded and the oil well behind the hospital was set ablaze a few days ago, he says.

"Everybody who lived there was trying to get out, but they were too scared to go to the Iraqi checkpoints. They kill them so nobody leaves," he says.

For those who remained in the city, life had come to a standstill before the bombs dropped. A 9 p.m. curfew was imposed, shops were shut down, school was cancelled and the buses stopped running.

"Everybody was waiting for the first bomb to drop. Of course they were afraid because they didn't know what was going to happen. They said, if the bombs start dropping we won't hide in our houses, we will stand in the streets. Maybe if they see us, they won't kill us," he said.

He believes Saddam Hussein's regime will fall and that the people of Kirkuk will welcome American troops as liberators.

"They're afraid right now to

say they want to be freed. Even the army will welcome them," he predicts.

But he says the real battle for Kirkuk won't happen until after the war is over.

U.S. officials have said they want Kirkuk to be a multi-ethnic city, with oil revenue funnelled through a central government rather than to a single ethnic group.

But both Turkey and the Kurdish leaders of northern Iraq have stakes in Kirkuk, which is believed to hold 10 billion-barrels of oil.

Turkey has already deployed more than 15,000 soldiers into Northern Iraq saying they have to secure the country's borders, and the Kurds are worried that Turkish troops will use the war as an excuse to occupy the region and take control of Kirkuk.

For their part, Kurdish military forces have assembled an underground resistance in Kir-

kuk and believe Kurds will eventually take control of the city by a massive influx of returning refugees once the war is over.

The man sitting in the hotel lobby will join them, returning to an uncertain future. Until then he will stay with his family in Istanbul and pray for the safety of his wife and child. He has not spoken to them since the bombing started.

"The minute I hear the war is over, I will find a way of getting back to Kirkuk so I can kiss my wife and hold my daughter," he says.



REUTERS PHOTO

A Turkish soldier keeps his rifle and TV set at the ready yesterday in Silopi, near Turkey's border with northern Iraq.

U.S. gives up plan for Turkey

SONIA VERMA
STAFF REPORTER

CIZRE, TURKEY—Dozens of U.S. ships carrying weaponry for the army's 4th Infantry Division have been redirected to the Persian Gulf, signalling an end to the Pentagon's hopes of launching a northern front on Iraq from Turkey.

Yesterday's decision was made after months of hard bargaining between Washington and Turkish leaders. In the end, a proposal to station up to 62,000 U.S. troops in Turkey could not push past resistance from the country's politicians and its people who are overwhelmingly opposed to war.

Despite a last ditch effort by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and the country's powerful military to rally support

for ground troops, Turkey's parliament limited its support for Washington's war plans to over-flight rights for U.S. warplanes.

"Ground troops are definitely off the table," said Frank Ward, a spokesperson with the American Embassy in Ankara.

While the U.S. military's preferred plan of attack on Iraq hinged on a double-fronted war, the rapid advance of troops from Kuwait convinced the Pentagon they could proceed without ground troops in Turkey, military observers say.

"It's unfortunate, but Gen. Tommy Franks has always said that he could fight this entire war from the south if he had to," Ward said of the commander of the coalition forces in Iraq.

About 40 ships carrying the division's weaponry and equipment were to ship out from the Mediterranean sea today. The 4th Infantry's soldiers, who awaited orders to deploy at Fort Hood, Texas, would likely be reassigned to Kuwait, military officials said.

Observers here say the repercussions of Turkey's decision will be felt for years to come.

In denying U.S. troops, the debt-ridden country forfeited a multi-billion-dollar aid package designed to cushion the economic impact of a war with Iraq. Turkey has also jeopardized

future political relations with the U.S., one of its key NATO allies, analysts say.

Ilter Turan, a professor of international relations at Bilgi University in Istanbul, said the reason Turkey's leaders were unable to rally support boils down to government incompetence.

"I think it was a miscalculation on the part of the Turkish government. They judged an operation in Iraq without Turkey would be impossible, that the Northern front was indispensable. They tried to play a game with the Americans and they ended up losing," he said.

Meanwhile, Turkey fended off accusations it is deploying waves of soldiers into northern Iraq, against the Pentagon's wishes.

The government issued a flat denial to widespread media reports that about 1,500 Turkish tanks and combat troops were rolling across the border against orders from U.S. military commanders.

Turkey demanded the right to send troops into Iraq, in exchange for granting the U.S. access to its airspace.

Turkey said it would send troops to avert a humanitarian crisis in northern Iraq, to hold back a flood of refugees into Turkey, and to prevent terror-

ists crossing its border.

Still, U.S. leaders have insisted Turkey stay out of the region, fearing a "war within a war" should Turkish soldiers provoke fighting with Kurdish forces in the region.

Turkish officials maintained that any troop movements observed in recent days were part of regular regional patrols, not a fresh incursion.

"Such news is not true and does not reflect reality," an official statement from the military said yesterday.

But the military statement also seemed to leave the door open for future troop advancement.

It emphasized a parliamentary resolution adopted earlier in the week authorized such action if Turkish commanders deemed it necessary.

★ TORONTO STAR ★

MARCH 23, 2003 ★

MARCH 23, 2003

The New York Times



A suicide car bombing yesterday at a checkpoint in a Kurdish-controlled area killed at least five people including the bomber. One of those who died was an Australian TV cameraman.

KURDISH REGION

Car Bombing at Checkpoint Kills Australian Journalist

By C. J. CHIVERS

GIRDI GO, Iraq, March 22 — An Australian television cameraman was killed and an Australian television correspondent was injured this afternoon when a car laden with explosives detonated at a Kurdish military checkpoint here.

At least 3 Kurds were killed and 24 others were injured in the same blast, according to preliminary reports from area hospitals. The driver of the car also died.

Doctors said they expected the number of casualties to rise as more people arrived for treatment.

The suicide bombing occurred at a chaotic checkpoint just outside Khurmal, in northeast Iraq near the border with Iran. Khurmal was struck by American cruise missiles early this morning as part of a bombing campaign against Ansar al-Islam, a militant Islamic group.

The checkpoint was crowded with civilians who were fleeing the area, and the vehicle, apparently driven by a militant, managed to mingle with the fleeing Kurds and pull up to the checkpoint, which was manned by secular Kurdish fighters.

It detonated with a tremendous boom, sending shrapnel throughout the intersection and a thick dark mushroom cloud high into the air. A small building near the checkpoint burst immediately into flames.

Panic ensued.

Vehicles with blown-out windows and bleeding passengers lurched away from the checkpoint, racing down the roads at speeds that quickly reached nearly 100 miles an hour. Horns honked. People shouted warnings from behind windshields as they passed others on the road, their words eerily muffled as they whooshed past.

The smoke behind them billowed and rose.

The journalist who was fatally injured had approached the checkpoint — run by the Patriotic Union of Kurdistan, the Kurdish party that controls the eastern zone of northern Iraq — just seconds before the blast.

He had been filming in the area for nearly an hour, a witness said, and wanted to get some final footage of the fleeing civilians who were passing by. Witnesses said the bomb, packed inside a white sedan, exploded at that moment.

The journalist's remains were taken to Sulaimaniya by reporters who arrived at the checkpoint minutes after the blast.

Journalists identified him as Paul Moran, a freelancer working for the Australian Broadcasting Corporation. Mr. Moran was married and had a 2-month-old daughter.

His driver, a Kurd who was injured in the blast, said Mr. Moran had told him he had planned to call

his wife and daughter tonight.

Mr. Moran's peers said that he was experienced and had visited northern Iraq in the past. He entered the country from Iran last week to cover the war, they said.

The correspondent who was injured, Eric Campbell, who is normally based in Beijing for the same network, was not seriously injured.

Nobody claimed responsibility for the bombing in the hours after it occurred.

One injured Kurdish fighter, suffering from a terrible head injury,



A Kurdish fighter hurt in the suicide bombing was taken to the hospital.

A deadly blast seems to be a suicide attack by a militant Islamic group.

was sprawled in the back of a pick-up truck that managed to drive on the smoking remains of at least one ruined tire. He was suffering from spasms, and seemed close to death.

More injured gathered at the hospital a few minutes down the road, where the man with the head injury was near death and two other Kurds were slightly injured. Five more injured quickly arrived.

Until this morning, Girdi Go had been under the control of Komali Islami Kurdistan, an armed Islamic political party that has controlled Khurmal and maintained relations with both the secular Kurdish government and the radical Islamists of Ansar.

But in the darkness this morning, Komali was attacked by American missiles, and it contracted its positions, consolidating inside Khurmal and in nearby areas. Its checkpoints and bunkers in villages at Khurmal's edge were quickly occupied by the Patriotic Union.

Gunfire could be heard inside Khurmal today, which is just down the road from the checkpoint, and fleeing civilians said armed bearded men were roaming the bazaar.

The Observer 23 March 2003

Two wars merge in Kurdish north

'A-DAY' FOR KURDS

BY JASON BURKE
CHAMCHAMAL, IRAQ



The American-led onslaught begins in a region rife with ethnic and political acrimony where only one aim is shared: the removal of Baghdad's grip on Kurdish territory

AT 12.21 yesterday morning came the sound the people of Halabjah had been waiting for. Unlike any airstrike in the rest of Iraq there was no worry, merely relief that 'A-day' had reached the north.

Fifty Tomahawk missiles clicked and whirred in the dark cloudy sky and then impacted on the hills to the north and east, sending plumes of flame into the sky. Guided in by US special forces, they were targeted on the posts, weapons depots and trenches held by Ansar-ul-Islam, an al-Qaeda linked Islamic militant group which has carved out an enclave in the Kurdish-run autonomous zone of northern Iraq.

Four hours earlier, 50 miles to the south the skies over the

oil-rich city of Kirkuk lit up as missiles and B-52 strikes hammered Iraqi army bases. Simultaneously explosions rocked Mosul, in the north-west, and Iraqi army positions along the frontline with the Kurds. These combined two elements of the US-led 'war on terror' in an awesome display of destructive power, killing at least 100 Islamic extremists with indirect links to Osama bin Laden and destroying Iraqi army tanks, helicopter gunships, planes, and headquarters. Estimates of Iraqi army casualties varied. At 8am a second wave of missiles hit at Ansar. In the afternoon the group struck back, with a car bomb believed to have killed at least 20 people including a Western journalist. A north-

ern front, at least from the air, has opened on Iraq.

Residents of Kirkuk, reached by telephone yesterday, told *The Observer* how they had huddled in basements as detonations shook the city. Khader, a 40-year-old architect, described how his young children had gone into shock as the bombs rained down. 'We should have left,' he said. The architect said that he had been trapped by a curfew imposed four days ago. Armed Iraqi intelligence officers and Baath party officials patrolled the streets with loudspeakers, warning residents to stay indoors or be shot.

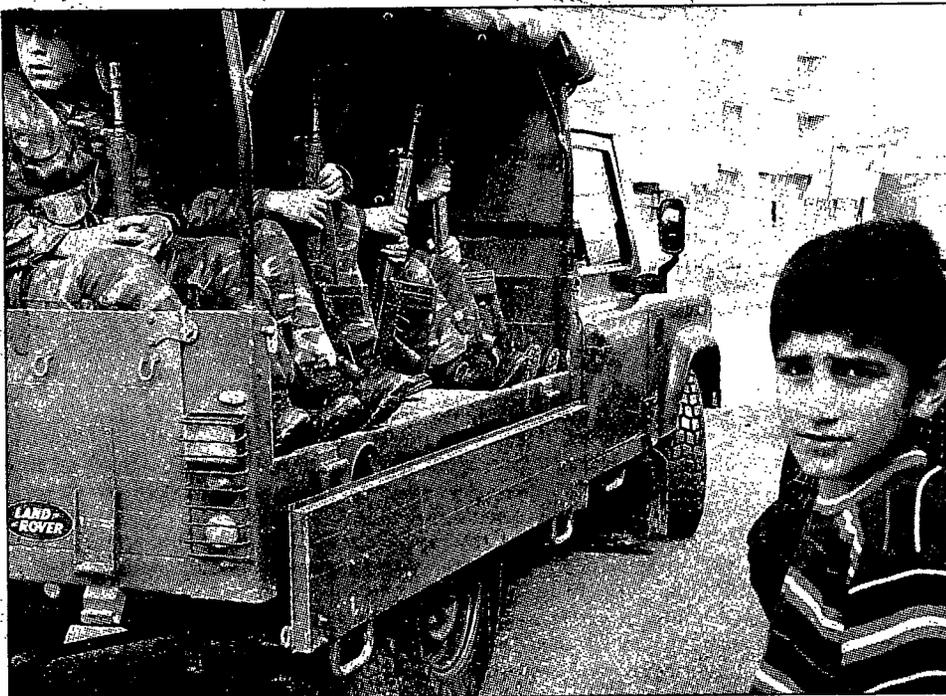
The first strikes on the northern front came at 5.30am on Friday. From Chamchamal on the frontline explosions were heard in Kirkuk. But the

real hammer blow came yesterday when hundreds of bombs and missiles fell on military installations around the city. Kirkuk's two airbases and civilian airport were targets. Many of the reinforced concrete aircraft shelters which protect Iraqi warplanes were reported destroyed.

Another target was the huge Khaled Bin Waleed camp south of the city where thousands of Iraqi soldiers, including many Republican Guard units, are based.

Kurdish military and intelligence sources report significant damage and casualties at the base. The Baath party headquarters and those of the Iraqi army Second Corps in near by Jawlaw were also hit. Bai'ham Salah, the prime minister of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said that 'hundreds [of Iraqi soldiers] were dead'. Mam Rostam, a senior PUK military commander, said there were no reports of civilian deaths.

Though hours after the attack the underside of clouds were glowing orange with the reflected fires burning in Kirkuk, the oil installations appear to have escaped the



A Kurdish boy stands by as Turkish soldiers make their way to the Iraqi border yesterday. Ethnic and political rivalries in the region threaten to turn into a bloodbath unless US ground forces secure oilfields and key cities first.

Photograph by Yannis Behrakis/Reuters

onslaught unscathed.

The oilfields around Mosul were also unaffected, locals said, though explosions were heard in the city.

It has been a tense week in Kurdistan with exchanges of fire between Kurdish and Iraqi forces along the 138-mile front line. In Chamchamal and at Kalar, at the southern tip of the front line, Iraqi troops have used mortars and heavy machine guns against Kurdish positions. Fierce artillery duels have raged between Ansar-ul-Islam's 1,000 fanatics, about half of whom are Arab Afghan veterans, and the 5,000 *peshmerga* facing them. 'The time is coming to wipe them out,' Burhan Saeed Sofi, the commander of operations against the militant group, told *The Observer* in a frontline bunker. The ground around the command post was scarred by shelling. Many of the Ansar men have

now fled into Iran. The final assault on their positions is expected within hours.

But the Kurds see the fight against Ansar as a distraction from the main prize: Kirkuk and Mosul. Many Kurds had been forced out of their homes in and around Kirkuk by Saddam and their property given to ethnic Arabs and Baath party supporters. Kurds, both *peshmerga* and civilians, are getting impatient. Senior tribal leaders are being ordered to visit villagers warning against any 'freelance actions'. There is little doubt that the PUK and the Kurdish Democratic Party (KDP), their counterparts in the west of 'Iraqi Kurdistan', could trigger massive uprisings in Kirkuk and Mosul if they wanted.

Despite the efforts of Baghdad's intelligence services, coupled with violent intimidation of the local populace,

secret networks are well-established in both cities. Last week 63 Kurds, suspected of plotting a revolt in Kirkuk, were executed by firing squad in Khaled bin Waleed camp after two men were found with satellite phones, according to Shalo Askari, a PUK minister. 'There are plenty of others,' said a PUK intelligence source.

Hundreds of Iraqi soldiers have pledged to surrender or turn on their masters after secret negotiations with the Kurds. Also primed to swap sides are Kurdish militias who have backed Baghdad against their tribal rivals.

Only a trickle of Iraqi soldiers have given themselves up so far. With Republican Guards held in reserve, most of the frontline units consist of conscripts who have little access to news of the rest of the country. Many are from the south of Iraq, a deliberate policy designed to minimise the

risk of defections. Other units are drawn from the Mojahedin-e-Khalq, a militia of Iranian dissidents armed and trained by Baghdad.

The Kurd's restraint stems from political, not tactical, considerations.

Washington has asked them not to take Kirkuk or Mosul without US involvement. Northern Iraq is an ethnic and political tinderbox of several forces - the Baghdad regime, the Turks, the Iranians and the Kurds - fighting for power and influence in any post-Saddam set-up.

The Americans are also concerned that, unless US ground troops can secure Kirkuk and Mosul first, there will be a bloodbath as Kurds settle old scores. Both cities, though particularly Kirkuk, are ethnically mixed and communal violence would be almost inevitable if the Kurds were allowed to take them.

Ankara veut contenir les Kurdes

La Turquie peut choisir la conquête territoriale, ou simplement empêcher les Kurdes d'Irak de peser sur l'après Saddam Hussein

ANALYSE

Près de 40 000 soldats turcs aguerris et bien équipés sont sur le pied de guerre dans le sud-est de leur pays. La Turquie semble bien décidée à ne pas rester inactive dans la mise en place d'un nouvel ordre en Irak. Pour pouvoir poursuivre sans trop d'entraves ses propres objectifs, elle a été jusqu'à infliger un sévère camouflet aux États-Unis.

En refusant obstinément, depuis un mois, le passage terrestre à 60 000 soldats américains, elle a fait une croix sur l'aide financière impressionnante que faisait miroiter en échange Washington, elle a tendu ses relations avec les États-Unis au sein de l'Otan et elle contribue à augmenter la durée du conflit en Irak, puisque la prise en tenailles de Bagdad n'est plus possible avec la même ampleur.

Plus que leur relation avec Washington, les autorités d'Ankara, aussi bien civiles que militaires, ont donc estimé que la priorité pour la Turquie était de peser sur le destin de l'Irak dans un sens compatible avec ses propres intérêts vitaux.

Plusieurs scénarios sont certes envisageables, y compris celui d'un engrenage qui conduirait les Iraniens, voire les Syriens, à intervenir à leur tour dans le Kurdistan d'Irak pour contrer les Turcs. L'irréductibilité de certains milieux nationalistes turcs,

qui estiment que les villes irakiennes de Mossoul et de Kirkouk appartiennent au territoire national, est aussi un grave facteur de déstabilisation. Vouloir s'en saisir provoquerait un conflit avec les troupes américaines, avec les *peshmergas* (« combattants ») kurdes, et ferait à coup sûr entrer l'Irak et la Syrie dans le conflit.

Le statu quo régional actuel pourrait être maintenu

Le pire n'est toutefois pas sûr et l'état-major turc a montré ces dernières années un grand sens politique, sur la scène intérieure turque comme à l'extérieur, qui pourrait une nouvelle fois se manifester.

Si l'objectif prioritaire d'Ankara est d'empêcher l'émergence dans le nord de l'Irak d'une région kurde, disposant d'une autonomie maximum dans un Irak fédéral post-Saddam Hussein, une façon de procéder est d'empêcher les *peshmergas* kurdes

de participer de façon décisive à la victoire et d'avoir ainsi une voix importante dans la construction des nouvelles institutions. En entrant au Kurdistan d'Irak et en massant d'importantes troupes à l'intérieur de ses frontières, la Turquie fait peser une forte menace sur les *peshmergas*, ce qui les bloque ou les ralentit dans leur velléité d'attaquer Mossoul et Kirkouk, voire de participer à une offensive sur Bagdad. Même si les fronts sont inactifs, les Kurdes sont pris en tenailles entre les troupes de Saddam Hussein et celles d'Ankara. Leur intérêt, dès lors, pourrait être de rester neutres.

Un tel scénario irait dans le sens d'un maintien du *statu quo* régional et aurait donc vraisemblablement l'aval de l'Irak, de la Syrie, voire des États-Unis. Et il réduirait fortement les espérances des Kurdes irakiens de maîtriser leur destin.

Jean-Christophe PLOQUIN

Des navires américains quittent les côtes turques pour le golfe Persique

■ Les États-Unis ont abandonné samedi leur plan initial de lancer une offensive terrestre contre l'Irak depuis la Turquie. Le signe que Washington a renoncé à dépêcher des troupes dans le nord de l'Irak à partir du territoire turc est venu d'un ordre donné aux navires transportant des blindés et des équipements de la 4^e division d'infanterie de l'armée américaine de se diriger vers le canal de Suez pour se rendre dans le golfe Persique. Environ 25 navires américains étaient stationnés depuis plusieurs semaines au large des côtes turques et plus particulièrement du port d'Iskenderun, l'ex-Alexandrette.

THE GLOBE AND MAIL
MONDAY, MARCH 24, 2003

More at stake in northern Iraq



Sooner or later, Washington will have to choose between Turkey and the Kurds, says analyst **ANDRÉ GEROLYMATOS**



Like Syria and Iran, Turkey has a large Kurdish population with ambitions of its own. Ankara fears a renewed uprising, possibly backed by autonomous Kurds in Iraq.

As if it didn't have enough to worry about, the Bush administration is rapidly having to come to terms with the psychology of the bazaar in its negotiations with the Turks and Kurds over waging war in northern Iraq. Caught between two of their ostensible allies (who fear and loathe each other), the outcome of this bargaining could have dire consequences for the future of the region.

Already, the United States has had to endure the frustration of having its invasion plans limited by the unexpected refusal of Turkey's government to allow U.S. troops on its soil. Then it was reduced to dicker over the terms by which Turkish troops might or might not join in the fighting in northern Iraq.

(An early casualty of this bargaining was the recent failure of efforts to reunify Cyprus, an effort that became intertwined with American and Turkish negotiations over the Kurdish issue. Despite indications a deal was done, Turkey's military, it seems, wouldn't part with its control over the northern part of the divided Mediterranean island unless it was promised a piece of the action in northern Iraq.)

During the Cold War, the United States viewed Turkey as critical to protecting NATO's southeastern flank. As such, Washington was willing to sacrifice Cypriot interests, among other things, to satisfy Ankara. Time after time, efforts to reunify the island were abandoned for

the sake of U.S. and NATO security concerns.

U.S. deference to Turkey continued with the advance of the war on Iraq. In December, Washington practically bullied the Europeans into giving the Turks a date to begin talks concerning their admission to the European Union. Consequently, the Bush administration was stunned when the Turkish Parliament earlier this month turned down the American request to move 62,000 U.S. troops through Turkey on their way to Iraq. The troops were vital to opening up a northern front against Iraq and protecting

their biggest local supporters — the Kurds.

Nothing in this region, however, comes without a price. When the Americans requested Turkish support in the war against Iraq, the government in Ankara presented two shopping lists to Washington — one overt and the other confidential. Openly, Ankara demanded \$15-billion (U.S.) in direct aid and loan guarantees, a price the Bush administration was willing to pay.

Secretly, however, Ankara also insisted that the Turkish army accompany the U.S. forces into northern Iraq. Furthermore, the Turks demanded the right to establish a military zone in the predominantly Kurdish area.

While wanting Turkish support on the one hand, Washington can't afford to alienate Iraq's Kurds, whose support

lends great legitimacy to its attack on Iraq. And the Kurds want no part of a Turkish force in their midst.

Turkey claims its interests in northern Iraq are purely humanitarian. The war will generate hundreds of thousands of refugees, who will seek a safe haven in

Turkey. Accordingly, Ankara proposed to use the Turkish army only to stem the flood of refugees by providing aid to the victims of war inside northern Iraq.

Nonsense, say the Kurds, who fear the Turks' real intent in entering their territory would be to suppress Kurdish autonomy. News of Turkey's plans last week generated talk among the Kurds of forming human chains to prevent the movement of Turkish military convoys. Regardless of the advantages of the deployment of U.S. troops in Turkey, or the innocence of Turkish motives, there is a very real possibility that the presence of Turkish units among the predominantly Kurdish population of northern Iraq would result in armed clashes between Turks and the Kurds.

Which is why Washington ultimately balked at Ankara's demands, and Turkey chose not to allow the deployment of U.S. troops. The about-face by the Turkish political and military leadership was less a byproduct of Turkish parliamentary democracy than the result of the failure of the Americans to give the Turks a free hand in northern Iraq.

The haggling continues, even as the war is under way. A U.S. envoy was due to arrive in Ankara today for talks with government leaders and U.S. President George W. Bush said yesterday he had made it very clear to Turkey that its troops were not to enter northern Iraq unilaterally.

Ankara announced Friday that while it would permit U.S. military flights to traverse Turkish airspace, it also reserves the right to send Turkish troops into northern Iraq for Turkey's own security. Foreign Minister Abdullah Gul noted that following the 1991 war in the Persian Gulf, "a vacuum was formed in northern Iraq and that vacuum became practically a camp for terrorist activity. This time, we do not want such a vacuum."

The government denied weekend reports, however, that it already has sent in troops.

For its part, Ankara believes it must, at all cost, prevent the creation of a Kurdish state on its border. That policy is driving all others.

Like Syria and Iran, Turkey is home to a large Kurdish population that has ambitions of its own. Ankara neither wants to yield any territory to the creation of a new Kurdish homeland, nor to have to face the possibility of a renewed armed uprising, possibly backed by autonomous Kurds in Iraq.

Undoubtedly, the haggling will go on until the outcome of the war shifts the advantage to the United States or to Tur-

key, while the fate of the Kurds hangs in the balance.

The United States is betting on a short war, but if the Iraqi army fights back and the conflict drags on, pressure will build to work with Turkey in opening a northern front, whatever the Kurds may think. The Bush administration is less concerned with Kurdish fears or Turkish anxieties than with defeating Saddam Hussein.

Toward this goal, the United States is faced with the exquisite dilemma of whether to placate the Turks or the Kurds.

André Gerolymatos, who holds the Hellenic Studies Chair at Simon Fraser University, is author of The Balkan Wars.

Special forces in Iraq's north

Reporter meets commando team

Region contains strategic oil fields

SANDRO CONTENTA
EUROPEAN BUREAU

KOI SANJAQ, IRAQ—When a U.S. Army special forces commando in full battle gear stands next to a skinny Kurdish militia fighter in a military uniform from a local market, there's no mistaking one for the other.

It's that stark contrast between an elite soldier and a substitute for real employment that led to one of the first independent sightings and contact with a U.S. special forces team in northern Iraq yesterday.

Small numbers of American commandos have been working clandestinely in the autonomous Kurdish region of northern Iraq for weeks, laying the groundwork for the capture of the strategic Iraqi oil fields of Mosul and Kirkuk.

More arrived at 12:20 a.m. yesterday when three U.S. planes landed at an airstrip in Bakrajo, a town north of Kirkuk in rebel-controlled northern Iraq. Still more U.S. military planes are expected to arrive every night.

The Star spotted a special forces

team on a winding road about 100 kilometres north of Kirkuk.

The city is near Iraq's most productive oil fields.

The steps of the single-storey building were crowded with the usual ragtag band of Kurdish militia. But two soldiers — one on the roof, the other next to the militiamen — had Uncle Sam written all over them.

They stood guard with R-14 compact assault rifles, flak jackets, hip pistols, camouflage uniforms and sunglasses. As two reporters approached, another commando in the team looked out from behind the back of the building, not too pleased at being discovered.

But the guard at the front was the picture of cool. Asked if he could be interviewed, he apologized, said his security duty made it impossible for him to talk, but offered to go find someone who might.

One of the building's front windows was opened, and inside were two U.S. commandos sifting through gear scattered on the floor, including an M-60 machinegun. One had U.S. ARMY stitched over the breast pocket of his uniform. They too refused to talk: "We just work here," said one.

Then, an agitated lieutenant from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) militia, which controls the eastern part of the Kurdish autonomous zone, arrived and asked the Star to leave.

"There are no Americans here," he insisted.

Part of the reason Kurdish militias are so sensitive about their collaboration with U.S. special

forces is fear that the Iraqi army will launch a preventive strike against them.

That seemed to be what happened south of the Kurdish city of Arbil yesterday, when Iraqi soldiers opened fire on Kurdish militias working with U.S. special forces near the "front line" that separates the Kurdish autonomous region and the rest of Iraq. The militias returned fire — the first time members of the up to 100,000 lightly armed Kurdish fighters got involved militarily in the U.S.-led war.

Back in the Koi Sanjaq area, a special forces soldier finally stepped out from behind the building to politely refuse interviews, although he did say the team would be working in the area for a few days.

"We really can't say anything," said the American commando, with sunglasses and his camouflage slacks tucked inside his boots. "If we could, we would."

In all, the Star counted eight special forces members in and around the building, and heard other voices to suggest that at least a dozen were there. A winding road from the building where the troops were stationed leads to a position along the front line that separates Kurdish militia forces and Iraqi soldiers. From that spot in the Wargenja area, the oil fields of Kirkuk are just 20 kilometres away.

The role of U.S. special forces in grabbing the well-defended oil fields has become all the more important since Turkey refused to allow 62,000 American soldiers to use its bases to launch a northern invasion of Iraq.

Without the massive northern front it was counting on, the U.S. attack on the oil fields will now depend on air bombardments and the dropping of airborne troops — both of which rely heavily on the preliminary work of special forces.

Prior to the bombardment of Iraqi army positions around Kirkuk Friday night, an unconfirmed report said U.S. special forces had entered the oil fields.

Kirkuk residents who fled the city recently spoke of rumours that the Iraqi army has placed explosives around the oil fields. Part of the job of the U.S. commandos is to prevent the fields from being set ablaze.

Iraqi army positions near the Iraqi city of Mosul were also bombed yesterday, indicating a steady increase of U.S. military activity in northern Iraq.

But with Turkey denying the U.S. a massive military presence in the north, there is speculation that U.S. special forces and warplanes will only conduct limited military activities around Mosul and Kirkuk.

One scenario has U.S. forces relying almost exclusively on their thrust to Baghdad from the south, expecting Mosul and Kirkuk to fall on their own once Saddam's regime in the Iraqi capital is decapitated.

Deprived of a northern front by the Turks, Washington is firmly warning the Turks to stay out of Iraq's Kurdish region.

"We've made it very clear to them that we do not want them to go into northern Iraq," President George W. Bush said yesterday. "It's a firm policy."

★ TORONTO STAR ★

MARCH 24, 2003

Les Kurdes ont célébré la « fête du printemps » dans l'angoisse

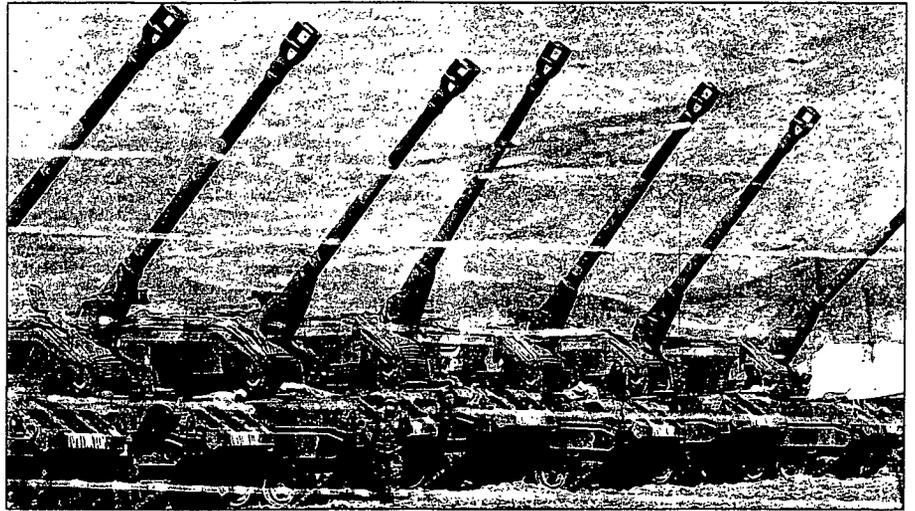
Diyarbakir :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

Entassées dans des bennes de camion, des grappes humaines convergent vers Uçkuyular, un lieu-dit cerné de casernes et de masures à la sortie de Diyarbakir, la capitale administrative du Kurdistan turc. Les véhicules dépassent des files de piétons brandissant des fanions aux couleurs verte, rouge et jaune du nationalisme kurde ou des ballons assortis d'une colombe de la paix. Toute la ville semble en marche. Le flot est canalisé par des cordons de gendarmes et de policiers anti-émeute. Des chars et des colonnes de soldats ont pris position autour du champ de foire où se tient le Newroz, la « fête du printemps » kurde qui est aussi le nouvel an des Persans. La chasse turque patrouille dans les airs le long de la frontière. Au loin, les montagnes sont encore couvertes d'un tapis de neige.

Les femmes ont sorti leurs robes les plus clinquantes, les hommes sont endimanchés et même les enfants portent la cravate. Des fouilles au corps se déroulent dans des sortes d'isoloirs à l'entrée du rassemblement. « Pas de séparatisme, nous voulons une République démocratique », proclame une banderole au-dessus du podium. Elle n'empêche pas des manifestants de porter des tuniques à l'effigie d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK emprisonné sur l'île d'Imrali. Nul n'ose se plaindre ouvertement de la lourdeur du dispositif de surveillance. « Bien sûr il y a des policiers, mais il y en a partout depuis que je suis né », dit un vieil homme portant sur les épaules un keffieh.

La fête de Newroz n'est autorisée que depuis la levée de l'état d'urgence et la fin en 1999 du sanglant conflit entre le PKK et l'armée turque. Auparavant, elle se célébrait dans la clandestinité. Aujourd'hui, elle se tient à nouveau librement, malgré la recrudescence de la tension dans la région.

Autour du champ de foire, chaque camp se regarde en chien de faïence mais on évite les provocations. « L'an dernier la plupart des femmes étaient



A la frontière, les chars de l'armée turque sont prêts à entrer « préventivement » en Irak pour contrecarrer toute velléité d'indépendance des Kurdes qui contrôlent déjà cette région. (Photo Yannis Behrakis/Reuters.)

restées à l'extérieur. Elles refusaient d'être aspergées de parfum par des fonctionnaires des services de sécurité qui prétendent que les Kurdes puent comme des animaux », raconte un petit vendeur de pain au sésame.

Depuis l'Allemagne, le Congrès pour la liberté et la démocratie du Kurdistan (Kadek), le nouveau nom du PKK, avait appelé la population à participer à la manifestation ainsi qu'à « rejoindre les guérilleros et apporter un soutien à la guerre de défense ». « Le processus de paix lancé par notre président (Abdullah Ocalan) court le danger d'échouer. L'actualisation de la guerre par la Turquie mettra fin au processus », indiquait le communiqué du Kadek. Déjà en janvier, un accrochage entre l'ex-PKK et l'armée dans une localité proche de Diyarbakir s'était soldé par 13 morts.

A la tribune, des orateurs dénoncent l'« oppression » entre deux airs de hautbois et de luth devant plusieurs dizaines de milliers de convaincus. « Nous sommes opposés au vote du Parlement autorisant le déploiement de l'armée turque en Irak. Si la Turquie entre en Irak il y aura dans tous les cas de figure une confrontation militaire avec les peshmergas », affirme Ahmed Duran Demir. Il préside le Parti démocratique du peuple (Dehap), l'unique formation kurde d'envergure encore officiellement en activité après l'interdiction la semaine dernière par la justice du Parti de la dé-

mocratie du peuple (Hadep), un mouvement accusé d'entretenir des liens avec l'ex-PKK. « Une intervention turque risque malheureusement de provoquer une guerre civile que nous ne voulons pas », ajoute-t-il.

Un grand feu est allumé dans une vasque, comme le veut le rituel séculaire du Newroz. Il incarne la « liberté ». « C'est la première fois que nous avons autant de nervosité dans l'air depuis le départ, il y a quatre ans, du PKK vers les montagnes irakiennes. Si les troupes passent la frontière elles trouveront forcément les partisans du PKK sur leur chemin. Ici, la population redoute que l'on revienne à la situation antérieure avec les tanks dans la rue et les enlèvements. Le dossier irakien a durci l'attitude du gouvernement », déclare sous couvert d'anonymat un élu. « Il y a eu des arrestations et de la torture », confirme Selahattin Demirtas, le responsable de la branche de Diyarbakir de l'association des droits de l'homme. « 74 participants à diverses manifestations contre la guerre ont été condamnés à des peines de prison et nous avons été alertés de 98 cas où des personnes interpellées ont été battues et insultées », précise-t-il.

L'annulation surprise par les militaires de l'autorisation parlementaire du survol de la Turquie par des avions militaires étrangers a encore aggravé les craintes des Kurdes turcs. Elle leur paraît un signe supplémentaire de l'imminence d'un coup

de force d'Ankara. Les forces aériennes américaines et britanniques devaient passer dans huit corridors sans utiliser de bases terrestres. Mais l'état-major, pourtant favorable depuis plusieurs semaines à un appui à la coalition anti-Saddam, a changé d'avis. Le refus du seul membre musulman de l'Otan est le signe de l'absence d'un consensus avec Washington sur l'avenir du nord de l'Irak. Les Turcs s'alarment de l'alliance passée entre les Américains et l'opposition irakienne kurde. Un

renforcement du rôle des Kurdes d'Irak dans l'après-Saddam risquerait, selon Ankara, au mieux de remettre en selle l'ex-PKK, au pire d'aboutir à la création d'un Etat kurde sur ses flancs. La Turquie se tient donc prête à intervenir « préventivement ». Plus de cent mille hommes pourraient être mobilisés dans l'opération.

Le projet passe pour une énorme régression aux yeux des parias de Diyarbakir. En ville, les rues se vident bien avant la tombée de la nuit. Les habitants ont conservé les habitudes de quinze ans de « sale guerre ». Environ 500 000 déplacés ayant fui leurs vallées pour échapper aux combats continuent à végéter dans des abris miséreux. Certains de leurs villages sont détruits et ils ont peur des règlements de compte claniques. Inquiets, ils se demandent aujourd'hui si le cauchemar n'est pas sur le point de recommencer.

Bush puts cost of war as high as \$90 billion

He assails Russian arms sales to Iraq

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: President George W. Bush began to publicly confront the costs of the Iraq war Monday, giving Congress the first official estimate of the conflict's impact on the budget.

Separately, he spoke by telephone to President Vladimir Putin of Russia to press what apparently was a sharp-edged complaint that Russian companies were providing military equipment to Iraq. Some of the equipment, reportedly installed by Russian experts, is said to interfere with the global-positioning technology that the coalition forces use to guide bombs, military aircraft and even troops on the ground.

The Bush administration, having declined for weeks to estimate the cost of the war, was giving congressional leaders a figure of \$70 billion to \$90 billion, aides said Monday. That, they indicated, would include about \$60 billion for military operations and billions more for Iraqi aid and reconstruction and tightened security at home.

Shipments of food, medicine and other supplies to Iraq have been held up by unexpectedly strong resistance in spots, and Bush assured listeners Sunday that "massive amounts" of aid would enter the country soon.

There is considerable pressure for expeditious delivery of humanitarian aid. The United States wants to be seen doing as much as possible to ease Iraqis' plight. An aid shortfall could lead to unrest and resentment, which could be used by Iraqi government loyalists

against the invading forces.

In his telephone talk with Bush, Putin warned of a possible "humanitarian catastrophe." Ari Fleischer, the White House spokesman, played down suggestions that the two presidents' discussion was contentious, saying that they were close enough that they could "speak frankly to each other." On humanitarian matters, he added, "We are able to work together."

But even after top administration officials have said Moscow's opposition to the war would not cause even short-term damage to the U.S.-Russian relationship, the two sides engaged in finger-pointing Monday over the alleged Russian military equipment sales to Iraq.

The United States said Monday that it had "credible evidence" that Russian companies had sold Iraq banned equipment, including anti-tank missiles, night-vision goggles and equipment to jam Global Positioning System devices.

"We do have concerns that some aspects of this may be ongoing," Fleischer said. He would not say directly that the equipment was being used in the fighting against the U.S.-led coalition, but he did say he presumed Iraq had not purchased it simply to stack it on shelves.

Fleischer said the administration had called on Moscow to halt exports of "prohibited hardware" immediately. He said the alleged sales had been a matter of concern "over the past year," while Russia contended that the first U.S. inquiry had come in October. Fleischer said Putin promised Bush that he would look into the matter.

But earlier, in Moscow, Foreign Minis-

ter Igor Ivanov said that Russian experts had thoroughly examined the U.S. assertions and found no violations of UN restrictions. "Russia rigorously observes all its international obligations and has not supplied Iraq with any equipment, including military, in breach of the sanctions regime," Ivanov said.

Fleischer called the purported sales "disturbing." He said that "such trade" was banned by the United Nations sanctions imposed on Iraq after the Gulf War of 1991. U.S. officials in recent days have sharpened their complaints about Russian companies' ties to Iraq, saying that they could endanger the U.S., British and Australian troops moving on Baghdad.

Ivanov said that Russian experts had examined the matter "meticulously." He said that U.S. inquiries had begun in October, that Russia had repeatedly responded as recently as March 18 and that nothing illicit had been found.

The allegation from the White House was striking, coming as fierce hostilities continued in Iraq and only days after American officials said that they expected the U.S.-Russian relationship would not suffer even short-term damage from Moscow's opposition to the war.

The Bush administration has been slower to promise that U.S.-French relations would survive unscathed. But the U.S. ambassador to France, Howard Leach, said Monday in Paris that the economic relationship "will be just fine," Agence France-Presse reported.

Bush began his day Monday by meeting with Defense Secretary Donald Rumsfeld. He had lunch with the Joint Chiefs of Staff, then met with his economic advisers before talks with congressional budget leaders.

The delayed estimate, however, also left Congress having to vote last week on budget resolutions that included Bush's proposed tax cuts but no war costs. It will mean congressional debates on supplemental spending will come amid surging public support for the war.

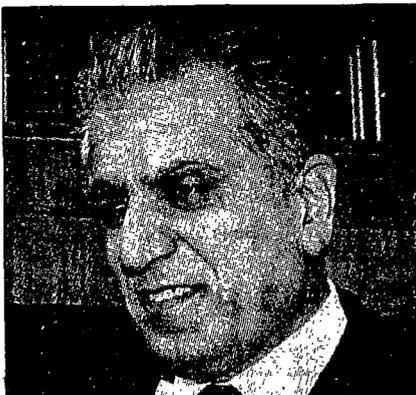
INTERNATIONAL Herald Tribune March 25, 2003

Turkey says it will put force in Iraq

Ankara ignores American pleas and a warning from EU

By Barry James

International Herald Tribune



Zalmay Khalilzad, the U.S. special envoy to the Iraqi opposition, who has been working to ease regional tensions.

Turkey made clear its intention Monday to send troops into northern Iraq despite a plea from the United States to stay out of the fray and a warning by some officials in the European Union that such action could set back Turkey's chances of joining the EU.

The United States is concerned that a Turkish intervention could lead to a conflict with the Iraqi Kurds, who control the northern region and who look to America for protection in the battle to topple President Saddam Hussein.

The Iraqi crisis has driven a deep wedge between the United States and

Turkey, once one of its closest allies. U.S. troops continued to pull out of the country on Monday following the vote in the Turkish Parliament against allowing U.S. troops to march south from Turkish soil to open up a second front against the Saddam regime.

Instead, the Turks say they want to mount their own invasion to prevent a potentially destabilizing influx of refugees and to organize humanitarian assistance. Observers said Ankara also wanted to prevent a Kurdish independence movement that could embrace Turkey's own restless Kurdish minority.

The justice minister, Cemil Cisek, said Turkey was determined to dispatch

troops over the border to avoid a repetition of the migration that occurred after the first Gulf War, which he said was exploited by Kurdish rebels who infiltrated in the midst of half a million refugees.

"The current and future presence of Turkish troops in Iraq is the result of humanitarian considerations and concerns about terrorism," Cisek said. "We will make our own decision on the deployment of forces in Iraq to achieve these aims."

A high level U.S. negotiating team met with Turkish leaders Monday in a vain attempt to prevent a Turk invasion, which they fear would lead to war with the Iraqi Kurds and weaken the anti-Saddam front. A Turkish invasion could also obstruct the plans of U.S. special forces to invade the northern Baghdad-controlled cities of Kirkuk and Mosul, using Kurdish territory as a springboard.

"We are making it very clear to the Turks that we expect them not to come into northern Iraq," President George W. Bush said earlier.

A spokesman for the European Union, Panos Beglitis, said the EU was "equally concerned" with the United States about an invasion, and Prime

Minister Tony Blair of Britain said it would be "entirely unacceptable" for Turkey to send in troops.

An EU spokesman in Brussels said any invasion "would certainly not be welcome," and some officials said Turkey could virtually forget joining the Union if it goes ahead.

"Very strong pressure must be put on Turkey to let it know that taking such action will be a determining factor in refusing its entry to Europe," said the Belgian foreign minister, Louis Michel. "It is unthinkable that Turkey should join Europe if it goes into Kurdistan."

Both Belgium and Germany have warned that they might withdraw support for defensive measures for Turkey agreed by NATO.

NATO's decision to provide defensive help for Turkey "was taken with certain conditions. If these conditions were to change that would have consequences for us," said Joschka Fischer, the German foreign minister.

Germany provides crews for the early warning aircraft patrolling Turkish skies as part of the agreement, which also provided for the deployment of Patriot missiles in Turkey.

According to the Russian foreign minister, Igor Ivanov, Turkish troops may already have entered Iraq without announcement.

"According to my information, Turkish troops entered Iraq two days ago," Ivanov said. "This can lead to an uncontrollable chain reaction."

To further complicate the tangled situation, Kurdish and U.S. forces also are fighting a hard-line Islamist group called Ansar al Islam, or Supporters of Islam, which is dug into an enclave between the town of Halabja and the Iranian frontier.

The group, which U.S. officials say is linked to Al Qaeda, is responsible for a number of suicide bombings, the latest of which killed an Australian television cameraman on Saturday.

Undisclosed numbers of U.S. special forces troops have poured into the Kurdish town of Sulaimaniya and were believed to be preparing for a joint invasion of Kirkuk with Kurdish guerrillas. Kirkuk came under unremitting bombardment on Monday, with U.S. or British aircraft hammering Iraqi troops.

Au nord, les Kurdes attendent les GI

Face à l'armée irakienne qui défend Kirkouk et Mossoul, ce sont finalement les « peshmergas » et les GI qui vont constituer le front nord, le second front de la guerre

REPORTAGE

CHAMCHAMAL

Correspondance spéciale

Le fameux front nord qui doit s'emparer des villes de Kirkouk et Mossoul et prendre Bagdad en tenaille se fait attendre. Il est imminent, mais il devrait avoir une tout autre configuration que celle qui était prévue, si l'on en croit Hoshiyar Zebari, bras droit de Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). « Nous travaillons étroitement avec les Américains », annonçait ce dernier hier. Washington précisait de son côté que les combattants kurdes, les *peshmergas*, allaient combattre aux côtés des GI, sous commandement américain. La Turquie, elle, semble avoir disparu dans l'opération, alors qu'on évoquait encore il y a quelques jours le débarquement de dizaines de milliers de soldats turcs, aux côtés des Américains.

Les Kurdes, initialement, avaient reçu mission de se cantonner à la défense de leur région et d'éviter toute initiative intempestive en direction de Kirkouk et de Mossoul, les deux grandes villes pétrolières du Nord encore sous contrôle de Bagdad et qu'ils estiment partie intégrante du Kurdistan. « Les *peshmergas* opéreront en dehors de leur territoire, assurait au contraire hier

Hoshiyar Zebari, en coordination avec les Américains. » Ils pourraient assurer la sécurisation des deux villes convoitées, ce qui serait une véritable provocation pour Ankara.

Chamchamal, à vingt minutes de Kirkouk, est le dernier poste tenu par les Kurdes face à l'armée irakienne. La bourgade aux maisons brûlées par le soleil s'étend dans la plaine en contrebas de hautes collines où l'armée irakienne est en position. Les femmes et les enfants ont été évacués. Les hommes sont revenus. Le drapeau kurde flotte sur le toit du comité de sécurité local de l'Union patriotique kurde (UPK), le parti de Jalal Talabani, qui domine la région.

Adil Mhamed, 38 ans, bedonnant, entouré de *peshmergas* portant la kalachnikov à la bretelle, assure que « pour l'instant, c'est le calme sur le front ». Ses troupes sont sur la défensive. Il assure n'avoir aucune information sur l'arrivée prochaine de régiments aéroportés de GI auxquels ses hommes seraient censés se joindre. Le mutisme à l'égard de la presse semble de rigueur. « Nous avons cependant des informations sur la situation à Kirkouk, reprend-il. La population fuit la ville qui est quadrillée par l'armée. »

Shorsh Camp, localité attenante

à Chamchamal, est encore plus près du front. Les maisons s'étagent jusqu'aux premières rondeurs des collines et les ruelles viennent mourir sur ses pentes, à quelques centaines de mètres des lignes de l'armée irakienne. On aperçoit les silhouettes de soldats et les canons des mitrailleuses. Khalid Ali Kavee, 31 ans, visage fin et yeux clairs, est officier du centre de police. Il raconte que « deux soldats irakiens ont été tués il y a quelques jours alors qu'ils tentaient de désertir. Les troupes irakiennes s'approvisionnent en eau à une chute d'eau proche du village. Certains soldats tentent le tout pour le tout et s'échappent en courant, mais leurs officiers ont pour ordre de tirer ».

Dans une maison aux murs blancs tannés par la poussière et le soleil, Khalid Ariff, 42 ans, responsable du comité local de l'UPK, a son idée sur la résistance plus dure que prévu des troupes irakiennes face à l'armée américaine. « Cela va durer encore quelques jours, voire quelques semaines. Ceux qui résistent sont ceux qui sont liés au régime. Ils savent qu'ils vont disparaître avec lui. Peu de gens finalement vont se battre, mais ils vont le faire jusqu'au bout. Ce sont les criminels, responsables de tous les mauvais coups, les tortionnai-

res que les gens connaissent depuis des années, et auxquels ils vont demander des comptes, ou qu'ils vont écharper. Ces gens peuvent même finalement se replier sur Bagdad pour résister jusqu'au bout avec le régime. Ils n'ont pas d'autre issue. »

Une image les hante peut-être. Lors de l'insurrection qui suivit la guerre du Golfe en 1991, au sud comme au nord de l'Irak, les casernes de la police du Baas et des services de sécurité avaient été prises d'assaut par les émeutiers et des massacres en série avaient été commis. À Souleimaniya, la grande ville kurde toute proche de Chamchamal, aucun membre des troupes de Saddam Hussein n'en était sorti vivant. Ils avaient été abattus les uns après les autres et leurs corps transportés par un bulldozer vers une fosse commune.

Khalid Ariff sourit et garde le silence quand on lui demande s'il attend les Américains. Pourtant, les GI semble-t-il, devraient débarquer incessamment sur les petits aéroports de fortune dont les pistes ont été remises à neuf en quelques semaines par des équipes américaines. À Bamarni, Hareer, ou près de Souleimaniya. Ils feraient ensuite la jonction avec les soldats kurdes pour entamer la conquête de Kirkouk. Quatre avions auraient ainsi atterri dimanche matin près de Souleimaniya.

Michel VERRIER

24 MARS 2003

La Croix

La Turquie entre dans la guerre de son côté

Ankara a décidé d'envoyer des milliers de militaires en Irak du Nord, dans la zone contrôlée par les Kurdes d'Irak, prenant peut-être cette décision contre l'avis de ses alliés américains

REPORTAGE

DIYARBAKIR

De notre envoyée spéciale



Diyarbakir est à plus de 200 km de l'Irak mais une peur diffuse s'est répandue chez ses habitants : que Saddam Hussein bombarde avec des armes chimiques la capitale du sud-est de la Turquie. Le pays a en effet décidé de participer au conflit déclenché chez son voisin du Sud. Une chaîne de télévision turque a annoncé qu'un millier de soldats étaient entrés au Kurdistan irakien dans la nuit de vendredi à samedi. D'autres médias ont ensuite évoqué le chiffre de 15 000 hommes.

Du coup, des habitants fortunés de Diyarbakir se sont fournis en masque à gaz, vendus 500 € ! Encore faut-il ne pas être trop regardant sur la qualité car ceux qu'on vend discrètement dans l'arrière-boutique de la grande papeterie Volkan de Diyarbakir datent de 1990 !

Hier à midi, aucune confirmation officielle sur l'entrée des soldats turcs en Irak n'était encore venue d'Ankara. « Ces informations sont fausses », a même affirmé l'état-major.

Dans un entretien à paraître

aujourd'hui dans l'hebdomadaire américain *Newsweek*, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan explique toutefois que la Turquie a obtenu des États-Unis un feu vert pour déployer des troupes en Irak, dans la zone frontalière nord, après avoir accepté d'ouvrir son espace aérien aux avions américains engagés au-dessus de l'Irak. « Quand on nous a demandé l'autorisation de survol de notre territoire, nous avons répondu que nous souhaitons que les troupes turques puissent se déployer dans le nord de l'Irak, ce que les États-Unis ont approuvé », explique-t-il.

« L'armée a dû retarder son entrée à cause du refus du Parlement d'autoriser les troupes américaines d'entrer par voie terrestre en Turquie. En donnant son accord au survol de l'espace aérien par

l'aviation des États-Unis, l'armée a obtenu le feu vert pour entrer en Irak », estime Sezgin Tanrikulu, président du barreau de Diyarbakir, membre de la fondation turque des droits de l'homme. Depuis des semaines, l'armée, toujours fortement présente dans le sud-est de la Turquie, une région à majorité kurde rétive à l'autorité d'Ankara, y masse ses hommes – plus de 100 000 dans les casernes de la région entre Diyarbakir, Mardin et Silopi – et y entrepose du matériel militaire américain arrivé par mer dans le port méditerranéen d'Iskenderun.

À plusieurs reprises ces dernières semaines, des membres du gouvernement et de hauts gradés de l'armée avaient prévenu que les soldats turcs entreraient au nord de l'Irak. Officiellement pour éviter un exode massif de réfugiés qui, selon Amnesty International, seraient du coup parqués dans une zone tampon à la frontière – et protéger la population turkmène, une minorité irakienne d'expression turque souvent considérée comme une cinquième colonne en Irak. Autre motivation : le contrôle des puits de pétrole de Kirkouk et Mossoul, deux villes constamment revendiquées par Ankara, comme faisant partie du défunt empire Ottoman. Mais aussi la lutte contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), très active jusqu'en 2000 en Turquie, et qui possède encore des bases et des militants en Irak du nord. D'ailleurs, les troupes turques ne sont pas passées comme attendu par le poste frontière de Silopi, mais beaucoup plus à l'est, par Çukurca, non loin de la frontière iranienne, de façon à être directement au contact avec les camps du PKK.

À Diyarbakir, certains n'excluent pas que cette offensive ait pu, du coup, être organisée en lien avec les deux principales factions kurdes d'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK)

de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Ce dernier était à Ankara, mercredi dernier.

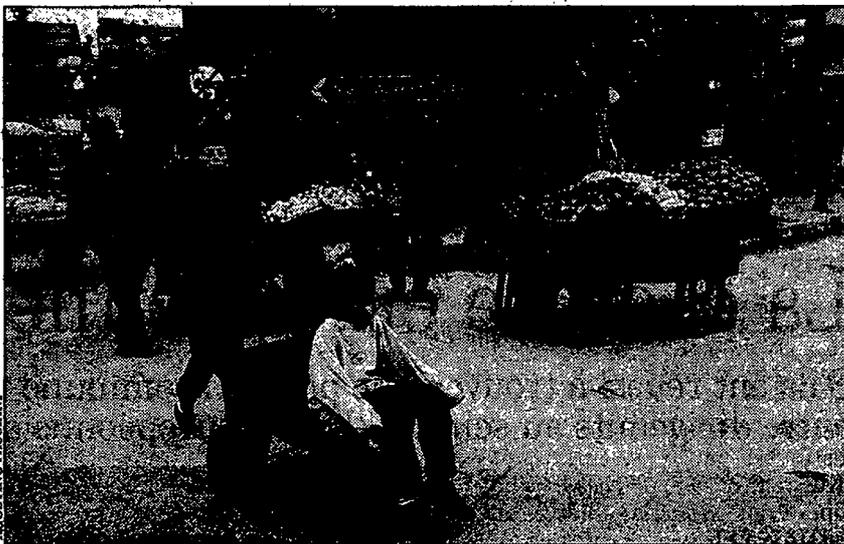
La Turquie reste sur ses gardes vis-à-vis de la question kurde. Pour la troisième année consécutive, les Kurdes de la région de Diyarbakir ont certes été autorisés à célébrer, vendredi, Norouz, le Nouvel an kurde, qui correspond à l'équinoxe de printemps, mais à bonne distance : à 15 km du centre-ville. Plus de 200 000 personnes s'y sont rendues pour une fête en costume traditionnel, où la population s'est rassemblée pour chanter et danser.

Par ailleurs, même si un décret a été passé en décembre 2002 autorisant la télévision publique

turque à diffuser des émissions en kurde et l'ouverture d'écoles d'enseignement de la langue kurde, dans les faits, rien n'a démarré. « Le gouvernement exige que les professeurs soient diplômés dans notre langue, explique Sezgin Tanrikulu. Comment pourraient-ils l'être, puisque son enseignement a toujours été interdit ! » Jouer de la musique kurde dans un café reste aussi interdit.

« En pénétrant au Kurdistan d'Irak, Ankara joue à un jeu dangereux, conclut Sezgin Tanrikulu. La Syrie et l'Irak pourraient réagir à leur tour. Il pourrait bien n'y avoir que des perdants dans cette guerre ».

Agnès ROTIVEL



Les habitants de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, ont peur d'être bombardés par Saddam Hussein depuis que des soldats turcs sont au Kurdistan irakien.

Le Monde

24 MARS 2003

Kurdish Refugees Make Do, Not for the First Time

By DAVID ROHDE

DILOPA VALLEY, Iraq, March 24 — Days after the war in Iraq began, Gazank, a 21-year-old college student, and her family are among hundreds of thousands of Kurds who have fled major cities in Kurdish-controlled northern Iraq out of fear of chemical attack.

Our future is dark," Gazank said. "And everybody is scared of the dark."

The pristine valley they now call home suggests that this area is handling the arrival of refugees far better than it did 12 years ago. But a mass exodus from government-controlled territory — or an extended war — could quickly overwhelm relief efforts here.

In 1991, Gazank and her family were among the two million people who left their homes in the wake of a failed Kurdish uprising in northern Iraq following the first Persian Gulf war in 1991. After fleeing with little more than clothes and a sack of potatoes, her father and uncle vowed to never be caught unprepared again.

Now, on a gentle green knoll here, they have erected a burlap palace for 8 children and 11 adults, replete with hefty stocks of food, an outhouse, stove, generator and satellite television. "We told the children we are on a camping trip," Gazank explained.

But just across the dirt road that bisects this valley is an example of the risk that exists here. Ibrahim Muhammad, a 45-year-old bus driver, is living with 7 adults and 12 children, including his 5-year-old son, in the dilapidated bus he drives. They are running out of food, he said, and no aid has been delivered.

"America caused this war," he said. "We haven't seen the Kurdish government or American government or British government help us."

As American forces continue to encounter stubborn resistance in southern Iraq, hundreds, possibly thousands, of people are living in tents, caves, trucks and buses in northern Iraq with only enough sup-



Gazank, 21, a Kurdish college student, fears for the future.



Photograph by Ruth Fremson/The New York Times

A family of Kurdish refugees, camped in the Sharabot area, brought a satellite dish along to watch the war on television at night in their tent.

plies for a war they expected to last a few days. If the conflict drags on, meager stockpiles could be exhausted.

Turkey has threatened to send troops into northern Iraq to prevent refugees from flooding its borders, as they did after the first gulf war. The United States opposes a Turkish incursion, which could lead to armed clashes between Kurds and Turks and complicate American war plans.

Kurdish officials say they have enough food to feed the population of northern Iraq for 30 days. They admit that if the war drags on, or if there is an influx of refugees from government-controlled territory, they will be overwhelmed.

"What if we get 500,000?" asked a Kurdish official who spoke on condition of anonymity. "Where do we put them? We don't have any tents."

Illness is another threat. Nadir Abuzeid, a 43-year-old shopkeeper who returned to Erbil today after sleeping in the open with his family for four nights, said he returned against his will.

"Our children got sick," he said, as his 9-year-old nephew coughed nearby.

In a report issued on Friday, Human Rights Watch warned that the Kurdish government and international aid groups are "badly unprepared" to handle a refugee crisis.

"U.N. agencies have had months to prepare for this potential disaster," Hania Mufti, a Human Rights Watch researcher, said in a statement. "But

today we found local Kurdish relief workers desperately erecting tents in a muddy fields."

United Nations officials and aid workers have said that the lack of an undisputed United Nations mandate for an attack on Iraq complicated planning for humanitarian relief. Aid groups said they feared that stockpiling aid would be seen as facilitating war.

There are also positive signs. Saddam Hussein's failure to carry out chemical attacks in the first days of the conflict has given some people enough confidence to move back into major cities. Normal life is gradually returning to the streets of Erbil and Sulaimaniya, the two largest cities in the Kurdish-controlled enclave, which left Mr. Hussein's control in 1991.

There are also signs that the Kurds, who like to joke that they have become experts in fleeing to the mountains, can adapt and survive. As war approached, Burhan Sabor, a 32-year-old truck driver, loaded 34 of his relatives into the back of his truck and drove to this valley. Using the back of the truck as a giant bedroom, they have lived here for the last week without major problems, he said.

The truck driver, who fled to Iran in 1991, said that this time he had a food stockpile that would last him a month. "We learned a lesson from that," he said, referring to the first gulf war. "Hopefully, this is the last time."

The New York Times
Tuesday, March 25, 2003

NORTHERN IRAQ

With Smaller Operation Than First Planned, U.S. Opens Northern Front

By ERIC SCHMITT
with DAVID ROHDE

WASHINGTON, March 26 — The United States military opened its long-awaited northern front in Iraq tonight, but the initial operation was significantly smaller than what the Pentagon originally planned.

On a freezing and rainy night, 1,000 paratroopers from the 173rd Airborne Brigade swooped down on an airfield in Kurdish-controlled Iraq in one of the largest airborne operations since World War II, an Army officer said. In advance of the air drop, allied warplanes attacked surface-to-surface missiles and Iraqi front-line positions.

Their paratroopers' mission will be to secure the Harir airfield, which tonight was heavily guarded by Kurdish fighters opposed to Saddam Hussein, to allow cargo planes to bring in M1A1 Abrams tanks, Bradley fighting vehicles and other American combat forces. Attack helicopters may also be flown in later. Backed by allied warplanes, the ground force is intended to help secure the northern oil fields, keep Turkish troops from clashing with American-backed Kurdish forces, and attack any Iraqi forces that challenge them.

Equipped with mortars, 105-millimeter artillery and Humvees armed with missiles and .50-caliber machine guns, the brigade is a lightly armed but highly versatile unit that will pave the way for a larger build-up in the north that could number several thousand within the next week or so.

This was not how Gen. Tommy R. Franks, the allied commander, envisioned taking the north from Saddam Hussein's troops. The Army's Fourth Infantry Division was originally scheduled to flow into northern Iraq from Turkey and force Mr. Hussein to face a formidable two-front campaign. The Fourth Division and its 21,000 soldiers, the Army's most technologically advanced armored unit, could pin down or attack the Nebuchadnezzar Republican Guard division near Kirkuk, as well as ensure security in the north.

But the Turkish Parliament rejected letting the troops operate from Turkey, and some 40 ships carrying the division's equipment circled in the eastern Mediterranean for weeks until diplomatic talks collapsed. The Pentagon last weekend ordered the ships to sail south through the Suez Canal to Kuwaiti ports. General Franks waited as long



An American bomb exploded atop Darashesh mountain in the Kurdish-controlled area as the United States military opened a northern front.

as possible before diverting the division, military officials said, to pre-

serve the option of a strong northern front.

The lack of a sizable armored force in the north has deprived the American ground campaign of the ability to pressure Mr. Hussein from two fronts and left the north without a large stabilizing force. How exactly General Franks would have used the division would have depended on the unfolding battlefield, but the Fourth Division could have pinned down Iraqi forces that might retreat in defense of Baghdad, or surge toward the Iraqi capital and force Mr. Hussein's government into a vise.

Troops from the Fourth Division have been flying from Fort Hood, Tex., into Kuwait on chartered commercial jets this week. They will marry up with their tanks and other heavy equipment, which are to begin arriving by ship on April 1.

The first combat units will be ready to roll north and reinforce the Army and Marine forces closing in on Baghdad about five days after that, Army officials said today. All the division's equipment is expected to be unloaded by about April 11, a Navy official said.

The delayed deployment of the heavy armor division left the United States relying on a skeletal force in northern Iraq. When the war started last week, there were fewer than 100 Special Forces in the north, working with Kurdish soldiers, safe-guarding the oil fields and conducting reconnaissance.

In recent days, however, American military activity in the north had steadily increased. Just this morning, a New York Times reporter observed special operations forces surveying a section of the front line between Kurdish forces and pro-Hussein Iraqis near Mosul. American planes also continued to bomb targets near the front lines in northern Iraq. An Iraqi command bunker, ringed with antennas, that overlooked a key road from Kurdish territory to the Iraqi-held city of Kirkuk was destroyed in a thunderous attack this morning.

Two of the biggest questions of the war include why Mr. Hussein's forces have not ignited the northern oil fields and why they have not mounted rocket attacks against the Kurdish-controlled enclave. A senior Pentagon official said today it was a combination of good fortune and stealthy Special Forces missions.

But within the last week, there were clear signs of battle preparations. Several hundred additional Special Forces troops quietly flowed into the north.

At 11 p.m. tonight in northern Iraq, several dozen tense and heavily armed Kurdish soldiers blocked roads within a mile of the Harir airfield, waved a pistol in one driver's face and declared the area closed. As the soldiers spoke, the jet engines of a plane could be heard idling on the nearby runway as empty trucks drove into the area to pick up cargo.

Ninety minutes earlier, a slow-

The New York Times

March 25, 2003

moving propeller driven aircraft, presumably an American C-130 cargo plane, was heard flying in.

Kurdish and American forces are also expected to launch a joint ground attack soon against Ansar al-Islam, a militant Islamic group that the State Department says has links to Al Qaeda. Last weekend, American warplanes and missiles bombarded the group's small enclave, which sits between Kurdish and Iraqi government lines near the Iranian border.

The 173rd Brigade, whose commander, Col. William C. Mayville Jr.,

led the jump tonight, has a long history. It deployed to France in World War I, but did not fight in any major battles, according to a brigade history. After fighting in Europe in World War II, the brigade was deactivated.

In 1963, the unit was reactivated under the command of Brig. Gen. Ellis W. Williamson, who trained the brigade to carry out mass parachute jumps in its new role as the Army's quick-reaction force for the Pacific. The brigade was given the nickname Sky Soldiers.

Dispatched to Vietnam in May

1965, the 173rd Brigade was the first major Army ground combat unit to serve there. Under General Williamson, the brigade introduced the use of long-range patrols, and conducted the only combat parachute jump in the war, according to the brigade's history.

Nearly three decades lapsed before the brigade was activated again in June 2000, this time to act as the European Command's elite airborne force.

SOUTHERN TURKEY

Kurdish Hopes Fading In Light of New Moves

By CHARLIE LeDUFF

DIYARBAKIR, Turkey, March 24 — The shadows in the evening alleys belong to no one, it seems. They are disfigured, furtive, catlike. They do not belong to women, that is certain. Women go home at sundown to cook.

These phantoms dart in and out of thresholds illuminated by lanterns and oily candles. Eventually they beckon from the deep recess, and only there in the dim light of a spice storeroom is one reassured that they are men. They are Kurds, and they apologize for their stealth, explaining that in eastern Turkey they are unable to speak their thoughts in the nakedness of daylight or street lamps. Darkness is the midwife of forthrightness in Diyarbakir. Tea was prepared.

The Kurds of Diyarbakir are a frightened, defiant, hopeful lot. Their cinder-block, rickshaw-driven town of 600,000 is less than 200 miles from the Iraqi border, and is considered by its inhabitants to be the spiritual capital of the Kurdish diaspora that stretches over Iraq, Syria, Iran and Turkey. As many as 15 million people in Turkey are fully or partly Kurdish.

So in the Kurdish street, hopes are high for an American invasion that may deliver them something good for the first time in the 79 years since the Turkish Republic was founded.

But for a week, rumors have been percolating about aggressive actions by Turkey. "The Turks, they are trying to move themselves into Iraq," said Ali, a rugged, tobacco-stained man covered in a shawl and warming his hands over charcoal.

On Saturday, his suspicions seemed to be confirmed with reports that Turkish troops had entered northern Iraq, Kurdish Iraq.

The contingent, a Turkish Kurd operative monitoring the situation from Iraq said, appeared to be about 1,500 men, a size that the British defense minister, Geoff Hoon, described on the widely watched local CNN channel as "consistent with a border policing operation."

The Turkish military said its troops had not entered Iraqi territory, but no one here believed that.

A large Turkish force would be the worst of news, the men said in the back alley over many glasses of tea. Despite announcements that the Americans have airlifted a force into the Kurdish area in Iraq to interpose between the Turks and the Kurds, they said the Americans had aggravated ethnic rivalries, which if mishandled could cause an unintended war.

"The Turks' main concern in Iraq is one reason only," said Ahmed, a local political and intellectual leader. "The Kurds in Iraq enjoy a certain amount of freedom under the Americans. If that is allowed to continue, the Turkish Kurds would demand the same, and they want to put that down."

Like all the men in the shop, Ahmed refused to give his surname for fear of reprisal from the secret police, the watchful men in dark suits and dark sunglasses who sip tea at the Class Hotel, where Western journalists and Kurdish translators mix.

The alleys smelled of wet wool and tamarind and coffee, and the seven men who had gathered spoke in hushed tones. Their mood was woe-begone — they believe the Americans will eventually desert them for oil and a relationship with Turkey, and they fear that their grand visions of a semiautonomous region within Turkey are evaporating.

"Why do the Americans help the Israelis but not the Kurds?" Ali said.

Kamil, a man of powerful build and an inspiring mustache, said: "The Americans should just give munitions and pistols to us. That way the Kurds can take care of the Turks themselves."

Iraqi Kurds have promised to meet the Turks with guns and to spill their blood in the desert if they are seen marching over the horizon. The

America is accused of aggravating ethnic rivalries.

younger of the Turkish Kurds here promise to help them.

"We have the same blood in our veins," Raamazan, a student, said. "The Americans and the Turks are making a plan to destroy the Kurdish people in Iraq. There will be a struggle."

The Kurds maintain that they have been brutally repressed since the days of their grandfathers' grandfathers by the Turkish government, which refuses to accept their ethnic identity and insists that they identify themselves first as Turks.

The men's complaints are a laundry list: Kurdish names are not allowed. The mention of a greater Kurdistan is punishable by imprisonment. The language is disallowed in schools. Nearly 10,000 people on both sides have died in a 20-year insurrection by Kurdish separatists, the Kurdish Workers Party, which enjoys some modicum of support here, though no one would admit that in daylight.

After listening for an hour, Omer the elder spoke, and the young warriors listened. The Americans have an interest in oil, and that is natural, he said. One must have interests in order to be interested. "I believe the crossing of Turkey into Iraq is a mistake. But I believe the American politics are right, and I like it. If the political situation in the Middle East can change, then it will be good for everyone, not just the Kurds."

Chers amis kurdes d'Irak

par Danielle Mitterrand

UNE fois de plus, les intérêts des puissances étrangères vous placent au centre de l'actualité internationale. Depuis des années, je vous soutiens sans relâche, dans votre quête de liberté, de paix et de dignité.

J'ai pleuré vos morts et dénoncé les atrocités de tous ceux qui, en armant la dictature, vous ont sacrifiés. J'ai tenté de vous concilier dans vos querelles fratricides, en « mère » que je suis considérée être pour les Kurdes.

Aujourd'hui, j'aurais aimé pouvoir croire, comme ceux d'entre vous qui soutiennent l'idée d'une guerre en Irak, que vos intérêts coïncident avec ceux de la superpuissance américaine.

Je sais à quel point vous êtes partagés entre l'espoir d'obtenir enfin vos droits légitimes dans un Irak démocratique et fédéral, et la crainte de voir vos espoirs trahis une fois de plus par ceux qui vous protègent depuis douze ans déjà.

Je me souviens de l'enthousiasme qu'a suscité parmi vous, le 4 octobre 2002, jour de la réunification de votre Parlement régional à Erbil, l'emploi du terme « partners » par Colin Powell pour qualifier les Kurdes irakiens, dans son message d'encouragement et de félicitations envoyé à cette occasion. Vous étiez considérés

comme les partenaires des Etats-Unis, dans la lutte contre la tyrannie et la terreur.

Il me semble pourtant que vous vous étiez engagés dans ce combat depuis bien longtemps. Bien avant que leurs intérêts ne conquissent les Américains à s'engager également dans cette voie.

Depuis trente-cinq ans déjà, vous vous battez contre ce régime, au prix de vies sacrifiées, de disparus, de villages et de villes brûlés, de déplacés et de réfugiés, de veuves et d'orphelins par milliers, voire par centaines de milliers.

Mes amis, pourriez-vous m'expliquer le sens que la puissance américaine a donné à ce « partenariat » avec vous ?

Pourriez-vous me montrer un seul document officiel dans lequel un responsable de l'administration américaine se serait engagé en faveur de vos demandes et revendications pour un Etat irakien démocrate et fédéral ?

Comment expliquez-vous l'entraînement des milices kurdes en Hongrie dans des bases militaires américaines, alors que vos forces de sécurité ont démontré leur capacité à gérer la situation locale ?

Par ailleurs, qui peut me dire pourquoi la population civile kurde, qui a connu les bombardements chimiques de Halabja, n'est pas équipée par ses « protecteurs » anglo-américains de masques de protection, au cas où elle serait à nouveau attaquée par les gaz chimiques et toxiques de l'armée irakienne ?

Le Parlement turc a autorisé le survol de l'espace aérien du pays aux avions militaires anglo-américains et a refusé le déploiement des forces terrestres anglo-américaines sur son territoire, renonçant ainsi à une aide financière d'environ 6 milliards de dollars. En revanche, les autorités turques

ont obtenu l'accord des Américains pour le déploiement des troupes terrestres turques sur le territoire irakien, plus précisément au Kurdistan irakien, pour des raisons « humanitaires ».

Il est permis de douter de l'interprétation que les autorités turques feront de ce mot.

Il n'est que de rappeler le combat des dirigeants turcs contre les revendications démocratiques des Kurdes de Turquie.

Vous étiez opposés à toute présence militaire turque dans votre région, même sous le commandement militaire américain. Et je crains très fortement, en effet, au regard de l'actualité, que des jours sombres ne s'annoncent pour le Kurdistan irakien.

Pour le statut futur de votre région, les Américains vous renvoient à vos amis de l'opposition irakienne en vous disant que vos problèmes relevant des affaires intérieures de l'Irak sont de ce fait à résoudre dans ce cadre.

Bien entendu, lors de la conférence du 29 novembre dernier à l'Assemblée nationale française, tous les représentants de l'opposition irakienne présents se sont prononcés pour un statut fédéral pour les Kurdes, dans des définitions qu'il vous appartient d'interpréter.

Notre souhait en effet serait que vous puissiez vous entendre avec vos frères dans l'opposition irakienne, pour construire ensemble un pays démocratique et fédé-

ral sur la base d'une Constitution qui assurerait l'établissement des libertés publiques et des institutions représentatives.

Mais, dans l'incertitude qui règne sur l'après-guerre en Irak, quel engagement avez-vous obtenu de vos « protecteurs » anglo-américains à ce sujet ?

Lors de mon récent voyage au Kurdistan d'Irak, en octobre dernier, le responsable du programme de déminage de la région m'expliquait à quel point son travail lui semblait immense et difficile.

D'une part, en raison du refus de Bagdad de transmettre aux autorités concernées la cartographie révélant les emplacements où les innombrables mines ont été posées par l'armée irakienne ; d'autre part, du fait de la difficulté d'obtenir de Bagdad l'autorisation de faire venir des experts en déminage dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture ».

Comme vous le savez, les Américains sont en train de miner à nouveau votre pays et envisagent d'utiliser encore des bombes à l'uranium appauvri.

Vous me dites ne pas pouvoir vous opposer à la volonté de la superpuissance américaine dans la guerre qu'elle mène contre l'Irak, d'autant plus que ce sont vos « protecteurs ». Ne pourriez-vous pas leur dire qu'un Irak miné et bombardé vous concernera autant que toute la population de

ce pays, voire l'humanité entière ?

Certes, vous méritez la liberté et la paix dans le respect de vos différences et de votre culture. Vous savez à quel point j'ai été heureuse de voir votre pays reconstruit, les enfants à l'école, les jeunes à l'université, les camps militaires (établis lors de la présence de l'ar-

DANIELLE MITTERRAND est présidente de la Fondation France Libertés.

mée irakienne) transformés en vastes parcs publics, les femmes réunies en associations et partenaires de la reconstruction. La déception de vos amis serait immense si ces acquis venaient à être perdus.

Victimes d'une histoire qui semble se tramer sans cesse à vos dépens, vous estimez avoir une chance de vous débarrasser de la dictature sanguinaire de Saddam Hussein en accueillant à bras ouverts les « libérateurs » américains, à l'instar des Français en 1944.

Ce qui a été légitime pour les uns ne le serait-il pas pour les autres ? Les Kurdes n'auraient-ils pas le droit d'être protégés et soutenus, me direz-vous ?

Si, bien sûr. Mais pouvez-vous faire confiance à un pays, les Etats-Unis, qui vous a trahis tragiquement deux fois, en 1975 et 1991 ? A votre place, je me méfierais.

Le Monde

25 MARS 2003

Pouvez-vous faire confiance à un pays, les Etats-Unis, qui vous a trahis tragiquement deux fois, en 1975 et 1991 ? A votre place, je me méfierais

Nos craintes par Ahmad Bamarni

SOLDATS et officiers de l'armée irakienne ont déjà commencé à déserteur leurs unités, peu après le début de l'intervention américaine et alors que la fin du régime de Saddam Hussein est proche.

Néanmoins, la population irakienne - et kurde en particulier - vit dans une grande inquiétude, due à deux raisons principales.

La crainte des armes chimiques, utilisées dans le passé à plusieurs reprises par le régime irakien, notamment contre la ville de Halabja en 1988, provoquant en l'espace de quelques minutes la mort de 5 000 civils et plus de 10 000 blessés.

La tragédie de Halabja reste très vive dans la mémoire des Kurdes. C'est la raison pour laquelle les habitants des grandes villes ont commencé à quitter leurs foyers afin de trouver refuge dans les villages.

Les Kurdes voient dans les troupes turques une armée d'occupation, venue confisquer leurs droits et libertés acquis depuis 1991. J'ai pu moi-même mesurer, lors de mon récent voyage au Kurdistan, la détermination et la volonté de résistance de tout un peuple. Il est évident que l'armée turque se trouve dans une région totalement hostile à sa présence.

Personne n'est en mesure de prévoir les conséquences de cette intervention.

Les Turcs évoquent des raisons humanitaires et un exode massif des populations pour justifier une intervention. Les Kurdes répondent que ces prétextes sont sans fondement car la situation est complètement différente de celle de 1991.

Durant l'exode de 1991, il n'y avait plus aucun village kurde au Kurdistan, tous les villages ayant été détruits par le régime de Saddam Hussein. Il fallait arriver à la

peiser sur l'avenir politique de l'Irak.

Les dirigeants kurdes s'étaient pourtant entretenus plusieurs fois avec les Turcs et les Américains, mais sans résultat.

Ce refus de la présence turque est également partagé par l'opposition irakienne, qui a accéléré ses activités et ses rencontres.

Lors de la conférence de Londres, en décembre dernier, au cours de laquelle étaient réunis plus de 350 délégués représentant des formations politiques irakiennes et des intellectuels, tous les orateurs, que ce soient des leaders arabes, kurdes, turkmènes ou assy-

riens, ont été unanimes sur quatre points : un Irak démocratique, parlementaire, pluraliste et fédéral.

Deux documents ont été adoptés pour la période de l'après-Saddam Hussein :

- Une « Déclaration politique » a jeté clairement les bases de l'Irak de demain : démocratie, mécanis-

tes.

Les forces de l'opposition irakienne veulent diriger la rue irakienne après le renversement du régime afin d'atteindre plusieurs objectifs : empêcher des groupes de profiter de cette situation pour régler leurs comptes et se venger ; remplir le vide du pouvoir et assurer la sécurité dans les villes pendant cette période de transition.

Une telle attitude constituerait pour l'opposition irakienne un atout politique vis-à-vis des Américains, le but étant que ces derniers ne puissent se passer de ses forces.

Les Turcs évoquent des raisons humanitaires et un exode massif des populations pour justifier une intervention. Nous répondons que ces prétextes sont sans fondement

Saddam Hussein possède des armes chimiques et bactériologiques. Il n'est donc pas exclu qu'il en fasse usage, d'une part, dans le but de punir les Kurdes d'avoir joué un rôle déterminant dans l'opposition irakienne ainsi que dans l'organisation de sa dernière conférence au Kurdistan et, d'autre part, pour créer un état de panique susceptible de provoquer un exode massif des populations identique à celui de 1991.

La possible intervention militaire turque au Kurdistan d'Irak, dont l'imminence avait suscité récemment une vive tension au sein de la population, fait craindre de redoutables conséquences. De nombreuses manifestations avaient eu lieu pour exprimer l'opposition à une présence militaire turque.

Malgré des efforts importants déployés par les responsables politiques pour appeler la population au calme, la situation ne peut, au mieux, que demeurer très tendue.

frontière pour trouver un abri et de quoi manger. Au cours de ces dix dernières années, 70 % de ces villages ont été reconstruits, et si un exode avait lieu la quasi-totalité des réfugiés s'abriteraient dans ces villages.

Par ailleurs, en 1991, il n'y avait aucune structure au Kurdistan

d'Irak. Aujourd'hui, il existe une administration qui travaille et qui a déjà pris plusieurs mesures pour faire face en cas de besoin.

Enfin, les Kurdes ont pris le chemin de l'exode en 1991, à cause d'une offensive de la Garde républicaine, alors que maintenant tous les experts militaires sont unanimes pour dire que, cette fois, l'armée irakienne n'est pas en mesure de lancer une attaque terrestre.

Après leurs déclarations alarmistes, les visées des dirigeants turcs sont claires : ils veulent priver les Kurdes irakiens de tous leurs droits politiques et culturels et

AHMAD BAMARNI
est le représentant de l'Union patriotique du Kurdistan en France.

me de la décision politique, place de l'islam dans l'Etat, indépendance de la justice, fédéralisme, question kurde, droits des minorités.

- Dans le second document, « Projet de la période de transition », il est clairement noté que l'opposition irakienne rejette l'idée d'un gouverneur militaire imposé de l'extérieur ou de l'intérieur. Le document prévoit l'établissement de trois instances principales pour gérer la période transitoire, qui ne doit pas dépasser deux ans.

Un comité restreint de 65 délégués a été nommé, qui s'est réuni de nouveau au Kurdistan d'Irak à la fin du mois de février.

Une direction politique composée de six personnalités irakiennes a été élue pour mener toutes les activités politiques et militaires en Irak. Outre la direction politique, quatorze commissions ont été désignées dans différents domaines.

L'opposition irakienne - et en premier lieu les forces kurdes - prépare, dès lors que la chaîne de commandement sera paralysée, comme en mars 1991, des soulèvements populaires dans toutes les villes irakiennes.

Elle aura pour tâche d'organiser, d'encadrer et de diriger les révol-

Le Monde

25 MARS 2003

L'amer souvenir du soulèvement kurde après la guerre de libération du Koweït en 1991

Les peshmergas estiment avoir été lâchés par les Etats-Unis à l'issue du précédent conflit

SOULEIMANIYÉ
(Kurdistan irakien)
de notre envoyé spécial

Un amer souvenir hante les Kurdes depuis l'insurrection qu'ils déclenchèrent à l'issue de la guerre du Golfe de 1991 : en dépit des dénégations de leurs dirigeants d'aujourd'hui, certains responsables de l'ancienne guérilla des peshmergas - ces combattants « qui ne craignent pas la mort » - estiment qu'ils ont été trahis par Washington. George Bush père, après avoir encouragé les Irakiens à se soulever contre Saddam Hussein, laissa en effet tomber les chiites au sud - dont l'insurrection fut noyée dans le sang - et les Kurdes au nord. Ces derniers avaient pris le contrôle d'un territoire plus grand que celui devenu depuis lors l'enclave « autonome » du Kurdistan. Leur soulèvement fut de courte durée, et plus de 2 millions d'entre eux s'enfuirent vers l'Iran et vers la Turquie, dans la panique générale, alors que les troupes de Bagdad réoccupaient les villes kurdes « libérées » du joug de la dictature irakienne.

Sur la base d'une interprétation de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU relative aux violations des droits de l'homme, les Etats-Unis instaurèrent alors une « zone de protection » de la population kurde dans le nord de l'Irak, devenue, depuis, le Kurdistan « libre ».

La théorie du « lâchage » américain n'est pas partagée par tout le monde. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), déclarait récemment au Monde que cette version n'est que « de la propagande anti-américaine ». « Washington ne nous a jamais rien promis et nous n'avons jamais passé aucun accord avec [les Américains], ajoutait-il. En fait, c'est nous, par peur des bombardements chimiques, qui avons refusé de participer à la guerre. Comment pourrions-nous les blâmer de ne pas avoir soutenu notre insurrection ? »... Le chef kurde qui prépara minutieusement la révolte, et qui était à l'époque secrétaire général adjoint de l'UPK, n'est pas de cet

avis. Nawshirwan Moustaspha, rencontré il y a peu à Souleimaniyé, n'est pas lié par les mêmes réserves diplomatiques. « Il est exact que nous n'avons pas signé des accords écrits avec Washington, mais George Bush, le 15 février 1991, encouragea le peuple irakien à se soulever. Et, après le cessez-le-feu décrété le 28 du même mois, le général Norman Schwarzkopf, commandant de l'opération "Tempête du désert", donna même aux Irakiens la permission de se servir à nouveau de leurs hélicoptères et de l'artillerie lourde. Quelques jours plus tard, l'insurrection kurde commença, et Bush déclara par la suite qu'il n'enverrait pas un seul homme nous aider. Alors, oui, nous avons vraiment eu le sentiment

nant 170 hommes chacun, qu'il gardait en réserve dans la région de son quartier général, près de la frontière iranienne. A ceux-là s'ajoutaient près d'un demi-millier de commandos peshmergas, cachés dans la montagne, à proximité des villes et dont la mission était d'entrer en contact avec les partisans de l'UPK infiltrés. Une sorte d'armée secrète prête à canaliser la violence antigouvernementale d'une population dont le désir le plus fort était de bouler hors des limites du Kurdistan les soldats de Bagdad.

« C'était une époque terrible. La campagne dite de "l'Anfal" (opération irakienne de ratissage généralisé déclenchée à la fin des années

A Rania, tout débuta par des appels à l'insurrection du haut des mosquées. En moins d'une journée, la ville était aux mains des rebelles. « Les Irakiens se doutaient de ce qui pouvait arriver, mais ils ont été surpris par la rapidité de notre réussite », explique M. Moustaspha, avec une certaine fierté. Le 7 mars, à l'initiative des comités infiltrés de l'UPK, la grande ville de Souleimaniyé se souleva. Au soir du premier jour, alors que l'« armée » des peshmergas n'était pas encore arrivée, la cité kurde était déjà quasi libérée. Mais les hommes des services de la sécurité générale résistèrent dans leur forteresse-prison du centre-ville.

MASSACRÉS PAR LA FOULE

Khawa Abdullah, l'un des « infiltrés » du mouvement se souvient : « Notre but était de rassembler des déserteurs potentiels, trouver des gens du régime, des "collaborateurs" kurdes prêts à rejoindre nos rangs, contacter des chefs tribaux et des policiers. Tous détestaient le gouvernement et beaucoup acceptèrent de nous aider. Certains nous fournirent même des fusils... » Le 8 mars, le réduit des hommes de la sécurité générale résistait encore. Mais le bâtiment, attaqué au lance-roquettes, est en flammes. En fin de journée, il tombait aux mains des peshmergas, qui libèrent les prisonniers kurdes enfermés dans les cellules du bâtiment. « Tous les hommes de la sécurité générale se battirent jusqu'au bout. Jusqu'à la mort. Ils étaient environ 700. Certains tentèrent de se rendre. Ils furent massacrés par la foule », raconte M. Moustaspha. Selon ses propres termes, les Kurdes ne pouvaient pas « pardonner » aux tortionnaires de leur peuple.

Puis ce fut au tour des principales autres grandes villes : Arbil, Dohouk et Kirkouk, Chamal Bha-jat participa à la prise de Kirkouk, le 21 mars. « L'armée régulière, se souvient-il, se débânda si vite que l'attaque fit très peu de morts. Tous les jours, ils désertaient leurs positions et passaient de notre côté. »

Bruno Philip

Une commission décidera de l'envoi de troupes

Les Etats-Unis, la Turquie et les principales factions kurdes ont décidé de mettre en place une commission d'arbitrage chargée notamment de décider de l'éventuel envoi de troupes dans le Kurdistan en cas de catastrophe humanitaire, a déclaré samedi 22 mars Hoshyar Zebari, responsable des « relations extérieures » du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). « C'est cette commission qui décidera s'il faut envoyer des troupes [turques] en cas de catastrophe humanitaire, s'il y a une menace terroriste contre la Turquie ou un quelconque problème concernant le sort de la communauté turcomane », a ajouté M. Zebari. La commission sera basée à Silopi, ville turque proche de la frontière irakienne.

Cette annonce a été faite quelques jours après des consultations intenses entre des représentants de la Turquie, de l'administration américaine et des partis kurdes irakiens. M. Zebari a dit ne pas s'attendre à une crise humanitaire majeure. - (AFP.)

d'avoir été lâchés par les Américains... » En réalité, les slogans ouvertement pro-Khomeiny des insurgés chiites du sud effrayèrent Washington, qui, entre-temps, avait décidé de ne pas aller jusqu'à Bagdad. L'essentiel était fait : libérer le Koweït de l'occupation irakienne.

Mais Nawshirwan Moustaspha avait bien préparé l'insurrection. Le haut responsable kurde, qui au sein d'un Front du Kurdistan allait coordonner par la suite ses actions avec les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'autre grande guérilla régionale, décida que le soulèvement commencerait dans la ville de Rania le 7 mars. Auparavant, raconte-t-il, il avait levé quelque 17 bataillons compre-

1980 et dont le nom de code est un verset du Coran signifiant "butin") avait laissé les campagnes exsangues, les villes détruites et une grande partie de la population des villages rassemblée dans des dizaines de camps. La région était quadrillée par l'armée irakienne. Nous avons alors dû répartir nos forces en fonction des positions occupées par l'ennemi. » Le soulèvement commença bien à Rania, mais avec 48 heures d'avance, le 5 mars, et fut couronné de succès. En moins de trois semaines, l'ensemble du Kurdistan fut libre de toute présence officielle irakienne, l'armée régulière se débânda, et seuls les organismes de sécurité les plus liés au régime ont résisté. Avant d'être décimés par les insurgés.

La campagne Anfal en 1988 : le « génocide des Kurdes »

Une attaque chimique planifiée par les Irakiens avait fait entre 3 200 et 7 000 victimes

« **GÉNOCIDE** en Irak » : l'intitulé du livre choque. Est-il légitime ? Le terme est, de nos jours, si communément utilisé hors de propos. Une fois refermées les 400 pages, extrêmement détaillées, que consacre l'ONG américaine Human Rights Watch (HRW) aux agissements du régime de Bagdad au Kurdistan irakien, entre le 23 février et le 6 septembre 1988, dans ce qu'il nomma la « campagne Anfal » (« butin »), la réponse ne fait plus aucun doute (*Génocide en Irak-La campagne d'Anfal contre les Kurdes*. Ed. Karthala & Institut kurde de Paris). A juste titre, HRW conclut son implacable réquisitoire : « Pour reprendre les termes de la convention [de Genève] sur le génocide, le but du régime a été de détruire en partie le groupe [des Kurdes irakiens], et il l'a atteint. Intentions et actes avaient été combinés, entraînant le crime consommé de génocide. »

En mars 1991, les Kurdes d'Irak se soulèvent. Comme les chiïtes du sud irakien, ils le font à l'appel des Etats-Unis, à l'issue de la première guerre du Golfe. Comme eux, ils sont féroce-ment réprimés par Saddam Hussein, mais seront ensuite mieux protégés par les

Occidentaux. Les militants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux partis kurdes, emportent, dans leur retraite, quelque 14 tonnes de documents gouvernementaux, militaires et du parti Baas (registres officiels, carnets de bord, cassettes, films et photographies). Ces documents, accompagnés de 350 témoignages de survivants, constituent la première source d'information de HRW, qui a, par ailleurs, recouru à des rapports de médecine légale de l'ONG Physicians for Human Rights, après l'exhumation de fosses communes, et à des analyses d'échantillons des sols, montrant l'existence de résidus chimiques de gaz moutarde et d'autres agents neurotoxiques.

On a beaucoup évoqué le lieu symbolique d'Halabja, cette bourgade du sud-est du Kurdistan irakien qui subit, le 16 mars 1988, une attaque chimique - laquelle fit entre 3 200 et 7 000 victimes, des milliers d'autres subissant jusqu'à ce jour de graves séquelles. Des dizaines d'autres bourgs et villages kurdes furent, eux aussi, « gazés », la plupart après Halabja, certains dès avril 1987. (Le gaz moutarde et d'autres produits toxiques avaient été fournis par les puissances occidentales, Etats-Unis inclus, à Saddam Hussein, dans le cadre du soutien à sa guerre contre l'Iran khomeiniste).

« Je leur briserai le cou ; ce genre de chiens, on leur écrase la tête » : ainsi s'exprime, dans les enregistrements trouvés par l'UPK, Ali Hassan Al-Madjid, cousin de Saddam Hussein et grand ordonnateur du massacre. Du 29 mars 1987 au 23 avril 1989, il était « investi d'un pouvoir qui lui donnait autorité sur tous les organismes d'Etat en Irak du Nord ». Le rapport de HRW démonte la mécanique du massa-

cre de masse intentionnel qu'il mena. Anfal fut en effet « pensée », précédée d'une politique de « concentration » des populations kurdes dans des « zones interdites ». L'objectif était de créer une zone ethniquement nettoyée aux abords du Kurdistan, prélude à l'offensive génocidaire. Menée en six phases distinctes, dont une troisième (7-20 avril 1988) absolument terrifiante, le bilan d'Anfal s'établit ainsi : « des exécutions sommaires et des disparitions massives de plusieurs dizaines de milliers de

« Intentions et actes avaient été combinés, entraînant le crime consommé de génocide »

civils, dont un grand nombre de femmes et d'enfants » (...); l'utilisation massive d'armes chimiques contre des douzaines de villages, tuant des milliers d'individus, principalement des femmes et des enfants (...); la destruction en série de quelque 2 000 villages ainsi que d'une douzaine, au moins, de grandes villes et centres administratifs (...); la destruction en masse de constructions civiles (...); les arrestations arbitraires de tous les villageois capturés dans les zones désignées comme « interdites » (...); des emprisonnements arbitraires et des détentions durant des mois de dizaines de milliers de femmes, enfants et personnes âgées dans des conditions de privation extrême (...); des déplacements forcés de centaines de milliers de villageois. »

Le bilan de HRW situe à

« 50 000, selon les estimations les plus optimistes, et probablement deux fois ce chiffre », le nombre des seuls assassinats et des disparitions. Il compare les méthodes mises en œuvre dans les exécutions aux procédés des Einsatzgruppen nazis vis-à-vis des juifs dans les régions soviétiques occupées en 1941-1942 par l'Allemagne. Le rapport montre aussi que les actes génocidaires, menés par l'armée, les services spéciaux et les « collaborateurs » de la milice kurde pro-gouvernementale, n'ont été rendus possibles que grâce à l'activité coordonnée de toute une bureaucratie d'Etat, aux niveaux national, régional et local. Il indique enfin que, malgré la fin officielle de la campagne Anfal, le 6 septembre 1988, les exactions irakiennes ont perduré, comme la destruction de la ville kurde de Qala Dizé (70 000 habitants) en septembre 1989.

La convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée le 12 janvier 1951, évoque « l'intention de détruire, dans son intégralité ou en partie, un groupe religieux, racial, ethnique ou national en tant que tel ». Par volonté de rigueur, le préfacier de l'édition française du rapport, Pierre Vidal-Naquet, juge « qu'il s'agit dans le cas irakien d'actes génocidaires plutôt que d'un génocide proprement dit ». Son propos ne vise pas à minorer la dimension du crime, mais à l'insérer dans son contexte précis. « Il ne suffit pas de n'être pas tout à fait Hitler pour être un personnage respectable », écrit Vidal-Naquet à propos de Saddam Hussein. On peut être, par exemple, Enver Pacha ou Milosevic. On peut être aussi Tamerlan. »

Sylvain Cypel

Le Monde

25 MARS 2003

Les Américains plient bagage en Turquie

Les troupes sont déroutées vers le Golfe et les installations démontées sous les quolibets

■ REPORTAGE

C'est un peu comme si le pays avait gagné sa guerre contre des alliés encombrants

NUSAYBIN ISKENDERUN (Turquie)

de notre envoyé spécial

La ville de Nusaybin s'est réveillée, dimanche matin, éber-

luée de voir les soldats américains plier bagage. « Ils partent ! », s'écrit un groupe de jeunes devant le ballet de camions venus charger les derniers équipements militaires

de cette base américaine située dans le sud-est de la Turquie, à 150 kilomètres de la frontière irakienne. Ensemble, ils rient, fanfaronnent devant les barbelés et raillent les derniers travailleurs sur le chantier. Même le soldat turc de faction ne cache pas sa satisfaction, avec un sourire qui en dit long : « Bien sûr que je suis content. Il n'est jamais facile de voir des soldats étrangers dans son pays. » Un peu comme si la Turquie avait gagné sa guerre contre des alliés encombrants.

La nouvelle de ce départ se répand comme une traînée de poudre. En début d'après-midi, ils sont près d'une centaine de badauds à conspuer les bus transportant des militaires américains et les sémi-

remorques chargés de conteneurs blancs qui s'engagent en direction de l'ouest, sur cette longue route de la soie qui longe les frontières irakienne et syrienne. « Rentrez chez vous ! », hurlent-ils en affichant le « V » de la victoire.

Et, 50 kilomètres plus loin, les camions se rangent en file indienne devant la cité industrielle de Kiziltepe, l'autre camp retranché américain de la région. Derrière les blocs de béton, grillages et miradors, les soldats en tenue de combat s'activent, sous une pluie battante, comme les jours précédents. Une GI, debout et engoncée dans sa tenue

ert kaki, discute avec un sergent u volant de sa jeep Hummer. « Nous ne partons pas aujourd'hui », explique-t-elle, un peu sur-

prise. « Mais si vous voulez poser des questions, adressez-vous aux Turcs », poursuit-elle, un léger sourire aux lèvres.

Ils devaient être le fer de lance de l'armée américaine de ce côté du théâtre des opérations. Près de 62 000 GI déployés sur le sol turc pour ouvrir le front nord irakien et prendre en tenaille l'armée irakienne. Mais Ankara en a décidé autrement, n'autorisant, du bout des lèvres, que l'ouverture de son espace aérien. Washington a perdu

patience. Samedi soir, les États-Unis ont abandonné leur plan initial au terme de plusieurs semaines d'atermoiements qui ont ébranlé les relations entre Washington et Ankara. Ils ont donné l'ordre à une dizaine de navires transportant la 4^e division d'infanterie de l'armée américaine, avec ses blindés et ses équipements, de se diriger vers le Golfe.

PANTALONNADE

Après pas loin de deux mois de

ronds dans l'eau en Méditerranée, devant le port d'Iskenderun, les 40 000 hommes de cette division d'élite sont repartis pour une semaine supplémentaire en mer. Une pantalonnade pour Washington qui pourrait coûter cher aux dirigeants d'Ankara. Ceux-ci avaient pourtant autorisé, le 10 mars, la location aux Américains de neuf emplacements non loin de la frontière irakienne pour y installer les troupes en transit vers l'Irak. Les premiers camions transportant

tant le matériel de ces bases éphémères étaient attendus lundi au port d'Iskenderun, provoquant un drôle de chassé-croisé sur les routes turques ce week-end. Samedi, un convoi d'une trentaine de camions de chantier, bâchés et encadrés de minibus blancs pleins de militaires turcs en armes, a remonté la même route de la soie en direction de l'est, vers la frontière irakienne.

Nicolas Bourcier

Pendant que le Sud résiste, le front Nord s'anime et la coalition s'approche de la capitale

L'AVANCÉE des troupes américano-britanniques vers Bagdad s'est poursuivie lundi 24 mars, a indiqué le général américain Tommy Franks, commandant en chef de la coalition. « La progression vers notre objectif [Bagdad] a été rapide et parfois spectaculaire », a déclaré le général, lundi après-midi, lors d'une conférence de presse sur la base d'Al-Sayliyah (Qatar). Le général a précisé que ses troupes, parties du Koweït, ont « volontairement contourné des formations ennemies » afin de ne pas ralentir leur marche vers la capitale.

Selon un journaliste de l'Agence France-Presse, voyageant avec les troupes américaines, la 3^e division d'infanterie se trouvait, mardi matin, à moins de 100 km au sud de Bagdad. Au même moment, une tempête de sable gênait la marche des troupes vers la capitale.

► **La résistance irakienne** a continué d'être acharnée dans le sud du pays. Le général Franks a minimisé son ampleur en évoquant des « résistances sporadiques ». Selon lui, les combats contre les troupes d'inva-

sion ne seraient pas l'œuvre de l'armée irakienne mais de « forces irrégulières » composées de membres de la Garde républicaine et de fedayins, que le général a accusés de se fondre dans la population afin d'imposer une guérilla urbaine aux soldats sous son commandement.

A Nassiriya, théâtre des plus graves combats depuis le début de la guerre (au moins une dizaine de morts, côté américain), les forces américaines ont lancé lundi une attaque qui a commencé par des bombardements intenses. Le général a assuré que les forces de la coalition se trouvaient désormais « à l'intérieur » de la ville et allaient « y rester ». Mardi matin, un correspondant de Reuters voyageant avec les troupes américaines a indiqué que de violents combats opposaient encore des marines américains à des forces irakiennes à Nassiriya, où les forces sous commandement américain tentaient de franchir deux ponts stratégiques sur l'Euphrate.

Au sujet de Bassora, Tommy Franks a paru moins catégorique. Dans la deuxième ville du pays, où plusieurs centaines d'hommes de la Garde républicaine irakienne seraient retranchés, de violents accrochages ont eu lieu lundi en fin de journée, selon le correspondant local de la télévision qatarie Al-Jazeera. Le général Franks a toutefois relevé que l'aéroport avait été « sécurisé ». Plus au sud, à Oum Qasr, il a déclaré que les opérations de déminage des eaux du port permettraient « dans les jours à venir » l'acheminement maritime de l'aide humanitaire.

► **La Garde républicaine** a été attaquée, lundi, dans les environs de Bagdad. A Washington, le général américain Staley McChrystal a indiqué que les frappes « continuent d'être concentrées sur des cibles-clés du régime », notamment en vue d'« affaiblir la Garde républicaine ». Pour la première fois, des hélicoptères américains Apache ont été utilisés contre une unité de celle-ci, la division « Médina », qui a été « signi-

ficativement affaiblie » par l'attaque, selon le général McChrystal.

L'état-major de la coalition a confirmé qu'un Apache avait été intercepté par les Irakiens lors de cette opération menée par « trente à quarante » appareils. Les deux membres de l'équipage ont été faits prisonniers – ce qui a porté à sept le nombre d'Américains détenus en Irak, contre trois mille Irakiens détenus par les Américains, selon la même source. La télévision d'Etat irakienne a montré les deux Américains de l'équipage, dont l'appareil est tombé près de Kerbala (110 km de Bagdad). L'Irak a affirmé avoir abattu un hélicoptère supplémentaire.

► **Le front Nord** s'est apparemment animé, lundi, avec des premiers raids aériens importants contre Kirkouk, selon plusieurs corres-

pondants de presse. Des positions irakiennes le long de la zone séparant Chamchamal (Kurdistan irakien) de Kirkouk ont été notamment ciblées. Des raids aériens ont aussi eu lieu vers Pirdaoud, sur la ligne de démarcation entre le Kurdistan « autonome » et l'Irak, selon un responsable local des peshmergas (combattants) kurdes. Selon des témoins cités par les agences de presse, plusieurs appareils américano-britanniques ont atterri dans la région depuis la nuit de dimanche à lundi.

Par ailleurs, le ministre russe de la défense, Sergueï Ivanov, a déclaré lundi : « Selon mes informations, les forces turques sont entrées en Irak il y a deux jours », ajoutant que cela pouvait « entraîner une réaction en chaîne incontrôlable ».

► **A Bagdad**, les bombardements se sont prolongés, d'abord en périphérie puis dans le centre-ville, dans la nuit de lundi à mardi. Kirkouk et Mossoul, au nord, et, selon Al-Jazeera, Bassora (sud) ont aussi connu de lourdes frappes aériennes. Outre la Garde républicaine, elles ont visé des immeubles gouvernementaux, des services secrets et de sécurité, selon le Pentagone, dans et autour de Bagdad.

M. Blair : « Accélérer la fin du régime »

Les forces américano-britanniques, « à l'heure où nous parlons, sont à quelque 60 miles [100 km] au sud de Bagdad près de Karbala », a indiqué Tony Blair lundi soir 24 mars, à la Chambre des communes. Le « but essentiel » est d'atteindre Bagdad « le plus vite possible en accélérant ainsi la fin du régime », a confirmé le premier ministre. Londres a annoncé, mardi 25 mars, la mort au combat d'un deuxième soldat britannique. Interrogé par un député sur les « insultes » antifrançaises proférées récemment par ses ministres, M. Blair a répondu : « J'ai moi-même une certaine affection pour la France, je ne m'associerais certainement pas à des insultes, qu'elles soient proférées contre la France ou contre les Français. »

La division Madina de la Garde républicaine

Avec trois autres divisions, la division Al-Madina Al-Mounawara (la Ville illuminée, par référence à La Mecque), qu'affrontent les forces alliées à proximité de Bagdad, forme le corps d'armée Nord de la Garde républicaine. Elle était précédemment chargée de contrôler la zone autonome kurde. Désormais, elle joue un rôle essentiel dans la défense de la capitale irakienne et de ses environs – le grand Bagdad – et dans la protection de Tikrit, le fief de Saddam Hussein. C'est une division blindée, forte de quelque 10 000 à 12 000 hommes. Les trois autres divisions – deux d'infanterie et une mécanisée – ont leur PC habituellement établi à Mossoul, Maqloob-Maontin-Mossoul et à Kirkouk. Mais ces commandements se déplacent au gré des circonstances. Le grand Bagdad bénéficie aussi de la protection des unités de la Garde républicaine spéciale (15 000 à 20 000 hommes) placées sous l'autorité du fils cadet de Saddam Hussein.

Le Monde

26 MARS 2003

« Chaque pays a son Hitler. Chez nous c'est Saddam »

Les Kurdes ont beaucoup souffert de la guerre mais ils ne voient pas d'autre solution que de participer au conflit malgré les difficultés qu'elles risquent de rencontrer avec les forces américaines

REPORTAGE

SALAHADDIN

Correspondance spéciale

Une file de voitures ininterrompue serpente le long du massif sur lequel se dresse Salahadin, le bastion de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dans le nord de l'Irak. Des familles entassées dans leur voiture ou leur camionnette, matelas et ustensiles sur le toit, continuent de fuir les villes de la zone autonome kurde les plus proches de la ligne de contact avec l'armée irakienne. La crainte de l'arme chimique reste dans toute les têtes. Rien à voir cependant avec la fuite dans les montagnes de 1991 sous la menace des chars irakiens.

Une tête d'aigle, le symbole du Parti démocratique du Kurdistan, domine l'entrée de la petite ville,

ancienne résidence d'été de Saddam Hussein, où les boutiquiers commencent eux aussi à plier bagage et à fermer les échoppes dans la crainte de la guerre que tout le monde attendait pour la nuit d'hier à aujourd'hui. Les bâtiments du PDK sont gardés par des combattants en armes, mais, là encore, rien qui rappelle la guerre du Golfe d'il y a douze ans. Ni déploiement de forces, ni sacs de sables. Le gros des troupes est loin d'ici. Les *peshmergas* (combattants) sont à quelques kilomètres de Kirkouk, la ville pétrolière sous contrôle de Saddam Hussein, prêtes à soutenir l'offensive des troupes « alliées » pour renverser le tyran.

« Les intérêts des États-Unis et ceux des Kurdes sont pour la première fois parallèles, se félicite Maraan G. Mirkhan, porte parole du bureau politique du PDK. Jusqu'à il y a peu, c'était le contraire. Tous les régimes occidentaux soutenaient Bagdad. » Les Kurdes ne s'illusion-

nent pas pour autant sur les motifs du débarquement de Washington. « Les Américains ne viennent pas nous délivrer parce que nous sommes un peuple opprimés. » Les ressources pétrolières de l'Irak, la volonté de redessiner les contours politiques du Proche et du Moyen-Orient surtout dictent d'abord la conduite de la Maison-Blanche.

« De notre côté, nous avons tout essayé depuis des décennies, poursuit Maraan G. Mirkhan. Mais tous les régimes irakiens jusqu'à présent ont cherché à nous réduire, nous écraser. Nous voulons maintenant rompre avec cette histoire, constituer un gouvernement démocratique et fédéré à Bagdad. Nous n'avons pas l'intention de devenir un État kurde indépendant, mais nous voulons conforter nos droits, tout en préservant l'intégrité de l'Irak. »

D'où cette convergence d'intérêts aujourd'hui entre les Américains et les Kurdes. Le PDK n'a pas l'inten-

tion de jouer le rôle de l'Alliance du Nord en Afghanistan. « Nous avons déjà notre programme, précise Maraan G. Mirkhan, et nous sommes partie prenante de l'opposition irakienne qui s'est constituée à Londres et s'est retrouvée ici à Salahadin pour se préparer à assurer la transition démocratique après la chute de Saddam. » Notre interlocuteur, prudent, souligne aussitôt que l'opposition constituée ne rassemble pas encore tous ceux qui seraient susceptibles d'en faire partie. Massoud Barzani lui-même assure que d'autres partis ou groupes tels que le Parti communiste irakien et le parti islamiste Al-Dawa, qui ne sont pas membres de l'opposition unifiée, ont leur place dans un futur régime, après Saddam. La représentation des sunnites, dominants aujourd'hui dans le pouvoir baasiste est par ailleurs bien maigre dans l'opposition irakienne. « Mais, précise Maraan G. Mirkhan, ce



Côte à côte, Jalal Talabani et Massoud Barzani, leaders respectifs de l'UPK et du PDK, les deux principaux partis kurdes, réunis à Salahadin le 26 février: Les organisations kurdes sont partie prenante de l'opposition irakienne.

20 MARS 2003

La Croix

BEHROUZ MEHR/AFAP

n'est pas moi qui pourrais résoudre cette question, c'est eux qui devront y répondre.» Le PDK rejette sans équivoque toute intervention des pays voisins, la Turquie ou l'Iran, dans la détermination de l'avenir de l'Irak. «Ce n'est pas seulement Massoud Barzani qui met durement en garde les Turcs contre toute intervention de leurs troupes dans le nord de l'Irak, assène notre interlocuteur, tous les Kurdes par-

tagent son point de vue.»

Les Kurdes ne partagent pas les vues pacifiques de l'Europe

L'Europe, bien sûr, laisse aujourd'hui les Kurdes rêveurs, voire déçus. «La France ou l'Allemagne savent qui est Saddam, ce n'est pas un dictateur comme un autre», note Maraam G. Mirkhan. Mais les manifestations pacifistes opposées la guerre contre l'Irak ne

l'étonnent pas. «Le sentiment pacifiste est particulièrement fort en Europe, souligne-t-il. Les peuples y ont vécu des guerres particulièrement meurtrières. Nous avons vécu aussi cette expérience, mais nous avons acquis la conviction que face à ce régime il n'y a pas d'alternative.»

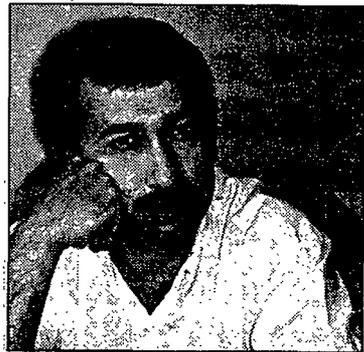
«Nous aurons besoin plus que jamais de l'Europe au lendemain de la guerre, pour la reconstruction et la réconciliation du pays, souligne de

son côté Saadi Pira, chef du groupe parlementaire de l'Union patriotique du Kurdistan, l'autre grand parti kurde. Les Américains sur ce plan n'ont pas l'expérience et la finesse des Européens. Mais chaque pays et chaque siècle a son Hitler, poursuit-il. Chez nous c'est Saddam. Et nous accueillerons avec des roses ceux qui nous en libèrent, comme ce fut le cas en d'autres temps, en 1945, en Normandie.»

Michel VERRIER

PAROLES D'EXILÉS

Hasham Dawod: «Je crains que les Irakiens ne soient devenus fatalistes»



A la fin des années 1970, j'étais un jeune journaliste à Bagdad, adhérent au Parti communiste. En Irak, le choix était assez simple: ou l'on appartenait au parti politique lié à sa communauté ethnique ou religieuse ou, si l'on voulait transcender les clivages traditionnels, on adhérait au Parti communiste. Mais cela valait d'être poursuivi et j'ai dû fuir assez précipitamment mon pays.

Je suis arrivé en France à la fin de l'année 1981, bénéficiant d'une certaine générosité dans l'octroi de visas aux étrangers. Après mon départ, la maison de mes parents était visitée toutes les semaines par la police et mon père a été plusieurs fois arrêté. Bagdad avait pourtant été notre «refuge» puisque nous avions quitté notre région d'origine où une partie de notre famille avait été persécutée et certains parents tués. Ethniquement, je suis kurde, mais culturellement j'ai vécu toute

ma jeunesse à Bagdad... enfin, une partie de ma famille est en connivence avec la culture persane et turkmène et à la maison nous parlions quatre langues - le persan, le turkmène, le kurde, l'arabe - et l'anglais à l'école. Bien que kurdes, nous sommes d'origine chiite (alors que les Kurdes sont majoritairement sunnites). Je suis issu d'une famille cosmopolite: en moi est concentrée toute la complexité ethnique et religieuse de l'Irak.

Aujourd'hui, enseignant et chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, je ne me vis plus «exilé». Mais je ressens douloureusement, et avec colère, les événements d'aujourd'hui. Cela fait trente-quatre ans que l'on subit cette dictature en Irak. C'est une grande tyrannie, mais la guerre est-elle la solution? Après 1991, il aurait été très facile d'éliminer le régime de Saddam Hussein. On ne l'a pas fait, par opportunité politique, malgré l'envie des Irakiens qui se sont massivement

soulevés à l'époque. Hélas! Il y a eu plus de morts pendant cette période de soulèvement contre le régime de Saddam Hussein que pendant les bombardements américains. Je crains que les Irakiens ne soient devenus fatalistes; qu'ils ne croient pas encore à leur «libération». Certes, ils espèrent le changement, mais le veulent-ils au prix de voir s'installer chez eux une administration étrangère? Car les Américains montrent bien comment ils entrent en Irak mais ne disent rien sur la façon dont ils vont en sortir. (Photo D.R.)

Recueilli par Geneviève WELCOMME



27 MARS 2003

CHRONIQUE DES MÉDIAS ARABES

«Tuer les Américains et tuer ceux qui ne les combattent pas»

SUR LE FRONT médiatique, la guerre psychologique continue. Et sur ce terrain au moins, le régime irakien tient encore le coup. Vis-à-vis des trois chaînes de télévisions arabes présentes à Bagdad et à Mossoul, les responsables irakiens donnent la nette impression qu'ils savent comment parler à chacune d'elle. Pour une communication de guerre à usage interne et externe.

A Abou Dhabi TV, la chaîne qui gagne du terrain dans les pays arabes, les responsables politiques du régime irakien accordent des interviews exclusives, en dehors des conférences de presse. A Al-Jazira, prête à tout pour récupérer les téléspectateurs de sa concurrente, les Irakiens fournissent des «documents exclusifs». Enfin, pour Al-Arabiya, la chaîne privée financée par les Saoudiens, le régime de Saddam Hussein lui réserve les seconds couteaux.

Al-Jazira a donc diffusé, «en exclusivité», les images des deux

pilotes de l'hélicoptère Apache tombé entre les mains des Irakiens. Mais le véritable «coup» de la chaîne qatarie est d'avoir pu filmer dans la ville de Mossoul une des fameuses brigades des Fedayins de Saddam. L'un de ses hommes s'exprime sans ambiguïté au micro d'Al-Jazira: «Les Fedayins de Saddam sont là pour tuer les Américains et tuer ceux qui ne les combattent pas.»

EN BOUCLE

Pour les caméras de la chaîne d'Abou Dhabi, le discours officiel irakien est d'une autre nature. Le vice-président Taha Yassine Ramadhan, sur le ton de la confiance, affirme que «tout ce qui s'est passé jusqu'à aujourd'hui [à propos des opérations militaires américano-britanniques] était prévu dans notre plan. Jusqu'à l'avancée de la couleur dans le Sahara de quelques kilomètres, nous l'avions prévue... Les choses se passent dans le bon sens.»

Sur Al-Arabiya, le même Taha

Yassine Ramadhan, cette fois en conférence de presse, s'enflamme contre les régimes arabes: «Ces Etats arabes qui au lieu de fermer les ambassades des USA et de la Grande-Bretagne préfèrent tabasser leurs peuples qui le réclament (...). Ces Etats qui vendent le pétrole à l'ennemi qui assassine le peuple irakien, en baissant les prix (...). Ces Etats arabes qui permettent qu'on installe chez eux des bases militaires d'où partent ceux qui viennent assassiner nos enfants.»

Ces phrases qui tournent en boucle sont peut-être les seuls missiles à longue portée que possède l'Irak. Mais elles peuvent constituer des armes efficaces auprès des opinions arabes. Est-ce pour contrer ces avancées irakiennes sur le front de l'information que les premiers raids nocturnes sur Bagdad se sont concentrés sur les émetteurs et les installations électriques de la ville?

Bagdad dans le noir, attendant que l'électricité soit rétablie, on se tourne vers le spécialiste: sur Abou

Dhabi TV, l'universitaire israélo-arabe Merouane Bishara est en train de se tailler une popularité qui risque bientôt de dépasser celle de son frère Azmi Bishara, le célèbre député arabe de la Knesset. Ses analyses originales ont l'avantage de prendre du recul. Les deux parties du conflit, dit-il, utilisent la même méthode de communication de guerre basée sur trois points.

D'abord rassurer et dire que tout a été prévu: c'est ce que les Irakiens et la coalition américano-britannique disent depuis sept jours. Ensuite prévenir du pire: quand les Américains disent que la guerre risque d'être plus longue, les Irakiens reprennent en refrain avec eux que les vrais combats sont à venir. Enfin, tous les deux affirment que, malgré toutes les entraves, ils vont «gagner». Le septième jour de guerre se lève sur Bagdad, couleur sable d'une tempête du désert que personne n'avait prévue.

Tewfik Hakem

27 MARS 2003
Le Monde

Le Kurdistan irakien rêve de paix et de pétrole

Pour les 5 millions de Kurdes irakiens, l'intervention américano-britannique porte en elle un formidable espoir. Celui d'en finir avec Saddam Hussein et son régime.

Les Kurdes irakiens retiennent leur souffle. Pour ces 5 millions d'hommes et de femmes qui viennent de commémorer – à l'occasion de leur nouvel an – le 2.615^e anniversaire de la révolte du peuple kurde contre le tyran perse Dehaq, l'intervention américano-britannique en Irak porte en elle un formidable espoir. Celui d'en finir avec Saddam Hussein et son régime, lesquels n'ont pas hésité à raser 4.000 villes et villages kurdes, ni à utiliser des armes chimiques contre la bourgade de Halabja, faisant près de 5.000 morts le 16 mars 1988. L'espoir, presque démesuré après tant de souffrances et de désillusions, de connaître enfin... la paix.

La paix, ce qui leur manque le plus. Une partie du Kurdistan irakien, dans le nord de l'Irak, est déjà soustrait à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991. Sur ces terres grandes comme la Suisse, les Kurdes jouissent d'une autonomie de fait. Ils y possèdent leur gouvernement. Et leur « Parlement unifié », créé en 1992, s'est réuni en octobre, pour la première fois depuis six ans, à la faveur de la réconciliation entre les frères ennemis du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Mieux, la région renferme des richesses naturelles qui lui valent le surnom de « grenier de l'Irak ». Elle est ainsi, chaque année, excédentaire en blé. Les excédents ont même été gonflés par la résolution 986 des Nations unies, dite « Pétrole contre nourriture », grâce à laquelle la région du Kurdistan perçoit, depuis 1996, 13 % des revenus de l'Irak. Les autorités ont même eu la prévoyance de stocker une partie de ce blé dans des silos, plutôt que de le vendre à Saddam Hussein, son seul client possible en raison de l'embargo contre Bagdad. « Nous sommes autosuffisants », s'enorgueillit Burhan Jaf, le représentant à Bruxelles du gouvernement régional kurde, selon lequel la région, pauvre en industries, pèse 40 % de la production agricole irakienne.

60 % du pétrole du pays

Le Kurdistan irakien possède un autre atout. Et pas des moindres : le pétrole et

son commerce. « Jusqu'à ces derniers mois, les taxes sur le pétrole, versées lors du passage des camions qui transportent illégalement l'or noir, représentaient 80 % du budget kurde », explique Domitille Lagourgue, la directrice de l'organisation humanitaire Mission enfance, « surprise par l'évolution de la région ces cinq dernières années ». « La région n'a jamais été aussi moderne »,

lâche-t-elle, louant ce « peuple de paysans, simple et sans prétention, qui a toujours trouvé les moyens d'avancer ».

Les Kurdes, justement, aimeraient avancer davantage. Et profiter de la chute de Saddam Hussein pour mettre la main sur Kirkouk et Mossoul, des

villes à majorité kurde restées sous le contrôle de Bagdad, qui produisent un tiers du pétrole irakien. Kirkouk, la capitale historique du Kurdistan irakien – « son Jérusalem » – affiche, à elle seule, une capacité de production de 900.000 barils par jour. Ses gisements

sont les plus importants d'Irak. De quoi susciter des convoitises... « Jusqu'à 1969, insistent les Kurdes, le Kurdistan produisait la totalité du pétrole irakien. Aujourd'hui, il représente 60 % de l'or noir commercialisé par le pays. »

Le problème, c'est que la Turquie ne voit pas d'un bon œil les aspirations des Kurdes irakiens, qui risquent de réveiller les revendications des 13 millions de Kurdes vivant sur son sol. Elle aurait déployé 10.000 soldats dans le nord de l'Irak, « pour contenir un possible afflux de réfugiés » et « empêcher certaines provocations visant notre sécurité ».

Ankara, qui y maintient depuis 1997 une présence militaire discrète, sous le prétexte de traquer les rebelles séparatistes du PKK, « n'a aucun projet secret », a promis le porte-parole du gouvernement. Sans convaincre à Arbil. Car les Kurdes, peu gâtés par l'Histoire, ont appris à être méfiants. Et à ne compter que sur eux-mêmes. « Les Kurdes n'ont pas d'amis », disait Mustafa Barzani, le fondateur du PDK. Le numéro deux du mouvement, Nichirvan Barzani, a ainsi prévenu qu'ils « combattront par tous les moyens nécessaires » une intervention turque, qui « n'a aucune justification ». « Contrairement à ce qu'affirme Ankara, nous ne voulons pas de l'indépendance. Nous sommes irakiens, assure Burhan Jaf. Ce que nous souhaitons, c'est une fédération irakienne. Ni plus ni moins. »

PIERRE-ALAIN FURBURY



March 27 2003

The Guardian

Timothy Garton Ash Which peoples should govern themselves? Our answers are as confused as ever

Kosovo for the Kurds



Here's a riddle with an explosive core: there's a hardy, mainly Islamic people, who have long been oppressed by a different ethnic group running a repressive state. They've been tortured, shelled, bombed, driven out of their homes; some of these oppressive state actions qualify as attempted genocide. A fighting people with a long tradition of mountain banditry, they've responded by armed uprising and guerrilla war; some of the means they have employed would qualify as terrorism. Who are they, and what are we doing about them?

Answer 1. They are the Albanians in Kosovo. We intervene militarily against their oppressor. American special forces work first covertly and then overtly with the Kosovo Liberation Army. We secure them effective independence from Serbia, under an international protectorate. As a result, one day there will either be a little state called Kosova (the Albanian spelling) or a greater Albania.

Answer 2. They are the Kurds in Turkey. We wring our hands, wave our dollars or euros, and tell Turkey that since it's a member of Nato and very much wants to be a member of the European Union, it should please, please, in the name of God, Allah and the World Bank, treat its large Kurdish minority a little better. After all, Turkey thinks it's part of Europe, doesn't it?

Answer 3. They are the Kurds in Iraq. We intervene militarily against their oppressor. American special forces work first covertly and now overtly with the Kurdish liberation armies which over the last decade have rallied under the aerial protection of British and American planes patrolling the "no-fly zone". Since Turkey has refused to allow US troops to move across its territory to open a northern front against Saddam in Iraqi Kurdistan, the Anglo-American coalition may have to depend more on these Kurdish forces. But Turkey is threatening to send (or perhaps, by the time you read this, already has sent) its own special forces into Iraqi Kurdistan. This is ostensibly to fend off a potential flood of refugees into Turkey, but mainly to deter the Kurds of Turkey from imagining that they can follow the example of their brothers and sisters across the border.

All three answers are correct. So, what is to be done for the Kurds?

Bush and Blair in Camp David today, divided EU-ropes, the UN, "the west" (if it still exists) and, "the international community" (whatever that is now) will all pretend that we have an answer. Any reader of this column could write the spokesperson's brief: "minority rights", "internal autonomy but territorial integrity of Iraq", "federal structures" etc. But let me whisper this truth in your ear: we don't have an answer. We're flummoxed and floundering, as so often when faced with the issue of self-determination.

The Kurdish question raises a cardinal dilemma for the Anglo-Saxon liberal imperialism on which we have so curiously re-embarked at the beginning of the 21st century. When London and Washington were briefly making the case for the Iraq war as a "humanitarian intervention", it was the gassing of the Kurds at Halabja that they always cited, and the killing of an estimated 100,000 Kurds by Saddam's men. Though such comparisons are always odious, the Kurds have suffered even more terribly than the Kosovans. The moral case is also strong for two other reasons. The Bush (senior) administration encouraged the Kurds to rise against Saddam in 1991, and then let him massacre them with the helicopter gunships that Washington let him keep. Britain has its own special responsibility, since the first people to bomb the Kurds were us, when they revolted against the Iraq we created after the first world war. (Since Tony Blair has apologised for the potato famine in Ireland, will he be apologising for this?)

Watching the television footage from Iraqi Kurdistan, I am irresistibly reminded of Kosovo — tough, gnarled mountain people, dusty roads, village minarets, peasant women in Muslim headscarves, a still largely traditional, rural society, with extended families and clan leaders. The Kurds are not so very different from the Kosovans, after all, nor so very far away. Who would dare claim they should be treated differently because one group is in Europe and the other is not? In both cases, we are still wrestling, nearly a century later, with the legacy of the Ottoman empire.

The moral reservations are also familiar from Kosovo: among our new-found "freedom fighters" are unscrupulous brigands, heavily implicated in organised crime and no

strangers to the use of terror. Uncomfortable allies in a "war against terrorism". The political reservations are familiar, too: because these people live in several neighbouring countries as well, giving them autonomy here would be destabilising there. Which it was, and will be. Our support for the Kosovo Liberation Army mightily encouraged the Albanian insurgency in neighbouring Macedonia. As a result, we're still there to keep a fragile peace.

Turkey's fears are not unfounded. If I were a Kurdish separatist in south-eastern Turkey, I would be greatly encouraged by seeing US marine General Henry Osman hitching up with my brothers-in-arms across the frontier in Iraq. That's not the only potential knock-on effect. Turkey is the biggest headache, but the Kurds also live in Iran, Syria and Armenia. At an estimated 20 to 25 million they are, it is claimed, the largest stateless nation on earth.

If you think it's a little academic to ponder the fate of stateless nations while the war still rages around Baghdad, think again. The Kurdish question is the largest unexploded bomb in all Iraq. And its future will also be determined in the heat of battle over the next few days and weeks. If the Kurdish forces contribute significantly to the American victory on the northern front,

while America's traditional ally Turkey refuses to help, and even actively hinders it by a cross-border incursion, the balance of American opinion will swing in their favour, as it did in Kosovo. Anyway, in one of the stranger freaks of international affairs, the Kurds in the north of Iraq have been enjoying far-reaching, de facto autonomy under

our "no-fly zone" for a decade already. Hard to imagine that we will now abandon them to their fate.

So clever specialists are already designing schemes for a "federacy", involving autonomy for Iraqi Kurdistan and individual rights for Kurds throughout Iraq. But Iraqi Kurdistan in what borders? With or without the Kirkuk oil fields? How can you guarantee such individual rights for Kurds in the other parts of a chaotic, occupied country? Or for Iraqi Arabs in Kurdistan? (Remember that British soldiers ended up guarding individual Serb grannies in Kosovo.)

If such delicate constitutional arrangements still don't avert inter-ethnic con-

When it is
over, we
will be back
in 1918

flict in advanced European countries like Spain (where Catalonia is just pressing for an enhanced autonomy that comes remarkably close to independence) what chance have they here?

What would it mean for the democratic self-determination of all Iraq if this bit of radical devolution were immediately dictated by the occupying power? What if the majority of all Iraqi voters don't accept what the majority of Iraqi Kurds obviously want?

Let's face it: when this bleedin' war is over, we'll be back in 1918, confronting many of the same questions in the same places that our grandparents wrestled with, from the Balkans to the Middle East. And we still don't have answers. Sometimes I think we should reinvent the Ottoman empire.

timothy.garton.ash@guardian.co.uk

Helping Saddam ■ By William Safire

Turkey's wrong turn undermines a genuine friendship

WASHINGTON
As several American "big birds" flew in to airfields in the zone America protects in Iraqi Kurdistan, a freedom fighter turned to a Kurdish friend: "I have been a pesh merga for 25 years," he said. "I always dreaded the sight of aircraft because they brought death to our people. This is the first time I have seen an air force on our side."

The transports arriving at the rate of four a day carry U.S. forces as well as loads of weapons to enable Kurds to follow up on U.S. air and missile strikes at Ansar al Islam and Qaeda terrorists. Together with the 70,000 Kurdish warriors who call themselves the pesh merga, "those who face death," the U.S. troops being inserted daily are early elements of what will become the northern front.

The missions of these coalition forces are to prevent Saddam Hussein from torching the Kirkuk-Mosul oil fields and to engage Iraqi troops that would otherwise join the defense of Baghdad. Top Ba'ath Party leaders tell my Kurdish friends that Saddam's strategy is to use guerrilla tactics to give France and Russia two weeks to negotiate a truce.

Such delaying tactics are helped by Turkey's foot-dragging. The new, Islamic-influenced government of Recep Tayyip Erdogan transformed that formerly staunch U.S. ally into Saddam's best friend.

The main reason Turkey now permits U.S. overflights is that America has demonstrated its capability of doing it the long, hard way, from the west through Jordan. For that, America owes King Abdullah plenty; it owes Erdogan nothing. Before that, Ankara Islamists kept allied supply ships floating off Turkey's shores, while those politicians dickered over the price of a transit toll: \$6 billion cash plus \$10 billion in loan guarantees wasn't good enough. The United States had to send its ships around to Kuwait, lengthening the war and causing more allied and Iraqi casualties.

Adding diplomatic insult to this military injury, Turkey massed 40,000 troops on its border with Iraq, hoping to grab the oil fields of Kirkuk if Iraqi Kurds rectified Saddam's ethnic cleansing by daring to return to their homes.

The Turks' excuse for seizing today's moment of liberation to bite off a rich chunk of their neighbor is

this: They insist that Iraqi Kurds plan to set up an independent state, which would then supposedly cause Turkish Kurds to secede and break up Turkey.

That's strictly Erdogan's cover story for an oil grab, undermining the coalition's plans for an Iraq whole and free. Even America's severest critics recognize Turkey's move as venal: Pacifist Germany just threatened to remove its crews from the surveillance planes sent to Turkey by NATO that America arranged to protect the Turks from any wartime backlash. Thus has the novice wheeler-dealer in Ankara succeeded in alienating both the trans-Atlantic coalition of the willing and old Europe's union of the unwilling.

The Turks also came up with a "humanitarian" reason for crossing their border: to block an expected wave of Kurdish refugees again running from Saddam's vengeance. They would be running from an attack by Saddam's troops invited by Turkey's refusal to permit passage by allied troops.

Few are willing to denounce the new government of Turkey for this betrayal because wartime is not the best time. Last week, Secretary of State Colin Powell, biting his tongue, observed patiently that Ankara had yet to "operationalize" overflights. General Tommy Franks also walked on eggs, noting that incursions by Turkish troops were by "very light formations."

Barham Salih, an Iraqi Kurdish leader who spoke to me Sunday from Sulaimaniya, also was conciliatory: "Erdogan had been badly advised, before his election, that America could not topple Saddam without Turkey. We do not forget that Turkey provided the airfields for the no-flight zone that protected Kurds for a decade." However, Salih pointedly noted that "Kurdish forces in Iraq are part of the coalition, effectively under U.S. control. And we are not asking for money; we are calling for freedom."

Fortunately, President George W. Bush sent a firm message to troublesome Turks: "We expect them not to go into northern Iraq." Maybe, after undermining the genuine friendship between Turkey and the United States by helping Saddam make the war longer and bloodier, Islamist politicians and secular generals in Ankara will agree to fulfill Bush's expectation.

E-mail: safire@nytimes.com

INTERNATIONAL
Herald Tribune

March 25, 2003

Réfugié kurde, il se battait contre Saddam

Une moustache de jais, un front dégarni soutenu par un regard pétillant du même noir, des bras et une stature de colosse... Zoubeyr Mahie, 42 ans, kurde irakien, va et vient, la poignée de main engageante, entre le comptoir et la chambre froide de son « Marché d'Orient », l'épicerie ouverte avec sa femme en octobre dernier. Une vie normale pour tout le monde. Zoubeyr, lui, considère, dans un sourire, « une vie égoïste, consacrée seulement à ma famille et moi ».

En tout état de cause, une vie tranquille, à des années lumières de son quotidien des années 1980. Zoubeyr est un ancien « peshmerga », du nom de ces redoutables combattants kurdes (chrétiens, musulmans, athées...) prêts à donner leur vie pour défendre leur peuple.

En 1978, Zoubeyr a 17 ans. Il est étudiant et vit au sein d'une riche famille de maraîchers au Kurdistan irakien : « J'étais comme un petit prince », se souvient l'épicier. « Et puis l'armée de Saddam a rasé mon village, brûlé les vergers de mon père, sous nos yeux. On nous a envoyés dans un camp. »

Du jour au lendemain le prince devient gueux et subit avec sa famille les humiliations des interrogatoires, des contrôles policiers permanents et arbitraires. « De là vient ma haine contre Saddam. La mort n'était pas pire pour moi que de vivre comme des sous-hommes privés de liberté. »

L'ESPOIR D'UN PEUPLE

Il gagne les montagnes, prend les

Zoubeyr, épicier et peshmerga



■ Zoubeyr Mahie craint que la Turquie ne s'en prenne à présent au Kurdistan et que la région ne devienne le théâtre d'une guerre impitoyable et sans fin. Photo DDM - Nedir DEBBICHE

armes et pendant 8 années sera « peshmerga » : « Mon âge d'or. Nous nous battions avec les armes récupérées lors des attaques contre les troupes irakiennes. Pour les empêcher de voler, de violer, de tuer, de piller. On ne possédait rien. On vivait dans le froid, la faim, la neige et la nuit. Mais les paysans, qui nous aimaient plus que leurs propres enfants, se privaient pour nous garder le meilleur de leurs repas. Un amour pur parce qu'on sym-

bolisait l'espoir d'un peuple. » Mais en 1988 le raïs de Bagdad lance des bombes chimiques sur les villages : « C'était le 24 août 1988 à 8 h du matin. Des bombes sont tombées à deux kilomètres de l'endroit où était cachée ma famille. Comme beaucoup d'hommes, nous avons alors fui. » S'en suivent trois années en camp de réfugiés puis l'exil en France en 1991. A ce jour, Zoubeyr a encore trois soeurs et un frère en Irak. Dont il

n'a plus aucune nouvelle depuis le début du conflit. « Peut-être qu'il y a des kurdes qui sont pour la guerre. Moi je suis contre. Je n'ai aucune confiance dans un pays, les Etats-Unis, qui a trahi le peuple kurde à trois reprises en un siècle (1923, 1975 et 1991). Il faut éliminer Saddam. Mais il n'y a avait pas besoin de tuer des innocents et des enfants pour ça... » ■

Jérôme SCHREFF

Une association pour « intégrer les kurdes »

Six ans après son arrivée à Albi, Zoubeyr Mahie a décidé de créer une association franco-kurde. « L'objectif était d'intégrer la communauté kurde dans la société française », explique Zoubeyr Mahie. Aujourd'hui, l'association compte une cinquantaine d'adhérents, la majorité d'entre eux sont français comme Jean-Henri Delabos et Bruno Crusel par exemple.

« J'ai toujours eu un intérêt pour le peuple kurde. Il n'a pas d'état mais une forte identité. Des amis m'ont mis en contact avec Zoubeyr. Et j'ai eu envie de faire un bout de chemin avec lui. L'association permet de créer une synergie entre les cultures kurde et française », précise Jean-Henri Delabos. L'association organise régulièrement des fêtes, des repas et parti-

cipe à des festivals. « Nous cherchons à tisser des liens. Nous voulons ouvrir les kurdes sur les français et inversement. Il est nécessaire de gommer la méfiance qui peut exister », précise Bruno Crusel. Selon l'évolution du conflit, les membres de l'association doivent se rencontrer autour d'un repas le

13 avril prochain pour célébrer le nouvel an kurde.

« Nous espérons développer l'association au-delà d'Albi. Nous avons plusieurs pistes et nous aimerions mettre en place un échange entre la France et le Kurdistan. Mais cela n'est pas envisageable actuellement », raconte Jean-Henri Delabos. Ce projet reste bien évidemment suspendu aux événements. ■

C. P.

le nouvel Observateur

27 MARS-2 AVRIL 2003 •



L'invasion de l'Irak n'a pas pour seul but de renverser un dictateur. Elle s'inscrit dans une croisade contre les « forces du Mal ». Décidée par Bush au lendemain du 11 septembre. Mais théorisée et planifiée de longue date par une poignée d'idéologues qui, autour du président des Etats-Unis, poursuivent un objectif stratégique : imposer un nouvel ordre mondial fondé sur la suprématie américaine. Vincent Jauvert raconte comment ils ont réussi à faire prévaloir cette doctrine au sein de l'administration américaine. Et à lancer l'Amérique dans la guerre, malgré l'opposition de la plupart de ses alliés, et contre l'avis de l'ONU même

Août 1998

W. et les « Vulcains »

Le compte à rebours de la guerre contre l'Irak s'est enclenché il y a plus de quatre ans, dans la maison de campagne de George Bush père, à Kennebunkport, dans le Maine. Son fils, George W., vient d'être triomphalement réélu gouverneur du Texas. Il veut être candidat à l'élection présidentielle de novembre 2000. Mais il n'est pas prêt, loin s'en faut. L'ancien patron de l'équipe des Texas Rangers ignore tout des dossiers internationaux. Il a besoin de précepteurs.

Ce jour d'été 1998, George Bush père a convié l'une de ces collaboratrices préférées du temps où il occupait le bureau Ovale : Condoleezza Rice, directrice de la prestigieuse université de Stanford. George W. l'a déjà rencontrée quelquefois, il l'a même invitée chez lui au Texas, où ils ont parlé football, leur

passion commune. Mais cette fois, c'est de politique étrangère qu'il s'agit. Les Bush demandent à « Condi » de sélectionner et d'animer l'équipe d'experts qui initieront le futur président aux affaires du monde.

Avec l'aval de George W., elle en choisit sept, qu'elle surnomme les « Vulcains ». A l'instar du dieu des forgerons, ils devront façonner l'homme qui dirigera l'empire américain. Condi Rice est spécialiste de la Russie et de l'Europe de l'Est. Elle ne connaît pas grand chose au reste du monde, rien ou presque du Moyen-Orient. Pour guider le futur président dans les méandres du monde arabe, elle fait confiance à deux faucons, parmi les plus exaltés et les plus brillants, deux idéologues néo-conservateurs qui ont des projets bien arrêtés pour cette région : Paul Wolfowitz, dit « Vélocraptor » (du nom du féroce dinosaure bipède), et Richard Perle, que même ses amis appellent le « prince des ténèbres ».

Les deux hommes sont amis depuis les années 1970 lorsque, en pleine guerre froide, ils militaient au côté d'Henry Jackson, un sénateur singulier qui jugeait Nixon trop mou, trop conciliant, envers l'Union soviétique. Pour Perle et Wolfowitz, « contenir » l'empire rouge n'était pas suffisant, il fallait le faire reculer. Par la force. Tout naturellement, leur héros sera Ronald Reagan, le croisé des années 1980. Pour repousser l'« empire du Mal », l'acteur président soutiendra les milices d'extrême-droite en Amérique centrale. Il ne sera pas regardant sur les moyens, même les plus illégaux. Le « Vélociraptor » et le « prince des ténèbres » applaudiront.

Quinze ans plus tard, les deux compères sont toujours des partisans du *roll back* – faire reculer l'ennemi. Mais leur obsession n'est plus la défunte Union soviétique, c'est le Moyen Orient. Là bas, le « mal » s'appelle Saddam Hussein. Il est l'obstacle à l'hégémonie américaine dans la région, dont l'Irak est le centre géographique et le « pivot tactique ». Il faut donc renverser Saddam et s'emparer de Bagdad. Voilà, selon eux, la nouvelle mission de l'Amérique. Pour l'accomplir, il leur faut un nouveau Reagan.

Condi Rice connaît les visions géostratégiques radicales de ces deux Vulcains. Ils les proclament dans toutes les gazettes.

Quelques mois avant de devenir conseiller du candidat Bush, Paul Wolfowitz a écrit un brûlot intitulé : « Saddam doit partir ! » dans l'hebdomadaire des néoconservateurs, « Weekly Standard ». Un peu plus tard, le 28 janvier 1998, il a adressé, avec son ami Perle, une lettre ouverte au président Clinton. Les deux complices exigeaient que la Maison-Blanche attaque le maître de Bagdad. Ils écrivaient – déjà ! : « Nous croyons que l'Amérique a le droit, selon les présentes résolutions du Conseil de Sécurité, de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris la guerre, pour défendre nos intérêts vitaux dans le Golfe. » Y compris la guerre...

Parmi les cosignataires de la missive, on découvre les principaux ténors de l'actuelle administration Bush dont Dick Cheney, le vice-président, et Donald Rumsfeld, secrétaire d'Etat à la Défense.

Après des mois de formation, George W. a forcément une vision du Moyen-Orient proche de celle de Perle et Wolfowitz. Mais il ne le montrera que bien plus tard. Pendant la campagne électorale, le candidat Bush n'abordera presque jamais le sujet de l'Irak. Une fois élu, il voudra d'abord convaincre une opinion publique américaine très réservée à son égard qu'il est capable de gérer le pays en bon père de famille, comme le fit son propre père. Il ne va donc pas s'engager tout de suite dans l'aventure irakienne. Mais le compte à rebours continue...

20 JANVIER 2001

Les faucons s'emparent du Pentagone

A son arrivée au bureau Ovale, le 20 janvier, trois priorités occupent George Bush (trois sujets chers à Condoleezza Rice, nommée conseillère du président pour la Sécurité) : le bouclier antimissile, la Russie et la Chine. Pas l'Irak. Pas tout de suite. Un collaborateur de Colin Powell, Robert Bradtke, se souvient : « Jusqu'au 11 septembre, nous avions comme consigne d'aider les opposants irakiens et d'imposer des sanctions « intelligentes » à Bagdad. C'est tout. »

Au début de l'ère Bush fils, le renversement de Saddam manu militari n'est donc pas à l'ordre du jour – pas encore. Les faucons doivent patienter. Elu, George Bush a installé ses Vulcains au cœur du pouvoir. Il leur a confié des postes stratégiques au Pentagone. Wolfowitz est numéro deux, auprès de Donald

Rumsfeld ; Perle est président du Conseil de la Politique de Défense. Un compère les rejoint : Douglas Feith, qui est propulsé numéro trois du ministère de la Défense. Ils attendent leur heure. Elle sonnera dans quelques mois. Au moment où ils s'y attendront le moins.

10 SEPTEMBRE 2001

Vont-ils démissionner ?

Neuf mois après l'arrivée de George W. à la Maison-Blanche, le ministère de la Défense menace d'imploser. Les militaires ne supportent plus les civils qui les gouvernent : Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz et tous les faucons. Ces derniers entendent imposer aux généraux des réformes drastiques. Ce 10 septembre, Rumsfeld s'adresse aux 23 000 officiers au Pentagone. Il veut faire la paix avec eux. Mais l'accueil est glacial. Tout le monde en est sûr, Rumsfeld et son équipe vont démissionner. Mais ils n'en ont pas le temps. Le lendemain, l'Amérique est sauvagement attaquée. Le sort de l'Irak est scellé.

11 SEPTEMBRE 2001 La mission divine de Bush

George Bush est transfiguré par les attaques terroristes. Un de ses anciens *speech writers*, David Frum, se souvient : « Dans les jours qui ont suivi, j'étais souvent à côté de lui et j'ai passé beaucoup de temps à l'observer, à l'écouter. Il avait changé, même physiquement. Ses cheveux sont devenus gris. Il a parlé des heures et des heures avec les familles des victimes. Il n'a plus jamais eu ce comportement de collégien qu'on lui avait parfois reproché. C'était un autre homme. »

Cet homme nouveau se croit désormais investi d'une mission. Une mission divine : sauver la civilisation, la protéger de ce Mal qui peut de nouveau frapper par surprise. Pour accomplir cette mission, il lui faut des réponses aussi radicales que les attaques terroristes qui ont détruit les

tours du World Trade Center. C'est l'occasion qu'attendaient les faucons, qui vont enfin pouvoir prendre leur envol, et fondre sur leur proie.

15 SEPTEMBRE 2001

Saddam déjà dans la ligne de mire

Quatre jours après les attentats, George Bush réunit ses principaux conseillers à Camp David. Comment réagir ? Quelle guerre mener ? Faut-il s'en prendre seulement à Al-Qaida et à l'Afghanistan ? Selon Bob Woodward (« Bush s'en va-t-en guerre », Denoël), Paul Wolfowitz assure au président qu'il y a 10 à 50% de chances que l'Irak soit derrière les détournements d'avion meurtriers. Il faut attaquer Bagdad, dit-il, et en finir avec le régime de Saddam Hussein. La cause du terrorisme, ajoute-t-il, c'est l'instabilité au Moyen-Orient. En occupant l'Irak, nous imposerons l'ordre à cette région – l'ordre américain.

Colin Powell n'est pas d'accord. Pour le secrétaire d'Etat, l'important est de bâtir une coalition, la plus large possible, dans la guerre contre Al-Qaida et les talibans. Il le sait, la plupart des alliés potentiels se détourneront de Washington, si l'Amérique décide de s'en prendre à l'Irak sans preuve suffisante.

Bush lui non plus n'est pas chaud pour engager tout de suite son pays dans une guerre contre Saddam Hussein. Mais, à la différence de Powell, il pense que Wolfowitz (qu'il surnomme désormais « Wolfie ») a raison : sa mission divine passe bien par la Mésopotamie. Seulement, il est trop tôt pour la dire. L'opinion n'est pas prête. Il faut



Paul Buck - AFP Photo

Bush avec Condoleezza Rice et Paul Wolfowitz, avant la présidentielle

d'abord gagner en Afghanistan, dit-il, « le reste sera plus facile ».

Dans les jours suivants, il est plus explicite : « Je crois que l'Irak est impliqué dans ces attentats, mais je ne vais pas l'attaquer maintenant. [...] Avec l'Irak il faut être patient. » Patient mais déterminé. Sa décision est prise. Selon le « New York Times », le 17 septembre, moins d'une semaine après les attaques contre le World Trade Center, George Bush signe un document top secret, un plan global de guerre contre le terrorisme. Kaboul est la première cible. Mais Bagdad doit suivre. Dans ce document, il est demandé au Pentagone de commencer à travailler sur des options militaires pour une invasion de l'Irak. Wolfie a trouvé son nouveau Reagan.

19-20 SEPTEMBRE 2001

L'Irak, une opportunité stratégique

Ces deux jours-là, le complice de Wolfowitz, l'ancien Vulcain Richard Perle réunit au Pentagone le Conseil de Politique de Défense, qu'il préside. Autour de lui, il y a quinze hommes, qui vont débattre en secret, dix-neuf heures durant, des conséquences des attentats. A part Henry Kissinger, tous sont des amis du « prince des ténébres ». On attend d'eux des recommandations sur la marche à suivre. Tous sont d'accord : après l'Afghanistan, il faudra attaquer l'Irak. Selon eux, Bagdad est à la fois une menace et une opportunité géopolitique – une opportunité surtout. D'ailleurs, alors que les cendres du World Trade Center ne sont pas encore toutes retombées, et que New York empeste toujours la mort, Perle invite Ahmed Chalabi, le chef autoproclamé des opposants irakiens en exil, à participer aux débats. Il lui demande de plancher sur le futur de l'Irak après le renversement de Saddam...

Les faucons ont gagné. Le compte à rebours s'accélère. Dès l'automne 2001, l'Irak est devenu l'obsession secrète de l'administration Bush. A cette époque, David Frum travaillait à la Maison-Blanche, comme *speech writer*. Il raconte : « Entre eux, les conseillers du président ne parlaient déjà que de cela, d'un nouvel ordre au Moyen-Orient. Ils étaient convaincus que c'était la seule façon d'éradiquer le terrorisme. Comment transformer cette région ? Ils ne voyaient qu'une seule réponse : renverser Saddam. »

A partir de l'automne, les hommes du président ne se posent donc plus que trois questions à propos d'une guerre en Irak : quand ?, comment ? et avec qui ?

DÉCEMBRE 2001

Comment « vendre » la guerre ?

Après la chute des talibans, le 7 décembre, les stratèges en communication hésitent : faut-il annoncer dès maintenant à l'opinion le prochain objectif : la prise de Bagdad ? Ou faut-il patienter ? On a parlé un temps de la Somalie. C'est crédible. Comme l'Afghanistan, la Somalie est un Etat musulman délabré, livré à des seigneurs de la guerre. Et puis des GI y sont morts il y a dix ans. Mais ça ne prend pas. Très vite, on se rend compte que rien ne colle, que la Somalie n'est pas un repaire de terroristes internationaux. Ce sera donc l'Irak. Mais comment le justifier ? « Les conseillers du président voulaient préparer l'opinion publique par étapes », souligne David Frum.

Il fallait d'abord désigner l'Irak comme une menace terrible pour l'Amérique. Une occasion se présente : le traditionnel discours sur l'état de l'Union le 29 janvier. Que dire ? « Fin décembre, mon patron à la Maison-Blanche, Mike Gerson, me demande : "Peux-tu résumer en une phrase ou deux notre meilleure

raison d'attaquer l'Irak ?" Deux jours plus tard, j'ai proposé la formule "l'axe de la Haine". Dans mon esprit, il s'agissait du trio : Irak-Al-Qaida-Hezbollah. » L'idée était trouvée, mais dans les différents projets de discours, la formule allait évoluer. On remplace d'abord le Hezbollah par l'Iran, puis Al-Qaida par la Corée du Nord, et finalement « Haine » par « Mal ».

« L'axe du Mal » ! La formule, floue, fait sursauter la terre entière. Qu'importe ! Elle atteint son but : pour l'opinion américaine, l'Irak devient un problème à régler de toute urgence. On va bientôt pouvoir parler ouvertement des préparatifs militaires. Au Sénat, Colin Powell reconnaît, quelques jours plus tard, que l'administration étudie différentes options pour attaquer l'Irak. Pourquoi pas la Corée ou l'Iran, pourtant dans le même sac ? Powell bafouille : « En ce qui concerne [ces deux pays] il n'y a aucun plan de ce genre. » Pour l'Irak, il y en a un, et même plusieurs. Après le discours sur l'état de l'Union, l'administration se déchire en secret à ce sujet.

17 AVRIL 2002

50 000 ou 250 000 hommes ?

Donald Rumsfeld annonce que le président n'a pas l'intention d'envoyer des troupes supplémentaires en Afghanistan. La nouvelle abasourdit nombre de responsables de la CIA et du Département d'Etat : selon eux, la mission la plus urgente pour le Pentagone est de stabiliser l'Afghanistan et de retrouver Oussama Ben Laden et le Mollah Omar. Mais l'affaire a été tranchée par le président : la priorité désormais, c'est l'Irak.

Pour renverser Saddam, George Bush a le choix entre deux stratégies militaires radicalement différentes. Depuis plusieurs semaines, elles font l'objet de rudes batailles en coulisses. D'un côté, le conseiller du président pour l'antiterrorisme, le général Downing, ne jure que par la méthode afghane : des forces spéciales et une aviation soutenant l'avancée des rebelles kurdes du Nord jusqu'à Bagdad, où ils renversent Saddam Hussein. L'avantage : cette solution ne nécessite que 50 000 à 70 000 hommes. Elle a les faveurs des faucons du Pentagone. Mais pas de l'état-major, ni des anciens de la première guerre du Golfe, le général

Powell et le général Zinni, qui jugent cette équipée trop aventureuse. Ces prestigieux militaires plaident, eux, pour une option à 250 000 hommes, avec blindés et bombardements massifs. Ils ne croient pas à une aventure « barbouzarde », mais à une invasion plus classique.

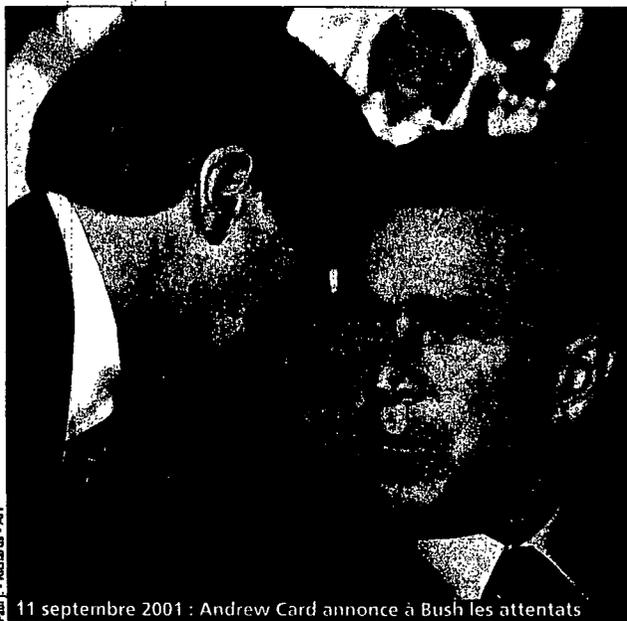
George Bush ne veut pas trancher tout de suite. Il a le temps. Il doit d'abord dévoiler au monde sa nouvelle doctrine stratégique – censée justifier une guerre en Irak.

1^{ER} JUIN 2002

La doctrine Bush-Wolfowitz

Devant les cadets de l'académie militaire de West Point, George Bush va, ce 1^{er} juin, prononcer un discours fondateur. Ce texte, ses conseillers le peaufinent depuis un mois et demi. Ils lui ont remis un premier projet dans l'avion qui l'amenait en Europe, le 22 mai. Il l'a longuement corrigé, dans Air Force One, à son retour de Paris.

Pour le président des Etats-Unis, il s'agit de dire avec des mots simples et forts que l'Amérique ne croit plus au *containment*, la doctrine stratégique qui prévaut depuis 1947, depuis que l'Amérique a décidé de « contenir » l'Union soviétique. Pour George Bush, il est temps de passer à l'action « pré-



11 septembre 2001 : Andrew Card annonce à Bush les attentats

ventive » – *preemptive* en anglais. Devant les cadets, il lance à la face du monde : « Si nous attendons que les menaces se matérialisent, nous aurons attendu trop longtemps. A la place, l'Amérique entreprendra, si nécessaire, des actions préventives. » Et voilà une guerre contre l'Irak désormais justifiée par la nouvelle doctrine de Sécurité nationale. Sans qu'il soit besoin pour cela que l'Irak menace les Etats-Unis...

Les faucons triomphent. Leur victoire, pourtant, ne sera pas totale.

19 JUIN 2002

Ce sera une invasion classique

George Bush doit donner son feu vert aux premiers grands préparatifs militaires. De l'état-major de Tampa, en Floride, il reçoit un plan détaillé intitulé « CentCom Courses of Actions » (lignes d'actions du commandement pour la région centrale). Il y est notamment question du tonnage des munitions, des armes, des blindés déjà prépositionnés dans des bases du Golfe, et surtout du temps nécessaire au déploiement des troupes. Combien d'hommes ? 250 000. Le président approuve. Les faucons ont perdu cette bataille-là. Ce ne sera pas une guerre comme en Afghanistan. Les résultats y ont été d'ailleurs médiocres. Ben Laden et Omar sont toujours introuvables, et trop de membres d'Al-Qaida sont passés au Pakistan, après le fiasco de Tora Bora. Et puis les chefs kurdes ne sont pas aussi puissants que les seigneurs de guerre afghans. On ne peut pas s'appuyer sur eux. Ce sera donc une invasion classique.

Fin juin le général Downing, le promoteur de la solution à l'afghane, tire les conclusions de son Waterloo et démissionne. En juillet, les réunions militaires se multiplient à la Maison-Blanche, elles ont pour nom de code Regional Strategies Studies. On finalise les plans que le général Franks, le responsable de l'opération, remettra au président début septembre.

La machine de guerre est en route. La question du comment est réglée. Il n'en reste plus que deux : quand ? et avec qui ?

5 AOÛT 2002

La prophétie de Scowcroft

Depuis quelques jours, le débat sur la guerre en Irak est sorti des coulisses. En mal de sujets, les télévisions remplissent leurs grilles estivales de talk-shows sur Saddam et l'opportunité de le renverser. Interrogé sur une chaîne, le 3 août, un homme très influent se prononce contre une invasion unilatérale de l'Irak. Selon lui, un telle aventure militaire transformerait le Moyen-Orient « en chaudron, et saboterait la guerre contre le terrorisme ». Son jugement fait la une des journaux. Car l'homme en question n'est autre que le très respecté Brent Scowcroft, ancien conseiller pour la Sécurité nationale de George Bush père, l'un des principaux artisans de la guerre du Golfe.

Deux jours après ces prophéties inquiétantes, le 5 août, Colin Powell dîne avec George Bush et Condi Rice. Le secrétaire d'Etat est inquiet. Il veut lui aussi alerter le président sur les risques d'une guerre unilatérale. Scowcroft a raison, dit-il, « chaudron » est le mot juste. Selon Bob Woodward (« Bush at War »), Colin Powell plaide pour une approche multilatérale, il adjure le président de passer par l'ONU. Il promet que les Russes et les Français le soutiendront au Conseil de Sécurité. Bush accepte. Les Nations unies seront partie prenante. Jusqu'à quel point ? La question reste en suspens. Pendant tout le mois d'août, elle va diviser l'administration.

14 AOÛT 2002

Powell contre les faucons

Quand Bush doit-il parler à l'ONU ? Réunis à la Maison-Blanche, les principaux responsables américains écoutent Colin Powell. La meilleure occasion, dit le secrétaire d'Etat, c'est l'Assemblée générale des Nations unies, le 12 septembre prochain. Tout le monde acquiesce. George Bush, qui se repose à Camp David, donne son accord deux jours plus tard. Va pour le 12 septembre. Mais pour dire quoi ? Powell veut une résolution qui donnerait une légitimité internationale à la guerre. Il faut, dit-il, un texte exigeant le retour des inspecteurs en désarmement et menaçant Saddam Hussein d'un recours à la force s'il refuse de coopérer.

La proposition Powell exaspère les faucons. Le vice-président Dick Cheney, qui devient leur porte-parole, décide de mettre le débat sur la place publique. Le 26 août, il lance devant une association d'anciens combattants, à Nashville : « Un retour des inspecteurs n'apporterait aucune assurance [...]. Cela donnerait juste l'illusion confortable que Saddam Hussein est de nouveau confiné dans sa "boîte". »

Mais le secrétaire d'Etat n'a pas dit son dernier mot.

6 SEPTEMBRE 2002

La demi-victoire de Powell

A la rentrée, les mêmes hommes se retrouvent à la Maison-Blanche. Le sujet est toujours le même : que doit dire George Bush à l'ONU ? Le temps presse. La conférence a lieu dans moins d'une semaine. Cheney repart à la charge : le président ne doit pas, dit-il, demander une résolution, car cela « nous remettrait dans la soupe de l'ONU » ; il devrait simplement faire savoir que l'Amérique se réserve le droit d'agir seule contre l'Irak. Powell s'empare. Il pense qu'une telle provocation serait suicidaire. Bush ne parvient pas à trancher. On lui prépare plusieurs discours, dans l'attente de sa décision finale. Elle viendra au dernier moment, la veille du fameux discours.

George Bush vient de passer le week-end à Camp David avec Tony Blair. Son ami anglais lui a conseillé de suivre les sages conseils de Colin Powell. En fait, le président américain va essayer de concilier le point de vue des deux camps. Et le 12 septembre, il dira au monde : 1) je sollicite une résolution sur les inspections ; mais 2) je me réserve le droit d'agir sans l'accord de l'ONU.

George Bush décide donc de suivre, à la fois, les voies militaire et diplomatique. De toute façon, le déploiement des troupes prendra cinq à six mois, a indiqué le général Franks dans son rapport de début septembre. D'ici à février ou mars prochains, on aura bien le temps de sortir de la « soupe » onusienne – si nécessaire. Et puis, il faut maintenir la pression médiatique, élections obligent.

OCTOBRE 2002

Le piège de Karl Rove

Karl Rove, le puissant et mystérieux conseiller politique de George Bush, veut faire de cette guerre en Irak, ou plutôt des roulements de tambours qui la précèdent, un atout électoral. Les élections de mi-mandat, qui auront lieu le 5 novembre, approchent. D'ici là, il faut focaliser l'attention des électeurs sur la menace irakienne – et ainsi la détourner des sujets



21 août 2002 avec Donald Rumsfeld : les plans de la guerre sont prêts

sensibles : les scandales financiers à répétition qui ont ébranlé la croissance et menacent l'économie. « *Nous pouvons exploiter ce terrain [la guerre], a dit Rove devant les candidats de son parti, parce que les électeurs font plus confiance aux républicains [qu'aux démocrates] pour protéger l'Amérique.* » La manœuvre va fonctionner à merveille.

Pour dramatiser la situation, George Bush demande au Congrès de voter une résolution qui l'autorise à déclencher une guerre contre l'Irak quand il le jugera opportun. Habile. Anthony Blinken travaille à la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat. Il dirige l'équipe des conseillers. Il raconte : « *Il n'y avait aucune raison de faire la guerre, aucune des raisons invoquées en tout cas. Dans les briefings classifiés que l'on nous a faits avant le vote, rien n'indiquait de lien entre Saddam Hussein et Al-Qaïda. Sur les armes de destruction massive, les informations de la CIA étaient très inquiétantes. Mais là encore rien ne prouvait que Saddam avait l'intention d'en donner à un groupe terroriste.* » Alors pourquoi un vote aussi massif du Congrès en faveur de la guerre, républicains et démocrates confondus ? « *Nous autres démocrates étions piégés, poursuit Anthony Blinken. Nous étions contraints de voter oui pour deux raisons. D'abord, nous ne voulions pas que le débat sur l'Irak s'éternise. Juste avant les élections nous voulions pouvoir parler d'économie, le terrain faible de Bush. Et puis nous voulions que Saddam voie que le Congrès soutenait le président. Nous pensions que cela pourrait le convaincre de désarmer. Nous croyions qu'en votant massivement oui à la guerre nous pourrions l'éviter. C'était peut-être un mauvais calcul...* »

En effet. Le 5 novembre, Karl Rove triomphe. Le Parti républicain remporte une victoire historique – grâce à la guerre en Irak. Bush a désormais les mains libres pour renverser Saddam. Et ce n'est pas l'ONU qui va l'en empêcher...

8 NOVEMBRE 2002 Avec ou sans l'ONU

Les diplomates font le même calcul que les démocrates. Le 8 novembre, à l'ONU, la résolution 1441 est adoptée à l'unanimité. Les plus réticents à la guerre espèrent qu'une telle cohésion du Conseil de Sécurité incitera Saddam à obtempérer. Ainsi, Jacques Chirac téléphone-t-il le matin du vote à Bachar el-Assad, le maître de Damas, pendant quarante minutes. Il lui explique que le seul moyen d'empêcher cette guerre américaine est de soutenir la résolution. Assad accepte.

Powell triomphe. L'adoption de la 1441 semble valider la ligne qu'il a fait prévaloir contre le camp Cheney. Et il est sûr, au demeurant, que Saddam commettra une erreur grossière, comme à son habitude, et que le Conseil sera contraint dans quelques semaines d'avaliser le recours à la force. Les faucons, eux, se moquent bien de ces contorsions diplomatiques. Ils savent que le président ira à la guerre, quoi qu'il arrive. L'arrivée d'une nouvelle tête à la Maison-Blanche vient conforter leur conviction.

3 DÉCEMBRE 2002 Encore un faucon à la Maison-Blanche

Qui, ce jour-là, peut encore croire que George Bush cherche vraiment une solution pacifique en Irak ? Ce 3 décembre, il charge un complice de Perle du dossier « Moyen-Orient » à la Maison-Blanche. L'homme, Elliott Abrams, est un faucon hors catégorie : gendre de Norman Podhoretz, l'un des maîtres à penser des néoconservateurs, il a été condamné pour sa participation au scandale de l'Iran-Contras. Gracié par Bush père, il a milité dans les années 1990 contre les accords d'Oslo entre

Palestiniens et Israéliens et pour le renversement de Saddam Hussein. C'est cet homme-là qui sera en charge du fameux « remodelage » du Moyen-Orient. Après la guerre, bien sûr. Et quoi qu'en pense l'ONU.

20 JANVIER 2003 Le bras de fer Villepin-Powell

À Paris, on a compris que Bush déclarerait la guerre quoi qu'il arrive. Alors on décide de tout faire pour qu'il n'ait pas l'aval de l'ONU. Le 20 janvier, Dominique de Villepin organise une séance exceptionnelle du Conseil de Sécurité sur le terrorisme. Ce n'est qu'un prétexte. Il veut une tribune mondiale. Il veut faire savoir que la France s'opposera à une seconde résolution qui autoriserait le recours à la force. Choqué par la méthode, Powell est furieux. L'un de ses conseillers, Robert Bradtke, rapporte : « *Le 20 janvier fut un jour important. Powell était très occupé, il n'avait vraiment pas envie d'y aller, mais il s'est laissé convaincre par son homologue français. La veille, les deux ministres se sont parlé. Et je me souviens très bien que Dominique de Villepin a présenté franchement la position de la France sur l'Irak. Mais il n'a pas prévenu Colin Powell qu'il ferait une déclaration sur le sujet le lendemain même (et quelle déclaration !), alors qu'il nous avait invités à parler du terrorisme. Le secrétaire d'Etat a pensé qu'il avait été abusé par Dominique de Villepin.* »

La bataille diplomatique pour la seconde résolution est engagée. Elle se terminera deux mois plus tard, comme on sait. Villepin et Chirac gagneront leur bras de fer à l'ONU. Mais la victoire est amère. Car les déploiements sont bientôt terminés. Et Bush va pouvoir accomplir sa « mission ». Il ne lui reste plus qu'à l'annoncer au monde.

26 FÉVRIER 2003 « Notre route ne s'arrête pas à Bagdad... »

Pour délivrer son message missionnaire, George Bush a choisi comme tribune l'American Enterprise Institute. Ce n'est pas un

hasard. L'AEI est le *think tank* [la boîte à idées] des néoconservateurs. C'est là que Richard Perle, le « prince des ténèbres », et ses acolytes ont élaboré leur doctrine sur l'hégémonie américaine, la guerre préventive et le remodelage du Moyen-Orient. Avant d'engager les hostilités, George Bush est venu leur rendre hommage. C'est ici à l'AEI qu'il révèle au monde son projet messianique. Il dit : après la guerre, « *les réformes politiques en Irak seront un modèle pour toute la région, du Maroc au Bahreïn.* »

Quelques jours après ce discours, Ruel Gerech, ancien de la CIA, et membre de l'American Enterprise Institute, confie : « *Avant, nous étions des extrémistes. Aujourd'hui, nos idées sont au pouvoir. Comme quoi un groupe tenace peut s'imposer grâce à ses arguments. C'est ça la démocratie américaine.* »

S'imposer jusqu'où ? Le renversement de Saddam, pour les Vulcains, n'est pas une fin en soi. Elle est un test en grandeur réelle de la validité de leur thèse. Et marque la première étape dans la mise en œuvre de ce nouvel ordre américain dont ils rêvent. Bill Kristol est l'étoile de l'AEI. Fils du fondateur du *think tank*, il dirige aujourd'hui le « Weekly Standard », la revue des néoconservateurs. Une semaine avant le début de la guerre, il disait, avec un large sourire : « *Vous savez, la route, notre route, ne s'arrête pas à Bagdad. Elle ne fait que commencer... Il va bien falloir s'occuper du Pakistan, de l'Iran, de la Corée du Nord...* » S'occuper ? « *Pas forcément par la force, précisez-t-il. Quoique pour la Corée du Nord...* »

VINCENT JAUVERT



26-02-2003 : Bush présente son projet de « remodelage » du Moyen-Orient

Les accrocs de la guerre éclair

Kurdistan : une guerre dans la guerre ?

Pour l'historien turc, seule une présence américaine prolongée pourra empêcher un conflit entre la Turquie et les Kurdes autour des anciennes villes ottomanes du nord de l'Irak

● par **Tahsin Celal**

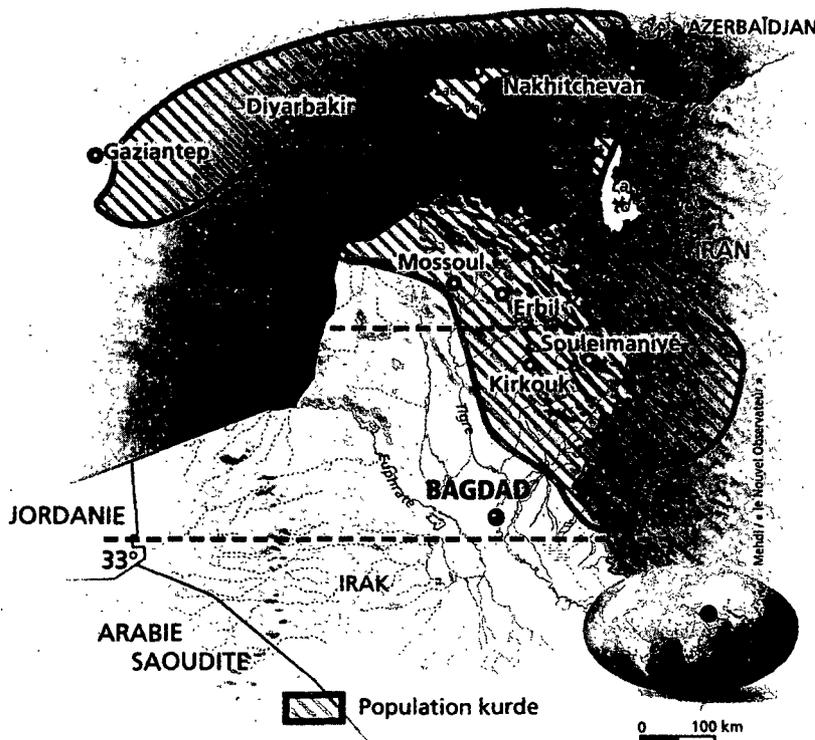
Le Nouvel Observateur. – Avez-vous été surpris par l'attitude de la Turquie, qui a finalement décidé d'ouvrir son espace aérien aux avions américains ?

Tahsin Celal. – Ankara n'était pas en mesure de refuser cela. Souvenez-vous que ce pays est en cessation de paiement. Avec une dette voisine de 200 milliards de dollars, la Turquie est dans une situation proche de celle de l'Argentine. Seuls son importance géostratégique et le soutien d'Israël lui évitent d'être plongée dans le même chaos. Non, ce qui doit nous étonner, c'est que les Turcs aient si longtemps différé leur accord. Car, contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'y a pas, en Turquie, de solidarité musulmane avec l'Irak. La population est surtout préoccupée par les possibles conséquences économiques du conflit.

N. O. – Comment expliquez-vous le refus initial du Parlement turc ?

T. Celal. – Au départ ce n'était pas du tout gagné. Bien sûr, la frange la plus radicale du parti gouvernemental était contre le soutien aux Américains. Mais ce qui a fait basculer une partie des modérés, c'est... la presse américaine. Je sais que cela va vous paraître anecdotique, mais, pendant les semaines qui ont précédé le vote, les journaux ont présenté la Turquie comme effectuant la danse du ventre devant les Etats-Unis. Et ils ont expliqué à longueur de colonnes qu'en réalité le soutien turc était acquis. Cela a blessé le sentiment national d'un grand nombre de parlementaires.

N. O. – Le gouvernement turc a-t-il vraiment



défié Washington en décidant d'envoyer des troupes dans le nord de l'Irak ?

T. Celal. – Les troupes turques se trouvent en Irak du Nord depuis la guerre du Golfe. Leur présence était limitée et avait pour but de neutraliser les éléments du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) qui se battaient en Turquie, mais qui avaient établi leur base arrière au Kurdistan irakien. Il faut se souvenir que depuis la chute de l'Empire ottoman Ankara n'a jamais cessé de caresser un rêve irrédentiste. Le territoire revendiqué par Kemal Atatürk au lendemain de la Première Guerre mondiale comprenait Mossoul et Kirkouk. Le traité de Lausanne, conclu en 1923, a laissé la question en suspens. Ce n'est qu'en 1925 que les Turcs ont fini par accepter le fait accompli

territoires perdus. Et pas seulement dans la droite nationaliste. L'ancien Premier ministre Bülent Ecevit a développé le concept de la « gauche nationale ». Dans ses discours, il n'hésite pas à évoquer « nos intérêts nationaux en Irak du Nord... ».

N. O. – Le rêve irrédentiste peut-il conduire Ankara à déclencher dans le nord de l'Irak une guerre dans la guerre ?

T. Celal. – Cela paraît difficile à croire : dans deux mois, la Turquie doit faire face à une première échéance de remboursement de sa dette de 17 milliards de dollars... Deux jours après le vote du Parlement qui rejetait le soutien aux Américains, le FMI a refusé d'entériner le projet de budget turc, qui a été amputé de l'aide américaine. Le gouvernement a dû

que constituait le rattachement par les Anglais des deux villes à l'Irak. L'irrédentisme turc a survécu dans certains secteurs de la bureaucratie et de l'armée. C'est une sensibilité diffuse mais très présente. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Turquie était officiellement neutre. En fait, les archives diplomatiques prouvent qu'elle n'a cessé de proposer son aide aux Allemands, dans l'espoir de récupérer certains des territoires perdus. Lorsque Rommel avançait en Libye, les Turcs ont offert d'occuper la Syrie. Ils étaient également prêts à intervenir dans le Caucase contre l'Union soviétique pour soutenir l'offensive allemande. Heureusement pour eux, les Allemands ont toujours refusé cette aide. Aujourd'hui encore, dans le débat public, on revient presque quotidiennement sur la question des

faire voter de nouveaux impôts : le prix du « non ». En cas d'affrontement avec les Kurdes, on peut se demander combien de temps la Turquie pourrait soutenir financièrement un bras de fer avec les Américains... En fait, tout va dépendre de la manière dont se fera la libération de Kirkouk et de Mossoul. S'il n'y a que quelques forces spéciales américaines pour ac-

compagner les troupes kurdes qui entreront dans Kirkouk, on pourrait voir le groupe des nationalistes paranoïaques prendre le dessus en Turquie. Leur hantise ? Voir le pétrole de Kirkouk tomber sous le contrôle d'un Kurdistan qui deviendrait alors un autre Koweït. L'attraction qu'il exercerait sur les 12 à 13 millions de Kurdes de Turquie pourrait devenir irrésistible.

Seule une présence américaine à durée indéterminée pourrait empêcher les tensions entre Turcs et Kurdes de dégénérer en conflit armé ouvert.

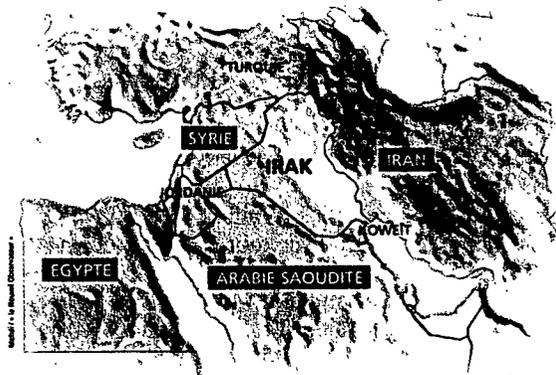
Propos recueillis par
SARA DANIEL

Le Moyen-Orient sous pression

IRAN Les inquiétudes de Téhéran

Depuis le 20 mars, début de la guerre, les Iraniens vivent au ralenti. Téhéran est désert. Les administrations sont fermées. Les Iraniens célèbrent Nowrouz, le nouvel an persan, vieille fête d'origine zoroastrienne qui, pendant plus de dix jours, met toute une population en vacances. Ces festivités n'empêchent pas les autorités de la République islamique d'afficher leurs inquiétudes face aux menaces de ce conflit à leurs portes et aux incertitudes de l'après-Saddam. Pour l'heure, elles affirment avoir choisi « une neutralité active » dans cette guerre qu'elles jugent « illégitime ».

Première inquiétude : celle d'un encerclement géographique de fait par des pays tous sous obédience du Grand Satan : Pakistan, Afghanistan, Azerbaïdjan, Turquie et bientôt, sans doute, Irak. Outre la crainte de l'afflux massif de réfugiés sur son territoire comme ce fut le cas lors de la première guerre du Golfe - et Téhéran en appelle déjà avec force à l'aide internationale -, le pouvoir redoute une intervention turque dans le Kurdistan irakien et a promis de ne pas rester les bras croisés si Ankara envoyait ses soldats. Par mesure de sécurité et pour peser sur l'après-Saddam, les Iraniens ont ouvert leur frontière aux seuls « soldats » des Brigades Badr, branche armée de l'opposition chiite irakienne installée depuis des années en Iran. Ces bri-



gades, composées essentiellement de déserteurs irakiens, seraient fortes de 25 000 à 50 000 hommes entraînés et équipés par les Gardiens de la révolution.

Téhéran a mis fermement en garde les Moudjahidine du Peuple, opposition armée iranienne basée en Irak, contre toute tentative d'infiltration en Iran. Disposant de plusieurs milliers de combattants, les Moudjahidine n'auront plus de base de repli en cas de chute de Saddam Hussein. L'Iran a toutefois assuré qu'il pourrait se montrer clément envers les Moudjahidine qui « se repentiraient » et rendraient leurs armes.

Pour l'heure, la République islamique réagit avec calme aux quelques violations de son espace aérien par les avions occidentaux ainsi qu'aux bombes ou aux missiles qui tombent par erreur sur son territoire. Le guide suprême Ali Khamenei a fustigé dans un discours très dur les dirigeants américains traités de « brutes épaisses ». Le Conseil de la Propagande a appelé pour la



L'ayatollah Khamenei

première fois les Iraniens a manifester vendredi 28 mars contre la guerre : « Le peuple iranien, a-t-il déclaré, malgré son opposition au régime baasiste, ne peut rester indifférent face au massacre sauvage du peuple musulman voisin. »

Gilles Anquetil

SYRIE La colère de Damas

Damas a vivement dénoncé « l'agression barbare » contre son voisin irakien et s'est empressé, dimanche 23 mars, d'accueillir Naji Sabri, ministre irakien des Affaires étrangères. C'est l'unique sortie d'un dirigeant de Bagdad depuis le début de l'offensive anglo-américaine. Les plus hautes instances diri-



Naji Sabri à Damas

geantes de Syrie multiplient les hommages à la « résistance héroïque » des Irakiens, tout en s'inquiétant de « l'anarchie » et de la « logique de guerre » qui découleront de ce conflit. Des milliers d'étudiants ont manifesté le 22 mars aux cris de « Nous nous sacrifierons pour toi, Bagdad ». Les Syriens ont fait part de leur accord pour accueillir sur leur sol des réfugiés irakiens. Ils se félicitent également de l'excellence des relations avec l'Iran, une manière comme une autre de provoquer les Américains... G. A.

La coalition est engagée dans des combats meurtriers

AU SEPTIÈME JOUR de la guerre contre l'Irak, les forces américaines et britanniques étaient engagées dans de très violents combats en plusieurs régions du pays. Les affrontements de la journée de mardi 25 mars ont fait des centaines de morts côté irakien. Dans la seule ville de Nadjaf, au sud de Bagdad, un officier de renseignement américain sur le terrain a déclaré qu'environ « six cents cinquante Irakiens » avaient été tués « dans les dernières vingt-quatre heures. »

Une meurtrière bataille a également eu lieu à Nassiriya. Les journalistes de l'AFP et de Reuters sur le terrain ont compté des dizaines de morts, cadavres brûlés, chars américains en feu, victimes civiles et militaires. Quatre mille marines ont traversé cette ville en menant d'intenses combats.

► **Le siège de Bagdad.** Mercredi matin, les bombardements ont repris sur la capitale irakienne. La coalition américano-britannique masse des troupes aux alentours de la ville. Mardi, une très forte tempête de sable a bloqué la progression vers Bagdad de centaines de chars américains et d'unités de la troisième division d'infanterie.

► **Combats de rues.** Surprises par la résistance des forces irakiennes dans le sud du pays, les forces de la coalition vont devoir mener une bataille qu'elles souhaitent éviter : la conquête de Bagdad. Saddam Hussein a multiplié les lignes de défense autour et dans cette ville de 5 millions d'habitants et promis une bataille « maison par maison ». Les troupes américaines sont peu préparées à ce qui pourrait devenir une véritable guérilla urbaine. Le commandement américain redouté, par ailleurs, l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques par les Irakiens.

► **Confusion à Bassora.** Alors que dans certaines régions, une mobilisation patriotique fait que des civils rejoignent les milices et les forces irakiennes, les Britanniques ont fait état, mercredi soir, d'un début de soulèvement populaire dans cette grande ville chiite du sud. L'insurrection aurait été aussitôt réprimée : « des forces irakiennes ont tiré au mortier contre leur propre population », ont assuré les Britanniques, tandis que le ministre irakien de l'information démentait ce qu'il qualifiait de « mensonges ».

► **L'assurance du Pentagone.** Pour dissiper les doutes et les inter-

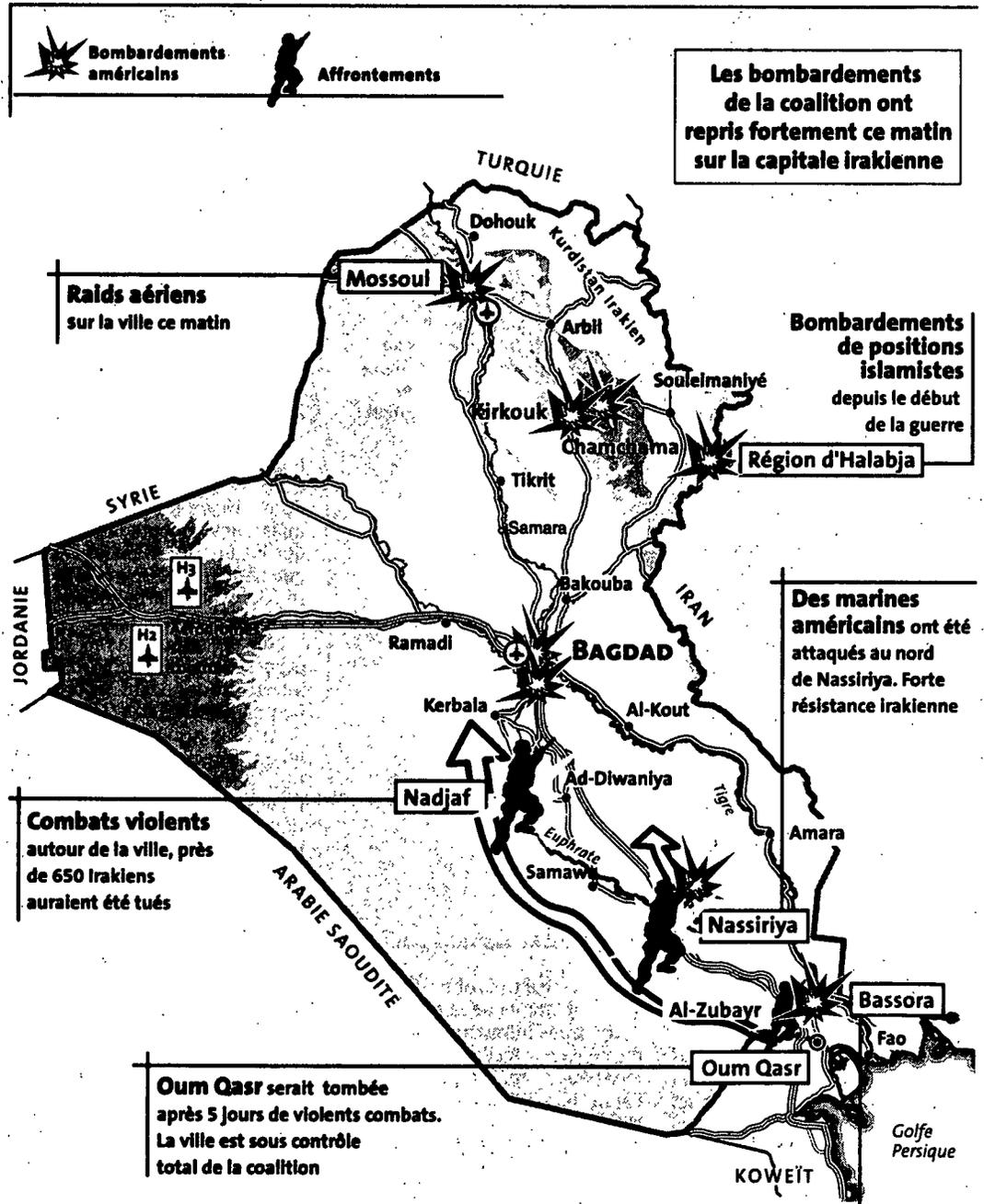
rogations qui commencent à pointer, Richard Myers, chef d'état-major interarmées, a souligné, mardi, que la progression des forces américaines « est en phase avec le plan », confirmant que les troupes sont à 80 kilomètres de la capitale irakienne. Les responsables américains réfutent l'idée d'une guerre éclair et rappellent que George Bush avait parlé d'un conflit plus long que « certains ne le pré-

sent ». Des experts remarquent, en outre, que la quatrième division, qui devait transiter par la Turquie n'est toujours pas sur le théâtre des opérations.

► **L'après-Saddam.** Tony Blair rencontrera, mercredi et jeudi, George Bush et Kofi Annan. Le premier ministre britannique veut établir le rôle de l'ONU dans la gestion de l'après-Saddam Hussein. Les « néoconservateurs » améri-

cains, proches de la Maison Blanche, s'en prennent vivement à Jacques Chirac et considèrent que la France et l'Allemagne sont désormais « des ennemis stratégiques ». Washington a néanmoins déclaré vouloir travailler avec « tous les partenaires internationaux » et souligné « l'importance des Nations unies ».

SEPTIÈME JOUR DE GUERRE



100 km

27 MARS 2003 Le Monde

Les pressions se multiplient sur la Turquie pour qu'Ankara reste neutre dans le conflit

Poursuite des conversations avec Washington

ISTANBUL (Turquie)

de notre correspondante

Malgré les réactions négatives que suscite sa prise de position, la Turquie n'a apparemment pas renoncé à son projet d'établir une présence au nord de l'Irak. « Les forces armées ont fait certains plans et préparatifs à ce sujet. Au moment et à l'endroit voulu, les décisions nécessaires seront prises et appliquées » a déclaré, lundi 24 mars, le chef de l'état-major turc, le général Hilmi Ozkök, après une discussion avec le premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Les troupes turques demeurent campées près de la frontière irakienne, mais jusqu'à présent aucun mouvement massif de réfugiés n'a été détecté qui justifierait leur intervention.

A Ankara, les autorités poursuivent leurs négociations avec l'envoyé spécial américain, Zalmay Khalilzad, revenu d'urgence dans la capitale turque pour tenter d'éviter un regain de tensions entre Turcs et Kurdes et de bloquer toute incursion turque susceptible de causer des affrontements en parallèle au conflit irakien.

Les Kurdes irakiens ont clairement indiqué qu'ils s'opposeraient

à l'arrivée de troupes turques sur leur territoire. « Nous avons parlé du désir de la Turquie d'avoir une présence au nord de l'Irak. Nous n'avons pas encore d'accord sur ce sujet », a déclaré M. Khalilzad, après une journée de pourparlers avec ses interlocuteurs turcs. Les discussions devaient reprendre mardi. Le président George Bush a déclaré dimanche que les Etats-Unis ne voulaient pas de la Turquie en Irak.

Sur ce sujet, Washington semble en accord avec la « vieille Europe » : l'Allemagne et la Belgique qui, avec la France, se sont opposées longtemps à un projet de l'OTAN permettant le déploiement de matériel défensif en Turquie, ont annoncé qu'une incursion turque remettrait en question l'accord finalement conclu par les membres de l'Alliance nord-atlantique. Les deux pays ont indiqué qu'ils pourraient retirer les équipes envoyées en Turquie pour assurer le soutien aux avions de reconnaissance Awacs et aux batteries anti-missiles Patriote déployés pour protéger la Turquie d'une éventuelle attaque irakienne. La Commission de l'Union

européenne a également adressé un avertissement par l'intermédiaire de son porte-parole Jean-Christophe Filori. « Toute action par un voisin [de l'Irak], qui pourrait déstabiliser la situation, serait très malvenue », a déclaré M. Filori, rappelant que l'UE était radicalement opposée à des incursions turques au nord de l'Irak. Le ministre des affaires étrangères belge, Louis Michel, avait déjà affirmé qu'il serait « impensable » d'accepter la Turquie au sein de l'Union européenne si elle devenait un des belligérants.

Sans répondre directement à leurs critiques, les autorités turques continuent d'affirmer que la Turquie n'a pas l'intention d'occuper le nord de l'Irak et qu'elle veut préserver l'intégrité territoriale de l'Irak. Ankara craint avant tout que la chute de Saddam Hussein cause le démantèlement de l'Irak et la formation d'un état kurde indépendant, qui pourrait raviver les aspirations nationalistes de ses propres Kurdes. « La Turquie est en Irak et sera en Irak, pour des raisons humanitaires et en raison de craintes de terrorisme », a déclaré Cemil Cicek, porte-parole du gouvernement, lundi.

Contraints de renoncer à l'ouverture d'un second front à partir de la Turquie, les Etats-Unis ont augmenté leur présence au nord de l'Irak et développé leur coopération avec les Kurdes irakiens. Ce rapprochement ne fait qu'augmenter les inquiétudes des Turcs qui, malgré une longue alliance, ne



« La Turquie est en Irak et sera en Irak, (...) en raison de craintes de terrorisme »
CEMIL CICEK,
PORTE-PAROLE D'ANKARA

font guère confiance à Washington. Les Américains ont notamment ouvert un commandement de liaison et de coordination militaire (MCLC) au nord de l'Irak, placé sous le commandement du général Pete Osman, dont le but est de « synchroniser le soutien des opérations humanitaires, d'aider à éviter un conflit d'intérêt entre les opérations militaires et humanitaires en Irak et de coordonner les secours dans le nord de l'Irak ».

Malgré la détérioration des relations entre Washington et Ankara, les Etats-Unis ne semblent pas vouloir entièrement écarter la Turquie et ils poursuivent le dialogue avec Ankara. La demande de fonds soumise par le président George Bush au Congrès américain pour le financement du conflit, prévoit un milliard de dollars d'aide financière pour la Turquie. Le montant est modeste mais serait le bienvenu pour l'économie turque : la compagnie aérienne Turkish Airlines a déclaré que ses passagers avaient diminué de moitié depuis le début du conflit, et la livre turque a atteint un plancher historique lundi.

Nicole Pope

Les camps de réfugiés installés par l'Iran le long de sa frontière sont toujours vides

KHOSRAVI

(Iran, à la frontière irakienne)

de notre envoyée spéciale

Quatre jours après le début de la guerre, les camps prévus pour accueillir les réfugiés irakiens, au long de la frontière iranienne avec l'Irak, sont vides. Du haut des collines, on peut voir une centaine de familles kurdes de l'autre côté de la frontière. Installées à Parviz-Khan, ancien village abandonné au bord de la rivière Targhout, qui délimite la limite entre les deux pays, ces familles ne demandent rien. Ni refuge à l'Iran, ni aide de l'ONU, dont une délégation chargée des réfugiés s'est rendue, vendredi soir 22 mars, dans la région. « Ces familles connaissent déjà le chemin », explique un officier iranien, selon lequel ces familles viennent de Kelar, près de la ville irakienne de Souleimaniyé. « Beaucoup l'ont déjà emprunté au début de la guerre de libération du Koweït [en 1991], mais cette fois-ci, elles attendent de voir l'évolution de la situation. Pour l'instant, elles n'ont

pas de raison de fuir leur pays. » En ce début de printemps, en effet, le petit village idyllique au pied des montagnes vertes avec sa rivière, ses palmiers et ses maisons de terre, semble être un meilleur choix pour les familles kurdes que les camps de réfugiés iraniens. Camps cependant préparés, selon le chef de mission du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, le Grec Nicholas Coussidis, avec « une efficacité exceptionnelle » dans le village de Khosravi.

Un des trois principaux sites prévus pour accueillir des réfugiés irakiens en Iran, Khosravi, est situé à cinq kilomètres de la ville irakienne de Manzaria, sous contrôle gouvernemental. Le site est terrassé et déminé sur deux cent cinquante hectares. L'électricité et l'eau y sont déjà installés.

Selon un responsable du Bafia, l'agence gouvernementale iranienne pour les réfugiés, le camp pourrait accueillir entre cinquante et cent mille personnes. Tout en se plaignant de l'absence d'aide inter-

naionale, ce responsable explique au chef du HCR « qu'en cas de besoin », des tentes pourront être rapidement dressées. Il ne peut s'empêcher de poser une question rhétorique au représentant du HCR : « Où était donc l'ONU dans les années 1980 quand l'Irak nous a imposé la guerre et quand l'Iran avait besoin d'aide ? » A Khosravi il est difficile de manquer le point de passage entre l'Irak et l'Iran. Deux portraits coté à coté de Saddam Hussein et de l'ayatollah Khomeini dominent la ligne de démarcation. Sous le portrait du président irakien, passe le dernier pèlerin iranien de retour des villes saintes chiites irakiennes de Karbala et Nadjaf.

En attendant l'arrivée de réfugiés, la seule préoccupation de l'Iran semble être l'infiltration des Moudjahidines du peuple, l'opposition armée iranienne installée en Irak. Afin d'empêcher « l'infiltration des agents hostiles » dans le pays, l'armée a déclaré, depuis le début de la guerre, une situation

d'urgence dans la région de Qasr-e-Chirine, ville frontalière, à quinze kilomètres de Khosravi. Sur la route de Qasr-e-Chirine, petite ville charmante, le trafic se fait dans les deux sens : d'un côté, des familles quittant la ville avec leurs affaires personnelles dans des camionnettes et se dirigeant vers l'intérieur du pays ; de l'autre, des dizaines de jeeps armées de matériels de défense antiaérienne allant vers la frontière. Fusil sur l'épaule, les bergers aident les nomades venus, une fois de plus, passer le printemps sous les palmiers à installer leurs maisons de bambous au pied des montagnes de Zagros. En Iran, pour l'instant, la vie continue paisiblement.

Afsané Bassir Pour

Les « néoconservateurs » américains se déchainent contre Paris

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Ils figurent au premier rang des stars de ce « néoconservatisme » qui donne aujourd'hui le ton à Washington. Trois hommes qui ont ardemment milité pour la guerre contre l'Irak. Richard Perle, chef du conseil politique du Pentagone, est le plus célèbre. Surnommé « le Prince des ténèbres » par ses ennemis, très proche du secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, il ne cache pas ses liens avec le Likoud israélien. Ses fonctions auprès du Pentagone ne sont pas rémunérées, mais son influence est réputée très grande. Tout récemment, il a été épinglé par le *New York Times* pour avoir signé avec la société de télécommunications Global Crossing un contrat qui lui promet 725 000 dollars d'honoraires si le Pentagone revient sur sa décision d'interdire la vente de la société à un milliardaire de Hongkong, et seulement 125 000 si ses efforts ne sont pas couronnés de succès.

M. Perle vient également de participer à une conférence organisée par la banque américaine Goldman Sachs pour conseiller les investisseurs sur les opportunités découlant de la guerre en Irak. A côté de lui, pour une réunion publique dans les locaux de l'American Enterprise Institute, James Woolsey. Directeur de la CIA pendant les premières années de l'administration Carter, il compte parmi les « faucons » les plus affirmés au sein du Parti démocrate. Le troisième homme est Michael Ledeen,

un spécialiste du Proche-Orient réputé influent à la Maison Blanche.

Devant l'entrée de l'immeuble, une poignée de contestataires palestiniens ont organisé une protestation symbolique et, pendant la réunion, deux jeunes femmes se lèveront subitement pour distribuer quelques tracts portant la photo d'un enfant dans une mare de sang, avant d'être très rapidement expulsées.

L'incident est accueilli avec le plus grand calme par les intervenants, qui continuent à se féliciter du succès des opérations en Irak. M. Woolsey parle de la « quatrième guerre mondiale contre le terrorisme » (la troisième était la guerre froide) et du « remodelage » du Proche-Orient. M. Ledeen assimile la tactique des Irakiens à celle des terroristes palestiniens et se demande si ceux qui résistent aux Américains ne sont pas de membres d'Al-Qaïda. M. Perle explique



Richard Perle (à gauche) lors d'un débat télévisé dans les studios de NBC, en octobre 2002. Le chef du conseil politique du Pentagone, très proche du secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, affrontait alors Leon Fuerth, conseiller de l'ancien vice-président démocrate Al Gore, sur l'opportunité d'attaquer l'Irak.

que « les démocraties ne lancent jamais de guerres d'agression » et que, en particulier au Proche-Orient, ce sont « les dictatures qui déclenchent les guerres ».

Des trois, c'est sans doute Michael Ledeen qui paraît le plus radical. Il explique que tout au long de leur histoire, les Américains n'ont jamais hésité à faire la guerre, « la seule chose qu'ils n'aiment pas, c'est la défaite ». Au détour d'une phrase, il souligne à quel point le monde a changé : qui aurait pu penser, explique-t-il, « qu'il puisse y avoir, en 2003, une guerre entre les États-Unis et la Turquie, ce qui est imaginable ». Personne, non plus, « n'aurait pu imaginer que la France et l'Allemagne puissent être nos ennemis stratégiques et se comportent comme tels ».

La France, on en a beaucoup parlé, sur tous les tons. Déjà la « modératrice » du débat avait détendu l'atmosphère en expliquant que, la veille, un éditorial du *Monde* avait, selon elle, « révélé » que la guerre en Irak « n'était pas pour le pétrole ». « Maintenant, on le sait, merci. »

On rit un peu. Mais dans le genre caustique, M. Perle fait beaucoup mieux. Quelqu'un évoque la possibilité que le dictateur irakien utilise des armes chimiques : « N'oubliez pas que le président Chirac a annoncé que si Saddam Hussein recourt aux armes chimiques, il entrera en guerre. C'est peut-être ça qui le dissuade... » « Oui, intervient M. Ledeen, mais il n'a pas dit de quel côté il entrerait en guerre. » Franc succès dans la salle.

Cependant, on ne fait pas que plaisanter. Avec gravité, M. Woolsey explique qu'aux États-Unis,

« la colère contre la France a atteint un degré extraordinaire » et que les Américains auront du mal à oublier.

Pour M. Ledeen, c'est encore pire. « Le gouvernement français a fait en sorte de saboter les intérêts militaires américains en temps de guerre, d'une manière calculée, dans le but de faire perdre des vies américaines. » Cette attitude « inspire le dégoût » et tant que Jacques Chirac sera au pouvoir, il est « hors de question » que les relations franco-américaines retrouvent un cours normal.

M. Perle, sur ce sujet, se veut un peu plus modéré : la « punition », selon lui, sera infligée à Jacques Chirac. « par les Français eux-mêmes », qui, « après la guerre, lui reprocheront d'avoir voulu laisser Saddam au pouvoir ». « Les connexions de Chirac avec Saddam Hussein sont extraordinaires », ajoute M. Perle. Un peu plus tôt, il a pourtant regretté que les États-Unis aient « maintenu trop longtemps une alliance de circonstance » avec le dictateur irakien.

Contrairement aux deux autres intervenants, M. Perle ne semble pas totalement désespérer de Paris. D'ailleurs il n'a aucune intention de se défaire de la maison qu'il possède dans le midi de la France.

Quant à l'avenir de l'Irak, M. Perle est persuadé que les Américains devront, « pour un certain temps », administrer le pays, l'ONU ayant montré sa totale incapacité à affronter ce genre de situations.

Devront-ils aussi financer la reconstruction de l'Irak ? M. Perle, la voix toujours aussi douce, semble s'étonner : « Pourquoi les Ira-

« Après la guerre, les Français reprocheront à Chirac d'avoir voulu laisser Saddam au pouvoir »

RICHARD PERLE

«... kiens ne financeraient-ils pas leur reconstruction ? C'est leur pays. »

On se risque à lui demander si les États-Unis ne pourraient pas payer pour réparer les destructions causées par la guerre qu'ils mènent en Irak. La réponse claque : « Vous voulez dire payer pour la reconstruction du siège de la sécurité irakienne ? »

Jan Krauze

Le Monde

27 MARS 2003

Le Point

| 28 mars 2003 |

Interview Olivier Roy

Directeur de recherche au CNRS. Dernier ouvrage publié: « L'Islam mondialisé » (Seuil)

« Les Turcs refusent un Kurdistan autonome »

LE POINT : *A quand remontent les relations conflictuelles entre Turcs et Kurdes ?*

OLIVIER ROY : Pas à l'Empire ottoman, en tout cas. Celui-ci, multiethnique, jouait la carte du tribalisme. Il a favorisé les chefs de tribu kurdes, qui tenaient en quelque sorte le rôle de gardes-frontières avec la Russie, l'Iran et les Arméniens. Une milice de cavalerie kurde, les Hamidiye, impliquée d'ailleurs dans le massacre des Arméniens, servait fidèlement le sultan. Les révoltes, quand il y en avait, étaient des révoltes fiscales, classiques.

Tout a changé après 1918 avec la création de la Turquie moderne. Les Kurdes se sont retrouvés en porte-à-faux avec l'Etat-nation créé par Atatürk, sur le principe « Un peuple, une langue, un territoire ». Les Alliés ont envisagé un moment de créer un Kurdistan indépendant, mais, face au triomphe du kémalisme, le traité de Lausanne (1923) a définitivement enterré les aspirations kurdes et arméniennes. A cette époque, dans les années 20, a été créé un Irak sous contrôle britannique. Quand la monarchie irakienne a été renversée en 1958 par le parti Baas, un parti nationaliste arabe, les Kurdes ont été pris en étau. Le nationalisme kurde s'est bâti en miroir des autres nationalismes, contre le kémalisme et



contre le baasisme. Le soi-disant « peuple rebelle depuis la nuit des temps », c'est une fable, propagée par les nationalistes kurdes d'aujourd'hui !

LE POINT : *Qu'est-ce que le conflit actuel risque de modifier au statu quo dans la région ?*

OLIVIER ROY : Le paradoxe est que ce conflit survient alors que, côté turc, la question kurde était en passe d'être sinon réglée, du moins désamorcée.

Première raison à cela : depuis les années 80, l'identité kurde est admise. Le Parlement vient d'autoriser la langue kurde, sous la pression de l'Europe. Un parti, le Hadep, représente les Kurdes au Parlement – certes, il vient d'être interdit, de façon quasi rituelle... Mais on a désormais le droit d'employer le mot « Kurde », et non « Turc des montagnes » sans aller en prison ! Précisons que le Parti islamiste de la justice et du développement, arrivé au pouvoir à l'automne dernier, est beaucoup moins crispé sur la question kurde que les nationalistes laïques.

Deuxième raison : la défaite du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement de guérilla marxiste-léniniste, et l'arrestation de son chef, Ocalan.

Troisième raison, enfin : le grand

programme de développement du Sud-Est lancé depuis des années à coups de barrages pharaoniques en attirant les investisseurs.

La première guerre du Golfe avait en effet mis fin au développement économique du Sud-Est, entraînant la fermeture de la frontière et la création d'une entité kurde sous protection américaine où se sont réfugiés les combattants du PKK. Les Turcs, avec l'assentiment des Américains, ont alors créé une zone tampon en territoire irakien. On estime qu'il y avait, avant le déclenchement de cette guerre, déjà 5 000 soldats turcs en territoire irakien.

LE POINT : *Mais comment interpréter l'attitude d'Ankara ces jours-ci ?*

OLIVIER ROY : Aujourd'hui, la grande inquiétude des Turcs est que la guerre en cours n'aboutisse à la mise en place d'un Kurdistan autonome garanti par la communauté internationale, sanctuaire qui abriterait les opposants et dans lequel ils ne pourraient plus intervenir. Ce serait à coup sûr un foyer de tension et un pôle d'attraction pour les Kurdes de Turquie.

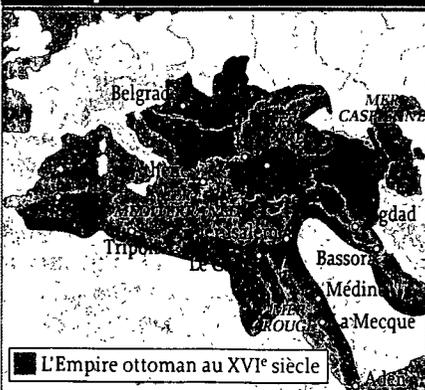
LE POINT : *Quelle est la parade à cela ?*

OLIVIER ROY : Dans le fond, les Turcs préféreraient un pouvoir fort à Bagdad, pour continuer la bonne vieille politique qui consistait à prendre les Kurdes en tenaille. Mais ils entendent les Américains dire qu'ils veulent installer la démocratie en Irak : autant dire un Etat faible...

En fait, les Turcs sont coincés : soit ils n'interviennent pas, au risque de laisser les choses aller de mal en pis pour leurs intérêts. Soit ils interviennent, en faisant preuve du manque d'imagination stratégique qui les caractérise, comme le prouve assez l'occupation de Chypre... Intervenir, cela consisterait à prendre des gages, en l'occurrence les villes de Mossoul et de Kirkouk.

Les Kurdes en ayant été chassés par Saddam Hussein, Mossoul est désormais une ville arabe. Les Kurdes réclament aujourd'hui le droit de s'y réinstaller. Mais les Turcs ont une carte dans leur manche : ils ont littéralement inventé une minorité turque, en tout cas turcophone, les Turkmènes, qui seraient au nombre de 1 à 3 millions dans le nord de l'Irak. D'après mes calculs, ils ne sont en réalité guère plus de 300 000. Depuis quatre à cinq ans, les milieux dirigeants turcs agitent l'idée qu'ils

L'Empire ottoman



■ L'Empire ottoman au XVI^e siècle

ont le devoir de protéger cette minorité. Un « front turkmène » a même des bureaux à Ankara ! Ce qui revient à dire : le nord de l'Irak n'est pas kurde. Cet argument pourrait donner à la Turquie un prétexte à intervenir,

si les choses dégénéraient entre Kurdes et Arabes.

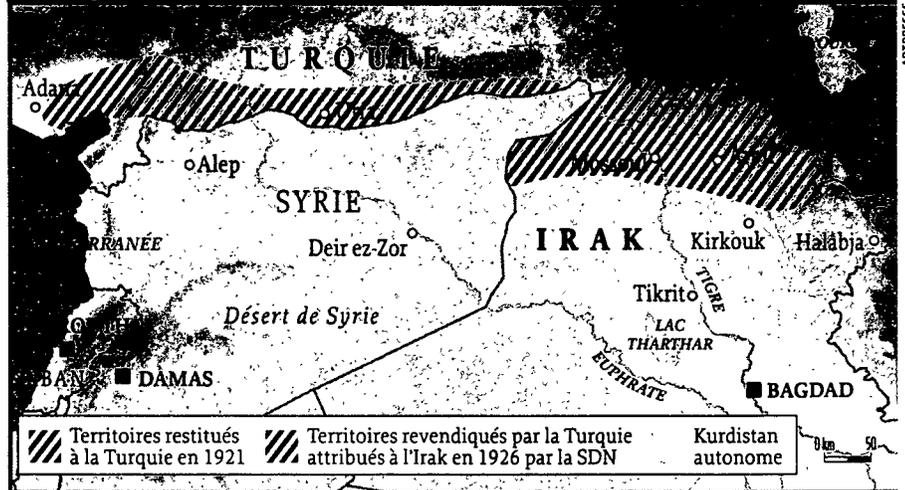
LE POINT : Et le pétrole, abondant dans le sous-sol de cette zone ?

OLIVIER ROY : A part dans les milieux nationalistes d'extrême droite, personne ne parle en Turquie de mettre la main sur les ressources pétrolières du nord de l'Irak. En tout cas, pas dans les milieux gouvernementaux. A l'inverse, les Kurdes irakiens veulent contrôler directement une part de la production.

LE POINT : En dévoilant ses ambitions de puissance moyen-orientale, la Turquie ne jette-t-elle pas le masque de candidat modèle à l'entrée dans l'Europe ?

OLIVIER ROY : Je suis en total désaccord avec cette thèse défendue par mon vieil ami Gérard Chaliand. En s'opposant aux Américains, Ankara s'est justement interdit de jouer un rôle décisif au Kurdistan irakien. Ce qui me frappe dans les événements actuels, c'est que les Turcs refusent de jouer les auxiliaires des Etats-Unis, considérant cette guerre comme une idiotie. Ils n'ont pas laissé les troupes américaines lancer leur attaque depuis leur territoire, se contentant d'ouvrir leur espace aérien. D'où la

L'origine des tensions avec la Turquie



furie des dirigeants américains, qui considéraient la Turquie comme un ancrage essentiel pour leur politique régionale. Ils auraient été ravis si elle avait occupé Mossoul et Kirkouk. Mais la Turquie n'arrive pas à se concevoir comme une puissance moyen-orientale, rôle que les Américains aimeraient bien lui faire jouer, en corrélation avec Israël, pour « coincer » les régimes arabes.

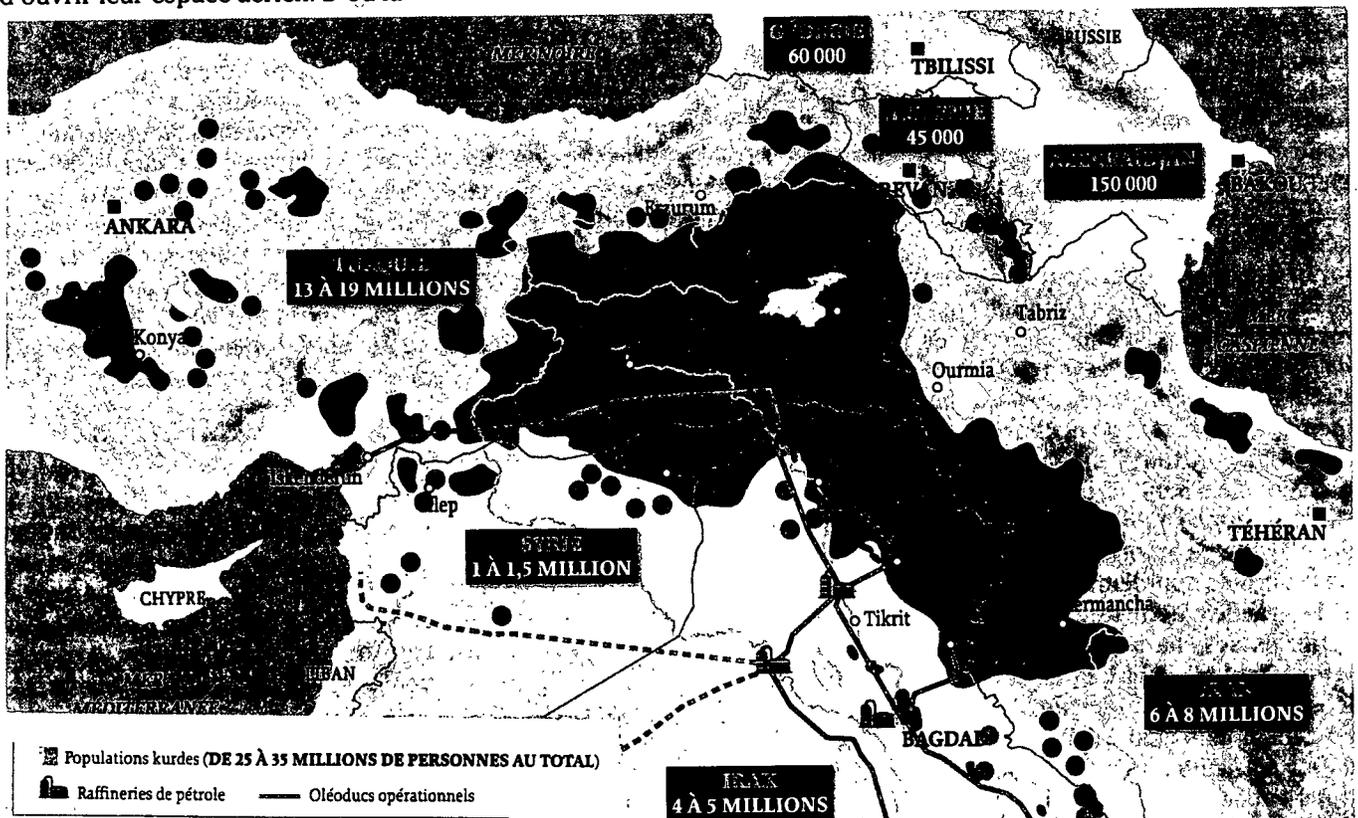
A l'inverse, l'Union européenne n'aurait jamais voulu d'une Turquie avec 70 000 hommes à Mossoul ! Or les Turcs se contentent de demander la création d'une zone tampon d'une vingtaine de kilomètres de profondeur, qui existe déjà dans les faits.

LE POINT : Mais la Commission de Bruxelles condamne cette ingérence, soulignant

qu'elle « apporterait des complications supplémentaires » à une adhésion à l'Union européenne.

OLIVIER ROY : Bien sûr. Mais, au-delà de ces frictions, ce que demande l'Europe, c'est qu'il existe une frontière entre elle et l'Orient. La question est de savoir si celle-ci passe en Slovénie ou quelque part du côté d'Erzurum, la dernière grande ville turque avant l'Iran, qui en arabe signifie « la terre des chrétiens ». En verrouillant leur frontière, les Turcs adoptent à mon sens une position défensive beaucoup plus compatible avec leur entrée dans l'Europe que s'ils étaient montés dans le train américain ■

Propos recueillis par François Dufay



Américains et peshmergas s'allient

Les forces spéciales américaines sont déjà installées au Kurdistan irakien.

Salaheddine (Kurdistan irakien) envoyé spécial

Avec ses rayonnages réfrigérés et ses faux airs de supermarché occidental, le libre-service Bawar attire les familles kurdes en goguette dominicale sur les hauteurs de Salaheddine. On trouve ici, en quantités, des produits importés à grand prix d'Iran ou de Turquie, absents des échoppes du bazar. Couches-culottes, parfums français, pizzas surgelées à des tarifs prohibitifs. Si les visiteurs sont nombreux au soir des retours de week-end, les clients, en journée, se font rares. L'entrée nonchalante de quatre gaillards en tenue de combat des forces armées américaines, hier matin, dans la supérette déserte, n'aura donc provoqué de stupeur que parmi le personnel. Trois géants bien bâtis, un jeune lieutenant émancié, tous sanglés dans des uniformes impeccables aux couleurs du désert, harnachés de gilets d'assaut, portant bas le pistolet sur la cuisse, un fusil-mitrailleur à la saignée du coude et emplissant à ras bord leurs chariots de rouleaux de papier toilette.

Emplettes. Indifférent à la curiosité qu'il suscite, le sergent-chef Cornelius poursuit calmement ses emplettes. Sacs-poubelle, serpillières, savons, détergents en quantités astronomiques. De quoi récurer un baraquement assez grand

*«Nos forces font partie intégrante de la coalition militaire pour renverser Saddam Hussein.»
Le conseiller du gouvernement autonome kurde*

pour abriter une centaine d'hommes. Le lieutenant voudrait trouver rapidement des cafetières, de larges feuilles de papier, des stylos, des crayons, des adaptateurs pour prises électriques ainsi que des puces locales pour téléphones portables afin de pouvoir mettre sur pied un centre de commandement tactique. L'officier dispose de quelques dizaines de commandos, de parachutistes et de spécialistes de l'armée de l'air. Débarqué hier aux premières heures de la journée sur l'une des anciennes pistes d'aviation abandonnées par l'armée irakienne et réparées par les miliciens kurdes, cet «élément précurseur» devra organiser l'arrivée à Erbil, «dans les tout prochains jours», de renforts d'infanterie aéroportés, soit plusieurs milliers de combattants, afin d'ouvrir un front au nord de l'Irak.

Pulvérisé. Des détachements similaires auraient pris position ce week-end dans les régions de Dohuk et de Soulemaniye. A Halabja, des soldats américains seraient engagés aux côtés des peshmergas dans l'assaut mené par les troupes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) contre les islamistes radicaux du groupe Al Ansar retranchés dans les montagnes qui bordent la frontière iranienne. Depuis trois jours déjà, les unités paramilitaires de la CIA, la centrale de renseignements américaine, et les éléments des Forces spéciales de l'armée se montraient beaucoup plus offen-



Sur la route d'Halabja. Des soldats de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) samedi.

sifs sur les lignes de front face aux villes de Kirkouk et de Mossoul. Plusieurs petites équipes de contrôleurs aériens avancés, capables de diriger avec précision un bombardement sur des positions ennemies, se sont installées à proximité de chacun des centres de commandement opérationnels.

Une opération conjointe, en fin de semaine passée, près du village de Sadawa, a scellé cette alliance sur le terrain. Sur le front de Guwer, entre Kirkouk et Mossoul, un poste militaire irakien a été pulvérisé par un chasseur américain pour avoir pris à partie, à coup de mortier, une position de la 3^e division kurde, confie un officier. La demande de soutien aérien rapproché au profit des peshmergas a été transmise à l'état-major du corps expéditionnaire américain à Doha, au Qatar, par un des contrôleurs avancés. Les Kurdes auraient aidé en retour les Américains à repérer les objectifs de leur raid lancé dans la nuit de vendredi à samedi contre trois bases irakiennes.

importantes autour de Guwer. Les forces des partis de l'opposition kurde sont déployées depuis hier sur l'ensemble des lignes de contact avec l'armée irakienne. Les peshmergas rêvent de jouer, à Mossoul et Kirkouk, le rôle tenu en Afghanistan par les moudjahidin de l'Alliance du Nord, libérateurs de Kaboul avec l'appui des bombardiers américains. «Nos forces font partie intégrante de la coalition militaire pour renverser Saddam Hussein», affirme Hochtari Zebari, influent conseiller du gouvernement autonome kurde. «Elles travaillent en étroite coordination avec les forces spéciales américaines (...) Des contrôleurs américains sont en liaison avec chacune de nos unités et peuvent leur fournir les appuis aériens nécessaires. Mais nous devrions, rapidement, être plus intégrés encore. Les peshmergas vont passer sous commandement américain. Et le front nord sera bientôt activé.» ●

DIDIER FRANÇOIS

Le nord de l'Irak, zone convoitée

La région suscite l'appétit de la Turquie limitrophe.

Plusieurs dizaines de milliers de soldats turcs restent l'arme au pied le long des 330 kilomètres de frontière. «Les forces armées se tiennent prêtes à mettre en œuvre les plans préétablis si la situation l'exige», a affirmé samedi un communiqué de l'état-major. Il démentait après plusieurs heures de confusion l'entrée dans le Kurdistan irakien d'un millier d'hommes

en renfort des quelques milliers de militaires turcs déjà déployés depuis six ans dans cette zone montagneuse de 42000 km² et de 4 millions d'habitants libérée depuis 1991 du contrôle de Bagdad. La pression demeure malgré les mises en garde «très claires» de l'administration américaine. Les deux partis kurdes irakiens - le PDK de Massoud Barzani et

l'UPK de Jalal Talabani - affirment être prêts à s'opposer militairement à l'entrée des forces d'Ankara d'autant que celles-ci interviendraient «unilatéralement». La Turquie, bien que pilier du flanc sud-est de l'Otan, a en effet limité, à la fureur de Washington, sa coopération militaire à l'ouverture de son espace aérien. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, ça-

der des islamistes modérés de l'AKP, assure avoir obtenu l'accord américain à une éventuelle «zone tampon» de 10 à 20 kilomètres. Ankara invoque un déploiement militaire «temporaire» pour prévenir un afflux de réfugiés ou pour anéantir les dernières bases du PKK, la rébellion kurde de Turquie qui a mené la guérilla jusqu'en 1998. Une commission d'arbitrage américano-turco-kurde a été mise en place samedi pour décider les conditions d'une éventuelle intervention «humanitaire».

«Amateurisme». Le nouveau gouvernement de l'AKP, investi hier par le Parlement, est très durement critiqué pour son «amateurisme» dans la gestion de la crise irakienne. Avec leurs continuelles volte-face, les islamistes, au pouvoir depuis novembre, se sont mis à dos Washington, le fidèle protecteur d'Ankara depuis un demi-siècle. Le chef d'état-major, Hilmi Özkök, avait rappelé il y a quinze jours que «si la Turquie ne participe pas à la guerre, elle n'aura pas son mot à dire dans l'après-guerre». Les jeux sont faits. Ankara ne recevra pas les 25 milliards de dollars d'aide économique et de prêts qui avaient été promis par les Américains. La Turquie ne pourra pas non plus déployer comme elle l'exigeait, en échange du transit de

Ankara invoque un déploiement militaire «temporaire» pour prévenir un afflux de réfugiés ou pour anéantir les dernières bases du PKK, la rébellion kurde de Turquie.

60 000 soldats américains, un nombre équivalent de ses soldats en Irak du Nord afin d'éviter la proclamation d'un Etat kurde qui pourrait rallumer des velléités séparatistes parmi les 15 millions de Kurdes turcs. Les leaders kurdes ira-

kiens assurent vouloir seulement un Irak «fédéral et démocratique» qui institutionnaliserait la très large autonomie dont ils disposent depuis douze ans. «Une fois libérés de la dictature, les Kurdes n'auront aucune raison de faire sécession», affirmait récemment Jalal Talabani, de l'UPK. Même si les deux partis kurdes règnent sans partage chacun dans sa zone – le PDK à l'ouest, l'UPK à l'est –, le Kurdistan irakien représente selon les Américains «un exemple démocratique». Grâce aux effets de la résolution de l'ONU «pétrole contre nourriture» qui garantit la redistribution de 13 % des ventes du pétrole irakien aux Kurdes, la région bénéficie pour la première fois d'un réel bien-être. Ce modèle fait autant rêver le reste du peuple kurde, écartelé entre Syrie, Iran et Turquie, qu'il inquiète les capitales concernées. Mais Ankara sait qu'une intervention massive en Irak créerait une crise durable avec Washington et bloquerait pour longtemps toute perspective d'adhésion à l'UE. L'avenir des villes de Kirkouk et Mossoul et de leurs riches champs pétrolifères produisant un tiers du brut irakien est le cœur de l'enjeu. Elles avaient été exclues du territoire du Kurdistan autonome concédé sur le papier par Bagdad en 1975 comme de la zone protégée créée après 1991 par l'ONU. Revendiquées depuis toujours par les Kurdes irakiens, elles permettraient à un éventuel Etat kurde d'être viable. Un scénario cauchemard pour Ankara, qui a reçu de Washington l'assurance que les forces américaines prendraient seules le contrôle de ces deux villes. Les autorités turques s'opposent aussi au retour des

milliers de réfugiés civils chassés depuis des années par la politique d'arabisation forcée menée par le régime de Saddam Hussein. Les milieux ultranationalistes turcs n'ont jamais renoncé à récupérer cette région, concédée à la Turquie par le traité de Eausanne (1923) puis rattachée à l'Irak par les Britanniques.

Monaco. La «question turkmène» – minorité turcophone irakienne – est un des atouts d'Ankara pour justifier son ingérence. Jadis très nombreux à Kirkouk et surtout à Mossoul, victimes eux aussi de la politique d'arabisation, ils assurent être encore 2 millions en Irak, pour la plupart au nord. Selon les Kurdes, ils ne seraient guère plus de 500 000. Ils semblent en tout cas bien décidés à se faire entendre, et l'un de leurs leaders, Sana Ahmed Aga, brandit la menace «d'une guerre civile» si les Kurdes tentent de s'emparer de Kirkouk et Mossoul, assurant qu'il n'hésitera pas «à appeler un autre pays à la rescousse». Ankara se fait déjà leur avocat, rappelant aussi haut et fort que les Turkmènes doivent, au même titre que les Kurdes, être pleinement reconnus comme l'un des «peuples constitutifs» du nouvel Irak ●

MARC SEMO

La lutte contre Ansar al-Islam s'intensifie au nord

C'est un problème en moins pour les forces de la coalition qui combattent en Irak. C'est aussi un point supplémentaire marqué dans la lutte antiterroriste. Les forces spéciales américaines, épaulées par environ 8 000 pechmergas (combattants kurdes) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), affirment avoir repris le contrôle d'une petite vallée tenue par Ansar al-Islam, un groupe islamiste que les Etats-Unis accusent d'être lié au réseau al-Qaïda.

La présence dans le nord de l'Irak, tout près de la frontière iranienne, des militants islamistes d'Ansar al-Islam, faisait partie des raisons invoquées par Washington pour justifier son intervention militaire contre l'Irak.

Retranchés près d'Halabja depuis la guerre américaine en Afghanistan, les militants d'Ansar al-Islam – au nombre de 800, selon les Américains et les Kurdes, et incluant une centaine d'Arabes ayant combattu aux côtés des talibans – avaient imposé, dans les seize villages qu'ils contrôlaient, un mode de vie calqué sur celui des talibans.

Washington soupçonnait aussi le groupe de tenter de fabriquer des armes chimiques avec l'aide du réseau al-Qaïda.

L'opération, qui avait été précédée par plusieurs jours de bombardements aériens, aurait fait cent trente morts parmi les combattants islamistes, selon un responsable militaire américain. Le reste

du groupe se serait retranché dans les montagnes à la frontière avec l'Iran.

Barham Salih, le premier ministre du gouvernement kurde basé à Sulamaniya, a qualifié le succès militaire de ses troupes alliées aux forces spéciales américaines de «coup sévère porté au terrorisme». Selon lui, la plupart des combattants tués pendant l'attaque étaient des Arabes ayant combattu en Afghanistan.

Contrairement à la fraîcheur du accueil réservé par les Irakiens aux forces de la coalition dans le sud de l'Irak, les Kurdes irakiens se sont félicités de l'arrivée, la semaine dernière, de 1 200 parachutistes américains dans leur région autonome, qui échappe

depuis 1991 au contrôle de Bagdad.

La réduction des combattants de l'enclave islamiste du nord-est de l'Irak, contre lesquels les pechmergas livraient des combats depuis plusieurs semaines, était la première mission des soldats américains chargés d'ouvrir un front nord au Kurdistan irakien.

Ils pourraient désormais se concentrer sur la suite du programme : la prise de contrôle des villes pétrolières de Kirkouk et de Mossoul, à laquelle les combattants kurdes, qui ont pris des positions abandonnées par les forces irakiennes la semaine dernière, ont bien l'intention de participer.

I. L. (avec AFP)

Qualifié d'« Etat voyou » par Bush, Téhéran ne veut pas envenimer ses relations avec Washington

La grande prudence de l'Iran

Claude Lorieux

A l'appel des autorités, les Iraniens s'apprentent à manifester aujourd'hui contre la guerre qui fait rage en Irak, un pays qu'ils combattirent pendant huit ans au prix d'au moins 600 000 morts. Ils ont vraiment pris leur temps !

Le contraste entre cette apparence lenteur à mobiliser les foules et la multiplication des manifestations de colère dans les pays arabes, du Maroc au Yémen, et musulmans, du Pakistan à l'Indonésie, était saisissant. Trois manifestations anti-guerre ont eu lieu en mars, deux à Téhéran, la troisième mardi à Ahwaz, avec au total moins de 2 000 participants.

Les dirigeants de la République islamique ont néanmoins suivi, tantôt avec inquiétude, parfois soulagement, le déroulement de l'offensive américaine en Irak. Leurs sympathies n'allant ni à la superpuissance, qui ne cesse de renforcer son emprise sur la région, ni au président irakien, avec lequel ils ne sont jamais parvenus à signer un traité de paix, ils ont opté pour une « neutralité active », une façon de renvoyer les deux adversaires dos à dos.

Pour un pays dont les citoyens scandent imperturbablement « Mort à l'Amérique », le vendredi, à la grande prière, l'Iran fait preuve d'une remarquable retenue. Le président Khatami, chantre du rapprochement avec l'Occident, a beau avoir perdu énormément d'influence, le pouvoir ménage ostensiblement ses nouveaux « voisins » anglo-américains. C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères, Kamal Kharazi, ne s'étonne pas outre mesure que, tirées en pleine bataille de Bassora, des roquettes américaines ou britanniques se soient abattues, ces jours derniers, sur la raffinerie iranienne d'Abadan.

L'ayatollah Ali Khamenei, « guide de la révolution », a certes dénoncé dans la guerre orchestrée par George Bush l'émergence d'un « nouvel hitlerisme », mais il n'a pas incité pour autant l'ASRI de l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim (opposition chiite irakienne réfugiée en Iran) à participer à

l'opération anglo-américaine. Baqer Hakim a invité ses partisans à « rester neutres », au motif que « les deux camps ne pensent qu'à servir leurs intérêts et non pas à sauver le peuple irakien ». L'ASRI appelle néanmoins ses partisans à se « préparer au soulèvement ». Mais, en Irak comme ailleurs, la mobilisation n'est pas la guerre.

Si les dirigeants iraniens jouent la prudence, c'est que la stratégie mondiale de George Bush leur donne des sueurs froides. Le président républicain a inscrit leur pays sur la liste noire des « Etats voyous », ce qui conduit certains commentateurs à se demander si, après avoir réglé son compte à Saddam Hussein, Bush ne retournera pas son attention sur l'Iran.

Ces spéculations ont été renforcées par la relance de la controverse sur l'industrie nucléaire iranienne, Washington accusant carrément Téhéran de « s'employer activement à développer une capacité nucléaire militaire ». L'Iran joue la carte de la coopération avec l'Agence de l'énergie atomique de Vienne. Mais le dossier est loin d'être clos.

L'encerclement par le « Grand satan » est l'obsession congénitale de la République islamique d'Iran. La guerre Irak-Iran – et en particulier la « guerre des pétroliers » déclenchée par les gardiens de la révolution –, puis la première guerre du Golfe ont permis aux Etats-Unis de renforcer leur main mise politico-militaire sur le Golfe Persique. Les attentats du 11 septembre ont entraîné les Etats-Unis en Afghanistan et même en Asie centrale. Avec l'Irak, George Bush bouclerait la boucle, aggravant l'inquiétude de l'Iran.

Mais les choses ne se déroulent comme prévu, ni en Afghanistan ni, pour le moment, en Irak. Pour Farhad Khosroka-

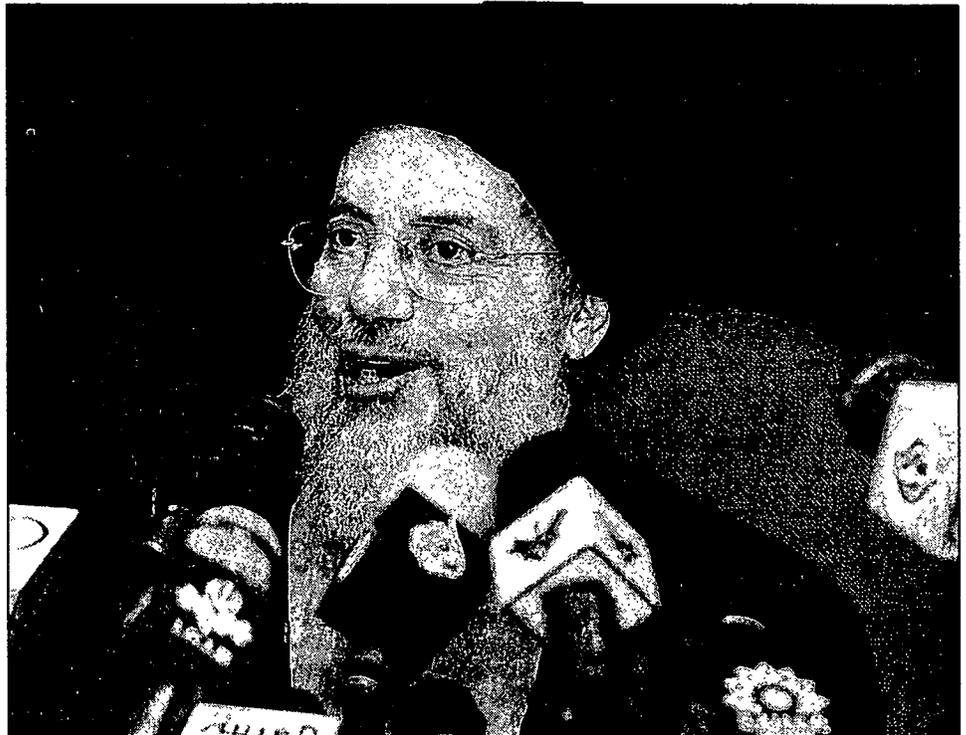
war, directeur d'études à l'Ecole des hautes études de sciences sociales, « on est aujourd'hui loin de l'encerclement ». « Les Américains s'enlisent en Afghanistan. S'ils s'installent en Irak, ils auront fort à faire. Le sentiment d'encerclement n'est donc plus perçu comme aussi décisif », explique-t-il.

L'auteur des *Nouveaux Martyrs d'Allah*(1) n'exclut d'ailleurs pas des relations de voisinage entre les Etats-Unis, installés en

Irak et l'Iran. « Les Iraniens auraient certes préféré que l'opération soit menée par les Irakiens eux-mêmes, mais ils ne peuvent se plaindre que les Américains les débarrassent de leur ennemi mortel... Et d'ailleurs quand les Etats-Unis auront renversé Saddam Hussein, ils seront aussi dépendants de l'Iran que l'Iran d'eux », ajoute-t-il.

D'autant que Téhéran s'inquiète de l'évolution de la situation au Kurdistan d'Irak, où un millier de parachutistes américains ont sauté hier. Le ministre des Affaires étrangères, Kamal Kharazi réclame de nouvelles consultations avec la Turquie et la Syrie. Les intentions des chefs kurdes, qui lorgnent vers Mossoul, et celles de l'état-major turc, qui menaçait d'envoyer plusieurs milliers d'hommes en Irak du nord, restent un vrai souci pour Téhéran. Faregh Kharazi, ambassadeur d'Iran en France, le confirmait récemment au *Figaro* : « Si les Turcs entraînent en Irak, nous serions patients, mais nos priorités changeraient. »

Du temps du Chah, comme depuis la révolution, l'Iran assume une responsabilité sur les communautés chiites, du Liban,



Leader de l'opposition chiite irakienne réfugiée en Iran, l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim a annoncé mardi qu'il avait reçu l'ordre des Américains de rester à l'écart. (Photo H. Fahimi/AFP.)

du Pakistan et d'Irak. En dissuadant l'ASRI de l'ayatollah Baqer Hakim de lancer tout de suite une nouvelle révolte contre Saddam Hussein, Téhéran les protège d'un nouveau massacre. « L'ère de l'exportation de la révolution est finie », souligne Ahmad Salamati, ancien parle-

mentaire iranien qui vit en France.

Ce n'est pas tout. Les chiïtes d'Irak sont différents, parce qu'arabophones et irakiens. Leurs intérêts ne coïncident pas forcément toujours avec ceux de leurs frères iraniens. La République islamique les assiste,

mais sans oublier ses intérêts propres. Tout renforcement du pôle irakien du chiïsme confirmera la prééminence des villes saintes chiïtes de Nadjaf et de Karbala, aux dépens de Qom, la ville sainte du chiïsme iranien. Ce ne serait pas forcément au goût de l'ayatollah Khamenei et

de ses confrères téhéranais.

Ainsi, sur le « front » sud comme au Kurdistan irakien, les dirigeants iraniens jouent une partie d'autant plus risquée qu'ils ne sont pas seuls en lice...

(1) Les Nouveaux Martyrs d'Allah, chez Flammarion.

THE INDEPENDENT
Saturday 29 March 2003

Kurds within two miles of Kirkuk as Iraqis retreat

BY PATRICK COCKBURN
outside Kirkuk

KURDISH IRREGULARS advanced past abandoned Iraqi bunkers to within two miles of the oil city of Kirkuk yesterday as the Iraqi army retreated into the city in their first withdrawal on the northern front.

"They have pulled back because of the air raids so they will be in populated places where the planes cannot be used," said Shamal Ali, a Kurdish *peshmerga* manning a light machine-gun on top of a pick-up truck.

There were only a few hundred lightly armed and raggedly dressed *peshmerga* on the road to Kirkuk yesterday, looking surprised and a little alarmed at how close to the city they had come. The retreat is evidently part of Iraq's strategy of not trying to hold fixed positions out in the country vulnerable to air strikes.

The Iraqi retreat was well organised, with the former headquarters of the 8th Infantry Brigade in the village of Karahanjir stripped bare, to the disappointment of Kurds looking for loot. The only weapon left behind was an ancient artillery piece that looked as if it was used only for

ceremonial occasions.

In one large room in the headquarters the Iraqis had left behind a large plaster model of their positions, with bunkers on the bare hilltops and pieces of winding white string showing the trenches. In the commander's office, there



was a copy of *al-Qadisiya* dated 25 March, showing communications were good enough for daily newspapers from Baghdad until recently.

For 12 years, the Kurds have faced an Iraqi front line on a ridge of hills overlooking the town of Chachamal. Yesterday local people were looting even steel bars and window frames. One had to be satisfied with a small tree he was dragging to his home.

Kurdish commanders played down the extent of their advance, evidently frightened this could lead to Turkish intervention. A few kilometres down the road to Kirkuk, Mam Rostam, a leader of the Patriotic Union of Kurdistan, was saying: "None of our official forces have gone beyond this point. Anybody further down the road are irregular *peshmerga*, they don't belong to us. We are definitely not on the edge of Kirkuk."

As we drove further down the road, this turned out to be untrue. The Kurds are within sight of Kirkuk and its oil fields, though the latter are shrouded in smoke from the bombing. They could see the larger buildings, including the Saddam hospital in the distance. Gazi Khalid, a *peshmerga* officer, said: "I got within two kilometres of the city and I felt frustrated because I come from there and I have not been able to go back for 15 years."

In the past four days, the US has been bombing the Iraqi front line intensely, particularly in the Chamchamal area. But the bombers had left the main road alone, presumably because America or its Kurdish allies want to capture it to use themselves.

The military headquarters

at Karahanjir also was not hit. It is in the middle of a large Kurdish village from which the Kurds were forced to flee in 1991, abandoning their neat white houses, many of which are now roofless.

It is clear from the light forces on the road that the Kurds have not started to make their push on Kirkuk, a province where they were the majority until they were expelled or forced to flee by Saddam Hussein.

They have promised America, under whose command they now claim to be, that neither the Patriotic Union of Kurdistan nor the Kurdistan Democratic Party, the two dominant Kurdish parties, will take Kirkuk city, only targets in the countryside. Judging by yesterday's redeployment of the Iraqi forces, if they choose to make a stand, it will be in the houses and streets of Kirkuk.

We asked a *peshmerga* patrol how many Kurdish troops were between us and Kirkuk. They said they were the most forward Kurdish unit and, as we heard the sound of shell-fire they said they were going back to base. They had evidently realised, as we had, that the Iraqi army could easily reverse its retreat and brush aside Kurdish resistance.



Patriotic Union of Kurdistan 'peshmerga' fighters guard an abandoned Iraqi army post near Kirkuk

EPA

La Turquie renonce à intervenir dans le Kurdistan irakien

Diyarbakir
(sud-est de la Turquie) :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

Le décorum laissé présager une intervention musclée. Le général Hilmi Ozkok s'exprime depuis le quartier général des forces militaires de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turque, à une portée de tirs de canon de la frontière irakienne. Pour l'occasion, le chef d'état-major des armées, qui achève une tournée d'inspection des troupes massées sur la frontière, a revêtu son treillis de campagne. L'homme fort de la Turquie, dont l'autorité dans les domaines sensibles dépasse celle du premier ministre, est entouré d'une pléiade de généraux aux cheveux gris ou au crâne dégarni représentant l'ensemble des corps d'armée.

Hilmi Ozkok a aussi la particularité de trôner au Conseil de sécurité nationale, un organe collégial réunissant pouvoirs politique et militaire. En matière de sécurité, les avis de cette institution sont des ordres. Et, comme le calendrier fait bien les choses, son assemblée mensuelle est prévue aujourd'hui. Portraits et citations d'Atatürk accrochés au mur de la salle de conférences, projections sur écran d'une diapositive du tombeau du « père des Turcs », la tradition « kémaliste » est de ri-

gueur. La déclaration du chef des armées se veut solennelle, elle l'est tant qu'Hilmi Ozkok lit derrière ses lunettes un long communiqué avant de s'éclipser en exécutant un salut réglementaire mais sans répondre à la moindre question.

Il vient pourtant d'annoncer le retour de la Turquie dans le rang : son pays sursoit à l'entrée en force de ses soldats en Irak du Nord. La perspective d'une guerre dans la guerre entre les forces turques et les combattants peshmergas du Kurdistan irakien s'éloigne, même si sa menace continue à planer. Après avoir affiché son intention de franchir toutes les lignes rouges, l'Etat turc cède aux pressions internationales. Bien sûr, il n'a pas abandonné ses projets. Avec ses centaines de tanks, d'engins blindés, de pièces d'artillerie et ses fantassins en position de franchir la porte d'Hadur, le verrou entre la Turquie et l'Irak, son dispositif est plus que jamais opérationnel. Mais il n'est plus prévu qu'il soit activé de façon préventive et unilatérale. « Les troupes ne seront dé-

ployées que si les soldats turcs déjà présents du côté irakien ne peuvent faire face à d'éventuelles menaces contre la sécurité de la Turquie », affirme Hilmi Ozkok. Outre ce risque d'« attaque », « l'éventualité d'un afflux massif de réfugiés, une instabilité due à des combats entre les forces locales et une attaque contre la population civile » serviraient de justification.

Le chef des armées confirme également le maintien du partenariat stratégique avec Washington. Il promet une « coordination avec les Etats-Unis afin d'empêcher les incompréhensions ». Hilmi Ozkok a aussi essayé de convaincre la communauté internationale en affirmant qu'une occupation du nord du Kurdistan ne serait que « provisoire ». Après l'escalade verbale minutieusement entretenue par Ankara, les propos du patron des armées sont un premier signe d'apaisement. Hilmi Ozkok n'avait pas parlé publiquement depuis le 5 mars, après

le vote du Parlement refusant le passage sur le territoire turc des 60 000 soldats américains qui devaient ouvrir un front au nord de l'Irak. Il

avait vanté les divers avantages d'une coopération avec Washington. A l'époque, les Etats-Unis proposaient à leur allié, au bord de l'asphyxie économique, un programme d'aide aujourd'hui enterré de 30 milliards de dollars.

Cette fois, quelques heures avant le discours du chef des armées, la Maison-Blanche a promis une assistance de 8,5 milliards de dollars. Ankara a-t-il surenchéri pour récupérer avant la fin de la partie une fraction de la mise qui lui a échappé ? Les très influents milieux d'affaires turcs favorables à une coopération intégrale avec Washington ont, en tout cas, apprécié la reculade des autorités. Tout comme les Turcs kurdes, ces éternels exclus, peu rassurés par les bruits de bottes dans la région. La part de bluff et les marchandages ne doivent cependant pas masquer la réalité des obsessions turques.

L'armée se réserve le droit de passer la frontière irakienne sous le moindre prétexte. Et Hilmi Ozkok déclare ne pas comprendre pourquoi certains pays ont le droit de combattre le terrorisme et pas d'autres. L'épreuve de force avec les Etats-Unis a laissé des traces. Ses conséquences ne sont pas près de s'estomper. La confiance est brisée, même si l'état-major a commencé hier à recoller les morceaux.

Les milieux d'affaires turcs, favorables à une coopération intégrale avec Washington, ont apprécié la reculade des autorités

Quatre ex-députés kurdes rejugés en Turquie

Ils avaient écopé de quinze ans de prison pour aide au PKK

Quatre anciens députés kurdes, dont Leyla Zana, emprisonnés depuis neuf ans, ont appelé vendredi, au premier jour d'un nouveau procès, à accélérer le processus de démocratisation en Turquie. « D'importants progrès ont été réalisés au cours des dernières années en matière de démocratisation », a affirmé Leyla Zana, pour qui Ankara doit néanmoins faire davantage en matière de respect des droits

de l'homme. Elle a par ailleurs appelé l'Union européenne à encourager les réformes en ouvrant immédiatement des négociations d'adhésion avec la Turquie.

Procès inéquitable. Leyla Zana, qui avait reçu le prix Sakharov du Parlement européen, est rejugée en même temps que trois autres ex-députés - Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak - après avoir été condamnés, en 1994, à quinze

ans de prison pour aide aux séparatistes armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Cour européenne des droits de l'homme, a estimé le premier procès inéquitable. Le Parlement turc a donc autorisé de nouveaux procès pour les personnes dont les sentences ont été condamnées par la Cour de Strasbourg. Les dirigeants européens ont prévu de se prononcer, fin 2004, sur l'éventuelle ouverture de

négociations d'adhésion avec Ankara, en fonction des réformes réalisées d'ici là par les autorités turques.

Le procès s'est ouvert vendredi matin devant une Cour de sûreté d'Ankara en présence de nombreux avocats, défenseurs de droits de l'homme, diplomates, journalistes, ainsi que deux députés du Parlement européen venus en observateurs. « En 1994 les droits de la défense avaient été violés », a affirmé à la presse Luigi Vinci, eurodéputé italien. Plus de deux cents policiers, dont des unités anti-émeutes, avaient alors été mobilisés. Leyla Zana s'est défendue d'avoir incité les

*« Nous n'avons jamais prôné la violence, mais nous avons été la cible de la violence. »
Leyla Zana, ex-députée kurde*

LE FIGARO JEUDI 27 MARS 2003

30 MARS 2003

Libération

Kurdes de Turquie à la rébellion ouverte. «*Nous n'avons jamais prôné la violence, mais nous avons été la cible de la violence*», a déclaré l'ex-député affirmant n'avoir à l'époque «*qu'un seul objectif au Parlement, arrêter l'effusion de sang entre frères*». La rébellion kurde faisait alors rage, avec des morts quotidiennement dans les combats entre soldats et PKK. En quinze ans, cette

«*sale guerre*» a fait plus de 30000 morts et 3 millions de personnes déplacées. Les quatre députés, qui, en 1991, avaient provoqué un tollé en tentant de prêter serment en langue kurde au Parlement, avaient vu leur immunité parlementaire levée à l'issue d'une procédure pour liens avec le PKK. La question kurde est sensible en Turquie, où vivent au moins 12 millions de

Kurdes, mais qui ne les reconnaît pas en tant que minorité nationale.

Partis interdits. Le Parlement turc a autorisé l'été dernier la diffusion d'émissions radiotélévisées en langue kurde, ainsi que l'enseignement, dans des écoles privées, de cette langue. Début mars, la justice

turque a interdit un parti kurde, le Hadep, et a appelé à l'interdiction d'un parti frère, le Dehap, estimant qu'ils portaient atteinte à l'unité du pays et appuyaient les activités clandestines du PKK (rebaptisé Kadek). A la fin de la première audience les juges ont refusé de remettre en liberté les quatre accusés dans l'attente du nouveau verdict ●

D'après AFP

0 heure jeudi, l'US Army tombe du ciel kurde

Elle a pris pied dans le nord de l'Irak après un parachutage médiatisé.

Harir envoyé spécial

Un puissant vrombissement, amplifié par l'écho qui résonne dans la nuit, tiré de leur léthargie bergers, troupeaux et chiens. Rien n'aurait pu préparer ces pasteurs kurdes des montagnes d'Harir à ce spectacle. Zeïto Ismaïl Chouani en est encore abasourdi. Surgi d'entre les pitons, à très basse altitude, un avion de transport C17 Globemaster semble raser la vallée qui couvre le plateau. Masse grise, énorme dans la pénombre.

A 0 heure jeudi, avec une précision toute militaire, les «soldats volants» de la 173^e brigade aéroportée ont sauté sur le Kurdistan. Un millier d'hommes tombés des nues. Parachutage d'assaut, dans la brume glacée, contre une lune voilée par un ciel chargé. Beau geste, déploiement spectaculaire sans le moindre impératif opérationnel. Depuis des mois, sur cette cuvette isolée à une soixantaine de kilomètres de la première ligne de front, les miliciens kurdes instruits par des agents américains ont réparé une piste d'atterrissage en dur, longue de 2 km, capable de recevoir tous types d'appareils de transport. Quelques heures avant le largage des paras, les peshmergas (combattants kurdes) ont sécurisé l'ensemble du périmètre de saut, coupant l'électricité, fermant les deux seules routes d'accès à Harir jusqu'à 4 heures du matin. A l'intérieur de ce cordon, les villa-

geois avaient été invités à ne pas quitter leurs foyers alors que des petites équipes de forces spéciales, renforcées au cours des derniers jours, s'assuraient de la direction des vents et guidaient les pilotes sur leur objectif.

Soldats démunis. «*Un saut comme à l'entraînement*», lâche un soldat crotté de la tête aux pieds. Dans la brume mordante de l'aube, les parachutistes découvrent leur futur cantonnement. Un champ de glaise épaisse cerné de sommets enneigés. Les pelotons chargés de la défense du camp attaquent la terre de leurs pelles, collectent les éboulis dans les pierriers voisins pour renforcer leurs tranchées. Ployant sous la charge d'énormes sacs à dos, ils titubent le long de la piste. La pluie tourne à la grêle. Les hommes souffrent. Ils se croyaient projetés dans le désert. Attentionnés, les peshmergas ont mobilisé quelques camions pour faciliter les déplacements de ces alliés si longtemps espérés. Un commandant kurde s'étonne tout de même de voir l'armée américaine si démunie en matériel. Larguée sans équipement lourd, cette première vague ne dispose que d'une poignée de Humvee, véhicules tout-terrain, et d'une paire d'hélicoptères de transport, posés sur le tarmac. Mais les hommes de la 501^e compagnie de soutien avancé s'affairent sans compter afin d'accueillir au plus vite le gros de la troupe qui pourrait commencer à se déployer dans la nuit, le rôle de ces éclaireurs étant de préparer la mise en place d'un pont aérien entre leur quartier général

situé près de Vincenze, en Italie, et la piste sommaire d'Harir, dans les montagnes du Kurdistan.

Unités légères. Force de réaction rapide attachée au commandement Centre-Europe de l'Alliance atlantique, la 173^e brigade aéroportée dispose de deux régiments d'infanterie parachutiste, d'un régiment d'artillerie parachutiste (décoré de la croix de guerre française avec palmes pour sa participation à la libération de Sainte-Mère-Eglise) ainsi que d'une compagnie de rangers chargés de la reconnaissance. Des unités très mobiles mais légères, qui devront se substituer aux 62000 hommes et aux engins blindés de la 4^e division d'infanterie que les stratèges du Pentagone avaient mobilisés pour ouvrir un front plus conventionnel au nord de l'Irak. Le Parlement turc, en interdisant le passage aux troupes américaines, a contraint Washington à revoir sa copie. La résistance rencontrée dans le Sud par le corps expéditionnaire lancé à la conquête de Bagdad à partir du Koweït a renforcé le besoin d'une menace crédible dans le dos de l'armée irakienne, à partir du Kurdistan. Le déploiement spectaculaire des «soldats volants» doit permettre de répondre à cette double contrainte.

Premier effet de ce largage nocturne, le moral des dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) paraît remonter en flèche. Une forte présence militaire américaine

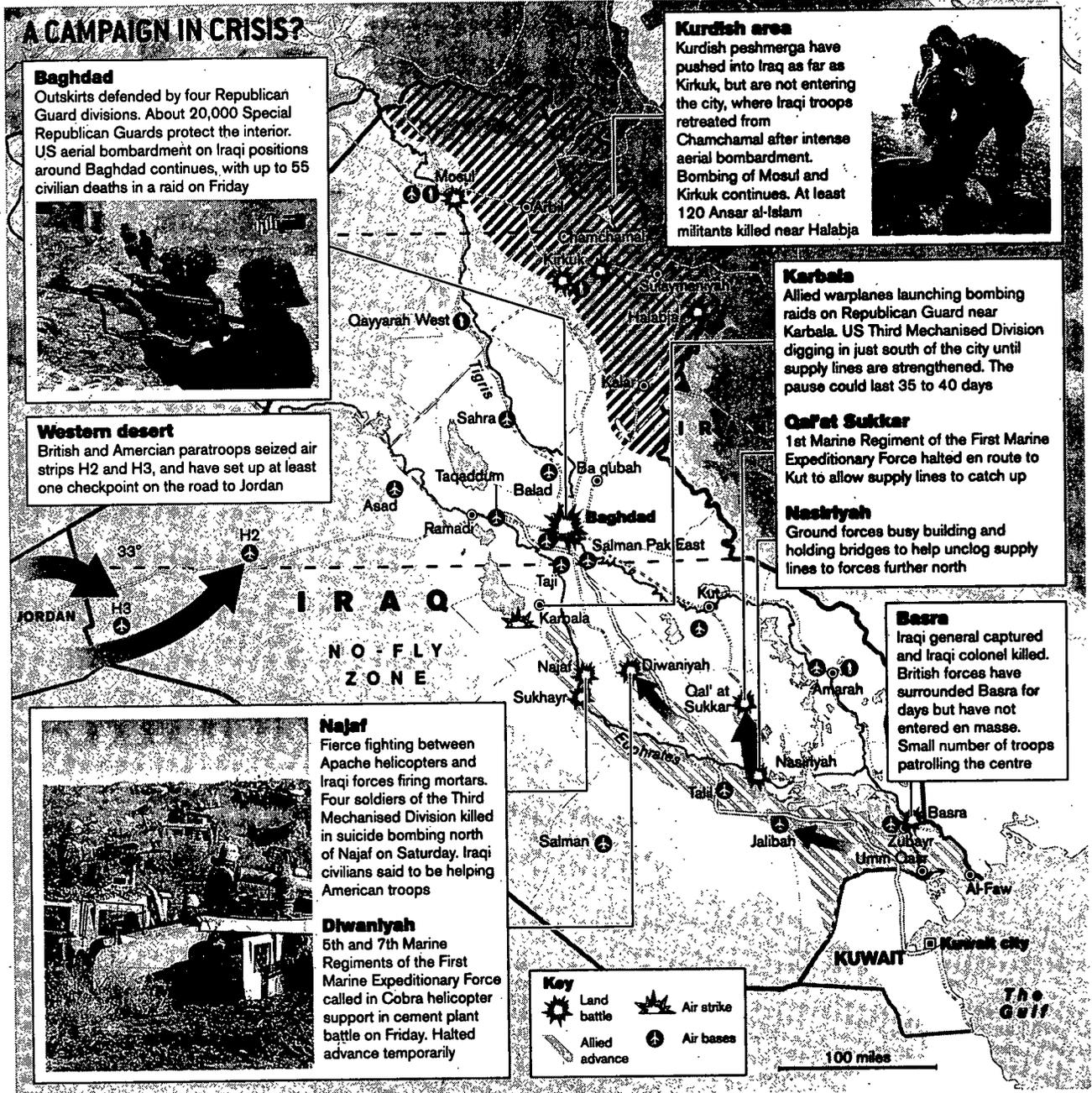
dans la zone autonome échappant au contrôle de Bagdad reste, à leurs yeux, la meilleure garantie face aux velléités d'intervention turques. Le fait que les Etats-Unis ne disposent pas de tous les moyens conventionnels planifiés pour l'ouverture d'un front nord leur laisse en outre espérer qu'un rôle plus important sera dévolu aux peshmergas. Intégrés comme alliés dans la campagne de la coalition, les miliciens kurdes pourraient prendre une part active aux combats autour de Kirkouk et de Mossoul. Leur commandement s'y prépare. «*Sans chars ni canons, impossible de passer à l'offensive*, souligne un officier supérieur. *Pour l'heure, le front nord reste un front fantôme. Nous ne servons qu'à fixer les Irakiens sur leurs positions afin qu'ils ne puissent pas renforcer leur armée dans le Sud. Une situation qui pourrait changer rapidement si les Etats-Unis le décident.*»

Raids massifs. A l'aube, hier, alors que les parachutistes s'enterraient à Harir, des chasseurs américains ont pilonné les lignes de front à un rythme soutenu. Des raids d'une ampleur inégalée sur les hauteurs de Charichamal, de Kalak et de Pier Daoud. Des tirs directs contre les casemates de l'armée irakienne posées en verrous sur les axes menant à Kirkouk et à Mossoul. Les Kurdes veulent voir dans ces bombardements le signe d'une nouvelle détermination américaine au nord de l'Irak ●

DIDIER FRANÇOIS

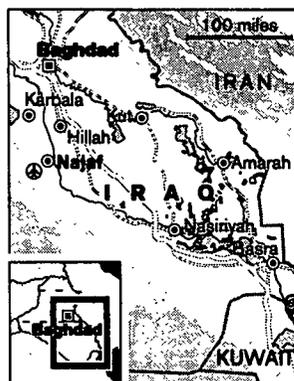
«*Nous ne servons qu'à fixer les Irakiens sur leurs positions afin qu'ils ne puissent pas renforcer leur armée dans le Sud. Une situation qui pourrait changer.*»
Un officier kurde

THE INDEPENDENT
Monday 31 March 2003



BATTLE BULLETIN NAJAF

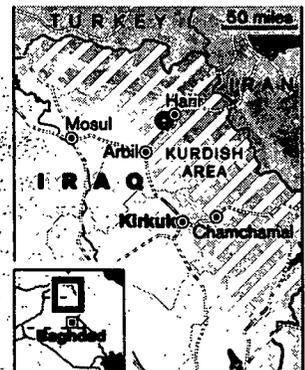
- Fierce fighting was under way yesterday. US Apache helicopters encountered Iraqi forces firing mortars, according to field reports.
- Intense fighting forced the Apaches from the 101st Airborne Division to pull back and call in artillery fire to soften Iraqi positions.
- To the south of Najaf, thousands of US Marines tried to provoke attacks to locate Iraqi fighters along "ambush alley", the road north of Nasiriyah. A chaplain travelling with them handed out aid packages to



distrustful Iraqi civilians encountered along the way.

BATTLE BULLETIN KIRKUK

- Kurdish fighters took control yesterday of more territory left by Iraqi forces believed to have fled US bombing around Chamchamal.
- Peshmerga moved toward the oil centre of Kirkuk to tighten defences, pushing the frontline 10 miles further into Iraq.
- Advances were slowed by minefields left by President Saddam's troops, a Kurdish commander said. Kurdish fighters cleared mines.
- Iraqi forces have retreated down the road from Arbil to



Kirkuk, digging in just outside Altun Kupri, 27 miles from Kirkuk.

Jubilant Kurds take over Iraqi position, but are still shelled

From news reports

CHAMCHAMAL, Iraq: Hundreds of jubilant Kurdish pesh merga fighters poured across an abandoned Iraqi front line on Friday after President Saddam Hussein's forces retreated to the key northern oil hub of Kirkuk.

But a shelling attack on the Kurdish-controlled town of Chamchamal later took the Kurds by surprise, reminding them of how dangerous their enemy remains despite the arrival of U.S. paratroopers in the area and continued U.S. aerial bombing.

Pesh mergas fired automatic weapons at a portrait of Saddam at the entrance to the abandoned Iraqi barracks town, spraying concrete and dust into the air. Later, a bulldozer came and toppled the picture of the Kurds' most hated figure.

"This is like being born again," said a beaming Baqir Faraj, the driver of the bulldozer.

"What a great day," added Aram Rauf, 24, a Kurdish fighter wearing red head-dress, the baggy green trousers of the pesh merga and a belt with hand grenades and a pistol. "If we don't get rid of Saddam Hussein this time, then we probably never will."

A Kurdish commander, Mam Rostam, said he had sent about 300 pesh merga, wearing trademark baggy green trousers and carrying Kalashnikov rifles, into the abandoned territory.

But he said no force had been used to trigger the collapse.

There was little sign of a hasty retreat by the Iraqis, although a few army helmets, a pair of boots and blankets could be seen strewn along the road. Guns and mortars had also been left on hill-top positions above Chamchamal.

Taking Kirkuk, a strategically important city, may not be so easy, with Iraqis said to be digging in and encircling it.

And perhaps to remind Iraqi Kurds that their enemy was not yet conquered, Iraqi artillery, probably from near Kirkuk, opened fire on Chamchamal as dusk fell. Seven bombs landed in and around the town, forcing families to flee again to the north.

The military significance of the collapse of the front facing Chamchamal is unclear. No clashes were involved and pesh merga commanders have vowed not to begin an offensive of their own on Kirkuk or on Mosul to the northwest.

Turkey opposes any Kurdish attack on Kirkuk and Mosul, fearing that a share of oil wealth and greater freedom within a post-Saddam Iraq would embolden its own restive Kurdish minority.

More than 1,000 U.S. paratroopers have arrived in the area in the last couple of days, sparking talk of a new northern front in the war to oust Saddam's regime in Baghdad.

Reporters in the northern city of Sulaimaniya said Friday that they saw six U.S. Humvee off-road vehicles full of soldiers carrying heavy machine guns apparently heading towards Halabja, where a group of radical Islamic fighters are based.

U.S. warplanes bombed the outskirts of the northeastern town of Khanaqin, about 130 kilometers from Baghdad, witnesses said.

The Kurds, who have controlled an enclave of northern Iraq protected by Western warplanes since 1991, want nothing more than to see Saddam Hussein ousted. Many have lost family members and friends in fighting the brutal "Arabization" program of cities and the infamous 1988 chemical weapons attack on the town of Halabja, which killed 5,000 people, mostly civilians.

Meanwhile, pesh merga fighters with

the Patriotic Union of Kurdistan said they had captured a string of villages held by Ansar al Islam, or Supporters of Islam, between the Kurdish town of Halabja and the Iranian border.

U.S. special forces troops recently flown into the area helped with the operation, the Kurdish military officials said.

Washington and the PUK, one of the two groups running Iraqi Kurdistan since 1991, say Ansar links Baghdad to Al Qaeda and has been developing crude chemical weapons.

Ansar, which controlled a picturesque valley and imposed Taliban-style rules in areas it held, emerged in late 2001 and has been blamed for a string of assassinations and suicide bombings against the PUK. (Reuters, AFP)

■ Kurds ready refugee camps

Iraqi Kurds are preparing camps to hold as many as 500,000 people fleeing Saddam Hussein's territory. The Associated Press reported from Irbil, Iraq, but officials said Friday they face severe shortages of tents and other equipment.

The plans are part of Kurdish efforts to mobilize limited resources if the fighting intensifies in northern Iraq, where Iraqis and U.S.-allied Kurds have yet to engage in serious clashes.

Air strikes have targeted Iraqi positions near the borders of the Kurds' autonomous enclave, which is protected by Western powers.

U.S. ground forces have started to assemble for a possible offensive south to the strategic city of Mosul and the major oil region around Kirkuk — both claimed by Kurds as part of their future territory.

Rumsfeld assails Syria aid to Iraq

By Joel Brinkley
The New York Times

WASHINGTON: Defense Secretary Donald Rumsfeld accused Syria on Friday of shipping sophisticated military equipment including night-vision goggles to the Iraqi military and called the shipments "hostile acts."

He added that the United States would hold the Syrian government accountable, though he would not say what might be done.

[The Syrian government ridiculed the allegations by Rumsfeld, saying they were aimed at "covering up the failure of American forces there,"

Agence France-Presse reported from Damascus.]

Rumsfeld's remarks came during a wide-ranging news briefing during which he alternately berated the regime of Saddam Hussein for brutality and criticized news media coverage of the war, calling it inconsistent and "breathless" — a major theme of Bush administration remarks Friday.

President George W. Bush told a veterans group Friday that coalition forces were "making great progress" but still faced "further sacrifice and further courage."

The White House spokesman, Ari Fleischer, added, "The American people

should be prepared for something that is long, lengthy and dangerous."

Those comments and similar statements by other officials were part of the government's continuing effort to recalibrate public perceptions of the war as coalition troops face more persistent and aggressive Iraqi forces than had been anticipated.

Fleischer insisted that the administration had always planned for a battle that "could be long, that could be hard, it could be difficult." And General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, affirmed that the military still believed in its plan for the attack on Iraq, even though some soldiers and of-

ficers in the field have questioned it.

"I stand by this plan," Myers insisted. "I'll give you a definitive statement: I think it's a brilliant plan."

On Thursday, Lieutenant General William Wallace, speaking to reporters in central Iraq, said, "The enemy we are fighting is a bit different than the one we war-gamed against." All day Friday, military and political officials in Washington tried to play down what Wallace said without directly criticizing him.

Asked about Wallace's remarks, Rumsfeld said only, "I suppose everyone could have their own view."

Prime Minister Tony Blair of Britain said that he was not surprised by the turn of events on the battlefield.

"I think what we expected is what we got," he said, "which is that there will be fierce resistance from those people loyal to Saddam. They owe their existence to his regime," he said.

But Blair also voiced frustration with the continual questioning, primarily from the news media, about the war's progress — a view that several senior officials in Washington also expressed. One senior administration official told reporters Friday morning that he viewed discussion of the war's progress and duration in the news media as "silly."

Blair said: "You get speculations about how long it's going to take, and you're asked the question continually. And if you don't say it's going to be over within the next few days, people say it's going to take months" and "speculate about the number of casualties."

"We're barely a week into the campaign," he added with a hint of pique.

Bush asserted that the "regime that once terrorized Iraq now controls only a small portion of the country," earlier, Myers said Iraq has lost control of between 35 and 40 percent of its territory.

Bush added, "against this enemy, we will accept no outcome except complete victory."

Thus far, officials said Friday, 28 Americans have been killed in Iraq or Kuwait and 17 were missing or had been taken prisoner. Twenty British soldiers have been killed and two are missing.

Rumsfeld declined to say whether he believed the Syrian government was aware of the shipments of military equipment to the Iraqis, calling it an "intelligence issue."

But, he added: "They control their border. We're hoping that kind of thing doesn't happen. There's no question but that to the extent that military supplies or equipment or people are moving across the borders between Iraq and Syria, it vastly complicates our situation."

American military officials have said they believe their night vision equipment gives them a clear advantage over the Iraqis. Syria has been an outspoken opponent of the war, which President Bashar Assad has described as "clear occupation and a flagrant aggression against a United Nations member state."

Several of the war's opponents continued battering the coalition Friday. They said they were even more troubled now that it is becoming clear that the

conflict will protract.

"The military operation is becoming bitter and long drawn out," President Vladimir Putin of Russia said Friday. "This threatens to shake the very basis of global stability and international rights."

Fleischer took some umbrage at a remark that Dominique de Villepin, the French foreign minister, made Thursday when he declined to say who he hoped would win the war.

"I can't imagine any nation that is an ally of ours would have a thought like that," Fleischer said, adding: "That is how I would answer diplomatically."

In Paris on Friday, a spokesman for the Foreign Ministry said reports of Villepin's remarks "are stoking anti-French sentiment" and insisted that France hopes the United States wins the war.

Scattered protests continued around the world Friday, as they do almost every day. In Pakistan some clerics called on worshipers during Friday prayers to take up arms against the coalition partners in Iraq.

"We should revive the spirit of jihad to defend Iraqi Muslims against U.S. aggression," said Mohammed Abdul Aziz, prayer leader at Islamabad's main Red Mosque. Muslims, he added, "always fight against their numerically superior enemy."

Protests flare across the Mideast, fueling clashes in Iran

The Associated Press

TEHRAN: Anger against the U.S.-led invasion of Iraq erupted in protests across the Middle East after Islamic prayers Friday, with crowds provoking the police to fire shots in the air in Iran and tear gas in Jordan.

Iranians demonstrated in the hundreds of thousands, denouncing what they called "Bush's barbarism" and "Saddam Hussein's dictatorship."

Demonstrators pelted the British Embassy in Tehran with stones, breaking windows and shouting "the British Embassy must be closed!" The police fired into the air to disperse the crowd, the official Islamic Republic News Agency reported.

The United States has not had diplomatic relations with Iran since 1979 when militants stormed the U.S. Embassy and kept its personnel hostage for more than a year.

The cleric who delivered the Friday prayers sermon that was broadcast on Iranian television, Ayatollah Mohammed Yazdi, said: "Will bombs and the use of force bring democracy and

freedom? It definitely will not."

The worshipers responded with shouts of "Death to America!" and "Death to Britain!"

The protests in Tehran, where tens of thousands took part, and in other cities reflected the Iranian government's ambivalence about the U.S.-led invasion of Iraq. On the one hand, Iran fervently opposes the Iraqi government of Saddam, whom it blames for an eight-year war with Iran in the 1980s. On the other hand, Iran is loathe to see another neighbor — after Afghanistan and Pakistan — fall under American influence.

In an impromptu demonstration in Dubai, United Arab Emirates, more than 5,000 protesters marched through one of the main boulevards in the first

demonstrations there since the war began. The crowd, mostly Pakistani and Indian, shouted anti-war slogans and wore Iraqi flags on their heads. "God, please protect the Iraqi people," the crowd chanted. Some others shouted: "Bush is a terrorist."

The march grew as it marched through the boulevard, watched by a few hundred police officers. They tried

to reach the British consulate but were stopped by the police.

Hundreds of Iraqis also took part, shouting anti-war slogans and calling Iraqi opposition "traitors" for their support of the war.

Um Ali, an Iraqi woman in her late 50s, said, "We Iraqis in exile don't want Americans to come liberate our country. They are coming to occupy our land."

In Amman, Jordan, about 3,000 anti-war protesters were stopped by riot police officers who prevented them from reaching the Israeli Embassy. The police officers were armed with batons but did not have to use them.

In the southern city of Maan, Jordan, a municipal guard threw a tear-gas grenade when part of a demonstration of 6,000 people approached the city hall, a witness said, speaking on condition of anonymity.

In Cairo, more than 15,000 protesters marched from Al Azhar mosque through the medieval part of the city, chanting "with our soul and blood, we redeem you Baghdad."

Many demonstrators waved copies of

the Koran, the Islamic holy book, and some held banners that read "Open the doors for Jihad," or holy war.

A small clash occurred on the side of the march when plainclothes police officers beat two women and a teenager with plastic truncheons.

Protest leaders said the demonstration was approved by the Interior Ministry after the intervention of legislators from the ruling National Democratic Party and the opposition Nasserite Party and Muslim Brotherhood.

The relative calm of the demonstration contrasted with protests held last week in central Cairo when rock-throwing protesters clashed with stick-wielding police and burned a fire engine.

After the violence, the government

detained scores of political activists, including opposition members of Parliament, in a crackdown criticized by local and international rights groups.

In Mecca, Saudi Arabia, Sheikh Saleh bin Humayid, a cleric of the Grand Mosque of Mecca, said the war in Iraq should stop immediately.

"It's a losing war that will have no winner," he said.

He urged worshipers not to listen to "rumors" circulating on the Internet. He did not spell out the rumors, but the Web has carried reports of U.S. troops in the kingdom. The kingdom has been quietly helping the Americans in the war.

Other Saudi clerics asserted that resisting "the invaders" is holy and prayed

for God to inflict his wrath on America and its allies. The comments were unusually strong, indicating the government sees a need for an outlet for anti-war sentiment. The Saudi government generally discourages clerics from using language that could be considered inflammatory.

In Lebanon, about 1,500 people demonstrated against the war in the eastern town of Rashaya, some carrying pictures of Saddam. Three French women, who teach at a local school, took part.

In Tripoli, in northern Lebanon, two cabinet members joined more than 40,000 Lebanese and Palestinians from leftist and Islamic parties in a street demonstration.

Asad Khailany va quitter Detroit pour le Kurdistan

VU D'AMÉRIQUE

DETROIT

De notre envoyé spécial

A 66 ans, Asad Khailany est prêt, une fois encore, à changer de vie. Dès que Saddam Hussein aura été chassé du pouvoir, il fera ses valises, quittera cette Amérique qui l'avait accueilli en 1966 et emmènera sa femme, américaine, peut-être même ses enfants, chez lui, dans le Kurdistan irakien. Il laissera derrière lui le Michigan, son bureau de l'Eastern Michigan University (EMU), où il enseigne l'informatique, et retrouvera Rawanduz, à quelques kilomètres de la frontière iranienne. «Voilà. Ma maison est ici, juste derrière le grand bâtiment, indique-t-il sur une vieille et belle photo affichée sur son site Internet. Vous voyez, c'est sur un plateau. C'était très difficile à prendre, car isolé par ces deux profondes vallées. Il suffisait de barrer la route», ajoute-t-il avec nostalgie, se souvenant des combats de sa jeunesse, au nom de la cause kurde.

Malgré son enthousiasme à l'idée de retrouver sa terre, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'Asad voit aujourd'hui les bombes tomber sur Bagdad. En Irak, il a laissé bien

des amis, de la famille. Chaque jour, il traque sur Internet les informations, cherche des nouvelles de proches. Quelques jours avant le début de la guerre, au téléphone, il encourageait sa sœur, âgée de 71 ans, à quitter la

capitale, le pays. En vain. Depuis, il a perdu le contact. Tout comme son cousin Wafa, qui enseigne également l'informatique à l'EMU. «C'est très difficile depuis le début de la guerre de joindre les gens par téléphone. J'ai un frère et une sœur à Bagdad. Ils sont partis à la campagne. Je ne sais rien de plus.»

Les Kurdes ne croient plus aux promesses américaines

En dépit des mauvaises nouvelles qu'il redoute d'apprendre un jour, Asad est optimiste. Il considère que les armes sont le seul moyen de chasser Saddam Hussein et de libérer l'Irak. «Avoir recours à la guerre, c'est terrible, reconnaît-il en recoiffant quelques rares cheveux blancs. Mais parfois, n'y a pas d'autres solutions. Avec Saddam Hussein, que voulez-vous faire?» Pourtant, les Kurdes ont déjà été échaudés: ils ont appris

que les promesses des Américains sont parfois meurtrières. Asad a en tête toute l'histoire du peuple kurde: les dates, les noms. Et les trahisons. «Par trois fois, les Américains nous ont trahis. Trois fois, ils nous ont incités à agir, avant de nous laisser seuls face à Saddam Hussein. En 1974, quand Henry Kissinger nous a abandonnés et a laissé l'Irak signer un accord frontalier avec l'Irak, laissant nos forces sans soutien de Téhéran. Puis en 1991, pendant la première guerre du Golfe, quand la coalition n'a pas

soutenu le soulèvement de la population. Et enfin en 1996, après nous avoir promis le soutien de la CIA pour prendre Kirkouk.»

Mais les temps, selon lui, ont changé. «J'ai confiance en George W. Bush: c'est quelqu'un de très déterminé. Quand il dit quelque chose, il le fait. Il a dit qu'il chasserait Saddam Hussein, et il le fera. Vous savez, je n'ai pas voté pour lui. Mais maintenant, je pense que je le ferai! Il n'est pas homme à se laisser influencer par ce que pensent les autres: il a pris sa décision, il s'y tiendra. Pas comme son père, qui avait écouté les Saoudiens, trop inquiets à l'idée de voir les chiites et l'Irak profiter d'un changement de régime.»

Fondateur du Kurdish National Congress of North America, qui milite pour la cause kurde aux États-Unis et dialogue avec Washington, Asad se garde bien de militer officiellement pour un Kurdistan indépendant, cauchemar d'Ankara. Lui ne parle que d'un Kurdistan au sein d'un État fédéral irakien. «Remarquez qu'on ne sait jamais ce qui peut arriver en pareil cas. Bush senior avait ainsi assuré que la Yougoslavie ne serait pas démembrée... Attention, je ne dis pas que l'Irak doit connaître le même sort...» Mais il reconnaît bien volontiers qu'il partage «le rêve de tous les Kurdes, petits et grands: un Kurdistan unifié indépendant». Celui pour lequel il se battait quand il était jeune étudiant à Bagdad.

«J'étais alors très impliqué dans la vie politique kurde. J'étais jeune, enthousiaste, révolutionnaire, se souvient-il. Alors quand notre



28 MARS 2003

parti, le Parti démocratique du Kurdistan, a décidé d'accepter un cessez-le-feu proposé par Bagdad, en 1966, j'étais dans le camp des opposants, forcément. Il y a eu une fracture, une scission. Je croyais qu'il n'y avait plus rien à faire, alors j'ai préféré partir. J'ai passé un concours pour une bourse d'études aux États-Unis, je l'ai obtenu. Je ne suis jamais rentré.» Quelques années plus tard, il devenait citoyen américain.

À présent, quand viendra l'heure, il sera prêt à apporter tout ce qu'il pourra pour reconstruire le pays, à commencer par cette précieuse expérience d'une «société démocratique et ouverte». Comme s'il traînait avec lui un sentiment de culpabilité, il brûle d'impatience de rendre au pays quelque chose, «nous qui avons la chance de pouvoir partir». Il ne doute pas de l'enthousiasme de sa femme, américaine, qu'il a connue étudiant. «Elle est aussi impatiente que moi, insiste-t-il. D'ailleurs, avec le temps, elle est devenue à moitié kurde!» Un enthousiasme symbole d'une amitié nouvelle et, espère Asad, de la fin d'un terrible sentiment de solitude. «Avant, et depuis la nuit des temps, les Kurdes disaient toujours: «Nous n'avons qu'un seul ami: la montagne. Elle seule nous protège de nos ennemis», rappelle-t-il. Maintenant, c'est différent. Nous disons: «Nous avons deux amis: la montagne, et les États-Unis.»

Gilles BIASSETTE

Front nord : veillée d'armes au Kurdistan

Kouchtapa, sur la ligne de démarcation, au nord de l'Irak. Assis en tailleur, la kalachnikov sur les genoux, un verre de thé à la main, les pechmergas (« ceux qui affrontent la mort ») ont les yeux rivés sur le petit écran. Nous sommes au quatrième jour de l'opération « Choc et terreur », mais, pour ces combattants du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), la guerre se résume aux images de la chaîne Al Jazira. Pourtant, Kouchtapa est la dernière position kurde avant l'Irak. Derrière la montagne, à 45 kilomètres, c'est Kirkouk et son pétrole (800 000 barils par jour, le tiers de la production irakienne) : une ville kurde arabisée de force par le régime irakien dont tous ces pechmergas sont originaires. La plupart ont participé à l'insurrection de 1991, au cours de laquelle leurs milices avaient reconquis Kirkouk, avant d'être matées par la Garde républicaine.

Visibles à la jumelle, les Irakiens creusent des tranchées et posent des mines. De temps à autre, ils testent l'ennemi et effectuent des tirs de réglage. De leur côté, les pechmergas affichent une surprenante décontraction malgré un équipement rudimentaire qui ne pèserait pas lourd en cas d'affrontement. Ils sont en état d'alerte maximale, mais aucune tension n'est palpable. L'explication est donnée par leur chef, Kak Nasredin, un vieux guerrier (57 ans dont quarante de guérilla) en habit traditionnel (turban, ceinture en tissu et pantalon bouffant) :

- Kirkouk va tomber comme un fruit mûr. Nous sommes en contact secret avec les soldats irakiens. Ils nous ont fait savoir qu'ils se rendraient au premier coup de feu. Leur moral est à

Dans le Kurdistan irakien autonome, les troupes de Massoud Barzani et de Jalal Talabani se préparent à l'ouverture d'un front nord. Depuis des semaines une grande partie de la population a déserté les villes pour les montagnes, dans la crainte d'attaques chimiques ou bactériologiques.

**De nos envoyés spéciaux
Jean-Louis Tremblais (texte)
et Noël Quidu/Gamma (photos)**

zéro : ils disent que leurs officiers les maltraitent, qu'ils n'ont plus de chaussures, plus de vêtements...

Encore faudrait-il que l'offensive sur Kirkouk soit décidée par l'état-major américain. Certes, le scénario faisait partie du plan initial. Depuis 1991, protégés par la chasse américano-britannique au nord du 36^e parallèle, 4 millions de Kurdes jouissent d'une autonomie de facto. Grande comme la Suisse, leur enclave est administrée par deux factions rivales : le PDK de Massoud Barzani, au nord, et l'UPK (Union patriotique

du Kurdistan) de Jalal Talabani, au sud. Dans la perspective d'un changement de régime à Bagdad et sous la pression de Washington, les frères ennemis se sont réconciliés fin 2002. Talabani et Barzani peuvent aligner 50 000 pechmergas aguerris. A l'origine, le Pentagone souhaitait acheminer 60 000 GI au Kurdistan via la Turquie, pour un front nord et pour s'emparer des villes pétrolières de Mossoul et Kirkouk avec l'appui des guérilleros kurdes. C'était compter sans la Turquie : après un veto du Parlement turc,

les Etats-Unis ont renoncé à ce projet et déroté leurs 60 000 hommes vers le golfe Persique. Et Ankara en a profité pour envoyer 1 500 soldats au Kurdistan irakien en invoquant des raisons humanitaires (gérer l'afflux de réfugiés).

- Si c'était vrai, ce serait un comble ! s'indigne Shawkat Bamarni, porte-parole du PDK à Dohuk, ville proche de la frontière kurde. Si leurs motivations sont humanitaires, pourquoi ne pas nous demander la permission de venir ?

En réalité ces gesticulations martiales visent à briser toute velléité kurde de s'emparer de Mossoul et de Kirkouk. Plus que tout, Ankara craint la naissance d'un Kurdistan indépendant (ce que ne réclament pas les dirigeants kurdes) qui « contaminerait » les 15 millions de Kurdes de Turquie. Résultat : George W. Bush doit aussi éviter que Turcs et Kurdes engagent les hostilités, créant ainsi une « guerre dans la guerre ».

Reste donc ce que les stratèges





appellent le « plan B ». Il s'agit de dépêcher au Kurdistan irakien des forces aéroportées de la 82^e Airborne et des hélicoptères de la 101^e division, afin de foncer vers Mossoul et Kirkouk. Trois pistes d'atterrissage ont été aménagées par les Kurdes à Bamarni, Hariri et Bakrajo. Dans la nuit du 22 au 23 mars, 300 SOF (Special Operation Forces) y ont atterri, loin des regards indiscrets. Ce contingent avait été précédé de trois équipes d'une douzaine d'hommes, chacune étant chargée de sécuriser une piste et de nouer le contact avec les groupes kurdes. Ces commandos ont récemment inspecté le dispositif kurde et guideraient les avions qui bombardent quotidiennement les défenses irakiennes. Une autre indication que quelque chose se trame : les camions bourrés de pechmergas qui descendent vers la ligne de front en faisant le « V » de la victoire. Karim Sinjari, ministre kurde de l'Intérieur et ex-patron des services de renseignements (de 1991 à 2001), se montre plus mesuré :

- Pour prendre Kirkouk et Mossoul, même avec les forces spéciales américaines, il faut un armement conséquent. S'équiper de la sorte ne se fait pas du jour au lendemain.

A la tête du Haut Comité

kurde pour les situations d'urgence, le ministre pense aussi aux conséquences humanitaires :

- Pour protéger la population, nous avons demandé des masques à gaz à tous les pays possibles et imaginables, y compris à la France. Tous sont restés sourds à nos demandes.

L'arme chimique, la hantise des Kurdes, le syndrome d'Halabja ! En 1988, 5 000 civils avaient été gazés par l'armée irakienne dans cette bourgade kurde proche de l'Iran. La rumeur dit ici que le responsable du massacre, Ali Hassan al-Majid, « Ali le Chimique », cousin de Saddam, serait à Kirkouk. Les habitants de la région n'ont pas attendu de vérifier ce bruit pour plier bagage. Tracteurs, camions, pick-up, sidecars : toute ferraille un tant soit peu motorisée est réquisitionnée pour emmener femmes et enfants dans les villages, à l'arrière. Eloigner ceux qu'on aime des futures zones de combats est devenu l'idée fixe de toute une population. Depuis le 19 mars, veille de l'ultimatum américain, un vent de panique souffle sur les marchés d'Erbil, la capitale du Kurdistan du Nord. Ce jour-là, on s'y arrachait les derniers masques à gaz à prix d'or (leur prix a grimpé de 150 à 300 dinars, soit 40 euros). Roumains ou tchéco-



slovaques, la plupart d'entre eux étaient usagés ou périmés. Des gens achetaient même des bâches agricoles pour se confectionner d'improbables combinaisons antibactériologiques. Et tous stockaient de l'essence, de l'eau, des lampes. Et des vivres de première urgence pour faire face à la pénurie que provoqueront inévitablement les combats. Puis la ville s'est éteinte. Rideaux baissés, portes closes, maisons vides. Pour attendre la guerre, l'orage libérateur dont on redoute la violence. ■

Juchés sur un camion (photo du haut), des pechmergas du parti de Massoud Barzani montent au front. Au marché de Cheikhallah à Erbil (ci-dessus), capitale du Kurdistan du Nord, les habitants achètent des bâches agricoles afin de se protéger contre d'éventuelles attaques chimiques ou bactériologiques.

Iraqi official says Baghdad streets will be 'enemy's grave'

From news reports

BAGHDAD: Iraq's defense minister said Thursday that the real battle for Baghdad would be on its streets, and that Saddam Hussein's regime would prolong the war as long as possible.

He said he expected that U.S.-led forces would manage to encircle Baghdad within five to 10 days but they would then have to face fierce street-to-street fighting that could last months.

"We set up our defenses in Baghdad. It will be no surprise that in five to 10 days they will be able to encircle all our positions in Baghdad. They have the capability to do so," said Defense Minister Sultan Hashim Ahmed at a news conference at a downtown Baghdad hotel.

"The enemy must come inside Baghdad, and that will be its grave," he said. "We feel that this war must be prolonged so the enemy pays a high price," he said at the news conference.

Hashim called the two-day sandstorm that engulfed Iraq this week and slowed the U.S.-led coalition "a divine gift to tell the aggressor that he is an aggressor."

President George W. Bush said Thursday that the United States was prepared to fight "however long it takes."

In Washington, Defense Secretary Donald Rumsfeld said members of the Republican Guard had created security rings around Baghdad and Saddam's birthplace in the northern city of Tikrit. Their defeat was key to the success of the U.S.-led forces, he said.

Earlier Thursday, the Iraqi health minister said 36 civilians had been killed and 215 wounded in U.S. air strikes on Baghdad a day earlier, and he accused U.S.-led forces of deliberately targeting civilians to break the people's will.

Loud explosions were heard in and around Baghdad again Thursday, and witnesses said an unknown number of people were killed and wounded when a housing complex for employees of a weapons-producing facility came under attack. The Military Industrialization Authority of Iraq complex is in the Al-Youssifah area, about 12 miles south of the capital.

Another blast about 700 yards west of the Information Ministry, possibly from a missile, sent scores of journalists fleeing. Anti-aircraft guns on the roof of the ministry opened fire, witnesses said, but there was no immediate information on damage or casualties.

One of Baghdad's main telephone facilities also was hit early Thursday, causing some disruptions in service.

Iraqi state television, which was still on the air, reported Thursday that Saddam chaired a meeting of the ruling Ba'ath Party, his top aides and his son Qusay. Although it did not show any video from that meeting, it said Saddam Hussein and the leadership had urged Iraqi fighters to exploit what it called the "exhaustion" of coalition forces.

Silent video was shown of another meeting of Saddam, Qusay and other party officials.

Wednesday's attack on a marketplace in Baghdad's northern Al Shaab neighborhood killed 14 people, and Iraqi officials blamed U.S. cruise missiles.

"They are targeting the human beings in Iraq to decrease their morale," Health Minister Omeed Medhat Mubarak said. "They are not discriminating, differentiating."

He said Wednesday's civilian death toll in Baghdad was 36, and put the total number of civilian deaths at 350 since the U.S.-led war on Iraq began a week ago.

In Qatar, the U.S. military said "it was entirely possible" that an Iraqi missile was responsible for Wednesday's marketplace explosion.

Brigadier General Vincent Brooks said there was an Iraqi missile battery near the neighborhood and that Iraqis had been using old missile stock fired with guidance systems turned off.

"We think it is entirely possible that this may have been an Iraqi missile that went up and came down, or, given the behaviors of the regime lately, it may have been a deliberate attack inside of town," Brooks said.

He said the United States had an air mission in the area but not in the neighborhood that was devastated by the explosion.

"We did have an air mission that attacked some targets, not in that area but in another area, and they did encounter some surface-to-air missile fire," Brooks told the daily briefing at the coalition headquarters.

The sandstorms gave way to blue skies Thursday, raising fears among inhabitants that they were in for a day of intensive bombings.

They worried that allied forces would try to make up for two days during which the storm grounded U.S. warplanes and slowed down the advance on the Iraqi capital.

Residents awoke to find everything from cars to dining tables, windows and books under a coat of fine yellow desert sand. Parts of the city looked almost normal, with hardly a store shuttered, hundreds of shoppers milling around, and the streets jammed with what looked like the usual traffic. But Baghdad's defenders rekindled fires intended to obscure bombing targets, sending clouds of gray smoke drifting across the sky.

International Herald Tribune
Friday, March 28, 2003



Smoke billowed from an explosion in the presidential compound in Baghdad on Thursday night after a U.S.-British air raid on the Iraqi capital.

Jamaa Qurishi, 29, sold newspapers in Abu Nawas Street, a road famous for its art galleries and fish restaurants, on the east bank of the Tigris River.

"I have been selling newspapers at this spot for 13 years and no bombs are going to stop me," he said. "Death comes to you at any time wherever you may be."
(AP. Reuters)

■ 'Human shields' leave Iraq

Four German anti-war activists who had been acting as "human shields" to protect an oil refinery in Iraq have been expelled from that country, the group they belong to said on Thursday, Agence France-Presse reported from Tuebingen, Germany.

The Tuebingen Peace Society said the official reason given for the move was that the risks of them staying where they were had become too great.

The four activists, who were on their way out of the country via Syria, had been assigned to an oil refinery in Baghdad, which has been under heavy bombardment since United States and British forces launched a war against Iraq last week.

The group said a total of some 60 "human shields" remained in Iraq.

The activists seek to deter attacks on important facilities by their presence, assuming that the attacking forces will not want to risk international condemnation if they are killed.

Resistance on 'every inch' of road to Baghdad

By John Kifner

The New York Times

WITH THE 1st MARINE DIVISION IN IRAQ

Marine and other allied units pressing toward Baghdad are coming under nearly constant harassment and ambush by small bands of irregular Iraqi fighters and remnants of army units they bypassed in their rush. Officers said Thursday they feared the resistance would only stiffen as they neared the capital.

"We've been contested every inch, every mile on the way up," Colonel Ben Saylor, the 1st Marine Division's chief of staff, said Thursday.

Even as he spoke, a separate Marine unit, Task Force Tarawa, was engaged in the fifth day of a pitched battle in the city of An Nasiriyah, well behind the 1st Marine Division's lines, more than 160 kilometers (100 miles) south of the division's forward units.

Only hours later, Iraqi fighters spilled out of the town of Samawa, a little north of An Nasiriyah, and fought

American Army troops in an effort to cut the vital supply lines along Highway 8.

Asked if the fighting would be more of trucks hauling food, fuel, water and ammunition stretching back into Kuwait — subject to attack and interdiction.

Delays could strengthen efforts by Saddam Hussein to turn a siege of Baghdad into political theater, portraying it to world opinion as a humanitarian crisis.

The planned assault on Baghdad is now about three days behind schedule, officers here say privately, but the delays are caused not by the ambushes but by the huge sandstorm that swept fierce as the allied forces neared the Iraqi Republican Guard divisions south of Baghdad, the colonel replied, "Yeah, I think it's going to be."

The attacks call into question the American strategy of sweeping past Iraqi Army positions and towns in order to reach Baghdad swiftly and, as officers here put it, "cut off the head" of the regime.

It also calls into question the Americans' confident belief that they would be welcomed as liberators.

Instead, the Americans could find their long and vulnerable supply lines — convoys of thousands and thousands

in for several days this week, disrupting the convoys — roughly 7,000 vehicles to move the division — blinding night-vision goggles and fouling equipment from pistols to helicopters to computers.

The critical thing, senior Marine officers say, is to maintain the sequence in which U.S. Army troops under the 5th Corps move forward simultaneously on the west, and British forces advance on the east, each protecting the flanks of the other.

Saylor and other intelligence and operations officers here at division headquarters characterized the attackers mainly as members of militias associated with Saddam and his sons, the Fedayeen Saddam and Al Quds Brigade, along with diehard Ba'ath party supporters. The officers say they believe

MARCH 28, 2003
The New York Times



Dan Chung/Agence France-Presse

British tanks and armored personnel carrier crews on the front lines in Basra on Thursday. British troops also set up roadblocks.

they may be getting rudimentary military direction from Republican Guard officers.

Their weapons are the light equipment common to guerrillas and armies throughout the third world: shoulder-fired rocket-propelled grenades, Soviet-era AK-47 assault rifles and some small mortars.

But while the Marines say they have easily cut down most of the attackers with overwhelming firepower, they have been impressed in many cases with their tenacity. In one widely recounted incident, a force of about 20 guerrillas charged a Marine armored patrol head on. Only about eight survived the first devastating round of fire, but they got up and charged again.

"They're pretty gutsy, they're showing a lot of guts," said Captain Dave Nettles, an intelligence officer with the 7th Regimental Combat Team, whose light ar-

mored reconnaissance patrols have scrapped with the guerrillas. "Maybe they don't have anything to lose."

In a similar vein, Saylor said: "They come, they keep coming. They get up and they come."

"This isn't the varsity," he added. "Is this going to stop us? No, not on a bad day."

Saylor and other officers said that they had discovered arms caches along the route. Some of the guerrillas are traveling in Toyota pickup trucks, and most seemed to be operating in civilian clothes. The colonel added that in some towns, "It's the Ba'ath party headquarters, that's where they pour out of."

Lieutenant Colonel Clarke Lethin, an operations officer, said that "there are battalions stationed throughout the country in order to intimidate." He added, "The Ba'ath party and those people are still in charge."

Indeed, one reason the resistance is springing up in the south, behind the advancing American lines, may well be that large units of Ba'ath loyalists may have been based there as enforcers, to keep the restive Shiite Muslim majority in line.

The Americans had expected the Shiite population to rise up in favor of the invasion, but this does not appear to have happened yet. Another factor yet to be weighed is the long tradition of nationalist and anticommunist sentiment here dating back at least to the British mandate after World War I.

In addition to the machine guns, rockets and automatic grenade launchers, the Marines are able to call in strikes by Cobra helicopter gunships against the attackers.

"We come back with decisive force and take them down immediately," Saylor said.

Dans le Nord, les Kurdes occupent les casernes irakiennes désertées

En coordination avec les Américains, ils progressent vers Kirkouk

QARA ANJIR (Irak)
de notre envoyé spécial

Depuis le jeudi 27 mars, dans le nord de l'Irak, la « ligne de front » séparant, depuis la fin de la guerre de 1991, combattants kurdes et soldats irakiens, s'est avancée d'une vingtaine de kilomètres vers la région et la grande ville pétrolière de Kirkouk, sous contrôle de Bagdad, après le repli stratégique des forces irakiennes, passées maîtres dans l'art de la défense élastique.

« Jeudi, vers 13 heures, nous nous sommes aperçus que les Irakiens avaient quitté leurs positions sur les collines de Bani Maqan », explique Mohammad Adel, responsable de la sécurité de la ville de Chamchamal, bourg « frontrière » entre les deux adversaires.

Le lendemain, une partie de la population de la ville s'est livrée à une joyeuse razzia dans les bunkers abandonnés par la troupe. Certains se sont emparés des briques des abris irakiens, d'autres ont récupéré des pièces métalliques et, surtout, ils ont tous profité dans une joie sans mélange d'un territoire auquel ils n'avaient plus accès depuis près de douze ans. L'humeur a changé en début de soirée, quand les Irakiens ont tiré une salve d'une douzaine d'obus sur la zone...

Les soldats irakiens n'ont pas laissé grand-chose derrière eux : De vieux vêtements, ça et là, quelques obus de mortiers dans leur gaine de plastique. D'énormes cratères creusés sur la colline par les bombes des forteresses volantes américaines

B-52 témoignent du passage intermittent des avions américains ces derniers jours. Une vingtaine de kilomètres plus à l'ouest, la ville de Qara Anjir a été, elle aussi, désertée par les militaires.

Ici passe la nouvelle « ligne de front », même si les combattants

kurdes qui s'y promènent disent ne pas vouloir y prendre position. Ce gros bourg était plus un caserme qu'une ville. Aujourd'hui, l'endroit est impressionnant de désolation, avec ses petites maisons de ciment entourées de fil de fer barbelé, où traînent encore les vestiges de la troupe. Sur les murs de pièces austères sont punaisées les feuilles de présence des officiers de quart, et la liste des différentes unités. Ici, un casque a roulé dans le jardin. Là, traînent les filtres de masques à gaz si vieux qu'ils en sont obsolètes.

La prise de Kirkouk par les Kurdes – qui en rêvent – serait considérée comme un casus belli par les Turcs

Au loin, à une trentaine de kilomètres, on devine Kirkouk : les fumées des raffineries de pétrole montent dans le ciel. C'est là l'enjeu de la

guerre qui se mène dans le Nord. Mais, pour l'instant, le millier d'Américains – ou un peu plus – qui ont atterri dans la région ne semblent pas prêts à passer à l'offensive. Quant aux dirigeants kurdes, ils affichent leur intention de ne rien faire qui puisse déplaire à Washington.

Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) l'a redit, vendredi soir, lors d'une conférence de presse à Souleimaniyé. « Les Kurdes ne feront pas mouvement vers les villes de Kirkouk et de Mossoul. Cette étape sera conduite sous la supervision des Américains »,

a-t-il affirmé, en se tournant vers Zalmay Khalilzad, l'envoyé spécial de George Bush revenu s'entretenir avec l'opposition irakienne.

La prise de Kirkouk par les Kurdes – qui en rêvent – serait considérée comme un casus belli par les Turcs, qui redoutent qu'une telle saisie n'élargisse de manière trop flagrante le champ d'« autonomie » des Kurdes irakiens, et donne des idées à la dizaine de millions de Kurdes de Turquie...

Le « ministre » de la coopération internationale de l'UPK, Abdel Razak Mirza, résumait récemment au Monde, en ces termes, la position de son mouvement : « Les régions de Kirkouk et de Mossoul sont parties intégrantes du Kurdistan irakien. Nous ne céderons pas sur ce point. [Dans le futur Irak], nous utiliserons toutes nos forces pour inclure l'ensemble du sol kurde dans l'entité autonome kurde » faisant partie d'une fédération irakienne. Mais cela ne veut pas

dire que nous allons le faire par la force. »

Un porte-parole de l'autre mouvement kurde, le PDK, avait laissé entendre il y a peu que les opérations militaires coordonnées entre les Américains et les Kurdes emmèneraient ces derniers « au-delà de la région actuellement sous [leur] contrôle ». Ce qui signifie, implicitement, que les peshmergas descendraient sur Kirkouk et ses riches champs pétrolifères.

Interrogé sur une éventuelle « libération » de la ville par les forces américaines et les peshmergas, M. Talabani a répondu que ses « combattants sont prêts à fournir toute coopération nécessaire. Cela dépend des Américains ». Au Kurdistan, les Américains sont désormais les maîtres du jeu.

Bruno Phillip

Le Monde

DIMANCHE 30 - LUNDI 31 MARS 2003

le nouvel Observateur

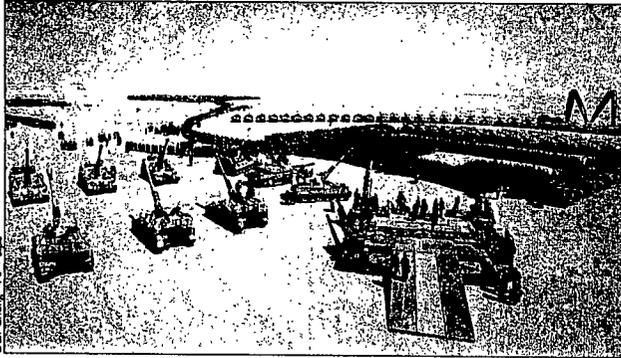
DU 27 MARS AU 2 AVRIL 2003

Le choc des images

Des combats, des blessés, des morts, des prisonniers : cette guerre, on la voit. Heure par heure, à la télévision et en photos

1 ■ KOWEÏT, 14 MARS 2003.

À quelques jours de l'offensive anglo-américaine, la 7^e Armoured Brigade britannique concentre ses unités avant de faire route sur les villes du sud de l'Irak.



Don Chinn - AP - Sin

5 ■ OUM QASR, 23 MARS 2003.

Annoncé « sous contrôle » des forces de la coalition dès le lendemain de leur entrée en Irak, le port du sud du pays par lequel doit entrer l'aide humanitaire est le théâtre de violents combats.



SPH

2 ■ BAGDAD, 20 MARS 2003.

Quelques heures après l'expiration de l'ultimatum américain et les premières « frappes d'opportunité » visant à « décapiter » son régime, Saddam Hussein apparaît à la télévision irakienne.



Abaca

6 ■ KOWEÏT, 21 MARS 2003.

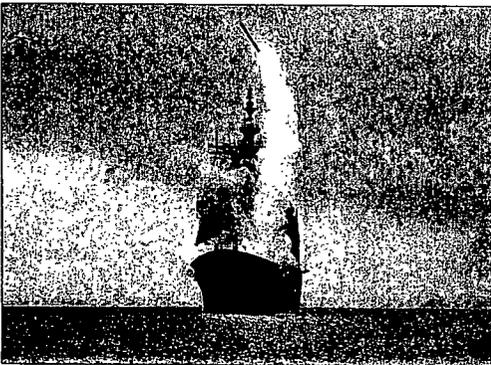
Des soldats britanniques du régiment blindé Scott Dragons préparent des obus « flèches » perforants pour leurs chars Challenger.



Abaca

3 ■ MÉDITERRANÉE ORIENTALE, 23 MARS 2003.

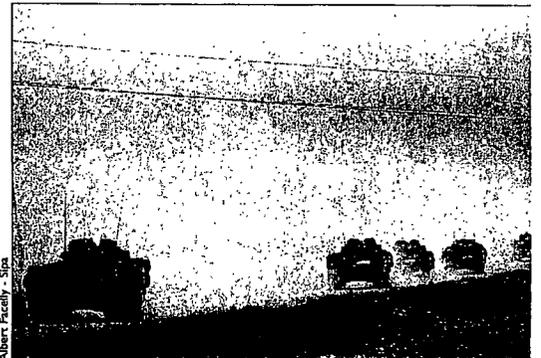
Le croiseur américain « Cape-St-George » lance un missile de croisière Tomahawk sur une cible en Irak. Depuis trois jours, le pays subit des frappes « de précision » par avions et missiles.



US Navy - Intelligence Specialist / 1^{er} chasi Kenanah Hagi - Reuters

7 ■ SUD IRAKIEN, 22 MARS 2003.

Des blindés britanniques foncent vers Bassora. Après avoir refusé de livrer bataille dans la deuxième ville d'Irak, les Anglais décident d'y entrer le 25 mars.



Albert Facally - Sin

4 ■ BAGDAD, 21 MARS 2003.

Après la frappe de la première nuit, des bombardements massifs sur les bâtiments présidentiels et gouvernementaux de la capitale irakienne interviennent à tout moment.



Rami Haidar - AP

8 ■ SAFOUANE, 21 MARS 2003.

Au tout début de l'offensive sur ce village à 5 kilomètres de la frontière koweïtienne, des officiers irakiens sont faits prisonniers sous l'objectif des télévisions américaines.



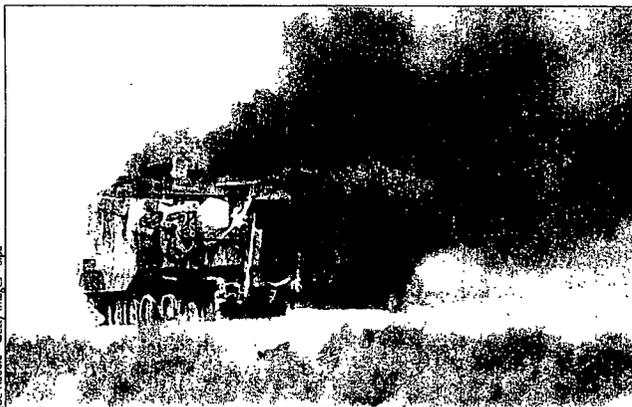
Clive Bourne - Germany



11 ■ NASSIRIYA, 24 MARS 2003.
Les marines américains sont confrontés pendant plusieurs jours à la très forte résistance des unités de la 23^e brigade d'infanterie irakienne retranchées dans la ville.



12 ■ BAGDAD, 23 MARS 2003.
Une chasse à l'homme est lancée sur les bords du Tigre à la suite d'une rumeur sur la présence de pilotes américains ou britanniques, éjectés d'un avion abattu.



9 ■ NASSIRIYA, 23 MARS 2003.
Frappé par un obus de mortier, un blindé des marines américains est en feu à proximité des ponts sur l'Euphrate de Nassiriya, clé de la progression américaine vers Bagdad.

10 ■ NASSIRIYA, 23 MARS 2003.
Tombés dans une embuscade, les premiers prisonniers américains sont interrogés et filmés par la télévision irakienne. Les Etats-Unis protestent contre cette « violation de la convention de Genève ».



13 ■ DISTRICT DE HINDIYA, 24 MARS 2003.
Après l'échec d'une attaque sur la Garde républicaine irakienne, un hélicoptère Apache a été contraint de se poser à 120 kilomètres au sud de Bagdad. Son équipage a été capturé.



14 ■ DOHA (QATAR), 24 MARS 2003.
Selon le général Tommy Franks, commandant en chef des forces de la coalition, les unités anglo-américaines progressent rapidement vers Bagdad, en dépit de « résistances sporadiques ».

With Militant Group Routed, American and Kurdish Forces Hunt for Clues About Al Qaeda

By C. J. CHIVERS

SARGET, Iraq, March 30 — The compound that the United States called a terrorists' poison factory is no more. All that remains are ruined buildings, a flattened fence and a littered yard. Its inhabitants are gone.

At least nine precision-guided weapons struck this place, judging by the tightly spaced craters where the weapons hit the earth and exploded, showering the area with cascading bits of building, rock and dirt.

The aerial attack, launched a week ago, marked the opening American strike against Ansar al-Islam, an Islamic militant group that Secretary of State Colin L. Powell has described as the link between Baghdad and Al Qaeda.

Ansar was defeated as a military force over the past three days in a coordinated ground attack by Kurdish fighters and American Special Forces soldiers. As many as 40 Muslim fighters were killed in this village on the first day, the beginning of a rout that is now coming to a close. More than 250 fighters are thought to have been killed in all, according to Kurdish casualty estimates.

"We can say the battle is finished," said Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, which controls the eastern region of the autonomous Kurdish zone.

But as what appear to be the final skirmishes echo in the mountains above this camp, the next phase in the pursuit of the group, and perhaps its Qaeda sponsors, has begun.

Kurdish and American officials said Ansar's bunkers and offices had yielded a large haul of raw intelligence, which is being reviewed to see if it can lead to future arrests.

Speaking on CNN, Gen. Richard B. Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said laptop computers and documents had been found at this camp, which he said had been used to manufacture ricin, a poison made from castor beans. He said he believed that the ricin discovered in London this year had come from the Sarget camp.

Mr. Talabani, speaking from the border village of Tawela, which was seized by his forces last Friday, said intelligence services had found many addresses and phone numbers for Ansar's contacts around the Muslim world.

He held up a passport of a Moroccan man from Casablanca who he said was an Ansar member who had been killed in the weekend's fighting.

Mr. Talabani said his fighters had also found information that might lead to Ansar's contacts in Saudi Arabia, Britain, the Palestinian ter-

ritories, Jordan and Syria.

"Day by day, we are discovering the strong evidence," he said.

The collection effort is particularly important, intelligence officials said, because Kurdish officials said today that perhaps 300 militants had managed to escape over these mountains to Iran, where they have been detained.

Among the escapees were four important leaders, they said.

The escape means that although the Kurds and Americans have achieved a success in the strictest sense, having recaptured all the villages from Ansar's control, they also face long-term security concerns.

The Kurds, who have asked for Iran to extradite the Ansar members, worry that if Iran does not turn them over at the border, some Ansar members could return to fight in future years. They also worry that they have not yet found Ansar cells in Kurdistan, or the group's benefactors in other nations.

Signs of the collection effort were apparent in this mountain camp today. The energy unleashed here was tremendous. One explosion was strong enough that it lifted a boulder that must weigh 150 pounds into the air and deposited it on a ruined building's roof. The compound's main building, which had been a cinder-block fortress with guard towers and firing parapets, is now flattened, little more than a hip-high hummock of cracked concrete and broken blocks, interlaced with thickets of twisted steel.

Yet, in the midst of this mess and disarray, one room in a still-standing building was swept exquisitely clean,

as if even the dust had been removed. It was an incongruous sight. Kurds said the area had been searched by the Americans.

Special Forces officers walked through the camp today, and an American man in civilian clothes who carried an M-4 carbine also

briefly appeared at the camp's edge. He appeared to be working with the Special Forces, and was escorted by Kurdish guards.

At an outdoor luncheon today, Dr. Barham Salih, prime minister of the eastern Kurdish zone, told a Special Forces officer who attended that Kurds had also found documents and computers.

The officer told the prime minister that he was eager to see what intelligence was available. He said the documents might be vital.

"We have always known that some of Al Qaeda was here," he said. "Now we can prove it."



A mosque lay in ruins yesterday in Beyara, a center of activity for Ansar al-Islam militants, after being hit by American airstrikes. At right, Kurdish pesh merga fighters rested in Sarget.

The New York Times
March 29-30, 2003

EXCLUSIF. L'ancien secrétaire d'Etat s'interroge dans son nouveau livre, « la Nouvelle Puissance américaine », à paraître chez Fayard, sur la politique extérieure de son pays. Hégémonie ou leadership ?

Questions sur la future guerre contre l'Irak

● par Henry Kissinger

Les Etats-Unis ont défini les dangers que font courir au monde l'Irak et d'autres pays du même type : la présence d'armes de destruction massive entre les mains de gouvernements qui ont prouvé qu'ils étaient prêts à s'en servir, qui ont manifesté ouvertement leur hostilité à l'égard de l'Amérique ou de ses alliés et que rien, à l'intérieur, n'empêche d'agir. Nos alliés rejettent-ils la définition américaine du danger ? Ou l'acceptent-ils tout en refusant d'y répondre par des moyens militaires ? Et, le cas échéant, que proposent-ils ? Si l'« engagement » est défini en termes psychologiques – la pacification de l'adversaire –, il recouvre ce qu'on appelait traditionnellement la politique d'apaisement. Mais quels changements l'« engagement » a-t-il apportés en Irak ? Quels bénéfices la visite à Téhéran du secrétaire au Foreign Office britannique a-t-elle valu à la Grande-Bretagne ? Et en quoi la mission obséquieuse d'une délégation de l'Union européenne à Pyongyang – un geste visant à se dissocier des propos de Bush, que l'Europe jugeait trop insistants – a-t-elle modifié la politique de la Corée du Nord à l'égard de Séoul et du reste du monde ?

Les détracteurs de l'Amérique opposent généralement au recours aux moyens militaires, présenté comme une obsession américaine, une politique de « construction nationale ». Force est pourtant de reconnaître qu'une politique ambitieuse de construction nationale et de réduction de la misère exige un laps de temps incompatible avec l'urgence du problème que pose la présence d'armes de destruction massive sur le territoire d'Etats potentiellement terroristes. On peut aller jusqu'à affirmer que le principe de construction nationale ne saurait entrer en vigueur qu'après la chute d'un régime terroriste, comme celui des talibans et, sans doute, de l'Irak. Avant cela, sa mise en œuvre est impossible, voire contre-productive.

La principale proposition concrète qui pourrait se substituer à l'approche de l'administration Bush – touchant l'Irak, notamment – est un programme d'inspection chargé de mettre la main sur les armes de destruction massive. Or aucun projet de ce type n'est jusqu'à présent parvenu à remédier, de



Henry Kissinger est né en 1923 à Fürth (Allemagne). Conseiller du président des Etats-Unis pour la Sécurité nationale de 1969 à 1975, secrétaire d'Etat de 1973 à 1977, prix Nobel de la paix en 1973.

près ou de loin, à l'échec des missions d'inspection précédentes, qui se sont révélées incapables de percer à jour le programme nucléaire irakien avant la guerre du Golfe et n'ont pas su, par la suite, localiser la plupart des usines d'armes biologiques.

C'est ainsi d'ailleurs que le problème irakien est devenu prioritaire. Or la question est d'abord géopolitique. La politique de l'Irak est, en effet, farouchement hostile aux Etats-Unis. Ce pays détient des stocks de plus en plus importants d'armes biologiques et chimiques, que Saddam Hussein a utilisées au cours de la guerre contre l'Iran et contre sa propre population. Il cherche à mettre au point un potentiel nucléaire. Si ces capacités demeurent intactes, elles pourraient, un jour ou l'autre, servir à des actes terroristes ou permettre d'attiser de nouveaux troubles régionaux ou internationaux.

Mais s'il faut sérieusement envisager le renversement de Saddam Hussein, trois conditions préalables doivent être remplies : il convient (a) d'élaborer un plan militaire d'intervention rapide et décisive, (b) de définir le type de structure politique qui devra être mise en place après Saddam, et (c) d'obtenir le soutien ou l'approbation des pays indispensables à l'exécution du plan militaire.

Une opération militaire contre Saddam Hussein ne saurait se prolonger trop longtemps. Car l'affrontement risquerait de tourner à la lutte entre l'Occident et l'Islam. Elle permettrait également à Saddam d'essayer d'entraîner Israël dans le conflit en lançant des attaques contre ce pays – au moyen, peut-être, d'armes chimiques et biologiques –, semant ainsi la confusion au sein du monde musulman. Il serait également plus difficile, dans le cas d'opérations de longue durée, d'empêcher des alliés et des pays comme la Russie et la Chine de se désolidariser officiellement d'une entreprise à laquelle ils sont peu susceptibles de se joindre, mais également peu susceptibles de s'opposer fermement.

Avant de s'engager dans un affrontement avec l'Irak, l'administration Bush devra donc étudier avec le plus grand soin

la stratégie militaire à mettre en œuvre. Il ne sera sans doute pas nécessaire de déployer des forces aussi considérables que lors de la guerre du Golfe, il y a dix ans. En même temps, il serait risqué de s'en remettre à un simple couplage entre aviation américaine et opposition locale. Certes, on ne disposait pas au moment de la guerre du Golfe de l'important arsenal d'armes de précision disponibles aujourd'hui, et les zones d'exclusion aérienne compliqueront inévitablement les mouvements de troupes irakiens. Elles pourraient même être transformées en zones d'interdiction de tout mouvement, ce qui empêcherait tout déplacement de certaines catégories d'armes.

D'un autre côté, nous ne pouvons faire reposer la sécurité nationale américaine – entière ou partielle – sur des forces locales d'opposition encore inexistantes et dont on n'a pas éprouvé les capacités de combat. Il n'est pas exclu, comme le prétendent certains, que les forces irakiennes s'effondrent au premier affrontement, mais la vraisemblance d'un tel scénario s'accroît considérablement si la puissance militaire américaine disponible est manifestement écrasante.

Avant de s'engager dans une campagne militaire contre l'Irak, il convient également de définir les résultats politiques d'une telle opération. Selon toute vraisemblance, l'opposition locale sera soutenue par la minorité kurde au nord et par la majorité chiite au sud. Mais si nous voulons rallier la minorité sunnite, qui domine aujourd'hui l'Irak, à l'idée d'un renversement de Saddam Hussein, il faut proclamer clairement que la politique américaine ne vise pas à la désintégration de l'Irak. Cette précaution est d'autant plus essentielle qu'une opération militaire en Irak exigerait le soutien de la Turquie et l'approbation de l'Arabie Saoudite et des Etats du Golfe. Or aucun de ces pays n'acceptera de coopérer s'il estime que le conflit débouchera sur la création d'un Etat indépendant kurde au nord et d'une république chiite au sud. L'existence d'un Etat kurde ne manquerait pas, en effet, d'embraser la minorité kurde de Turquie, tandis que la présence d'un Etat chiite au sud menacerait la région de Dharan en Arabie Saoudite et offrirait peut-être à l'Iran une nouvelle base pour tenter de prendre le contrôle du Golfe. Il faudrait probablement envisager de doter un Irak unifié d'une structure fédérale. Mais, en tout état de cause, avant de se lancer dans une opération militaire quelle qu'elle soit, il faut avoir une idée précise de l'objectif politique à atteindre.

Il sera difficile de rassembler une coalition adaptée à une telle entreprise et de s'assurer des bases nécessaires au déploiement américain. Nous risquons fort d'assister à une scission entre les membres de la coalition qui n'accepteront d'y participer que pour exercer un droit de veto sur les initiatives américaines et ceux qui s'engageront à long terme. On pourrait cependant faire fond sur la diplomatie habile qui a présidé à la première phase de la campagne antiterroriste. Saddam

Hussein n'a pas d'amis dans la région du Golfe. La Grande-Bretagne ne renoncera pas volontiers à jouer le rôle central, fruit de ses relations particulières avec les Etats-Unis, qu'elle a assumé tout au long de la crise. Et l'Allemagne, pas plus que la Russie, la Chine et le Japon, ne s'opposera activement aux Etats-Unis. Une politique américaine déterminée dispose donc d'une marge de manœuvre plus large qu'on ne le croit communément.

Il faut préparer le terrain diplomatique avec le plus grand soin. Les Etats-Unis ne sauraient faire dépendre des questions qui touchent à leur sécurité nationale de l'accord d'autres pays, mais ils ne doivent pas non plus engager des actions mettant en jeu les intérêts fondamentaux d'autres pays sans tout faire pour obtenir leur compréhension, même si le consensus est impossible. Il ne faut pas que notre statut de pays le plus puissant du monde nous incite à fonder notre prétention au leadership sur l'hégémonie de fait, comme je l'ai indiqué ailleurs dans cet ouvrage.

La coalition globale qui a pris naissance à la suite du 11 septembre laissait à ses membres toute liberté de déterminer leur degré d'engagement. Cette organisation à la carte a bien fonctionné tant que l'adhésion n'exigeait guère plus qu'une opposition de principe au terrorisme. Son utilité dans le cas de l'Irak sera fonction de la manière dont seront définies les obligations de la coalition. Le convoi doit-il avancer au rythme de son navire le plus lent, ou certains de ses bâtiments doivent-ils être autorisés à faire voile en toute indépendance ? Dans le premier cas, l'effort de la coalition se résumera à définir les termes d'un compromis reposant sur le plus petit dénominateur commun, celui-là même qui a condamné à l'échec le système d'inspection de l'ONU en Irak. A l'inverse, on peut concevoir la coalition comme un groupe d'alliés unis par des objectifs communs mais autorisant l'action autonome de ceux de ses membres qui parviendraient à se mettre d'accord, ou, à la limite, des Etats-Unis seuls.

La guerre du Golfe de 1990 offre un bon exemple d'équilibre entre leadership américain et consensus international. Cette guerre a été provoquée par un cas flagrant d'agression menaçant l'Arabie Saoudite, dont la sécurité a toujours été jugée capitale par les présidents qui se sont succédé à la tête des Etats-Unis, de quelque parti qu'ils aient été issus. Les Etats-Unis ont décidé de mettre rapidement fin à l'aventure de Saddam Hussein, avant que la chaleur estivale ne rende impossible toute opération terrestre d'envergure. Sans attendre la formation d'une coalition, plusieurs centaines de milliers de soldats américains sont arrivés sur place. Dans la mesure où les Etats-Unis se montraient prêts à agir seuls au besoin, ceux qui souhaitaient peser sur les événements avaient tout intérêt à se joindre à eux.

La question en jeu n'est donc pas la tentative par l'Amérique d'imposer l'ordre international de son choix. Il s'agit de savoir si les membres de la coalition peuvent exercer un droit de veto sur nos conceptions fondamentales en matière de sécurité. N'oublions pas que ce qu'un pays considère comme une politique unilatérale apparaîtra à un autre comme une manifestation d'hégémonie. Une définition du consensus fondée sur l'unanimité conduit à la paralysie ; une définition du leadership se résumant à une attitude unilatérale sur tous les sujets engendre un impérialisme qui, à long terme, épuisera la puissance impériale. Louvoyer entre ces extrêmes, tel est le défi lancé à la politique américaine et à celle de ses alliés.

H. K.

© Fayard, 2003.

« Une opération militaire qui se prolongerait risquerait de tourner à la lutte entre l'Occident et l'Islam. »

Sur le front kurde

LES AMÉRICAINS POURRAIENT, MALGRÉ LES PROBLÈMES POLITIQUES QUE CELA POSERAIT, FAIRE LARGEMENT APPEL AUX PESHMERGAS

DÉPUIS l'échec des négociations Washington-Ankara, empêchant les forces coalisées d'acheminer du matériel blindé lourd par le nord de l'Irak, le « Kurdistan libre » de Massoud Barzani, du Parti démocratique kurde (PDK), et Jalal Talabani, de l'Union patriotique (UPK), peut jouer un rôle majeur pour l'ouverture d'un second front contre Bagdad, et contribuer de façon décisive à une victoire des forces américaines et britanniques.

Ce territoire kurde libéré de 45 000 km² (presque trois fois la superficie du Koweït) constitue une base arrière pouvant accueillir des troupes alliées dans des conditions de sécurité satisfaisantes et un environnement climatique plus favorable que celui, torride, du Koweït. Surtout, le Kurdistan est beaucoup plus proche de Bagdad : à une heure et demie de route de Kalar et Kifri, dernières agglomérations contrôlées par l'UPK. Et à quelques dizaines de kilomètres seulement des villes stratégiques de Mossoul et de Kirkouk.

Certes, le Kurdistan, enclavé, n'est désormais accessible aux Anglo-Américains que par voie aérienne. Ses infrastructures sont limitées, mais il a trois pistes d'environ 3 000 mètres de long à Bamarné, à côté de Dohouk, Harir, au nord d'Erbil, et Bakrajo, près de Souleimaniyé, pouvant accueillir des avions transportant véhicules et armes. Quelque 1 500 hommes des forces spéciales américaines ont déjà débarqué. Quelques jours suffiraient à acheminer des milliers d'hommes et leur équipement.

Quel rôle militaire peuvent jouer les peshmergas kurdes ? Certains analystes minimi-

sent le rôle de ces combattants, affirmant qu'on ne peut les comparer aux milices de l'Alliance du Nord d'Afghanistan. C'est ignorer leur redoutable aptitude au combat de guérilla. Certes leur pugnacité a été fortement altérée durant la terrible répression de 1988. Tous les Kurdes vivent depuis dans la psychose des armes chimiques. Mais, sachant que les Américains, maîtres du ciel, menacent de représailles massives les forces irakiennes si elles emploient des armes chimiques, ce même peshmerga retrouvera sa combativité s'ils amènent avec eux un minimum de protection contre les armes chimiques. Le PDK dispose d'environ 60 000 peshmergas, l'UPK d'un peu moins. Leur armement est celui des guérillas : kalachnikovs, RPG, lance-grenades, douchkas (vieilles mitrailleuses soviétiques, comme presque tout l'armement des Kurdes), fusils-mitrailleurs BKC, mortiers de 60 et 80 mm, quelques pièces d'artillerie. Le PDK et l'UPK disposent de quelques missiles SAM-7, la plupart probablement hors d'usage.

COMBATTANTS REDOUTABLES

Les qualités du peshmerga classique sont le courage, une endurance physique à toute épreuve et la connaissance du terrain. Depuis 1991 et la mise en place d'institutions kurdes autonomes, de nouveaux types de combattants, plus redoutables, sont apparus. Institution unique, l'école des forces spéciales de Zawita, près de Dohouk, réalise la synthèse de la formation des écoles militaires classiques de l'armée irakienne et de l'expertise acquise par les combattants du PKK, le mouvement autonomiste kurde de Turquie. Certains chefs de bataillon de

ces forces spéciales sont d'anciens guérilleros du PKK, d'autres d'anciens officiers supérieurs irakiens. Aujourd'hui, ils enseignent aux recrues de Zawita la tactique, la topographie, le combat de nuit, le réglage d'un tir de barrage d'artillerie. Les anciens du PKK enseignent les techniques de guérilla qui faisaient l'admiration de leurs adversaires du PDK. Composée de volontaires, cette force spéciale comprend plusieurs bataillons de 500 à 600 hommes, issus de l'école de Zawita. Le PDK a créé des unités de commandos, sous le commandement de Wajji Barzani, un des frères de Massoud Barzani.

Par ailleurs, le gouvernement d'Erbil a créé, à Zakho, une école militaire classique, dirigée par le général Shehab Ahmed, ancien officier supérieur de l'armée irakienne. Elle forme des promotions d'une centaine d'officiers destinés à encadrer l'ébauche d'armée régulière kurde. Ils deviennent en deux ans sous-lieutenants... en suivant rigoureusement le programme des écoles militaires irakiennes. A Souleimaniyé, l'UPK a fait de même, créant son académie et ses unités de commandos.

Si les Américains décident de créer un second front à partir du Kurdistan, les peshmergas pourront donc jouer un rôle important. D'abord dans le renseignement. Depuis des années, les dirigeants kurdes ont noué des relations avec les généraux et colonels du 1^{er} corps d'armée basé à Kirkouk, et avec ceux du 5^e corps, à Mossoul. Avec plusieurs centaines de milliers de Kurdes vivant encore dans la partie du Kurdistan contrôlée par le gouvernement et à Bagdad, le PDK et l'UPK sont bien placés pour disposer de renseignements sur le moral et les mou-



■ Kurdistan irakien, février 2003. Des peshmergas sur la ligne de front avec la zone où sévit le mouvement islamiste kurde Al-Ansar, accusé de relations avec Al-Qaida.

KATE BROOKS/CORBIS

vements des unités irakiennes, l'emplacement des champs de mines, éventuellement sur la position de batteries de missiles.

OBJECTIF : BAGDAD

Mais c'est le jour où les Américains décideront de prendre Kirkouk et Mossoul que les forces spéciales kurdes pourraient jouer un rôle très important. Les commandos de Wajji Barzani, en particulier, sont aptes à s'infiltrer derrière les lignes de l'ennemi, attaquer ses communications et réaliser des opérations de sabotage, pendant que celui-ci fait face à une attaque frontale.

Servant d'éclaireurs, progressant sous la protection de l'aviation américaine, les Kurdes pourraient permettre à des unités alliées

équipées d'armes légères mais sophistiquées de s'emparer des positions stratégiques. En 1991, ils s'étaient emparés de la plus grande partie de Kirkouk, et ne l'abandonnèrent qu'après l'intervention de l'aviation irakienne. Les Kurdes s'étaient auparavant emparés d'un important matériel militaire - avions, blindés, artillerie - que, faute de savoir l'utiliser, ils avaient dû se résoudre à détruire...

Mais Bagdad, la capitale, plus que Kirkouk et Mossoul, est l'objectif dont ils souhaitent s'emparer. « Avec une couverture aérienne et un soutien d'artillerie, nous pouvons prendre Bagdad », affirme Kosrat Ras-soul, chef militaire de l'UPK. Même s'ils ne sont que des forces supplétives, les Kurdes,

nombreux à parler l'arabe, pourraient jouer un rôle très important pour prendre la ville et assurer le maintien de l'ordre dans une capitale « libérée ». Evidemment, pour les Anglo-Américains, faire appel aux forces kurdes pour prendre Kirkouk, et a fortiori Bagdad, serait une décision politique lourde de conséquences. Mais les aléas de la guerre pourraient les amener, dans l'avenir, à devoir jouer la carte kurde, malgré les pressions turques.

Chris Kutschera

★ L'auteur a publié, entre autres, *Le Défi kurde* (Bayard, 1997) et *Le Kurdistan* (Favre, 2002).

PDK et UPK, unis et désunis

LORS du soulèvement kurde, consécutif à la guerre du Golfe et terriblement réprimé par Bagdad, Américains, Britanniques et Français, en avril 1991, établissent, en vertu d'une interprétation de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU sommant Saddam Hussein de respecter les droits de l'homme, une « zone de protection » des Kurdes, dans le cadre de l'opération dite « Provide Comfort ». Début juin, ils ajoutent une « zone d'interdiction » à l'aviation irakienne, au nord du

36° parallèle. De là débute une période de quiétude relative pour les trois millions de Kurdes qui y vivent.

Taisant leurs luttes d'influence face à l'ennemi (le régime de Bagdad), les deux principales formations politiques et paramilitaires kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, conviennent d'établir une administration autonome dans la zone protégée. Des élections sont organisées, en mai 1992, et ils se dotent d'un « parlement » et d'un « gouvernement ».

Leurs conflits ne tardent toutefois pas à refaire surface, le partage des ressources - en particulier les « droits de passage » perçus à la frontière turque par le PDK - servant de détonateur. Dès 1993, des

heurts opposent leurs miliciens, qui dégénèrent en 1994 en affrontements meurtriers. En 1996, Massoud Barzani n'hésite pas à appeler l'armée irakienne à l'aide contre l'UPK, provoquant la débandade de nombreux opposants irakiens non kurdes réfugiés, tandis que l'antenne locale de la CIA et plusieurs ONG doivent quitter le territoire. Une neutralité bienveillante s'est ensuite installée entre les deux partis, chacun demeurant maître de « son » territoire, l'UPK au sud de la zone autonome, le PDK au nord.

Leur réconciliation, fortement encouragée et parrainée par Washington, a été scellée en octobre 2002, à l'heure où commençaient à battre les tambours de guerre américains contre l'Irak.

M. Na.

HAMIT BOZARSHAN, de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman

« Les Kurdes préfèrent le statu quo »

Que pensez-vous de ce début de guerre ?

Les Américains sont mentalement autistes. Ils disposaient de toutes les informations, comme le rapport du Carnegie Endowment for International Peace et d'autres. Il était évident que certains miliciens allaient se battre à mort. Ils étaient informés du réflexe patriotique prévisible, même chez une population soumise à une dictature totalitaire. Or tout se passe comme s'ils avaient décidé d'occulter au départ les informations « gênant » l'idée d'une campagne brillante et rapidement victorieuse.

Comment la société kurde, dont vous êtes un spécialiste, se positionne-t-elle dans cette configuration ?

Sa situation s'est considérablement améliorée depuis 1998. On assiste à l'émergence d'une société civile active. La situation économique s'est aussi améliorée, certes non productive et basée sur la redistribution de la rente « Pétrole contre nourriture », mais elle a fait cesser les activités prédatrices des milices. Spontanément, les Kurdes seraient donc plutôt partisans du statu quo. Ils se disent qu'inscrire l'autonomie kurde dans la durée travaille pour eux. La guerre ayant éclaté, les partis kurdes y vont, et la société aussi, mais à reculons. Les gens se deman-

dent s'ils sortiraient gagnants ou perdants par rapport à la situation actuelle.

Une fois la guerre engagée, quelles sont les priorités des Kurdes ?

D'abord éviter une entrée massive de troupes turques. Ensuite réinstaller les Kurdes de Kirkouk dans leur ville. Ils constituaient 50 % de la ville en 1990, 120 000 en ont été chassés par Saddam, et 60 000 ont dû prendre la « nationalité arabe » pour y demeurer. Leur retour à Kirkouk a une portée politique symbolique, mais je ne crois pas que les partis kurdes, l'UPK et le PDK, voudront en faire la capitale d'un Kurdistan autonome.

Quel est le poids du clanisme, du tribalisme, dans cette société ?

Les Kurdes s'insèrent dans les structures particulières de solidarité du tribalisme moyen-oriental. Des tribus kurdes ont collaboré avec Saddam, avant de changer de camp en 1991. Mais il ne faut pas se focaliser sur les tribus. Les deux partis ont maintenant formé une bureaucratie qui entretient avec elles des relations clientélistes, mais leur légitimité ne découle pas des tribus. Beaucoup dépendra des suites de la guerre. Si les Américains mettent en place un « nice general », certaines tribus peuvent se rallier si elles y trouvent leur intérêt. De même, si Saddam l'emportait.

Vous envisagez sérieusement une victoire de Saddam Hussein ?

La probabilité est infime, mais on ne peut exclure qu'il soit encore là dans six mois. Bientôt, il fera 50° à l'ombre. Le sable est à Saddam ce que la neige est à la Russie. Et il peut encore y avoir tellement d'imprévu : au Proche-Orient, ou avec l'opinion européenne, américaine...

Pourquoi le nationalisme kurde, entre l'Irak, l'Iran et la Turquie, n'a-t-il jamais été unifié ?

Parce que sa nature profonde, tout comme l'*oumma*, la nation arabe, ressortit à l'imaginaire. La nation kurde existe sur un registre symbolique, qui produit un discours commun sur l'histoire, avec un territoire, un drapeau et un hymne communs. Ces symboles sont facteurs d'unité. Mais les États, avec leurs politiques économiques, sociales, éducatives, ont créé des dynamiques contraires à la « kurdité ». Ajoutez l'immigration intérieure (il y a 3 millions de Kurdes à Istanbul, un demi-million à Bagdad). Résultat : aucun mouvement kurde ne sort de son cadre étatique, mais chacun mobilise des Kurdes d'autres pays. Le PKK turc a eu dans ses rangs des Kurdes irakiens. Barzani a récupéré des Kurdes turcs. Et dans l'exil, des organismes comme l'Institut kurde de Paris regroupent

tout le mouvement national. Pourquoi ce système d'affiliations multiples serait-il néfaste, si un jour le Proche-Orient était pacifié ?

Pacifié sous l'égide américaine ?
Tant que le problème israélo-palesti-

nien n'est pas résolu, les Américains ne seront jamais perçus comme légitimes au Proche-Orient. La tentation sera toujours plus forte de chercher à supprimer le présent (cf. les attentats-suicides) pour ne pas faire le bilan du passé, par absence de

perspectives d'avenir respectables.

Propos recueillis par Sylvain Cypel

Des Turcs fiers d'avoir tenu tête aux Etats-Unis

POUR ANKARA, UNE INCURSION ARMÉE EN TERRITOIRE IRAKIEN EST INÉVITABLE, AU RISQUE DE DÉCLENCHER UNE « GUERRE DANS LA GUERRE »

APRÈS des mois de tractations - « un vrai maquignonnage », selon George W. Bush - la Turquie, deuxième armée de l'OTAN et meilleure alliée des Etats-Unis dans la zone, a refusé à l'administration américaine l'ouverture d'un « second front » vers Bagdad depuis son territoire, se privant ainsi d'une manne économique bienvenue (30 milliards de dollars) mise sur la table par Washington. Mais la « petite Asie » continue néanmoins d'envisager l'envoi de milliers de ses soldats dans la région autonome kurde du nord de l'Irak, au risque de déclencher une « guerre dans la guerre ».

Ainsi, au moment où, conformément au vote du Parlement turc (dominé par l'AKP, issu de la mouvance islamiste), les forces américaines quittent, avec armes et bagages, les bases d'Anatolie, l'armée turque maintient 40 000 hommes le long de la frontière turco-irakienne, prêts à intervenir dans l'éventualité d'un « afflux massif de réfugiés » ou en cas de « combats entre forces locales armées » ou pour répondre « à une attaque de l'une d'elles contre la population civile », comme l'a rappelé, jeudi 26 mars, le général Hilmi Ozkok, le numéro un de l'armée.

Le scénario d'une incursion turque au nord de l'Irak, abhorré par les Kurdes irakiens soucieux d'éviter les exactions d'une armée qu'ils connaissent bien, est également redouté par la coalition anglo-américaine. « Nous n'en voyons aucun besoin », a déclaré Colin Powell, le chef du département d'Etat américain, tandis que le premier ministre britannique, Tony Blair, la qualifiait

d'« inacceptable ».

Après les mises en garde lancées ces derniers jours par Washington et par Bruxelles, l'armée turque, principal acteur de la scène politique locale et gardienne des principes kémalistes - dont l'intégrité du territoire de la République -, renoncera-t-elle à son projet ? Les pressions et l'aide financière promise récemment (1 milliard de dollars à venir des Etats-Unis et le doublement de l'aide de préadhésion à l'Union européenne annoncé ces jours-ci par les Quinze) suffiront-elles à calmer le jeu ?

Certes, le chef de l'état-major, le général Hilmi Ozkok, s'est engagé à ce que toute initiative soit « coordonnée avec les Etats-Unis », mais le projet de déploiement de soldats turcs n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucun accord politique entre Ankara et Washington. Le parachutage au Kurdistan d'Irak, dans la nuit de jeudi 26 à vendredi 27 mars, d'un millier de soldats de la 173^e brigade de l'armée américaine, vraisemblablement char-

gés, à terme, de sécuriser les champs pétroliers de Kirkouk et Mossoul (régions du Kurdistan restées sous le contrôle de Saddam) n'est pas fait pour rassurer la Turquie. Les pachas turcs ne voient pas d'un bon œil

cette coopération entre Washington et les peshmergas (combattants) kurdes.

Sourds aux critiques internationales, la plupart des responsables politiques turcs considèrent comme inévitable la perspective d'une incursion armée en territoire irakien. Les libéraux Kemal Dervis (l'ancien ministre des finances) et Ismail Cem (l'ex-chef de la diplomatie) comme les islamistes Recep Tayyip Erdogan (le premier ministre) et Abdullah Gül (le ministre des affaires étrangères), sont tous animés par la même euphorie nationaliste.

Malgré la chute de la Bourse, de la monnaie locale et la flambée des taux d'intérêt survenues au lendemain du refus du Parlement turc de voir stationner les boys sur les bases d'Anatolie, les éditorialistes ont applaudi ce choix. Qu'importe si le pays est désormais menacé par un effondrement financier. « Nous sommes très fiers d'avoir tenu tête aux Etats-Unis », se réjouissait la correspondante du journal *Radikal* à Paris. D'aucuns vont jusqu'à suggérer l'existence d'un complot ourdi « entre les Kurdes et les Américains » afin de diviser le Proche-Orient...

Parmi les raisons avancées par Ankara pour justifier la perspective d'une intervention figure la crainte de voir se créer un Kurdistan indépendant aux marches de la Turquie. Car la république d'Atatürk, née sur les

Les « pachas » turcs ne voient pas d'un bon œil cette coopération naissante entre Washington et les « peshmergas »



■ Iskenderun, 24 mars 2003. Des blindés turcs partent vers la frontière irakienne. Ankara a déjà 20 000 soldats au Kurdistan irakien.

découverts de l'Empire ottoman en 1923, reste marquée par le « complexe de Sèvres », du nom du traité – rendu caduc par celui de Lausanne – qui prévoyait son démembrement. Fidèle à la ligne adoptée depuis Atatürk, la « petite Asie » cherche à briser toute velléité d'autonomie, émanant tant de sa propre minorité kurde (entre 12 et 15 millions de personnes) que des Kurdes (25 millions en tout) disséminés au-delà de ses frontières.

Mais il est une autre raison avancée par Ankara pour justifier ses desseins, celle de la protection de la minorité turcomane d'Irak (500 000 personnes officiellement, 2,5 millions selon les Turcs) pour laquelle un statut

est réclamé. Dans la vision turque de l'après-Saddam, les Turcomans seraient appelés à résider à Kirkouk et à Mossoul, ces riches villes pétrolières du nord de l'Irak, gérées par l'Empire ottoman puis par la Turquie jusqu'en 1926, et pour lesquelles les généraux turcs mettent en avant des « droits historiques ».

Pourtant Kirkouk, située dans la partie du Kurdistan gérée par Saddam et où 20 % du pétrole est extrait, est aussi revendiquée par les Kurdes. Alors que la ville « ne comptait en 1970 aucun cimetière arabe », comme aime à le rappeler Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), elle est soumise depuis 1991 à un nettoyage eth-

nique décidé de Bagdad. Les dizaines de milliers de Kurdes qui en ont été chassés, pour être remplacés par des ressortissants irakiens d'origine arabe, espèrent, une fois la guerre finie, pouvoir rentrer chez eux, ce qui n'est guère du goût d'Ankara.

Engluée dans une crise économique sans précédent, menacée à tout moment d'un défaut de paiement de sa dette domestique (74 milliards de dollars à rembourser en 2003), de plus en plus éloignée de son partenaire américain, la Turquie est désormais guettée par l'isolement. Saura-t-elle renoncer à la tentation de créer un nouveau Chypre au nord de l'Irak ?

Marie Jégo

Des chiites opprimés et souvent trahis

BASSORA, Kerbala, Nadjaf... C'est à partir du « pays » chiite que les forces américaines et britanniques ont lancé leur offensive militaire sur l'Irak, avec l'espoir secret, sinon la conviction, qu'elles y seraient accueillies à bras ouverts, tant il est vrai que les populations chiïtes, pourtant majoritaires dans l'ancienne Mésopotamie, ploient sous l'oppression du pouvoir sunnite central.

Il n'en a rien été, et les raisons de cette indifférence – qui pourrait dégénérer en franche hostilité – sont sans doute multiples : le souvenir vivace du bradage du soulèvement chiite de 1991 par les Etats-Unis, la confusion de la situation militaire, l'opacité des objectifs de Washington et Londres en Irak, de probables divergences inter-chiïtes, et aussi une franche hostilité historique des chiïtes à toute forme d'« occupation » occidentale. Une expérience douloureuse de près d'un siècle a appris aux chiïtes la patience – et surtout la méfiance.

Qui sont les chiïtes irakiens ? Près de 60 % de la population, selon l'estimation la plus généralement admise, Arabes dans leur écrasante majorité, mais aussi Kurdes, dits Faylis, et Turcomans. L'Irak est le berceau de leur islam, puisque c'est à Koufa qu'Ali, cousin et gendre du prophète et son seul successeur légitime à leurs yeux, fut tué en 661 ; et à Nadjaf, où il a été enterré, que se trouve son mausolée. C'est à Kerbala que se dresse celui de son fils Hussein, tué dans la même ville en 680, et de son demi-frère Abbas. On peut aussi évoquer Samarra, plus au nord, où disparut, en 874, le douzième imam Abdel Qassem Mohammad Al-Mahdi, dont les chiïtes duodécimains attendent le retour, ou encore Kazimayn, à la périphérie de Bagdad, où se trouvent les mausolées des septième et neuvième imams.

PRÉDOMINANCE NUMÉRIQUE

C'est dans les villes saintes et autour d'elles qu'ont prospéré les écoles religieuses et où se sont installés, pendant des siècles, oulémas et grands référents religieux (*marjaa*, et *marjaa a'la* ou *taqlid*), en majorité persans. C'est également dans ces cités que les débats les plus fructueux se sont déroulés sur l'« ijtihad » – l'interprétation de la doctrine. C'est donc en Irak que le chiïsme a connu ses grands moments et que se sont retrouvés ses grands penseurs, en interaction – positive ou négative, selon la dynastie au pouvoir à Téhéran – avec la Perse voisine, convertie au chiïsme dès le XVI^e siècle.

L'instauration en Iran d'une République islamique, en 1979, n'échappe évidemment pas à la règle : à partir des années 1970, la hiérarchie religieuse chiïte iranienne est en quasi-osmose avec son homologue irakienne. Dès 1964, après avoir été condamné à mort dans son pays, où règne le chah, l'imam Rouhollah Khomeiny, futur père de la République islamique, s'est installé à Nadjaf, en Irak, d'où il n'est parti qu'en 1975, pour Neauphle-le-Château, après la signature du traité irako-iranien d'Alger sur la délimitation de la frontière sur le Chatt Al-Arab.

Réduire la structure de la société irakienne à une simple mosaïque de communautés, dont la chiïte est la prédominante, est certes simplificateur, dans la mesure où les structures tribales, les clivages entre ville et campagne, voire le degré de religiosité à l'intérieur de chaque communauté, doivent être pris en compte. Il n'empêche : dans l'ancienne Mésopotamie, les chiïtes sont bel et bien chez eux, même s'ils sont, dans leur majorité, les descendants de tribus bédouines à l'origine sunnites, converties au chiïsme – symbole d'une certaine manière, du martyre et de la résistance à l'oppression par réaction au despotisme des chefs locaux et, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, à l'oppression d'un pouvoir central ottoman.

Cette prédominance numérique et historique ne leur a néanmoins jamais assuré l'accès au pouvoir. Les sunnites sont aux commandes depuis l'Empire ottoman. Pis : après l'indépendance (1930), nombre de chiïtes durent déployer des preuves attestant leur « irakité », dans la mesure où ils n'étaient pas détenteurs de la nationalité ottomane, condition pour être reconnu irakien, en vertu du code de la nationalité de 1924.

ANTAGONISMES AVEC LE BAAS
Sous l'Empire ottoman, les chiïtes s'étaient cantonnés dans une opposition plus ou moins franche au pouvoir, non pour le prendre, mais pour exiger la reconnaissance

ce de droits ou de passe-droits ; ils ont parfois composé avec lui, mais se sont alliés à lui contre l'envahisseur étranger, perçu comme un danger pour tous les musulmans. En l'absence d'organisation politique, les oulémas, devenus au fil des ans la référence tant religieuse que politique, tenaient le haut du pavé. Ce sont eux qui, en 1914, face aux Alliés, ont joint leurs voix à celles des sunnites proclamant des fatwas (décrets religieux) invitant au djihad contre l'armée britannique. Ils levèrent même une armée de volontaires. Ils s'insurgèrent par la suite contre le mandat britannique, revendiquant l'établissement d'un Etat arabe et islamique.

Fayçal, premier roi d'Irak, installé sur le trône de la monarchie constitutionnelle mise en place par la Grande-Bretagne, n'ayant pas pris ses distances par rapport à Londres, ils se considèrent déliés de l'allégeance qu'ils lui avaient promise, sous condition de totale indépendance. Le bras de fer léonin qui s'ensuivit avec les Britanniques se solda par leur défaite.

Ayant investi le Parti communiste dès sa création en 1934 – lequel allait devenir le plus important PC du Proche-Orient –, puis le parti Baas, fondé en 1952 en Irak par un des leurs, les chiïtes ont été les victimes de la répression et des purges qui ont touché ces deux formations, parallèlement à une certaine renaissance de l'institution religieuse. Les oulémas se firent les promoteurs de l'islam politique et le premier parti islamiste d'Irak, Al-Daawa, fut créé en 1957 ; l'Organisation de l'action islamique, en 1961.

Les antagonismes entre le mouvement religieux chiite et le Baas s'accrochèrent après le coup d'Etat de 1968. Ses auteurs voient dans les oulémas un instrument aux mains de l'Iran. S'engageant alors les premières déportations vers l'Iran d'Irakiens d'origine iranienne, ou dits « de rattachement iranien », parce que l'un de leurs parents était persan. Les grands *marjaa* ne sont pas épargnés, certains voient leurs biens confisqués, d'autres sont arrêtés, d'autres encore exécutés. Les heurts ont lieu avec l'armée et des fidèles chiïtes sont exécutés.

La rupture est consommée entre le pouvoir baasiste et la *marjaya* chiite lorsque l'Irak déclare la guerre à l'Iran, en 1980. Une guerre au cours de laquelle les chiïtes, dans lesquels tant l'Empire ottoman que le régime de Saddam Hussein voyaient une cinquième colonne au service du voisin iranien, ont administré la preuve la plus éclatante... de leur fidélité à leur pays !

Mouna Naïm

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

UQÀM 10 février 2003

Enseigner un mois au Kurdistan irakien

Claude Gauvreau

«**M**algré les traumatismes que le régime irakien leur a fait subir, les Kurdes sont parvenus à acquérir une force, une tranquillité, un surcroît d'âme», confie la professeure Anne Legaré du Département de science politique, qui a séjourné un mois au Kurdistan, du 15 mai au 15 juin dernier.

C'est à l'invitation de l'Institut kurde de Paris, une association sans but lucratif vouée à la défense des droits du peuple kurde, que Mme Legaré s'est rendue dans la région du Kurdistan située en Irak, une petite province grande comme la Suisse, mais forte d'une population de quatre millions d'habitants. «Je suis allée donner des cours et des conférences dans des universités et à l'Assemblée nationale kurde sur les thèmes de la démocratie, du fédéralisme et des rapports entre la société civile et l'État. Les Kurdes ont une grande soif de savoir. Ils représentent la principale force de progrès en Irak», affirme Mme Legaré.

Depuis 1991, les Kurdes irakiens vivent dans une zone protégée par l'ONU. Ils forment un petit peuple courageux qui a su se relever après les bombardements irakiens au gaz toxique et autres atrocités, explique Mme Legaré. Ils ont gardé une tradition populaire vivace et se sont opposés de tout temps aux dominations étrangères. «Peu de gens savent que leur niveau de vie est le plus élevé dans le pays. Ils ont reconstruit leur réseau routier, possèdent sept chaînes de télévision tout en ayant accès aux autres chaînes américaines et européennes, sans parler d'un nombre important de journaux et de l'Internet. Plusieurs Irakiens aiment bien passer leurs vacances au Kurdistan!»

Aujourd'hui, raconte Mme Legaré, le région compte 4 000 villages, 2 000



Mme Anne Legaré, professeure au Département de science politique, à la frontière du Kurdistan irakien.

écoles primaires et trois universités rassemblant 15 000 étudiants. Évidemment, les Kurdes ont encore d'énormes besoins : des élites à former, un système juridique à bâtir, une relève pour les enseignants, des bibliothèques, des bourses pour les étudiants, etc.

Un laboratoire de démocratie

Les Kurdes, qui sont aussi présents en Iran, en Turquie, en Syrie et en Transcaucasie, formant un peuple d'environ 25 millions de personnes, ne veulent pas créer un État indépendant en Irak, aspirant plutôt à un régime fédéral où ils détiendraient



Anne Legaré en compagnie d'étudiants kurdes.

environ le tiers de la représentation. «Ils se sentent irakiens et leur citoyenneté est irakienne. Ils sont de confession musulmane (en majorité sunnite), mais nulle trace d'intégrisme chez eux. Leur nationalisme n'est ni fermé, ni ethnocentrique. Ce qu'ils tentent de développer, c'est une culture du lien civique.»

Le peuple kurde s'est donné un gouvernement autonome et une assemblée nationale, dirigée par le Parti démocratique du Kurdistan, où sont représentés des civils, des membres de groupes religieux et deux minorités, les Turkmènes et les Assyriens. Ces derniers, au nombre de 160 000, ont cinq députés à l'Assemblée !

«Si jamais le régime de Saddam Hussein devait tomber, les Kurdes

pourraient jouer un rôle important dans l'édification d'un système politique démocratique en Irak. D'ailleurs, en décembre dernier, des représentants kurdes étaient présents lors d'une réunion rassemblant les forces d'opposition à Saddam. Ils souhaitent qu'il s'en aille. Son départ serait pour eux une condition pour l'avenir. Quant aux Américains, qui les ont déjà laissé tomber par le passé, ils s'en méfient. Ils refusent de leur servir de caution contre Saddam et craignent que leur région serve de base de soutien à l'armée américaine dans l'éventualité d'une offensive militaire.»

Anne Legaré a rencontré récemment le ministre québécois de l'Éducation, M. Sylvain Simard. Celui-

ci s'est montré favorable à l'idée de créer une mission universitaire québécoise qui pourrait recevoir des représentants kurdes afin qu'ils visitent nos universités et rencontrent des membres de l'Assemblée nationale du Québec, dans la perspective de jeter les bases d'une coopération future. «Les Kurdes s'intéressent beaucoup à la francophonie. Ce serait formidable si leurs étudiants pouvaient venir ici, sur le terrain, pour voir comment fonctionnent nos systèmes politiques et universitaires.»

«Personnellement, j'ai le sentiment d'avoir une dette énorme à leur égard», conclut-elle ●